

GUSTAVE DE BEAUMONT

ÉCRITS,
TRAVAUX
ET DISCOURS

DEUXIÈME VOLUME



INSTITUT COPPET

GUSTAVE DE BEAUMONT

ÉCRITS,
TRAVAUX
ET DISCOURS

VOLUME II

Paris, 2025
Institut Coppet

BROCHURES ÉLECTORALES ET POLITIQUES

À MESSIEURS LES ÉLECTEURS
DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-CALAIS.

(1837)

Messieurs,

Encouragé par les exhortations de quelques amis je viens vous demander vos suffrages et réclamer l'honneur d'être votre député. Né dans cet arrondissement, fils d'un homme qui habite depuis cinquante ans, et qui, j'ose le dire, a su mériter l'estime de ceux même qui ne partagent pas toutes ses opinions, je sens chaque jour davantage combien il serait précieux pour moi de contracter avec l'arrondissement de Saint-Calais une sorte d'union politique qui viendrait resserrer encore tous les liens d'affection et d'intérêt qui m'attachent à mon pays natal. Mon plus vif désir serait que cette alliance, si elle se formait, fût indissoluble : une fois votre représentant, je voudrais toujours l'être ; et je déclare que si un jour j'avais le bonheur de rendre à mon pays quelque service en récompense duquel la pairie me fût offerte, je la refuserais pour rester votre député.

Sans doute, Messieurs, vous êtes en droit d'exiger beaucoup de garanties de celui que vous investissez de votre confiance : la seule dont j'ose me prévaloir auprès de vous, c'est l'indépendance de mon caractère et de ma position.

Cette indépendance, Messieurs, je l'invoque avec confiance : je crois en avoir acquis le droit ; elle a toujours été mon premier besoin. Ennemi de toutes les servitudes et de toutes les tyrannies, je n'aime ni à imposer les unes ni à subir les autres ; et je n'ai jamais compris qu'aucune considération humaine fit dévier un homme indépendant de la ligne où son devoir l'a placé. Magistrat, je fus destitué pour avoir fait un acte de conscience. Je n'ai pas besoin de vous rappeler, Messieurs, les circonstances d'un procès qui a eu quelque éclat. Il vous suffit sans doute de savoir qu'à cette époque on avait voulu faire de moi le défenseur de la baronne de Feuchères.

Chargé de fonctions publiques, je n'étais point l'aveugle ami du pouvoir ; repoussé par lui, je ne suis point devenu son adversaire. Il serait triste de n'aimer son pays et l'ordre qui y est établi qu'à la condition d'occuper un emploi, et de n'être bon citoyen qu'autant

qu'on reçoit un traitement de l'État. Frappé d'un coup aussi injuste que violent, j'eusse aisément alors trouvé asile dans quelqu'un des partis extrêmes, hostiles au principe même du gouvernement, et qui dans ce moment m'ouvraient leurs rangs. Mais intimement convaincu que la présente Constitution loyalement entendue suffit au bonheur de la France, et qu'il est de l'intérêt de tous de s'y rattacher franchement, j'ai gardé ma foi politique. Je sais d'ailleurs quelles sont les exigences des partis. Il m'importait, en échappant à un despotisme, de n'en point subir un autre ; et je voulais, avant tout, garder cette indépendance, qu'au prix d'une carrière qui m'était chère j'avais conservée.

Rentré en possession de ma liberté, j'en sais trop le prix pour l'aliéner jamais. J'appartiens maintenant à une corporation dont l'esprit de liberté forme le caractère distinctif ; je suis avocat ; et dans les loisirs que me laisse une carrière tardivement abordée, j'écris. Il y a dans ces deux professions, les lettres et le barreau, des allures communes d'indépendance qui me conviennent. L'une apprend à penser, l'autre à parler librement.

Quant aux devoirs qui me seraient imposés si j'étais votre mandataire, je ne suis point, Messieurs, assez présomptueux pour me croire capable de les remplir tous. Cependant, il me semble que je vois ce qui serait à faire.

Entrer dans la Chambre en écartant tout esprit d'opposition, systématique ; appuyer loyalement les bonnes lois proposées par le gouvernement, combattre sans crainte les mauvaises, les examiner toutes scrupuleusement, et les soumettre à l'épreuve d'une discussion sincère ;

Veiller aux intérêts des contribuables et prendre particulièrement à cœur ceux de l'arrondissement dont je recevrais mon mandat.

Mettre à profit la paix dont nous jouissons, et le silence des partis, pour travailler au développement sage et progressif de nos institutions ; placer d'abord hors de toute querelle le principe et la forme de la Constitution ; défendre avec zèle les droits des Corps législatifs, et maintenir leurs prérogatives aussi inviolables que celles de la Couronne ; mettre à l'abri de toute atteinte nos deux institutions fondamentales : le jury, sans lequel il n'y a point de liberté civile ; la presse, sans laquelle il n'y a point de liberté publique ; ne jamais attaquer l'autorité pour la détruire, mais aussi ne lui conférer jamais de pouvoirs sans lui demander des garanties ;

Ranimer en France la vie municipale qui s'y meurt ; organiser dans nos lois la démocratie qui est dans nos mœurs ; introduire l'honnête dans la politique ; montrer qu'il y a pour la vie publique des règles aussi sévères de probité que pour la vie privée, et n'oublier

jamais, en faisant des lois, qu'il y a au-dessus d'elles deux principes supérieurs à tout : la morale et la justice ;

Admettre les capacités intellectuelles aux droits électoraux, et faire cesser cette singulière anomalie de nos lois, qui reconnaît à un citoyen l'intelligence suffisante pour condamner son semblable à mort, et ne juge point ce même homme assez éclairé pour choisir un bon mandataire ;

Enfin, améliorer le sort des classes ouvrières, les émanciper par l'instruction, les moraliser et les enrichir par le travail, les prémunir contre le malheur par la prévoyance ;

En un mot, travailler sans relâche à faire de la France la nation la plus heureuse et la plus riche, comme elle est déjà le peuple le plus grand et le plus puissant du monde.

Telle est à mes yeux l'œuvre que doit se proposer toute législature nationale, et dont tout bon député doit s'efforcer de prendre sa part. Si vous m'en donniez le mandat, Messieurs, je ne pourrais vous répondre que de mes efforts ; mais ces efforts seraient entiers, et je dévouerais à cette noble tâche toute mon existence, tout mon zèle et toutes mes facultés.

GUSTAVE DE BEAUMONT.

15 octobre 1837.

LETTRE DE GUSTAVE DE BEAUMONT,
MAGISTRAT DESTITUÉ, CANDIDAT AUX ÉLECTIONS
À SAINT-CALAIS, AU DIRECTEUR DE « L'AMI DES LOIS »,
EN RÉPONSE À DES IMPUTATIONS CALOMNIEUSES
PARUES DANS CE JOURNAL.

(1837).

M. GUSTAVE DE BEAUMONT vient d'adresser à M. le Directeur-Gérant du journal l'*Ami des Lois*, la réclamation suivante :

Monsieur le Rédacteur, on me communique à l'instant même deux numéros de votre journal, aux dates du 25 et du 26 de ce mois, dans lesquels je vois deux articles exclusivement relatifs à moi, et à ma candidature dans l'arrondissement de Saint-Calais. J'apprends en même temps que, soit générosité de votre part, soit zèle de l'administration, ces articles ont été distribués par vous, non seule-

ment à vos abonnés, mais encore à tous les électeurs du département de la Sarthe.

Tant que vous vous bornerez à discuter les titres publics que je puis avoir à la confiance des électeurs de Saint-Calais, je ne vois, dans votre procédé, quelque rudes qu'en soient les formes, que l'exercice d'un droit qui vous appartient ; d'un droit que je considère comme essentiel à tout gouvernement libre, qui me paraît la garantie fondamentale de notre constitution, et que je ne me plaindrai jamais de voir exercé contre moi, alors même que les bornes de la convenance seront dépassées. Je sais que toute liberté a besoin d'espace pour se mouvoir, et dans le champ vaste qu'on lui abandonne, il est bien difficile qu'elle ne commette pas d'écarts.

Libre donc à vous, Monsieur, de trouver fort curieuse ma profession de foi que j'avais eu seulement l'intention de faire grave ; libre à vous de me prêter les plus ridicules prétentions, soit à un éternel mandat de mes commettants, soit à une pairie que je ferais tout à coup surgir de mon cerveau, pour me donner le mérite d'un refus plein de fatuité ; libre à vous de ne connaître ni ma personne ni mes ouvrages qui sont peu connus, je l'avoue, et méritent fort peu de l'être ; libre à vous enfin de voir, dans l'adjonction des capacités intellectuelles, une insulte aux électeurs propriétaires ou patentés : insulte que vous seul, je crois, avez aperçue.

Si vous vous étiez borné, dis-je, à présenter à vos lecteurs de semblables considérations, je me tairais, je vous l'assure. Je sais qu'on ne peut, quelques efforts que l'on fasse, plaire à tout le monde ; et je me consolerais, au sein d'autres approbations, du malheur de n'avoir pas obtenu la votre. Mais, Monsieur, dans votre numéro du 26 octobre, vous ne vous en tenez pas à ce genre de discussion dont vos lecteurs apprécieront le mérite, et que je leur abandonne pour n'y plus revenir. De critique vous devenez accusateur, j'allais dire calomniateur, mais je me reprends. Je veux, au moins, en commençant, me servir d'expressions moins vives, et je vous dirai simplement, Monsieur, que vous avez été trompé par des informations inexactes, j'allais dire encore mensongères, et que, par suite de cette erreur, vous avez travaillé à tromper les autres. Je veux bien vous croire innocent d'intention, Monsieur, très innocent ; et peut-être en effet, vous, Monsieur le rédacteur du journal, n'êtes-vous pour rien dans cette publication. Cependant vous racontez, ou plutôt on raconte dans votre journal des faits circonstanciés. Ces faits, s'ils étaient vrais, justifieraient non seulement le gouvernement de ma destitution, que beaucoup de monde, jusqu'à présent, avait regardée comme une injustice, mais encore ils me constitueraient en état de calomnie vis-à-vis du pouvoir, que je ne calomnierais ainsi

que pour me faire du scandale un moyen de popularité. Il ne s'agit donc plus seulement d'un intérêt électoral ; vous attaquez, Monsieur, la moralité même de mon caractère. Or, Monsieur, je vous déclare que les faits articulés par vous *sont faux* ; et je vais le prouver sans déclamation. J'ai le droit légal, Monsieur, aux termes des lois et notamment de l'art. 11 de la loi du 25 mars 1822, d'exiger de vous que vous insériez dans votre journal ma réponse à vos attaques : alors même que la loi ne me l'accorderait pas, la simple équité le voudrait ainsi. Ces attaques ont occupé quatre grandes colonnes de votre feuille : ma réponse y doit trouver place, la voici :

Oui, Monsieur, j'ai été destitué pour avoir fait un acte de conscience ; oui, Monsieur, on avait voulu faire de moi le défenseur de la baronne de Feuchères, et je l'ai refusé ; je l'ai refusé par des motifs de dignité personnelle, et aussi par des considérations d'intérêt public. Vous racontez ce qui s'est passé en 1832 au tribunal de la Seine, sur la foi de je ne sais quelle communication officieuse, peut-être officielle, mais qui, je le déclare, est complètement erronée.

« M. de Beaumont était, dites-vous, en 1832, substitut attaché au service de la chambre correctionnelle de Paris. »

Vous vous trompez, Monsieur, je n'étais point attaché au service de la chambre correctionnelle de Paris ; je venais alors quelquefois au parquet, afin d'aider mes collègues, dispersés par la présence du choléra à Paris, mais en réalité j'étais en congé à cette époque. J'arrivais des États-Unis, où j'étais allé remplir une mission qui m'avait été donnée en 1831, par M. de Montalivet, ministre de l'intérieur, et *je n'avais pas, depuis mon retour, paru une seule fois à l'audience*. Remarquez, Monsieur, que je ne fais aucune réflexion ; je constate la fausseté de vos allégations sans en rien dire autre chose.

« Devant cette chambre, ajoutez-vous, fut portée la plainte en diffamation de la dame de Feuchères. M. de Beaumont ne fut pas chargé de cette cause plus spécialement que des autres, mais il devait porter la parole et conclure, selon sa conscience, dans cette cause comme dans les autres portées devant la chambre à laquelle il était attaché. »

Tout est faux, Monsieur, dans ce récit. Le procès de Madame de Feuchères ne fut point porté devant la chambre correctionnelle à laquelle j'étais attaché, *puisque je n'étais point alors attaché à la chambre correctionnelle*. Il fut porté, soit à la sixième, soit à la septième chambre correctionnelle du tribunal de la Seine, comme le sont toutes les affaires correctionnelles ; et je n'étais attaché ni à l'une ni à l'autre. Il est également faux de dire que *je ne fusse pas chargé de cette cause plus spécialement que des autres*, puisque c'était la seule qu'on voulût me confier ; et que je n'étais chargé d'aucune autre. Je vous

disais tout à l'heure, Monsieur, que je vous croyais presque de bonne foi dans vos attaques contre moi ; la manière étrange dont vous posez comme constants des faits faux, tendrait à m'en convaincre ; car pouvez-vous croire que je laisserai sans réponse un édifice de mensonges que d'un mot je fais crouler ?

Vous continuez, et vous dites : « M. de Beaumont déclara au procureur du roi qu'il ne pouvait pas conclure dans l'affaire en question. Le procureur du roi lui *fit observer que si on appelait un substitut attaché à une autre chambre, celui-ci pourrait refuser avec raison* ; que c'était lui, M. de Beaumont, qui était désigné par *la nature de son service....* »

Tout est encore faux, Monsieur, dans cet exposé, si ce n'est mon refus de parler dans l'affaire, dont je dirai tout à l'heure les causes. M. le procureur du roi ne m'a point dit que *si on appelait un substitut attaché à une autre chambre, celui-ci pourrait refuser avec raison* ; c'est moi qui ai dit à M. le procureur du roi, que ne faisant point le service de l'audience à laquelle était portée l'affaire de Madame de Feuchères, je ne devais point y être envoyé par exception et pour ce cas particulier ; il ne m'a point dit non plus que *c'était moi qui étais désigné par la nature de mon service*, il a voulu me charger de ce procès *non parce que, mais quoique* la nature de mon service m'en dispensât. Il ne m'a point dit que je ne devais pas désertir mon poste : car je n'étais point au poste dont vous parlez et ne pouvais par conséquent l'abandonner.

Vous paraissez, Monsieur, reconnaître que la charge du procès de Madame de Feuchères ne devait peser que sur le magistrat qui avait alors le malheur de tenir l'audience correctionnelle ; eh bien ! Monsieur, vous tranchez par là vous-même la question ; car, ainsi que je vous l'ai dit plus haut, je n'étais point à l'audience, je n'y avais point encore, je le répète, reparu depuis mon retour d'Amérique : on ne m'y a jamais vu depuis.

Il était de mon intérêt, Monsieur, de ne point accepter une pareille cause, il était aussi de l'intérêt du gouvernement que je ne m'en chargeasse point.

Si je prenais cette cause en main, il fallait de deux choses l'une ; ou conclure pour Madame de Feuchères, ou me prononcer contre elle. J'avais des doutes, Monsieur (seulement des doutes, je le déclare), qui ne me permettaient pas, en conscience, de me porter son défenseur ; et, en tout cas, je ne me sentais point le courage de combattre pour l'honneur de la baronne de Feuchères. D'un autre côté, ennemi sincère de tout scandale, je comprenais tout ce qu'aurait eu de grave, dans la bouche d'un magistrat, un réquisitoire public

contre Madame de Feuchères, et l'avantage, pour ne pas dire l'abus, que les passions du moment en auraient tiré contre le gouvernement.

Certes, si j'étais si ambitieux de popularité, l'occasion eût été belle pour moi de provoquer une destitution éclatante. Mais aucun de ces partis ne me convenait. Un seul me parut honorable et indiqué, c'était de *m'abstenir*.

Lors donc que M. le procureur du roi voulut m'imposer le fardeau de ce procès, je le refusai. J'avais, pour justifier ce refus, des motifs que n'avait aucun autre de mes collègues ; j'étais encore en congé. Je consacrais mes jours et mes veilles à un travail que je faisais pour le gouvernement, et qui, je puis le dire, n'a pas été inutile à la réforme de nos prisons ; enfin je n'étais point à l'audience, et le gouvernement était intéressé comme moi à ce que je n'y fusse pas.

Je présentai mon refus à Monsieur le procureur du roi, avec tous les ménagements, avec toute la réserve que ma position exigeait de moi ; et sur ses instances renouvelées, avec une opiniâtreté qui ne rendit ma résistance que plus persévérante, je lui écrivis la lettre suivante, dont j'ai la minute entre les mains.

« Paris, 18 avril 1832.

Monsieur le Procureur du Roi,

Lorsque tout à l'heure vous avez voulu me charger de porter la parole dans le procès en diffamation intenté par Madame de Feuchères, j'ai eu l'honneur de vous proposer deux objections que je crois devoir rappeler à votre souvenir en y joignant une considération nouvelle.

Il est très certain qu'absent de France depuis une année, n'ayant point vu naître ce procès, ne l'ayant point suivi dans ses différentes phases, j'ai été étranger aux impressions qu'il a excitées. Je ne pourrais le connaître aujourd'hui que par les écrits qui ont été publiés à cette occasion, et forcé de les dévorer en quelques jours, ne dois-je pas craindre de les digérer mal ? N'ai-je pas à redouter de me former une idée fausse et incomplète de faits que chacun a eu un long temps pour apprécier, tandis qu'il me faudrait les saisir tout à coup, et sans que la réflexion ait mûri mon jugement ? Je sais que le fait qui forme l'objet de la poursuite est simple par lui-même, et si le procès se bornait au *fait de diffamation*, elle est si manifeste à tous les yeux que le débat serait nul. Mais il me paraît indubitable qu'à l'occasion du procès on reviendra directement ou indirectement sur tous les faits discutés dans l'instance civile ; et si l'*énonciation* formelle de ces faits est interdite par le tribunal, du moins les insinuations ne manqueront pas, et c'est à des insinuations qu'il est surtout difficile de répondre,

quand on ne connaît pas parfaitement les questions débattues et leur *moralité*.

La seconde difficulté que j'ai eu l'honneur de vous soumettre est celle-ci : Chargé de la rédaction d'un rapport que je dois au gouvernement, sur une mission qui m'a été confiée, je me trouve placé dans la nécessité de le faire promptement, sous peine de voir se perdre le fruit de mes recherches. Mon travail est commencé, il ne me reste plus qu'à mettre de l'enchaînement dans les idées ; si je l'interromps longtemps, j'en perdrai l'ordre et la liaison, et chaque jour je sentirai s'éteindre en moi les impressions que j'ai reçues pendant mon séjour en Amérique ; dans l'intérêt de mon travail, je ne dois pas les laisser s'affaiblir. Le fil une fois rompu, pourrai-je le renouer, notamment si la rédaction de mon rapport se trouve traversée par quelque travail d'une autre nature, qui, en me donnant des émotions vives, effacera bien vite toutes les autres. Quelques efforts qu'on fasse pour maintenir cette affaire dans sa simplicité légale, soyez-en bien sûr, Monsieur le procureur du roi, c'est une grande affaire, elle sera longuement discutée ; il y a des *choses qu'on ne saurait empêcher de dire*, et des hommes qui savent dire tout ; elle occupera plusieurs audiences, il y aura des remises de semaine en semaine ; si elle n'était pas longue, on se dirait opprimé. Je serais donc pendant plusieurs semaines, à partir de ce jour, non seulement occupé matériellement de cette affaire, mais encore placé sous l'influence d'une préoccupation morale qui me rendrait impossible tout travail d'un autre genre ; et alors, à quelle époque me serait-il permis de reprendre les travaux que j'ai ajournés sur votre demande¹, et dont il serait fâcheux que je retardasse plus longtemps l'exécution ? Ces motifs, je les ai déjà soumis à votre sagesse, Monsieur le procureur du roi : j'ai cru devoir les reproduire ici, parce qu'ils sont réels ; il en est cependant un troisième sur lequel j'appelle plus particulièrement encore votre attention.

J'arrive des États-Unis, où j'ai rempli une mission spéciale que j'ai dû à la confiance du gouvernement. *Ne trouvera-t-on pas étrange que je paraisse tout à coup à l'audience pour une seule affaire, après laquelle je disparaîtrai ?* Tout le monde peut savoir, et mes parents comme mes amis n'ignorent pas que je jouis en ce moment d'un congé (mon congé n'expire qu'au mois d'août prochain) ; or, je vous le demande, *Monsieur le procureur du roi, ne semblera-t-il pas étonnant que ce soit un magistrat en congé qu'on charge d'une affaire grave et délicate ?*

¹ J'étais venu, pour quelques jours, *non à l'audience*, mais au parquet, dont le choléra avait chassé quelques-uns de mes collègues, et où je ne faisais que les actes préparatoires des procédures, ce qu'on appelle en style de palais, *la police judiciaire*.

J'ai cru, Monsieur le procureur du roi, devoir vous présenter ces observations, parce que j'ai la conviction qu'elles sont fondées. Persuadé qu'à l'audience ma position serait fautive, je dois vous le dire franchement. J'ose espérer, Monsieur le procureur du roi, que vous *comprendrez mon langage*, et que vous penserez avec moi que, dans l'intérêt public, je dois m'abstenir.

Je suis avec respect,

Monsieur le Procureur du Roi, etc.

G. DE BEAUMONT. »

Je le demanderai maintenant, Monsieur, à tout homme de bonne foi, et que la passion n'aveugle pas, le langage que je tenais à Monsieur le procureur du roi n'était-il pas empreint de quelque mesure et de quelque raison ?

Ce langage eût été, je n'en doute pas, compris et apprécié par des hommes d'un caractère modéré : les magistrats que j'avais alors pour supérieurs ne l'entendirent pas. Ma révocation fut violemment provoquée par eux et prononcée. Pourquoi donc ai-je été destitué, Monsieur ? Pour m'être abstenu dans un procès où ma conscience m'ordonnait de m'abstenir. C'est donc bien pour avoir fait un acte de conscience que j'ai été destitué.

Maintenant, Monsieur, n'équivoquez point, de grâce, en commentant à votre façon une lettre que j'ai adressée le 18 mai, le surlendemain de ma destitution, au *Courrier Français* en réponse à un article plein de bienveillance que ce journal indépendant avait publié sur mon compte.¹

¹ Voici le texte de l'article du *Courrier Français* en date du 17 mai 1832. — « M. de Beaumont, substitut du procureur du roi de la Seine, vient d'être destitué. Ce jeune magistrat s'était fait remarquer sous la restauration par une grande indépendance d'opinions dans des fonctions où il y avait alors danger à n'être pas servile ; on n'a point oublié notamment ses réquisitoires dans l'affaire Aguado et dans le procès intenté dans l'intérêt de M. l'archevêque de Paris, sous le nom de son libraire ; à la révolution de juillet, sa modestie se refusa à accepter un avancement que le procureur-général, Bernard de Rennes, lui fit offrir. Depuis lors, il est allé à ses frais parcourir, durant un an, les États-Unis, et étudier le système pénitentiaire que ses laborieuses recherches serviront à perfectionner chez nous. Tant de titres le recommandaient à la bienveillance ou plutôt à la justice d'un garde des sceaux capable d'apprécier une conduite honorable. M. Barthe vient de destituer M. de Beaumont. On variait beaucoup ce matin au palais sur les causes de cette mesure. Les personnes qui paraissaient les mieux informées, l'attribuaient au refus fait par ce jeune magistrat de porter la parole dans un procès en diffamation intenté par Madame Feuchère à MM. le prince de Rohan et Hennequin, et dans lequel on aurait voulu lui imposer la condition de se prononcer en faveur d'une des parties, qu'on lui aurait désignée d'avance. »

Il est très vrai que Monsieur le procureur du roi, en voulant me charger de l'affaire Feuchères, ne me dit point qu'on m'imposerait l'obligation de me prononcer en faveur d'une des parties désignée d'avance ; et ce fait étant allégué par un journal, quoique ce fut un journal ami, je crus que je devais à la vérité de le démentir ; mais si Monsieur le procureur du roi ne me dit rien de semblable, je dois ajouter qu'il ne me tint nullement le langage que vous prétendez, et qu'il ne prononça pas une seule parole de laquelle je pusse inférer qu'il me laissait libre de conclure *dans le sens* qui me conviendrait. À vrai dire, Monsieur, il ne fut question de rien de semblable entre Monsieur le procureur du roi et moi, par la très bonne raison que nous n'avions pas besoin de nous rien dire pour nous comprendre l'un et l'autre. Je savais parfaitement que Monsieur le procureur du roi entendait que je devais conclure pour Madame de Feuchères, et de bonne foi qui élèvera un doute sur la pensée de Monsieur le Procureur du Roi à cet égard ; qui ne sait l'importance politique que, à tort peut-être, on attachait à la cause de Madame de Feuchères ? De son côté Monsieur le procureur du roi voyait assez clairement que ce qui me répugnait dans le procès de Madame Feuchères, c'était de conclure en faveur de cette dame. Du reste, Monsieur, dans cette même lettre adressée au *Courrier Français*, que vous invoquez contre moi, et que je revendique de mon côté comme une nouvelle preuve de ma modération, je déclarais que l'erreur commise par le *Courrier*, dans le récit d'une circonstance accessoire, ne changeait en rien la nature de l'acte blâmé par le journal et que je laissais à d'autres le soin de qualifier.

Si j'avais été seul à regarder ma destitution comme une flagrante injustice, j'aurais pu douter, dans ma propre cause ; mais, Monsieur, l'opinion publique dans laquelle je me réfugiai, après ma disgrâce, m'a universellement soutenu dans mon sentiment ; et cette opinion publique, je ne le cache pas, est douce à celui que les violences du pouvoir ont frappé. Le gouvernement lui-même, Monsieur, a eu plus tard la conscience de son iniquité : car si je m'y fusse prêté, il l'eût réparée. Mais je ne l'ai point désiré. *Rentré en possession de ma liberté, je ne l'aliénerai jamais.*

Je sais qu'après m'avoir brisé, les auteurs de la violence se sont plu à me présenter comme l'ayant en quelque façon provoquée moi-même. À les en croire, je me serais réjoui de perdre en un seul jour le fruit de dix années de travaux ; pour se justifier d'avoir détruit injustement ma carrière, ils ont supposé de ma part une sorte de suicide.

Je n'ai rien répondu à ces insinuations malveillantes, tant qu'elles se sont renfermées dans l'ombre des coteries et des salons ; mais lorsqu'on vient dans une feuille publique, peu connue il est

vrai, mais que ce jour là on distribue gratis dans les rues à ceux qui ne l'achèteraient pas ; lorsqu'on vient, dis-je, dénaturer l'acte de ma vie dont je me crois le plus honoré ; lorsque, pour atteindre ce but, on énonce des faits imaginaires et qu'on altère les faits les plus constants ; lorsqu'on transforme la conduite au moins honorable et désintéressée d'un magistrat en un acte de lâcheté vile et de coupable faiblesse ; lorsque, pour couronner cette odieuse intrigue, on me présente comme un imposteur qui spéculer sur le mensonge et y cherche un moyen de popularité ; lorsqu'enfin on tente, par de semblables moyens, d'enlever la considération publique à celui dont cette considération est devenue la seule fortune ; alors, je l'avoue, je sens mon cœur bondir d'indignation ; le moment me paraît venu d'étouffer d'ignobles clameurs ; je vois que les rôles sont changés, et, pour remettre chacun à sa place, je dis à ces Messieurs que ce sont eux qui sont les calomniateurs.

Je ne répondrai rien de plus aux grosses injures qui me sont adressées. Un pareil langage dénote beaucoup de passion, de colère, et peut-être d'inquiétude. Je ne me plains point de voir ces impressions dans mes adversaires.

Du reste, Monsieur, sachez bien que, quoique vous fassiez, vous et ceux dont je signale la conduite à mon égard, vous ne parviendrez point à me jeter dans la violence et dans l'exagération politique. Dieu merci, j'ai des principes trop fermes et des convictions trop solides pour qu'elles dépendent de vous et de vos attaques, quelles qu'elles soient.

Il y a environ cinq mois le roi a bien voulu m'envoyer la croix de la Légion-d'Honneur /// ¹ *que je n'avais point sollicitée*, et dont le brevet est venu me trouver au fond de l'Irlande, où je voyageais alors, dans un but scientifique. J'ai accepté avec reconnaissance cette grâce particulière, mais quelle qu'ait été ma gratitude, je n'en suis devenu ni plus ni moins ami de l'autorité ; les indignes attaques dont je suis l'objet aujourd'hui ne me rendront pas plus que je ne l'ai été jusqu'à ce jour hostile à un gouvernement que l'intérêt de mon pays me porte à soutenir, et que je défendrai loyalement, quoiqu'avec indépendance, contre ses ennemis, et aussi contre ses dangereux amis.

Je n'ai plus qu'un point à aborder, Monsieur. Vous dites, comme par forme de digression, au milieu de votre article :

¹ À partir de cette marque, le texte est absent de la brochure conservée à la Bibliothèque nationale (pages manquantes). La suite est donnée à partir du journal *L'Ami des Lois*, qui publia cette réplique (n° du 2 novembre 1837.). (B.M.)

« M. Gustave de Beaumont, qui aujourd'hui se pose parmi les hommes prétendus progressifs, et qui veut organiser dans nos lois la démocratie qui y coule à pleins bords... M. de Beaumont trouvait tout naturel, il y a quatre ans, d'adhérer à une *protestation légitimiste* au bas de laquelle se trouvent les noms de MM. Clauzel de Coussergues, de Sèze, Vaufreland... et autres démocrates de la même école. »

Il est à regretter, Monsieur, que, dans le zèle qui vous a fait compulser avec tant de soin les journaux de 1832 et de 1833, pour arriver à ce résultat précieux de placer un homme en opposition avec lui-même, vous n'ayez point aperçu ça et là les articles qui détruisent les contradictions que vous signalez. Et d'abord, Monsieur, quelle est cette *protestation légitimiste* dont, par une intention facile à saisir, vous parlez dans des termes propres à faire penser qu'il s'agit d'une *protestation en la faveur de la légitimité* ? Pourquoi, Monsieur, ne dites-vous pas franchement que cette protestation était relative à la détention illégale de Madame la duchesse de Berry ; détention inconstitutionnelle, jugée telle et flétrie à ce titre par les hommes indépendants de tous les partis ?

Mais cette protestation était l'œuvre des légitimistes !!! Cette objection ne suffirait point, Monsieur, pour me prouver qu'elle fût mal fondée. Mais, du reste, sachez, si vous ne le savez déjà, que je n'ai ni rédigé ni approuvé la déclaration dont vous parlez, de concert avec les personnes que vous nommez ; je ne pouvais lui donner mon approbation complète, parce qu'elle reposait, dans son ensemble, sur des principes qui n'étaient pas les miens et auxquels je ne pouvais ni ne voulais m'associer. Aussi, qu'ai-je fait ? J'ai formellement refusé de donner une adhésion pure et simple ; et contentant à accorder une adhésion motivée, j'ai tenu à ce que plusieurs journaux, qui parlèrent de mon adhésion, en publiassent les motifs. Puisque vous avez, Monsieur, la collection de la *Gazette de France*, vous avez peut-être aussi celle de la *Quotidienne* : si cela est, je vous invite à lire les numéros de ce dernier journal, datés des 30 et 31 janvier 1833, vous y trouverez ce qui suit :

« L'avocat soussigné, adhère, *par les motifs suivants*, à la réclamation élevée contre la captivité de Madame la duchesse de Berry, par d'anciens magistrats. Juger un accusé devant un tribunal d'exception, serait un acte inconstitutionnel ; le juger sans l'entendre, est la violation du plus sacré de tous les droits, celui de la défense ; le détenir sans jugement, est une illégalité monstrueuse, qui constitue le crime de détention arbitraire, prévu par la loi pénale, et dont se rendent coupables ou complices celui qui a décerné le mandat d'arrestation, le procureur général qui le fait ou le laisse exécuter

dans le ressort de la Cour Royale, et le geôlier qui, sur cet ordre illégal, retient le prisonnier (art. 613 et suivants du code d'instruction criminelle). Avouer une semblable illégalité, ce n'est pas de la franchise, c'est le cynisme de l'arbitraire.

Signé Gustave de Beaumont,

Avocat à la Cour Royale. »

Maintenant, Monsieur, donnez la qualification qu'il vous plaira à une déclaration rédigée en ces termes, et qui m'est propre. Quant à moi, je tiens fermement aux opinions qui y sont exprimées ; et je n'hésiterai jamais à combattre de tout mon pouvoir, partout où je les rencontrerai, et sous quelques formes qu'ils se présentent, l'arbitraire et l'illégalité.

J'ai rectifié *vos erreurs*, Monsieur, il me suffit. J'ai rétabli les faits dans leur pureté ; nul ne saurait les contester, parce qu'ils sont vrais. Tout démenti, je le déclare, ne serait qu'un nouveau mensonge.

Lorsque je considère la violence de telles attaques, les croirai-je, Monsieur, inspirées par un pur zèle de bien public ? Croirai-je que tant d'ardeur mise à flétrir le caractère d'un ancien magistrat, que d'autres ont, j'ose le dire, jugé honorable, ne prend sa source que dans des inspirations étrangères à l'intérêt personnel ? Non, Monsieur, pour vous ouvrir le fond de mon âme, je ne le pense pas. Celui que l'amour du bien public anime n'est sans doute ni froid ni impassible : il marche vite au but, car le but est admirable à poursuivre ; mais il n'y va que par des voies honnêtes et il choisit ses moyens. Pour ces ambitions effrénées et subalternes qui manqueraient de point d'appui si l'intrigue ne leur en servait pas, le succès est tout, et, pour l'obtenir, tous les moyens sont bons.

J'ignore, Monsieur, quel sera le résultat définitif de ces intrigues. Mais quoiqu'il arrive, je me sens à l'aise ; n'ayant eu recours qu'à des moyens honnêtes et légitimes, je crains peu la défaite, car elle ne saurait avoir d'amertume pour moi. Si, au contraire, les adversaires que je viens de combattre échouent, ils éprouveront, outre la honte de leurs manœuvres déloyales, la confusion de les avoir employées en vain.

J'avais raison de dire, Monsieur, qu'il serait bon d'introduire l'honnête dans la politique.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Gustave de Beaumont.

Le Mans, le 28 octobre 1837.

À MM. LES ÉLECTEURS DE L'ARRONDISSEMENT
DE SAINT-CALAIS (SARTHE).

(1839)

Messieurs,

Si j'avais pu balancer à solliciter vos suffrages, le souvenir encore tout récent des témoignages de confiance et d'estime que, lors des dernières élections, j'ai reçus d'un grand nombre d'entre vous, aurait suffi pour faire cesser aussitôt mon hésitation. Je dois à ceux qui se sont exposés à succomber avec moi dans une première lutte, de me remettre à leur disposition, le jour où un nouveau combat se prépare. Je le dois surtout, lorsque dans le souvenir même de notre défaite, qui ne fut point sans honneur, ils aperçoivent aujourd'hui des chances légitimes de succès.

Je vous ai, Messieurs, exposé une fois mes sentiments et mes principes ; je n'ai donc point à les reproduire ici. Je n'aurais besoin de faire une profession nouvelle que si j'avais changé, et je suis resté le même.

Je me suis présenté à vous comme étranger aux passions et aux exagérations des partis ; tel j'étais, tel je suis encore. Je vous ai dit que j'étais indépendant de caractère et de position. Je le suis vis-à-vis du pouvoir, je le suis vis-à-vis des partis ; je ne cesserai jamais de l'être. Je ne veux ni mouvement rapide en avant, ni marche rétrograde : point de révolution ; point de guerre ; assez de commotions ont ébranlé la France, qui a besoin de paix et de repos.

Mais il s'agit aujourd'hui de savoir si la tranquillité de la France, que nous voulons maintenir, il s'agit de savoir si les institutions constitutionnelles que nous possédons, que nous voulons conserver, sont mieux défendues par les partisans exaltés du pouvoir, que par ses amis sincères mais désintéressés ;

Il s'agit de savoir lesquels soutiennent le mieux le gouvernement : de ceux qui louent aveuglément tous ses actes, même ses erreurs ; ou de ceux qui, en adoptant ce qu'il fait de bien, combattent ses fautes et ses égarements ;

Il s'agit de savoir si la France trouvera dans l'application loyale de sa constitution le bien-être et la prospérité dont elle peut, dont elle veut jouir ; ou si elle sera exposée à de nouveaux troubles, par l'imprudence de ceux qui faussent l'esprit de ses institutions ;

Il s'agit de savoir si c'est bien comprendre les intérêts du gouvernement que de disputer au pays sa part légitime d'intervention dans les affaires ;

Il s'agit de savoir si ce n'est pas compromettre les droits du pouvoir que de contester les droits du pays ;

Il s'agit de savoir si l'on ne peut gouverner que par la corruption, ou si au contraire ce n'est pas la corruption qui rend le gouvernement impossible en le déshonorant ;

Il s'agit de savoir si les véritables amis du gouvernement sont ceux qui pour seconder ses intentions, croient légitimes toutes les manœuvres et toutes les intrigues ; ou bien ceux qui pensent que la première condition de tout appui prêté au pouvoir est de ne rien faire qui ne soit conforme aux lois de la morale et de l'honnêteté ;

Il s'agit de savoir si les partisans éclairés du gouvernement sont ceux qui entraînent la France dans un abîme de dépenses et de charges toujours croissantes, dont on ne peut sans effroi contempler le progrès ; ou si au contraire, ce ne sont pas ceux qui voudraient retenir le gouvernement sur cette pente funeste, et le forcer à des économies qu'il ne fait pas spontanément ;

Il s'agit de savoir si l'on peut, sans péril, laisser se grossir un budget qui, au milieu d'une paix profonde, dépasse l'énorme chiffre de onze cents millions ; ou si, au contraire, il n'est pas urgent de mettre un terme à la prodigalité des deniers de l'État.

Telles sont, Messieurs, quelques-unes des questions qui seront résolues par votre vote.

Messieurs, je ne m'abuse pas assez pour me croire capable de remplir dans toute leur étendue les obligations qui me seraient imposées par votre mandat ; mais ce que je puis vous assurer, c'est que si vous me l'accordiez, je me dévouerais tout entier à son accomplissement. Né dans cet arrondissement, appelé par tous mes sentiments, par mes habitudes et par mes intérêts à y passer ma vie, j'ai, pour souhaiter d'en être le député, des motifs particuliers qui ne me porteraient point à désirer de même d'être le représentant d'un autre. Ce que j'ambitionne, c'est bien moins la députation en général que l'honneur de représenter mes compatriotes.

Certain de n'avoir employé pour le succès de mes vœux aucun moyen indigne de vous, Messieurs, et de moi-même, j'attends avec confiance l'issue de cette nouvelle lutte, doublement heureux, si je réussissais, d'avoir pu mériter vos suffrages, et de ne les devoir qu'à vos consciences.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de la considération avec laquelle je suis

Votre très humble et très obéissant serviteur,

GUSTAVE DE BEAUMONT.

Saint-Calais, 18 février 1839.

À MM. LES ÉLECTEURS DE L'ARRONDISSEMENT
DE MAMERS (SARTHE).

(1839)

Messieurs,

Je suis informé qu'un grand nombre d'électeurs de cet arrondissement m'ont de leur propre mouvement désigné à la confiance de leurs concitoyens pour les représenter à la Chambre. Ai-je besoin de déclarer que si vous me faisiez l'honneur de me conférer ce glorieux mandat, je serais aussi fier de le recevoir que je mettrais de zèle à le remplir ?

Je sens vivement de quel prix il serait pour moi de siéger à la Chambre au nom d'un arrondissement qui, sans compter le respectable représentant qu'une mort prématurée vient de lui enlever, a eu de si dignes et même de si illustres mandataires !

Qu'il me soit permis d'abord de remercier ceux qui m'ont ainsi convié à remplir un poste auquel je n'eusse point de moi-même osé prétendre ! Je dois aussi mes premiers remerciements à ceux de mes concitoyens d'un arrondissement voisin qui, dans une circonstance encore récente, se sont efforcés de me porter à la Chambre, et qui, sans y réussir, m'ont du moins donné par de nombreux suffrages un éclatant témoignage d'estime dont aujourd'hui encore je recueille le fruit.

Messieurs, la bienveillance avec laquelle plusieurs d'entre vous ont mis en avant ma candidature me donne la confiance que mes principes politiques vous sont connus. Tels je les ai précédemment exprimés, tels ils sont encore aujourd'hui. Le premier de tous à mes yeux est de n'en pas changer. Permettez-moi cependant, Messieurs, de vous dire en quelques mots comment j'envisage la situation politique dans laquelle nous nous trouvons présentement. Je sais que les antécédents d'un homme, ses actes, l'opinion que témoignent de lui ses concitoyens, sont à vos yeux d'un plus grand poids que ses paroles. Une manifestation que les usages ont consacrée n'en est pas moins pour moi un besoin dans la circonstance qui m'amène devant vous.

Je ne sais si jamais à aucune époque la tâche des représentants du pays a été plus grave qu'elle ne promet de l'être à la prochaine session. Le temps des commotions violentes semble arrivé à son terme. Les conditions du gouvernement représentatif ne paraissent plus devoir être contestées. Si elles l'étaient, de nouvelles luttes amèneraient sans doute un nouveau triomphe pour les droits de la

France et de ses représentants ; mais n'est-il pas permis d'espérer que ces périlleux débats ne seront pas une seconde fois rendus nécessaires ? Le pays, qui par ses organes constitutionnels a déclaré qu'il veut un régime parlementaire et national, a le droit de compter que sa volonté sera suivie ; et fasse le ciel (dans l'intérêt même du gouvernement) que ce vœu solennel du pays ne soit plus méconnu ! Alors pourraient commencer les discussions paisibles et les utiles travaux. Combien d'améliorations sont à faire dans nos institutions, dans nos lois, dans toutes les branches de notre organisation politique, administrative et commerciale ! Combien de réformes qui ne sauraient être plus longtemps différées sans préjudice pour la France !

Qui est-ce qui, en présence d'un budget de onze cents millions, augmenté chaque année, ne reconnaît l'impérieuse nécessité de réduire les charges publiques et d'abord de mettre un terme absolu à leur accroissement ? Qui soutiendra qu'on ne doive apporter aucun changement dans le système de la loi électorale suivant lequel l'homme qui comme juré a le droit de vie et de mort sur son semblable n'est pas présumé capable de choisir un député ? Qui ne voit qu'en refusant obstinément de sages réformes, conseillées par la raison et réclamées par l'opinion publique, le gouvernement risque de se voir contraint plus tard à en concéder de trop grandes à la force et à l'irritation des partis ? Qui pourra sérieusement prétendre que la liberté individuelle soit garantie en France, aussi longtemps que le moindre agent de la force publique, comme le plus haut fonctionnaire, ne peuvent être traduits en justice sans l'autorisation préalable de l'administration supérieure, c'est-à-dire sans la permission de celui qui a intérêt à la refuser ? Qui contestera aujourd'hui l'urgence d'organiser définitivement l'enseignement public, et notamment l'instruction secondaire, sur le principe de liberté proclamé par la charte de 1830 ? Le moment n'est-il pas venu de changer radicalement le régime corrompateur de nos prisons, et d'introduire une réforme que le ministère promet tous les ans, et qui chaque année est réclamée en vain ? La France peut-elle tarder plus longtemps à abolir dans ses colonies le système barbare qui y est en vigueur, à la honte de l'humanité, et dont la presse nous révélait naguère les horribles pratiques ? Faut-il que le pays attende plus longtemps l'établissement de ces grandes lignes de communication que le fer et la vapeur ont créées déjà dans tous les pays voisins, qui sont comme les artères du commerce et de l'industrie, et que la France posséderait déjà si l'industrie privée qui les avait entreprises n'eut rencontré de déplorables entraves dans l'administration supérieure, dont elle n'aurait dû recevoir que des encouragements ? ...

Ce programme, bien incomplet sans doute, des plus urgents travaux, sera-t-il celui du ministère ? Je ne sais. Il est si malaisé de dire ce qu'a été le ministère depuis qu'il existe, qu'on dirait encore plus difficilement ce qu'il sera. Pour moi, placé vis-à-vis de lui, comme vis-à-vis de tout autre appelé à lui succéder, dans un état d'indépendance absolue, j'attendrai ses actes pour les juger. Je ne serai partial ni pour ni contre lui, et tâcherai seulement d'être juste. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, jamais je ne ferai à aucun ministère une opposition systématique ; jamais aussi nulle administration, quelle qu'elle soit, n'obtiendra de moi un vote favorable qui ne soit commandé par ma conscience. Indépendant du pouvoir, je veux l'être aussi des partis, et crois me rendre ainsi plus digne de vous, Messieurs.

Si je comprends bien les devoirs de l'opposition, ils se réduisent à ce peu de mots : surveillance incessante du pouvoir et de ses agents ; contrôle scrupuleux de tous ses actes ; vigilance continue sur les libertés publiques ; recherche de tous les progrès pour les secourir, de tous les abus pour les combattre ; égal éloignement de tout mouvement trop rapide et de toute marche rétrograde ; guerre impitoyable à toutes les fraudes, à toutes les improbités, à toutes les corruptions ; amour passionné pour les droits du pays ; respect pour tous les droits.

Heureux, Messieurs, si, parlant en votre nom à la Chambre, je pouvais, organe de vos sentiments, contribuer, par ma faible voix et par mon vote, au maintien et au progrès de nos institutions, au succès des réformes que réclame le pays, et desquelles dépendent le bonheur, la gloire et la dignité de la France.

Messieurs, profondément touché de la sympathie qui a porté un grand nombre d'entre vous à m'adopter pour leur candidat, je me serais rendu immédiatement dans les divers cantons de cet arrondissement pour y exprimer les sentiments de reconnaissance qui m'animent, si je n'avais été arrêté par la crainte que vous ne vissiez dans cette démarche une brigue électorale, et une sorte d'atteinte à la liberté de vos votes dont l'indépendance est renommée.

Mais, Messieurs, je ne serais plus retenu par le même motif le jour où, grâce à vos suffrages, je serais devenu votre député ; et, en même temps que j'irais vous offrir de vive voix mes remerciements, je voudrais visiter avec soin cette partie importante de mon département natal, en étudier les besoins particuliers, me mettre en rapport direct avec vous, Messieurs, et m'enquérir de tous vos intérêts que je défendrais, si vous m'en donniez le mandat, avec un zèle consciencieux, sans jamais perdre de vue les grands intérêts du pays, qui réclament avant tout notre sollicitude et nos dévouements.

Je suis, Messieurs, avec une respectueuse considération, votre très humble serviteur et dévoué compatriote.

GUSTAVE DE BEAUMONT.

Paris, 7 décembre 1839.

À MESSIEURS LES ÉLECTEURS
DE L'ARRONDISSEMENT DE MAMERS (SARTHE)

(1842)

Messieurs,

L'ordonnance qui dissout la chambre élective ramène naturellement devant vous celui que vous avez honoré de votre confiance. J'ai à cœur de m'y présenter. La reconnaissance m'en fait une loi bien douce. J'obéis d'ailleurs à un devoir rigoureux ; car, à l'instant où il expire, je vous dois compte de mon mandat.

J'ai apporté à la Chambre un désir sincère, ardent, continu de bien faire, sans autre préoccupation que celle des intérêts de mon pays. Mais je ne puis vous répondre que de mes intentions ; à vous seuls appartient de juger mes actes.

Pour vous mettre à même de porter ce jugement, je crois ne pouvoir mieux faire que de vous rappeler mes votes législatifs dans les circonstances les plus solennelles.

J'ai voté contre la loi de dotation, comme je voterais contre toute loi d'apanage qui serait proposée. Assez de charges pèsent déjà sur le pays, sans qu'il faille lui en imposer de superflues.

J'ai voté contre la loi des fortifications de Paris. Dans cette question qui a divisé les meilleurs citoyens, j'ai été déterminé par deux raisons principales. Premièrement, il m'a paru que dans l'état de nos finances et au milieu de toutes les choses grandes et fécondes qui seraient à faire en France, il n'était pas sage de consacrer 200 ou 300 millions à une entreprise dont, au point de vue de la défense nationale, l'utilité me semblait douteuse.

En second lieu, j'avais la conviction, comme je l'ai encore, que cette entreprise a été conçue dans un sentiment hostile à la liberté. Aujourd'hui que l'œuvre est résolue et qu'elle s'accomplit, nous n'avons plus qu'un devoir à remplir, c'est de travailler de toutes nos forces à ce qu'elle tourne au profit seul de l'indépendance nationale.

J'ai voté pour toutes les mesures qui, en matière de recensement, tendaient à assurer le concours de l'autorité municipale.

J'ai voté contre la ratification du traité sur le droit de visite. Sous le masque d'un intérêt d'humanité assurément bien respectable, le ministère n'a fait en réalité qu'une concession aux exigences de l'Angleterre.

Deux questions de réforme intérieure ont été agitées dans la dernière législature, la réforme électorale et la réforme parlementaire. J'ai voté pour l'adjonction de la seconde liste du jury. J'ai voté aussi pour la diminution du nombre des fonctionnaires dans la Chambre. À mes yeux l'admission dans le parlement d'un trop grand nombre de fonctionnaires vicie radicalement la représentation nationale en chargeant de contrôler le ministère les favoris mêmes des ministres ; elle trouble l'administration en détournant ses principaux agents de leurs fonctions ; elle déconsidère la Chambre par le soupçon lorsque ce n'est pas par la réalité de la corruption, et met ainsi en péril l'existence même du gouvernement représentatif.

Messieurs, la première condition de toute représentation c'est d'être sincère ; il faut que les mandataires que choisit le pays expriment réellement les sentiments et les vœux du pays. La France veut certainement un gouvernement digne au dehors et libéral au dedans. D'où vient donc que ses mandataires laissent subsister un ministère qui n'est ni l'un ni l'autre ? Parce qu'après leur élection les députés subissent une mauvaise influence qui travaille sans relâche et quelquefois avec succès à dénaturer leur caractère. Le député arrive à la Chambre indépendant ; il y devient fonctionnaire. S'il y arrive avec un emploi, il monte en grade. C'est ainsi que, envoyé pour faire les affaires du pays, il fait seulement les siennes ; et que, nommé par ses concitoyens pour représenter le pays, il ne représente en réalité que le ministère dont il dépend. Messieurs, en demandant des réformes modérées et progressives, je crois être plus conservateur que ceux qui les repoussent. Je veux ces réformes, précisément parce que je ne veux point de révolution. Les hommes qui s'obstinent à combattre toute espèce de progrès sont à mes yeux les pires des révolutionnaires, car ils amènent des révolutions sans les vouloir. Je crois qu'un grand mal serait fait si parmi nous s'établissait cette fatale idée que dans notre pays, tant de fois agité, il n'y a de réforme possible qu'au milieu de commotions nouvelles. Le meilleur moyen de combattre cette dangereuse erreur, c'est de continuer à vouloir fermement les améliorations que nous poursuivons, et de prouver en les obtenant que tous les progrès désirables sont possibles par la voie parlementaire et constitutionnelle.

Messieurs, vous le savez, il est contraire à mes principes de faire à aucun ministère une opposition systématique, et quand de bonnes lois me sont présentées, je les vote sans examiner de quelle main elles émanent. Mais il y a dans tout ministère une marche générale qui montre le but où il tend, et suivant laquelle on doit habituellement le soutenir ou le combattre. Or, j'avoue qu'il m'est impossible de ne pas voter contre un ministère qui, dans sa politique extérieure, ne sait que fléchir, et qui, à l'intérieur, ne montre ni moralité, ni habileté, ni prévoyance ; qui s'établit l'adversaire opiniâtre de toute amélioration voulue par le sentiment public ; qui, se défiant de l'institution du jury, travaille à la fausser ; qui, non content des lois qui pèsent sur la presse, aspire à les aggraver ; qui laisse s'accumuler dans le pays d'immenses embarras financiers ; qui un jour dénonce un milliard de déficit pour accuser ses prédécesseurs, et le lendemain engage la France dans un milliard de chemins de fer ; qui ne sait tirer aucun parti de cette belle terre d'Afrique pour laquelle on lui donne 90 000 hommes et 100 millions ; qui enfin ne gémit pas, qui se réjouit peut-être de l'impuissance politique à laquelle, par de semblables charges, la France se trouve condamnée.

Ayons foi, Messieurs, que le pays fera enfin prévaloir sa volonté, et avec elle ses vrais intérêts. La première condition du succès, c'est la persévérance ; car tout l'espoir du ministère se fonde aujourd'hui sur la lassitude de l'opinion publique. Assurément rien n'est plus naturel, dans ces temps d'intrigue et de corruption, que le découragement des bons citoyens ; mais rien aussi ne serait plus funeste. Quant à moi, Messieurs, un pareil sentiment ne m'atteindra jamais, aussi longtemps que j'aurai pour point d'appui le mandat de concitoyens animés d'un patriotisme si constant, et si fermement dévoués à la chose publique.

En défendant les intérêts généraux du pays, j'ai toujours eu présents les intérêts particuliers de l'arrondissement de Mamers, pour lequel il y a tant à faire. Le gouvernement, qui reçoit l'impôt de tous, le rend à tous par les bienfaits de son administration. Il acquitte cette dette, tantôt au moyen des édifices publics qu'il élève, des routes qu'il construit, des canaux qu'il creuse ; tantôt à l'aide de secours pour les pauvres, de subventions aux salles d'asile, d'assistance aux écoles, etc., etc. Si la faveur ministérielle est un privilège, chacun a droit à la *justice* du gouvernement. Cette justice, je la réclamerai toujours, comme je me suis efforcé en toute occasion de l'obtenir pour votre arrondissement. J'ai l'espoir, Messieurs, que vous reconnaissez mes intentions, et j'éprouve le besoin de vous dire que, quelque flateur que fût pour moi, à tant de titres, un nouveau gage de votre confiance, son plus grand prix, à mes yeux, s'il m'était

accordé, serait de contenir une approbation de mes efforts et de mon dévouement.

Messieurs, toujours pénétré de la plus vive gratitude pour le sentiment bienveillant auquel j'ai dû d'être adopté par vous, fier de parler à la Chambre en votre nom, ai-je besoin de vous dire que toute mon ambition est de demeurer votre représentant ? Aujourd'hui, Messieurs, il dépend de votre volonté de briser le lien qui nous unit. Si mes vœux s'accomplissent, il deviendra plus étroit que jamais.

Je suis, Messieurs, avec une respectueuse considération, votre très humble serviteur et dévoué compatriote,

GUSTAVE DE BEAUMONT.

La Grange, 25 juin 1842.

LETTRE AU NOM DU COMITÉ DE LA GAUCHE
CONSTITUTIONNELLE, EN SOUTIEN DU CANDIDAT
ERNEST DE VILLIERS

(1846)

*Les membres du Comité de Saint-Flour,
À MM. les électeurs de l'arrondissement.*

Messieurs,

Les années précédentes, votre vote était acquis de droit au candidat ministériel. Il était seul.

Aujourd'hui votre choix est facile : des hommes, tous honorables, tous de l'opposition, recherchent vos suffrages.

Le moment est venu pour les hommes libres de montrer leur indépendance.

Le seul moyen, croyez-le, d'échapper à une crise révolutionnaire, est d'exclure de la Chambre les députés fonctionnaires publics, ministériels *quand même* !

M. ALBERT est un homme de notre pays ; vous honorerez en lui le travail ; vous prouvez à vos enfants que, par le travail, seul, sans protecteur, on peut se créer une belle position.

M. Ernest de VILLERS est un avocat distingué du barreau de Paris qui désormais ne peut plus être un étranger pour nous.

La lettre qui suit fera crouler, nous l'espérons, toutes les imputations mensongères que la calomnie a répandues sur son compte. Veuillez la lire avec attention. Elle émane d'un homme trop haut placé à la Chambre, pour qu'elle n'éclaire pas vos consciences.

Deux lettres élément flatteuses pour M. de Villers sont en notre pouvoir. Elles émanent de MM. Duvergier de Hauranne et Odilon Barrot. Nous croyons inutile de les publier, étant écrites dans le même sens.

COMITÉ DE LA GAUCHE CONSTITUTIONNELLE.
(RÉUNION ODILON BARROT.)

Messieurs et honorables concitoyens,

En l'absence de mon honorable collègue et président de notre comité, M. Odilon Barrot, qui m'a prié de le suppléer, je m'empresse de répondre à la lettre que vous lui avez adressée à la date du 30 de ce mois. Je le fais, d'ailleurs, d'autant plus volontiers, que celui qui en est l'objet, M. ERNEST DE VILLERS, est mon ami personnel, et je suis heureux de l'occasion qui s'offre à moi de vous entretenir particulièrement d'un homme pour lequel je professe autant d'estime que d'attachement. J'éprouve d'abord le besoin de vous exprimer la vive satisfaction avec laquelle notre comité a appris, par votre lettre, l'établissement et le progrès de sa candidature. Quant aux calomnies dirigées contre son caractère, je puis juger par votre lettre que vous et vos amis les avez déjà appréciées à leur valeur. Il importe cependant de les combattre dans l'esprit de ceux qui n'auraient pas encore compris l'intérêt politique qui les a inspirées. Je ne connais pas assez les ministériels de Saint-Flour pour savoir jusqu'à quel point sont bien placées dans leur bouche les imputations de *jésuitisme* ; mais ce que je puis dire, c'est que cette qualification attribuée à M. de Villers est mensongère. Je lui ai toujours connu les principes politiques qu'il professe, c'est-à-dire un dévouement sincère à nos libertés constitutionnelles. À la vérité, il a et il a toujours eu des principes religieux très arrêtés ; il n'en fait ni mystère ni ostentation ; est-ce là ce qu'on voudrait lui reprocher ? Je ne sais, Messieurs et honorables concitoyens, si vous penserez comme moi ; mais j'avoue que, pour mon compte, je ne saurais voir là un sujet de défiance et moins encore un sujet d'accusation. Je suis d'autant plus à l'aise pour m'expliquer nettement sur ce point, que je ne pense pas comme lui en cette matière. Je n'ai pas toutes ses croyances religieuses, et je tiens, par trop de liens, aux idées philosophiques du XVIII^e siècle pour m'en séparer jamais. Mais, en même temps que j'ai mes idées en matière de religion, je ne trouve pas mauvais qu'on en ait de différentes ; je

ne trouve pas mauvais que d'autres croient ce que je ne crois point ; et partout où je vois une foi religieuse sincère, je la respecte profondément. Bien loin d'y voir une objection contre les principes libéraux de celui qui la professe, j'y verrais plutôt une garantie de plus qu'il tiendra les engagements par lui contractés. Quant à l'allégation d'être *l'avocat des Jésuites*, elle est absurde ; il est connu de tout le monde au palais de justice de Paris, que jamais M. de Villers n'a plaidé ni consulté pour eux.

Me permettez-vous d'ajouter, Messieurs, que personne ne m'a jamais inspiré plus de confiance qu'Ernest de Villers ; c'est que, pour qui le connaît bien, c'est l'homme essentiellement honnête et consciencieux. Je suis sûr qu'à la Chambre, il votera avec la gauche constitutionnelle ; j'en suis sûr parce qu'il me l'a déclaré nettement ; et j'en étais sûr avant qu'il me l'eût dit. Il a été magistrat sous la Restauration, à l'époque où je l'étais moi-même. Je crois que, pas plus que moi, il n'appelait de ses vœux la Révolution de Juillet ; seulement il était de ceux qui placent les droits du pays avant ceux d'une dynastie, et qui ne se croient pas liés au sort d'une famille, quand cette famille se sépare de la nation. Libéral et constitutionnel par ses principes, exempt de toute ambition personnelle, indépendant de caractère et de position, Ernest de Villers voit dans la dynastie de 1830 le gage de la tranquillité publique, la consécration des principes politiques pour le triomphe desquels la France lutte depuis 50 ans. Mais, comme nous, il croit que, pour jouir pleinement du bienfait de ces conquêtes, le pays a encore des combats à soutenir ; et il est prêt à joindre ses efforts à ceux de l'opposition constitutionnelle pour obtenir l'application sincère de ces institutions qui, loyalement entendues, suffiraient à la France, mais qui, faussées et violées chaque jour par le pouvoir, ne nous donneront bientôt plus que la fiction du gouvernement parlementaire. Tel est, j'en suis sûr, le fond de ses idées : ce sont celles que je lui ai entendu exprimer en toutes circonstances. Ce ne sont pas, que je sache, celles des légitimistes ; ces idées sont, en somme, celles de la gauche constitutionnelle, qui veut un progrès sage, mais continu, précisément pour éviter les révolutions nouvelles, auxquelles on sera fatalement ramené par une marche rétrograde. C'est cette communauté de pensées avec M. de Villers qui nous fait vivement désirer de le voir grossir nos rangs à la Chambre, et y apporter, avec ses votes, l'appui de ses connaissances et de son talent.

Du reste, loin de regretter la violence et l'injustice des attaques dirigées par le parti ministériel contre M. de Villers, nous devons plutôt nous en applaudir. Elles sont l'indice le plus certain du péril

que court le député ministériel, et de la conscience qu'ont nos adversaires de ce danger.

Veuillez, etc.,

GUSTAVE DE BEAUMONT.

Député de la Sarthe.

À MESSIEURS LES ÉLECTEURS
DE L'ARRONDISSEMENT DE MAMERS
(6^E COLLÈGE DE LA SARTHE)

(1846)

Messieurs et chers concitoyens,

La chambre est dissoute : j'ai cessé d'être votre député. Vous êtes appelés à élire un représentant ; vos suffrages, si j'en étais honoré, auraient pour moi d'autant plus de prix, qu'en me conférant de nouveau une haute marque de confiance, ils contiendraient une précieuse approbation de ma conduite dans le passé.

Je n'ai point à vous faire la profession de mes principes politiques ; j'ose dire que vous les connaissez. Mais je vous dois compte de mes actes comme tout mandataire à la fin de son mandat.

J'appartiens, vous le savez, à cette opposition constitutionnelle qui, franchement dévouée à nos institutions, s'est imposé dans le parlement une double mission : la première, de les défendre contre les partis si elles étaient attaquées ; la seconde, de poursuivre leur exécution loyale et complète de la part du gouvernement et de ses agents. Messieurs, ce n'est pas la violence des factions qui, aujourd'hui, met en péril la constitution ; le péril pour le gouvernement vient de lui-même : il compromet nos institutions en les faussant. Quand il se dit conservateur, c'est lui qui est révolutionnaire ; et le ministère, qui, depuis six années, tient en main le pouvoir, en est arrivé à ce point par ses faiblesses, par ses fraudes, et par toutes ses corruptions, qu'il a jeté le dégoût dans toutes les âmes honnêtes, et troublé la conviction des plus fervents amis du gouvernement représentatif. Humble et pusillanime vis-à-vis de l'étranger, il a bien fallu qu'il fût corrupteur au dedans, et qu'il ressaisit une à une, par la séduction des intérêts privés, les voix qu'il perdait en froissant les intérêts généraux du pays. Tandis que sur tous les points du globe, aux États-Unis, au Maroc, en Syrie, à Tahiti, il acceptait vis-à-vis d'un autre gouvernement une situation subalterne, il fallait bien

qu'en France il comprimât le sentiment public blessé de tant d'abaissement ; et pour offenser impunément la dignité du pays, il a dû incessamment travailler à le corrompre. Il a dû aussi, pour enchaîner le pays à sa politique, l'énervier et l'engourdir : de là l'accroissement systématique et continu des impôts dont le fardeau pèse d'un poids si lourd sur les contribuables ; de là les embarras financiers qui, en grevant l'avenir, interdisent dans le présent, au gouvernement lui-même, toute liberté d'action ; de là les périls et les inquiétudes nées au milieu d'une paix féconde qui devait n'avoir que des bienfaits.

Je n'oserais point reparaître devant vous, Messieurs, si je m'étais associé à aucun des actes de cette politique funeste ! Dieu merci ! je me présente avec la conscience d'avoir fait tout ce qui dépendait de moi pour les prévenir et pour les combattre.

Comme l'influence mauvaise du pouvoir tend à s'exercer d'abord sur les électeurs, j'ai toujours pensé et je n'ai omis aucune occasion d'exprimer l'avis qu'une réforme était nécessaire pour placer le corps électoral dans des conditions de véritable indépendance. La première de ces conditions serait qu'il fût plus nombreux et moins fractionné. Comme la même influence qui agit sur les électeurs s'exerce aussi sur les députés, je me suis associé par mes votes, et quelquefois par ma parole, à toutes les propositions dont l'objet était, en éloignant de la chambre le trop grand nombre de fonctionnaires qui altère son indépendance, de n'y laisser que des représentants libres et désintéressés. J'ai moi-même proposé, et la chambre a pris en considération, un projet de loi qui avait pour but, en frappant de peines sévères la corruption électorale, de garantir la liberté et l'honnêteté dans les élections parlementaires. En toute occasion, je me suis efforcé de montrer ce qu'aurait de menteur et de fallacieux une politique qui consisterait à gouverner le pays au moyen d'un corps électoral suborné et d'un parlement servile. Là est le danger, Messieurs ; là il faut appliquer le remède. Désormais il n'y a plus de possible qu'une seule politique, c'est celle qui naîtrait de l'application loyale de nos institutions. La politique de ruses et d'expédients est usée ; quoi qu'on en dise, l'honnêteté, l'impartialité, la justice, seront toujours les meilleurs et les plus habiles procédés de gouvernement.

Je vous ai dit, Messieurs, que j'avais combattu sans relâche un ministère que je crois funeste à mon pays. Mon opposition n'a cependant jamais été systématique. J'ai accepté toute mesure qui m'a paru utile, sans m'enquérir d'où elle venait. Quelquefois même j'ai prêté au pouvoir mon zélé concours. C'est ainsi que je l'ai toujours aidé de mes plus sincères efforts pour la solution des questions qui intéressent nos possessions dans le nord de l'Afrique.

Telle a été ma conduite, Messieurs, durant la dernière législature. En agissant ainsi, je crois avoir répondu à vos intentions ; et j'ai la certitude d'avoir agi suivant ma conscience. Ce que j'ai fait, je le ferais encore si vous m'honoriez de nouveau de vos suffrages. Je me montre et me suis toujours montré à vous tel que je suis, sans déguisement et sans calcul ; il me serait impossible de procéder autrement. Pour le député comme pour l'électeur, il n'y a de dignité que dans l'indépendance. Peut-être ceux de mes concitoyens qui ne peuvent me donner leur voix ne me refuseront pas quelque estime.

Messieurs, nous vivons dans un temps d'égoïsme et d'indifférence publique qui voit naître bien des dégoûts et bien des découragements. Pour moi, je vous le déclare, ce sentiment ne m'atteint point. J'ai toujours foi dans nos institutions et dans le principe fécond dont elles sont émanées. La liberté constitutionnelle a ses épreuves. Et si de mauvais jours l'attendent encore, son prochain triomphe n'en est pas moins assuré. Sa sainte cause ne serait compromise que si, dans sa défense, nous pouvions manquer de fermeté et de persévérance. La liberté, pour s'enraciner dans un pays et porter tous ses fruits, demande l'appui des mœurs publiques. Il lui faut des dévouements opiniâtres, des courages patients, des désintéressements inébranlables. Ce secours ne lui fera pas défaut en France. Nous serions bien peu dignes de l'héritage de nos pères, si nous ne savions pas en jouir, et si nous étions incapables de conserver ce qui leur coûta tant à conquérir.

Messieurs, uni par les liens les plus étroits à l'arrondissement de Mamers, je n'ai pas besoin, sans doute, de dire ici que je n'accepterais ailleurs aucune autre candidature. Quelque flatteuses qu'aient été pour moi les ouvertures qui m'ont été faites au nom d'un autre arrondissement, j'ai répondu et répondrai toujours que, aussi longtemps que les électeurs du sixième collège de la Sarthe me continueront leur confiance, je ne rechercherai ni n'accepterai d'autre mandat que le leur. Leur bienveillance m'a spontanément adopté. Quelque zèle que je mette à représenter leurs principes et à défendre leurs intérêts qui me sont si chers, je n'acquitterai jamais qu'une faible partie de tout ce que je leur ai voué de reconnaissance.

Je suis, avec les sentiments de la plus haute considération et de la plus vive gratitude, Messieurs et chers concitoyens, votre très humble et très obéissant serviteur,

GUSTAVE DE BEAUMONT.

15 juillet 1846.

À MESSIEURS LES ÉLECTEURS
DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-CALAIS
(SARTHE)

(1846)

Messieurs et chers compatriotes,

Les arrondissements de Saint-Calais et de Mamers m'ont honoré d'un double mandat. Obligé par la loi à un choix que je voudrais n'avoir point à faire, j'ai opté pour Mamers. J'ai tort de dire que *j'ai opté* : j'étais lié aux électeurs de Mamers par trois élections successives ; je n'avais pas la libre disposition de moi-même. Ils ont eu la bonté de me témoigner par les plus vives instances le désir de me conserver : je suis resté à eux ; je leur appartenais.

Ai-je besoin de vous dire les regrets que j'éprouve ? Chacun de vous ne sait-il pas les liens de famille, les relations d'amitié, tous les intérêts qui m'attachent si étroitement à l'arrondissement de Saint-Calais, où je suis né, dans lequel je suis destiné à passer et à finir mes jours ? Chacun de vous n'a-t-il pas été témoin de cette élection de Saint-Calais, si spontanée, si patriotique, si pure, qui nous a donné des émotions si vives, et que rien ne peut effacer ? Si tout le monde s'en souvient, comment pourrais-je, moi, l'avoir oublié ? Non : aucun de vous ne peut douter de mes sentiments intimes : mais tous aussi vous comprenez le devoir rigoureux sous l'empire duquel j'ai agi. Ce devoir est le plus sacré de tous : c'est celui de la reconnaissance. Nul d'entre vous, j'en suis sûr, ne voudrait me voir coupable d'ingratitude envers nos honorables concitoyens de l'arrondissement voisin, qui, après m'avoir adopté, ont bien voulu me dire qu'ils attachaient du prix à me garder pour leur mandataire. Messieurs, en considérant ce qui s'est passé, on pourra me plaindre ; mais je suis sûr que personne parmi vous ne me blâmera.

Maintenant, Messieurs, est-il vrai que je ne puisse être le député de Mamers, sans cesser d'être à vous ? Je proteste, Messieurs, contre cette conséquence de mon option. Quoi qu'il arrive, j'ose le dire, je suis et je demeurerai toujours honoré de vos suffrages, jaloux de m'en montrer digne, plein de zèle pour vous prouver ma profonde reconnaissance et mon entier dévouement. Le lien qui nous unit a été scellé dans la mémorable journée du 2 août. Ce lien est désormais indissoluble : il ne dépend pas d'une formalité d'option de le faire cesser.

Un homme éminent qui depuis quinze ans, dans la guerre d'Afrique, s'est couvert de gloire, qui a déjà rendu au pays d'éclatants

services, et qui est destiné peut-être à en rendre de plus grands encore dans le parlement, où il manque, M. le général Lamoricière, serait fier d'être votre représentant autant qu'il est digne de l'être. Me permettez-vous, Messieurs, de l'indiquer à vos suffrages ? Pardonnerez-vous la liberté qu'ose ainsi prendre celui que vous avez investi de votre confiance, et qui croit n'y pouvoir mieux répondre qu'en vous conviant à élire un homme dont le choix vous honorera autant que vous l'honorerez lui-même ? Permettez-moi d'ajouter, Messieurs, que si le général Lamoricière, qui est mon ami particulier, devient votre député, ce sera un lien de plus entre vous et moi ; j'ose dire qu'au lieu d'un représentant vous en aurez deux, étroitement unis ensemble, dont la seule rivalité sera celle du bien public à défendre, et de vos légitimes intérêts à servir.

Du reste, Messieurs, ce que je vous dis ici en quelques mots, j'irai très prochainement vous l'exprimer de vive voix ; bientôt je serai au milieu de vous : nous conférerons ensemble de la chose publique et des affaires du pays ; et dans le moment où l'on croit que nous nous séparons, nous ferons bien voir que nos liens sont plus étroits que jamais.

Veuillez, Messieurs et chers compatriotes, agréer de nouveau l'expression de la vive gratitude et de la haute considération de votre très humble et très obéissant serviteur,

GUSTAVE DE BEAUMONT

Paris, 3 septembre 1846.

À MESSIEURS LES ÉLECTEURS DE LA
QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE
DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

(1863)

Messieurs et chers compatriotes,

Vivement touché des témoignages que je reçois d'un grand nombre d'électeurs, je déclare que j'accepte la candidature qui m'est offerte. Je ne souhaitais pas de rentrer dans la vie politique : je le dis sincèrement ; mais je déclare avec la même sincérité que la bienveillance extrême dont je suis l'objet m'inspire une grande reconnaissance, et que si mes concitoyens de la Sarthe, auxquels je suis attaché par tant de liens, de souvenirs et de communs intérêts,

m'honoreraient de leur mandat, je mettrais à l'accomplir tout ce qu'il peut y avoir en moi de facultés et de dévouement.

Je ne suis point pour vous un homme nouveau. Cinq fois depuis vingt ans¹ mes concitoyens de la Sarthe m'ont honoré de leur mandat ; en me remettant aujourd'hui à leur disposition, je n'ai pas besoin de leur exposer longuement mes sentiments et mes principes.

Messieurs, l'ordre est le premier besoin de toute société. Fatiguée de révolutions, la France l'a cherché dans un pouvoir fort et s'est portée de tout son poids vers ce pouvoir pour l'affermir. Mais une sage liberté est aussi une condition d'ordre, et beaucoup de bons esprits pensent que le moment est venu où le gouvernement, sans cesser d'être fort, aurait besoin d'être contrôlé et contenu. Ils estiment qu'il faut de certains freins pour de certains entraînements, et qu'un appui aveugle est quelquefois plus dangereux pour le pouvoir qu'une résistance éclairée.

On se plaint de la prodigalité des dépenses publiques, de l'accroissement progressif du budget de l'État, d'où naît la nécessité des emprunts, l'augmentation de la dette inscrite, et d'où naîtront infailliblement de nouveaux impôts. Si le pays éprouve ces craintes et voit ces périls, pourquoi ne manifeste-t-il pas son sentiment en nommant des députés qui, par leurs votes, préviennent le mal ou le combattent ? Le gouvernement ne peut pas faire une seule dépense qui ne soit soumise au contrôle du Corps législatif, c'est-à-dire aux mandataires du pays. Il ne s'agit donc pour le pays que d'élire des députés qui soient les organes de sa volonté.

On s'inquiète et on s'attriste de cette succession d'entreprises lointaines dont toutes ne paraissent pas commandées par la même nécessité, et dans lesquelles se consomment, quelquefois stérilement, l'or de la France et le sang de nos soldats. Sans doute la France entière applaudit toujours avec bonheur à la gloire de nos armes : nous sommes ou nous serons maîtres de Puebla ; qui n'en est fier ? nous serons bientôt, s'il le faut, maîtres de Mexico ; qui en doute ? Mais plus la vaillance de nos soldats est admirable et leur dévouement héroïque, plus il semble qu'on doit en ménager l'emploi pour des entreprises dont l'intérêt, placé moins loin de nous, serait peut-être mieux compris. Le recrutement est nécessaire ; mais sa nécessité est dure, et beaucoup de gens sensés se demandent ce que nous sommes allés faire au Mexique.

Si tel est le sentiment du pays, qui l'empêche de le manifester ? Et comment reprocher au gouvernement de fâcheux écarts, si ceux

¹ En 1839, en 1842, en 1846, en 1848 et en 1849. (Note de Beaumont.)

qui devraient les prévenir ou les réprimer n'intervenaient que pour les sanctionner de leur vote ?

Messieurs, la France, industrieuse et riche, ne demande qu'à jouir, sous l'empire des lois, des bienfaits de la paix. Au nombre de ces lois est celle qui conserve au pays une juste influence sur la gestion de ses plus chers intérêts.

En est-il qui pensent que la part d'intervention que la constitution a faite au pays dans ses propres affaires est trop petite ? Messieurs, nul n'est fondé à se plaindre des droits qui lui manquent s'il n'exerce d'abord ceux qu'il possède. Votre droit est de donner librement vos suffrages. Ce droit, la France entière est en ce moment appelée à l'exercer. Tous, sans doute, rempliront leur devoir avec zèle. Les habitants de la Sarthe l'ont toujours accompli avec indépendance.

GUSTAVE DE BEAUMONT

Beaumont-la-Chartre, 16 mai 1863.

P. S. Je me suis imposé, comme loi de convenance et de dignité, pour les électeurs autant que pour moi-même, de ne faire aucune visite avant l'élection. Mais si le mandat législatif m'était confié, ce serait pour moi un devoir dont l'accomplissement serait bien doux de me mettre immédiatement en rapport avec mes commettants.

AUX ÉLECTEURS DE LA QUATRIÈME
CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE LA SARTHE

(1863)

Messieurs et chers concitoyens,

Au moment où va s'ouvrir le scrutin, je n'ai qu'un sentiment à vous exprimer : c'est celui de ma reconnaissance pour vos sympathies et de ma confiance dans votre verdict.

Attaqué avec violence, et je n'ose dire avec injustice dans mes intentions, dans mon caractère et dans ma vie passée, signalé comme un adversaire du gouvernement et de la société par de prétendus conservateurs de l'ordre, que j'en crois les amis les plus dangereux, je n'ai opposé à ces attaques répétées que le silence le plus absolu. C'est de vous seuls, Messieurs, que viendra la réponse qui leur est due ; de vous qui me connaissez depuis un quart de siècle ; vous

savez si j'ai jamais eu d'autre passion que celle du bien public, d'autre parti que celui de l'ordre et de la liberté, d'autre maître que mon pays. J'ai la confiance que votre vote sera ma meilleure apologie.

Si, ce qu'à Dieu ne plaise, on tentait de substituer dans vos consciences la pression des intérêts locaux et individuels, à la voix du bien public qui seul est votre guide, on échouerait, j'en suis convaincu, dans une telle entreprise. Grâce au ciel la France n'est pas un bazar où les consciences soient mises à l'encan et les électeurs à l'enchère, et si, ce que je ne crois pas, des menaces étaient faites pour empêcher la liberté des suffrages, ces menaces, que la loi croit possibles puisqu'elle les prévoit, seraient impuissantes, parce qu'elle les punit. (Art. 39 du décret du 2 février 1852.). Mais, Messieurs, contre de pareilles manœuvres, si elles étaient employées, notre meilleure protection serait la fermeté de vos principes et l'indépendance de vos consciences.

Beaumont-la-Chartre, 27 mai 1863.

GUSTAVE DE BEAUMONT
Ancien député.

AUX ÉLECTEURS DE LA QUATRIÈME
CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE LA SARTHE.
INSTRUCTION POUR LE VOTE DES 31 MAI ET 1^{er} JUIN

(1863)

I.

À la veille du scrutin national, on ne saurait trop répéter aux électeurs :

QUE LE VOTE EST LIBRE ;

Qu'il est ESSENTIELLEMENT SECRET.

CEUX-LÀ MENTENT qui s'en vont disant aux gens des campagnes « que puisque le gouvernement a un candidat, l'on est bien obligé de voter pour lui. »

Le candidat du gouvernement est tout simplement un homme qui a la confiance de M. le ministre de l'Intérieur, ce n'est pas une raison pour qu'il ait toujours la confiance des populations. Les députés sont envoyés à la Chambre pour surveiller les actes du gouver-

nement, comme les conseillers municipaux surveillent les actes des maires. Que dirait-on d'un maire qui voudrait nommer lui-même tout son conseil municipal ?

« Le suffrage est libre », écrivait aux préfets, le 8 mai dernier, M. le ministre de l'Intérieur.

Si donc des agents subalternes cherchent à peser sur la liberté des votes, sachez que l'administration supérieure les DÉSAVOUE.

Et la loi fait mieux : ELLE LES CHÂTIE.

Art. 39 de la loi du 2 février 1852 :

« Ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou D'EXPOSER À UN DOMMAGE SA PERSONNE, SA FAMILLE OU SA FORTUNE, l'auront déterminé à s'abstenir de voter ou auront influencé son vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 1 000 fr. ; LA PEINE SERA DU DOUBLE SI LE COUPABLE EST FONCTIONNAIRE PUBLIC ».

Électeurs que l'on chercherait à prendre par l'intérêt ou par la peur, — cultivateurs que les procès-verbaux intimident, — aubergistes et cabaretiers qui redoutent la fermeture, — fonctionnaires menacés de destitution, voyez à quoi s'exposeraient ceux qui voudraient vous effrayer. Un an de prison, mille francs d'amende si c'est un simple citoyen ; DEUX ANS DE PRISON, DEUX MILLE FRANCS D'AMENDE, si c'était un sous-préfet, un maire, un percepteur, un commissaire de police, un gendarme, un garde champêtre.

Mais c'est surtout le secret du vote qui garantit votre liberté.

Que peut craindre celui dont le vote reste enfermé dans le secret de sa conscience ?

Or, il est un moyen bien simple de ne faire connaître son vote à âme qui vive, c'est d'arriver au scrutin, comme la loi l'ordonne, avec son bulletin préparé d'avance, et plié soigneusement.

LA LOI DÉFEND AUX MAIRES :

D'interpeller les électeurs sur la teneur de leur vote.

De mettre dans les mains des électeurs les bulletins du candidat officiel.

D'ouvrir les bulletins qu'on leur remet fermés.

De recevoir les votes à bulletins ouverts.

II.

La loi ne protège pas seulement l'indépendance de l'électeur et la liberté du vote ; elle assure, par des règles précises et rigoureuses, la régularité des opérations électorales et la sincérité du résultat.

Voici les principales de ces règles, celles qu'il n'est permis à personne d'ignorer. Elles se rapportent à la durée des opérations électorales, — à la formation du bureau, — aux dispositions intérieures de la salle, — à la boîte où les votes sont reçus, — au dépouillement.

Durée du scrutin.

Le scrutin sera ouvert pendant deux jours : le dimanche 31 mai, depuis huit heures du matin jusqu'à six heures du soir ; le lundi 1^{er} juin, depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir.

Le vote serait nul, s'il était changé quelque chose à ces heures par une autorité quelconque.

Bureau.

C'est le bureau qui reçoit les votes, — qui veille à la loyauté du scrutin et à l'exécution de la loi, — qui statue provisoirement sur toutes les difficultés qui se rencontrent, — qui *prend note des réclamations des électeurs*, — qui, enfin, selon les cas, fait lui-même le dépouillement du scrutin, ou, pour le faire, désigne les scrutateurs.

Plus les attributions du bureau sont importantes, plus il est nécessaire qu'il soit formé régulièrement.

Un bureau composé d'avance serait illégalement formé ; c'est dans la salle du vote, portes ouvertes, après huit heures du matin, qu'on le constitue :

Il y a un président, quatre assesseurs, un secrétaire.

La présidence appartient de droit au maire et à ses adjoints, les assesseurs sont pris parmi les membres du conseil municipal qui savent lire et écrire, et suivant l'ordre du tableau. À défaut de conseillers municipaux, ce sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes *des électeurs présents* à l'ouverture.

Le secrétaire est choisi par le président et ses assesseurs parmi les mêmes *électeurs présents*.

C'est aux électeurs indépendants de se trouver là à la première heure, pour courir les chances d'être du bureau comme assesseur ou comme secrétaire.

Dispositions de la salle.

Que l'accès en soit toujours ouvert aux électeurs ; — qu'autour de la table où sont reçus les votes les électeurs puissent circuler librement en surveillant tout à leur aise.

On doit trouver, sur la table du bureau, tant que dure le scrutin, 1° une copie de la liste des électeurs ; 2° un tableau contenant les noms des candidats qui ont déposé leur nom à la préfecture, les seuls pour qui l'on peut voter.

Rigoureusement, il ne devrait y avoir que ces deux pièces sur le bureau.

On a le tort d'y ajouter presque toujours des bulletins de candidature, et surtout d'y étaler les bulletins de l'administration, à l'exclusion de tous les autres. C'est un péril pour le secret du vote.

En pareil cas, exigez qu'on enlève les bulletins privilégiés, ou tout au moins qu'on place à côté d'eux les bulletins des autres candidats.

Boîte du scrutin.

La forme de la boîte importe peu. L'essentiel est qu'elle puisse être hermétiquement fermée, et *qu'elle porte deux serrures*, ouvrant au moyen de *deux clés différentes*.

En commençant les opérations, le premier jour, le président doit s'assurer, en présence des électeurs assemblés, *que la boîte ne renferme aucun bulletin* et qu'elle ne peut en recevoir *que d'un seul côté*. Il la ferme ensuite par ses deux serrures, et les deux clés restent, l'une entre les mains du président, l'autre entre les mains du scrutateur le plus âgé.

Quand on suspend le vote, à la fin du premier jour, la boîte *doit être scellée* ; voici comment l'on procède :

On applique sur toutes les ouvertures et même sur les simples fissures, de fortes bandes de papier, revêtues du sceau de la Mairie. Ainsi fermée, l'urne est déposée dans une salle soigneusement close : on appose aux portes et aux fenêtres le même sceau sur d'autres bandes scellées de même.

À côté des scellés de la mairie, tout électeur a, pour son propre compte, le droit d'apposer son cachet.

Avec des scellés apposés le dimanche soir, vérifiés avec soin le lundi matin, la violation nocturne du scrutin, si elle est encore possible, ne sera jamais inaperçue. Elle n'échappera pas à cette peine terrible de l'art. 47 :

« La violation du scrutin faite, soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'autorité préposés à la garde des bulletins non encore dépouillés, sera punie DE LA RÉCLUSION. »

Dépouillement.

Le dépouillement du scrutin se fait aussitôt après sa fermeture.

Le bureau dépouille lui-même, là où il y a eu moins de 300 votants. Dans les collèges plus nombreux, il désigne des scrutateurs parmi les électeurs présents, sachant lire et écrire.

On compte d'abord les bulletins qui sont contenus dans l'urne. On vérifie si leur nombre est égal à celui des électeurs portés comme votants sur la liste par les membres du bureau. Puis les tables de scrutateurs se partagent les bulletins ; l'un d'eux lit chaque bulletin à haute voix et le passe à un autre ; les noms portés sur les bulletins sont relevés sur des listes préparées à cet effet.

PÉNALITÉ : Art. 35. « Quiconque étant chargé dans un scrutin de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des citoyens, aura soustrait, ajouté ou attiré des bulletins ou lu un nom autre que celui inscrit, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 fr. à 5 000 fr. »

III.

Pour assurer la régularité des opérations électorales, la liberté du vote, la loyauté du scrutin, les électeurs ont :

1° Le droit de poursuite ;

2° Le droit de protestation.

S'il se présente des irrégularités électorales qui constituent des délits : poursuivez-les, soit en dénonçant leurs auteurs au parquet, soit en les *citant directement* devant le Tribunal correctionnel.

Et dans ce cas, la poursuite correctionnelle, loin de faire obstacle à la protestation, la fortifie sensiblement.

Mais pour les irrégularités qui ne constituent pas des délits, et qui peuvent seulement entraîner la nullité de l'élection : contentez-vous de la protestation.

La protestation peut émaner d'un seul électeur comme de plusieurs : elle tend à faire annuler le scrutin ; elle dénonce une violation de la loi, une atteinte à la liberté électorale, à la sincérité de l'élection.

Elle est adressée AU CORPS LÉGISLATIF, QUI EN EST LE SEUL JUGE, et qui pourra, suivant les cas, faire une enquête ou prononcer la nullité de l'élection.

Prenons quelques exemples : si l'intimidation, la corruption, les abus d'autorité ont été mis au service de certaines candidatures ; si certaines autres ont été entravées ; si on a emprisonné des distri-

buteurs, déchiré des affiches, lacéré des bulletins : c'est le cas de PROTESTER.

Si la force armée envahit les abords du scrutin, que les agents de l'autorité forment, aux portes de la salle, des groupes indiscrets ou menaçants, que le secret des votes ne soit pas respecté, qu'instituteurs, gendarmes, gardes champêtres obsèdent la liberté des électeurs : PROTESTEZ.

Si le bureau électoral a été constitué à l'avance, en dehors de l'assemblée, ou avant l'heure réglementaire : PROTESTEZ.

Si le maire interpelle les électeurs sur leur vote, ouvre les bulletins qu'on lui remet fermés, reçoit des bulletins ouverts : PROTESTEZ.

Si le maire ajoute d'office des bulletins dans l'urne, au nom des électeurs absents : PROTESTEZ.

S'il n'y a sur le bureau que des bulletins de l'administration, qu'on refuse d'y admettre sur le pied de l'égalité les bulletins des candidats indépendants, qu'on distribue dans l'intérieur de la salle les bulletins du candidat du gouvernement : PROTESTEZ, PROTESTEZ.

Mais comment proteste-t-on ?

Il y a deux sortes de protestations : 1° celles qui se font en dehors de l'assemblée électorale ; 2° celles qui sont insérées au procès-verbal.

1° Celles de la première espèce se font à peu près dans la forme que voici :

Les électeurs soussignés, appartenant au collège du département de N..., protestent contre l'élection de M... et demandent la nullité des opérations dudit collège par les motifs suivants :

Suivra le récit des faits, aussi précis, aussi détaillé qu'il sera possible. L'important est d'indiquer des témoins et de recueillir un bon nombre de signatures, que l'on fera, si l'on peut, légaliser en due forme.

2° Mais lorsque les faits se seront passés au cours des opérations électorales ou aux abords de la salle du scrutin, faites insérer votre protestation au procès-verbal.

Le procès-verbal, tenu par le secrétaire, sous la surveillance des membres du bureau, doit contenir le récit fidèle de toutes les opérations électorales.

Vous avez donc le droit d'y faire mentionner tout fait, tout incident, qui vous paraît entacher la validité de l'élection et la sincérité du vote.

Par exemple : un membre du bureau ouvre les bulletins qu'on lui remet fermés : vous vous levez et vous dites : « Je proteste contre la

violation du secret des votes, et je requiers l'insertion de ma protestation au procès-verbal. » Et ainsi de suite.

L'insertion au procès-verbal est de droit. Si pourtant on vous la refuse, réclamez avec énergie dans l'intérieur même de l'assemblée, et protestez, en dehors, par écrit, *en indiquant des témoins*, et en recueillant le plus grand nombre de signatures possible.

GUSTAVE DE BEAUMONT

DE LA POLITIQUE
EXTÉRIEURE
DE LA FRANCE
AU 29 OCTOBRE 1840.

PAR M. GUSTAVE DE BEAUMONT,
MEMBRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PARIS
CHARLES GOSSELIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
9, RUE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
1840

DE LAPOLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE AU 29 OCTOBRE 1840.

Dans la situation extraordinaire où est la France, et qui, au jugement de tous les hommes sérieux, est la plus grave dans laquelle elle se soit trouvée depuis 1815, il se manifeste dans quelques âmes un singulier trouble, et dans quelques esprits une étrange confusion. En l'espace, je ne dirai pas de quelques années, ni même de quelques mois, je puis dire de quelques jours, les langages les plus contraires se succèdent avec une telle rapidité, les hommes et les choses sont jugées si diversement à quelques moments d'intervalle, les opinions les plus absolues sur les sujets les plus considérables se retournent si subitement, que l'esprit le plus ferme ne sait plus sur quoi se fixer, et que les convictions les plus fortes se sentent faillir à l'instant où elles ont le plus besoin de rappeler toute leur énergie.

Il y a quelques semaines, on était unanime à proclamer que la question d'Orient était pour la France une question *essentielle*, et dont l'intérêt était si grand, qu'à aucun prix elle ne pouvait l'abandonner.

Que dit-on aujourd'hui ? ou du moins que disent beaucoup de voix ? C'est que l'intérêt de la France dans cette question est une pure chimère ; et que si un petit nombre d'esprits rêveurs ou de têtes révolutionnaires y peuvent songer, c'est un sujet indigne de tout homme pratique et sensé.

Le mois passé chacun voyait encore dans la question d'Orient le premier acte d'un grand drame qui commence aujourd'hui, et qui durera peut-être plus d'un siècle ; dans lequel de grandes ruines qui se préparent excitent de grandes convoitises ; où un immense théâtre est offert aux nations qui aspirent à s'agrandir par la conquête, ou à s'enrichir par le commerce du monde, et dans lequel il importe à toute grande nation de se produire au plus tôt, parce que les premiers rôles y seront bientôt pris. Tout le monde y voyait l'avenir, non seulement de notre influence en Europe, mais encore de notre puissance maritime et commerciale, qui partout tombe ou décroît, mais qui ne saurait se résigner à un rôle secondaire dans la Méditerranée, dans cette mer que domine notre territoire, et qui désormais sera pour l'Europe le chemin des Indes-Orientales.

Maintenant n'entend-on pas dire de tous côtés que la question d'Orient n'est rien, sinon une querelle entre le grand seigneur et le pacha d'Égypte ? Qu'il nous importe peu que Méhémet possède la

Syrie avec l'Égypte, ou l'Égypte plus le pachalick d'Acre, ou l'Égypte seule, ou même qu'il soit entièrement déchu de sa puissance : qu'il est fou d'avoir pris en main une pareille querelle, dont il ne peut sortir pour nous aucun avantage et à laquelle l'honneur français n'est nullement intéressé ; et que du moment où les autres puissances d'Europe promettent solennellement de ne point se partager l'empire ottoman, il n'y a pas même danger de voir troubler un instant l'équilibre européen.

Telle est donc aujourd'hui la contradiction des langages. Évidemment il est des personnes qui ont changé subitement de sentiment et de parole ; car on est divisé sur des questions que tout à l'heure on jugeait d'une manière uniforme. Qui a changé ? Il n'est pas inutile de le rechercher et de le dire ; cela importe surtout à ceux qui ont aujourd'hui le sentiment qu'ils avaient hier : il est bon que les hommes qui se disent exclusivement conservateurs se rappellent les opinions qu'ils n'ont pas conservées, et prennent garde de qualifier d'anarchistes et de démagogues ceux qui ne font rien autre chose que ce que les conservateurs même avaient conseillé et approuvé. Il est bon aussi, quand un danger menace le pays, de constater quels sont ceux qui conseillent au pays de se montrer ferme et digne, et quels sont ceux qui le poussent à s'abandonner.

On se rappelle qu'en juillet 1839 la question d'Orient, soulevée de nouveau par l'annonce d'un engagement prochain entre les troupes du sultan Mahmoud et l'armée d'Ibrahim, fut, dans la Chambre des députés, l'occasion d'un débat solennel, où un grand nombre d'orateurs exposèrent leur opinion. Le gouvernement demandait à la Chambre un crédit extraordinaire de dix millions, destinés à mettre nos forces navales dans le Levant sur un pied respectable. C'était un peu avant la bataille de Nezib ; l'avenir de cette lutte était alors inconnu à tous, impénétrable pour tous : on savait qu'Ibrahim, attaqué en Syrie, pourrait, s'il était vainqueur, franchir le Taurus et marcher sur Constantinople ; on savait que l'invasion du pacha pouvait amener les Russes à Constantinople ; voilà tout ce qu'on savait : le reste était obscur dans tous les esprits. Cependant il y eut alors un sentiment commun à toutes les âmes, ce fut celui du rôle qu'il convenait à la France de prendre dans cette grave conjoncture.

Qu'il me soit permis de consigner ici les propres paroles de ceux qui furent entendus dans la Chambre des députés ; cette constatation a quelque importance. Il ne s'agit pas de rapporter ici leurs discours entiers, mais seulement celles de leurs paroles qui résument le mieux leur opinion. Du reste les citations qui suivent ne sont pas

des analyses, mais des *extraits textuels* auxquels un seul mot n'a pas été changé.

Voici d'abord comment s'exprimait, au nom de la Chambre, le rapporteur de la commission, l'honorable M. Jouffroy :

« Quoi qu'il arrive, et quelle que puisse être la conduite qu'inspirent au cabinet ses propres lumières, ou que lui imposeront des événements dont il est impossible, nous le reconnaissons, de calculer les exigences ; il est un point, du moins, sur lequel tout le monde sera d'accord, et qui ne saurait varier : C'est qu'il faut que la France joue un rôle digne d'elle dans les affaires d'Orient. Il ne faut, à *aucun prix*, que le règlement de ces grands intérêts la fasse tomber du rang qu'elle occupe en Europe. *Elle ne supporterait pas cette humiliation, et le contre-coup intérieur pourrait en être périlleux.*

M. LE MARÉCHAL SOULT, président du Conseil, ouvrant la séance du 1^{er} juillet, après le rapport de M. Jouffroy, adoptait formellement l'esprit et le sens de ce rapport. — Nous devons, disait-il, être *prêts à tenir le rang qui nous appartient*, et à défendre les intérêts de la France dans toutes les éventualités que les nouvelles d'Orient peuvent faire craindre.

M. LE DUC DE VALMY : La Turquie soumise de fait au protectorat russe ; partagée de fait entre le sultan et le vice-roi ; la puissance de Méhémet-Ali sortie de ce partage, abandonnée à la garantie d'un acte fragile ; la France séparée de tous parce qu'elle n'a rien fait pour personne ; l'Angleterre stipulant pour son commerce, poussant le sultan à la destruction de l'Égypte, pour s'établir sur ses ruines : voilà, Messieurs, ce qui se passe, ce qu'il n'est pas possible de tolérer plus longtemps

M. DE CARNÉ : ... Quant à moi, je ne comprends pas l'Égypte sans la Syrie...

... Je dis qu'en face de l'avenir qui peut se produire, il est de l'intérêt de la France d'agir immédiatement, d'agir seule, de déclarer qu'elle protège l'Égypte ; qu'elle est là dans son rôle légitime... Je dis que déjà la force morale de l'action de la France serait immense si elle changeait seulement le titre de son agent ; si au lieu d'un agent consulaire, elle avait à Alexandrie un agent diplomatique...

... Quand je dis que la France me paraît devoir venir en aide à la nationalité égyptienne d'accord avec ses alliées, c'est bien entendu si les alliés s'y prêtent. S'il en est autrement, elle *doit agir seule*...

M. DENYS : La somme de 10 millions ayant été demandée dans l'espérance que les événements dont on paraissait menacé n'exigeraient point un développement de force extraordinaire, et n'étant point aujourd'hui suffisante pour que la France puisse prendre l'attitude et tenir le langage que je viens d'indiquer, je désirerais que la

Chambre, s'associant ou non à ma pensée, voulût bien comprendre qu'elle doit modifier un projet qui n'aboutirait en réalité qu'à laisser voir de la faiblesse ou de l'impuissance, et qu'elle accordât les fonds nécessaires pour tenir sur les côtes de l'Asie Mineure dix-huit vaisseaux de ligne au lieu de neuf qui s'y trouvent en ce moment.

M. DE LAMARTINE : Ne soyons dans la question d'Orient ni Russes ni Anglais... Le système de la France, c'est l'équilibre européen ; c'est l'équilibre maintenu par l'Autriche et par elle dans l'Orient comme dans l'Occident ; non pas ce chancelant et faux équilibre qui repose aujourd'hui sur cette section d'empire à Constantinople, équilibre qui n'est au fond que la domination russe en Orient sous le nom de Mahmoud, sans compensation, sans sûreté, sans avenir pour nous, mais cet équilibre fondé sur une *part égale d'influence et de territoire attribuée dès aujourd'hui en Orient* aux quatre grandes puissances qui y ont droit et intérêt, la Russie, l'Autriche, la France et l'Angleterre.

M. VILLEMAIN : Ainsi je le pense, cette prudence qui n'est pas une neutralité incertaine, indécise, ce désir de faire prévaloir dans de justes limites le maintien de ce qui peut être conservé, cette politique conforme aux vœux de la Chambre, ne dit pas aux forces de la France : « Vous agirez nécessairement et votre action sera illimitée » ; mais elle leur dit : « *Vous serez présente*, vous agirez s'il le faut... »

Je n'hésite pas à le dire, la Chambre persistera dans la vive impression que lui a donnée le projet du gouvernement. La promptitude avec laquelle ce projet a été présenté, la netteté du langage en le présentant, l'appui que ce projet a trouvé parmi les membres éclairés de la commission, les explications fermes et simples qui ont été données par le gouvernement ; tout cela, Messieurs, a paru à la Chambre un gage de la politique digne et française qui serait suivie par nous. On nous recommande d'être Français ! je crois. Eh, mon Dieu ! nous ne serions pas, si nous ne l'étions pas !

M. DE TOCQUEVILLE : La situation de la France, cette situation isolée au milieu d'ennemis nombreux, est critique. Mais je n'en conclus pas que la France ne doive rien faire ; que la France abandonnée des autres doive s'abandonner elle-même ; je dis au contraire que dans cette situation fâcheuse, la France peut et doit encore attendre de grands résultats de ses efforts.

M. PAGÈS de l'Ariège : Il faut que mon pays sache que s'il ne veut pas laisser la question d'Orient, de commerce, et de la prépondérance du monde s'accomplir sans lui et contre lui, il faut qu'il ose envisager la guerre comme une perspective possible et probable. Il ne doit pas la chercher ; mais il ne doit craindre. Il vaudrait mieux dès ce moment refuser les 10 millions et une apparition plus ou moins

théâtrale dans la Méditerranée, que reculer avec honte dans une entreprise commencée avec pusillanimité.

M. GUIZOT : Loin de refuser ce que demande le cabinet, s'il m'était permis d'avoir une opinion, je trouverais que le cabinet ne demande pas assez... Je l'avoue, je regarde cette question et le rôle qu'il appartient à la France d'y jouer comme une bonne fortune pour nous, pour notre gouvernement. Je suis partisan déclaré, partisan persévérant de la politique de la paix ; je la crois seule morale aujourd'hui, seule utile à la France, et seule conforme aux vœux réels du pays. Mais, messieurs, ne vous y trompez pas, la politique de la paix, par cela seul qu'elle est souvent oisive et froide, court le risque de passer pour pusillanime et égoïste ; et il ne faut pas que la lassitude dans laquelle tout ce qui s'est passé nous a momentanément plongés, il ne faut pas que cette lassitude nous fasse illusion. Ce qu'il y a de nouveau et d'indestructible dans le monde politique, la grande révolution qui s'est accomplie depuis le dernier siècle, la voici, messieurs. C'est que les intérêts publics, les intérêts généraux, nationaux, et les sentiments élevés, généreux, sympathiques, jouent un grand rôle dans la politique ; ce ne sont plus des forces idéales, non plus des rêves de philosophe. Ce sont des forces réelles, actives, présentes tous les jours et tout le jour sur la scène politique. À Dieu ne plaise que jamais nous mettions ces nobles forces contre nous ! À Dieu ne plaise que jamais les intérêts généraux, les grands intérêts moraux, et les sentiments qui y sont inhérents, se regardent comme subordonnés, comme sacrifiés à une politique *pusillanime et égoïste*, soit au dedans, soit au dehors ; ce serait un affaiblissement matériel et un décri moral, dont il serait difficile de mesurer la portée.

S'il arrivait je ne sais quel jour, je ne sais comment, mais enfin s'il arrivait que l'empire ottoman chancelât tout à fait, cette politique nous laisserait parfaitement libres, libres de chercher ailleurs, partout *où vous les trouveriez*, ces moyens d'équilibre européen qui sont toujours pour nous le plus grand problème à résoudre.

M. BERRYER : Quand on défend les grands intérêts d'une nation, en présence de nations rivales, il ne faut pas croire être injuste en défendant, contre qui que ce soit, les intérêts de la France. Épousez la querelle du sultan ou celle du pacha ; allez à Constantinople pour y disputer à la Russie la protection de la Turquie, ou à Alexandrie pour protéger le pacha et assurer son indépendance ; prévenez ainsi les conséquences de la révolution de l'Orient. Mais ne vous dissimulez pas que vous n'aurez pas de complices dans cette politique, car vous y rencontrerez deux intérêts contraires, l'intérêt russe et l'intérêt anglais, que vous ne pouvez servir qu'en étant dupe ; et c'est là une condition à laquelle la France ne peut se résigner. *Il faut une*

action dans l'intérêt de la France : vous seuls pouvez en avoir le choix.

M. DUPIN... Le jour où ce que l'on redoute éclatera, où il y aura une agression déclarée sur la Méditerranée ; où ce ne serait pas seulement le sultan qui se battrait avec un de ses pachas, mais où une des puissances européennes voudrait s'attribuer un avantage exclusif au détriment des autres, non seulement la France aura le droit de s'opposer à cette tentative, mais elle devra intervenir ; elle devra le faire avec énergie, avec toute la force d'une résolution qui appartient à une grande nation qui sait vouloir.

M. ODILON BARROT : La mission est grande, elle est belle, elle est noble. La récompense, je ne dirai pas territoriale, mais la récompense en influence en Europe, elle vous est assurée. Vous faites passer le rôle de conservation européenne de la Russie dans vos mains ; vous le faites passer entre vos mains, non comme il était dans les mains de la Russie, avec des moyens d'oppression et de despotisme, mais avec la puissance de votre principe, avec la liberté et la civilisation de l'Europe. C'est là le rôle qui vous appartient, mais pour cela il faut de grandes résolutions ; mais pour cela il faut s'élever à la hauteur de votre mission. Si vous l'entreprenez sans être résolu à poursuivre toutes les conséquences qu'elle vous impose, sans être bien résolu à appliquer toutes les ressources de votre pays à l'accomplissement de cette grande œuvre, elle vous écraserait ; il vaudrait mieux encore ne pas l'entreprendre ; il vaudrait mieux se renfermer dans un système d'égoïsme, de neutralité, et attendre les événements...

M. JOUFFROY, résumant la discussion : ... Presque tous les orateurs qui ont été entendus n'ont fait que développer avec talent ou que défendre avec éloquence la politique que nous avions indiquée.

Ce résultat, messieurs, ne nous a ni étonnés ni enorgueillis. Il y a rarement deux conduites raisonnables en politique, et quand les éléments d'une question sont donnés, la bonne, la vraie, se révèle à tout esprit droit. »

Ainsi et en résumé, au mois de juillet 1839, la Chambre des députés déclare par l'organe de M. Jouffroy, son rapporteur, que, dans la grande affaire qui s'annonce, la France *doit jouer un rôle digne d'elle ; qu'à aucun prix le règlement de cette grande affaire ne doit faire déchoir la France du rang qu'elle occupe en Europe ; que la France ne supporterait pas cette humiliation, et que le contrecoup intérieur pourrait en être périlleux*. Quand cette voix parle au nom de la Chambre, nulle autre voix ne s'élève pour la contredire ; toutes les opinions se concilient ; tous les partis s'effacent dans ce débat, où chacun ne voit plus que l'intérêt de la France. M. Guizot, M. Berryer, M. Odilon Barrot,

parlent le même langage, et chacun proclame hautement ce grand intérêt de la France dans la question orientale : intérêt de commerce, selon les uns ; d'influence politique, selon les autres ; intérêt d'honneur aux yeux de tous. M. Guizot voit dans cette question une bonne fortune pour la France, qui enfin va avoir une grande entreprise à conduire ; et M. Odilon Barrot se félicite de ce que le protectorat de l'Orient passera des mains de la Russie dans celles de la France. Dans le partage qu'il fait de l'Orient entre les grandes puissances, M. de Lamartine n'oublie certes pas son pays ; et tous ceux qui réclament le maintien du *statu quo* ne le comprennent qu'à la condition qu'il soit *général*, et que si une seule puissance accroît son influence en Orient, la France doit y voir aussi s'augmenter la sienne. Dans ce sens, tous les regards se portent sur l'Égypte et sur Méhémet, qui attire toutes les sympathies de la France ; et M. de Carné ne veut pas seulement que la France couvre l'Égypte : il déclare que dans son opinion il ne comprend pas l'Égypte sans la Syrie. Enfin le rapporteur de la commission, quand il résume la discussion, constate cette remarquable unanimité, dont il se plaît à indiquer la cause philosophique : « Il y a, dit-il, rarement deux conduites raisonnables en politique, et quand les éléments d'une question sont donnés, la bonne et la vraie se révèle à tout esprit droit. » Et, sur 313 votants, la loi est adoptée par 287 ; 26 seulement votent contre.

Ainsi, après avoir délibéré sur cette grande affaire, la chambre traçait clairement la ligne de conduite que devait y tenir le gouvernement français.

La chambre avait-elle tort ou raison de voir dans la question d'Orient un intérêt aussi vital pour la France ? Je pourrais me dispenser d'examiner cette question, et me borner à constater, ainsi que je l'ai fait, l'impression de la chambre ; cependant, je n'hésite pas à le dire, dans ma pensée la chambre ne s'exagérait point l'intérêt du pays dans cette affaire. Je n'étais pas alors député ; mais, si je l'eusse été, je me serais associé à tous les sentiments de la majorité.

Le grand intérêt de la France dans la question orientale ne saurait être méconnu que par ceux qui ne veulent ou ceux qui ne peuvent pas voir. Cet intérêt existera aussi longtemps que la Russie sera une grande nation envahissante, aussi longtemps que l'Angleterre poursuivra l'établissement de son monopole maritime et commercial, aussi longtemps que la France n'aura pas pris son parti de n'être qu'une puissance de second ordre.

L'intérêt de la France dans la question d'Orient n'est pas d'envahir l'Égypte ou la Turquie, ou quelque partie de ces contrées : c'est d'empêcher que la Turquie ne devienne russe et l'Égypte an-

glaise, c'est d'empêcher que les Russes ne dominent à Constantinople et les Anglais à Alexandrie.

Ceux qui connaissent les vues secrètes de la Russie, ou croient les connaître, pensent bien que celle-ci n'est pas pressée d'occuper matériellement Constantinople : elle a sa proie assurée ; elle est, selon l'expression heureuse de M. de Lamartine, patiente comme une certitude. Mais, s'il est vrai que la Russie ne veuille pas s'établir dès aujourd'hui sur les rives du Bosphore, nul du moins ne conteste qu'elle n'a pas de pensée plus constante que de s'en préparer le chemin. C'est son idée fixe, et, si elle consent à ne pas entrer immédiatement dans Constantinople, elle veut du moins y poser dès à présent son influence exclusive. Elle voudrait protéger seule l'empire ottoman. C'est uniquement pour remplir cet office bienveillant qu'elle entretient à grands frais une flotte et une armée, oisives dans le port de Sébastopol, et qui n'ont d'autre destination dans ce monde que d'attendre un an, deux ans, dix ans s'il le faut, le moment où arrivera ce cas de *protection* de l'empire ottoman, pour lequel seul elles existent.

Il faut méconnaître le plus grand phénomène du siècle pour ne pas voir que l'invasion russe menace l'Occident ; que cette invasion marquée au sceau d'une espèce de fatalité est constante et progressive ; que la Russie est, en Europe, le seul empire qui depuis cent cinquante ans grandit toujours et ne décline jamais ; que ce progrès continu se poursuit avec une rapidité singulière ; que s'il n'est donné à aucune puissance humaine d'empêcher le fait de s'accomplir, il faut du moins travailler à le retarder le plus possible ; et que la plus grande force du courant russe tendant vers Constantinople, c'est là naturellement que doivent se porter les résistances.

Ceux qui connaissent les desseins de l'Angleterre, ou croient les avoir pénétrés, pensent bien que cette nation n'a point arrêté le plan de s'emparer actuellement de l'Égypte ou de la Syrie. Mais quelle que soit sur ce point la modération de ses vues, nul n'ignore qu'au milieu de ses vastes projets, l'Angleterre n'a pas de pensée plus constante et plus favorite que de se créer à travers l'Égypte ou la Syrie un passage vers ses immenses possessions de l'Inde ; on sait qu'elle travaille à se frayer cette voie, soit par l'isthme de Suez et la mer Rouge ; et déjà elle occupe sur cette ligne des stations toutes prêtes, telle qu'Aden, etc. ; soit par l'Euphrate et le Golfe Persique, et déjà sur cette autre ligne, elle est maîtresse de l'île de Carrack ; on sait qu'à ses yeux ce passage par Suez ou par l'Euphrate est une artère vitale qui manque à son grand corps. On sait enfin que partout où l'Angleterre s'établit, c'est pour y dominer exclusivement, et il est permis de craindre que maîtresse de cette route tant désirée par elle,

elle n'en laisse pas à tous la libre pratique. Cependant on sait aussi, et nul ne peut plus ignorer, que ce même passage, qui est la route de l'Angleterre vers ses États, est aussi désormais le chemin de l'Europe en Asie, le chemin de toutes les nations commerçantes de l'Occident vers les peuples de l'Inde. À aucun prix sans doute l'Angleterre ne renoncera à se créer cette communication, qui est pour elle une condition de vie ; mais à aucun prix aussi les autres peuples qui n'ont pas abdiqué toute existence dans le monde ne pourront consentir à ce que ce chemin de l'Europe vers l'Inde soit la propriété ou subisse l'influence exclusive d'une seule puissance : et la France placée comme elle l'est par la nature, la France qui a Toulon, Marseille, Alger ; la France qui est si admirablement située sur cette nouvelle route de l'Inde, est intéressée plus qu'aucune autre à la maintenir entièrement libre, ouverte à tous, égale pour tous.

Si la France a un intérêt certain à combattre les desseins de la Russie, elle en a un bien plus grand encore à s'opposer de toute sa puissance aux projets de l'Angleterre ; quant à présent l'ambition russe convoite seulement des territoires dont nous ne voulons point ; l'ambition anglaise vise à un monopole de richesses et d'influences dont la France doit avoir sa part. Dans l'avenir la Russie menace la France comme tous les empires de l'Occident ; l'Angleterre, qui ne reconnaît pas à un peuple le droit d'exploiter ses mines de soufre comme il l'entend, et qui vous fait la guerre, si, quand elle veut vous vendre de l'opium ou tout autre poison, vous refusez de l'acheter ; l'Angleterre est présentement l'adversaire naturelle de tous les peuples qui n'acceptent pas son despotisme universel.

Voilà des faits certains, incontestables ; et c'en est assez sans doute pour prouver que la Chambre a eu raison de proclamer le grand intérêt de la France dans la question d'Orient.

Maintenant quel était le moyen à prendre pour protéger cet intérêt ; pour combattre les périls reconnus, pour assurer le succès des bonnes chances ?

Sur ce point les dissidences d'ailleurs si naturelles, n'éclatèrent point dans le corps législatif, qui devait se borner à poser les principes, et laisser l'exécution au gouvernement. Le ministère avait seul, et seul pouvait avoir le choix des moyens d'action ; mais du moins la règle de conduite était clairement posée ; et quels que fussent les procédés employés, il ne pouvait oublier que le but nécessaire à atteindre était l'établissement à tout prix de l'influence française dans le règlement des affaires d'Orient.

Le but étant nettement indiqué, le gouvernement l'a-t-il habilement poursuivi ? A-t-il employé pour l'atteindre les meilleurs moyens dont il pût faire usage ? Pouvait-on agir autrement et mieux ?

Ce sont des questions que je me sens, je l'avoue, peu enclin à discuter, parce qu'en supposant que leur examen fit naître des regrets, il ne saurait offrir le remède de la situation.

Il pourra être utile un jour de rechercher ce que l'on aurait pu faire ; ce qui importe en ce moment, c'est de voir ce que l'on a fait. Je n'examine donc pas dans quelle position nous pourrions être ; je considère l'état dans lequel nous sommes.

Beaucoup semblent ne voir dans les embarras où se trouve la France qu'une occasion d'accuser leurs adversaires politiques ; et un débat où l'intérêt national est engagé devient un texte de récriminations mutuelles, aussi violentes que stériles. Celui-ci s'attache à démontrer que de grandes difficultés avaient été léguées au ministère du 12 mai par le ministère du 15 avril ; et pourvu qu'il justifie cette proposition il est satisfait ; cet autre sera content s'il parvient à prouver ou que le 12 mai a mal engagé la question d'Orient, ou que cette question bien posée par ce ministère a été compromise par les fautes du 1^{er} mars. — Pour moi, je l'avoue sincèrement, quand toutes ces fautes du 15 avril, du 12 mai, du 1^{er} mars, auraient été commises, je ne verrais point la matière à me réjouir, et ces démonstrations qui me prouvent qu'on a mal fait, sans me révéler le moyen de guérir le mal présent dont je souffre, n'ont rien qui me satisfasse. Elles intéressent sans doute particulièrement chacun des hommes auxquels des fautes sont imputées, et qui se renvoient l'un à l'autre la responsabilité du danger public ; mais qu'il soit l'œuvre de celui-ci ou de celui-là, le danger n'est pas moins certain ; lui seul me touche en ce moment et c'est à lui seul que je m'attache. Toutes les critiques des divers ministères, tous les retours vers le passé n'empêcheraient pas que ce qui a été fait ne soit fait, et c'est surtout en cette matière que l'on ne saurait nier la puissance des faits accomplis.

La note du 27 juillet 1839, qui a déclaré l'accord des puissances, avant que les puissances se fussent entendues sur rien, a été, dit-on, une grande faute. Comment se croire d'accord, parce que tous veulent *l'intégrité de l'empire ottoman*, lorsque nul n'a dit un mot pour expliquer ce qu'il entend par l'intégrité de cet empire ? Lorsqu'on n'a pas prononcé le nom du pacha d'Égypte qui était toute la question ? — Voilà, dit-on, la source de tout le mal. Je l'admets si l'on veut. Je l'admets, quoique l'état de choses créé par cette note pût très raisonnablement être considéré comme un progrès sur le traité d'Unkiar-Skelessi ; et qu'il ne soit point équitable de juger par l'événement une tentative dont l'issue pouvait être meilleure ; mais enfin je consens à regarder cette note comme une faute ; que conclure de là ? Qu'à mes yeux M. le maréchal Soult et M. Villemain se seraient trompés ; mais l'acte dont il s'agit n'aurait pas moins existé ; il

n'aurait pas moins été l'œuvre d'un ministère constitutionnel ; il n'aurait pas moins été fait en vue même du principe de conduite posé par la Chambre, et dont il était l'exécution presque littérale. Le but principalement recommandé par la Chambre avait été d'arriver par un concert de toutes les puissances d'Europe à soustraire la Turquie au protectorat exclusif de la Russie : or comment arriver à cette action commune que les circonstances rendaient urgente, si tout d'abord on n'adoptait pas une règle générale de conduite, se réservant de discuter plus tard les détails d'exécution ? On pouvait craindre il est vrai de ne pas s'entendre sur ces détails ; mais c'était une crainte pour l'avenir ; présentement on craignait l'arrivée des Russes à Constantinople. Quoi qu'il en soit, admit-on cent fois que le gouvernement français a eu tort de signer la note du 27 juillet, il faut bien reconnaître qu'on ne peut pas faire aujourd'hui qu'il ne l'ait pas signée, et qu'il n'ait agi en cela sous l'influence même du parlement dont il venait d'entendre le langage.

On ne saurait non plus empêcher qu'une fois entré dans la conférence, il n'y ait posé la question d'une certaine manière. A-t-il bien ou mal fait d'épouser aussi chaudement la querelle de Méhémet-Ali, et de demander pour lui l'hérédité de la Syrie comme de l'Égypte¹ ? Si nous étions en 1839, à l'époque où dans la conférence il s'est agi pour le cabinet français de prendre un parti, je verrais là, je l'avoue, matière à longue discussion. Car je crois qu'on s'exagérât alors l'importance de Méhémet, comme on s'exagère aujourd'hui sa faiblesse ; mais cette sympathie qui a porté le ministre du 12 mai vers Méhémet n'était-elle pas alors le sentiment universel ? L'Égypte n'était-elle pas alors pour la France comme une fille adoptive, née au beau temps de notre gloire, grandie loin de nous, par nos soins, avec l'aide de nos soldats, de nos ingénieurs, de nos artistes ? Ne considérât-on pas, d'ailleurs, ce sentiment comme fondé sur un intérêt rigoureux ? La puissance égyptienne ne nous paraissait-elle pas un double boulevard contre la Russie et contre l'Angleterre ? Contre la Russie, par l'organisation d'un second empire musulman, fondé dans des provinces échappées au joug de la Porte ; contre l'Angleterre, par l'affermissement de cet empire dans des contrées où l'Angleterre est intéressée à l'affaiblir ? Est-ce que toutes les voix ne s'accordaient pas alors pour appeler sur l'Égypte et sur la Syrie toute la protection du gouvernement français ? Faut-il rappeler ici tout ce qu'on disait alors de Méhémet ; le voile indulgent dont on couvrait son despotisme, les hommages qu'on adressait à sa sagesse, à son génie, à sa fortune, et tous ces éloges qui se résumaient par ces

¹ 27 septembre 1839. *Memorandum* de lord Palmerston du 31 août 1840.

mots : Méhémet est un grand homme, et son fils Ibrahim est un héros ! Si aujourd'hui, quand Méhémet se débat sous l'Europe entière liguée contre lui, des voix peu généreuses lui jettent le mépris et l'injure, n'était-on pas unanime à l'exalter et à le seconder au temps de sa force et de sa prospérité ? Je veux bien admettre qu'on se trompait alors ; mais, en supposant cette erreur, il en est résulté un fait qu'on ne saurait empêcher d'avoir existé : c'est que, dans la conférence, le ministère du 12 mai a demandé pour Méhémet-Ali de plus grands avantages que les autres puissances ne voulaient en accorder ; il a posé ainsi la question ; et en cela il a fait, peut-être, ce qu'eût fait tout autre ministère désireux d'imprimer à sa politique dans cette question un cachet français.

Maintenant faut-il rechercher si ce même ministère du 12 mai a reçu, oui ou non, de l'Angleterre la proposition de réunir nos flottes dans la Méditerranée pour forcer ensemble les Dardanelles ? Le fait de la proposition étant constant, faudrait-il discuter le point de savoir si on a eu tort ou raison de ne pas l'accepter ?

Arrivant au ministère du 1^{er} mars, aurons-nous à rechercher s'il a commis une faute ou agi sagement en laissant la question d'Orient sur le terrain où il la trouvait ? S'il a été habile ou non dans ses négociations ? S'il a été bien ou mal secondé par son agent diplomatique à Londres ? Si cet agent a défendu avec zèle auprès de l'étranger une politique qu'il croyait mauvaise, et s'il a travaillé sincèrement au succès d'un ministère sur les ruines duquel il s'est élevé ? Faut-il discuter ici les causes qui ont amené le traité du 15 juillet dernier ? Le ministère du 1^{er} mars aurait-il dû accepter pour Méhémet le pachalick d'Acre héréditaire sans la citadelle, ou la citadelle sans l'hérédité ? Était-il fondé à penser que sur son refus l'Angleterre et les autres puissances traiteraient sans la France ? Pouvait-il craindre sérieusement que, sans lui donner au moins un avertissement formel et *sans mettre la France en demeure*, l'Angleterre laisserait dans l'isolement sa plus intime alliée, briserait ainsi brutalement une union sur laquelle reposait la paix du monde, pour se jeter dans quelle alliance nouvelle ? Dans celle de la Russie, l'ennemie naturelle de l'Angleterre en Orient. Faut-il expliquer cet acte inouï de l'Angleterre par un accès de mauvaise humeur de son ministre, ou par les calculs d'une politique dont on ne saura que plus tard le secret ?

Faudra-t-il examiner ensuite, si le traité étant fait, on a eu tort ou raison de se dire outragé ; si ce traité constitue simplement un mauvais procédé, ou un manque d'égard, ou une insulte envers la France ; si en supposant qu'il y ait eu injure, il a été sage de parler tant, et d'agir si peu ; si à la première nouvelle de l'exécution vio-

lente du traité, le ministère ne devait pas envoyer notre flotte sur les côtes de Syrie, au lieu de la laisser oisive et cachée dans les eaux de Salamine ; si enfin quand le canon de Beyrouth a retenti, et lorsque la déchéance de Méhémet a été prononcée, il ne fallait pas, au lieu d'un *Memorandum*, couvrir l'Égypte avec nos vaisseaux, en les envoyant s'emboîser devant Alexandrie ? Je n'examine aucune de ces questions. Je me borne à dire que ce traité du 15 juillet a été fait ; que fût-il possible ou non de l'empêcher de naître, il existe ; que cet acte qui isole la France, et la rend étrangère aux grandes solutions de la question d'Orient, la place dès à présent dans la situation la plus grave, et lui permet de tout craindre de l'Angleterre et des nouveaux alliés que celle-ci s'est attachés en la délaissant ; que cet acte auquel on peut supposer des articles secrets, ne contînt-il rien que ce qu'il montre, n'en serait pas moins funeste à la France.

Cet acte éloigne la France d'une grande affaire, à laquelle elle voulait prendre part, et dont elle avait déclaré qu'à aucun prix elle ne se laisserait écarter. En vertu de cet acte une question considérable, au règlement de laquelle elle devait contribuer, sera réglée sans elle. En vertu de cet acte, la Russie, il est vrai, ne protégera plus seule l'Orient ; mais ce protectorat appartiendra désormais à deux puissances au lieu d'une. L'Angleterre devient arbitre en Orient comme la Russie ; désormais, l'Angleterre protégera l'Égypte et la Syrie, comme la Russie protège Constantinople. En vertu de cet acte les puissances alliées ne se partagent pas, il est vrai, les territoires en litige, et ne stipulent aucune influence exclusive sur les contrées dont elles vont fixer le sort ; mais en vertu de cet acte et de son exécution l'influence appartient nécessairement aux puissances qui seules prennent en main la question, et seules la résolvent. La question est bien moins de savoir comment l'affaire est réglée, que par *qui* elle est réglée ; il importe sans doute que Méhémet ait une partie plus ou moins grande de la Syrie ; mais ce qui importe plus encore, c'est de savoir qui déterminera la part telle qu'elle lui sera faite. Le grand intérêt de la France dans cette affaire, c'était d'intervenir, c'était d'être partie au débat ; si des armées étaient nécessaires, d'y déployer son glorieux drapeau ; si on appelait des flottes, d'y montrer son pavillon : à ce prix était l'influence de la France dans la question d'Orient. En vertu du traité du 15 juillet, la France perd cette influence, qu'à tout prix elle voulait exercer, et cette influence les autres puissances la prennent toute entière ; elles la prennent au préjudice d'un État accoutumé à compter dans les arrangements de l'Europe ; cette influence perdue pour la France, c'est toute l'affaire d'Orient. Voilà comment la question ne saurait être réglée sans nous, sans l'être contre nous. Voilà comment les puissances renversent

l'équilibre des grandes puissances d'Europe, sous prétexte de rétablir l'équilibre des pouvoirs entre le sultan et le pacha.

Je dis qu'en apprenant ce traité, dont les effets certains ne sont pas moins funestes à la France que ses conséquences possibles, la France s'est sentie atteinte, sinon insultée, et qu'elle n'a pas retenu l'expression de ce sentiment si légitime ; elle l'a déclaré, et son gouvernement a témoigné qu'il ressentait vivement cette blessure faite à la France ; il a déclaré qu'il maintiendrait la France au rang dont on voulait la faire déchoir ; il a déclaré que si les puissances persistaient à refuser à la France sa légitime part d'influence, la France se la ferait elle-même, dût-elle recourir aux moyens les plus extrêmes ; il a annoncé de grands armements ; cette annonce qui présageait de grandes dépenses, a pourtant été accueillie par le pays avec enthousiasme ; il a annoncé les fortifications de Paris, et cette mesure, la plus hardie, la plus inconstitutionnelle si l'urgence ne la commandait pas, a été acceptée comme un fait simple et naturel, comme partie d'un ensemble d'actes destinés à placer la France dans une attitude ferme et digne vis à vis de l'étranger !

Ces faits sont certains, le sentiment avec lequel on les a jugés a été unanime ; il y a eu un moment, il faut bien le reconnaître, où tout le monde a pensé de même. Il y a eu un moment, où le même langage était dans toutes les bouches ; la presse n'avait alors qu'une voix¹, alors point de distinction entre le parti de la paix et le parti de la guerre, entre le parti des conservateurs et celui des révolutionnaires ; tout le monde était alors conservateur de l'honneur français, tous les hommes sages désiraient ardemment la paix : car qui peut sans frémir envisager les horreurs de la guerre ? Mais tous sentaient qu'il n'y avait de possible et de désirable pour la France qu'une paix honorable, et jugée telle par le pays ; ils pensaient aussi que si quelque chose pouvait réveiller et réhabiliter en France les mauvaises passions révolutionnaires qu'on ne saurait trop craindre et

¹ Voici ce que disait lui-même, le 30 juillet dernier, un journal qui, par son importance politique et littéraire, par l'habileté continue de sa rédaction, et par son caractère *conservateur*, exerce en France et en Europe une très grande influence : « La France ne peut pas reculer. Elle ne le peut pas, parce que ce serait se laisser mettre au *rang des puissances de second ordre*. Ce mot dit tout. Oui, si la France demeurait spectatrice impassible de l'exécution d'un traité qui, sous prétexte de conserver l'empire ottoman, entraîne fatalement la dissolution de cet empire et son partage ; si elle pouvait souffrir qu'on la mit hors de la question d'Orient, au lieu de cinq grandes puissances, il n'y en aurait plus que quatre en Europe. La France ne cherche pas la guerre, mais elle l'acceptera si terrible qu'elle puisse être, avec toutes ses conséquences, plutôt que de se laisser rayer du nombre des puissances avec lesquelles on compte. » (*Journal des Débats* du 30 juillet 1840.)

trop haïr, ce serait une politique extérieure qui laissât en souffrance la dignité du pays ! Des dissidences aujourd'hui s'élèvent ; mais je dis qu'à un certain moment il n'y en avait pas, et on voit par ce qui précède quels sont ceux qui ont été mobiles ou constants dans leur opinion.

Ainsi sans discuter les faits que je viens de rappeler, je les constate ; je les constate sans autre examen, parce que ces faits constituent non seulement la politique du gouvernement dans cette immense affaire, mais encore la politique du pays, parce qu'à côté des actes émanés de deux ministères, je vois les principes posés par le parlement, et le sentiment national, continu, non équivoque dans son expression, provoquant ou sanctionnant la marche qu'a suivie le pouvoir exécutif. Je constate ces faits et les accepte, parce qu'ils dominent, quoi qu'on fasse, la situation où nous sommes ; je les adopte en tous cas, parce que je ne puis pas faire qu'ils ne soient pas.

J'entends bien dire que ce qu'un ministère a fait, un autre ministère peut le défaire sans peine. Cet argument ne me suffit point ; je le crois dangereux, surtout dans la question où se trouve engagée la politique étrangère d'un pays. S'il est impossible de concevoir une bonne politique sans l'harmonie dans les vues et sans la suite dans les actes, cela est vrai surtout de la politique extérieure. La facilité de changer de conduite, en pareil cas, m'a toujours paru un des périls, bien plus qu'un des avantages des pays libres, où les agents du pouvoir se succèdent sans cesse. Fermement convaincu qu'il n'y a de bonheur et de repos possible pour mon pays, qu'avec notre gouvernement constitutionnel, attaché profondément aux principes des gouvernements libres, sans lesquels il n'y a point de vie publique pour les citoyens, j'entends avec chagrin reprocher à leur instabilité de rendre impossible toute consistance dans les desseins et toute unité d'action. Ici donc, au lieu de chercher des arguments pour incriminer le passé, j'incline naturellement à trouver bons tous les actes consommés ; j'oublie les personnes et les partis, pour ne voir que les faits et les actes dont se compose la situation où nous sommes.

Il y avait sans doute dans cette grande affaire plus d'une route à suivre pour atteindre au but vers lequel on devait tendre. Celle qu'on a suivie était-elle la meilleure ? Je ne sais ; mais je suis porté à trouver bonne celle qu'on a adoptée, par cette seule raison qu'on l'a choisie. Je crois que dans quelque voie qu'on fût entré, on y aurait trouvé de grands embarras ; je crois qu'un moyen moins bon mais suivi avec persévérance, vaut mieux que deux moyens meilleurs, mais pris et laissés tour à tour. C'est en ce sens que l'on peut dire

que surtout pour les questions extérieures, les actes des gouvernements engagent les peuples.

Rien n'est plus délicat et plus dangereux, quand une question a été *posée* et soutenue, longtemps d'une certaine manière, que d'en changer subitement les termes. Toute grande affaire est susceptible d'être prise par des côtés différents. Dans un débat où plusieurs grandes puissances sont intéressées, il appartient à chacune de fixer le point où elle juge que se trouve l'intérêt qu'elle défend, et auquel elle tient le plus ; il peut arriver qu'elle considère comme supérieur l'intérêt qui n'est que secondaire ; les autres peuvent commettre la même erreur ; mais enfin, au milieu du choc des intérêts, des passions, des préjugés, des erreurs même, *les questions* finissent par se *poser*, et quand les questions sont posées, chacun met nécessairement toute sa force et tout son honneur à défendre le point dans lequel il s'est retranché. Pour nous, dans l'affaire d'Orient, la question s'est posée sur le maintien de la puissance égyptienne. Elle aurait pu se poser autrement, si on se fût entendu avec l'Angleterre ; c'est sans doute sur un terrain russe que la France aurait eu à lutter ; mais précisément parce qu'il n'y a pas eu d'accord entre nous et l'Angleterre, l'accord s'est fait entre celle-ci et la Russie ; et la question s'est posée pour la France sur un terrain anglais. C'est donc sur la puissance de Méhémet que se sont concentrées principalement nos délibérations parlementaires, les efforts de notre diplomatie, l'intérêt national ; la question est là, elle ne saurait être transportée ailleurs.

Une grande nation qui, dans une aussi grande question, a pris un certain rôle, ne saurait l'abandonner tout à coup, et se déplacer subitement. Il naît pour elle, de la situation qu'elle a prise et dans laquelle elle s'est tenue longtemps, des liens qu'elle ne saurait briser. La France, il est vrai, n'a point de liens à rompre avec les autres puissances ; car ce lien, ce sont elles-mêmes qui l'ont rompu ; mais n'avons-nous pas ailleurs quelques obligations qui nous gênent ? Ne sommes-nous pas engagés, au moins moralement, envers Méhémet-Ali ? S'il est vrai qu'à Nezib elle ait retenu son bras victorieux, n'était-ce pas à la condition, au moins moralement sous-entendue, de le soutenir plus tard dans ses revers ? Et si dans ces derniers temps le gouvernement français s'est efforcé, par l'influence de ses agents consulaires, de modérer l'ardeur d'Ibrahim, s'il a, en quelque sorte, enchaîné dans le port d'Alexandrie la flotte de Méhémet, impatient de se mesurer avec la flotte anglaise, s'il a, par ses conseils, par cette espèce de patronage, paralysé le premier élan du pacha, n'a-t-il pas fait naître dans l'âme de celui-ci l'espoir légitime d'une assistance réelle et efficace ? Suffira-t-il maintenant pour nous acquitter envers Méhémet, de proclamer qu'il est un tyran indigne de notre sym-

pathie ? Pense-t-on que ce manque de foi envers les faibles soit propre à nous élever dans l'esprit des forts ? La France a perdu l'amitié de l'Espagne qu'elle a mal secourue ; de la Suisse qu'elle a humiliée durement, de la Belgique qu'elle a laissé morceler. Il ne manque plus à la France que la haine du pacha d'Égypte. Et en supposant que nous ne devions rien à Méhémet, en supposant que deux ou trois *memorandum* et quelques frais de courriers nous aient acquittés envers lui, sommes-nous quittes envers nous-mêmes ? Ne sommes-nous pas engagés envers nous et envers le pays ? Ne nous devons-nous pas à nous-mêmes de rester fidèles à notre honneur, à notre foi, à notre langage, à ce que nous avons proclamé l'intérêt et la dignité de la France ?... Accepterons-nous, pour pouvoir nous manquer à nous-mêmes, les sophismes de l'étranger, et les conseils d'une fausse prudence ?

Non, on ne change pas arbitrairement et impunément toute une situation politique ; cette situation constitue, quoi qu'on fasse, la politique du pays.

Que se passe-t-il donc cependant ? Quelle mission vient remplir le ministère du 29 octobre, si ce n'est celle de briser violemment la situation qui vient d'être décrite ? À le juger par son langage et par ses actes, ce ministère ne vient-il pas pour faire *à tout prix* une paix que la France ne voulait qu'honorable ? Ne vient-il pas pour tout abandonner, tout céder dans la question d'Orient, et mettre la France, sur ce point, à la merci des étrangers ? Ses discours aussi bien que son silence autorisent toutes ces suppositions. Je ne sais s'il rencontrera des obstacles dans l'accomplissement de sa triste mission ; je ne sais si l'impulsion funeste dont il est le moteur peut être combattue ; mais, quoi qu'il arrive, j'éprouve le besoin de dire que ce n'est point ainsi que je comprenais la politique de la France.

La France pouvait dans son isolement se montrer encore digne et puissante. Il ne s'agissait pour elle ni de menacer l'Europe, ni de s'incliner devant ses ennemis ; elle pouvait être fière sans être humble ; et si, dans cette attitude, elle avait défendu son bon droit ; si, sans jactance et sans discours de propagande, elle avait déclaré à l'Europe qu'*à aucun prix* elle ne consentirait à perdre dans la plus grande question de ce siècle sa légitime part d'influence ; si, pour fortifier l'expression calme de son sentiment, elle eût préparé des armements considérables, sa voix aurait eu de grandes chances d'être écoutée. Il aurait fallu sans doute, pour tenir efficacement ce langage, le tenir sérieusement ; il aurait fallu que nul ne pût y voir une vaine fanfaronnade, et qu'il fût manifeste à tous les yeux que la France désirait sincèrement la paix, mais qu'elle ne craignait pas la guerre.

La France aurait ainsi montré aux grandes puissances de l'Europe que, tout en souhaitant ardemment d'éviter une collision dangereuse pour tous et pour elle-même, elle était cependant résolue, si on la poussait à bout, à tout risquer pour se faire rendre justice, c'est-à-dire pour maintenir en Europe le rang qui lui appartient.

Un pareil langage et une pareille attitude, ce mélange réel de modération et de fermeté, cette expression sincère d'une résolution calme, mais irrévocable, auraient été propres à faire naître dans l'esprit des autres peuples de salutaires impressions. La justice et le bon droit, surtout quand ils s'appuient sur une force respectable, comptent toujours dans les délibérations des cabinets, et ceux même de nos adversaires qui, dans la prévision d'une lutte, auraient regardé comme certaine la défaite de la France, eussent encore hésité à engager cette lutte avec un peuple qui ne s'agite point sans remuer le monde, et qui est terrible encore dans ses revers. Il y avait donc pour la France, ainsi posée, de grandes chances de paix, et d'une paix qui, ainsi obtenue, ne pouvait être qu'honorable.

Ainsi résolue, la question d'Orient ne pouvait être qu'honorable pour la France, et elle ne saurait être honorable autrement, quelle que soit d'ailleurs la solution matérielle. Si l'on en croit le ministère du 29 octobre, une attitude humble vis-à-vis des puissances européennes serait le meilleur moyen d'obtenir en faveur de Méhémet des conditions avantageuses. Mais qu'on y prenne bien garde : ce qui importe pour la France, ce n'est pas tant le résultat que l'attitude prise avant l'événement. On devrait être content si, demandant pour Méhémet la plus faible concession, on l'obtenait. Mais si l'on n'exige rien, Méhémet fût-il traité de même ou mieux, l'honneur de la France ne serait point satisfait. Il ne s'agit pas de savoir ce qui sera fait, mais ce que nous demanderons que l'on fasse. Si vous ne précisez point ce que vous voulez, si vous n'avez pas d'*ultimatum*, rien, quoi qu'on fasse, ne pourra être fait pour vous. Le pacha pourrait être content sans que la France le fût. La France recevrait la moindre concession. L'aumône la plus généreuse ne lui conviendrait pas. Sans doute on ne pouvait poser un *ultimatum* sans faire naître une chance de guerre. Car si en dépit de son droit, et de sa modération à le soutenir, la France n'obtenait rien des autres puissances, elle devrait appuyer son droit sur la force ; mais alors le monde entier aurait su que la France prenait les armes pour la plus sainte de toutes les causes : pour sa dignité nationale et pour son droit. Et ce sentiment général aurait été déjà une force pour la France. De cette grande lutte il pouvait sans doute sortir des périls pour nous. Mais quelle nation, si amie qu'elle soit de la paix, est assurée que pour conserver son honneur, elle ne sera pas forcée de faire la guerre ?

Quelles que soient les illusions dont on se berce, lorsqu'on a retourné en tous sens les situations de cette sorte, on est obligé de reconnaître que, pour le peuple qui soutient la plus modeste prétention comme pour celui qui lutte pour le plus grand intérêt, il n'y a que deux conduites possibles : ou pour éviter tout péril accepter les yeux fermés et à tout prix une transaction qui ainsi reçue, est humiliante ; ou viser à un arrangement honorable à travers la possibilité et les périls d'une guerre.

Si la guerre a ses périls, la *paix à tout prix* peut avoir aussi les siens ; qu'arriverait-il si la France donnait à ses ennemis l'idée qu'elle redoute tellement une guerre, qu'à aucun prix elle ne s'y engagerait ? La crainte du péril n'accroîtrait-elle pas le péril lui-même ? La certitude des concessions ne multiplierait-elle pas les exigences ? Et si par l'effet d'une *politique pusillanime et égoïste*, la France tendait tous les jours à décliner au dehors, cet abaissement d'un pays encore si grand, ne pourrait-il pas faire naître quelque réaction intérieure, raviver des partis violents, habiles à s'emparer du sentiment national, ne pourrait-il pas réhabiliter l'émeute, et conduire la France à la guerre par l'anarchie ?

Pour moi, je suis fermement convaincu qu'il y aurait tout à la fois plus d'habileté et moins de périls dans une conduite plus noble et plus digne.

Du reste, si, comme tout paraît l'indiquer, le ministère prend le pouvoir avec la volonté arrêtée de tout céder, il vaut mieux qu'il s'avance franchement dans cette voie que d'y entrer à demi. Au lieu de continuer et d'accroître des armements dispendieux, auxquels l'Europe ne croit plus, il fera bien de les cesser immédiatement et de supprimer ceux qui sont déjà faits. Au lieu de défendre par des moyens impuissants les intérêts et l'honneur de la France, il fera mieux de soutenir que ces intérêts n'existent pas, et que l'honneur de la France n'est point engagé. Il fera mieux de demander tout d'abord à la chambre de reconnaître et déclarer qu'elle s'est trompée depuis dix-huit mois, ainsi que le gouvernement du roi ; qu'elle s'est animée pour des chimères, et qu'elle n'a plus qu'à renier sa propre politique. Alors il sera bien entendu que nous ne nous étions pas posés sérieusement dans la question d'Orient ; que notre attitude en Europe, depuis le 27 juillet 1839, n'a été qu'un mensonge ; que nous n'avons tenté d'y jouer un rôle que parce que nous espérions y rencontrer des avantages certains et pas un péril ; que notre gouvernement était décidé à se refuser à tout rôle qui traînât à sa suite un danger ; que si l'Angleterre nous eût offert d'agir contre la Russie, nous l'aurions refusé ; que si même, d'accord avec toutes les puissances, il y eût eu une action commune à exercer, nous n'y eussions point pris part.

Alors, tous ces points étant établis, il sera désormais bien constaté que la France n'a point d'affaires extérieures. — Alors la France se demandera quelle doit être la destinée d'un peuple dont le gouvernement ne veut rien entreprendre de grand ; si, quand de grands événements se préparent, il ne se mêle à aucun ; si, engagé dans une affaire, il s'en retire dès qu'il s'aperçoit qu'elle est considérable ; et s'il ne s'accroît pas, quand tout s'augmente autour de lui. La France se demandera encore si elle peut longtemps demeurer en Europe, dans l'isolement qui lui a été fait ; si le rôle qu'on lui a prêté, et si l'attitude humble et faible dans laquelle on la présente aujourd'hui sont propres à faire rechercher son alliance, et si on facilitera cette alliance pour la France en apprenant au monde qu'elle n'a point d'affaires extérieures ? Alors la France comprendra pourquoi n'ayant point au dehors de grandes affaires, on lui en ménage de petites ; elle comprendra pourquoi, abandonnant tout en Orient, son gouvernement ne cède rien, ni au Mexique ni à Buenos-Aires ; elle verra comment, précisément pour l'empêcher de tenter de grandes entreprises, on la charge de petits embarras. Alors il ne restera plus à la France qu'à s'enfermer, si elle le peut, dans ses frontières, comme la Suisse dans ses montagnes ; elle n'aura plus qu'à s'entourer d'une grande muraille comme la Chine, et à vivre là sur elle-même, séparée de tous, sans la sympathie d'aucun peuple, sans action sur le monde, réfugiée dans un égoïsme obscur et borné ; il ne lui restera plus qu'à déclarer qu'elle souffrira tous les affronts et tous les abaissements, et ne relèvera sa tête que si on vient la tourmenter sur le lit de repos où elle s'est couchée...

Je ne sais si cette destinée indigne de la France s'accomplira, mais ce qui me paraît certain c'est que l'avènement du ministère du 29 octobre est un grand pas dans cette voie : si j'en juge par ce qui se passe autour de moi, ce ministère recevra au moins momentanément de la majorité des Chambres le pouvoir d'accomplir une mission qui me paraît fatale...

Que les événements aient donc leur cours, je ne puis l'empêcher ; mais en présence des périls qui s'offrent à mes regards, et au milieu des tristes pressentiments qui troublent mon âme, j'ai cru devoir constater par les moyens qui sont en moi, ce que je pense de l'œuvre néfaste qui se prépare et à laquelle je ne m'associe pas. Ce sentiment, je le constate pour mes concitoyens, et aussi pour moi-même. Peut-être dans d'autres temps serai-je heureux d'en retrouver l'expression.

23 novembre 1840.

ÉTAT DE LA QUESTION
D'AFRIQUE

RÉPONSE À LA BROCHURE DE
M. LE GÉNÉRAL BUGEAUD
INTITULÉE : *L'ALGÉRIE*

PAR M. GUSTAVE DE BEAUMONT,
MEMBRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PARIS

LIBRAIRIE DE PAULIN, RUE DE SEINE, 33.
1843.

ÉTAT DE LA QUESTION D'AFRIQUE.
RÉPONSE À LA BROCHURE
DE M. LE GÉNÉRAL BUGEAUD INTITULÉE : *L'ALGÉRIE*

AVANT-PROPOS

Dans le courant de septembre dernier, M. le général Bugeaud, gouverneur-général de l'Algérie, a publié une brochure : *L'Algérie. Du moyen de conserver et d'utiliser cette conquête*. Il m'a paru que cette œuvre à laquelle le poste et le caractère de son auteur donnaient tant de gravité, contenait un certain nombre de propositions, les unes contestables, les autres dangereuses, qu'il importait de combattre avec la plus grande publicité possible. Dans cette conviction, j'ai adressé à M. le rédacteur en chef du *Siècle* une série de lettres, qui ont paru séparément, et dont j'ai pensé que la réunion en un seul corps pouvait être utile au moment où la Chambre va, par la discussion des crédits supplémentaires et extraordinaires, être saisie de nouveau de la grande affaire de notre établissement en Algérie.

Gustave de BEAUMONT,
Député de la Sarthe.

Paris, 18 mars 1843.

ÉTAT DE LA QUESTION D'AFRIQUE.

I.

Le gouverneur-général de l'Algérie a publié récemment un écrit intitulé : *Des moyens de conserver et d'utiliser notre conquête en Algérie*. L'attention publique en a été vivement excitée : la polémique s'en est saisie ; tous les échos de la presse en ont retenti ; cependant le pays en a été moins ému qu'il n'aurait dû l'être. Le moment me paraît opportun de reprendre l'examen de cette question d'Afrique, la plus grosse affaire de la France, la plus belle selon moi et la plus grande ; mais aussi la plus difficile, et sur laquelle s'amassent des orages dont, au lieu de détourner ses regards, il serait plus sage de sonder l'épaisseur.

Soit que M. le général Bugeaud exprime la pensée du ministre dont il dépend, soit que les idées qu'il expose lui soient propres, la publication de son livre est un événement considérable. Ce livre contient, en effet, un ensemble de vues, non seulement sur la guerre d'Afrique, mais encore sur la colonisation de ce pays, sur le commerce, sur l'organisation politique, administrative et financière de l'Algérie. On conçoit la gravité d'un tel manifeste, si c'est le plan du ministère. L'importance n'en est pas moindre si le ministère n'y est pour rien ; car, en supposant que le ministère blâme les idées du gouverneur-général, comment en arrêterait-il l'exécution quand il n'en a pas empêché l'annonce ? L'opinion du gouverneur-général de l'Algérie n'est pas l'avis d'un homme d'État, proposant pour le gouvernement de l'Afrique un plan de conduite sujet à examen, et qui sera ou ne sera pas mis en pratique ; c'est le système de celui qui est tout à la fois la tête et le bras, qui agit en même temps qu'il pense ; dont l'idée, vraie ou fausse, est aussitôt convertie en fait ; c'est la théorie en action ; c'est le plan d'un subordonné, mais d'un subordonné qui commande et qui est excusable d'avoir un système si son supérieur n'en a pas.

M. le général Bugeaud établit dans sa brochure, avec une grande netteté, un certain nombre de propositions qui peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

« Pour soumettre les tribus indigènes de l'Algérie, il a fallu une armée de 75 000 hommes. Une armée égale est nécessaire pour les maintenir dans la soumission.

« Abd-el-Kader est détruit, et sa puissance est renversée ; mais on s'est bercé d'une folle illusion lorsqu'on a cru que, cette ruine étant opérée, nous pourrions ramener en France une partie de nos forces. Si l'on veut examiner attentivement l'état social des populations arabes, éparpillées sur un immense territoire, on reconnaîtra qu'il est moins difficile de les vaincre que de les tenir sous le joug.

« Non seulement 75 000 hommes ne sont pas trop ; mais, à vrai dire, c'est 80 000 hommes qu'il faut. Et même il serait d'une bonne politique de grossir ce dernier chiffre plutôt que de le diminuer.

« Du reste, il ne faut ni s'alarmer de cette continuité de charges, ni en craindre l'accroissement. Une bonne administration tirera bientôt de l'Algérie les 70 ou 80 millions qu'elle nous coûte ; mais si l'on veut atteindre ce but, il faut se bien garder de diminuer l'armée. 30 000 hommes coûteraient bien plus cher que 80 000 ; avec 30 000 hommes on ne dominerait pas en Afrique ; avec 80 000, habilement appliqués à la guerre et à la colonisation, on créera bientôt des recettes égales aux dépenses.

« L'armée est tout en Afrique ; elle seule a détruit, elle seule peut édifier. Elle seule a conquis le sol ; elle seule le fécondera par la culture, et pourra, par de grands travaux publics, le préparer à recevoir une nombreuse population civile.

« Pour qu'elle accomplisse cette double tâche, il ne faut que deux choses : maintenir son effectif au chiffre actuel, et conserver en Afrique le régime militaire qui y est en vigueur. Ce dernier point est le plus important. Comme l'armée est tout en Afrique, il n'y a là de pouvoir possible que le pouvoir militaire.

« Ainsi, diminuer l'armée d'Afrique, et changer le régime militaire qui y est établi, ce serait non seulement annuler les bons effets de la guerre, mais encore étouffer dans son germe la colonisation. »

On a dit souvent que l'un des malheurs de l'Afrique était que, pour la gouverner, il n'y eût point de système. Certes, il faut reconnaître que voici un système ; on reconnaît aussi en l'examinant qu'il n'en pouvait être conçu un plus désastreux pour la France et plus funeste à l'Algérie elle-même.

Mais avant de repousser le plan de M. le général Bugeaud, j'ai besoin de déclarer et je déclare hautement que si ce plan, tout onéreux qu'il est pour nos finances, me paraissait indispensable à l'établissement de notre empire en Afrique, je l'accepterais sans hésiter ; car à mes yeux il y a, pour un pays comme la France, quelque chose de pire que le sacrifice de 80 millions pendant dix ou vingt années. Ce qui est pire, c'est de ne rien tenter de grand ; c'est, après avoir poursuivi longtemps une entreprise, de l'abandonner avec aveu d'impuissance ; c'est, quand on a voulu s'étendre au loin, de se replier sur soi-même et de se voir condamné à une triste inertie, troublée par le souvenir d'un passé plein d'action et de gloire ; c'est de ne pouvoir plus être ni capable de grandes choses, ni résigné à n'en plus faire.

Mais, à mes yeux, le vice du système de M. le général Bugeaud, ce n'est pas d'être une source de ruine pour la France ; c'est, en ruinant la France, d'être funeste à l'Afrique.

On trouve mêlées sans cesse dans la brochure de M. le général Bugeaud, deux questions très distinctes et qu'il importe de séparer : l'une est la guerre, l'autre la colonisation. D'une part, la nécessité d'une armée de 80 000 hommes contre les Arabes soumis ou indomptés ; d'un autre côté, le besoin de la même armée pour les travaux destinés à féconder la conquête.

Et d'abord, faut-il, pour maintenir sous le joug les tribus arabes, une armée de 80 000 hommes ?

Sur ce point je voudrais n'exprimer que des doutes ; car c'est un sujet sur lequel les hommes de guerre semblent seuls compétents.

Mais s'il est vrai qu'il nous faille, pour tenir les Arabes dans l'obéissance, conserver la même armée employée à les vaincre, je demanderai s'il est une autre question où le gouvernement se soit ainsi joué de l'opinion publique ?

Combien de fois le ministère a-t-il dit au pays : « Encore une campagne, encore un sacrifice, c'est-à-dire encore des hommes et de l'argent, et nous dominerons sans peine en Afrique ; et une partie de l'armée sera rappelée ; et le budget de l'Algérie sera ramené à son chiffre normal. » Ce langage, on le tient en 1837, et l'armée, qui était de 29 000 hommes, est portée à 40 000. On le renouvelle en 1839, et 50 000 hommes sont envoyés en Afrique au lieu de 40 000. Les mêmes paroles sont répétées en 1840 et en 1841, et le chiffre de l'armée est élevé d'abord à 60 000, puis à 72 000 hommes. Et toujours les mêmes assurances sont suivies des mêmes désappointements. Enfin en 1842 on élève la voix avec une nouvelle force : les engagements sont pris encore plus solennellement. Il ne faut plus qu'un grand coup pour détruire de fond en comble la puissance d'Abd-el-Kader. Encore cet effort, et désormais notre domination en Afrique ne sera ni difficile ni dispendieuse. Le pays le croit encore et ne refuse rien de ce qu'on lui demande ; il donne 78 000 hommes pour l'armée d'Afrique et 80 millions, et cette fois il aura sans doute à s'applaudir de sa confiance. Le but n'est-il pas atteint ? On ne parle que de succès et de triomphes, de tribus soumises, de pacification générale. « Notre domination, dit M. le général Bugeaud, commence à s'établir. *La ruine d'Abd-el-Kaderen était le premier degré : elle est consommée*¹. » Fort bien. Mais en même temps qu'on nous annonce la ruine d'Abd-el-Kader et la soumission des indigènes, voici le vainqueur qui nous prévient officiellement qu'il y a lieu non de réduire l'armée, mais de l'augmenter ; non de diminuer les dépenses, mais de les accroître.

Eh quoi ! il nous faudra toujours une armée de 80 000 hommes pour dominer dans ce pays où les Turcs, avec 12 000 hommes, exerçaient un empire non contesté. Et nous-mêmes, de 1830 à 1837, n'y avons-nous pas été maîtres avec une armée moindre de 30 000 hommes ? Tant de succès éclatants, tant de glorieux combats, tant de sang répandu, tant d'or dépensé depuis douze ans, n'ont-ils donc abouti qu'à nous rendre plus faibles que nous ne l'étions avant ? Si nos armes n'ont pas failli en Afrique, quelle y a donc été notre politique ? Quel génie funeste y conduit donc notre fortune ? Et que s'est-il passé depuis quelques années pour que la victoire y soit suivie des mêmes effets qu'aurait pu y amener le plus déplorable échec ?

¹ V. p. 124 de la brochure.

Mais si le pays a été aussi amèrement trompé, quel sera donc le terme des déceptions ? Jusque-là, dites-vous, on abusait la France, je le vois bien. Mais est-ce la vérité qu'on lui dit aujourd'hui, ou de nouvelles erreurs qu'on lui présente ? Et d'abord, est-il bien vrai qu'Abd-el-Kader soit détruit, comme vous le dites ? S'il est renversé, pourquoi donc la nouvelle campagne qui vient d'avoir lieu ? Pourquoi l'expédition déjà annoncée du printemps prochain ? Pourquoi cette continuité de petites campagnes, en attendant les grandes ? Si Abd-el-Kader est encore puissant, comment avez-vous pu le déclarer anéanti ? S'il est abattu, pourquoi la nécessité de 80 000 hommes pour le combattre ? Pendant longtemps on a trompé la France en lui persuadant qu'elle dominerait en Afrique avec 15 000 hommes. Serait-ce une autre manière de l'abuser que de lui faire croire qu'il faut 80 000 hommes pour conserver l'Algérie comme pour la dompter ? Ce système serait à la vérité très agréable à certaines gens, aux yeux desquels ce qui importe, ce n'est pas que nous soyons forts en Afrique, mais que nous soyons faibles en Europe.

Cependant que penser au milieu de cette obscurité ? Comment se reconnaître dans ce conflit d'assertions et de faits contradictoires ? Où est le vrai ?

Peut-être la confusion vient-elle surtout de ce que l'on ne s'entend pas bien sur le sens de ces mots : *la soumission des Arabes*. Peut-être en expliquant cette expression, mettrait-on d'accord ceux qui disent que l'Algérie est soumise, et les faits qui déclarent qu'elle ne l'est pas.

Faut-il par soumission entendre l'acte des tribus reconnaissant leur défaite et notre puissance ? Oui, en ce sens les provinces de l'ouest sont soumises ; oui, les tribus arabes ont été vaincues partout où elles ont vu notre armée. M. le général Bugeaud leur a fait la plus terrible guerre qu'elles eussent encore essuyée. Honneur à lui ! Jamais nos armes n'ont été plus fortes et plus glorieuses que sous son commandement ; jamais la guerre n'a été plus heureusement et plus habilement conduite par un général français. Toutes les fois que l'armée française ainsi commandée rencontrera les tribus arabes ou les ira chercher, elle en triomphera de même. Nos soldats le savent ; les Arabes le savent aussi. Voilà le vrai résultat de la guerre ; voilà en quoi les Arabes sont soumis. Mais si l'on entend par la soumission des tribus arabes l'engagement sincère de déposer les armes, l'observation de la paix et l'hommage régulièrement rendu à notre puissance, alors, disons-le franchement, les Arabes ne sont pas soumis ; leur soumission est passive. Nous l'obtiendrons aussi souvent que nous pèserons sur elles de tout notre poids, et nous recevrons leur hommage annuel si chaque année nous recommençons deux ou

trois fois nos courses à travers l'Afrique. Mais est-ce là ce que l'on peut appeler un pays pacifié ? Et loin de moi la pensée de vous blâmer pour avoir dit que l'Algérie était soumise. Elle l'a été par vous autant qu'elle pouvait l'être. Votre tort, c'est de vouloir la soumettre davantage ; ce n'est pas d'avoir mal fait la guerre, c'est de la faire toujours. Votre tort, c'est de poursuivre une pacification absolue qui ne serait possible qu'au prix de sacrifices insensés ; c'est après avoir vu un jour les tribus arabes à vos pieds, de vouloir les y ramener sans cesse.

Ah ! sans doute, je le comprends, si vous vous obstinez à la poursuite d'Abd-el-Kader ; si, après avoir abattu sa puissance, vous prétendez l'anéantir ; si, Abd-el-Kader étant détruit, vous vous prenez à Ben-Salem ou à tout autre successeur de l'émir ; si vous voulez exiger incessamment des preuves matérielles de soumission de ces mille petites tribus qui couvrent les montagnes et les vallées de l'Algérie ; si pour les atteindre vous vous ruez, vous, *taureau pesant* (je me sers de votre expression)¹, sur cette multitude de *guêpes* insaisissables, au lieu de les laisser dans leur guêpier ; si vous commettez cette faute énorme en Afrique de ne pas regarder comme un ami quiconque ne vous fait pas la guerre ; si, quand les tribus nomades vous manquent, vous tombez sur les populations sédentaires des Kabyles ; si en même temps que vos armes visitent ces populations vous prétendez les soumettre à des impôts réguliers, elles qui pour la plupart n'en ont jamais payé à personne, et qui depuis douze ans s'en considèrent comme affranchies ; si vous châtiez à tort et à travers toutes celles auxquelles vous pouvez imputer un grief vrai ou imaginaire ; si ce que vous faites ainsi, chacun de vos lieutenants, répandus çà et là, le fait de même sous l'inspiration de sa valeur guerrière ou de son ambition ; ah ! sans doute, si tel est votre système, vous avez raison de demander 80 000 hommes pour dominer les tribus de l'Algérie ; il est vrai que 80 000 hommes ne seront pas trop pour une pareille tâche. Et j'ose vous faire une prédiction, c'est qu'un tel système, s'il se prolonge, exigera bientôt, non pas 80 000 hommes, mais 100 000, et un peu plus tard 150 000 hommes. Mais alors ne dites pas que vous demandez 80 000 ou 100 000 hommes pour maintenir la paix en Afrique, vous les voulez pour y faire la guerre, car c'est une guerre continue qu'avec un tel système vous aurez en Afrique.

Il y a deux manières de perdre l'Algérie. La France aurait pu perdre l'Afrique par l'occupation restreinte. Si elle se fut bornée à

¹ Voir page 25 de la brochure.

tenir quelques forts sur le littoral, elle en eût été probablement chassée quelque jour, comme les Espagnols le furent d'Oran.

La France peut aussi perdre l'Afrique par un système absolu d'occupation sans bornes ; si, par exemple, afin de dominer partout et à chaque instant, on veut couvrir de soldats toute l'étendue et les moindres parties d'un pays qui n'a point de limites ; si, pour l'exécution d'un plan qui exige habituellement 100 000 hommes et 100 millions, on dégoûte la France de sa conquête, en épuisant les deux sources principales de sa puissance dans le monde, ses finances et son armée.

Ce qui fait le danger de ce système, c'est qu'il pourrait trouver l'appui des partis les plus opposés ; celui des conservateurs timorés, qui, voyant dans l'Algérie un embarras extérieur, seraient heureux qu'on s'en lassât ; et les partisans de la dignité nationale qui seraient amenés à voir dans l'Afrique un obstacle à une bonne politique en Europe. Ne serait-ce pas le coup d'une politique habile si, en évacuant l'Algérie, on contentait tout à la fois la France et l'Angleterre ?

M. le général Bugeaud a été le plus chaud partisan d'une occupation restreinte qui conduisait à l'abandon. Il reconnaît et proclame son erreur. Mais, par un chemin absolument opposé, il pourrait conduire la France au même but. Il faut espérer qu'il reconnaîtra bientôt, avec la même sincérité, cette autre erreur non moins dangereuse qui le pousse à s'agiter en Afrique aussi longtemps qu'il y voit un douair non exploré et une gourbi insoumise.

Dans une de ses pages remarquables, l'auteur de la brochure peint avec des traits pleins de force et de vérité l'état social et politique de ces tribus nomades ou sédentaires, Arabes ou Kabyles, dispersées çà et là, que nul lien politique ne rattache les unes aux autres, qu'aucun centre de population ne rassemble, que la possession d'aucune richesse mobilière ou immobilière ne compromet. Et il montre avec une évidence frappante la difficulté qu'il y a, si ce n'est avec une armée innombrable, d'agir sur tous ces individus isolés les uns des autres et de les atteindre dans leurs intérêts, aussi insaisissables que leurs personnes.

Comment donc M. le général Bugeaud, après avoir si bien posé les bases du problème, ne conclut-il pas qu'au lieu de s'agiter dans une multitude de petites entreprises contre ces forces éparpillées en Algérie, la seule chose à faire serait de grouper au milieu d'elles des masses imposantes, de surveiller plutôt que d'agir, d'attaquer rarement, d'attendre plutôt l'agression, en un mot, et pour reprendre une expression pittoresque et juste, au lieu de poursuivre toutes ces guêpes une à une, d'attendre qu'elles se forment en essaim pour fondre sur elles et les écraser ?

Quand une colonne française s'avance en Afrique à travers le pays, tout lui est hostile : habitants, climat, soleil ou pluie, humidité de nuit, chaleur du jour. Pas un abri pour le repos ; pas un aliment pour la faim. Tout, au contraire, favorise la marche des indigènes qui vivent de peu, et auxquels tout est ami sur le sol africain. Ce fait seul ne montre-t-il pas qu'au lieu de courir sans cesse après les Arabes qu'on ne peut jamais atteindre, une saine tactique conseilleraient de les attendre dans le lieu où l'on est fort et inexpugnable ? Mais, dit-on, faut-il donc laisser s'établir sous nos yeux et en face de nous, une société arabe, qui, quand elle sera fortement organisée, deviendra menaçante et nous interdira de nous étendre en Afrique, si même elle ne nous en expulse pas ? — Non, il ne faut point laisser se réunir en faisceau ces tribus, faibles parce qu'elles sont isolées ; ne les inquiétez pas toujours, mais surveillez-les sans cesse ; aussi longtemps que vous voyez leurs forces éparses, ne craignez rien. Partout où des forces s'agglomèrent, allez, frappez, divisez. Si une ville se fonde, marchez vers elle et détruisez-la. Si une forteresse s'élève, si une manufacture d'armes s'établit, allez encore, et prouvez partout aux Arabes qu'aussi longtemps qu'ils voudront lutter contre vous, ils seront réduits à toutes les misères de la vie nomade, sans villes, sans demeure fixe, sans commerce. Mais, encore une fois, attendez pour porter vos coups, qu'il y ait quelque chose à frapper, et rappelez-vous ce que M. le général Bugeaud disait si justement au commencement de cette guerre : *C'est qu'on ne frappe pas de grands coups dans le vide.*

Et en même temps que vous interdisez aux populations arabes de rien édifier de durable et de grand, hâtez-vous de donner à votre établissement en Afrique la base du sol. Peuplez et fécondez les campagnes, poussez-y de profondes racines. À côté des sociétés musulmanes en déclin, placez la civilisation européenne dans toute sa puissance et toute sa richesse. Colonisez, appelez des populations nouvelles sur la terre d'Afrique. Prenez pour point de départ le littoral et poussez chaque jour un peu plus avant ; à chaque pas que vous faites, fortifiez-vous ; que chaque progrès soit irrévocable ; vous avancerez moins vite, mais vous ne reculerez jamais.

La colonisation, tel doit être l'objet constant de votre politique. Sans doute la guerre réclamera souvent encore votre temps et vos efforts ; mais alors même qu'elle sera nécessaire, faites-la encore en vue de la colonisation. Que la guerre en Afrique cesse d'être le but pour ne plus être que le moyen.

II

M. le général Bugeaud, qui sans doute ne se dissimule pas tout ce qu'il y a d'étrange à demander 80 000 hommes pour l'Afrique, le jour même où il annonce la soumission de l'ennemi et la fin de la guerre, ajoute que ces 80 000 hommes sont surtout nécessaires pour mener à bien en Afrique la colonisation.

C'est là, il faut le reconnaître, la partie la plus délicate de sa publication ; c'est là que se rencontrent les propositions les plus singulières ; c'est là aussi que l'erreur se montre tout à la fois la plus manifeste et la plus dangereuse. Et où en arriverions-nous, grands dieux ! si tel était notre sort en Afrique que pour y cultiver le sol il fallût la même armée que pour y combattre, et que la paix y coûtât aussi cher que la guerre ?... Mais posons bien la question.

Si l'on veut conserver en Afrique 80 000 hommes, pour avoir le plaisir d'y continuer une guerre stérile, pleine de périls, rien de mieux : on est libre, sauf pourtant la volonté contraire des chambres, qui peut-être finiront par s'emparer de cette question. Mais il ne faut pas dire que c'est la colonisation qui rend nécessaire ce maintien d'une aussi grande force militaire ; car la colonisation n'a pas besoin, pour prospérer, d'un pareil auxiliaire.

M. le général Bugeaud admet la nécessité absolue de coloniser l'Afrique ; il reconnaît qu'une colonisation établie sur une grande échelle peut seule mettre un terme aux sacrifices de la France et les compenser. Mais, dit-il, comment coloniser dans un pays où il n'y a pas de colons ; où il n'y a pas de colons, parce qu'il n'y a pas de capitaux ; où il n'y a pas de capitaux, parce qu'il n'y a pas de sécurité ? Vous voyez bien, ajoute-t-il, que la colonisation ne peut se faire que par l'armée, dont les bras accompliront l'œuvre que feraient des ouvriers salariés, qui ouvrira des routes, creusera des canaux, construira des villages, et préparera ainsi le terrain, propre à recevoir une plus grande population civile.

M. le général Bugeaud veut-il dire qu'en Afrique il n'y a pas de sécurité possible sans une puissante armée ? Il a cent fois raison. Oui, l'armée est le premier besoin de la colonisation ; seule elle offre une garantie contre l'agression des indigènes, qui est le premier péril. Mais ceci prouve qu'il faut des soldats pour protéger les colons, et non que les colons doivent être les soldats.

M. le général Bugeaud veut-il prouver encore que 80 000 hommes qui seraient employés en Afrique à creuser des canaux et des routes, à dessécher des marais, à bâtir des maisons pour les futurs colons, feraient une œuvre préparatoire utile à la colonisation ? En vérité, il faudrait être insensé pour ne pas être de son avis. Mais que

conclure de là ? Qu'il est impossible de coloniser en Afrique sans 80 000 soldats transformés en travailleurs ? Voilà ce qui n'est pas logique. Oui, ces 80 000 ouvriers, au prix annuel de 80 millions, seraient utiles à la colonisation ; nécessaires, non. Assurément ils sont utiles ; et 150 000 ainsi employés le seraient encore davantage. Sans doute, en jetant tout de suite en Afrique 150 ou 200 millions de travaux publics, on pourrait préparer la colonie de telle sorte qu'il n'y manquât rien, si ce n'est les colons. Qui a jamais contesté ceci ? Mais la question est de savoir si, en effet, il faut, pour préparer ou même pour exécuter la colonisation de l'Algérie, ces énormes sacrifices. La question est de savoir si ce que vous voulez faire au prix de 80 ou 100 millions par an, aux frais de l'État, des capitaux particuliers et des spéculations individuelles ne le pourraient pas faire mieux, plus vite, plus sûrement, et dans de telles conditions que le colon se trouvât prêt en même temps que la colonie.

Mais, dit M. le général Bugeaud, les capitaux et les colons ne viennent pas en Afrique ; donc, nous n'avons que l'armée pour coloniser. — C'est ici que la question doit se poser étroitement. Oui, il est vrai que jusqu'à ce moment la colonisation n'attire en Afrique ni émigrants ni capitaux. Mais pourquoi ? C'est, dit M. le général Bugeaud, parce qu'en Afrique il n'y a pas de sécurité. — Cela est encore vrai. Mais pourquoi n'y a-t-il pas de sécurité en Afrique pour les capitaux et pour les colons ? Voilà la question posée. M. le général Bugeaud dit : Par une seule raison : l'état de guerre. Je dis, moi, qu'il y a deux causes : la guerre, et le vice du gouvernement établi en Afrique.

Sans doute, la crainte d'une agression des indigènes doit agir sur l'imagination des émigrants européens, et c'est précisément pour cela qu'il faut en Afrique une armée ; c'est pour cela qu'il serait sage de construire autour du Sahel et de la Mitidja un fossé inaccessible, qui assurât aux colons un territoire inviolable, où ils pussent paisiblement se livrer à la culture des champs. Cette enceinte, tout le monde l'approuve, cette armée, tout le monde la veut.

Mais, j'ai hâte de le dire, la crainte des Arabes est l'un des obstacles, et non le principal. On sait bien que dans le sahel d'Alger il y a des espaces où la fureur de la guerre ne sévit plus depuis longtemps. On sait bien, parce que l'expérience l'a enseigné, qu'en prenant le soin de s'agglomérer, les populations européennes ont peu à craindre des indigènes ; on sait que même en l'absence du fossé d'enceinte, la réunion des maisons en villages, et l'établissement autour de ces villages de quelques fortifications, préviennent tout péril. Mais il y a un empêchement plus grave à la venue en Afrique des capitaux et des colons. Cet obstacle, c'est le fait notoire, univer-

sellement connu en Europe comme en France, de l'existence à Alger d'un gouvernement militaire.

Et c'est ici qu'il faut signaler le plus grand danger du système de M. le général Bugeaud. Quand il demande de conserver en Afrique 80 000 hommes, ce qu'il a surtout en vue, c'est le maintien en Afrique du régime militaire. Ces deux choses se confondent dans sa pensée, étroitement liées l'une à l'autre ; toutes les deux funestes, mais la seconde encore plus fatale que la première. Une armée trop nombreuse n'est qu'une déplorable dépense. Un mauvais principe de gouvernement est un vice radical, et il n'existe pas de pire principe de gouvernement pour une colonie naissante que le despotisme militaire.

Aujourd'hui dans tous les États de l'Europe, républiques ou monarchies, gouvernements absolus ou constitutionnels, les citoyens jouissent d'une certaine somme de liberté, qu'ils doivent soit aux lois, soit aux mœurs. En général ce n'est plus la persécution qui fait émigrer, c'est le vague désir d'augmenter son bien-être. Ce sentiment excite aux entreprises les plus aventureuses, quelquefois les plus imprudentes. Mais ce que nul ne fait jamais, c'est de quitter le pays natal où il possède quelques droits plus ou moins bien garantis, pour aller chercher une terre lointaine où il se place sciemment sous le caprice violent d'un soldat. S'il existe en Europe un sentiment commun au plus grand nombre, c'est cette répugnance pour le régime de la force. Voyez l'immense courant de l'émigration européenne : où se porte-t-il ? Aux États-Unis, au Canada, dans l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, partout où il y a de la liberté. Ce n'est pas que l'espace manque au sein des vieilles civilisations ; mais on croit en s'éloignant du gouvernement que l'on connaît, trouver plus d'indépendance. Considérez ce qui se passe au sein même de la France, et ici vient s'offrir de lui-même un fait récent bien digne d'être médité.

Tout le monde a su le sort de ces trois cents pauvres émigrants du pays basque qui, embarqués à Bayonne sur la *Léopoldina*, se rendaient à Montevideo pour y chercher une nouvelle patrie, et qui presque tous ont péri dans un naufrage au moment où ils touchaient le port. Beaucoup, s'ils eussent survécu, auraient rencontré sans doute dans l'Amérique du Sud de terribles épreuves et de grandes misères.

Eh bien ! comme avant leur départ de France quelqu'un leur demandait pourquoi, au lieu d'aller chercher à deux mille lieues une terre d'exil, ils ne préféraient pas de se rendre sur la côte d'Afrique, où ils trouveraient tout près d'eux un sol fertile : « Nous ne voulons point de l'Afrique française, ont-ils répondu, parce qu'elle est soumise à un gouvernement militaire ».

À la vérité, pour se soustraire à un gouvernement militaire, ils allaient vers un pays où il n'y a guère de gouvernement ni de société. Avaient-ils tort ou raison ? Je ne sais. Mais ce sentiment qui les éloignait d'un mal connu pour les pousser vers un mal plus grand peut-être, mais qu'ils ne connaissaient pas, est naturel ; il serait celui de tous les émigrants d'Europe. Pour mon compte je me l'explique très bien, et j'avoue que si je m'expatriais pour entreprendre ailleurs une nouvelle vie, j'aimerais mieux essayer un pays tout à fait sauvage, inconnu, où avec d'affreuses misères je trouverais du moins une certaine indépendance, que de m'aller placer dans un pays exploré et réglementé sous la discipline brutale et inintelligente de quelque commandant de place.

Bien des gens se figurent que c'est le hasard qui pousse le courant de l'émigration vers telle contrée plutôt que vers telle autre. Qu'ils se détrompent. Ici il n'existe pas un fait dont la raison n'apparaisse clairement à qui veut l'observer. Et c'est là ce que les gouvernements devraient bien considérer.

Les principes suivant lesquels les colonies se fondent et prospèrent ne sont point arbitraires ; leur croissance ou leur déclin s'explique par des causes toutes rationnelles. Et quand on examine ce sujet à la lumière de l'histoire, on trouve dans la sagesse ou l'impéritie des gouvernants tout le secret de l'échec ou du succès. Il y aurait ici la matière de tout un livre, et d'un livre dont la France aurait grand besoin pour le gouvernement de l'Afrique. Qu'il suffise en ce moment de dire que s'il est un principe élémentaire en matière de colonisation, c'est que le régime militaire, possible dans une colonie arrivée à sa maturité, est absolument antipathique à son développement. Là où il y a des populations toutes venues et établies, la force matérielle peut les saisir et en disposer. Là où cette force sévit tout d'abord, les populations ne viennent pas.

Avec le régime militaire vous aurez encore quelques habitants dans les villes, mais vous ne parviendrez point à peupler les campagnes. Le commerçant, qui trouve de grands profits dans tel ou tel négoce, celui qui réalise un gain presque usuraire dans tel ou tel métier, se résoudra pour l'obtenir à supporter des avanies et à braver l'arbitraire. C'est ainsi que chaque année en Afrique le nombre des marchands et des gens de profession s'accroît quelque peu dans les villes. Mais ce qui n'augmente pas, et ce dont cependant on a besoin par-dessus toutes choses en Afrique, ce sont les cultivateurs ; ce qu'il faut, ce sont des populations attachées au sol, défendant l'Algérie en même temps qu'elles défendent leur maison et leur champ, suffisant par leur culture à leur nourriture et à celle de l'armée, devenant ainsi le principal boulevard de la puissance française en Afrique, et

capables de soutenir seules une grande lutte, le jour où quelque évènement rappellerait en Europe une partie de nos forces militaires.

Cependant cette population agricole si nécessaire ne viendra pas en Afrique tant que durera la dictature, parce que, pour l'homme des champs, dont l'ambition est simple et bornée, le premier besoin c'est la sécurité, et pour lui la sécurité c'est le droit de propriété.

On ne réfléchit pas assez à cette urgence d'attirer en Afrique une population agricole, qui, par ses travaux, rende la colonie et l'armée indépendantes des moissons arabes et des secours quotidiens de la métropole : c'est là pourtant le nœud de la question d'Afrique ; lorsqu'on aura dans les campagnes de l'Algérie les cinquante ou soixante mille cultivateurs qu'il faudrait pour posséder cette réserve, on aura résolu le problème. Jusque-là notre établissement en Afrique est précaire et dépend de mille accidents. Et combien de temps nous sera donné pour remplir cette condition première de salut ? Qu'est-ce que ces deux ou trois cents individus dont, de temps en temps, on nous annonce l'arrivée dans le Sahel ? C'est par milliers qu'il faudrait les compter ; pour cela, il faudrait un grand courant d'émigration vers l'Algérie.

C'est ce que vous n'obtiendrez pas par l'établissement en Afrique du despotisme militaire.

M. le gouverneur d'Alger ne peut sans sourire entendre prononcer ce mot de *despotisme militaire*, qui de notre temps et même en Afrique, lui paraît un anachronisme.

Si par despotisme militaire il faut entendre la violence du soldat, pillant et dévastant les propriétés, égorgeant les citoyens, outrageant les femmes et les filles, et massacrant les petits enfants, M. le général Bugeaud a raison. Il n'y a à Alger rien de pareil, et, en ce sens, le gouvernement dont il est le chef suprême n'est point un despotisme militaire.

Mais si par ce mot il faut entendre la suprématie absolue du militaire sur le civil ; la volonté du maître mise à la place de la loi ; l'arbitraire dans tous les actes et la mobilité continue dans l'arbitraire : le dédain du droit et de ses formes ; le goût instinctif des procédés de la force, et entre ces procédés, la préférence constante pour le plus prompt et le plus violent ; le mépris des garanties légales et l'ignorance des conditions auxquelles ces garanties peuvent exister ; en un mot, la violation quotidienne et souvent bien intentionnée de tous les principes qui protègent la propriété, le commerce et l'industrie ; si tout cela peut s'appeler de la tyrannie militaire, je dis que cette tyrannie est en pleine vigueur dans l'Algérie, et je répète qu'aussi longtemps qu'un pareil régime y sera maintenu, on ne verra pas s'y développer une société civile.

Mais, dit M. le général Bugeaud, est-ce qu'à la place du général qui commande en Afrique, vous voudriez placer un gouverneur civil ? Vous figurez-vous ce bourgeois commandant aux Arabes et dictant des ordres aux généraux de l'armée d'Afrique ? — Ici encore la question est mal posée. Il ne s'agit pas de savoir si le gouvernement de l'Algérie sera remis à un militaire ou à un homme de profession civile : la question présentée dans ces termes serait très délicate. Sans admettre l'impossibilité du gouvernement de l'Algérie par un personnage civil choisi dans de certaines conditions, je reconnais les objections qu'il soulèverait. Mais telle n'est pas la question. Il s'agit de savoir, non pas si le gouverneur de l'Algérie sera un militaire ou un bourgeois, mais si le gouvernement de l'Algérie constituera une fonction civile ou militaire. Nommez si vous voulez un général gouverneur, mais que ce général remplisse à Alger une fonction politique et civile ; qu'il aille à Alger pour gouverner et non pour faire la guerre ; qu'il voie dans son poste une grande administration à conduire et non pas seulement une armée à commander ; qu'il y voie une société à fonder suivant des règles et des lois et non un camp à réglementer suivant la discipline militaire.

C'est un des traits de la dictature militaire, comme de toute autre tyrannie, de ne pas se comprendre elle-même et de croire trop heureux ceux qui lui sont soumis. Écoutez M. le général Bugeaud parlant de son administration. Est-il un gouvernement plus doux que celui d'Alger ? Est-ce qu'on en exclut les colons civils ? Nullement. Bien au contraire, on les appelle, on les prie instamment de venir ; on leur donne toutes sortes de primes : un champ, une maison, des meubles, une dot, une femme. On leur paie trois sous par lieue pour venir jusqu'à la mer ; là un bateau à vapeur les attend, qui les amène gratis en Afrique. Arrivés là, ils passent des jours entiers en réjouissances¹, et cependant, malgré tous ces soins, les colons ne viennent pas ! — Eh ! sans doute ils ne viennent pas, parce qu'au bout de toutes ces séductions, dont le bien est passager, il y a un immense mal permanent : l'oppression de votre gouvernement. Ils ne viennent pas : je me trompe, il vous arrive des pauvres, des mendiants, des gens sans aveu, des aventuriers. Voilà l'espèce de population qu'attirent dans vos nouveaux villages vos primes et vos subventions. Mais notez bien ceci : pour coloniser, il ne faut pas seulement des hommes, il faut encore des capitaux. Quiconque arrive en Afrique

¹ Un journal rendait compte dernièrement de l'arrivée à la colonie militaire de Fouka d'un certain nombre de colons, qui avaient passé trois jours en fêtes et divertissements. Ce n'est point ainsi que se fondent des établissements sérieux et durables.

sans un capital et sans l'art de le faire valoir, n'est pas un colon, sa présence n'y est qu'un fardeau dispendieux et stérile. Il reste là tant que vous le faites vivre ; retirez-lui sa pension, et il s'en va. On note souvent les individus qui arrivent en Afrique, il faudrait compter aussi tous ceux qui en reviennent. Ce sont donc les capitaux qui importent le plus, car, eux venus, les hommes ne manquent jamais d'arriver ; le capital et l'homme se sont mutuellement nécessaires. L'homme prospère par le capital, qui ne peut produire que par le travail de l'homme. Mais pour que les capitaux viennent, il faut surtout la confiance ; or, rien ne les éloigne plus que le régime de l'arbitraire. Une seule chose les attire, c'est la sécurité que donnent les institutions.

Des institutions ! mais est-ce qu'ils n'en ont pas autant qu'il leur en faut ? s'écrie M. le général Bugeaud ; des institutions ! mais qui pense à cela, si ce n'est quelques rêveurs utopistes, dépourvus de tout esprit pratique ? Eh ! mon Dieu des institutions ! il n'y en aura que trop en Afrique ! Est-ce que chaque village n'aura pas son maire, son conseil municipal, ses administrations, sa justice ? À la vérité, continue M. le général Bugeaud, tous les administrateurs et juges seront soumis au commandant militaire ; à la vérité, si les colons ont des juges et des maires, ils devront d'abord obéir au général. Mais rassurez-vous, le général ne donnera que des ordres bienfaisants.

« Les chefs militaires (ce sont les propres termes de M. le général Bugeaud, p. 33), *d'après les instructions qui leur sont données, entraveront le moins possible les travaux d'industrie et de commerce des militaires.* »

Ainsi, que parlez-vous d'institutions ? N'en existe-t-il pas de toutes prêtes en Afrique ? Le général en chef donnera à ses lieutenants des *instructions* pour qu'ils ne vexent pas trop le bourgeois, et tout sera dit. Serait-il raisonnable de ne pas se contenter de pareilles garanties ? — Des garanties ! Voilà bien encore un mot à l'usage des philosophes et des songe-creux ! Nous dirons cependant à M. le général Bugeaud que ce n'est qu'avec des institutions et des garanties qu'on parvient à fonder une société. Des institutions, c'est ce qui est établi par quelque loi indépendante du caprice de l'homme ; des institutions, c'est la fondation d'une règle qui ne varie point au gré des intérêts mobiles et des opinions plus mobiles encore que les intérêts ; c'est ce qui dure, c'est ce qui est stable, c'est ce qui ne peut changer chaque jour sous l'inspiration du moment.

S'il y avait des institutions en Afrique, M. le gouverneur général n'aurait pas le droit qu'il possède de biffer d'un trait de plume toutes les lois existantes, et qui, par cette raison, ne sont pas des lois. Il n'aurait pas le droit qu'il a de prendre la liberté de celui-ci sans

jugement, la propriété de celui-là sans indemnité préalable, et de porter dans ses arrêtés toutes les peines, l'amende, l'emprisonnement, et même la peine de mort pour tous faits qu'il lui plaira qualifier crimes ou délits. Il n'aurait pas enfin le pouvoir d'expulser de la colonie qui bon lui semble sans en donner de raison, et de menacer quiconque n'est pas de son avis de le faire embarquer dans les vingt-quatre heures.

Il y a bien d'autres choses que M. le gouverneur général ne pourrait pas faire en Afrique, s'il y avait des institutions.

Par exemple, M. le gouverneur général estime qu'il serait avantageux de donner des matelas de laine à ses soldats. Il a raison. Il juge que si sur le marché il n'y avait pas d'autre acheteur que lui, il aurait la laine à meilleur compte, et il a encore raison. Mais voilà que, pour s'assurer cet avantage, il change de son autorité privée la loi qui régit le commerce, et déclare que l'exportation de la laine est interdite dans la province de Constantine¹. S'ensuit-il qu'il procure économiquement et vite à l'armée le bien qu'il a en vue ? — Non, car le marché n'étant plus libre, les Arabes cessent d'y apporter leurs laines, et il devient impossible d'en acheter à un prix bas ou élevé. Mais voici une autre conséquence : les indigènes ne nous vendant plus cessent de nous acheter, et le commerce étant ainsi interrompu dans la province de Constantine, il en résulte dans cette province un malaise général et une profonde irritation des populations contre nous ; de sorte qu'une mesure économiquement détestable nous amène un commencement de guerre. Voilà ce qui n'arriverait pas s'il y avait des institutions en Afrique.

Veut-on un autre exemple ? — M. le gouverneur général reconnaît le danger pour le soldat des excès de boisson en Afrique, et il veut y porter remède. Il a mille fois raison. Mais que croyez-vous qu'il va faire ? Interdire le cabaret au militaire placé sous sa discipline ? Nullement. Il défend aux marchands de vin d'en vendre aux soldats, et ordonne la fermeture des maisons où il serait contrevenu à son arrêté ; il punit ainsi, non le militaire qui lui désobéit, mais le marchand qui vend la denrée, et rétablit en quelque sorte la peine de la confiscation pour une contravention de police ; et comme il n'a pas cependant l'idée de transformer son armée en une société de tempérance, il autorise quatre ou cinq établissements à vendre des boissons comme par le passé. Mais que suit-il de cette législation singulière ? Que désormais l'armée est sobre et bien portante ? Pas du tout. Les militaires continuent à boire exactement comme par le

¹ Voir les arrêtés du gouverneur-général du 19 avril 1841, 17 août 1841, 19 juin 1842, etc., etc.

passé, avec le même excès et toutes ses conséquences. La seule différence est que ce qui leur était vendu par cinquante ou soixante marchands, leur est offert par quatre ou cinq privilégiés ; en d'autres termes, que quatre ou cinq personnes font une fortune rapide au détriment de cinquante autres qu'on a ruinées en supprimant leur commerce. Voilà encore de ces violences stériles qui seraient impossibles en Afrique s'il y existait des institutions.

Mais, dit-on, ce sont là des erreurs que M. le gouverneur général a reconnues ; il a révoqué son arrêté sur l'exportation des laines¹, et il convient dans sa brochure que son arrêté sur les boissons n'a rien produit de ce qu'il en attendait.

Eh mais ! qui a jamais dit que le despotisme fût nécessairement méchant ? Il est souvent plein de la meilleure intention, et jamais il n'est plus dangereux que lorsqu'il se montre environné d'un prestige de gloire, de bonne foi et d'honnêteté, capable de séduire les plus intéressés à le haïr. Ce que l'on dit et ce qu'on ne saurait trop répéter, c'est que le despotisme est toujours le même, stérile et desséchant ; c'est que toute autorité qui n'a point de limites tombe fatalement dans l'excès ; c'est que l'existence d'un pareil pouvoir, dangereuse pour un État tout formé, est mortelle à une société naissante, où il faut avant tout une influence qui attire et féconde.

Et prenez-y bien garde, quand on parle d'institutions, il ne s'agit pas seulement de la loi qui protège la liberté du négociant, et la propriété du marchand de vin ; il s'agit du pouvoir lui-même et de ce qui le fortifie en l'organisant. Je parlais tout à l'heure de l'enceinte continue destinée à protéger les populations agricoles du Sahel et de la Mitidja. Cette enceinte avait été jugée, sinon nécessaire, du moins très utile pour la défense et pour la colonisation. C'était l'avis des officiers du génie les plus distingués, d'un grand nombre de généraux habiles et d'hommes d'État éminents. M. le général Berthois l'avait réclamée avec instance ; le général Lamoricière s'y était montré très favorable ; M. Thiers en avait adopté le plan sous le ministère du 1^{er} mars ; nul n'en était un partisan plus zélé que M. le duc d'Orléans. La dernière commission d'Afrique en avait voté l'établissement. Eh bien ! sous de tels auspices, l'enceinte est commencée, on en construit tant bien que mal les trois quarts, et voilà que tout à coup, sans qu'aucun fait nouveau soit survenu, sans décision du ministère, M. le gouverneur général suspend les travaux de l'enceinte, et annonce au public qu'il ne les continuera pas. C'est là encore une de ces choses qui n'arriveraient pas si le pouvoir qui régit l'Afrique était organisé, c'est-à-dire s'il y existait des institutions.

¹ Arrêté du 19 juin 1842.

Se circonscrire dans un espace limité est chose *mesquine* et indigne de la France ! dit M. le général Bugeaud. — Eh ! qu'y a-t-il de *mesquin*, s'il vous plaît, à se créer un abri autour du champ que l'on cultive, et à rendre ce champ inaccessible à l'ennemi ? Oui, sans doute, il serait indigne de la France, en colonisant le Sahel et la Mitidja, d'abandonner le reste de l'Afrique ; ce ne serait pas seulement mesquin, ce serait encore dangereux. Ce qui serait mesquin, indigne de la France, ce serait de faire ce que faisait le traité de la Tafna ; nous renfermer dans une petite ceinture tracée autour du littoral, et abandonner le reste à Abd-el-Kader. Mais en quoi donc l'enceinte formée autour de la Mitidja eût-elle nui à notre souveraineté au-delà ? Est-ce qu'un propriétaire, quand il entoure son parc d'un mur de clôture, est présumé délaisser toutes les parties non closes de son domaine ? Maîtres partout en Afrique, nous ne pouvons le même jour coloniser en tout lieu. Et dans l'endroit où nous colonisons aujourd'hui, nous nous entourons d'un obstacle destiné non à marquer les limites de la colonisation, mais à la protéger : espèce de bouclier mobile placé un jour ici, puis là, et que l'on verra s'éloigner à mesure que la colonisation, en s'étendant davantage, le forcera lui-même de se porter en avant.

Du reste, il fallait bien s'attendre à ce qui arrive : depuis un an ou deux, le système de l'enceinte continue était en grande faveur. La même idée suivie pendant deux ans ! C'est beaucoup pour l'Afrique. En général un système n'y dure pas si longtemps. C'est à tort que l'on a dit qu'il n'y avait pas eu de système pour le gouvernement de l'Afrique, il en a existé beaucoup, les uns mauvais, les autres bons, tous presque aussitôt abandonnés que conçus. C'est là certainement un très grand mal, et c'est précisément celui qui éclate partout où il n'y a pas d'institutions.

Mais non seulement M. le général Bugeaud suit pour la colonisation de l'Algérie un système déplorable, mais encore, qu'il me soit permis de le dire, M. le général Bugeaud ne veut pas sérieusement la colonisation. M. le général Bugeaud a posé franchement la question : il veut très clairement deux choses : le maintien de l'armée au chiffre de 80 000 hommes et la continuation du régime militaire. Voilà ce qu'il veut fortement, sans détour, sans arrière-pensée, et il faut lui savoir gré de la loyauté avec laquelle il a exprimé ces volontés hardies. Maintenant, pour quel usage veut-il ces deux choses ? C'est, dit-il, pour faire la guerre, et surtout *pour coloniser*.... Je ne sais plus quel philosophe a dit que l'homme le plus franc a toujours dans un petit coin de son âme un sentiment secret, d'autant moins pénétrable que le reste de ses impressions se montre plus à découvert.

Eh bien ! s'il m'était donné de fouiller dans cette cachette de l'âme de M. Bugeaud, je dirais que sa pensée intime est celle-ci :

« Il faut d'abord finir la guerre. Quand la guerre sera finie et la paix fermement établie, on colonisera. La colonisation et la guerre ne sauraient se mener de front. *On ne saurait en même temps sonner les cloches et dire la messe.* (Expression familière à M. le général Bugeaud.) Puisque la presse, le ministère, les chambres, veulent de la colonisation, il faut bien leur en donner quelque peu ; puisque M. le duc d'Orléans voulait l'enceinte continue, il a bien fallu la commencer. Mais ce sont là des concessions qu'il faut restreindre le plus possible. Au fond il n'y a d'important que la guerre, et si la colonisation est bonne à quelque chose, c'est seulement comme argument pour le maintien de l'armée au chiffre de 80 000 hommes. »

Tel est, j'en suis convaincu, le sentiment profond de M. le général Bugeaud, qui, s'il voulait sérieusement la colonisation, la conduirait autrement qu'il ne fait. Et c'est là un sentiment funeste : vous attendez pour coloniser la fin de la guerre ! Quand sera-t-elle finie cette guerre dont chaque année vous nous annoncez le terme, et qui recommence toujours ? Et si elle dure encore deux ans, cinq ans, dix ans peut-être ? Et alors nous ne serons pas plus avancés en Afrique que nous ne sommes aujourd'hui ! Et sur quelle paix éternelle comptez-vous donc ? Vous voulez finir la guerre ! mais le meilleur moyen de la terminer serait précisément la colonisation. La colonisation sur une grande échelle prouvera seule aux populations arabes notre irrévocable volonté de demeurer en Algérie. C'est tout à la fois le véritable moyen d'être et de paraître inexpugnables sur la terre d'Afrique. Continuez donc de guerroyer en Afrique, si vous le voulez et si on vous le permet ; gardez vos 80 000 hommes, si on vous les laisse ; courez après les Arabes ; harcelez les tribus, poursuivez Abd-el-Kader... mais en même temps, pour Dieu, colonisez, colonisez sérieusement, non de manière à édifier un ou deux villages par année, ainsi que vous semblez l'annoncer dans le *Moniteur algérien* du 25 septembre dernier¹. C'est là une lenteur mortelle. Ce serait, après les efforts et les sacrifices, un résultat dérisoire. Ne vous

¹ Le *Moniteur algérien* du 25 septembre dernier contient sur la colonisation une note, au style de laquelle on reconnaît tout de suite l'auteur de la brochure. M. le général Bugeaud y laisse voir assez clairement sa pensée : « L'armée, dit-il, est certainement le plus grand, le plus sûr moyen de colonisation ; mais malheureusement elle ne pourra y être employée pendant quelque temps encore, qu'à de courts intervalles ; elle doit consolider sa conquête, ce qui exigera des marches fréquentes ou prolongées. » Et plus loin : « Quel que soit, dit-il, le moyen, il faudra bien près d'une année pour édifier un village de cinquante à soixante feux... allez donc appeler les populations à flots ! »

obstinez pas à vos utopies de colonies militaires qui, au train dont elles vont, donneraient bien cinquante colons par année, au prix de 2 000 ou 3 000 fr. par tête, et ne nous parlez pas du progrès de la colonisation, lorsque vous reconnaissez qu'après douze ans d'occupation et plus de 600 millions dépensés, l'Afrique française ne contient dans ses villes que 40 000 Européens ; 40 000 individus dont la moitié quitterait l'Algérie du jour où l'armée serait réduite ; ne parlez pas de progrès, lorsque les habitants des campagnes, les seuls qui soient de vrais colons, sont si rares que vous n'osez pas en dire le nombre.

Ah ! sans doute, même avec le déplorable système que vous suivez, même avec le régime militaire, et en quelque sorte malgré vous, quelques constructions de villages s'élèvent çà et là, sous l'exigence de l'opinion publique, grâce au zèle de ces administrations civiles dont vous faites si peu de cas, et qui, en vous dérochant quelques centimes des millions que vous jetez à la guerre, font en somme l'œuvre la plus capable de consolider notre conquête. Sans doute quelques émigrants arrivent, dont vous faites grand bruit ; quelques habitations particulières s'élèvent, dont vous comptez les mètres cubes en maçonneries ! Mais en supposant que ces villages se remplissent de colons ; en supposant que ceux-ci viennent avec un capital suffisant pour rester, je dis que ce n'est pas là la colonisation rapide, urgente qu'il faut à l'Algérie. Je crois inutile et mauvais votre système de colonisation par les capitaux de l'État ; mais enfin comment l'appliquez-vous ? — Vous demandez 80 millions pour l'Afrique : combien en donnerez-vous à la guerre, combien à la colonisation ? Disons-le, la guerre absorbe tout, et ce sont seulement quelques cent mille francs dont vous faites l'aumône à la colonisation. Vous ouvrez des crédits de vingt et trente millions pour faire les frais de vos expéditions ; et puis, s'il s'agit des besoins de la colonisation, vous demandez timidement un crédit de 500 000 francs.

Mais, encore une fois, ce ne sont pas les millions qui importent le plus pour la fondation et le développement de la colonie. La colonisation n'est possible en Afrique qu'à deux conditions : il faut d'abord une armée pour protéger les colons ; nous l'avons. Mais, avec cette armée héroïque, il faut un autre régime que le régime militaire. Il faut en Afrique deux choses : la force et le droit ; la force contre les Arabes, le droit pour les colons. La force contre l'ennemi, le pouvoir militaire la donne, et c'est là une belle tâche pour l'armée et pour ses chefs. Le droit pour les colons, des institutions peuvent seules le donner.

III.

Après avoir soutenu qu'il lui faut en Afrique une armée de 80 000 hommes, et que ces 80 000 hommes sont aussi nécessaires pour la colonisation que pour la guerre, M. le général Bugeaud s'attache à démontrer que le maintien de l'armée à ce chiffre sera très prochainement une économie pour le Trésor public, parce qu'elle nous fournira le moyen de tirer de l'Afrique l'équivalent de ce que celle-ci nous coûte.

Au premier abord, on se demande si cette proposition de M. le général Bugeaud est présentée sérieusement. Mais le doute doit cesser lorsqu'on voit plus de soixante pages de la brochure consacrées à cette démonstration, une multitude de faits, de suppositions et de conjectures invoquées à l'appui, le tout fortifié par un luxe de statistique tout à fait extraordinaire. M. le général Bugeaud a-t-il pensé que cette seconde thèse était le correctif obligé de la première, et que, pour faire accepter au pays la nécessité présente et annuelle d'un immense fardeau, il fallait l'accompagner de la promesse d'une prochaine compensation ? Je l'ignore ; mais ce que je sais bien, c'est que cette promesse contient en elle-même une déception certaine et très dangereuse ; c'est ce qu'il est aussi important que facile de démontrer.

Cette démonstration importe. Il est bon que la vérité sur ce point soit dite par un partisan ardent de l'Algérie. Rien d'ailleurs n'est plus funeste à une bonne question que d'être soutenue par des arguments faux et menteurs. L'erreur est bientôt reconnue, et, en la répudiant, on repousse avec elle la bonne cause qui s'y trouve mêlée, et qui pour triompher ne demandait que l'appui du vrai et du bon sens.

Je dis aussi que la démonstration est facile. Sur quoi, en effet, se fonde M. le général Bugeaud pour soutenir que l'Afrique rendra bientôt à la France les 80 millions qu'y coûteront 80 000 hommes ?

Il indique deux sources de revenus pour la France en Afrique : 1° les contributions payées soit par les populations arabes, soit par les colons européens ; 2° les cultures faites par l'armée.

Écartons d'abord la seconde source de produits. Depuis longtemps on a essayé d'utiliser les bras de l'armée dans des travaux agricoles, jamais on ne s'est aperçu que les charges de l'État en fussent diminuées, et l'on cite des foins récoltés par la troupe qui eussent coûté moins cher si on les eût tout simplement achetés à des marchands. Arrivons tout de suite aux revenus tirés de l'impôt, les seuls, du reste, sur lesquels insiste vivement M. le général Bugeaud.

Eh quoi ! c'est sérieusement que vous prétendez que l'Algérie, dont on tire aujourd'hui, non sans peine, 8 à 9 millions, rendra bientôt 70 à 80 millions ! Suivons un peu vos raisonnements.

M. le général Bugeaud, qui jadis n'avait vu dans l'Algérie qu'un immense désert, la représente aujourd'hui comme une vraie terre promise, et il a raison, car il n'est pas, je crois, de contrée qui égale l'Afrique française en fertilité naturelle. Mais que va-t-il en conclure ? « L'Afrique, dit-il, produisant beaucoup plus qu'il n'est nécessaire à sa population, il y a évidemment en Afrique matière à impôt et à consommation. Or, suivant la loi du pays, l'impôt est le dixième des grains et le vingtième du bétail. Il suffirait de percevoir cet impôt régulièrement pour pourvoir à l'entretien de l'armée. »

Et voilà ce que l'on présente comme la source des richesses à laquelle puisera la France ! Sans doute il n'est pas impossible qu'après la soumission des tribus, si cette soumission est sincère et solide, l'on parvienne à obtenir de ces tribus quelques misérables taxes ; mais M. le général Bugeaud peut-il, de bonne foi, se faire illusion sur la limite étroite dans laquelle ces contributions sont renfermées ? Ne sait-il pas mieux qu'aucun autre la difficulté infinie qu'il y a de rien régler d'une manière durable avec la plupart de ces tribus, qui ne reconnaissent d'autre loi que la force, et dont plusieurs n'ont jamais payé, même aux Turcs, aucune espèce d'impôt ?

On a, l'an dernier, au moyen des contributions arabes, tiré la valeur d'un million de la province de Constantine, et l'on regarde avec raison comme un tour de force ce succès financier obtenu dans une province bien moins impatiente du joug que les populations de l'ouest ; sur laquelle depuis des années nous dominons presque sans résistance, et où les Turcs avaient établi une perception régulière d'impôts. Supposez que, par un autre tour de force beaucoup plus difficile et moins vraisemblable, vous parveniez à tirer aussi un million des Arabes de la province d'Alger, et un autre million des tribus de la province d'Oran, ce sera une somme de 3 millions obtenus à grand-peine et non sans de grands périls.

Que M. le gouverneur-général de l'Algérie y prenne garde. Rien n'est plus éloigné de l'esprit politique que le point de vue fiscal auquel il se livre. L'impôt annuel exigé des tribus est bon comme impliquant l'obéissance à notre souveraineté en Afrique ; mais le jour où l'on y verra un moyen de remplir les coffres du Trésor public, un immense danger sera créé. Alors les plus ruineuses entreprises seront tentées pour tirer quelques sous de la tribu la plus paisible, on lui fera une guerre à outrance, et des sommes immenses seront consacrées à en obtenir de minimes. À la vérité l'administration des finances d'Afrique présentera un budget en progrès. Mais pour chaque

écu dont ce budget s'accroîtra, la France dépensera un million de plus.

Continuons, cependant. Voilà, j'y consens, 2 ou 3 millions que vous retirerez des provinces de Constantine, d'Alger et d'Oran, Dieu sait au prix de quels embarras ! Qu'est-ce que ces 2 ou 3 millions pour en couvrir 80 ?

Mais M. le général Bugeaud ne prétend pas seulement tirer parti des contributions arabes ; il fait grand fond aussi sur les revenus que donnera l'impôt payé par les populations européennes établies dans l'Algérie. Il est même évident, par ce qu'il écrit, que c'est un sujet sur lequel son imagination est exaltée au plus haut degré. Déjà il songe à organiser des administrations financières avec tout leur état-major, à Médéah, à Milianah, à Tlemcen, à Mascara, à Constantine !!! L'enregistrement donne d'assez beaux produits : on lui fera rendre davantage ; les contributions indirectes ne sont en Afrique que moitié de ce qu'elles sont en France : ne pourrait-on pas établir l'uniformité ? Il compte bien obtenir davantage des patentes ; il établira, soyez-en sûrs, des octrois à la porte de toutes les villes, et des droits sur tous les marchés ; déjà il pense à imposer la propriété foncière, qui malheureusement n'existe pas encore. En un mot, soit qu'il considère les Arabes ou les Européens, les villes ou les campagnes, M. le général Bugeaud ne voit en Afrique qu'impôt et matière imposable.

Eh bien ! j'admets pour un instant qu'on vous laisse pratiquer en Afrique ce système insensé de fiscalité qui seul ferait obstacle à la prospérité d'une colonie, où en arriverez-vous avec tous ces surcroîts de taxes directes et indirectes ? À des sommes de 70 ou 80 millions ? Non, mais à une augmentation de quelques cent mille francs, et rien de plus.

Remarquez-le bien, et ceci est le point important, votre perfectionnement ne peut porter que sur un très petit nombre de taxes, qui seules constituent, à proprement parler, les revenus de l'Algérie. Ces revenus, vraiment africains, sont l'enregistrement, les patentes, les biens du domaine et la pêche du corail. Vous retirez 250 000 fr. des droits de greffe et d'enregistrement : mettons que vous en obtiendrez le double en doublant les droits. Les patentes vous produisent 272 000 fr. ; admettons que vous doubliez cette somme en doublant l'impôt. Vous tirez seulement 114 000 fr. de la pêche du corail ; je suppose qu'au moyen d'une politique plus habile à l'avenir vous ressaisissiez cette source de revenus perdue par vos fautes, et que vous parveniez encore à doubler le produit actuel.

Je suppose, enfin, qu'en louant les immeubles du domaine le double de ce que vous les louez, et en vendant aussi judaïquement

que possible les terres de l'État aux colons nouveaux venus, vous parveniez à doubler le revenu de 500 000 fr. que vous en tirez aujourd'hui. Je suppose, dis-je, qu'on vous laissera faire toutes ces choses, au mépris des principes les plus élémentaires en économie politique. Eh bien ! dans cette hypothèse, vous arriverez à produire de plus 1 130 000 fr., qui, joints aux 2 millions de contributions arabes des provinces d'Alger et d'Oran, feront un total de 3 136 000 fr. que vous pourrez ajouter au budget des recettes de l'Algérie. Je vous défie d'aller au-delà ; c'est-à-dire qu'au lieu d'un produit de 8 859 000 fr., l'Algérie donnera un revenu de 11 995 000 fr. ; c'est-à-dire qu'à force de savoir-faire et de fiscalité, on parviendrait à faire sortir 12 millions de 80.

Cependant, dit le général Bugeaud, voyez le progrès. En 1832, l'Algérie ne donnait que 1 569 000 fr. ; en 1841, son produit est de 8 859 000 fr. Pourquoi donc ce progrès, en se continuant, n'arriverait-il pas jusqu'à couvrir les dépenses entières de l'Algérie ?

Ici encore on se demande si c'est sérieusement que M. le général Bugeaud soutient cette discussion. Qu'est-ce qui ne sait pas aujourd'hui qu'à l'exception des revenus spéciaux à l'Afrique, et dont nous avons tout à l'heure admis l'accroissement possible dans des limites malheureusement bien restreintes, toutes les autres recettes ne sont que le produit des impôts directs et indirects qui frappent les consommations de l'armée ? Ainsi, selon que l'armée d'Afrique est plus ou moins nombreuse, il faut, pour la nourrir, pour la vêtir et satisfaire à tous ses besoins, plus ou moins de denrées, qui, frappées de droits de douane et d'octroi, donnent un produit proportionné à leur nombre et à leur valeur. Aussi peut-on dire d'une manière absolue qu'à l'exception des revenus *africains* que l'on a indiqués, les recettes de l'Algérie montent ou décroissent en proportion exacte du chiffre plus ou moins élevé de l'armée.

En 1832, l'Afrique rapporta seulement 1 569 000 fr. ; c'est qu'en 1832 il n'y a eu en Afrique que 21 000 hommes. En 1834, l'Afrique donne un revenu de 2 542 000 fr. ; c'est que déjà l'armée compte 29 000 hommes. En 1837, l'armée prend 40 000 hommes ; le chiffre du revenu s'élève à 3 700 000 fr. En 1839, armée de 50 000 hommes et revenu de 4 469 000 fr. En 1840, armée de 60 000 hommes et revenu de 5 610 000 fr. En 1841, le revenu est de 8 859 000 fr. parce que l'armée est de 75 000 hommes. (Et si en 1841 le revenu s'est accru dans une plus grande proportion que les années précédentes, c'est à cause du million de contributions arabes obtenu cette année de la province de Constantine.)

M. le général Bugeaud se donne une peine extrême et bien inutile pour démontrer que, si on diminue le chiffre de l'armée

d'Afrique, on diminuera les revenus de l'Algérie, et qu'en augmentant l'effectif, on accroîtrait le revenu ; mais la chose se comprend d'elle-même : il est bien clair qu'une armée de 80 mille hommes consomme plus qu'une armée de 40.

Il se donne une peine non moins grande et non moins inutile pour prouver que plus l'armée est nombreuse, plus il y a dans les villes et dans les ports de l'Algérie, de mouvement commercial, industriel et maritime. C'est toujours la même question. Il est manifeste que la présence à Alger d'une grande armée y attire nécessairement des marchands et des marchandises ; qu'il faut pour ces militaires et ces marchands des logements, et pour ces marchandises des magasins ; que, s'il n'y a pas assez de maisons pour les recevoir, il faut en construire, et que, comme il y a des bénéfices à faire sur ces constructions, des capitaux viennent qui les font ; il n'est pas moins évident que, pour apporter ces marchands et ces marchandises, il faut des vaisseaux français et étrangers, en nombre d'autant plus grand qu'il y a plus d'objets à transporter ; il est manifeste aussi que ces militaires, ces commerçants, vivant dans l'Algérie, s'y livrent à des transactions, qu'il se fait des échanges de propriété, qu'il se donne des hypothèques, qu'il se paie des droits d'enregistrement et de mutation, et que tout ce mouvement de marchands et de marchandises, de capitaux, de vaisseaux, de constructions, d'échanges, de mutations et d'hypothèques, plus ou moins grand selon le chiffre de l'armée, est double nécessairement si, au lieu de 40 000 hommes, l'armée en a 80 000.

Tout ceci est plus clair que le jour. Il ne l'est pas moins que si, au lieu de 75 000 hommes qui sont aujourd'hui en Afrique, on en mettait 150 000, les revenus de l'Algérie doubleraient, et au lieu de retirer de l'Algérie 9 millions, on en retirerait 18. Il est vrai qu'au lieu de 75 millions l'Algérie en coûterait 150 ; mais l'administration des finances de l'Algérie n'en dirait pas moins d'un ton triomphant : Vous voyez le progrès : de 9 millions nous voilà à 18 ! Et peut-être l'agent du fisc, en tenant ce langage, serait de bonne foi ; car enfin ce serait en suant sang et eau qu'il serait parvenu à rendre à la France 1 million pour 10. Déplorable système, système ruineux, dans lequel tout est mensonge, et qui serait déplorable encore quand même il serait moins faux et moins stérile.

Après avoir examiné dans son principe et dans ses effets le système exposé par M. le général Bugeaud, je lui dirai : Quoiqu'un pareil système soit ruineux, vous le prenez, soit. Je ferais comme vous s'il n'y en avait pas d'autre. Mais croyez-vous qu'on accepte ce plan avec votre prospectus ? Personne, soyez-en sûr, ne croira aux revenus fabuleux que vous prétendez tirer de l'Afrique. Ce que tout

le monde croira, c'est la déclaration qui nous assure une charge annuelle de 80 000 hommes au prix de 80 millions pour coloniser en Afrique. Tous les hommes qui sont, en France, soucieux de la fortune publique, s'alarmeront de ce gouffre dans lequel s'abîment nos finances, et beaucoup, jaloux de l'honneur national, verront avec effroi la perspective d'une entrave attachée en permanence à notre action en Europe ; ils verront dans le budget de l'Afrique le complément de la loi des chemins de fer : un milliard en dix ans pour l'Afrique, comme un milliard en dix ans pour les chemins de fer ; notre armée entamée comme nos finances ; notre puissance militaire coupée en deux, et la France ainsi condamnée à subir tous les abaissements que lui prépare une politique égoïste et pusillanime.

Voilà ce qu'ils verront ; et beaucoup, tirant la conséquence, en viendront peut-être à cette conclusion fatale, qu'il faut abandonner l'Algérie, ou du moins, ce qui serait à peu près la même chose, s'y tenir à l'occupation de deux ou trois points du littoral. Ils ne feront pas comme vous, qui nous dites bravement : C'est vrai, c'est une détestable affaire ; mais enfin, vous l'avez voulu, voilà le seul moyen de s'en tirer. Ils diront : Il faut en finir avec cette folie d'Alger : et puisque ceux mêmes qui vantent le plus ses ressources et qui lui doivent toute leur gloire, nous disent qu'il y va par an pendant longtemps de 80 000 hommes et de 80 millions, retirons-nous. Voilà où ils seront amenés par votre système, et pourtant ils auront tort en tous points ; ils auront tort, car l'Algérie est une grande entreprise qui sera féconde si l'on veut. Ils auront tort, non de regarder comme imaginaires vos revenus africains, non de s'alarmer de votre budget annuel de 80 millions ; mais ils auront tort de croire à la nécessité annuelle de ces 80 millions pour tirer bon parti de l'Afrique, ils auront tort de donner créance à vos calculs et à vos théories ; car, pour exploiter la conquête de l'Algérie, il faut d'autres idées, d'autres moyens et une tout autre politique que celle de M. le général Bugeaud.

On ne saurait réfléchir à cette question d'Afrique sans tomber dans la tristesse. Pour qui veut l'examiner avec attention et maturité, des solutions logiques s'offrent à l'esprit : c'est une affaire difficile, compliquée ; ce n'est toutefois qu'une affaire.

Mais en même temps qu'on aperçoit ce qui serait à exécuter, on voit faire à peu près l'inverse. La question, qui est épineuse, demanderait, pour être bien conduite, beaucoup de suite et d'habileté ; et il semble qu'on accumule les fautes les plus capables d'amener un échec.

Un des grands malheurs de l'Algérie, c'est de n'être point une question de ministère ; il suit de là que c'est à peine si nos hommes

d'État s'appliquent à la connaître. Qu'importe que l'Algérie coûte à la France 80 millions au lieu de 40 ? Qu'importe que dans six mois on demande pour l'Afrique 100 mille hommes et 100 millions ? Le ministère ne fera point de ces débats une question de portefeuille : donc ceci n'a point d'intérêt. Il serait temps cependant que ceux qui gouvernent l'Afrique encourussent une sérieuse responsabilité. Certes, ce serait, à mon avis, un grand tort que de marchander au gouvernement les millions et les hommes qu'il nous demande pour l'Algérie ; mais que, du moins, le gouvernement adopte et montre un plan de conduite qui soutienne l'examen ; qu'il mène avec prudence et sagesse cette grande entreprise, au lieu de la livrer à je ne sais quelle fatalité aveugle qui maintenant en dispose.

Je ne suis pas de ceux qui s'apitoient outre mesure sur les misères que traîne à sa suite notre entreprise en Afrique. Que, pour atteindre un grand but, on se résigne, pendant des années, à perdre des sommes considérables, à voir périr dans les hôpitaux ou sur les champs de bataille 12 000 ou 15 000 hommes, soit ; un peuple ne fait de grandes choses qu'à la condition de soutenir ses entreprises par de tels sacrifices. Mais que, du moins, des sacrifices aussi immenses ne soient pas faits légèrement ; qu'une sérieuse maturité y préside ; qu'ils soient cruels le moins possible, et le plus possible adoucis ; s'ils doivent être aussi énormes, que du moins ils soient féconds !

Sait-on bien qu'à présent il y a dans l'armée d'Afrique de 24 000 à 25 000 malades¹ ? Tous ne mourront pas, Dieu merci ! Tous n'auront pas leur santé détruite à jamais par les fièvres d'Afrique ; mais, en supposant que ces 25 000 hommes sortent tous sains et saufs des hôpitaux, comptez-vous pour rien les cruelles souffrances auxquelles ils sont sujets ? Et ces expéditions continuelles, et ces marches forcées, et ces privations de tous genres, et ces jours passés sous un soleil de feu, et ces nuits pleines d'une mortelle humidité, et ces jeûnes, ces fatigues de toute sorte pendant la guerre, et ces travaux sans fin qui succèdent aux combats, toute cette vie de labeurs, si dure surtout pour le soldat, qui soutient des luttes dont il n'a pas la gloire ; toutes ces choses, y pense-t-on assez ?

Supposez que nul ne tombe sous le coup des Arabes, que le deuil ne soit jeté dans aucune famille par les bulletins de l'armée d'Afrique, n'est-ce pas une tâche exorbitante que celle qui est imposée à nos soldats : tâche d'héroïsme et de patience, qui demande la vertu impétueuse et la vertu stoïque ?

¹ Ce fait a été contesté. J'affirme de nouveau, comme le tenant d'une source très digne de foi, qu'en septembre dernier il y avait dans l'armée d'Afrique plus de 24 000 malades.

Oui, sans doute, il faut accepter ces charges et s'y résigner. Oui, il faut les imposer à la France, si elles sont nécessaires. Mais pense-t-on assez à la responsabilité que fait naître l'emploi de pareils moyens, toutes les fois qu'ils ne sont pas indispensables ? Réfléchit-on assez à la vie des hommes dont on dispose d'un trait de plume ou d'un vote ? Réfléchit-on assez à la source d'où proviennent ces 80 millions de l'Afrique, prélevés sur le nécessaire de 30 millions de Français, et ces 80 000 hommes qu'on arrache de leurs foyers et auxquels on prend six ans de leur vie !

Tous ces millions dépensés en Afrique, tous ces milliers d'hommes enlevés par le recrutement, tués ou décimés par la fièvre, toutes ces fatigues, toutes ces souffrances, tout cela n'est qu'un sacrifice raisonnable et nécessaire si on l'emploie sagement à une grande œuvre nationale à laquelle l'honneur et l'avenir de la France sont attachés. Cette consommation d'or et de sang est odieuse et atroce si elle se fait légèrement et follement.

Cependant, en présence de cette grande question d'Afrique, que fait le ministère de la guerre ? — Certes, il est à l'aise pour agir en cette matière. Il existe des questions où il se plaint d'être gêné par les Chambres, et, à l'entendre, tout le mal viendrait de l'intervention aveugle ou intempestive du pouvoir parlementaire. Mais il ne saurait élever un pareil grief en ce qui concerne l'Afrique, pour le gouvernement de laquelle ou peut dire qu'il possède un blanc-seing. Eh bien ! avec cette liberté d'agir, il faut bien le reconnaître, le ministère de la guerre ne fait rien, il regarde faire ; il ne conduit pas, il laisse aller. Comme il ne prescrit rien, on ne saurait dire qu'il fait mal, mais il le laisse faire autant qu'on veut. Un seul travail de quelque importance s'exécute en ce moment en Afrique, et c'est précisément le seul objet sur lequel la Chambre ait exprimé une volonté : les travaux du port sont repris. Ici encore il est passif, et quoi qu'il fasse, il regagnera difficilement deux années perdues par sa faute.

Cependant, l'administration de la guerre qui, je le crois, renferme de bonnes intentions, vient de publier une ordonnance en 75 articles, pour l'organisation de la justice en Algérie¹. Y a-t-il là quelque réforme considérable ? Non : sauf trois ou quatre articles, cette ordonnance reproduit textuellement les ordonnances précédentes. L'ordonnance est bonne dans ce qu'elle change : elle détruit l'unité de juge, institution repoussée par nos mœurs autant que par le bon sens ; elle rétablit le recours en cassation en matière civile, déplorablement aboli par la précédente ordonnance.

¹ Ordonnance du 26 septembre 1842.

Voilà tout. Cela est bon ; mais, ainsi isolé, qu'est-ce que cela vaut ? Sans doute le juge importe beaucoup dans tout pays : c'est lui qui applique les lois ; mais quand il n'y a pas de lois !

Mais, dit-on, le ministère prépare de plus grands changements : il a nommé une grande commission où sont discutées toutes les questions de l'organisation militaire, politique, municipale et judiciaire, de l'Algérie. Les travaux de cette commission seront bientôt la base d'autres améliorations. Fort bien. Et en attendant que la commission ait fini, voici qu'arrive d'Afrique, émané du gouverneur général, de l'agent de M. le ministre de la guerre, tout un système dans lequel ces questions d'organisation sont tranchées et résolues, presque toutes dans un sens directement contraire aux vues de la commission ; de sorte que, pendant que la commission délibère, on résout et on exécute en Afrique le contraire de ce qu'elle conseille.

Que fait encore le ministère ? Lorsque M. Laurence se retira ou fut retiré des affaires d'Afrique, ce fut pour la population civile de la colonie le signe de l'abandon du système contre lequel elle ne cessait de réclamer. Eh bien ! voici qu'on envoie M. Laurence en Afrique avec une mission, apparemment pour vérifier le fondement des plaintes excitées par son administration !!!

Il y a des gens que le spectacle des nos affaires d'Afrique, si graves et si mal menées, attriste et décourage ; et, dans leur chagrin, il leur arrive quelquefois de déclarer que si notre colonie d'Afrique ne prospère pas, c'est que la France est de sa nature incapable de coloniser.

De toutes les impressions que fait naître l'état de l'Algérie, il n'en est pas de plus triste ni peut-être de plus dangereuse. Il y a un triste orgueil caché dans cette prétention à une incapacité en quelque sorte naturelle, et il semble que notre amour-propre soit sauvé dès que nous attribuons à une fatalité de race le vice qui vient de notre faiblesse volontaire. Qu'est-ce donc que cet obstacle providentiel qui s'opposerait à nos efforts ? Ne sommes-nous donc venus en Afrique combattre le stupide fatalisme des Arabes que pour nous l'approprier ? Pourquoi donc la France ne pourrait-elle pas faire ce qu'ont fait tous les peuples de la terre, grands ou petits, faibles ou puissants ; ce que font encore chaque jour l'Angleterre, la Russie, la Hollande ?... Est-ce que la France elle-même n'a pas fondé jadis les colonies les plus florissantes, la Louisiane, le Canada ?... Sans doute. Et ces belles colonies, ce n'est pas elle qui les a abandonnées ?

Pendant que l'héroïque Montcalm et sa vaillante armée succombaient sous le nombre dans les plaines de Québec, une cour où dominait l'intrigue disposait souverainement des destins de la France. Bientôt le Canada fut pris et cédé aux Anglais, par un traité à jamais

infâme... Non ! ce n'est pas la France qui a perdu ses colonies, c'est la corruption et la lâcheté de son gouvernement !

On sait que peu de temps après avoir publié sans nom d'auteur le morceau qui précède, le journal *le Siècle* reçut une lettre de M. le général Bugeaud, qui, en attribuant ce travail à mon honorable collègue et ami, M. de Tocqueville, en annonça une réfutation¹. Cette circonstance ne me permit pas de garder plus longtemps l'anonyme². On peut voir dans *le Siècle*³ la réponse qui fut en effet, peu de temps après, adressée à ce journal par M. le général Bugeaud. Cette réponse amena de ma part la réplique suivante, dont l'unique mérite est de résumer l'objet du débat, et de préciser la question.

Je ne me propose point de continuer dans la presse, sur la question d'Alger, une polémique, que j'aurais aimée sérieuse et calme, et qui me paraît avoir perdu ce caractère. Dans sa réponse, dont chacun a pu apprécier la forme et le fond, M. le gouverneur-général me fait espérer que nous nous retrouverons prochainement à la tribune de la chambre des députés. J'accepte le rendez-vous. Cependant, sans entrer dans une discussion nouvelle, il me paraît nécessaire de restituer au débat son vrai caractère et de replacer la question sur son véritable terrain.

Et d'abord qu'il me soit permis de faire observer que M. le général Bugeaud prend une situation qui n'est pas tout à fait la sienne, lorsqu'il paraît se plaindre de cette polémique, dans laquelle, dit-il, il ne s'est engagé que parce qu'*il a été provoqué*.

Il me semble que M. le général Bugeaud ne se rappelle pas bien le point de départ de la discussion. Quel est, en effet, ce point de départ ? La publication de sa brochure intitulée : *L'Algérie. Des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*.

Lorsque M. le général Bugeaud publie purement et simplement les récits de ses campagnes, il a coutume de les voir applaudir. S'il n'échappe pas à la critique, du moins il ne la provoque pas ; et pour mon compte je n'ai jamais songé à entamer une polémique contre ses actes, ou à répondre par des articles de journaux aux bulletins de

¹ V. *le Siècle* du 28 décembre 1842.

² V. *le Siècle* du 30 décembre 1842.

³ V. *le Siècle* des 8 et 9 janvier 1843.

ses victoires. Mais chacun comprend que telle ne saurait être la situation de M. le général Bugeaud, lorsqu'il vient à publier un livre.

Dans ce cas, ce n'est plus le général, ce n'est plus le gouverneur qui parlent : c'est le publiciste. Sans doute l'ouvrage tire une grande autorité du poste et du caractère de son auteur ; mais c'est un motif pour rendre l'examen plus sérieux, non pour le supprimer ; car on peut dire que si les actes du gouverneur permettent la critique, les théories de l'écrivain la sollicitent ; et M. le général Bugeaud, exposant ses plans de guerre en Afrique, son système de gouvernement pour l'Algérie, ses projets économiques et financiers, n'a pas compté sans doute que ses opinions plus ou moins arrêtées, plus ou moins mobiles, sur toutes ces graves matières, seraient acceptées comme des décrets souverains. Des voix se sont élevées pour l'approuver ; d'autres, et de beaucoup plus imposantes que la mienne, ont vu dans son œuvre des erreurs et des périls. Mais enfin, qui a engagé le débat ?

Maintenant, M. le général Bugeaud, tout en jugeant absurdes les critiques que *le Siècle* a admises dans ses colonnes, ne dédaigne pas d'y répondre. Rien de mieux encore. *Le Siècle* réfutait sa brochure ; M. le général Bugeaud réfute *le Siècle*. C'est bien ainsi que se poursuit toute polémique. Mais cette polémique, qui l'a commencée ?

Il est encore un autre point que j'essaierai tout d'abord de rectifier. Pour qui lit attentivement la réponse de M. le général Bugeaud, il est clair qu'un de ses principaux arguments est celui-ci : « Mon contradicteur ignore complètement l'Afrique ; il n'y a pas comme moi passé des années ; il n'entend rien à la guerre. Il est sans qualité pour parler de ce qu'il ne sait pas et ne peut savoir. » Qu'il me soit permis de le dire, ce mode d'argumenter, employé d'une manière générale, est peu acceptable ; je ne parle pas de la forme, mais du fond. Je ne chercherai pas à me prévaloir, et je ne me suis point prévalu, du peu de temps que j'ai passé en Algérie, des choses importantes que je crois y avoir vues, des hommes très distingués que je suis sûr d'y avoir rencontrés. Je suppose que je ne suis jamais allé en Afrique, et que je me trouve dans la situation où sont placés les écrivains qui dans la presse en parlent, les membres des chambres qui en délibèrent, les ministres qui gouvernent ; et je demande si c'est sérieusement qu'on interdise une opinion personnelle sur les affaires d'Afrique à quiconque n'y aura pas passé quelques années, et fait quelques campagnes.

Mais alors quelle délibération serait donc possible au sein des chambres ou dans les conseils du roi sur la politique à suivre dans les contrées lointaines dépendantes de la métropole ? Et comment donc feraient pour délibérer sur les affaires de l'Inde les membres du

parlement anglais, qui n'ont jamais fait le voyage de l'Inde, et qui cependant, jusqu'à ce jour, ne mènent pas trop mal les affaires de ce pays ? Et à quels signes reconnaîtra-t-on le témoin que l'on doit croire sur parole, et celui dont l'autorité est contestable ? Tous les généraux qui ont fait la guerre en Afrique sont-ils d'accord sur ce qu'ils y ont vu et sur ce qu'il faut y faire ?

M. le général Bugeaud connaît bien mieux l'Afrique que moi. Cela est très vrai. Mais M. le général Duvivier connaît bien mieux l'Afrique que M. le général Bugeaud. Cela est encore certain ; et M. le général Duvivier a sur l'Algérie de toutes autres idées que M. le gouverneur général. Que conclure de ceci ? Que M. le général Duvivier a raison contre M. le général Bugeaud ? — Nullement. Il en résulte cette seule conséquence : c'est que quiconque étudie les affaires d'Afrique doit consulter d'aussi graves témoignages ; c'est que les faits ne sont, à la vérité, connus directement que d'un petit nombre, mais que, livrés à la publicité, leur appréciation appartient à tous.

Enfin, j'ai une troisième observation à faire sur la lettre de M. le général Bugeaud. Je ne parle point des personnalités qu'elle contient, si toutefois je puis appeler de ce nom des attaques qui s'adressent toujours à une autre personne que moi et qui tombent seulement sur l'écrit dont je me trouve l'auteur. J'écarte aussi des plaisanteries qui me paraissent peu dignes d'un aussi grave sujet ; mais c'est, je l'avouerai, avec un sentiment pénible, que j'ai vu M. le général Bugeaud attribuer itérativement à un détestable esprit d'opposition systématique, un travail qui sans doute est défectueux en beaucoup de points, mais n'est que le résumé de longues études, et qui m'a été inspiré par un amour sincère de mon pays, et par la plus profonde conviction ; et c'est ici que je veux très brièvement rétablir la question telle que je l'ai posée, telle qu'elle doit être maintenue, telle qu'il faudra la discuter, non avec des paroles violentes, mais avec de bonnes raisons.

Oui, j'ai dit que je voyais avec effroi, avec anxiété, la nécessité, déclarée officiellement pour la France, de tenir en Afrique une armée de 80 000 hommes au prix de 80 millions ! Et non pas de 80 000 hommes et de 80 millions pour un an, pour deux ans, mais pour une suite d'années dont le terme n'est pas même indiqué ! J'ai dit qu'une pareille charge était pleine de périls pour le pays, j'ai dit qu'elle l'épuisait au dedans, et qu'elle le paralysait au dehors, et j'ai ajouté que la France avait été étrangement abusée dans cette question : car, d'année en année, on lui demandait toujours un nouveau sacrifice comme étant le dernier ; et c'est au moment où la guerre, dit-on, touche à sa fin, que la France apprend qu'il lui faudra

autant de forces militaires et autant de dépenses pour régner sur l'Algérie, qu'il lui en fallut pour la vaincre !

J'ai dit encore que si, en effet, il fallait absolument, pour établir en Algérie la domination française, ces 80 000 hommes au prix de 80 millions, sans doute je n'hésiterais pas à les voter, parce que, selon moi, il n'est pas permis à la France, sous peine de honte et de déclin dans le monde, d'échouer dans cette entreprise, la plus grande qu'elle ait aujourd'hui. Mais en même temps, comme je sens tout ce qu'il y a d'accablant pour mon pays dans un pareil fardeau, et que je ne puis, sans frémir, songer aux éventualités politiques qui pourraient amener une affreuse catastrophe, je cherche avec inquiétude, mais aussi avec persévérance, s'il est vrai que, pour rendre en Afrique notre domination solide et féconde, des sacrifices aussi grands, aussi longs, soient absolument nécessaires ; si le système que l'on suit est bon, si d'autres moyens moins dangereux et plus efficaces ne pourraient pas être employés.

Et lorsque je me livre sincèrement et sérieusement à cette étude, lorsque, voyant des périls que je crois imminents, je les signale, et que, calculant la probabilité d'un avenir prochain, je montre la progression du mal, les exigences toujours croissantes du système de guerre adopté, et le chiffre de l'armée d'Afrique s'élevant bientôt à 100 000 hommes au prix de 100 millions, c'est-à-dire avec une augmentation perpétuelle de charge, une cause toujours plus grande d'affaiblissement pour la France ; lorsque, examinant les prétendus revenus que l'on va, dit-on, tirer de l'Afrique, je n'y vois qu'erreur et illusion ; lorsque je discute une aussi immense question, de laquelle dépend l'avenir et peut-être l'indépendance de mon pays, il me faudra subir l'accusation banale d'opposition systématique ! J'avoue que je ne la prévoyais pas. Le public jugera si je l'avais méritée.

Il est très vrai qu'en présence d'un pareil état de choses, je ne puis me préserver d'une grande anxiété, et je serais heureux, je l'avoue, si je pouvais communiquer à mes concitoyens un peu de l'émotion que j'éprouve, et exciter sur cette question l'opinion publique, prompte à s'endormir sur des trophées, et destinée peut-être à se réveiller un jour sur des désastres. Je ne voudrais voir à mon pays ni cette confiance qui égare ni ce découragement qui énerve. En présence des embarras et des périls, je ne lui dis point : Vous avez voulu une folie, soit : on vous mènera jusqu'au bout, puisque tel est votre bon plaisir. Je cherche de toute ma force s'il est vrai que l'entreprise soit folle, et si la folie n'est pas dans l'emploi du moyen dont on se sert et que l'on pourrait éviter. Et en présentant, contre un système que je crois vicieux, des objections qui subsistent et que je

n'ai pas soulevées le premier, je provoque une controverse qui ne peut que tourner au profit de la vérité.

Quoique pénétré des difficultés infinies de la question, je ne me suis pas borné à critiquer le plan suivi en Afrique. Quelque défiance que j'aie dans mes propres vues, j'ai dû les proposer. Je les résume en quelques mots.

J'ai toujours cru que la question de notre établissement en Afrique serait résolue le jour où nous aurions groupé autour d'Alger et établi sur le sol une population agricole, suffisante pour faire vivre du produit de ses travaux la ville et l'armée, et rendre ainsi les soldats et les colons indépendants du marché arabe et des secours de la France. Il est évident que là est le nœud de la question. Tant que ceci ne sera pas accompli, l'existence de la colonie et notre empire sur elle sont plus ou moins subordonnés au premier incident qui, en troublant la paix de l'Europe, peut amener une croisière anglaise devant le port d'Alger et soulever les populations indigènes averties de notre péril. C'est donc à établir cette population agricole en Afrique, à l'y appeler, à l'y enraciner le plus rapidement possible, que doivent tendre tous les efforts. Ceci n'est pas une chose utile seulement, c'est une chose nécessaire, urgente. Quelque effort que l'on fasse, quelque hâte que l'on mette, ira-t-on assez vite ? Aura-t-on le temps ? Je ne sais. C'est le secret d'un avenir sombre et voilé à tous les yeux. Mais que du moins on n'ait pas à se reprocher d'irréremédiables retards.

Je comprends bien que la guerre reste toujours l'affaire capitale, essentielle, non comme but, mais comme moyen. Il est bien clair qu'il n'y a pas à coloniser là où la guerre sévit. Mais le succès de nos armes a déjà porté loin d'Alger le théâtre de la guerre ; et pendant qu'on fait la guerre là où elle existe, je crois que l'on ne fait pas tout ce que l'on pourrait faire pour coloniser là où la guerre n'est plus.

Je reconnais la nécessité de frapper l'ennemi partout où il se montre et où l'on peut l'atteindre. Il importe sans doute, et je le reconnais, de ne pas laisser se former à côté de nous un peuple hostile et une société ennemie. Mais je ne sais si on sent assez vivement la nécessité encore plus pressante d'installer sur le territoire dont nous sommes maîtres cette population européenne sans laquelle, en dépit de tous les triomphes militaires et de toutes les soumissions, notre établissement en Afrique sera fragile et précaire. C'est sur ce point qu'il me paraît qu'on ne fait pas en Afrique tout ce qui serait à faire. Je n'ai pas dit qu'on ne faisait rien pour préparer la colonisation, mais j'ai soutenu qu'on faisait trop peu ou mal. J'ai dit qu'on employait des moyens peu efficaces, tels que le transport gratuit des colons en Afrique, et des moyens jugés mauvais, tels que les colonies

militaires de M. le général Bugeaud ; j'ai dit encore qu'on apportait dans l'emploi des moyens une fâcheuse mobilité, et en preuve j'ai cité l'enceinte, entreprise, à moitié exécutée et abandonnée. Je n'ai point blâmé l'emploi de l'armée aux travaux préparatoires de la colonisation : il est évident qu'à l'heure qu'il est l'armée seule peut les faire, et qu'en les faisant elle rend au pays un immense service ; mais j'ai dit que ces travaux si pénibles pourraient être l'œuvre d'entreprises particulières si le gouvernement de la société en Afrique était placé dans d'autres conditions.

J'ai reconnu tout d'abord, et il faudrait être insensé pour ne pas reconnaître qu'en Afrique la première garantie pour la population européenne vient de l'armée, dont je n'ai jamais médité, et dont nul ne m'entendra jamais calomnier l'héroïsme et le désintéressement. Il est bien clair qu'il ne peut pas y avoir de colonisation sans sécurité, ni de sécurité sans l'armée, qui est et sera longtemps en Afrique le seul bouclier des populations civiles. Mais j'ai ajouté que, pour que la colonisation s'exécute, c'est-à-dire pour qu'un courant sérieux d'émigration s'établisse d'Europe en Algérie, il fallait autre chose que la protection de l'armée ; qu'à côté de l'action matérielle de celle-ci, il fallait aussi une protection morale ; qu'il ne s'agissait point sans doute de transporter en Afrique le corps des lois françaises ; mais, en tenant compte des différences de mœurs, de peuples et de lieux, de créer un commencement de société régulière, où il y eût quelque sûreté pour les personnes et pour les propriétés ; en un mot, d'assurer aux émigrants la double protection de la force et du droit : la première offerte par l'armée, la seconde par quelques institutions.

J'ai exprimé l'opinion, qui chaque jour est chez moi plus profonde, qu'il n'arrivera des populations européennes en Algérie que si on y établit un régime qui les attire ; et comme il est urgent de les attirer, il me paraît urgent d'employer le moyen duquel leur venue dépend. À la vérité, quelques personnes croient impossible d'instituer en Algérie deux régimes différents, l'un tout militaire et l'autre fondé sur des institutions civiles ; et comme la guerre dure encore dans une partie de l'Afrique et que, là où sévit la guerre, il n'y a de possible que le régime militaire pur et simple, on en conclut que ce régime est le seul praticable dans tout le reste de l'Afrique. Cependant de très bons esprits pensent, et tel est aussi mon sentiment, qu'en même temps que la dictature militaire serait maintenue partout où la guerre est en vigueur, il serait très facile d'établir à Alger et dans les environs qui, grâce au succès de nos armes, sont déjà loin du théâtre de la guerre, un système de gouvernement qui ne fût

point purement arbitraire, et qui offrit aux colons quelque sérieuse garantie.

Ce n'est point ici le lieu de renouveler le débat entre le système du gouvernement civil et le régime militaire. Je rappellerai seulement l'opinion que j'ai exprimée et qui chez moi ne tend qu'à s'affermir, à savoir : que les charges de la colonisation seront tout à la fois lourdes et à peu près stériles tant qu'elle se fera par les seuls capitaux de l'État ; que les entreprises de la colonisation ne seront fécondes que le jour où des capitaux particuliers s'y engageront, et que les capitaux privés ne viendront pas en Afrique aussi longtemps qu'y dominera partout le régime militaire. Là-dessus, M. le général Bugeaud me répond qu'on *est beaucoup plus libre à Alger qu'à Paris, où il y a des émeutes*. D'où l'on peut induire qu'aux yeux de M. le général Bugeaud ce sera un véritable progrès lorsqu'on importera à Paris le régime libéral qui est en vigueur à Alger.

À cela je n'ai rien à répliquer. Je ne ferai point à mon pays, qui, Dieu merci, est encore un pays libre, l'injure de discuter sérieusement la comparaison que l'on prétend établir entre lui et une colonie où il n'est pas de citoyen, pas même de magistrat qui ne puisse être expulsé du territoire sous le bon plaisir du chef militaire, et où il n'existe pas un seul propriétaire qui ne puisse être dépossédé de son champ ou de sa maison sans indemnité préalable et sans recours possible à la justice.

DE L'INTERVENTION
DU POUVOIR
DANS LES ÉLECTIONS.

PARIS.
CHEZ PAULIN, LIBRAIRE,
RUE DE SEINE, 55.
1843.

DE L'INTERVENTION DU POUVOIR DANS LES ÉLECTIONS.

AVANT-PROPOS.

Dans le cours de septembre et d'octobre derniers, un journal a publié une série de lettres d'un honorable député sur la grave question de l'*Intervention du pouvoir dans les élections*. L'auteur de cet écrit y examine non seulement la conduite du ministère durant les dernières élections ; mais encore il met en relief les immenses moyens d'influence et de séduction que notre budget place entre les mains des agents du pouvoir. Il expose ensuite les principes suivant lesquels devrait procéder, en cas d'élections, une administration vraiment constitutionnelle ; et il termine en recherchant par quels moyens, dans un gouvernement comme le nôtre, on pourrait parvenir à combattre les progrès effrayants de la corruption politique. Il nous a semblé qu'il pouvait y avoir quelque utilité à réunir et à publier dans leur ensemble toutes les parties de ce travail, dont l'insertion dans un journal avait rendu la division nécessaire. Le sujet qui y est traité est d'un intérêt permanent, et mérite en tout temps l'attention publique. Mais dans le moment où le ministère, qui a fait les élections, va paraître devant la chambre, il est opportun de placer sous les yeux du pays et de ses députés le tableau des moyens à l'aide desquels une administration qui excelle à corrompre, peut fausser la représentation nationale. Ce tableau est malheureusement très imparfait ; il sera complété par les souvenirs des électeurs et des élus ; de ceux à qui ces manœuvres ont été funestes, comme de ceux à qui elles ont profité.

DE L'INTERVENTION DU POUVOIR DANS LES ÉLECTIONS.

Il y a deux mois à peine, des élections ont eu lieu, et déjà ces élections sont comme tombées dans l'oubli. Il semble qu'un événement fatal et contemporain en ait pris la place et les ait effacées de nos souvenirs comme de nos annales. Déjà une session les a suivies ; et cette session pâle et monotone, qui sans le discours ou l'*acte* de M. Thiers, n'aurait soulevé aucune émotion, a laissé si peu de trace dans les esprits, qu'aux yeux de beaucoup de gens, s'il existe de nouveaux députés, il n'y a pas de nouvelle chambre ; et le mouvement électoral du 10 juillet est déjà comme s'il n'existait pas.

Je ne viens point combattre cette fausse impression. J'ai une entière confiance que les élections du mois de juillet dernier seront le point de départ d'une politique nouvelle ; que la voix du pays, pour s'être confondue dans un grand cri de douleur, n'en retrouvera pas moins son retentissement et ses échos ; et que si la chambre s'est, pendant la session dernière, abstenue de toute agression contre la politique générale du ministère, se bornant aux luttes qu'elle ne pouvait éviter, ce n'est pas que le pouvoir d'attaquer lui manquât, mais parce que l'ajournement des grands combats lui paraissait opportun. À mon avis, elle aurait mieux fait de ne point remettre cette grande lutte à cinq mois ; elle pouvait très aisément, après la loi de régence, poser la question ministérielle ; et après avoir satisfait l'intérêt dynastique, donner satisfaction à l'intérêt politique né des dernières élections... Mais ce n'est point là le sujet que j'ai en vue dans ce moment. Ce n'est pas l'influence des élections sur la question ministérielle qui me préoccupe : ce sont les élections elles-mêmes, abstraction faite de leurs conséquences immédiates ; c'est la manière dont elles se sont faites, la part que le ministère y a prise, le mode suivant lequel il y est intervenu, les moyens par lesquels il y a exercé son influence, les questions politiques que ce mode d'intervention fait naître. Je ne crois pas que ce sujet ait été suffisamment médité, et cependant il n'en est peut-être pas qui soit plus digne d'un examen approfondi.

L'intérêt qui s'y rattache tient à la nature même de nos institutions constitutionnelles, dont le principe électif est la base, et qui cessent d'être sérieuses si l'élection ne l'est pas. Cette question ne peut d'ailleurs être étudiée plus à propos que le lendemain d'une élection où l'administration s'étant jetée ouvertement dans l'arène électorale, ses procédés, ses actes, ses principes en cette matière ont apparu à tous les yeux et sont encore dans tous les souvenirs. C'est le vrai moment d'enregistrer ses actes et de les discuter. Si vous attendez, pour vous livrer à cette investigation, la veille d'une nouvelle lutte électorale, tous ces faits seront oubliés comme le système d'où ils sont nés, et la répétition des mêmes actes par le même pouvoir les rappellera seule à votre mémoire.

Enfin ce qui donne à ce sujet encore plus de gravité et une sorte d'urgence, c'est, il faut le dire, la tendance d'un grand nombre de collèges électoraux vers la corruption. Je ne parle pas ici de cette corruption, imitée des Anglais, qui s'exerce entre particuliers, de candidat à électeur, de riche à pauvre, de propriétaire à fermier, et qui fait du vote une sorte de denrée commerciale. Cette corruption, la plus vile de toutes, est encore loin de nos mœurs ; elle y pénétrera bientôt si nous n'y prenons garde, mais enfin là n'est pas le mal

présent. La corruption vraiment dangereuse, celle qui s'étend parmi nous dans une progression effrayante, celle qui menace sérieusement nos institutions et la moralité publique, c'est la corruption dont le gouvernement lui-même est l'auteur, c'est la corruption qui envahit aujourd'hui les collèges électoraux ; qui, jadis timide et contenue, se couvrait de quelques formes et s'entourait de quelque mystère, mais qui procède aujourd'hui sans masque et sans détour ; qui soutient aujourd'hui comme bon et légitime ce qu'elle pratiquait jadis sans l'avouer ; qui chaque jour perfectionne ses moyens d'action, et qui, à mesure qu'elle devient plus habile dans ses pratiques, se montre plus hardie dans ses théories ; la corruption administrative enfin, qui, si elle n'était arrêtée dans son cours, ferait bientôt de l'élection une formalité vaine, du gouvernement représentatif une ridicule fiction, et un mensonge révoltant de la charte, qui, pour nous, doit être une vérité.

PREMIÈRE PARTIE

Du mode d'intervention du ministère dans les élections.

Je ne sais si l'aspect de ce qui se passe à Paris en temps d'élection peut donner aucune idée du spectacle qui, à cette époque, frappe les départements. Les électeurs à Paris sont trop nombreux et trop indépendants de position, l'état particulier de leurs affaires y est trop peu connu, pour qu'un système sérieux de corruption soit essayé sur eux par l'administration. Dans les départements, au contraire, où les électeurs sont en nombre très restreint et où il y a tant de petites existences dont les besoins sont sus de tout le monde, il n'est peut-être pas un collège électoral, si forte qu'y soit l'opposition, où le ministère ne se flatte, par ses manœuvres, d'amener le succès de son candidat.

Je n'entreprendrai pas de présenter le tableau de toutes ces manœuvres ; je ne parlerai même point ici de celles qui ont coutume d'exciter le plus vivement l'émotion publique. Ainsi, distributions d'emplois et de décorations, destitutions de fonctionnaires, menaces de destitutions, de tout cela, lors des élections, on fait grand bruit, et l'on a raison ; car c'est assurément chose grave en temps d'élection que le droit de nommer aux emplois publics, dans un pays où il y a cent trente mille fonctionnaires ; et le droit de révoquer ces fonctionnaires de leur emploi ; et le droit de nommer à tous les grades dans une armée de quatre cent mille hommes ! Il y a certes de quoi soulever les passions publiques, quand le plus digne fonctionnaire perd son emploi pour avoir voté avec indépendance ; lorsque cet emploi,

converti en récompense électorale, est livré au plus incapable et au plus indigne ; lorsque le signe de l'honneur lui-même devient une prime offerte à l'apostasie politique, et est prodigué aux plus mauvais citoyens dans le moment où, en Afrique, on le marchande à l'héroïsme de nos soldats.

Oui, sans doute, il y a là le sujet de griefs sérieux contre le gouvernement, et l'opinion publique s'en émeut justement. Cependant ce n'est point là ce qui me touche le plus, ce sont peut-être les plus odieuses manœuvres, mais non les plus dangereuses. Ce qui d'abord en diminue le péril, c'est qu'elles sont bornées de leur nature. Tous les emplois ne vaquent pas la veille des élections, et nos mœurs s'opposent à ce que l'on destitue beaucoup ; le nombre des places à donner ou à ôter est donc nécessairement assez restreint. Et puis ces sortes de manœuvres qui font le plus de scandale ne sont pas les plus efficaces. Elles paraissent les plus redoutables parce qu'elles sont les plus irritantes ; on les juge non par les conséquences qu'elles amènent, mais avec les passions qu'elles excitent.

Pour moi, ce que je considère comme les plus graves, ce sont précisément les actes que l'on a coutume de juger avec le moins de sévérité ; ce sont les actes ordinaires de l'administration transformés en moyens d'influence électorale ; actes très légitimes en eux-mêmes, qui ne deviennent répréhensibles que par le but vers lequel ils tendent ; très dangereux, parce qu'ils sont usuels, continus et sans limites ; très efficaces, par la raison même qu'on les croit légitimes et aussi parce qu'ils s'adressent à tous les besoins et à tous les intérêts ; très immoraux d'ailleurs et d'autant plus coupables que leur apparente honnêteté leur donne une plus grande puissance de corruption. Ce qui me paraît vraiment périlleux pour le régime représentatif, c'est ce système en vertu duquel, à l'approche des élections, l'administration tend tous ses ressorts vers un seul but, le succès des candidats ministériels ; ne fait plus rien dès lors qu'en vue de cet intérêt ; met à prix toute espèce de service ; et depuis les affaires qui intéressent l'État tout entier jusqu'à celles qui se renferment dans le cercle d'une commune, exploite au profit seul du résultat électoral les immenses ressources que met entre ses mains le gouvernement central.

Ces ressources sont exorbitantes, et l'on ne réfléchit pas assez à la puissance énorme qu'y pourrait trouver un ministère qui serait tout à la fois aussi habile à corrompre et moins impopulaire que le ministère du 29 octobre.

Mais d'abord il est bon de se rendre compte des éléments dont ces ressources se composent ; c'est un travail qui veut être fait avec soin ; pour cela, j'ouvre le budget, et je passe en revue les divers

crédits de chaque ministère. Mais d'abord je déclare que je n'entends point relever ici tous les crédits portés au budget, au moyen desquels un pouvoir centralisé comme le nôtre peut exercer une influence directe ou indirecte ; autant vaudrait alors copier ici textuellement ce budget de 1 300 millions, et dire que le gouvernement central fait les élections par la même raison qu'en France il met la main à tout et que rien ne se fait sans lui. Mais je m'arrête seulement aux sommes d'argent dont l'administration abuse le plus facilement parce qu'elle en a la disposition la plus immédiate et la plus arbitraire, telles que les subventions, distributions de secours de toute espèce, etc. : et pour procéder dans l'ordre établi par le budget lui-même, je commence par le ministère de la justice et des cultes. Comme je ne veux mentionner que les articles dont l'usage me paraît essentiellement électoral, j'écarte

un crédit de	1 070 000 fr.
porté comme secours à des ecclésiastiques, et un	
crédit de	156 000
porté comme secours à divers établissements.	
Total	1 226 000 fr.

Ainsi je ne compte pas cette somme de 1 226 000 fr., quoique la distribution en soit parfaitement arbitraire, parce que dans l'usage elle est soumise à de certaines règles.

Mais voici des chapitres vraiment électoraux, ceux avec lesquels on vient en aide aux clochers et aux presbytères qui tombent en ruine, et au moyen desquels on dit à telle ou telle commune pauvre : « Vous avez besoin de secours pour votre église ; ce secours, vous ne l'aurez pas si vous votez mal. »

À telle autre commune riche : « Nul secours ne vous est nécessaire : cependant, votez bien, et vous l'aurez. »

Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains	2 000 000 fr.
Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises ou presbytères	1 120 000
Secours du même genre pour le culte protestant	120 000
<i>Idem</i> pour le culte israélite	10 000
Distribution de 2 525 bourses à 400 fr. dans les séminaires	995 000
<i>Id.</i> bourses pour protestants	24 000
Total	4 349 000 fr.

Voilà donc déjà 4 349 000 fr. dont le seul ministère de la justice et des cultes a la disposition discrétionnaire. Les deux premiers crédits mentionnés dans le tableau qui précède sont de ceux qu'affectionne le plus toute administration qui ne peut se soutenir que par l'intrigue et la séduction. Aussi je vois que dans le budget présenté cette année à l'approche des élections, le ministère les a augmentés de 800 000 fr. Et ici ce qui m'étonne, ce n'est pas la demande très naturelle du ministre, qui s'efforce d'accroître la somme d'arbitraire dont il dispose, c'est la tendance constante de toutes les parties de la chambre à remettre au gouvernement central, dans toutes les occasions, la plus grande quantité possible d'argent et de pouvoir discrétionnaire. On ne saurait imaginer tous les auxiliaires que l'on donne à la corruption au nom de la centralisation. C'est probablement la même cause qui, dans le budget de cette année, a fait porter à 300 au lieu de 150 le nombre des succursales à créer. Quoi qu'il en soit, voilà déjà un bon fonds de 4 349 000 fr. pour la guerre électorale.

Je passe au ministère des affaires étrangères. Ici, j'omets la création de plusieurs consulats au moment des élections, création très opportune pour tenir en suspens mille ambitions. Je passe outre, et je rencontre tout d'abord l'un des crédits les plus chers à tout ministère qui vit sur l'intrigue : c'est un crédit de fonds secrets. Les fonds secrets ne font pas seuls la corruption électorale, mais ils en sont le premier aliment. Il y a de certaines aspérités qui ne s'aplanissent que devant eux. Et d'ailleurs, combien leur usage est agréable ! comme on se sent à l'aise en exerçant tant de puissance sans nul péril ! et comme l'on peut, tout en pratiquant des actes de bassesse, garder tout son orgueil et toute l'insolence de sa probité ! M. Guizot a cette année 650 000 fr. de fonds secrets. Vous croyez peut-être que cette somme, attribuée aux affaires étrangères, a été employée à *l'étranger*, au profit de la politique de la France ? Détrompez-vous : du temps de Louis XIV, ce fonds eût servi peut-être à payer quelques membres du parlement anglais, qui alors recevaient pension de la France. Aujourd'hui n'est-ce pas au profit de la politique anglaise qu'il faut acheter des suffrages français ? Et dès lors n'est-ce pas dans les collèges électoraux de France que doivent se dépenser les fonds secrets du ministère des affaires étrangères ?

Voilà donc d'une part	4 349 000 fr.
Plus	650 000
Total	4 999 000 fr.

Nous voici au ministère de l'instruction publique :

Subvention pour acquisition ou réparation de maisons d'école	1 775 000 fr.
Subvention pour salles d'asile	300 000
Encouragement et secours aux savants et hommes de lettres	187 000
Voyages et missions	112 000
Bourses pour l'école normale	64 000
463 bourses dans les collèges royaux	551 000
Total	2 789 000 fr.

Chacun de ces crédits est d'usage fort utile. Le premier donne au ministre de l'instruction publique le moyen de faire auprès des communes, pour leurs écoles et leurs salles d'asile, ce que fait le ministre des cultes pour leurs églises ; et puis vient le précieux article des bourses. Les bourses ! qui n'en connaît le scandale et l'indigne abus ? Je sais, dans un arrondissement, deux bourses accordées peu de temps avant les élections à deux enfants dont les parents comptent parmi les plus riches du pays. Comment M. le ministre de l'instruction publique, qui est tenu de publier chaque année les noms de tous les boursiers et leur état de fortune, pourra-t-il ici dissimuler la vérité ? Je ne sais. Il est vrai que dans la dernière liste publiée par ce ministre, on trouve des énonciations fort naïves, par exemple celle-ci : *M. ***, fils d'un maire qui se recommande par son zèle et son dévouement.* (Voyez page 185.) Tenez pour certain que ce maire est très riche puisqu'on n'ose ici le faire pauvre. Quoi de plus beau en théorie que cette assistance généreuse donnée par le gouvernement à l'éducation de ceux dont les parents indigents ont rendu des services à l'État ! Et il faut que l'impôt prélevé sur le public pour remplir cette sainte tâche soit consacré à récompenser le zèle électoral de quelque maire opulent, parce que ce maire est un électeur dévoué !

Résumons :	2 788 000 fr. étant joints
à	4 999 000 fr.,
Voici déjà	7 780 000 fr. disponibles entre les mains des ministres.

J'arrive au ministère de l'intérieur, le ministère des élections, c'est assez dire le ministère classique des fonds secrets. Aussi voyez ce qu'il en reçoit pour cette seule année :

Budget ordinaire, dépenses secrètes	932 000 fr.
Crédits extraordinaires, dépenses secrètes	300 000

Loi spéciale et complémentaire des fonds secrets 1 000 000

Ce qui donne pour le seul ministère de l'intérieur un total de 2 232 000 fr. de fonds secrets. Les fonds secrets du ministère de l'intérieur sont, comme l'on sait, la grande arme contre les factions, contre les complots carlistes et républicains, contre les attentats à la vie du roi... et contre les amis de M. Thiers et de M. Odilon Barrot.

M. le ministre de l'intérieur, qui excelle à nier avec aplomb l'évidence, témoignerait une grande indignation si on lui disait qu'il fait les élections avec les fonds secrets. Soit ; mais pourrait-il nous dire ce qui lui restait de fonds secrets disponibles le 12 juillet, c'est-à-dire le lendemain de la dernière élection ? Qu'arriverait-il cependant s'il allait avoir aujourd'hui à déjouer les intrigues des *factions* ? Les factions s'agitent en toute saison, et de juillet à décembre il y a six mois. Vraisemblablement nous aurons au mois de janvier prochain un nouveau crédit extraordinaire de fonds secrets ouvert par *ordonnance, toujours pour combattre les factions*.

Mais le ministre de l'intérieur n'en est pas réduit, pour ses moyens d'influence électorale, à ses 2 232 000 fr. de fonds secrets ; il a bien d'autres ressources : c'est lui qui tient dans ses mains l'administration du royaume, et il est le principal agent de cette centralisation qui attire à elle tous les biens, toutes les forces, tout le sang de la France, et rend ensuite capricieusement à quelques-uns ce qu'elle a reçu de tous.

La nomenclature de tous les crédits dont il dispose arbitrairement est longue ; je les énonce sans réflexions :

Chap. XIV. — Encouragements concernant les beaux-arts. (C'est avec cela que le ministre donne des tableaux aux églises.)	311 000 fr.
Chap. XIX. — Secours généraux aux hospices, bureaux de charité et institutions de bienfaisance	320 000
Chap. XX. — Secours à des personnes dans l'indigence	220 000
Chap. XXV et XXVI. — Constructions, bâtiments, casernes, maisons d'aliénés, entretien des routes et ouvrages d'art. Encouragements aux sociétés d'agriculture, etc. Dépenses imputables sur le produit du <i>fonds commun</i> à répartir par ordonnance.	9 540 000
Dépenses facultatives imputables sur le produit du <i>fonds commun</i> à répartir en secours	1 144 866
Total	10 684 866 fr

Les objets contenus dans les chap. XXV et XXVI du budget de l'intérieur se montent en réalité à 39 671 000 fr. Cependant on ne mentionne ici que 10 684 000 fr., parce que c'est la seule somme dont le gouvernement central dispose d'une manière tout à fait arbitraire.

Si je n'avais annoncé que je citerais ces crédits sans réflexions, combien il y aurait à dire sur ce chapitre du *fonds commun* ! Le fonds commun est le fonds de l'arbitraire, de la partialité, de la corruption. C'est avec le fonds commun qu'on est censé prendre à ceux qui ont, pour donner à ceux qui n'ont rien, mais en réalité que l'on prend à ceux qui ont peu pour donner à ceux qui ont beaucoup. Le fonds commun est le prélude de l'idée saint-simonienne, c'est le premier acte de mainmise de l'État sur la propriété de chacun pour le plus grand bien public. Le fonds commun semble avoir été créé tout exprès pour l'usage des élections, il n'a de rival que le fonds secret ; mais on ne saurait dire lequel des deux est supérieur à l'autre pour les services qu'il rend. Si le fonds secret a l'avantage de l'obscurité qui le couvre, le fonds commun, qui s'embrouille aussi sans trop de peine, a le mérite d'être plus large et plus étendu. C'est avec le fonds commun que l'on fait sur une grande échelle de l'*administration électorale*. Dans le budget, où il y a tant de fonds communs, mettez-en un peu plus, et il n'est pas de ministère qui ne vous réponde des élections.

Maintenant si j'additionne les crédits du ministère de l'intérieur relevés plus haut, je vois qu'ils donnent une somme de 15 767 866 fr., qui, réunis aux chiffres précédents, forment un total de 21 millions 556 866 francs.

Je continue et j'arrive au ministère de l'*agriculture et du commerce*, ministère beaucoup moins innocent, en *fait d'élections*, que ne semble l'indiquer son titre. Ce n'est pas que ce ministère aime naturellement l'intrigue et la corruption ; mais l'intrigue vient le chercher, et pourquoi ? parce que, lui aussi, possède du *fonds commun*. Voyez le chapitre XIII.

Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendies,
grêle, inondations et autres cas fortuits.

1 908 110 fr.

On se rappelle qu'un des griefs de la protestation contre l'élection de M. Baude, à Roanne, consistait précisément, dans la promesse faite de secours à des communes grêlées, à condition qu'elles voteraient pour le candidat ministériel.

Outre ces 1 908 110 fr., je vois au ministère du commerce :

Chap. V. — Encouragements à l'agriculture	800 000 fr.
Chap. VI. — Subvention pour courses de chevaux	140 000
Tout cela donne un total de 2 848 000 fr. qui, réunis aux sommes précédentes, font	24 404 866 fr.

Vient ensuite le ministère des travaux publics.

Quant à celui-là, c'est un fort gros ministère, qui fournit un fort gros contingent aux moyens d'influence électorale.

Il faut voir comme à l'approche des élections le ministère des travaux publics et ses innombrables agents se mettent en campagne, comme les promesses, les menaces, la séduction les suivent partout. — Vous votez pour l'opposition ! soit. Vous ne voulez donc pas que votre pont soit réparé ? Allons, conduisez-vous bien, et cette route de luxe vous sera concédée. Le ministère des travaux publics touche à tous les intérêts : on ne parle pas ici des ports, des canaux, des chemins de fer, de toutes ces grandes créations dont la promesse, même chimérique, entraîne des arrondissements et des départements entiers. On ne mentionne ici que les objets qui forment le courant ordinaire de l'administration. Même ramenée à ces termes, l'importance du ministère des travaux publics le classe immédiatement après le ministère de l'intérieur. À la vérité, il n'a pas de fonds secrets ; mais, en revanche, voyez comme le *fonds commun* y abonde ; sous ce rapport, il surpasse le ministère de l'intérieur lui-même.

Routes royales et ponts.

Chap. X. — <i>Fonds commun</i> , 2 ^e catégorie. — Grosses réparations des routes et ponts	6 000 000 fr.
Chap. XI — Navigation intérieure, entretien et réparation. — <i>Fonds commun</i> , 2 ^e catégorie. — Grosses réparations et travaux neufs.	1 500 000
Chap. XII. — Canaux. <i>Fonds commun</i> . — Grosses réparations et travaux neufs, 2 ^e catégorie.	1 500 000
Chap. XIII. — Ports maritimes. <i>Fonds commun</i> , 2 ^e catégorie. — Travaux neufs.	1 800 000
Total	10 800 000 fr.

Ainsi, pour ces quatre chapitres, routes, rivières, canaux et ports, voilà un *fonds commun* de 10 millions 800 000 fr. Notez que je supprime tous les fonds de 1^{re} catégorie, se montant à quelque 30 millions, parce qu'on peut les considérer comme affectés régulièrement à des services ordinaires dont ils ne sauraient être détournés. Il n'en reste pas moins une somme d'arbitraire énorme. J'entendais

dernièrement quelqu'un s'adresser cette question : « D'où vient donc que, pendant les élections, le ministère des travaux publics a fourni à la corruption un contingent plus considérable qu'aucun autre ? » Voici la réponse : « C'est qu'aucun autre ministère n'a à sa disposition un aussi beau fonds commun. » Le ministère des travaux publics, chez nous, est en partie de création nouvelle, et le fonds commun est un fait de création moderne : c'est un perfectionnement administratif, et vous ne verrez pas un nouveau crédit s'établir, si ce n'est sur la base du bon plaisir, sur l'arbitraire du pouvoir, sur le principe du fonds commun.

10 800 000 francs ajoutés à 24 404 866 fr. font 35 204 866 fr.

Ministère de la guerre.

Fidèle à la loi que je me suis imposée de ne signaler ici que les crédits du budget qui par leur nature se prêtent évidemment à un abus facile, je ne veux, dans l'immense budget de la guerre, qui compte par 400 millions, rien relever en ce genre, pas même un fonds de secours de 990 000 francs, pas même les 250 000 fr. de fonds secrets sur l'Algérie, augmentés extraordinairement de 200 autres mille francs ; je suppose bien et loyalement employés ces 990 000 fr. distribués arbitrairement ; quant aux fonds secrets d'Afrique, qui tantôt servent à payer chèrement des armes de vil prix données en présent aux Arabes, tantôt à meubler à Paris un bel hôtel pour un collègue arabe où il ne manque que des élèves, ces fonds sont mal employés assurément ; mais c'est précisément parce qu'on sait au profit de qui le mauvais emploi en est fait, qu'il serait injuste d'en attribuer l'application aux élections. Je me bornerai donc à signaler dans le budget de la guerre deux ou trois petits objets qui lors des élections font bien aussi leur office. Ainsi, le patronage du ministère de la guerre sur la maison d'éducation de Saint-Denis et sur les succursales a, dans le cours d'une année, du 1^{er} décembre 1840 au 30 novembre 1844, fait admettre dans ces établissements, à la charge de l'État, cent un élèves à Saint-Denis, quatre-vingt-seize dans les succursales. Le ministère de la guerre exerce le même patronage sur les écoles militaires, pour lesquelles il donne des bourses aux frais de l'État ; le même ministère dispose aussi de douze bourses pour l'École polytechnique (ceux de l'intérieur et de la marine, chacun de quatre), etc.

Toutes ces petites faveurs, dont on ne présente pas ici le résumé en chiffres, ont bien leur *valeur* électorale, et il est triste de penser que cette valeur est rigoureusement exploitée.

Ministère des finances.

Nul ministère ne fait plus de bruit en temps d'élection que le ministère des finances. N'est-ce pas lui qu'on suppose naturellement dépositaire de la clef d'or ? Il faut ajouter qu'à lui seul il forme cinq ou six ministères : les contributions directes, les contributions indirectes, les domaines, les postes, les eaux et forêts, les douanes, etc., etc. Tout cela, c'est le ministère des finances. Jugez si en temps d'élection c'est un ministère important que celui qui dispose des perceptions et met en ligne, le jour du combat, sa phalange serrée de percepteurs, contrôleurs, receveurs ; un ministère qui est le dispensateur suprême des bureaux de tabac, des bureaux de poste, de distribution et de direction, des bureaux d'enregistrement, qui accorde ou refuse, selon son gré, aux communes le droit de faire des coupes dans leurs bois ou des défrichements dans leurs forêts ! L'influence de pareils actes n'est pas toujours appréciable en argent. Mais voici un chapitre où la somme d'arbitraire est au contraire bien précisée ; c'est à la cinquième partie du budget des finances. Le centime additionnel au montant des contributions directes dont on a parlé plus haut porte au titre des remboursements, restitutions et primes, 1 908 110 fr.

Laquelle somme, ajoutée à toutes les sommes qui précèdent, donne un total de 37 112 976.

Ainsi je retranche du budget toutes les dépenses ordinaires obligatoires et régulièrement fixées ; je ne relève, parmi les dépenses *arbitraires*, que les plus arbitraires de toutes ; je suppose bien employés tous les crédits pour lesquels il peut s'élever un doute favorable, je résous tous les doutes en faveur de l'administration ; j'écarte tout un ministère, celui de la marine et des colonies, quoiqu'il s'y trouve plus d'un crédit dont on pourrait abuser, parce que je vois aussi quelques motifs pour que l'abus n'ait pas lieu ; et malgré toutes ces concessions, j'arrive à trouver l'énorme chiffre de *trente-sept millions cent douze mille francs* livrés à l'arbitraire du gouvernement, et dont celui-ci s'empare comme d'un instrument électoral.¹

¹ Depuis la première publication de cet écrit, on y a signalé l'omission de plusieurs objets portés au budget et qui prêtent à la corruption. L'auteur en convient volontiers, et se borne à répéter qu'il a toujours mieux aimé rester en deçà du vrai que de le dépasser. Cette même considération le porte à écarter de son travail un chiffre qu'il a dénoncé à tort comme un instrument de guerre électorale : c'est celui de 995 000 fr. pour deux mille cinq cent vingt-cinq bourses dans les séminaires ; plus 24 000 fr. pour les protestants (ministères des cultes). La vérité est que la disposition absolue de ce fonds appartient aux évêques et ministres du culte, et se trouve ainsi placée tout à fait en dehors du mouvement politique. On croit

Assurément il n'est pas dans le vœu de la loi et des chambres qui l'ont votée que les crédits destinés aux services publics et aux besoins légitimes de l'administration soient convertis en moyens d'influence à l'époque des élections ; mais tel est cependant le fait. À l'avance, et plus de six mois avant le jour prévu pour les élections, le mot d'ordre est donné dans tous les ministères et dans toutes les administrations pour que tout y soit fait au profit des candidats ministériels et au préjudice des candidats de l'opposition. La marche accoutumée des choses est suspendue. Le crédit du plus obscur et du plus incapable député ministériel devient sans limites. Au contraire, toute affaire qui a le malheur d'être recommandée par un député opposant est aussitôt mise à l'index ; ou si elle est de telle nature qu'il soit impossible de ne pas lui laisser son cours, on prie secrètement le futur candidat ministériel de l'appuyer ; l'affaire étant terminée, on en annonce officiellement à celui-ci la conclusion, et on lui attribue ainsi tout le mérite.

Il paraît bien certain qu'au moment des dernières élections, quelques-uns des ministres, auxquels ce système général de corruption répugnait, firent de temps à autre quelques actes administratifs, non au point de vue des élections, mais au point de vue de l'équité. Il leur a fallu bientôt se plier à la règle établie. Cette règle, M. Guizot l'avait posée impitoyablement dans le conseil des ministres. Il fallait l'observer ou cesser d'être ministre. Cet argument ne pouvait manquer de soumettre les consciences indociles.

J'ai dit ce qui se passe à Paris : c'est bien pis encore dans les départements. À Paris, les ministres s'imposent une ligne de conduite et ils la suivent secrètement. Dans les départements, la règle adoptée est proclamée à haute voix et pratiquée sans mystère.

Elle n'est pas pratiquée partout de même, et voici pourquoi. Le ministère fait dresser la statistique exacte des collèges électoraux et des chances qu'ont dans chacun d'eux les candidats du ministère et de l'opposition. Là où l'opposition est sûre du succès, là où il n'y a rien à faire, il prend son parti, il s'abstient, ou du moins il laisse à ses agents le soin d'agir comme il leur plaira. Il réserve tous ses efforts et toute sa puissance d'action pour les collèges où il croit avoir des chances de renverser l'opposition. Il compte ainsi être d'autant plus puissant qu'il porte ses forces et ses moyens sur un moindre nombre d'arrondissements. On sait que, lors des dernières élections, le ministère, regardant comme certaines 380 élections soit

devoir, dans l'intérêt de la vérité, consigner ici cette observation, d'après laquelle la somme ci-dessus énoncée serait réduite à trente-six millions cent dix-sept mille francs (36 117 000 fr.).

ministérielles soit d'opposition, porta sur 70 collèges tout le poids de son influence.

Ainsi on peut dire que c'est en réalité sur 70 collèges qu'il a exercé l'*influence administrative* de ses 37 112 000 fr.

Les élections étant résolues, tous les préfets des départements où *il y a quelque chose à faire* sont mandés à Paris, car les préfets sont le canal par lequel arrivent aux électeurs les grâces de toute sorte et les 37 millions. À Paris, les préfets reçoivent verbalement les instructions que l'on ne pourrait sans se compromettre leur transmettre par écrit. Cette précaution est de première nécessité ; grâce à elle, le ministre peut toujours désavouer les administrateurs pris en faute, et qui, du reste, n'ont fait que suivre exactement ses ordres. Ainsi animés par la voix du maître, les préfets reviennent dans leur département faire du *zèle électoral*.

« Surtout, M. M..., pas de *zèle*, disait M. Talleyrand à ses subordonnés, je ne déteste rien tant que le *zèle*. » Il paraît que telle n'est pas aujourd'hui la consigne du ministère pour ses agents à l'époque des élections.

Alors, dans chaque département où quelque élection est contestée, on voit partir de la préfecture comme deux courants contraires qu'il est curieux d'observer : l'un se dirigeant vers les localités bien pensantes, c'est-à-dire vers les communes et les cantons favorables au candidat ministériel, et leur portant tous les dons, toutes les faveurs, toutes les facilités, tous les bienfaits administratifs ; l'autre ayant son cours vers les localités amies de l'opposition, et leur apportant toutes sortes de rigueurs, tous les refus désobligeants, toutes les lenteurs de forme, toutes les iniquités de fond. Pour les premières, les secours, les subventions, le *fonds commun*, et, à défaut de fonds ordinaires, les fonds secrets. Pour les autres, rien, pas même la rigoureuse justice. Il importe que l'on sache que les communes qui votent bien ont droit à tous les privilèges, et que l'équité même est refusée à celles qui votent mal. Ceci est de bon exemple. Qu'importe la justice ? qu'importe qu'ici et là il y ait un nombre égal de pauvres à secourir ? Le fonds de charité ira là où il a y de bons électeurs ; là au contraire où les électeurs votent mal, les pauvres mourront de faim. Petit malheur social comparé à l'immense bien politique qui résultera du système. Ici la question de morale est mesquine, et le point de vue étroit de l'équité administrative doit être écarté. Ce qui est grand, c'est la question politique ; ce qui est utile, c'est le principe que, pour participer aux avantages de l'administration il faut, par ses votes dans les élections, seconder la politique générale du ministère ; c'est qu'en votant pour l'opposition, on perd aussitôt tout droit aux bienfaits du pouvoir. Le moyen peut paraître injuste, mais voyez

quel admirable but l'on poursuit, et comme le but sanctifie le moyen ! La politique que nous suivons n'est-elle pas la meilleure, la plus nécessaire au salut de la France ? Et n'est-ce pas vertige de la part du pays de ne pas l'approuver ? — Sans doute. Eh bien ! si l'on trouve un moyen à l'aide duquel les collèges électoraux donnent la majorité à ce système, ce moyen, quelque blâmable qu'il paraisse, n'est-il pas justifié ? — Assurément. Il faut ajouter que les pères jésuites ne raisonnaient pas mieux.

Tel est, en résumé, le système de l'administration lors des élections générales. Ce système ressort de tous ses actes et du langage même de ses administrateurs. Des milliers de témoins attesteraient qu'à l'aide de procédés de ce genre, les voix de leur commune, de leur canton ont été marchandées, et que des localités où dominaient les principes de l'opposition ont ainsi été entraînées à voter pour les candidats du ministère.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans ces faits, ce n'est pas qu'on les pratique, c'est qu'on les érige en système régulier de gouvernement. Non seulement cela est utile, vous dira-t-on, mais encore cela est légitime. Est-ce que le gouvernement, dépositaire de certains bienfaits dont la répartition arbitraire lui appartient, sera assez insensé pour les distribuer à ses propres adversaires ? Ceux qui soutiennent cette étrange théorie oublient, apparemment, que le gouvernement n'est pas un parti ; ils oublient que tout le monde lui paye l'impôt et qu'il le doit rendre à tous par son administration, qui ne mérite plus la confiance publique du moment où ses actes sont déterminés par d'autres règles que celles de la justice et de l'équité.

C'est vraiment ici que le mal éclate dans toute sa gravité. Le ministère du 29 octobre a, il est vrai, dépassé ses devanciers en manœuvres électorales. Cependant, il faut bien le reconnaître, avant lui, des manœuvres du même genre avaient été employées. Il a perfectionné la corruption, il ne l'a pas inventée ; mais ce qui est bien son œuvre, c'est la théorie qu'il en a faite.

Avant lui, on niait *le crime*. Aujourd'hui, on l'avoue hautement et on le transforme en un moyen honnête de gouverner. Autrefois, l'abus des moyens administratifs appliqués aux élections se commettait un instant, un jour de crise et d'orage, après lequel les choses reprenaient leur cours ordinaire et régulier ; aujourd'hui on est menacé de voir la partialité administrative survivre à la crise électorale, et se continuer toujours comme moyen de préparer de longue main les élections à venir. Un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur disait dernièrement en parlant de ce système : « Il nous a mal servis cette fois, parce que nous nous y sommes pris trop tard ; mais nous allons le maintenir sévèrement en vigueur, et quand les collèges

de l'opposition auront pendant deux ou trois ans goûté de ce régime, vous verrez qu'ils en auront assez. »

Ainsi, voilà la doctrine de M. Guizot en matière électorale réduite à ses termes les plus simples : il faut mettre en pénitence les arrondissements de France qui se conduisent mal, c'est-à-dire qui osent penser que le ministère actuel n'est ni libéral au dedans, ni digne au dehors.

DEUXIÈME PARTIE

Conséquences du système pratiqué par le ministère.

Après avoir exposé les faits et montré comment le génie doctrinaire de M. Guizot a élevé un moyen de fraude jusqu'à la hauteur d'un procédé légitime de gouvernement, je voudrais appeler l'attention des lecteurs sur quelques-unes des principales conséquences qui résultent de ces faits et du principe que l'on en tire.

À mes yeux ce système a quatre conséquences principales également désastreuses :

1° Il fait naître un péril très sérieux pour l'existence en France du gouvernement représentatif et du principe parlementaire.

2° Il déprave profondément les mœurs publiques ; il amènera très rapidement, par la corruption administrative dans le corps électoral, la corruption particulière ; et par la fraude, il provoquera la violence.

3° Il porte un coup funeste à l'administration en dénaturant l'esprit de ses agents et de ses actes.

4° Enfin il compromet le principe même de la centralisation en France.

I. Je dis que ce système attaque dans son principe le gouvernement représentatif. On se demande, en effet, ce que signifient des élections où les électeurs nomment, non pas l'homme de leur choix, mais celui que leur désigne le ministère.

Et qu'on ne se rassure point sur ce péril en se persuadant qu'on l'exagère : non, le péril est réel et très grand. Il y a, qu'on ne s'y trompe pas, une énorme puissance dans l'emploi habile et systématique de pareils moyens. Croit-on que ce ne soit pas une grave épreuve pour des arrondissements entiers de se voir traités par l'administration comme des parias, uniquement parce que leurs votes politiques ont déplu au pouvoir ? De tels moyens sont bien autrement efficaces que les faveurs individuelles, les distributions de croix, de places et de pensions. Une place, c'est une voix ; mais quand vous donnez 1 000 fr. pour l'école d'une commune, 10 000 fr. pour l'église d'un canton, voilà toute une commune, tout un canton peut-

être conquis, et vingt-cinq ou trente électeurs gagnés d'un seul coup. Si vous achetez une voix à prix d'argent, si vous marchandez un suffrage pour un emploi salarié, vous vous compromettez moralement et légalement, car vous savez que vous commettez un délit prévu par la loi pénale. Voyez, au contraire, comme tout est profit de prendre la voie administrative. Le même acte qui est criminel appliqué à un seul individu, est réputé innocent lorsqu'il touche toute une localité ; on est en règle, et l'on gagne trente voix au lieu d'une seule. Enfin, lorsqu'on prend les voix une à une, rien n'est plus épineux ni plus compliqué ; au contraire, tout devient facile lorsqu'au lieu de s'adresser à l'intérêt individuel, on s'adresse à l'intérêt local.

Ce serait une grande erreur de croire que ce système de corruption administrative est en soi peu dangereux parce qu'il n'a pas été, lors des dernières élections, aussi efficace que l'aurait voulu le ministère. D'abord, de ce que le ministère n'en a pas tiré tout ce qu'il désirait, on aurait tort de conclure qu'il n'en a rien obtenu. L'opposition et le parti ministériel se balancent à peu près dans la chambre : qui est-ce qui soutiendrait de bonne foi que la même pondération existe dans les collèges électoraux ? Qui ne sait que, sans les puissantes manœuvres du système, l'opposition serait dans la chambre en grande majorité ? Le ministère, qui a tiré parti de ces manœuvres, croyait en obtenir plus encore, cela est vrai. Et ce qui est encore très certain, c'est qu'il en eût retiré un bien plus grand avantage sans l'immense impopularité dont il est à jamais atteint. Je suis convaincu que sans cette circonstance l'emploi hardi qu'il a fait de pareils moyens eût été infiniment plus fécond. Mais que l'opposition y prenne bien garde : une pareille impopularité dans un ministère est un accident rare sur lequel on aurait tort de compter ; et il pourrait très bien survenir tel ou tel ministère tout aussi mauvais au fond que celui du 29 octobre, et qui, étant moins impopulaire, pourrait, en empruntant à l'administration les mêmes moyens coupables d'influence, confisquer à son profit la représentation nationale.

II. Ce système déprave profondément les mœurs publiques. Je n'en citerai au besoin qu'un exemple. Lors des dernières élections, des électeurs d'une commune que je connais, d'opinions fort indépendantes et toutes dévouées à l'opposition, votèrent cependant pour le candidat ministériel, sur la promesse faite par le préfet qu'en échange d'un vote favorable leur commune obtiendrait un certain avantage local. Je me rappelle avoir, après les élections, entendu ces braves gens s'écrier dans une sorte de trouble et d'anxiété : « *Que voulez-vous ! il faut pourtant bien faire quelque chose pour le pays !* » — Pour le pays, c'est-à-dire pour le clocher du village ; c'est-à-dire

que pour 1 000 fr., pour 500 fr. de subvention promis à la commune, les intérêts de la France sont sacrifiés ! Ce qui est triste, c'est que ceux qui agissent ainsi croient bien faire. Il leur en coûte de ne pas nommer l'homme de leurs principes et de leur conviction, mais il faut bien *faire quelque chose pour le pays*, et ils se dévouent ; c'est par dévouement qu'ils vendent leur conscience ! Une administration est bien coupable lorsque, pour prolonger de quelques jours sa vie néfaste, elle répand dans l'âme des citoyens les germes d'une pareille dépravation.

On a eu grand raison de dire qu'un pareil système de corruption était bien plus dangereux que celui qui est usité en Angleterre. D'abord ce qui caractérise cette corruption, c'est de se pratiquer avec l'argent d'autrui. En Angleterre, celui qui commet la mauvaise action d'acheter des suffrages électoraux en porte au moins la charge, car il les paye de ses deniers ; et c'est déjà pour lui un frein en même temps qu'un commencement de peine. Chez nous, au contraire, la corruption qu'exerce le pouvoir est par trop commode et trop gratuite ; et comme il achète les votes avec l'argent de tout le monde, rien ne le contient dans cette voie. — La corruption ainsi exercée est plus dangereuse qu'en Angleterre par un autre motif : en Angleterre, la corruption, s'agitant dans une sphère toute privée, ne cesse jamais d'être méprisable et flétrie. En France, au contraire, il semble que le gouvernement la réhabilite en la pratiquant ; et l'acte le plus dégradant prend un caractère presque honorable sous les auspices de l'autorité publique. Assurément vingt-cinq électeurs d'un canton, votant contre leur conscience en vue de procurer à leur localité tel ou tel avantage, font un acte tout aussi immoral en soi que celui qui vend son vote pour une somme déterminée ; dans l'un et l'autre cas, c'est la perspective d'un intérêt privé qui les fait manquer à un devoir public, et vainement l'intérêt local s'entoure de toutes les apparences de l'intérêt public ; tout avantage local se divise si facilement par la pensée, que chacun voit tout de suite et apprécie rigoureusement la part qui lui en reviendra. Quand l'État donne à une commune 10 000 fr. pour réparer son clocher, il n'est pas bien difficile pour chaque habitant de calculer que la commune aura pour cet objet 10 000 fr. de moins à payer ; c'est-à-dire que s'il y a dans la commune seulement dix contribuables, ce sera pour chacun d'eux un profit de 1 000 fr. ; s'il y en a cent, pour chacun un profit de 100 fr. ; s'il y en a mille, un profit de 10 fr. Pourquoi donc le même homme qui repoussera comme honteuse une transaction individuelle acceptera-t-il sans beaucoup de peine une transaction collective ? C'est que dans un cas son jugement est sain, tandis que dans l'autre il est perverti ; c'est qu'il voit l'infamie évidente dans l'or que lui

propose la corruption privée, tandis qu'il ne soupçonne même pas d'immoralité l'acte qui émane du pouvoir. Sans doute sa conscience finit par l'avertir que cet acte est mauvais ; mais si quelques-uns acceptent avec joie cette lumière, d'autres en repoussent la clarté. Bien des localités dévouées à l'opposition se fatiguent de leur résistance ; elles se lassent de l'ilotisme auquel elles sont condamnées ; elles s'en exagèrent même les conséquences, et dans un pays où l'agent du pouvoir est tout à la fois si peu populaire et si influent, on souffre à la longue d'être en lutte avec lui. Dans cette disposition, bien des vertus chancelantes ne se soutiennent que par le sentiment public, et quand elles voient qu'on est indulgent pour de certaines faiblesses, elles s'y laissent aller. Ce qui les touche alors, ce n'est pas leur propre jugement, c'est celui du public ; elles sont heureuses de pouvoir se livrer à des conditions en apparence honnêtes, et de couvrir leur défection d'une sorte de patriotisme. Il n'y a pas de pire corruption que celle qui se pratique sous le masque de la vertu même ; qui, avant d'arriver aux sentiments, commence par se prendre aux idées, et, pour atteindre le cœur, commence par dépraver l'esprit. Aussi, ce qui importe avant tout, c'est d'attaquer et de flétrir la fausse et mauvaise doctrine. La manœuvre sera peu pratiquée quand elle sera avilie, lorsqu'elle aura perdu l'espèce de patronage qu'elle trouve dans une fausse opinion. Le péril cessera le jour où les citoyens verront clairement que la corruption collective est tout aussi immorale et bien plus dangereuse par ses conséquences que la corruption individuelle ; lorsqu'il sera bien établi dans nos mœurs politiques que les membres d'une commune sont aussi répréhensibles en donnant leurs votes pour une subvention ou un fonds de secours, que si chacun d'eux se vendait à prix d'argent.

La corruption exercée par le pouvoir aura une autre conséquence, inévitable : ce sera de faire naître parmi nous la corruption privée. Quand il sera bien établi par l'exemple même de l'autorité publique, qu'en matière d'élection il est permis et légitime d'acheter des suffrages, il sera bientôt universellement admis que les particuliers peuvent, à plus forte raison, pratiquer le même commerce à leur profit. Et quel triste spectacle offriront nos élections le jour où les votes seront ainsi mis à l'enchère ! Sans doute le gouvernement, avec son gros budget, son immense patronage, ses 37 millions dont il dispose arbitrairement, restera toujours le plus gros acquéreur. Mais voyez-vous, luttant contre ce formidable adversaire, les candidats de la démocratie ! Les voyez-vous réduits à dépenser 20 000, 50 000 fr. pour leur élection ! Leur situation serait mille fois pire que celle du candidat en Angleterre. Tandis qu'en France presque tous les candidats sont d'une fortune médiocre, en Angleterre les candidats riches

abondent. Et puis supposez-les riches, voyez combien sous d'autres rapports leur position chez nous sera différente. En Angleterre, celui qui oppose corruption à corruption, manœuvres à manœuvres, n'a jamais en face de lui qu'un particulier dont les moyens d'action sont limités et dont il a d'avance mesuré la force : son adversaire est riche, mais il est riche lui-même ; tous deux sont grands seigneurs : l'un et l'autre rivalisent d'influence. Le combat peut se soutenir à armes égales. Mais en France, qui est-ce qui, dans une lutte de corruption, pourra entreprendre de jouter contre le gouvernement, c'est-à-dire contre le budget, contre la source de toute puissance, de toute richesse, contre la fortune de tout le monde, contre des moyens et des facultés sans bornes ?

Que l'on réfléchisse attentivement aux conséquences qui suivront ce système pratiqué pendant quelque temps en France, et l'on verra que la corruption électorale conduira directement et très vite à la corruption parlementaire. Les fortunes médiocres (et ce sont les bonnes pour la chambre) s'éloigneront de l'arène, où ne paraîtront plus que les spéculateurs et les intrigants. Alors on verra tel ou tel candidat, atteint dans sa réputation et dans sa fortune, chercher son salut dans quelque expédient, emprunter 30 000 ou 40 000 fr., les dépenser à son élection, arriver à la chambre épuisé et hors d'haleine ; et après s'être ainsi ruiné à acheter ses électeurs, se hâter de se vendre au pouvoir pour se refaire. Il payera les intérêts de sa dette avec les émoluments d'une bonne place. Déjà beaucoup de députés, le lendemain de leur élection, demandent un emploi. Ce que produit aujourd'hui une blâmable ambition se fera alors sous le coup d'une sorte de nécessité.

La corruption, dans une société démocratique, présente des faces absolument inconnues dans des pays d'aristocratie : dès que la vénalité s'y introduit, les gens à vendre y abondent, et les acheteurs y étant eux-mêmes assez pauvres, s'y trouvent dans une condition toute particulière. En Angleterre la corruption est sans doute onéreuse à ceux qui l'exercent : rien n'est plus fréquent dans ce pays qu'une élection qui a coûté à chacun des candidats de 4 000 à 8 000 livres sterling (c'est-à-dire de 100 000 à 200 000 fr.). Des dépenses électorales de 500 000 fr. et même d'un million ne sont point rares, et quand on en est quitte pour 30 000 ou 40 000 fr., c'est être élu pour rien, tout cela en dépit de la réforme parlementaire de 1832. Cependant on peut dire qu'en Angleterre ce système de corruption est plus funeste à ceux qui le subissent, aux électeurs qui en reçoivent le prix, qu'au candidat qui en fait les frais. Celui-ci, grand propriétaire, s'il a dépensé 100 000 fr. à son élection, réduira cette année sa dépense d'un tiers ou d'un quart, et la brèche faite à sa fortune

sera promptement réparée. Il trouvera d'ailleurs dans les jouissances de son orgueil satisfait une compensation du sacrifice qu'il a fait. Le voilà membre d'une assemblée investie de la plus grande puissance politique qui ait appartenu à aucune réunion de patriciens depuis le sénat romain. Il est membre du parlement britannique et il a toujours une immense fortune. Comparez à sa situation celle du pauvre petit propriétaire français hypothéquant son modeste patrimoine pour faire face aux *nécessités* de la lutte électorale. C'est à grand'peine s'il peut garder son équilibre, aujourd'hui que pour être nommé à la chambre il n'en coûte rien ; comment donc se soutiendra-t-il lorsque chaque élection, en augmentant sa dette, viendra diminuer son revenu ?

Que la corruption s'étende et se propage, vous n'aurez bientôt pour candidats que des banquiers ou des mendiants, des gens très pauvres ou très riches, pour qui la députation sera un moyen de faire leur fortune ou de l'accroître, et qui achèteront leur entrée à la chambre afin d'obtenir une place ou pour jouer plus sûrement à la bourse. Voilà comment la corruption électorale, pratiquée par le pouvoir, en poussant à la corruption privée, conduit fatalement à la corruption parlementaire.

La corruption électorale exercée par l'administration n'a pas seulement ce triste résultat de provoquer la corruption privée : elle a un autre effet non moins grave et encore plus certain : c'est d'exciter au plus haut degré les passions violentes, et ceci se comprend sans peine. Voici deux candidats dans un collège ; l'un, celui du ministère, est soutenu par toutes les puissances de l'administration. Tout est mis en œuvre pour l'aider, places, faveurs, subventions ; quelque résistance apparaît, on la brise ; des électeurs opposants élèvent la voix, on les séduit ; il ne fallait plus qu'un canton pour faire la majorité, on vient de l'acheter avec des bureaux de poste et d'enregistrement.

Que voulez-vous qu'oppose à de pareils moyens le candidat de l'opposition, livré à sa propre force et à l'appui de quelques consciences persévérantes ? Son échec est assuré. Cependant l'arrondissement où ces choses se passent est en grande majorité dévoué à l'opposition ; et le parti national, qui s'y voit près d'être vaincu, sent pourtant que la victoire devrait lui appartenir ; il se compte : il est en nombre, il est témoin des manœuvres et de leurs effets ; il voit s'opérer une à une les défections de ses partisans ; la contagion gagne de proche en proche et menace de l'atteindre au cœur ; alors, et comme par un mouvement spontané, le parti national redresse sa tête. À ce signal, tout ce qu'il y a d'hommes indépendants et énergiques se mettent en campagne, visitent leurs concitoyens, relèvent

les courages abattus, excitent les faibles, intimident les lâches, s'efforcent de ranimer dans toutes les âmes le patriotisme qui meurt et le dévouement qui s'éteint. — Odieux moyen d'influence, dit-on, emprunté à l'intimidation ! Et que voulez-vous que fassent ceux qui, attaqués ainsi par la fraude et par la ruse, n'ont rien de pareil à opposer ? Que leur reste-t-il, sinon de s'agiter et de répondre par l'action à la corruption ? Ah ! sans doute, comme vous j'aimerais mieux l'électeur paisible, laissé à sa conscience et déposant avec calme son vote dans l'urne électorale. Mais si vous circonvenez cet électeur par mille artifices ; si vous troublez son âme par la séduction ; si par un appel fait aux passions cupides et basses, vous desséchez en lui la source de l'indépendance et des sentiments généreux ; et si par cette violence morale faite à ses convictions, vous lui arrachez un vote qu'il juge lui-même funeste au pays, oh ! ne vous étonnez pas de ce que la fraude provoque l'intimidation ; de ce qu'à côté de la voix qui séduit secrètement s'élève la voix qui parle haut et menace ; et comptez bien que si le gouvernement continue ainsi à corrompre, il amènera forcément le pays à la violence.

III. J'ai dit que la corruption pratiquée par le gouvernement dans les élections porte un coup funeste à l'administration en France, en dénaturant l'esprit de ses agents et de ses actes. Ceci est certainement un des effets les plus désastreux du système que j'attaque ici. L'organisation administrative que la France doit au génie de Napoléon est sans contredit une des puissances de notre gouvernement ; elle a un mérite singulier, très précieux dans un temps de révolution comme le nôtre, c'est celui d'exister indépendamment même de toute forme de gouvernement, et de continuer son action paisible au milieu des bouleversements politiques ; semblable en cela à la justice, qui n'est jamais vacante et qui représente encore la société quand le gouvernement n'est plus. C'est que dans la pensée publique, l'administration est elle-même une justice, c'est-à-dire un pouvoir supérieur chargé de répartir impartialement entre tous les citoyens et entre toutes les parties du territoire les bienfaits du gouvernement central, comme le juge distribue à tous les actes de son équité. C'est cette opinion publique qui fait toute la force morale de l'administration. Cependant, le système de corruption adopté pour les élections dépouille chaque jour l'administration de ce caractère élevé, et tend de plus en plus à la dégrader. Comment voulez-vous que l'administration continue d'être honorée, lorsqu'au lieu de se placer à ce point de vue général, de haute et éternelle justice, qui ferait sa puissance, elle cherche la règle de sa conduite et les motifs de ses décisions dans les besoins mesquins et mobiles de l'intérêt électoral ? Et cependant combien la confiance publique est néces-

saire à cette administration, qui en France est si puissante, qui par l'impôt touche à toutes les fortunes, par le recrutement à toutes les existences ! Quel mal immense sera produit le jour où parmi les populations on ne se fiera plus à sa probité et à son impartialité, si l'on en venait, par exemple, à croire que, pour l'utilité des élections, on exploite tout, jusqu'au recrutement, cette loi dure, la plus nécessaire au pays, mais la plus abominable de toutes si elle n'est pas appliquée avec la plus stricte équité ! Certes, il ne faudrait pas légèrement accuser l'administration d'une partialité odieuse en cette matière. Et cependant ne sait-on pas que dans plusieurs départements, des préfets se sont conduits de manière, sinon à autoriser, du moins à expliquer un commencement de défiance contre l'administration ? N'a-t-on pas vu des préfets, dans leurs dernières tournées du conseil de révision qui a précédé de peu de jours les élections, marcher sans cesse escortés du candidat ministériel, qui, comme membre du conseil général, avait qualité pour les accompagner dans son canton, mais non dans tous les autres cantons ; ne pas s'en séparer un instant, affecter de le consulter dans toutes les occasions délicates ; à la vérité répandre ainsi dans tout le pays l'idée de son grand crédit auprès du pouvoir ; mais en même temps verser au sein de la population cette pensée désolante, que même dans la répartition de l'impôt du sang, il n'y a pas de justice ? De pareilles impressions seraient mortelles à l'administration.

Un tel système n'est pas moins funeste à la dignité et à la véritable influence de l'administrateur. À quel rôle se trouve aujourd'hui condamné le préfet d'un département ? Sa tâche n'est point d'administrer : c'est de faire des élections, et ce but étant donné, de tout y rapporter. Le bon préfet n'est point l'administrateur équitable qui, protégeant tous les droits et secondant tous les intérêts légitimes, travaille sans relâche à développer la richesse, le bien-être et la prospérité du pays confié à ses soins. Le bon préfet est celui qui, en arrivant dans son département, y apprend par cœur sa liste électorale, connaît exactement l'opinion de chacun, ses relations de famille, ses ambitions, l'âge de ses enfants, de ses neveux ; et cette statistique une fois faite, ne néglige rien pour conserver les bons et gagner les mauvais. Le bon préfet est celui qui sait habilement découvrir toutes les faiblesses les plus cachées du corps électoral. Dernièrement, comme un préfet demandait à un électeur de l'opposition ce que l'on pourrait faire pour l'adoucir : — Je ne désire rien, lui répondit fièrement l'électeur indépendant. — En êtes-vous bien sûr ? répondit le préfet ; et voilà que l'électeur, en cherchant un peu, se ressouvint d'un petit-cousin à qui une place d'*aspirant surnuméraire* fut promise à

condition que l'électeur *indépendant* voterait cette fois pour le ministère. Voilà un bon préfet.

Le bon préfet est celui qui donne tout aux communes bien pensantes et n'accorde rien aux communes où l'opposition domine ; qui refuse brutalement quand il en a le droit, et quand il ne l'a pas, suscite mille retards, mille difficultés ; en un mot, c'est celui qui n'a qu'un amour, l'amour du candidat ministériel ; qu'une haine, la haine du candidat de l'opposition.

C'est celui qui aime le premier d'une affection, et qui hait le second d'une haine toute ministérielle ; — de telle sorte que le ministère changeant, son âme peut, avec une admirable souplesse, se prêter à haïr celui qu'elle aimait, et à aimer l'objet de sa haine. Et quand un administrateur en est venu, à force de dévouement, d'efforts, d'intrigues et d'abaissement, à être ce qu'au ministère de l'intérieur on appelle *un bon préfet*, il est aussi dans le département un administrateur haï du plus grand nombre, méprisé de tous et incapable d'y faire le bien.

IV. J'ai dit que ce système compromet le principe même de la centralisation en France.

Certes, c'est une belle et grande idée que celle sur laquelle repose le système de notre centralisation. On peut en critiquer l'extension exagérée et son application aveugle à tous les détails de la vie sociale ; mais il est impossible de méconnaître ce qu'il y a d'élevé et de puissant dans cette vaste unité gouvernementale qui, embrassant la France entière, ramenant à un grand tout les mille petites parties dont elle se compose, les rassemble toutes par un lien commun ; les anime d'un même esprit, leur souffle une même passion, les meut à son gré, les pousse et les contient tour à tour, assimile ainsi 33 millions d'hommes, en dépit des origines diverses, des oppositions de climat, des dissidences de cultes, les saisit dès le berceau, les moule à une commune effigie, dans l'école les initie à des connaissances pareilles, dans l'Église à des croyances uniformes, et qui, réunissant ainsi toutes les ressources de cette immense association, puissante et riche au-delà de toute mesure, parce que toutes les forces et toutes les richesses du pays arrivent à elle, se trouve naturellement la dispensatrice suprême de tous les biens qu'elle a reçus, peut récompenser tous les services, honorer tous les dévouements, indemniser de tous les sacrifices, porter la force partout où se montre une faiblesse, offrir une assistance partout où se révèle le besoin d'un secours, si une partie du territoire a subi un désastre, si quelque citoyen a encouru une disgrâce, réparer le mal avec le trésor commun, et réaliser ainsi une grande et généreuse communauté, où toutes les infortunes

et toutes les inégalités trouvent une réparation assurée dans l'équité suprême du gouvernement.

Mais on se demande ce que devient cette belle théorie si, au lieu de se pratiquer au point de vue de la justice générale, elle se change, entre les mains de quelques hommes, en un vil instrument de parti politique ; si cette vaste distribution de richesses qui affluent au centre se fait au profit de ceux qui y ont droit, non par leur malheur ou leur mérite, mais par leurs intrigues et par leurs lâchetés ; si les citoyens, les communes, les départements doivent chaque année payer de lourds impôts, non pour se prêter un mutuel appui, mais pour fournir une arme de combat politique dans les élections, hier au profit de M. Molé contre M. Guizot, aujourd'hui au profit de M. Guizot contre M. Thiers, demain au profit de M. Thiers contre M. Odilon Barrot ? En vérité, si le mal que l'on signale ici était irrémédiable, inhérent à la centralisation telle qu'elle existe en France, je ne sache pas de partisan si sincère de son principe qui n'en devînt aussitôt l'adversaire. En nous promettant un gouvernement national et fort, elle nous donnerait un gouvernement très puissant pour la corruption ; et en faisant de la France un pays corrompu, elle ferait ce qui prépare le mieux un pays à la servitude et à la conquête.

TROISIÈME PARTIE

*Dans quel mesure un ministère constitutionnel
doit influencer sur les élections.*

Nous disions que si le système suivi par le ministère était inévitable, il faudrait désespérer de nos institutions constitutionnelles, et peut-être du pays lui-même, qui arriverait rapidement à sa ruine par la corruption. Mais est-il vrai qu'aucun remède n'existe pour un pareil mal ? Et d'abord, est-il dans la nature même de notre gouvernement que chaque ministère fasse ainsi servir au succès des élections tous les ressorts de l'administration publique ? La tentation d'en faire usage est-elle si grande qu'il soit impossible d'espérer raisonnablement qu'aucun ministère y renonce volontairement ? Dans le cas où il serait vrai qu'aucun ministère ne renoncera jamais de lui-même et de son plein gré à se servir, dans les élections, des armes de combat que lui fournit notre organisation administrative, nos institutions civiles et politiques ne nous fournissent-elles pas aussi quelques moyens, sinon d'arracher ces armes funestes des mains du pouvoir, du moins de lui en rendre l'usage moins facile et moins dangereux ? Nous sommes donc conduits d'abord à examiner cette première et grave question : Quelle doit être, dans notre sys-

tème constitutionnel, la part d'intervention du pouvoir dans les élections ? Discutons d'abord ce point. Lorsque nous aurons constaté ce qui à notre sens devrait être la conduite de l'administration durant les élections, nous rechercherons ce qui reste à faire lorsque l'administration agit autrement qu'elle ne doit et sort des limites qu'elle devrait respecter.

Assurément il suffit d'exposer le système que pratique le pouvoir en France lors des élections pour juger qu'il est détestable et funeste : maintenant quelle devrait être la règle de conduite d'un ministère résolu de procéder constitutionnellement et moralement ?

Il est évident que le pouvoir, en temps d'élection, agit de telle sorte qu'il se substitue au pays : maintenant doit-il s'abstenir absolument de toute action et disparaître entièrement de l'arène avant et pendant le combat ?

Les principes à poser en cette matière sont d'autant plus délicats qu'ils sont neufs, car on n'est aidé ici par l'exemple ou l'analogie d'aucun autre pays libre. On ne saurait, en effet, tirer aucun enseignement très concluant de ce qui se passe en temps d'élection en Angleterre et aux États-Unis.

Dans ces deux pays la corruption administrative, telle qu'on l'a définie plus haut, est absolument inconnue. Sans doute il est permis d'attribuer une bonne partie de ce fait au principe politique des deux gouvernements, qui, quoique bien différents dans leur forme, procèdent cependant l'un et l'autre de la souveraineté nationale, et l'on conçoit que là où domine la souveraineté nationale, l'intervention du pouvoir exécutif dans les élections soit une véritable anomalie. Cependant l'existence de ce principe dans un gouvernement n'est pas un remède absolu contre le mal. En France, notre gouvernement ne procède-t-il pas du même principe ?

Mais en Angleterre comme aux États-Unis, il existe, pour empêcher la corruption administrative, un fait bien plus puissant que ce principe. Ce fait, c'est l'absence entière d'administration dépendante du pouvoir politique qui fait les élections. Alors même que dans ces deux pays les gouvernements se croiraient tout permis pour se créer une majorité parlementaire, les moyens d'influence et d'action leur manqueraient absolument, parce que rien n'est centralisé dans leurs mains. Tout ce qui chez nous est l'œuvre du gouvernement central se fait aux États-Unis par le gouvernement particulier des États, et en Angleterre par l'administration locale des comtés. Le président des États-Unis n'a pas, la veille d'une élection, 500 fr. de subvention à offrir à aucune localité dans aucun des États. Telle est aussi l'organisation administrative de l'Angleterre, que le ministère ne possède pas un seul fonds dont la disposition arbitraire lui appartienne

et dont il puisse user à l'époque des élections. Des communes sont-elles grêlées ou souffrent-elles quelque autre dommage de force majeure, l'indemnité, s'il y a lieu, ne leur peut venir que de l'assemblée du comté. S'agit-il d'ouvrir de nouvelles routes, de jeter des ponts sur des rivières, d'allouer des fonds pour la construction d'une école, d'une prison, d'un hôpital, tout cela ne regarde en rien le gouvernement central, ou du moins lorsqu'il a qualité pour s'en occuper, ce n'est jamais pour donner de l'argent, car il n'a pas pour ces objets la disposition d'un centime. Chaque comté s'impose ou est imposé pour ses propres affaires, mais nul ne paie pour un autre. Je me rappellerai toujours avoir visité à Londres les bureaux du ministère de l'intérieur (*home department*). Le personnel se compose d'un chef de bureau et de deux employés. Il y a loin de là au système de la rue de Grenelle, où il se trouve des bureaux pour toutes choses, même le bureau de l'esprit public.

On conçoit que, dans de tels pays, on puisse, en temps d'élection, redouter comme chez nous la violence des partis, les intrigues individuelles, les entreprises particulières de corruption. Mais ce qui, évidemment, n'est point à craindre, parce que c'est impossible, c'est la corruption du pays par le gouvernement lui-même. On voit que ce qui préserve les élections anglaises et américaines de la corruption administrative, c'est surtout le système d'administration, plus encore que la puissance des principes constitutionnels.

Lors du bill de réforme de 1832, on a calculé, en Angleterre, que sur 658 membres du parlement, 16 étaient nommés par l'influence du gouvernement. Ces 16 membres sont nommés d'ordinaire dans les ports de mer et dans quelques villes de commerce dépendantes, par leurs besoins, du gouvernement britannique. Ce seul fait montre clairement deux choses : la première, que partout où le gouvernement central trouve sous sa main de certains moyens d'influence et d'action sur les élections, il en fait usage et même en abuse ; et, d'un autre côté, qu'en Angleterre ces moyens d'action sont restreints à un si petit nombre de cas, qu'il n'y a pas même dans l'abus la source d'un péril sérieux pour les institutions. Ceci montre également comment nul danger réel n'en pouvant résulter, jamais en Angleterre aucune alarme n'en a été conçue ; et c'en est assez aussi pour prouver que si en Angleterre rien n'a été tenté pour combattre ce mal insignifiant, nulle conséquence n'en est à tirer pour la France, où la plaie est immense et profonde.

Maintenant, si à défaut d'exemples dont l'imitation nous soit offerte, nous consultons le bon sens et la raison, celle-ci nous dira que l'intervention active, directe du pouvoir dans les élections, est quelque chose d'absurde dans un gouvernement fondé sur le système

représentatif. Quel est, à vrai dire, le sens d'une élection générale ? C'est un appel du gouvernement au pays, qui est ainsi consulté sur la politique suivie et à suivre. Or, que signifie cet appel, si celui qui le fait se répond à lui-même ? Que signifie la réponse, si elle est dictée par celui même qui la sollicite ? Qu'arrivera-t-il si le petit nombre d'électeurs qui ont mandat de représenter le pays sont entourés d'une séduction si puissante qu'ils mentent à leur conscience et sacrifient à leur intérêt privé le vote qu'ils devaient à l'intérêt général ?

Il en résultera que le gouvernement, tout en paraissant consulter le pays, ne consultera que lui-même, et que les électeurs seront, au fond, très irrités contre la politique qu'ils auront l'air d'approuver. Il en résultera que les mandataires officiels du pays ne seront en réalité que les représentants de l'administration. Il suivra de là que le pays sera chargé d'impôts et d'opprobre, faute de représentants réels qui défendent sa fortune et son honneur ; et que le gouvernement lui-même sera faible et impuissant, faute d'une force nationale sur laquelle il s'appuie. Il s'ensuivra encore que, trompés tous les deux par l'apparence d'un parlement régulier, le gouvernement et le pays seront excités, le premier à tout oser, le second à tout souffrir, jusqu'au jour où la mesure des maux étant comblée, la voix du pays se fera entendre et prouvera, en éclatant, tout le vice d'une représentation mensongère.

Que doit faire le gouvernement lorsque des élections ont lieu ? Un seul devoir lui incombe : c'est de veiller à ce que le pays exprime sincèrement et librement son opinion. C'est là évidemment la seule mission du pouvoir pendant les élections ; et l'on est en droit de s'étonner qu'une vérité aussi simple puisse rencontrer des contradicteurs. Elle n'était pas contestée, cette vérité, après la révolution de juillet, et jamais elle ne fut proclamée en termes plus nets et plus éloquents que par M. Guizot lui-même. Voici en effet ce que M. Guizot, alors ministre de l'intérieur, écrivait aux préfets à la date du 29 septembre 1830, lors de la convocation de cent onze collèges électoraux :

« Dans une circonstance si importante, monsieur le préfet, vous ne serez pas surpris de ce que je vous entretienne plus spécialement des devoirs de l'administration. Ses intentions ne sauraient être que conformes à ses devoirs.

Ces devoirs sont simples. La mauvaise politique d'un pouvoir trop faible pour se passer d'artifices les compliquait en les défigurant. Un gouvernement national se fie à la France du choix de ses députés. Il ne rend pas l'administration responsable des votes que recèle l'urne électorale. *Assurer l'entière liberté des suffrages en mainte-*

nant sévèrement l'ordre légal, voilà toute son ambition. Comme la charte, les élections désormais doivent être une vérité.

Vous sentez, monsieur le préfet, quelle scrupuleuse impartialité vous est imposée. Le temps n'est pas si éloigné où la puissance publique, se plaçant entre les intérêts et les consciences, s'efforçait de faire mentir le pays tout entier contre lui-même, et de le suborner comme un faux témoin. En dénaturant sa mission, en excédant ses droits, elle a compromis ainsi même sa légitime influence. Ce n'est que par une réaction de justice, de probité, de modération, que l'administration peut reconquérir cette autorité morale qui lui est si nécessaire et qui fait sa force. Il faut que les pouvoirs s'honorent pour s'affermir. Ainsi, monsieur le préfet, quelque importance que le gouvernement attache au résultat des élections, n'oubliez jamais qu'il l'attend avec trop de sécurité pour prétendre, même indirectement, à le dominer. »

C'est le cas de dire, comme M. de Broglie : *Est-ce clair ?* — Certes, les principes que nous cherchions tout à l'heure sont posés ici avec une précision qui ne laisse rien à désirer. C'est le pays qui fait le choix de ses représentants ; il les choisira tels qu'il lui plaira ; c'est son affaire. Celle de l'administration, c'est de veiller à ce que la liberté des suffrages soit complète et que le bon ordre règne dans les élections. Ainsi disparaît toute cette théorie de la corruption érigée en moyen légitime d'influence dans les élections. La circulaire ne dit rien non plus de cette autre doctrine suivant laquelle la corruption électorale serait inhérente au système représentatif et pourrait seule en conjurer les périls. Tous ces auxiliaires de la faiblesse et de la mauvaise foi sont dédaignés par le ministre de 1830. M. Guizot définit en termes nobles et simples la mission du pouvoir et de ses agents en temps d'élection ; et comme il craint que, réduite à ses véritables termes, cette mission ne paraisse étroite et mesquine à de certains fonctionnaires imbus de préjugés administratifs, le ministre ajoute :

« La France agira et l'administration veillera pour elle. Votre tâche est de maintenir liberté aux opinions et force à la loi. En l'accomplissant vous aurez aussi une part honorable dans le résultat des élections. »

M. Guizot termine ainsi cette belle déclaration des principes à suivre en matière d'élections sous un gouvernement constitutionnel et dans un pays libre :

« Vous le voyez, monsieur le préfet, le gouvernement n'exige de vous que l'observation religieuse de la loi. Il n'attend de vous que ce que lui offrent déjà votre loyauté et votre patriotisme. Vous pouvez dire à tous quelle est sa pensée ; il ne la cache ni ne l'impose. Venu

de la nation, il ne la redoute pas. Il compte sur elle comme elle peut compter sur lui.

Signé GUIZOT. »

(V. *Moniteur* du 1^{er} octobre 1830, page 1195.)

Et c'est sous le ministère du même homme que sont faites les élections de 1842, dans lesquelles la corruption, ouvertement pratiquée, a été érigée en maxime de gouvernement ; où l'on peut dire, selon la belle expression de la circulaire, que *le pays a été suborné comme un faux témoin* ? Est-ce que nous ne possédons plus ce même gouvernement qui, venu de la nation, n'a rien à craindre d'elle ? Est-ce que le pays ne peut plus compter sur son gouvernement, puisque le gouvernement ne compte plus sur lui ?

Le ministère n'admettra point cette explication, mais il dira peut-être que depuis le moment qui a suivi la révolution de juillet 1830, les temps sont bien changés. Alors, dit-on, il n'y avait en quelque sorte qu'un parti en France ; mais depuis cette époque les factions ont levé la tête ; elles sont intervenues dans les élections, où elles ont apporté leur violence et leurs manœuvres. Pour les combattre, l'administration n'a pas trop de son influence et des moyens qu'elle emploie.

D'abord on pourrait répondre à cela qu'il y avait bien aussi des partis et des factions avant 1830 ; M. Guizot le reconnaît dans la circulaire même où il prescrit aux préfets de ne pas faire ce que faisaient les préfets de la restauration. Or on ne voit pas comment quelques candidatures carlistes et républicaines donneraient au ministère le droit d'employer dans les élections des moyens d'influence reconnus coupables, et que le premier ministre a flétris hautement dans le gouvernement antérieur.

Mais l'excuse tombe devant un fait beaucoup plus concluant encore ; c'est que les candidats carlistes et républicains, les candidats des factions anarchistes, comme on les appelle, ne sont point ceux contre lesquels se pratiquent les manœuvres les plus actives de l'administration. Qui le ministère combattait-il avec tant de zèle dans le collège de Ploërmel ? Est-ce M. de Larochejacquelein ? nullement, mais M. de Sivry, député du centre gauche. Contre qui ses attaques si violentes dans les collèges de Roanne et de Carpentras ? Contre les carlistes ? non, contre des candidats du centre gauche, MM. Floret et Alcock. Et M. Drouyn de l'Huys à Melun, et M. Leboeuf à Fontainebleau, tous deux en butte à tant d'intrigues dont le premier a triomphé, et sous lesquelles a succombé le second, appartiennent-ils aux partis extrêmes ? Non. L'un est du centre gauche, et l'autre de la nuance des conservateurs que représente M. le comte Molé. Je pourrais citer cent autres exemples. Tous prouvent un fait d'ailleurs bien su de tout le monde, c'est que le parti contre lequel le ministère

emploie ses plus puissants moyens d'action administrative, ce n'est point le parti extrême, mais précisément le parti le plus modéré, le plus rapproché de lui, celui dans lequel il croit voir un successeur possible et prochain aux affaires. Voilà ce qui est manifeste aux yeux de tous. Et maintenant s'évanouit complètement toute cette fantasmagorie de nécessités gouvernementales tirées de l'audace des factions et de leur violence. Ce qui est clair pour tout le monde, c'est que les armes empruntées à la corruption électorale sont tournées précisément contre le parti qui, dans l'opposition, est le plus parfaitement parlementaire et constitutionnel.

Maintenant suit-il de ce qui précède que dans les élections l'administration soit et doive être destituée de toute influence ? Non : cela ne serait ni politique ni juste. Il est dans la nature et de l'essence du gouvernement représentatif que, lors des élections, le ministère et l'opposition aient chacun leur candidat. Cela importe à la sincérité du grand débat qui va s'agiter ; c'est l'intérêt de tous les partis, de celui qui est représenté par le ministère comme de celui que représente l'opposition. Il faut que le pays, juge entre tous, sache bien quel est le candidat de l'un et de l'autre. Le ministère a incontestablement le droit de dire : Celui-ci est l'homme qui représenterait le mieux à la chambre les principes sur lesquels ma politique repose. Et ce n'est pas seulement son droit, c'est son devoir de le déclarer. Cela a besoin d'être su de ceux qui approuvent la politique ministérielle comme de ceux qui la blâment, et l'opposition agit en vertu des mêmes droits et des mêmes obligations. Toute administration est populaire ou impopulaire, libérale ou illibérale, nationale ou antinationale. Si l'administration est libérale et nationale, le pays sera enclin à élire un député ministériel ; si elle suit une politique contraire, c'est un député de l'opposition que le pays choisira. Dans toutes ces hypothèses, il faut que chaque parti déclare nettement quels sont ses candidats.

Il est à regretter que dans les dernières élections le ministère n'ait pas déclaré plus nettement ses candidats. On sait que plusieurs se sont présentés sous le drapeau de l'opposition. Ses candidats, honneux de son patronage, ne se reconnaissaient qu'aux intrigues secrètes par lesquelles l'administration leur venait en aide. Étrange situation d'un pouvoir qui, dans les élections, ne peut avouer ses partisans sans leur nuire, et se trouve réduit à la fraude pour les assister. Ce n'est point ainsi que doivent se faire des élections constitutionnelles. Le pouvoir n'y a point le droit d'intrigue au profit de ses candidats ; mais ces candidats, il les nomme tout haut et leur prête franchement son appui. L'opposition exerce son influence ; l'administration peut et doit exercer la sienne, à la condition de ne la

chercher que dans des moyens honnêtes et légitimes. C'en est déjà une très réelle en temps ordinaire que la déclaration solennelle de son candidat ; car combien de consciences timides et incertaines appartiennent en quelque sorte de droit à l'homme de l'autorité ? Mais il dépend des agents du ministère d'exercer une autre influence bien plus puissante encore et non moins légitime : c'est celle d'une bonne administration ; qu'au lieu de rapporter à la politique tous ses actes et de se livrer à toutes les manœuvres d'un courtier d'élections, un préfet se place dans son département au point de vue de l'administration et administre *équitablement* au lieu d'administrer *politiquement*, et l'on verra quel crédit il aura le jour de l'élection, en désignant seulement l'homme que préfère le parti du ministère.

Le droit mutuel de l'opposition et du ministère d'avoir des candidats et de les produire en entraîne un second qui n'est que la conséquence du premier : c'est de les discuter. Ce droit est considérable, et l'on conçoit tout ce qu'a de grave le jugement porté sur la moralité des candidats, quand cette appréciation émane du fonctionnaire de l'ordre le plus élevé. Ici, il s'agit d'un droit dont l'usage touche de près à l'abus, et l'abus est d'autant plus grave quand il se produit que c'est dans la presse que se discutent les titres des candidats et que les calomnies y font souvent des blessures mortelles. Mais c'est là une des conditions de la vie publique : l'opposition dans les journaux attaque librement les candidats du ministère. La presse ministérielle doit user du même droit, à la condition seulement de l'exercer avec plus de retenue, dans l'intérêt même de la dignité du pouvoir dont elle est l'organe.

Hors de ces limites, qui permettent au ministère une grande et légitime action sur le corps électoral, toute influence de l'administration est coupable et funeste, et toute manœuvre empruntée aux procédés ordinaires de l'administration pour gagner des suffrages et corrompre les consciences, constitue une véritable prévarication.

QUATRIÈME PARTIE

Moyens constitutionnels de combattre le système de corruption pratiqué par le ministère dans les élections.

Après avoir montré en quoi le pouvoir dépasse toutes limites dans les élections, nous avons indiqué les bornes dans lesquelles il devrait se maintenir. Maintenant il nous reste à dire de quelle manière, quand il sort de ces limites, on peut l'y ramener ; quels moyens offre la constitution pour combattre le mal et en prévenir le retour.

On conçoit l'importance de cette dernière question. Vainement la voie à suivre a été tracée, si ceux qui tiennent en main le pouvoir peuvent impunément en adopter une autre. On ne saurait se dissimuler que si nul frein n'arrête le ministère en temps d'élection, une pente presque irrésistible l'entraînera sans cesse vers l'abus qui vient d'être signalé. Sans doute une administration gouvernant dans le sens du pays n'aurait nul besoin de corrompre les électeurs pour obtenir leurs votes, et l'on peut dire que l'existence d'un ministère libéral et national se reconnaîtra désormais à la pureté des élections ; mais voici un ministère qui n'a la majorité ni dans le pays ni dans le corps électoral, et cependant il a des élections à faire, d'où il veut tirer une majorité. Il est évident que si le corps électoral est laissé indépendant, la majorité le repoussera. Que lui reste-t-il donc à faire ? Gagner les électeurs par la séduction.

La séduction est immorale, crie-t-on de toutes parts au ministère. D'accord, mais si le ministère ne l'emploie pas, il faut qu'il se retire. Ceci étant, il n'hésite pas. L'instrument de corruption est entre ses mains et lui offre son puissant service. Le ministère voit certain et immédiat l'avantage qu'il en va retirer, tandis que le péril à craindre ne se peut apercevoir que dans un avenir lointain et douteux. Ainsi l'on peut compter que la corruption électorale continuera de se pratiquer par tous les procédés administratifs et ne fera que se perfectionner de jour en jour, à moins qu'une barrière efficace ne lui soit opposée.

Les moyens constitutionnels par lesquels la corruption électorale peut être combattue sont de deux sortes : les uns, empruntés aux lois ordinaires et au droit commun ; les autres, aux institutions politiques.

Parlons d'abord de ceux qu'offre le droit commun et qui, à mon avis, sont beaucoup trop négligés. Il semble vraiment, à la manière dont on parle publiquement de telles ou telles manœuvres attribuées à l'administration, et que celle-ci ne prend seulement pas la peine de désavouer ; il semble, dis-je, que ces manœuvres soient des faits parfaitement innocents, et l'on paraît oublier que ces faits constituent des crimes et délits prévus par la loi pénale. C'est ici surtout que se retrouve dans toute sa force le préjugé qui suppose honnête un acte émané de l'administration publique ; et le même sentiment qui rend l'opinion indulgente envers l'autorité pour les mêmes actes que l'on blâme sévèrement dans un particulier, porte aussi à considérer l'administration comme irrépréhensible devant la loi pour des faits qui, imputés à de simples individus, sont des crimes non contestés. La loi est cependant bien claire, et les dispositions par lesquelles elle a voulu protéger les droits électoraux et leur libre

exercice embrassent dans leur généralité toutes les atteintes, celles qui viennent du pouvoir et des agents comme celles qui procèdent des simples citoyens. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les articles 109, 113 et 114 du Code pénal.

L'article 109, qui punit les menaces dont l'effet serait d'empêcher l'électeur d'exercer son droit, ne distingue pas entre les menaces qui seraient proférées par un particulier et celles qui émaneraient d'un fonctionnaire public. L'article 143 porte textuellement : « Tout citoyen qui aura, dans les élections, acheté ou vendu un suffrage, *à un prix quelconque*, sera puni d'interdiction des droits de citoyen et de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. » Qui oserait prétendre que cet article n'atteint pas les agents du pouvoir comme les autres citoyens ? Si un préfet achetait, moyennant 100 francs, le vote d'un électeur au profit du candidat ministériel, qui soutiendrait que l'article 114 ne lui serait pas applicable ? Personne, assurément. Maintenant, je le demande, le cas est-il différent lorsqu'au lieu d'acheter le suffrage d'un électeur avec de l'argent, on l'achète avec une croix, avec une place, avec un avantage local donné à sa commune et dont il a sa part ? La loi ne vaudrait-elle pas au-devant de l'objection en employant ces mots : *acheté ou vendu à un prix quelconque* ?

Et lorsqu'au lieu d'acheter un électeur, l'agent de l'administration en achète dix, vingt, trente à la fois, lorsqu'il les achète avec une subvention, avec le prix d'un pont, d'une église, est-ce un cas différent ? N'y a-t-il pas là, suivant le vœu de l'art. 113 du Code pénal, un homme qui achète et des gens qui se vendent ? N'y a-t-il pas un prix, *un prix quelconque* qui détermine la transaction que la loi a voulu flétrir et réprimer ? Dira-t-on que ces transactions collectives ne se font pas ouvertement et seront toujours niées ! Je réponds que beaucoup se passent au grand jour ; et puis, quand elles se feraient avec moins de cynisme, quelle conséquence en tirer ? Est-ce que tous les crimes particuliers ne s'environnent pas de mystère le plus qu'ils peuvent ? Deviennent-ils pour cela légitimes ? Et parce qu'ils sont difficiles à prouver, renonce-t-on pour cela à les poursuivre ? Mais je soutiens au contraire que lorsque la transaction a été collective, elle est plus facile à prouver, parce qu'il y a plus de coupables. Et vainement on prétendrait que ces sortes de marchés se font toujours avec une certaine réserve, avec une grande prudence, par l'entremise de tiers adroits, et avec des précautions qui, en rendant la corruption insaisissable, mettent son auteur et ses complices à l'abri de toute recherche. Ceux qui penseraient ainsi se trompent.

Il en est de la corruption électorale comme de tous les délits qui consistent dans le dol et dans de coupables manœuvres. La justice

sait aussi bien prouver l'escroquerie que le vol. Quand il sera bien établi aux yeux de tous que de pareilles manœuvres constituent le crime prévu par la loi ; que ce crime est commis par l'administrateur qui les emploie comme par l'électeur qui les subit ; que quiconque s'entremet pour en faciliter le succès est un complice qui, aux termes de l'article 59 du Code pénal, est passible des mêmes peines que l'instigateur même du délit, alors, que l'on en soit bien assuré, si la justice est mise en demeure de rechercher le délit, elle ne manquera point de preuve, et à travers les obscurités inséparables de l'intrigue et de la fraude, elle saura bien démêler la vérité.

Maintenant j'aborde l'objection qui se présente ici d'elle-même. Cette objection naît de la difficulté qu'il y a, suivant nos lois, de poursuivre tout délit imputé à un fonctionnaire public. En matière de fraude électorale, la difficulté n'est pas de prouver, mais de poursuivre. En effet, il y a, d'une part, le délit de l'agent public qui achète des suffrages ou empêche le libre vote par des menaces ; et, de l'autre, le délit de l'électeur qui vend sa voix pour *un prix quelconque*. Dans le premier cas, la poursuite contre le fonctionnaire ne peut avoir lieu, comme on sait, sans l'autorisation du conseil d'État. Or, n'est-il pas déraisonnable de penser que le pouvoir que l'on attaque dans ses agents vous accordera la permission de le poursuivre lui-même ? — À la vérité, l'autorisation du conseil d'État n'est pas nécessaire pour traduire devant la justice les électeurs qui ont trafiqué de leurs votes : mais ici une autre difficulté se présente. Le délit commis par ces électeurs ne peut être porté devant la justice que de deux manières : ou par le candidat qui a souffert de la corruption et qui aurait évidemment qualité pour se constituer partie civile (mais dans ce cas, on conçoit combien est délicate une pareille poursuite de la part de celui qui vient de subir un échec et qui ne renonce pas dans l'avenir à une meilleure chance) ; ou bien la poursuite peut se faire d'office par le ministère public ; mais il est aisé de comprendre que les mêmes motifs qui empêchent le conseil d'État d'autoriser la poursuite du préfet empêcheront le procureur du roi de porter devant la justice des faits dans lesquels le préfet se trouve mêlé à d'autres coupables. Ainsi, dira-t-on, les faits constituent bien des délits prévus par la loi ; mais dans la forme leur poursuite est impossible, et l'impunité leur est ainsi assurée.

Je ne prétends pas contester la gravité de cette objection ; pour la méconnaître, il faudrait oublier le soin extraordinaire avec lequel toutes nos lois établissent l'inviolabilité du moindre agent du pouvoir. Mais tout en déplorant l'état actuel de la législation en cette matière, tout en reconnaissant qu'il naît de cette législation des difficultés infinies, je dis que quelques-unes de ces difficultés ne sont

pas insurmontables, et que le mal pourrait être, sinon détruit, du moins affaibli si les citoyens ne manquaient ni de zèle ni de dévouement. Le conseil d'État vous refusera l'autorisation de poursuivre un fait de corruption administrative : soit. Cependant, sollicitez-la. Je comprends vos défiances. Mais de quel droit vous plaignez-vous de ne pas recevoir une autorisation que vous n'avez pas même réclamée ? Exposez vos griefs, et si on ne les écoute pas, si on vous refuse le grand jour de la justice, alors vous aurez le droit de vous plaindre.

Je sais combien est délicate la position du candidat malheureux, qui seul est en droit, comme partie civile, d'adresser une requête au conseil d'État contre le fonctionnaire inculpé, de même que lui seul serait en droit de poursuivre directement les particuliers prévenus de manœuvres. Mais en supposant que sa position personnelle le retienne, tout citoyen ne peut-il pas, même sans se porter partie civile, dénoncer au ministère public les délits électoraux pour la poursuite desquels l'autorisation du conseil d'État n'est pas nécessaire ? Et si en dépit de cette dénonciation, le procureur du roi reste inactif, si aucune enquête n'est provoquée par lui, n'en résultera-t-il pas une grave suspicion contre ceux qui auront enchaîné son bras ? Certes, dans l'état actuel de nos lois, fondées sur l'infailibilité présumée des agents du pouvoir, la plainte contre toute sorte d'abus de l'administration en matière électorale ne trouve qu'un faible remède devant les tribunaux. Mais enfin mieux vaut encore élever la voix, dire ses griefs, constater l'iniquité, que de se taire dans l'inaction et d'adhérer en quelque sorte à l'injustice par le silence. La vie d'un peuple libre est une vie de perpétuels combats et d'action continue. C'est peu d'avoir lutté une fois pour conquérir des droits ; pour les conserver intacts et pour en jouir, il faut lutter toujours. C'est là la tâche, mais c'est aussi la gloire, et c'est ce qui fait la puissance d'un peuple libre.

Il faut bien considérer d'ailleurs que l'appel fait en vain aux pouvoirs ordinaires de la société fait naître naturellement le recours aux pouvoirs politiques. Ainsi le conseil d'État refuse d'autoriser des poursuites contre un préfet ; le magistrat chargé du ministère public se tient immobile et muet après qu'un délit imputé à des électeurs lui a été dénoncé : dans chacun de ces cas tout citoyen a le droit, par pétition, de porter ces faits devant la chambre, et le recours au parlement devient ici d'autant plus important, que le pouvoir judiciaire ayant fait défaut, il n'y a plus d'autre justice possible que celle de la chambre.

Me voilà arrivé aux moyens extraordinaires que l'on peut emprunter aux institutions politiques pour combattre la corruption électorale. Ces moyens, à proprement parler politiques, sont la tribune et

la presse. On comprend sans peine que la chambre est tout à la fois le moyen politique de recours le plus naturel, le plus puissant, et celui dont les conséquences sont tout à la fois les plus graves et les plus variées. Toutes les questions d'élection étant des questions politiques de leur nature, dont la responsabilité est presque toujours présumée devoir remonter des agents inférieurs jusqu'au ministre, il est naturel que ces questions arrivent toutes à la chambre. La chambre peut en être saisie très diversement, soit par pétition, comme on vient de le dire, et par suite d'une sorte de déni de justice ; soit au moment de la vérification des pouvoirs, immédiatement après les élections, soit en tout autre moment, par une interpellation ou une proposition d'un de ses membres. De quelque manière que les faits soient dénoncés à la chambre, elle a pour s'éclairer deux moyens : la discussion et l'enquête. L'enquête ordonnée par la chambre peut être administrative ou parlementaire. Administrative, comme en 1828 ; parlementaire, comme en 1842. Elle est générale ou spéciale. Quand elle est générale, c'est l'indice que l'ensemble des moyens électoraux employés par le ministère est frappé de suspicion. L'enquête spéciale à telle ou telle élection n'exclut pas ce soupçon général, mais elle l'implique à un degré moindre. La discussion et l'enquête peuvent amener des résultats très divers : ou un vote définitivement favorable au ministère, ou un blâme, ou une accusation. L'accusation est le cas extrême ; le blâme est le moyen naturel de renverser le ministère sans le mettre en jugement. Le blâme et l'accusation sont indépendants de la question de validité ou de nullité des élections. Ces questions se lient les unes aux autres ou se séparent à volonté, et l'on conçoit très bien, par exemple, que l'on ordonne l'enquête tout en validant l'élection lorsque le député auquel nulle intrigue n'est imputable a été élu en dépit des manœuvres qui, pour avoir été impuissantes, n'en sont pas moins coupables.

La plus grande difficulté pour l'opposition, c'est d'obtenir l'enquête ; car, s'il y a une majorité pour la refuser, on se trouve arrêté dès le premier pas. L'accusation devient impossible, et il est difficile même d'arriver au blâme. Si, au contraire, une majorité se déclare pour l'enquête, ce premier degré étant franchi, on a des chances considérables de pouvoir atteindre l'un des deux autres. En effet, le vote d'une enquête électorale par la chambre indique au moins une disposition générale de la majorité à incriminer le système pratiqué dans les élections ; et si ces faits qui l'ont émue se prouvent, elle sera d'autant plus facilement amenée à les condamner par un vote. Maintenant, comment exprimera-t-elle son sentiment ? Par l'accusation ou par le blâme ?

Je suis convaincu qu'il n'y aura en France d'élections vraiment sincères et pures que lorsque quelque ministère aura été mis en accusation pour avoir, par ses manœuvres électorales, violé les institutions du pays et commis ainsi la trahison la plus éclatante dont puisse se rendre coupable un ministère sous le régime constitutionnel. Un pareil crime est sans contredit l'attentat le plus grave qui puisse être commis contre la constitution d'un pays libre, et de tous les cas de responsabilité ministérielle, il n'en est pas un seul qui dût mener plus naturellement à la mise en accusation. Cependant, nous sommes encore si peu habitués au gouvernement représentatif, nous en comprenons encore si mal les conséquences les plus naturelles et les plus simples, que beaucoup de gens, d'ailleurs profondément irrités contre le système de corruption pratiqué par le ministère, inclineraient à regarder l'accusation des ministres, pour cet objet, comme un moyen exorbitant de répression. Que le ministère tombe, et cela leur suffira. Cette pénalité secondaire est bien plus dans nos mœurs. Rejetés hors du pouvoir, les ministres déchus ne pourront plus nuire ; ceux qui aspiraient à leur succéder se mettront à leur place, et tout le monde sera content. — Tout cela est à merveille, en effet ; seulement, au lieu de résoudre la difficulté, on ne l'a que déplacée.

Vous voulez qu'au lieu de porter une accusation contre le ministère, la chambre élue se contente de renverser le ministère qui a abusé de son influence dans les élections ; soit. Mais il faut, pour l'une comme pour l'autre de ces choses, qu'il y ait contre le ministère une majorité ; or, on a d'autant moins de chances de réunir cette majorité contre lui, qu'il a employé plus de manœuvres pour s'en créer une favorable. Plus il a prévarié, plus il a de chances d'être impuni ; plus il a faussé les institutions du pays, plus il doit espérer d'échapper à leur application sincère. Sans doute il est malaisé d'obtenir contre lui une flétrissure de ceux même qui ont profité de ses manœuvres ; mais l'est-il beaucoup moins de leur demander de renverser par leur vote le ministère auquel ils doivent d'être élus ? Maintenant supposez que vous réussissiez à faire voter contre le ministère ceux qui lui doivent leur élection, la chute du ministère sera une victoire sans doute ; mais croit-on que ce succès assure à l'avenir la pureté des élections ? Et si la perte du pouvoir est la seule peine qui attende le ministère coupable de corruption électorale, comment la perspective de cette peine à laquelle on a toujours l'espoir d'échapper arrêterait-elle celui qui a la certitude que sans l'emploi de la corruption il succombera ? Voilà pourquoi, lorsque le hasard se rencontre d'une chambre nouvelle où l'opposition est en majorité, en dépit de criminelles manœuvres employées contre elle ;

voilà, dis-je, pourquoi il importerait tant de profiter d'une pareille occasion pour faire un grand exemple. On conçoit que le ministère qui, s'il ne corrompt pas les électeurs, est sûr d'être renversé par eux, ne s'abstienne pas de la corruption dans la crainte de tomber devant une majorité ; mais il hésiterait davantage à s'engager dans une pareille voie, si au bout il apercevait les périls et les angoisses d'une accusation politique. Les hommes qui gouvernent la France oublient sans cesse que le pouvoir entraîne des responsabilités ; il faudrait le leur rappeler une fois. Ce serait le vrai moyen d'arrêter dans leur cours des excès qui attaquent à sa source le principe vital de nos institutions.

Ce serait du reste une grande erreur que de croire qu'à défaut de ces deux résultats, l'accusation ou le blâme, une enquête parlementaire sur les élections est inutile. Une pareille enquête a pour premier effet, et c'est là peut-être son efficacité la plus réelle, elle a pour effet d'apprendre à tous les agents du gouvernement comme à tous les particuliers que les manœuvres électorales ne sont pas couvertes d'un voile impénétrable ; qu'un pouvoir supérieur aux pouvoirs ordinaires y porte au besoin son regard et ses investigations ; que, devant cette haute autorité qui replace en quelque sorte le pays en face du pays, toutes les intrigues se révèlent et toutes les vérités se font jour. On est trop disposé à croire en France qu'en temps d'élections tout est permis, comme en de certains jours consacrés à la folie, toute licence est jugée légitime. Il importe que l'on sache que nos lois et nos mœurs n'admettent point ces saturnales du gouvernement représentatif. C'est ce qu'enseigne nécessairement toute enquête ordonnée par la chambre en matière d'élection. L'enquête prescrite pour les élections d'Embrun, de Langres et de Carpentras, n'eût-elle pas d'autre effet, c'en serait déjà un considérable. L'effet serait grand pour la chambre, pour le gouvernement, pour le pays. La publicité est à elle seule une grande puissance, c'est la principale peut-être dans un gouvernement libre ; il y a en elle la valeur de toute une constitution. La publicité est l'arme véritable des citoyens contre les abus du pouvoir ; si la publicité est souvent impuissante, c'est moins sa faute que celle de la presse, avec laquelle il ne faut pas la confondre. La publicité ne perd sa force que faute d'inspirer confiance. Elle est toujours puissante quand on y croit. Une publicité émanée de la chambre elle-même ne saurait manquer d'être efficace dans un gouvernement libre où tous les abus peuvent être mis en lumière ; il n'y a malheureusement pas de peine pour toutes les fautes du pouvoir, et toutes les peines portées par les lois ne sauraient même être toujours appliquées. La publicité est la peine universelle propre à toutes les infractions du pouvoir sous un régime

parlementaire. L'enquête faite par la chambre, livrée par elle au public, même sans aucune conclusion, serait encore un acte important ; ce serait l'application de la peine de la publicité infligée au pouvoir ministériel ; ce seraient les pièces du procès livrées au pays lui-même ; ce serait l'opinion publique prise pour arbitre et pour juge.

Si la publicité parlementaire est la plus solennelle et la plus authentique, ce n'est cependant pas la seule qui soit efficace. À côté de cette publicité vient se placer celle de la presse elle-même, qui a aussi, sous ce rapport, une importante mission à remplir ; et qui, lorsqu'elle peut recueillir des faits de corruption, doit les livrer au public. La révélation de pareils faits est toujours salutaire pour la moralité publique, et pour l'enseignement des agents du pouvoir. Si toutes les manœuvres coupables commises par le ministère dans les dernières élections avaient été exposées par la presse, cette publicité seule l'eût tué. Mais pour dévoiler ces turpitudes, la presse a besoin de les connaître et d'en être informée avec une grande précision ; et ici ce n'est pas elle qu'il faut accuser, mais bien tous ceux qui, ayant connaissance des manœuvres les plus coupables, ne les lui dénoncent pas. Si chacun, dans la mesure de ses facultés et de ses droits, faisait son devoir, si les citoyens indépendants dans les collèges électoraux, si l'opposition dans la chambre, si dans la presse les organes de l'opinion publique employaient ce qu'ils ont d'énergie, de zèle et de dévouement au bien public pour combattre la corruption électorale et ses détestables procédés, j'ai la confiance que les élections pourraient redevenir pures, et le gouvernement représentatif être rendu à sa sincérité.

Plus je réfléchis sur ce sujet, plus je suis convaincu qu'il s'agit ici de la principale réforme à obtenir dans notre gouvernement. Je ne suis point du nombre de ceux qui regardent notre système électoral comme complet et satisfaisant ; mais tel qu'il est avec ses imperfections et ses vices, je le prendrais encore volontiers pour l'expression réelle du pays si, quand on l'interroge, c'était sa voix que les élections fissent entendre. Je suis loin assurément de méconnaître ce que valent les réformes très importantes qui sont agitées dans le parlement et en dehors des chambres, telles que la réforme des capacités, celle de l'élection au chef-lieu, celle des incompatibilités parlementaires, etc., etc., etc. Mais il y a selon moi une réforme qui vaudrait à elle seule toutes les autres, et sans laquelle je crois fermement que toutes les autres seraient d'une faible valeur, c'est la réforme du mode suivant lequel les élections se pratiquent aujourd'hui : mode funeste avec lequel toutes élections ne peuvent amener que déception et mensonge. Voilà pourquoi la corruption électorale, et surtout

les moyens perfectionnés avec lesquels le ministère du 29 octobre l'a pratiquée, me paraissent le sujet le plus digne de l'attention sérieuse de tous les hommes politiques et de tous les bons citoyens.

ARTICLES DE JOURNAUX OU DE REVUES

DE L'OPPOSITION CONSTITUTIONNELLE ET PARLEMENTAIRE.

[*Le Siècle*, en trois parties : 22 mars, 29 mars, 3 avril 1841.]

M. Gustave de Beaumont, député de la Sarthe, que ses travaux sur l'Irlande et sur plusieurs des graves questions de morale ou de politique dont se préoccupent les esprits éclairés ont placé au premier rang de nos publicistes, vient de nous communiquer les réflexions que lui a suggérées l'état des partis parlementaires en France. Associé constamment à l'opposition constitutionnelle par ses sentiments et par son vote dans les efforts qu'elle a tentés pour rendre quelque dignité et quelque énergie à la politique extérieure de la France, M. de Beaumont a reconnu que dans cet ordre de questions, où la diplomatie avec ses formes mystérieuses est appelée à jouer le principal rôle, le gouvernement, sous prétexte du secret qu'exigent les négociations entamées, est souvent maître de se soustraire au contrôle de l'opposition. Celle-ci, en général, ne peut intervenir avec une connaissance exacte des faits que lorsqu'ils sont accomplis, c'est-à-dire quand il n'est plus temps. Ce n'est guère qu'à la suite des longues déceptions, d'où naissent à la fin l'irritation et la défiance, que les assemblées délibérantes exercent un contrôle plus direct et plus sévère sur les affaires extérieures du pays.

Sur les questions intérieures le débat est toujours possible, toujours ouvert. L'intérêt de l'opposition est de ne jamais permettre à l'attention publique de se détourner des principes de droit et de liberté, soit que les infractions qu'ils ont reçues attendent une juste réparation, soit qu'il y ait opportunité à en réclamer le sage développement.

Quelles sont les questions, trop longtemps délaissées, vers lesquelles doit se tourner l'activité de l'opposition ? Voilà précisément ce que M. de Beaumont a voulu examiner. Nous allons le laisser formuler lui-même les conseils qu'il adresse à la chambre et aux divers partis qui se sentent également découragés et qui ont peine à se reconnaître au milieu de la confusion introduite dans leurs rangs par de nombreuses défections. Nous ne savons s'il parviendra à se faire écouter ; mais rien de plus louable assurément que le but qu'il se propose. Nous adhérons complètement, quant à nous, à cette pensée que le devoir de l'opposition constitutionnelle dans un pays libre est de préparer incessamment les réformes que comporte l'état de la société et d'accepter, à titre de progrès, toutes celles, si lentes, si modestes qu'elles soient, dont l'urgence

est enfin reconnue et qui peuvent, par le consentement commun, être pacifiquement accomplies.

DE L'OPPOSITION CONSTITUTIONNELLE ET PARLEMENTAIRE.

I.

Au milieu de nos débats parlementaires, d'où sont nées tant d'impressions diverses, il est un sentiment qui a pénétré dans toutes les âmes et s'y est profondément établi : c'est la conviction que les partis ne sauraient rester dans l'état de vague et d'indécision où ils sont. Parti du ministère, parti de l'opposition, conservateurs et réformistes, tous sentent également cette vérité. Tous ont déploré avec la même amertume le fractionnement indéfini de la chambre, la bigarrure et l'éparpillement des opinions, la confusion générale des idées, le pêle-mêle des étendards. Qu'est-ce qui constitue les partis ? En quoi different-ils ? En quoi sont-ils semblables ? Voici des agglomérations de personnes ; quelle idée commune les unit ? Voici des camps opposés ; quels principes contraires les séparent ? — Des principes ! on en prononce le mot, mais qu'est-ce qui y croit ? Qui a foi dans un principe ? Telle doctrine est soutenue aujourd'hui par celui qui naguère la combattait, et elle a pour adversaire le plus ardent l'homme qui jadis en fut le défenseur. On invoque bien encore les principes ; mais comment ? On croit cette idée propre à réunir la majorité : on la prend pour drapeau. Cependant paraît-elle mal accueillie, on la désavoue aussitôt ; reprend-elle faveur, on revient à elle, jusqu'à ce qu'en présence d'un nouveau symptôme, on la renie encore une fois. Et il semble que nul ne remarque ces étranges variations devenues vulgaires à force d'être répétées. L'inconsistance est tellement usuelle qu'on ne prend même pas souci de l'excuser. C'est une nécessité que doivent admettre tous les bons esprits. Comment gouverner des faits mobiles avec des règles invariable ? Pour les hommes pratiques il n'y a point de principes, il n'y a que des expédients ; maxime évidente, contestable seulement pour quelques utopistes et quelques philosophes impropres aux affaires. Cependant la pratique des expédients ajoute tous les jours au mal qu'elle voudrait guérir. Les principes étant écartés, tout se réduit naturellement à des faits, et comme chacun se prétend plus habile que tous les autres à diriger ces faits, tout se réduit à des questions de personnes ; et enfin comme les personnes, en vertu de leur théorie pratique, ont varié sans cesse, il s'ensuit qu'on ne croit pas plus aux personnes qu'aux principes. De là la véritable cause du mal. De là l'hésitation générale des esprits et la fatigue des consciences qui ne

savent sur qui et sur quoi se reposer. De là ces majorités bizarres, inattendues, contradictoires, que semble produire un hasard aveugle. De là ces accords momentanés qui ne se maintiennent qu'à la condition des équivoques ; de là ces déplacements perpétuels du pouvoir oscillant çà et là, et dont la fixation dépend d'un coup de tactique ou de stratégie. De là l'impuissance de la chambre, le découragement des esprits, pire encore que l'incertitude des opinions ; l'ébranlement du petit nombre de convictions demeurées solides ; et la disposition des âmes droites et fermes à se retirer d'une arène où la droiture et la fermeté ne sont pas comptées ; de là le découragement même des hommes les plus pratiques, attristés de voir de si petit résultats sortir de tant d'efforts, de tant de calculs, de tant d'habiletés.

Tous les partis constitutionnels sentent profondément la nécessité de sortir d'une telle situation, mauvaise pour eux, funeste au pays, dangereuse pour le gouvernement représentatif lui-même. Mais comment en sortir ?

Plus on réfléchira et plus on reconnaîtra qu'il n'existe qu'une seule issue. Le mal est venu surtout de ce que les partis ont trop délaissé les principes ; le vrai remède est d'y revenir. Il faut aujourd'hui que chaque parti reprenne le drapeau qui lui est propre et s'y attache étroitement. Il faut qu'il le déploie, non comme un moyen passager de ralliement, mais comme le signe des idées qui lui appartiennent et dont il est résolu à poursuivre l'accomplissement. À mes yeux, c'est la seule politique qui soit digne de nobles efforts ; j'ajoute qu'en ce moment c'est la seule politique qui soit habile. La pratique des expédients est usée ; il faut absolument du nouveau, et il n'y a plus de nouveau qu'une politique de principes ; en dehors des principes il n'y a plus que des intrigues.

Cette politique doit être abordée largement et sincèrement sous peine de ressembler à celle dont le vice est reconnu. Il faut que chaque parti, ministère ou opposition, proclame nettement ses doctrines et ses vœux, et que, ceci fait, il travaille constamment à leur triomphe. Il faut que les principes posés attendent qu'on vienne à eux, et non qu'ils courent après le succès. Il ne s'agit pas de conserver ou de saisir le pouvoir à l'aide de doctrines employées comme une arme de guerre, et que, par cette raison, on prend et délaïsse à volonté ; il faut que le pouvoir ne soit qu'un moyen, et que le but, le but constant, invariable, soit le succès du principe. Si ces principes triomphent, il est beau de s'élever avec eux ; il n'est pas moins beau de les défendre quand tout le monde les attaque, et alors que chacun les abandonne de leur demeurer fidèle. S'il est vrai que tout parti doive désormais arborer au grand jour ses principes et y tenir, il est un autre point non moins certain : c'est que ce qu'il faut avant tout à

chaque parti pour le mettre en relief, ce sont des principes sur la politique intérieure.

Sans doute les principes touchant la politique extérieure importent beaucoup ; ils sont même, à vrai dire, les plus essentiels dans tous les cas où l'existence et la grandeur nationale sont intéressées. Chaque parti doit donc avoir sur ce sujet sa règle particulière de conduite, et l'opposition a montré qu'elle avait la sienne. Il faut même reconnaître que c'est le terrain sur lequel l'opposition parlementaire et constitutionnelle s'est maintenue avec le plus de constance et de fermeté. Toujours, en présence d'une menace faite à la dignité de la France, elle s'est présentée étroitement unie. Ainsi l'opposition qui combat aujourd'hui le ministère du 29 octobre avait soutenu la politique extérieure du ministère du 1^{er} mars, et à mon avis elle avait eu raison.

L'opposition constitutionnelle ne rêve point le retour du système conquérant. Mais si la guerre aventureuse est proscrite de son programme, elle ne croit pas encore venu le temps où la France pourra adopter la théorie pacifique et philosophique de l'honorable M. Jouffroy. Sans doute nul ne saurait en principe hésiter entre le système de la civilisation marchant escortée de la paix et de la justice, mis en opposition au système de la guerre appuyé sur la violence et sur la ruse. Mais ne conviendrait-il pas d'abord d'établir à Londres et à Saint-Petersbourg une chaire de philosophie dont l'objet fût de mettre en honneur ces excellentes maximes ? Peut-être ceci pourrait être sollicité avec succès auprès des cours étrangères par ceux qui considèrent les voies diplomatiques comme le seul procédé possible de politique extérieure. Mais en attendant que cet idéal de la philanthropie et de la civilisation soit entré dans le droit des gens de l'Europe, l'opposition constitutionnelle pensera sans doute que la France doit défendre ses intérêts et son honneur par tous les moyens que se permettent encore les autres puissances, même par la guerre. L'opposition, qui ne veut point d'une politique belliqueuse et menaçante, repousse non moins énergiquement une politique de concessions. La France n'aspire pas à s'agrandir par la conquête, mais elle ne se résoudrait point à décliner.

Ce sera toujours un honneur pour le ministère du 1^{er} mars d'avoir ainsi compris la politique extérieure de la France, et l'opposition constitutionnelle, en le secondant, n'a fait que suivre le principe qui, dans cette politique, lui sert de guide. C'est sous l'influence du même principe qu'elle juge aujourd'hui la situation faite à la France par le traité du 15 juillet. La France, qui n'a point cherché l'isolement, n'a point hâte d'en sortir. Si elle sent que l'Europe lui manque, on s'apercevra peut-être qu'elle manque à l'Europe. Sa

politique se réduit à savoir attendre, et à attendre dans toute sa force. C'est le seul rôle qui soit habile, et le seul qui convienne à sa dignité.

Mais s'il est vrai qu'il existe sur la politique extérieure un certain nombre de principes bien opposés, il faut ajouter que ces principes ne suffiraient pas seuls pour imprimer aux divers partis qui les professent un caractère durable, et pour assurer à chacun d'eux une existence distincte et régulière. Plus on réfléchira à ce sujet, plus on sera amené à reconnaître que la manière de gouverner à l'extérieur, quelque importante qu'elle soit pour le pays et pour les partis, ne saurait à elle seule former le texte et le lien ni d'une majorité gouvernementale ni d'une minorité opposante.

Supposez une opposition bornant son rôle aux questions extérieures : quelle sorte d'action exercera-t-elle ? Une action accidentelle, passagère, incomplète. Nul incident ne se produit-il avec l'étranger, elle sera muette ; et par le fait seul de son silence, elle cesse d'exister. Elle peut sans doute conserver encore une sorte d'existence idéale dans la pensée de chacun de ses membres ; mais si elle n'a point de vie apparente et quotidienne, si elle ne se révèle par aucun acte, si elle ne se distingue de ce qui l'entoure par aucun procédé qui lui soit propre, si ses allures particulières, sa marche spéciale, ses tendances personnelles n'éclatent pas sans cesse au dehors par quelque fait extérieur, elle est bientôt comme si elle n'existait pas ; elle disparaît de la scène politique ; elle-même ne tarde pas à perdre la conscience de sa propre vie ; et le jour où une lutte de dignité nationale lui commande de renaître et de se rassembler dans toute sa force, elle ne sait plus où se retrouver ni comment rallier ses membres qu'aucune discipline habituelle ne rassemble.

Maintenant, supposez le cas le plus propre à faire sortir de la politique extérieure quelque question de principe, c'est-à-dire le cas où un événement important surgit dans les affaires du dehors. Un nuage apparaissant au-dessus de notre diplomatie, l'opposition constitutionnelle interpelle le ministère. Mais que répond celui-ci ? Que le silence lui est commandé par la gravité même des circonstances ; que des négociations sont entamées, dont toute explication intempestive compromettrait le succès. À cela l'opposition n'a rien à répliquer, et il faut bien qu'elle se résigne à attendre en silence, jusqu'à ce que les négociations et les événements aient eu leur cours, c'est-à-dire qu'il ne lui sera permis d'examiner le mal que lorsque tout remède sera impossible. Disons-le : ce qui limite étroitement l'action de l'opposition sur les questions extérieures, c'est qu'elle ne peut rien sur l'avenir, et que la seule puissance qu'elle possède s'exerce sur un passé irrévocable.

Les affaires de la politique extérieure peuvent bien de temps à autre faire naître quelques questions de principes faciles à poser ; mais en thèse générale quelles questions de principes peut-il résulter de faits transitoires, intermittents, presque toujours couverts de quelque voile, et dont la discussion ne vient jamais qu'après qu'ils sont consommés ? Les rapports avec l'étranger fournissent bien moins de principes à débattre que de faits à apprécier.

La politique intérieure, il faut bien le reconnaître, fournit seule aux partis des questions capables de les caractériser fortement et de les maintenir distinctes les unes les autres.

L'action du gouvernement dans la politique intérieure étant incessante, celle de l'opposition y est également continue. Le ministère ne saurait rien faire qui ne soit apparent à tous les yeux, ni rien entreprendre de quelque importance sans une loi, c'est-à-dire sans engager devant les chambres des débats qui font naître pour l'opposition autant d'occasions de controverse. Et non seulement l'opposition a à considérer les actes de politique intérieure qui émanent du gouvernement : il lui appartient encore de signaler tout ce que le gouvernement omet, et ce qu'il a tort de ne pas faire. L'action de l'opposition sur la politique intérieure est ainsi tout à la fois perpétuelle et très étendue.

Disons-le donc, si l'opposition peut se former à l'occasion d'une question du dehors, ce n'est que sur l'intérieur qu'elle peut vivre et durer. Aussi les hommes mêmes pour qui les questions du dedans ne sont que de peu d'importance devraient encore voir dans celle-ci le seul moyen d'unir tous les membres de l'opposition par un lien solide et permanent qui les tienne toujours prêts pour les combats éventuels de la politique étrangère.

Maintenant, quels sont sur la politique intérieure les principes que l'opposition constitutionnelle doit arborer comme drapeau, et au triomphe desquels elle doit se dévouer ? Nous voici arrivés au point le plus délicat et le plus important. Il en est en effet qui, sans nier l'utilité des principes touchant l'intérieur, soutiennent que quant à présent nulle dissidence sérieuse n'existe sur ce point entre le parti de l'opposition et celui du ministère ; à leurs yeux, aucune amélioration n'est à faire dans nos institutions, et quant aux réformes qui pourraient se pratiquer, elles sont si petites qu'elles tiendraient sur une pointe d'aiguille.

Si tel était l'état des choses, ce serait, il faut l'avouer, la preuve d'une bien triste situation pour l'opposition constitutionnelle, qui, comme on l'a vu plus haut, ne peut habituellement rien à l'extérieur, et qui à l'intérieur n'aurait rien à faire.

Mais faut-il donc entrer ici en discussion pour montrer que c'est tout simplement soutenir un non-sens que de nier la dissidence profonde qui sépare nécessairement sur la question de politique intérieure l'opposition constitutionnelle et le gouvernement ? Est-ce que le progrès et le perfectionnement, qui est la loi générale de l'humanité, n'est pas particulièrement la condition essentielle des gouvernements libres ? Et quel sera, sous le régime constitutionnel et parlementaire, le premier promoteur de ce perfectionnement, de ce progrès, si ce n'est l'opposition ? Oublie-t-on donc qu'il est de l'essence même de nos institutions que tous les partis constitutionnels aient chacun leur principe propre ? Et si, sous l'empire de ces institutions, le gouvernement est le représentant naturel de l'ordre et de l'autorité, l'opposition constitutionnelle n'est-elle pas la patronne spéciale des libertés publiques ? Quelque dévouée que soit l'opposition aux principes d'ordre, n'appartient-il pas au gouvernement de l'être encore plus qu'elle ? Quelque libéral que soit le pouvoir, l'opposition n'est-elle pas aussi de sa nature plus libérale que lui ? Ces deux puissances, dont l'une pousse incessamment la société en avant, tandis que l'autre la retient, destinées à combattre, celle-ci l'engourdissement stérile des états stationnaires, celle-là le mouvement précipité qui traîne à sa suite les révolutions violentes, ne constituent-elles pas l'âme même de notre gouvernement ?

La lutte éternelle de ces deux principes est la loi première de nos institutions, et il faut que ces deux antagonistes, qui dans notre gouvernement sont exprimés par le pouvoir et par l'opposition, se tiennent parfaitement en équilibre l'un vis-à-vis de l'autre ; car, selon que l'un des deux chancelle, c'est le principe de liberté qui périt ou le principe d'autorité qui meurt.

Certes, l'opposition constitutionnelle, naturellement gardienne des principes de progrès et de liberté, a déjà par cela même une grande et constante mission à remplir. Elle a une vigilance de tous les instants à exercer, soit qu'elle combatte les atteintes portées aux principes dont elle est dépositaire, soit que dans sa sollicitude pour les droits existants, elle travaille à conquérir des garanties nouvelles.

L'opposition constitutionnelle a donc, par sa nature même, un principe essentiel de politique intérieure. Maintenant sous quelle forme doit-elle se produire ? Sans doute elle peut à l'occasion de tous les actes ministériels faire l'application de ses doctrines ; elle peut, à propos même des questions d'affaires, montrer ses tendances libérales, car il y a dans toutes sortes de questions un côté libéral et un autre qui ne l'est pas ; elle le peut, elle le doit, c'est une partie très importante et peut-être trop négligée de ses devoirs ; mais cela ne suffit pas. Il faut pour que ce principe qui domine sa nature conserve

sa puissance et sa fécondité, qu'elle le mette en saillie et en action par un certain nombre de propositions de réformes qui en soient la formule pratique. En Angleterre les whigs, qui pendant si longtemps ont formé l'opposition constitutionnelle du parlement, avaient aussi pour premier principe la réforme : mais en même temps qu'ils élevaient ce drapeau, ils y inscrivaient : *Réforme du parlement, réforme de l'église, réforme des corporations municipales*. Aussi leur avènement au pouvoir a-t-il signifié le triomphe de ces réformes soutenues par eux dans l'opposition, et qu'ils ont en effet réalisées au ministère.

Maintenant quelles sont les réformes intérieures qui chez nous découlent naturellement du principe de l'opposition constitutionnelle, qui peuvent se considérer comme la formule des améliorations qu'elle désire, et qui en dessinant nettement son caractère, marquent aussi le but de ses efforts ?

II.

Les réformes qu'il appartient à l'opposition constitutionnelle de demander sont naturellement de deux sortes : les unes, qu'elle doit vouloir tout de suite ; les autres, qu'elle poursuit, sans que leur accomplissement immédiat soit aussi nécessaire. Le progrès étant son principe, son premier devoir doit être de veiller à ce que la société ne rétrograde pas. Si donc quelque atteinte a été portée à la constitution et aux principes sur lesquels reposent les libertés publiques, elle doit d'abord travailler à en obtenir la réparation ; ainsi, les lois de septembre, dont toutes les dispositions devront être révisées, ont, dans une certaine partie, altéré profondément l'une des institutions fondamentales de la charte constitutionnelle ; elles ont troublé l'ordre des juridictions ; elles ont changé des délits en attentats, afin de les transporter du jury à la cour des pairs ; elles en ont transformé d'autres en contravention pour les attribuer aux juges correctionnels ; et cette violation d'un principe essentiel, elles l'ont commise à l'aide de subterfuges et de fictions indignes de la franchise et de la majesté de la loi.

Le premier devoir de l'opposition est de réclamer l'abolition immédiate de ce qui, dans les lois de septembre, viole directement la charte ; à vrai dire, il ne s'agit pas ici d'un progrès à obtenir : il s'agit d'un égarement à corriger. Des pas ont été faits en arrière, il faut, pour marcher en avant, commencer par revenir au point de départ, qui est la constitution.

L'opposition constitutionnelle doit demander et demande en effet cette réparation, non comme une satisfaction vaine qu'il faille donner aux scrupules de quelques convictions timorées, mais

comme le seul moyen de rentrer dans le cercle de la constitution, dont cette partie des lois de septembre a été une déviation manifeste.

L'opposition regarde comme sérieuse toute atteinte portée à l'un des principes de la charte ; et tout ce qui doit rétablir ces principes dans leur intégrité n'est pas moins grave à ses yeux. Il serait contradictoire de solliciter ce retour sans proclamer hautement son importance ; ce serait abaisser la chose qu'on veut relever, et ceux qui, en faisant cette réparation, commenceraient par la déclarer puérile, outrageraient encore le principe dont ils se diraient les vengeurs.

S'il est vrai que le premier devoir de l'opposition soit de veiller à ce que la société et le gouvernement ne reculent pas, il suit encore de là que lorsqu'un vice manifeste se révèle dans les pouvoirs constitutionnels tels qu'ils sont organisés, elle doit y porter remède. Autrement, ces pouvoirs, non seulement ne pourraient pas se perfectionner, mais ils ne se maintiendraient même pas dans leur état actuel, et risqueraient de décliner. Ici encore, c'est moins un progrès qu'il s'agit de rechercher qu'une marche rétrograde qu'il faut combattre. Ainsi, par exemple, c'est une vérité plusieurs fois reconnue, même par la majorité de la chambre actuelle, que la présence au sein du parlement d'un trop grand nombre de fonctionnaires publics affaiblit la puissance de la représentation nationale.

On suspecte l'indépendance des fonctionnaires qui votent pour le ministère ; et lorsqu'on voit quelque député promu à de hautes fonctions, on incline à penser que le mérite seul n'a pas dicté le choix du ministre.

Il suffit que de loin en loin un fait exceptionnel de cette sorte apparaisse pour qu'aux yeux du pays il se généralise ; et il s'établit peu à peu dans le public cette triste opinion qu'il y a tout à la fois dans le parlement un fond de majorité, formé par les fonctionnaires publics, dévoué à tous les ministères, et à côté de cette phalange régulière, un bon nombre d'aspirants qui, n'étant pas fonctionnaires, sont très désireux de le devenir, et pour cela inclinés à subir les influences du pouvoir. Ceci suffit déjà pour dépouiller la représentation parlementaire de son autorité morale. Peu à peu aussi, et c'est là l'effet le plus funeste du mal qui est signalé, peu à peu l'opinion s'établit que le député vient à la chambre pour faire ses propres affaires et non pour faire celles du pays. Aux yeux du plus grand nombre, son élection, c'est le moyen sûr d'avoir un emploi ; et s'il n'en a pas obtenu un tout d'abord, c'est qu'il en attend un meilleur : ce sentiment, malheureusement si répandu, et qui, à mes yeux, est calomnieux pour l'immense majorité des membres de la chambre, est peut-être le plus dangereux pour la dignité du parlement, car il

s'appuie non seulement sur quelque chose de vrai, mais encore sur les passions et sur les intérêts les plus vivaces qui soient en France.

Il n'y a en France qu'une grande carrière pour l'ambition et pour l'activité humaine : ce sont les places ; c'est dans cette arène que se précipitent avec ardeur toutes les imaginations, tous les rêves, toutes les intelligences de toute nature, de toute condition, de tout âge. C'est sur ce terrain que se rencontrent toutes les concurrences, toutes les rivalités, toutes les prétentions, tous les droits, toutes les intrigues. Eh bien, dans cette carrière où s'agitent tant d'efforts, dans laquelle chaque athlète lutte si étroitement et calcule ses chances de succès ou de revers avec tant de précision, il y a une opinion si généralement répandue, opinion fatale à la considération de la chambre, c'est que si on rencontre un député sur son chemin pour concurrent, on est sûr d'échouer contre lui, et que dès ce moment les titres et les droits ne sont plus comptés pour rien. Il y a là, qu'on prenne bien garde, un mal qui provoque impérieusement le remède. S'il est beau de mépriser la calomnie, il est plus sage d'en faire cesser les prétextes, surtout lorsque la calomnie se mêle de quelque vérité. Si le mal n'était pas attaqué dans sa racine, la représentation nationale serait menacée dans sa dignité.

Maintenant ce vice ne serait-il pas extirpé le jour où il serait établi qu'aucun député ne pourra pendant la législature être promu à aucune fonction publique (sauf les fonctions politiques de leur nature) ? C'est l'objet même de la proposition à laquelle M. Rémilly a donné son nom. Dans le système de cette proposition, tout fonctionnaire peut être député ; seulement pendant sa législature il ne saurait avancer, et tout député qui n'est pas fonctionnaire ne saurait le devenir pendant que dure son mandat. La conséquence naturelle de ces dispositions serait de rendre les petits fonctionnaires moins désireux de la députation, qui deviendrait un obstacle à leur avancement ; or, ce sont les petits fonctionnaires dont la présence importe le moins à la chambre. La députation ne cesserait pas d'être enviée par les hauts fonctionnaires, dont l'avancement est fait, et ce sont précisément ceux que la chambre doit désirer de voir entrer dans son sein.

Quel que soit, du reste, le mode sous lequel se produise cette réforme, que ce soit dans les termes de la proposition de M. de Rémilly ou sous la forme de l'extension des incompatibilités, l'opposition doit la considérer comme urgente. À côté du but à atteindre on voit clairement le moyen. Elle doit vouloir cette réforme aussi immédiate que celle des lois de septembre. Il faut en finir avec ces programmes que tout le monde signe des deux mains et que personne n'exécute. À quoi sert que chacun déclare qu'il y a quelque

chose à faire si nul ne fait rien ? L'opposition doit poser de nouveau cette question et la suivre jusqu'à ce qu'elle l'ait menée à bien.

Mais si par une conséquence naturelle de son mandat l'opposition doit, parmi les réformes urgentes, placer d'abord celles qui sont plutôt réparatrices que progressives, il faut se hâter de reconnaître qu'elle représenterait mal le principe dont elle est l'expression si outre les réformes surtout destinées au passé, elle n'offrait rien d'immédiatement réalisable au présent et à l'avenir. Il ne suffit pas qu'en combattant tous les mouvements qui se font en arrière, elle empêche la société de rétrograder : il faut qu'elle la dirige en avant et pour cela il est nécessaire qu'elle propose des réformes qui soient non un retour mais un véritable progrès.

Ici encore l'opposition ne doit pas, à mon avis, demander que l'on accomplisse sur-le-champ toutes les réformes qui sont désirables. Elle ne doit vouloir la réalisation immédiate que de celles qui sont dès à présent appropriées à l'état des esprits, des mœurs et des besoins de la société.

Assurément, s'il est une amélioration qui soit en harmonie naturelle avec les devoirs et les principes de l'opposition libérale, c'est l'extension du droit électoral. Cette extension est, dans tous les pays libres où le pouvoir législatif procède de l'élection, le premier terrain sur lequel se posent tout naturellement les questions de progrès. Et comment n'en serait-il pas de même en France, où dans l'état présent de nos lois, le droit électoral est restreint à un si petit nombre ?

Cependant, de ce que l'opposition libérale veut une extension du droit électoral, s'ensuit-il qu'elle veuille immédiatement réaliser toutes les réformes dont ce droit peut être l'objet ? Combien de difficultés inhérentes à ce sujet n'ont pas encore été résolues ? Comment, en adoptant le principe, le pousser jusque dans ses dernières conséquences ? Quel esprit sensé prononce aujourd'hui le mot de suffrage universel ? Et si la réforme ne saurait être intégrale, comment la faire partielle ? Il faut une limite : où la placera-t-on ? La combinaison la plus habile et la plus juste serait peut-être d'associer le plus grand nombre des citoyens aux affaires du pays par l'élection à double degré ; mais combien d'objections ou de préjugés rencontre encore ce système ! Ce serait incontestablement un bien de transporter l'élection au chef-lieu de département ; mais l'avantage de ce changement est-il senti par un assez grand nombre d'esprits pour entrer dans le programme d'une réforme immédiate ? Faut-il conserver ou abolir le cens d'éligibilité ? Faut-il donner aux députés une indemnité pendant le temps de la session ?

Au milieu des ténèbres qui couvrent encore toutes ces questions, un seul point se présente parfaitement clair et dégagé de tout nuage.

Si l'on excepte ceux qui, par principe ou par instinct, ne veulent aucun progrès, il n'est personne aujourd'hui qui ne reconnaisse que le droit électoral devrait être concédé à tous les citoyens qui figurent sur la seconde liste du jury. Tout le monde déclare absurde et choquante une législation qui, tout en reconnaissant à un individu la capacité suffisante pour prononcer comme juré sur la vie et sur la mort de ses semblables, lui dénie la faculté de choisir un mandataire.

Cette extension du droit électoral étant possible, l'opposition constitutionnelle doit dès à présent la demander. Sans doute ce progrès n'est pas le dernier mot de la réforme électorale, mais c'est le premier pas à faire dans une voie où il est opportun d'entrer. Si l'extension du droit électoral est une question de tous les temps, elle ne vient jamais plus à propos qu'à ces époques d'affaissement universel où les pouvoirs parlementaires, participant de la langueur générale, ont besoin pour se raviver de remonter vers leur source, dussent-ils n'y retrouver que quelques gouttes de jeunesse et de vie.

Mais, dit-on, c'est une bien petite réforme ! D'abord, je ne sais si l'on peut qualifier ainsi un changement qui conférerait à des milliers de citoyens le plus important de tous les droits politiques ; mais, d'ailleurs, je ne m'arrêterai pas à cette objection, qui à mes yeux n'en est pas une. J'aime beaucoup les petites réformes. Elles ont à mes yeux des mérites précieux : le premier, c'est d'être praticables ; le second, de s'exécuter paisiblement et régulièrement. Précisément parce qu'elles sont partielles, elles sont plus mûries avant de s'accomplir ; et leur continuité a cet avantage, qu'elle accoutume l'esprit public à chercher dans des moyens légaux et pacifiques le redressement de tous les écarts et la satisfaction de tous les besoins. Il faut, du reste, se défier de ceux qui déclarent petites les réformes que l'on propose. Car, il y a deux manières de ne vouloir aucune réforme : c'est de les déclarer trop grandes ou de les dire trop petites ; d'exciter l'indifférence ou de faire peur. Et si l'on y regarde de près, on verra que la plupart de ceux qui repoussent les petites réformes veulent encore bien moins des grandes. À ce compte, il n'en serait donc jamais fait aucune ; et l'on verrait s'accréditer dans le pays cette opinion déjà malheureusement trop répandue, qu'en France, il n'y a de réformes possibles que par des révolutions.

Ce qui importe au pays, ce n'est pas que toutes les réformes à faire soient proposées et exécutées en même temps : c'est qu'il y ait toujours sous ses yeux quelque réforme en train qui soit pour lui comme le thermomètre du progrès. L'essentiel n'est pas que la société marche très vite, c'est qu'elle marche toujours. Et ce qui importe à l'opposition constitutionnelle, ce n'est pas qu'elle ait à réclamer l'exécution simultanée d'une foule d'innovations : c'est

qu'elle sache poursuivre successivement et chacune en son temps toutes les réformes qui sont dans sa nuance politique et analogues à son principe. Il me semble donc que l'opposition libérale et constitutionnelle pourrait dès à présent demander trois choses : une réforme dans les lois de septembre, une réforme de la chambre élective, une amélioration dans la loi électorale. Et ce ne seraient pas pour elles de vaines théories, ce ne serait pas une tactique du moment, mais un but permanent qu'elle poursuivrait constamment, sans interruption, jusqu'à ce qu'elle l'eût obtenu. Elle ne dirait pas : Voilà mes principes, mais par circonstance je les ajourne, et je voterai pour le ministère qui ne fera rien de ce que je veux. Tout ministère qui ne ferait pas ces choses, l'opposition constitutionnelle le combattrait ; elle ne donnerait son vote qu'à celui qui voudrait comme elle leur immédiat accomplissement. Si l'opposition agissait autrement, elle retomberait dans le système des expédients, et ferait précisément comme ceux auxquels elle reproche de manquer de principes stables.

Il y a des gens qui, lorsque l'opposition gêne le pouvoir, déclarent qu'elle n'est pas *pratique*, et par ce seul mot ils croient avoir tout dit. C'est cependant un non-sens. Une opposition cesse d'être pratique quand elle cesse d'accomplir son mandat et lorsqu'elle manque aux conditions de son existence. Si, maîtresse du pouvoir, elle accomplit ses principes, elle est pratique. Si pour faciliter le pouvoir à quelqu'un, elle abandonne son programme, elle n'est pas pratique, elle est dupe.

Les réformes qui précèdent sont, à mon avis, celles que l'opposition devrait mettre au premier rang par deux raisons : d'abord parce qu'elles sont politiques de leur nature, et par conséquent plus propres à caractériser un parti, et en second lieu parce que pouvant être immédiatement réalisées, elles doivent l'être. Maintenant, si l'opposition constitutionnelle doit avant tout demander l'accomplissement des trois réformes qui viennent d'être exposées, il ne s'ensuit pas que ce soient les seules qu'elle doive poursuivre.

III.

Il est beaucoup d'autres réformes au succès desquelles l'opposition constitutionnelle doit dès à présent travailler.

Ainsi, pour en donner quelques exemples, si, dans les lois de septembre, la disposition qui dépouille le jury de ses attributions pour les transporter à un tribunal d'exception doit d'abord être reformée, ce n'est pas cependant la seule qui appelle une révision. Peut-on, en effet, considérer comme le dernier mot sur la liberté de la presse le taux exorbitant des amendes, l'élévation des cautionnements établis

par ces lois ? Peut-on regarder comme définitive cette disposition des mêmes lois qui fixe à 7 voix contre 5 la majorité absolue nécessaire au jury pour rendre un verdict de condamnation capitale, et celle qui prescrit aux jurés l'obligation de voter secrètement ? En supposant bons de pareils principes qui touchent à ce qu'il y a de plus immuable dans la société, pourrait-on les laisser épars dans des lois de circonstances plus ou moins empreintes des passions et des violences qui les ont provoquées ? Quelque criminelles que soient certaines associations, et de quelque répression que doivent être frappés leur excès, qu'est-ce qui admettra comme régulière et normale cette disposition préventive des mêmes lois qui subordonne à l'autorisation administrative le droit même de s'associer !

Il y a donc dans les lois de septembre plusieurs réformes essentielles à faire ; à mon avis, l'opposition constitutionnelle doit les vouloir toutes. Seulement, elle en place une avant toutes les autres : celle qui a pour objet une violation plus directe de la Charte, et sur l'urgence de laquelle il existe un sentiment plus généralement établi.

Il en est de même d'un grand nombre de réformes intérieures qui, quoique très importantes, peuvent quant à présent ne pas être placées par l'opposition au premier rang, soit parce que leur solution est moins urgente et moins préparée, soit parce qu'elles sont de telle nature que tous les partis pourraient jusqu'à un certain point les proposer.

Telles sont, par exemple, la réforme du conseil d'État, le perfectionnement de notre organisation municipale, la liberté de l'enseignement secondaire, une loi qui fixe la responsabilité des ministres et des autres agents du pouvoir ; une autre loi qui détermine les bases de la procédure devant la cour des pairs, seul tribunal dont la juridiction ne soit soumise à aucune règle ; la réforme des prisons ; l'abolition de l'esclavage dans nos colonies, etc., etc.

Toutes ces réformes sont essentielles. Celles-ci importent aux principes éternels de la morale et de l'humanité ; celles-là au progrès de nos institutions constitutionnelles et au perfectionnement de notre organisation administrative et judiciaire ; toutes sont destinées à offrir de nouvelles garanties à la sûreté et à la liberté des citoyens. L'opposition constitutionnelle les veut donc, et elle doit d'autant plus y donner ses soins que, s'il en est quelques-unes que tous les partis puissent faire, elle les ferait autrement qu'eux. Elle est donc bien loin de les négliger, seulement elle comprend que toutes ne peuvent être accomplies le même jour, et il m'a semblé que tout en les poursuivant avec zèle et constance, elle ne devrait pas faire de leur réalisation immédiate une condition de son vote.

Enfin, outre ces réformes, dont les unes ne sauraient être différées, et les autres devront être plus ou moins prochainement accomplies, on peut encore en indiquer une troisième sorte dont l'opposition est nécessairement préoccupée : ce sont les réformes dont le germe se trouve dans quelque mal présent, instinctivement senti et reconnu par tout le monde, et dont le remède est tout à la fois nécessaire et inconnu.

Par exemple, chacun sent que l'un des pouvoirs constitutionnels, la pairie, recèle un vice radical qui, s'il n'est corrigé, peut amener sa ruine ; il n'est personne qui ne reconnaisse que pour elle il n'y a de condition d'existence que dans cette alternative : ou l'hérédité ou l'élection. Mais comment aborder cette question si grave aux yeux de quiconque croit à la nécessité de deux chambres dans un gouvernement libre ? L'opposition, qui ne présente pas encore la solution du problème, doit y songer : c'est une question qu'elle doit mettre à l'étude comme toutes les questions de réforme électorale, sur lesquelles l'esprit public n'est pas encore fixé. Veut-on un autre exemple ? De toutes les questions qui travaillent en ce moment la société, il n'en est certes pas de plus graves que celles qui naissent du paupérisme et de l'état physique et moral des populations manufacturières.

Les développements toujours nouveaux de l'industrie, la révolution que ces développements ont depuis un quart de siècle produite dans la condition et dans les mœurs des classes ouvrières, la concentration progressive des travailleurs sur un petit nombre de points, tous les maux de la concurrence illimitée, l'incertitude et l'oscillation des salaires, l'abrutissement d'une vie presque mécanique, l'imprévoyance, la débauche, le matérialisme d'une si grande portion de la société ; au milieu de toutes ces misères, un sourd malaise, une inquiétude vague, de grossiers intérêts d'ambition sans but et sans règle, l'excitation de ces souffrances cruelles et de ces brutales passions par d'audacieuses théories, la tendance même de ceux qui, pour remédier aux maux des populations industrielles, attaquent la liberté de l'industrie : tout cela recèle de graves problèmes sur lesquels on ferme les yeux, et qui deviennent cependant chaque jour plus menaçants. Beaucoup ne croient point à ce mal, parce qu'ils ne le comprennent pas ; d'autres qui le voient, ne sachant comment le guérir, trouvent plus commode de le nier. Mais comme disait de la terre le savant Florentin, *Pur si move*, on peut dire de ces questions toujours frémissantes : *Cependant elles remuent*. Non seulement il s'accumule de grands maux auxquels on ne porte pas de remède efficace ; mais encore, et c'est là peut-être le plus grand péril, des doctrines fausses et absolues se produisent, qui proposent pour ces

maux des remèdes pires que le mal même ; et si les esprits graves tardent à aborder ces questions sociales indépendantes des régimes politiques, il est à craindre que le jour où l'on sera forcé de les résoudre, on ne les trouve d'autant plus difficiles qu'elles auront été mal posées et mal prises au début.

Ce sont encore des questions qu'il importe que l'opposition médite, et pour lesquelles il faut que, portant ses vues sur l'avenir, elle prépare des solutions.

Voilà donc trois espèces de réformes que doit vouloir l'opposition : 1° celles qu'elle demande immédiates ; 2° celles dont elle poursuit le succès sans faire de leur adoption soudaine une condition de son appui ; 3° enfin celles qui, ayant leur germe dans quelque vice des institutions politiques, appartiennent cependant à l'avenir et doivent être mises à l'étude.

Une belle tâche s'offre en ce moment à l'opposition constitutionnelle : quand de toutes parts on semble abandonner les principes pour ne suivre que les personnes, il lui convient de se préoccuper très peu des personnes et de s'attacher beaucoup aux principes.

Je ne sais si au milieu du doute et de l'inconsistance générale, quelque puissance appartiendrait à des caractères fermes et persévérants ; mais ce qui me paraît certain, c'est qu'un rôle honorable serait assuré.

Que l'opposition constitutionnelle saisisse donc fortement la mission qui lui est propre ! Dans l'ébranlement général des croyances, le goût des institutions libérales est peut-être de tous les sentiments publics celui qui s'est le plus affaibli ou corrompu ; la liberté chez nous court plus de dangers qu'on ne pense, et nul ne l'attaque ouvertement ; mais soit indifférence des uns, soit crainte des autres, soit calcul de ceux-là, elle perd chaque jour quelques-unes des garanties sur lesquelles elle repose. Si l'on en croit certains théoriciens, remarquables au moins par la constance de leurs efforts, la liberté serait une bonne chose qui aurait fait son temps ; à leurs yeux cette liberté qui repose avant tout sur le respect et l'inviolabilité des droits individuels, cette liberté telle que l'entendaient nos pères de 1789, telle que la comprennent tous les pays libres, serait une institution surannée, dont on pourrait encore garder l'image comme une sainte relique, mais dont il faudrait se hâter de répudier les maximes et les traditions. Ils voudraient à la place du principe libéral qui domine encore nos institutions et qui désormais leur paraît gênant ou stérile substituer je ne sais quelle théocratie administrative, qui, concentrant de plus en plus toute la puissance sociale entre les mains d'un seul homme, grand prêtre ou commis, prenne en tutelle 34 millions d'hommes, les plie comme des roseaux sous son omnipotence, les

gouverne, les administre, les règle, les atteigne jusque dans le foyer domestique, brise sans pitié, au mépris même des garanties légales, tout signe d'indépendance, toute dissidence de pensée, et réduise enfin chaque individu pour le plus grand bien de tous à l'état d'atome et de poussière. Les doctrines qui tendent à l'extension indéfinie de l'autorité centrale ont, il faut l'avouer, des défenseurs très divers : on voit se rencontrer sur ce terrain les conservateurs les plus obstinés, et les plus ardents révolutionnaires, qui, s'ils ont leur jour de pouvoir, ne veulent pas manquer de cette puissante machine de gouvernement ou d'oppression.

Mais ce ne sont pas pour la liberté les théories que je crains le plus ; ce qui pour elle me paraît surtout redoutable, c'est l'état même de la société à laquelle s'adressent ces doctrines ; c'est le nombre de ceux que leurs dispositions serviles attirent à toute espèce de despotisme, ou qui lui sont dévoués d'avance par la mollesse de leurs âmes, par le trouble de leurs idées, par la corruption de leurs mœurs. Quelles que soient les garanties écrites dans les constitutions, toute tyrannie est à craindre quand le fond de la société se prépare pour la recevoir.

Il existe assurément dans tous les partis des amis sincères et ardents de nos institutions libérales ; c'est cependant à l'opposition constitutionnelle qu'il appartient surtout de prendre leur défense, et ce n'est pas seulement parce que ces institutions tendent à s'affaiblir que l'opposition doit travailler à leur rendre toute leur force, il importe encore de les vivifier pour qu'elles offrent au pays, dans leur développement et dans leur progrès, un objet digne de ses plus grandes passions.

Vouloir condamner la France à vivre sur elle-même dans une prospérité matérielle et bornée serait la plus chimérique et la plus périlleuse des entreprises. La France, toute pleine des majestueux souvenirs de son passé, n'a point résigné sa grandeur. D'immenses passions s'agitent dans son sein ; après tant de triomphes, une douce vie ne suffit pas à son orgueil, et dans le repos qui suit tant d'émotions, elle s'ennuie. Malheur à qui tentera de comprimer ces passions qui, dans leur irrésistible jouissance, feraient tout éclater autour d'elle. La sagesse politique ne peut être que de leur offrir un aliment et un but.

Sans doute, ce but, cet aliment se rencontrent principalement dans toutes les entreprises que la France peut faire au dehors pour accroître sa richesse commerciale, sa puissance maritime et son influence dans le monde. Mais si quelque circonstance passagère détournait la France de la poursuite de ces grands objets, ne serait-il pas sage de diriger d'un autre côté ces passions ardentes et impé-

tueuses qui ne sauraient sans tant de périls demeurer oisives et affamées ? Ne serait-ce pas un grand bien, si l'on parvenait à les occuper et à les nourrir, que de les préserver d'une explosion fatale en les conservant dans toute leur vigueur, exemptes de colère, d'amertume et d'injustice ? Et quel plus noble aliment pourrait leur être offert que le perfectionnement de nos institutions libérales ? Pour moi, je l'avoue, je ne connais que la liberté qui fasse équilibre à la gloire. Et, qu'on y prenne bien garde : en même temps que la liberté est pour un peuple le seul intérêt capable de balancer la gloire, elle est aussi le meilleur garant de sa puissance. Il n'est pas à craindre qu'une grande nation consente jamais à être moindre au dehors qu'elle ne le fut jadis, si au dedans elle se sent de plus en plus libre ; si chacun de ses membres se sent grandir individuellement par l'accroissement de ses droits ; si ces droits lui deviennent chers ; s'il craint vivement de les perdre ; s'il est saisi du désir ardent de les augmenter encore ; en un mot, s'il se passionne fortement pour toutes les espèces de progrès que l'on peut demander à un gouvernement libre. Je ne sais quel serait le destin d'un peuple qui, pendant le sommeil de sa gloire, laisserait sa liberté s'éteindre ou languir ; mais j'ai foi dans le retour de sa gloire et dans le maintien de sa grandeur, si je vois chez lui toujours vivaces l'amour et les passions de la liberté. Ce sont ces passions, c'est cet amour de la liberté, c'est cette crainte de la perdre, c'est ce désir de l'étendre qu'il faut qu'aujourd'hui l'opposition libérale et constitutionnelle s'efforce d'exciter au sein du pays. La liberté a besoin pour se soutenir des passions de la France. Les passions de la France et sa grandeur n'ont pas moins besoin aujourd'hui des secours de la liberté, et ce n'est pas seulement en recommandant aux peuples l'amour des institutions libérales qu'on leur en inspire le goût ; on les passionne pour la liberté en l'aimant passionnément avec eux, en respectant tous les principes qui la constituent, en honorant tous les progrès, en poursuivant avec ardeur, avec persévérance toutes les réformes.

Un peuple ne s'attache profondément à ses institutions que lorsqu'il travaille à les perfectionner.

ÉTAT DE LA QUESTION D'AFRIQUE

[*Le Siècle*, en 5 parties : 26 et 30 novembre, 3, 7 et 11 décembre 1842.]

Voir précemment, pages 64 à 100.

Numéro du 26 novembre : début page 65, par ces mots : « Le gouverneur-général de l'Algérie a publié récemment... » ; fin page 72.

Numéro du 30 novembre : début page 73 ; fin page 77, par ces mots : « C'est ce que vous n'obtiendrez pas par l'établissement en Afrique du despotisme militaire. »

Numéro du 3 décembre : début page 77, par ces mots : « M. le gouverneur d'Alger ne peut sans sourire entendre... » ; fin page 84.

Numéro du 7 décembre : début page 85 ; fin page 89, par ces mots : « Déplorable système, système ruineux, dans lequel tout est mensonge, et qui serait déplorable encore quand même il serait moins faux et moins stérile. »

Numéro du 11 décembre : début page 89, par ces mots : « Après avoir examiné dans son principe et dans ses effets le système exposé par M. le général Bugeaud... » ; fin page 99.

DE LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS
ET DES ENQUÊTES PARLEMENTAIRES.

[*Le Siècle*, en cinq parties : 19 et 27 novembre, 7, 16 et 28 décembre 1846.]

La plus grave question qui se soit élevée dans la courte session qui a suivi les élections générales est celle des enquêtes parlementaires. Un honorable député, dont les travaux sur l'Irlande ont été appréciés de l'Angleterre comme de la France, se propose de traiter cette question dans toute son étendue. Nous recommandons ses recherches consciencieuses à l'attention de nos lecteurs.

DE LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET DES ENQUÊTES PARLEMENTAIRES.

Premier article.

État des choses en France.

Il existe dans notre code constitutionnel une lacune importante, capable d'exercer une funeste influence sur le sort tout entier du régime parlementaire, et que la vérification des pouvoirs, à la suite des dernières élections, a rendue manifeste à tous les yeux.

Dans tous les pays où le gouvernement représentatif est en vigueur, à côté des lois qui instituent les corps électifs, se trouvent placées un certain nombre de règles au moyen desquelles se vérifie la validité de l'élection. Chacune de ces règles est une garantie constitutionnelle. Il ne suffit pas, pour qu'il y ait une élection vraie et une représentation réelle, de convoquer des collèges électoraux, de faire des scrutins, de produire des procès-verbaux d'élection. L'élection a-t-elle été régulière ? A-t-elle été libre ? A-t-elle été honnête et pure ? Telles sont les questions qui tout d'abord se présentent. Et s'il était vrai qu'aujourd'hui, dans l'état de notre législation parlementaire, il n'existât pour la solution de ces questions aucun procédé régulier, on pourrait dire que nous possédons, il est vrai, le principe de tout gouvernement libre, l'élection ; mais que nous n'en avons point la principale garantie.

La charte constitutionnelle ne contient absolument aucune disposition sur ce sujet, qui est à peine effleuré dans le présent règlement de la chambre. L'art. 3 de ce règlement se borne à dire qu'aussitôt après la formation de son bureau provisoire, la chambre, partagée en 9 bureaux tirés au sort, procède à la vérification de ses pouvoirs. L'art. 4 ajoute : « Les procès-verbaux d'élection sont, avec les pièces justificatives, répartis entre les 9 bureaux, et chacun d'eux nomme un rapporteur chargé de présenter à la chambre le travail de son bureau. »

« La chambre, porte enfin l'art. 5, prononce sur la validité des élections, et le président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valables. »

On voit bien par ces dispositions qu'on admet une contestation possible sur les élections dont le procès-verbal arrive à la chambre, et puisque le président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valables, il en résulte que la chambre peut ne pas valider l'élection, et, par voie de conséquence, qu'elle peut l'annuler,

Mais comment, en pareil cas, doit-elle procéder ? Dans quelles formes ? Par quels moyens d'information ? À quels signes reconnaîtra-t-elle une élection régulière qu'il faille ratifier ou une élection vicieuse qu'elle doive anéantir ? Le droit de vérification implique le droit d'enquête. Comment et par qui se fera l'enquête ? Auta-t-elle lieu de droit devant le bureau auquel est échu l'examen de l'élection contestée ? Mais comment un bureau composé de 50 membres pourra-t-il se livrer à cette enquête ? Sera-ce devant une sous-commission déléguée par le bureau ou devant une commission composée de membres nommés par tous les bureaux de la chambre ? Où trouver la solution de ces questions ? Et qui aura le droit de provoquer l'enquête parlementaire ? À quelles conditions ce droit pourra-t-il

être exercé ? Faut-il que la chambre ordonne l'enquête toutes les fois qu'elle est demandée et qu'un fait de corruption est allégué ? Quelle est la garantie que ce fait est vrai ? Si le plaignant en impose, quel sera son châtiment ? Afin de ne point aller au hasard, exigera-t-on du plaignant qu'il produise des déclarations écrites de témoins ? Mais ce sera discréditer à l'avance les témoignages invoqués. Comment fera donc la chambre, qui ne peut exiger des témoignages anticipés sans en détruire la valeur, et qui, à leur défaut, manque absolument d'indices pour se décider ?

Cependant voici l'enquête ordonnée, et la commission cite devant elle des témoins. Ces témoins doivent-ils prêter serment ? Peut-on les récuser ? Quelles seront les causes de récusation ? La partie intéressée peut-elle leur opposer d'autres témoins ? S'ils refusent de parler, peut-on les condamner à l'amende ? S'ils mentent, sont-ils passibles de la peine appliquée au faux témoignage ? Et si ces témoins refusent même de comparaître ? Et s'il y a parmi eux des fonctionnaires publics qui aient reçu du gouvernement l'ordre de ne pas faire leur déposition ? Et l'enquête sera-t-elle publique ? À défaut de publicité, se fera-t-elle du moins en présence des principaux intéressés ? Et une fois faite, qui la paiera ? etc., etc. Si l'on creuse la matière, combien d'autres questions se présentent ! Toute élection, pour être valable, doit avoir été libre et pure ; mais en quoi consiste la corruption qui peut l'invalider ? En Angleterre, cinquante lois depuis un siècle et demi ont été faites pour définir tous les cas de corruption qui vicient le mandat électoral. À part quelques articles de notre code pénal faits pour les tribunaux et non pour la chambre (les art. 109, 110, 111, 112 et 113), qu'y a-t-il dans nos lois qui se réfère à cet objet ? Et puis quels sont les faits qui, sans constituer un crime ou un délit, sont de nature à motiver l'annulation de l'élection ?...

... Il faut le reconnaître, rien, absolument rien, dans l'état de notre législation, ne fournit une réponse certaine à ces questions. Il ne faudrait pas sans doute du silence de nos lois sur ce point conclure que ces questions, quand elles se présentent, doivent demeurer sans solution. La commission d'enquête nommée en 1842 pour la vérification des pouvoirs des députés élus par les arrondissements de Langres, de Carpentras, d'Embrun et Briançon, ne déclina point la tâche qui lui était imposée, sous le prétexte que la loi ne lui venait pas suffisamment en aide. En l'absence de dispositions précises et formelles, la commission d'enquête prit pour base de ses opérations le droit nécessaire et souverain de la chambre. La chambre n'existerait pas si elle n'avait pas le moyen de vérifier les pouvoirs de ses membres, et elle ne serait pas un pouvoir souverain si cette vérifica-

tion pouvait être l'œuvre d'un autre pouvoir qu'elle-même. Or, le droit de vérifier les pouvoirs ne se comprend pas sans le droit de s'enquérir. Et qu'est-ce qu'un droit d'enquête, sans le droit d'entendre tous témoins particuliers ou fonctionnaires, et de les contraindre à comparaître s'ils refusent de venir ?

Tous les pouvoirs qu'a exercés dans cette circonstance grave la commission d'enquête de 1842 étaient sans doute des conséquences logiques du premier principe posé ; la commission a donc eu grande raison de s'attacher au principe fécond qui lui a servi de guide, et qui pouvait seul sauver le droit et la dignité de la chambre ; dans des circonstances analogues toute autre commission d'enquête devrait sans doute agir de même et suivant la même tradition. Mais le ferait-elle ? Et que serait-il arrivé, même en 1842, si la commission d'enquête, au lieu d'agir sous l'inspiration de la dignité parlementaire, eut subi une autre influence ? Que serait-il arrivé si elle eût été moins résolue à triompher des obstacles qui lui étaient opposés ; si quelque difficulté grave s'étant produite dans son sein, elle eût été obligée d'en référer à la chambre ? Et si la chambre d'alors eût été comme celle d'aujourd'hui, croit-on que la commission d'enquête fût arrivée au terme de ses travaux, et que le précédent important qu'elle a créé eût pu être obtenu ? Non : il est évident que l'enquête n'eût pas même été ordonné ; ou si on l'avait commencée, c'eût été pour la faire aboutir à un déplorable avortement. Il serait alors arrivé la même chose que l'on a vue après les élections de 1846. Toutes les protestations contre la fraude et contre la corruption eussent été traitées de chimériques ; des élections dont l'enquête a montré les vices eussent été validées sans discussion ; et l'on dirait aujourd'hui qu'il n'y a pas eu de manœuvres commises, parce qu'il n'y en aurait point eu de constatées, à peu près comme si l'on disait qu'il ne se commet point de crimes dans de certains pays sauvages, parce qu'il n'y existe point de justice. Il y a évidemment ici une lacune dans nos lois.

En présence de ce vide et des désordres qui en découlent naturellement, bien des gens sont pourtant d'avis que le mieux, après les élections, est de les valider toutes et de ne point ordonner d'enquêtes. On ne parle point ici de ceux qui détestent d'une haine profonde les enquêtes parlementaires et les repoussent précisément à cause de l'efficacité qu'ils leurs croient. Avec ceux-ci il n'y a point à discuter, et leur réprobation est un argument. Mais l'opinion qui mérite un examen, c'est le sentiment de ceux qui de très bonne fois sont alarmés des mouvements, du trouble, des complications que fait naître une vérification de pouvoirs trop controversée, et qui croient

qu'à tout prendre mieux vaudrait glisser sur de pareilles difficultés que de les approfondir.

Ceux qui pensent ainsi se fondent d'ordinaire sur deux raisons principales : la corruption, disent-ils d'abord, n'est qu'un rare accident dans nos élections ; et cependant à chaque élection on se plaint de manœuvres, d'intrigues, de vénalité, de corruption ; faudra-t-il donc qu'à chaque élection générale il y ait un certain nombre d'enquêtes au prix de toutes les difficultés et de toutes les perturbations dont les enquêtes sont l'occasion ? Faudra-t-il qu'un mal rare et restreint soit combattu au moyen d'un autre mal étendu et permanent ? En second lieu, disent-ils, à quoi servent les enquêtes ? Qu'ont-elles produit chez nous ? Que produisent-elles en Angleterre, où il s'en fait depuis deux cents ans, et où, à chaque renouvellement de parlement, on constate la corruption en la réprimant ?

Il y a dans ces deux objections bien des erreurs. La première de toutes, c'est de considérer l'intrigue et les manœuvres dans une élection comme un accident rare, anormal et très exceptionnel. Ce qui, au contraire, serait tout à fait surprenant, ce serait qu'il se fit beaucoup d'élections sans qu'il s'y mêlât plus ou moins de corruption, c'est-à-dire plus ou moins de manœuvres coupables et de criminelles intrigues. Cela a été ainsi dans tous les temps, dans tous les pays libres, parce que cela est dans la nature même des choses. Dans tous les gouvernements où le pouvoir procède de l'élection, le mandat législatif confère à ceux qui en sont investis une si grande puissance, il est pour eux la source possible de tant d'influence, de crédit, d'élévation, de fortune même ; il apporte aussitôt dans leur existence tout entière un changement si considérable, qu'on conçoit sans peine le prix immense que prend, aux yeux de quiconque le convoite, le suffrage de ceux dont ce mandat dépend. Or, que ne fera pas, pour se procurer ces suffrages, l'homme qui ne sait pas modérer ses désirs, et que son ambition aveugle ? Il faudrait oublier absolument toute l'histoire de l'humanité, et méconnaître la portée naturelle des passions, pour ne pas juger les entraînements propres à l'ambition parlementaire ; celle-ci est sujette aux mêmes écarts que les autres passions humaines, à des écarts plus grands peut-être, parce que son objet est plus élevé ; tantôt ses excès se renfermeront dans la violation des lois que la morale seule condamne ; tantôt ils iront jusqu'au délit, jusqu'au crime même que la loi punit. Ce qu'on peut assurer, c'est que l'ambition parlementaire s'égarrera : car on ne saurait concevoir un grand intérêt, une grande passion, sans admettre comme corollaire obligé un excès possible, et dans un nombre de cas donnés, un excès certain.

L'établissement de la liberté politique chez un peuple y fait naître une source de passions et par conséquent d'excès et de délits qui n'y existait pas auparavant. Dire qu'il peut se passer une grande lutte électorale sans qu'il y ait eu des désordres commis, sans vénalités, sans violences, sans pratique de corruption, c'est comme si l'on disait qu'il peut y avoir de nombreux rapports sociaux parmi des hommes sans qu'il se commette des attentats contre les personnes et contre les propriétés. Remarquez que plus la liberté représentative dure et se développe dans un pays, plus il est naturel que les désordres et les excès qui naissent de l'élection s'y multiplient. Car le prix des suffrages, les avantages honnêtes ou illégitimes qu'on en retire étant mieux connus et plus sentis, l'élection est chaque jour plus recherchée et devient l'objet de passions plus ardentes, plus diverses et moins contenues. C'est la même raison pour laquelle, à mesure que les sociétés se civilisent et que la propriété acquiert plus de valeur, il s'y commet plus de vols. Et c'est là ce qui montre ce qu'a d'insensé le langage de ceux qui s'étonnent de voir la corruption politique durer encore dans des pays où il y a des lois pour la combattre. Autant vaudrait se montrer surpris de ce qu'il se commet chez tous les peuples de la terre des larcins et des assassinats, quoique toutes les législations contiennent des peines pour protéger la vie et la propriété des citoyens.

On parle de faits de corruption existant encore en Angleterre, malgré toutes les enquêtes depuis longtemps pratiquées ; mais on ne dit pas la corruption qui existerait si aucune loi ne travaillait à la détruire. Qui donc déclare inutiles et impuissantes les lois criminelles et pénales, parce qu'en même temps qu'elles sévissent, il se commet encore des délits et des crimes ? — Même après l'établissement chez nous de bonnes lois pour frapper la corruption électorale, il y aura encore beaucoup de corruption ; cela est inévitable ; pour supprimer le délit, c'est-à-dire l'excès, il faudrait abolir la passion, et d'abord l'intérêt qui la produit. Ce serait assurément poursuivre une chimère que de vouloir la vie politique et ses libres allures sans aucune de ses licences ; pour moi, lorsque je vois des élections générales se faire sans qu'aucune enquête intervienne, je n'en tire point la conséquence que toutes les élections ont été pures ; je suis bien plutôt tenté de penser qu'un grand nombre de désordres ont été commis, puisqu'aucun n'a été réprimé. Il existe un pays très commerçant et très civilisé où l'on n'intente pas un seul procès de banqueroute. Est-ce parce qu'il y a peu de banqueroutes ? Non ; c'est parce qu'il s'en commet trop. Attendrons-nous qu'en fait de corruption politique le mal en soit venu à ce point de n'en être plus un ?

La où ce mal n'est plus poursuivi, ne dites pas qu'il n'existe point ; dites plutôt qu'il est devenu si grand qu'on a renoncé à le combattre.

Faut-il, en terminant sur ce point, répondre à l'objection de ceux qui, reconnaissant que des excès fâcheux se commettent dans les élections, seraient d'avis qu'on en annulât quelques-unes, mais voudraient qu'on le fit sans enquête ? Qui ne voit que c'est poursuivre la fin sans le moyen ? Comment la chambre briserait-elle une élection si, par une enquête préalable, elle ne prenait le moyen de s'éclairer ? Que dirait-on d'un tribunal qui, pour éviter les difficultés et les scandales d'une procédure criminelle, condamnerait le prévenu sans entendre les témoins ?

Disons-le, toutes ces objections contre les enquêtes parlementaires ne supportent pas un examen sérieux. Ce qui est sérieux, ce qu'il faut reconnaître vrai avec les hommes sincères de tous les partis, c'est qu'il y a dans cette matière des difficultés graves, soit qu'il faille définir les manœuvres électorales capables de vicier l'élection, soit qu'il y ait lieu d'organiser le pouvoir chargé de prononcer sur les élections contestées. Ces difficultés reconnues, faut-il renoncer à les vaincre et abandonner une question dont la solution intéresse l'essence même du gouvernement représentatif ? Non, sans doute. Ce qu'il faut faire, c'est chercher consciencieusement et avec patience le remède applicable au mal constaté. Livrons-nous donc à cette recherche. Mais avant d'examiner comment il conviendrait de régler chez nous la vérification des pouvoirs et les enquêtes, peut-être ne serait-il pas sans intérêt de savoir où l'on en est sur ce point dans le pays qui nous a précédés dans la voie du gouvernement représentatif. Voyons donc quel est à cet égard l'état des choses en Angleterre. Ce sera le sujet de l'article suivant.

Article second.

État des choses en Angleterre.

Il y a dans la loi à faire contre la corruption électorale, deux choses que l'on est enclin à mêler, et qu'il faut cependant distinguer avec grand soin. Ces deux choses sont : 1° la répression judiciaire, qui s'obtient au moyen de lois pénales dont les tribunaux font l'application ; en second lieu la répression parlementaire, qui résulte des lois politiques exécutées par la chambre elle-même.

Ces deux choses peuvent sans doute quelquefois concourir et se trouver en harmonie l'une avec l'autre, mais elles peuvent aussi, et c'est le plus souvent, s'isoler l'une de l'autre, se contrarier même, et elles procèdent de deux ordres d'idées très différents qu'il importe de ne jamais confondre.

Il arrive sans cesse en effet que des désordres graves, constituant des délits, des crimes même prévus par la loi pénale, et propres à mettre en mouvement l'autorité judiciaire, se passent dans le cours d'une élection, sans qu'il y ait lieu d'en conclure que l'élection doive être annulée, et par conséquent sans que la chambre ait à intervenir. Tel est, par exemple, le cas où un député est élu en dépit des manœuvres criminelles de son adversaire. Apparemment la chambre ne brisera par son élection pour le punir du fait de son concurrent. Cependant l'action de la justice criminelle n'en aura pas moins son cours si les manœuvres commises peuvent tomber sous sa juridiction.

D'un autre côté, il peut se faire que l'élection, moralement attaquant, doive être annulée par la chambre, sans qu'il s'y rencontre un seul fait qui puisse être, de la part d'un corps judiciaire, l'objet d'une répression pénale. Ainsi, par exemple, la loi anglaise déclare nulle l'élection si à son occasion le candidat a hébergé les électeurs (art. 22 de la loi anglaise du 10 août 1842) ; et en 1843, la chambre des députés de France a annulé pour le même fait l'élection de M. Pauwells, élu par le collège électoral de Langres. Cependant c'est un fait auquel la justice criminelle n'a rien à redire. Bien d'autres exemples analogues pourraient être cités ; mais l'on comprend sans peine comment de certaines manœuvres peuvent troubler la pureté de l'élection et entraîner sa nullité, quoiqu'elles ne constituent ni crime ni délit, et comment des délits et des crimes peuvent s'y rencontrer, sans qu'il y ait rien d'imputable au candidat qui a triomphé, par conséquent sans que la liberté et la pureté de l'élection aient été en rien altérées.

Placés ainsi chacun dans la sphère qui lui est propre, le pouvoir parlementaire et le pouvoir judiciaire procèdent dans une entière indépendance mutuelle. Car tous deux sont des pouvoirs souverains, en ce sens qu'aucun des deux n'a de contrôle à exercer sur l'autre. Ce serait une erreur de penser qu'en aucun cas, excepté sur l'ordre d'une loi formelle, l'autorité judiciaire dût s'arrêter devant une considération parlementaire. Elle a le droit d'intervenir partout où il y a des délits à réprimer, et elle peut aujourd'hui déclarer criminels des faits qui, dans un rapport émané de la chambre, auraient été signalés comme parfaitement légitimes. S'il en était autrement, la justice, qui n'est soumise qu'à la loi, serait subordonnée au parlement, et ce serait la confusion des pouvoirs.

D'un autre côté, l'indépendance de la chambre est au moins égale ; si elle était inégale, ce serait pour être supérieure ; et quand elle apprécie des faits, elle n'a point à se préoccuper du jugement qui en a été ou qui pourra en être porté par le pouvoir judiciaire auquel

ils seraient en même temps déférés. La chambre pourra demain déclarer honnêtes et réguliers des faits qu'aujourd'hui le tribunal a flétris comme immoraux et criminels. S'il en était autrement, que deviendrait sa souveraineté ? Qu'arriverait-il si l'admission d'un seul de ses membres pouvait être subordonnée au jugement d'aucune cour de justice ? Et que l'on y prenne bien garde, alors même que des oppositions éclatent entre la sentence du juge et la décision du parlement, il n'y a point conflit entre eux. Le conflit proprement dit se manifeste entre pouvoirs de même nature ou aspirant concurremment à remplir la même fonction. Ici il y a deux puissances de nature diverse, accomplissant chacune un office différent ; deux puissances parallèles qui marchent côte à côte sans jamais pouvoir se heurter, et qui, alors même qu'elles se contredisent, ne se choquent pas, parce qu'elles restent toujours chacune sur le terrain qui lui est propre, et que s'il leur arrive de toucher au même objet, elles le prennent toujours par un côté différent. Dans une manœuvre électorale l'enquête du juge cherche le délit qui a blessé les lois générales de la société ; l'enquête parlementaire poursuit le fait qui a faussé la liberté de l'élection. Peu importe pour le juge l'appréciation de la manœuvre par la chambre ; peu importe pour la chambre l'appréciation du juge sur le crime. Le pouvoir judiciaire connaît des délits électoraux par la raison générale que tout ce qui constitue un crime ou un délit est de sa compétence. De son côté, la chambre a qualité pour apprécier les mêmes faits, non parce qu'ils constituent des délits, mais parce qu'ils sont un des éléments de l'élection, dont elle seule a le droit de déclarer le vice ou la validité.

Nous disions tout à l'heure que dans tous les cas le pouvoir judiciaire et le pouvoir parlementaire étaient essentiellement indépendants, et que l'un ne pouvait jamais être subordonné à l'autre. Il y a cependant deux cas où l'autorité judiciaire fléchit devant la puissance du parlement. Le premier, c'est lorsque la chambre étant outragée par un journal, juge convenable de réparer elle-même l'offense qu'elle a reçue ; dans ce cas elle enlève à la justice son glaive et se fait justice à elle-même. Le second cas est plus grave encore que le premier : c'est celui où une diffamation étant commise à la tribune par un député, il est interdit aux tribunaux d'intenter aucune poursuite. Dans le premier cas la justice ne change que de main, dans le second elle est suspendue. Quelque élevé que soit le pouvoir qui applique les lois, celui qui les fait est placé encore plus haut ; et l'indépendance de celui-ci est la première de toutes les nécessités. Cette indépendance n'existerait pas si le député qui discute les lois, et qui dans un gouvernement libre ne peut les discuter que publiquement, pouvait être recherché devant les tribunaux pour les pa-

roles qu'il a prononcées dans l'exercice de son mandat parlementaire. La raison veut, d'accord avec la loi, que dans ce cas la justice soit désarmée. À la vérité, fort de cette inviolabilité, le député pourra à la tribune commettre impunément des délits, des crimes même, que nul tribunal ne pourra punir. Mais on considère que ce mal est, à tout prendre, secondaire, comparé à l'inconvénient qu'il y aurait pour la chambre d'être incessamment soumise aux investigations de la justice. Tel est le privilège parlementaire, qu'à la tribune le député couvre tout ce qu'il s'approprie ; et une grande erreur a été commise par ceux qui ont prétendu que les auteurs d'une protestation électorale pouvaient être poursuivis en justice pour cause d'injure ou de diffamation en conséquence des faits contenus dans une protestation et révélés à la tribune. La protestation, quel que soit son texte, ne constitue point par elle-même un délit ; alors même qu'elle est répréhensible, elle ne devient punissable qu'en conséquence de la publicité qu'elle reçoit. Le délit, s'il y en a un, est donc, à vrai dire, l'œuvre du député, dont la voix seule a créé la publicité qui, en matière de diffamation, est le délit même. Il n'y a ici de coupable que celui qui ne peut pas, qui ne doit pas être poursuivi.

Sauf ces deux exceptions que nécessitait le principe essentiel de l'inviolabilité parlementaire, les deux pouvoirs peuvent fonctionner dans la plénitude de l'indépendance propre à chacun d'eux ; et le moindre tribunal correctionnel a, en principe et au point de vue de la répression, tout autant le droit de s'enquérir des scandales arrivés dans une élection, que la chambre a le droit de s'en émouvoir au point de vue parlementaire. C'est là du moins la théorie dans tous les pays constitutionnels et où le régime parlementaire est en vigueur ; c'est aussi celle qui prévaut en Angleterre.

Cependant, il faut tout d'abord le reconnaître, en Angleterre la théorie et le fait ne sont point en harmonie ; non qu'il y ait conflit entre le pouvoir parlementaire et la justice, ce conflit, quand il éclate, comme par exemple dans le procès de Hansard et de Stockdale, est un rare accident, et d'ordinaire rien n'égale le bon accord et le respect mutuel des deux autorités ; mais la pratique et la doctrine diffèrent en ce sens qu'en théorie la justice et le parlement, ayant un droit égal, sembleraient devoir agir autant l'un que l'autre, tandis qu'en fait, en cette matière, les tribunaux se tiennent sur la réserve et le parlement seul intervient. Ce n'est pas qu'en Angleterre il manque de lois pénales contre la corruption électorale ; ce n'est pas non plus faute d'infractions à ces lois que la justice anglaise s'abstient de toute action ; un grand nombre de lois portées en cette matière à diverses époques sont toujours en vigueur et bien souvent offensées. Mais rien n'est plus rare que de voir l'application judiciaire de ces lois.

Soit que les tribunaux en Angleterre et le jury lui-même, juge compétent dans ces sortes de questions, répugnent à se mêler même indirectement aux luttes politiques en connaissant d'un délit qui s'y rattache ; soit plutôt que les mœurs publiques d'un peuple libre tendent sans cesse à faire prédominer, en pareille matière, l'appréciation du parlement, qui est le grand jury national, sur les sentences de l'autorité judiciaire, toujours est-il qu'à l'heure qu'il est, la répression juridique et pénale des désordres commis dans les élections est à peu près nulle ; et, à vrai dire, il n'y a d'autre répression que celle qui résulte des investigations du parlement vérifiant les élections contestées.

Mais non seulement en Angleterre la justice s'abstient presque complètement et le parlement intervient à peu près seul dans l'examen des désordres électoraux, mais encore on voit dans beaucoup de cas le parlement anglais investi d'un droit exorbitant, qui nous paraîtrait certainement en France le résultat d'une singulière confusion de pouvoirs ; ce droit, c'est celui qui appartient à la chambre des communes d'appliquer elle-même à de certains délits, lorsque dans le cours de l'enquête elle les rencontre sur son chemin, soit la peine de l'amende, soit celle de l'emprisonnement ; c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'en pareil cas le parlement anglais cumule la puissance législative et l'autorité judiciaire. Il n'y a là rien qui doive surprendre ceux qui savent la théorie anglaise de l'omnipotence parlementaire ; mais ce qu'il faut tout de suite ajouter, c'est qu'ici encore le droit est très différent du fait, et que cette omnipotence légale ne se manifeste presque par aucun acte. Si l'application s'en fait encore quelquefois, c'est un cas tout à fait exceptionnel. Le mode de procéder usuel, la vraie pratique anglaise pour combattre les manœuvres électorales et même les délits, c'est l'annulation de l'élection.

Et si l'on réfléchit à la nature même des choses, on verra que ce qui arrive en Angleterre n'est point l'effet d'un simple accident. Il est naturel que les tribunaux ordinaires commencent par s'en prendre aux délits électoraux, comme ils poursuivent toutes sortes de délits, et qu'ensuite ils abandonnent la poursuite de ces délits complexes, mobiles comme l'opinion, et sur lesquels ils voient s'exercer, directement ou indirectement, une autre et plus puissante juridiction. Il est naturel aussi que le pouvoir parlementaire, qui, en cherchant des manœuvres électorales dans une enquête, y trouve des crimes, incline à frapper le crime en même temps qu'il fait justice de l'influence irrégulière. Mais bientôt l'expérience lui enseigne que la plus efficace répression en cette matière, comme la seule en harmonie avec ses privilèges, c'est l'annulation de l'élection. L'annulation

de l'élection, voilà donc la peine véritable applicable aux désordres électoraux ; et le seul tribunal qualifié pour s'enquérir et infliger cette peine, s'il y a lieu, c'est la chambre.

Mais pour prononcer cette annulation, pour reconnaître d'abord et constater les faits qui pourront la motiver, le parlement anglais a toute une procédure, et il observe toute une série de règles écrites dans la loi. Quelle est cette procédure ? Quelles sont ces règles ? C'est ce qu'il nous reste à exposer.

Troisième article.

État des choses en Angleterre.

En France, la vérification des pouvoirs n'étant réglée par rien, l'admission des députés, pendant les premiers jours de la législature, ressemble singulièrement à une loterie. L'un est admis à la hâte, l'autre attend son admission, sans qu'il existe aucune bonne raison du retard que subit celui-ci, et de la faveur accordée à celui-là. C'est moins une affaire de raison et de justice qu'une question de dextérité, de promptitude et de savoir faire. Honneur à qui se met le plus vite en règle ! C'est presque une course au clocher. Rien de fixé quant au mode des protestations à adresser à la chambre, rien sur le délai dans lequel ces protestations doivent être faites et transmises. Il y a une foule d'exemples de protestations reçues le lendemain du jour où l'élection avait été validée ; il est arrivée aussi à la chambre de valider une élection nonobstant l'avis certain d'une protestation annoncée pour le jour suivant. On a vu mieux : on a vu valider une élection contestée sans que la chambre sût qu'il existait une protestation, et quoique le rapporteur en eût parfaite connaissance. Enfin, la chambre, qui semble approuver au hasard des élections vicieuses, peut annuler de même l'élection la plus irréprochable. Elle le peut, car elle se croit le droit de briser une élection sans enquête préalable. Et toutes ces choses arrivent sans qu'on puisse dire qu'il y a irrégularité et violation de la loi ; ni le règlement de la chambre ni la loi ne sont enfreints : car ni l'un ni l'autre n'ont rien prévu sur ce point. Les choses se passent très différemment en Angleterre, où tout en cette matière est minutieusement réglé.

Et d'abord le règlement de la chambre des communes fixe d'une manière précise le délai dans lequel une protestation contre une élection doit être adressée à la chambre des communes. Cette protestation, qui se fait sous la forme de *pétition*, a pour effet nécessaire et immédiat, quand elle se produit en temps opportun et dans les conditions légales, de provoquer un examen spécial, et pour lequel a été

établie tout exprès, dans le sein du parlement, une procédure particulière, tout à la fois très compliquée, très minutieuse et très solennelle.

Pour bien comprendre l'institution dont cette procédure est le ressort, il faut tâcher d'abord de se bien pénétrer du principe qui en est l'âme et qui ne cesse de la dominer ; ce principe, essentiellement anglais, c'est que toute contestation sur la validité d'une élection parlementaire est, de sa nature, un débat privé qui se discute et se juge comme se discuterait et se jugerait un procès civil. Sans doute dans une telle querelle les questions d'ordre public se mêlent sans cesse au débat particulier ; mais c'est accessoirement ; elles sont subordonnées à celui-ci, et cela est si vrai que, sauf l'exception récemment adoptée et dont nous parlerons plus tard, il dépend de la volonté des parties intéressées d'arrêter l'affaire à quelque degré qu'elle soit parvenue, et la transaction ayant eu lieu, il n'y a plus de procès, ni question particulière, ni question d'intérêt général. Ce caractère des enquêtes anglaises, en matière d'élections contestées, nous paraît beaucoup plus bizarre qu'il ne l'est aux yeux de tout Anglais accoutumé aux principes et aux traditions de la constitution britannique.

Il est, et il était surtout avant le bill de réforme de 1832, tout à fait dans les mœurs anglaises que la possession d'un siège au parlement, quoiqu'elle procédât de l'élection, fût une sorte de propriété ayant sa valeur vénale et appréciable comme celle d'un champ ou d'une maison. La facilité avec laquelle cette propriété se transmettait de père en fils, soit à la personne que l'on désignait aux électeurs moyennant de certains arrangements secrets, avait accrédité cette opinion, et l'on en était arrivé à ce point, au commencement du présent siècle, en l'année 1800, que le parlement anglais ayant supprimé le parlement d'Irlande, vota une indemnité pécuniaire au profit de chaque membre dépouillé du siège parlementaire dont il avait la propriété reconnue, absolument comme ferait un tribunal qui, avant d'exproprier le maître d'un domaine, commence par lui en adjuger le prix.

De ce point de départ découle tout naturellement une première conséquence : c'est que s'agissant à vrai dire d'un intérêt particulier, le plaignant répond des frais de l'instance qu'il engage, et le défendeur de la résistance qu'il oppose. Ils sont dans la situation de toute partie civile. Celui qui attaque une élection doit donc, dans de certains délais et suivant de certaines formes rigoureusement prescrites, s'obliger pour la somme présumée nécessaire à l'acquittement de toutes les dépenses. Cette somme n'est pas moindre de 1 000 liv. sterling (25 500 fr.), et il faut encore que cette obligation soit garantie

par un certain nombre de cautions solvables. (Art. 4 de la loi du 22 juin 1841.)

Autre conséquence procédant du même principe : La question de savoir qui restera maître du collège électoral étant le véritable objet du litige, celui qui prétend l'élection nulle comme celui qui la défend, c'est-à-dire le candidat évincé et le candidat élu, sont exactement dans la position de deux plaideurs devant un tribunal, qui ne doivent faire aucun acte de procédure sans s'en donner mutuellement avis. Nulle décision ne doit se prendre, devant la juridiction spéciale dont il s'agit, que toutes parties dûment appelées. (Art. 49 et 53 de la loi du 22 juin 1841.)

Mais ce qui montre mieux encore toute la portée du point de départ, c'est la nature du tribunal institué pour juger les élections contestées, ce sont les conditions d'indépendance et d'impartialité dans lesquelles on s'est efforcé de l'établir, ce sont les formes toutes judiciaires dont on l'a environné. Le mécanisme suivant lequel ce tribunal s'organise et fonctionne est si compliqué, qu'il n'est pas sans difficulté d'en expliquer clairement et brièvement les ressorts : cependant l'institution est trop importante pour qu'en France il ne soit pas intéressant et utile de la connaître. Essayons de la faire comprendre en donnant une courte analyse de la dernière loi anglaise qui a résumé tous les précédents en cette matière (loi du 22 juin ; longue loi en 96 articles, verbeuse et minutieuse comme toutes les lois anglaises, et dont la traduction textuelle fournirait bien un volume in-8°).

Au commencement de chaque session, le président de la chambre des communes nomme un comité général des élections (art. 22). Ce comité, appelé *the general committee of elections*, est composé de six membres. Il est nommé pour toute la session (art. 26). C'est à ce comité que sont renvoyées toutes les pétitions adressées à la chambre des communes, et dans lesquelles une élection est contestée (art. 30). Ce comité ne juge point au fond les pétitions dont l'examen lui est déféré. C'est un tribunal d'instruction. Il vérifie si toutes les formalités prescrites par la loi pour la régularité de la pétition ont été observées ; si elle a été signée et déposée par quelqu'un ayant qualité pour le faire, si le dépôt a eu lieu dans les délais voulus, si les engagements pris pour le paiement des frais sont en règle, si les cautions sont solvables, etc. Le comité général n'a d'autre mission que celle de mettre la procédure en état et de tout préparer pour le jugement de l'affaire qui appartient à un autre comité appelé *select committee*, ou *comité de jugement*. Le comité général, c'est la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation ;

le *comité de jugement*, c'est le jury. Voici comment se forme le comité de jugement.

Le greffier du parlement dresse une liste alphabétique de tous les membres du parlement, en omettant le nom de ceux qui, aux termes des articles 37, 38, 39 et 40 de la loi, ont des motifs légitimes pour n'y être pas portés, soit à raison de leur âge, soit pour cause de maladie, soit parce que leur élection est également contestée (art. 41). Cette liste est alors transmise au comité général, qui d'abord y choisit un certain nombre de membres, soit six, soit huit, ou dix, ou douze, destinés à présider les comités de jugement (art. 43) ; on verra tout à l'heure comment seront composés les comités de jugement, mais on voit déjà qui doit les présider. Ces membres désignés pour la présidence des comités de jugement, forment ce qu'on appelle le *corps des présidents* (chairmen's pannels). Aucun d'eux n'est de droit président de tel ou tel comité de jugement. Mais les comités de jugement ne peuvent être présidés que par l'un d'eux. Le corps des présidents est comme un état-major dans lequel il sera pris des présidents de comité à mesure et en aussi grand nombre que les circonstances l'exigeront. Mais avant de parler du mode suivant lequel le choix en sera fait pour chaque cas spécial, avant de dire quel sera le président, voyons comment se formera le tribunal lui-même.

Le choix du corps des présidents étant fait, le comité général divise le nombre des membres restant sur la liste alphabétique en cinq sections, dont chacune, à raison du nombre total de la chambre des communes, doit présenter un chiffre d'environ 100 à 120 personnes (art. 44). Le comité général fait ce partage aussi égal que possible, après quoi il remet son travail à la chambre des communes. Alors le greffier du parlement (*the clerk*), tirant au sort les cinq sections ainsi divisées, attache à chacune d'elles le numéro d'ordre dans lequel elle est sortie, et les cinq sections ou listes ainsi numérotées par le hasard sont renvoyées au comité général. C'est dans ces *listes* ou *sections* que le comité général choisit les membres des comités de jugement (art. 54). Il faut pour chaque affaire un comité de jugement, et chaque comité doit être composé de six membres, non compris le président. Ce président, pris, comme on sait, parmi les membres du corps des présidents, est désigné par ceux-ci. Tous les membres du comité de jugement sont pris dans la première section, c'est-à-dire dans la section n° 1, que le sort a déterminée. Chaque nouvelle affaire nécessitant un nouveau comité, ce comité est toujours pris dans la même section jusqu'à ce qu'elle soit épuisée ; toutefois, chaque section ne sert que pendant une semaine, après quoi c'est la section n° 2 dans laquelle le comité général fait ses choix, et ainsi de suite (art. 54).

Il semble au premier abord que de pareilles dispositions, quoique contenant de sérieuses garanties, confèrent en somme au comité général pour la composition du comité de jugement un certain arbitraire ; on voit cependant que dans la pratique cet arbitraire se réduit à peu de choses, parce qu'à côté des règles posées par la loi même, il y a celles que les mœurs ont établies.

Ceux qui jugent avec nos idées et nos passions, lorsqu'ils voient le mode d'organisation adopté en Angleterre pour le comité de jugement, se persuadent sans doute que le comité général, nommé d'abord par le président de la chambre à un certain point de vue politique, va mettre tout son savoir-faire à choisir un comité de jugement animé de certaines passions et tendant à un certain but, de telle sorte que selon que le comité général sera whig ou tory, on sera sûr que le comité de jugement sera tory ou whig. En France, la vérification des pouvoirs, quand elle est contestée, devient presque aussitôt une question de parti. Comme le gouvernement central pèse d'un grand poids dans les élections, il est naturel que toute accusation d'influence illégitime sur le vote des électeurs l'importune et irrite profondément tous ceux auxquels cette influence a profité. Il est bien sûr qu'en France il n'est pas un parti dans la chambre qui, investi d'un certain arbitraire en pareille matière, n'en fit usage immédiatement dans le sens de ses intérêts politiques et de ses passions.

Mais en Angleterre il ne peut rien arriver de pareil. Dans ce pays la vérification des pouvoirs est en général une affaire toute en dehors des partis : on sait que les cas de corruption, quand il en est révélé, ne sont pas plus imputables à tel parti qu'à tel autre, et comme en Angleterre le gouvernement n'intervient jamais dans les élections par un système général d'influence qui ressemble en rien à ce que nous voyons en France, le ministère n'a aucune raison de s'alarmer des enquêtes, pas plus que l'opposition ne peut y voir un sujet de triomphe politique. Que suit-il de là ? C'est qu'en France les partis luttent sérieusement pour entrer dans les commissions d'enquête électorale, et en Angleterre on se dispute à qui n'en sera pas. Comme la fonction de membre d'un comité de jugement est considérée comme très fatigante et très ennuyeuse, sans aucune compensation, la vertu du comité général qui nomme à cette fonction ne consiste pas à repousser ceux qui voudraient faire partie du comité, mais bien à contraindre d'accepter cette charge ceux qui, sans excuse légitime, voudraient s'en affranchir. À vrai dire, on ne conçoit d'autre partialité, dans les membres du comité général, que celle qui consisterait à omettre de désigner, pour faire partie des jurys de jugement, leurs amis particuliers. Il n'y a donc point à craindre que l'esprit de parti préside à la composition des comités de jugement.

Ce que l'on pourrait redouter davantage, ce serait que les choix ne fussent influencés par quelque considération de coterie ou de camaraderie, et qu'il n'entrât ainsi dans le comité de jugement, soit des amis personnels, soit des ennemis des partis qui se disputent l'élection. C'est pour remédier à ce danger que la loi a voulu que le choix des membres du comité de jugement ne pût se faire qu'en présence de tous les intéressés, auxquels elle donne le droit de contestation et de récusation légale (art. 58).

Ce qui frappe quand on étudie avec soin cette partie de la législation anglaise, c'est l'effort que l'on fait, non pas pour combattre la partialité politique, qui n'est point le danger, mais pour vaincre le mauvais vouloir des membres désireux d'échapper à une corvée. Il ne faut donc point s'étonner si le plus souvent, en Angleterre, le comité général fait tous ses choix sur la liste désignée par le sort tout simplement en prenant les noms dans l'ordre où il les trouve, et en écartant seulement les noms de ceux qui ont une raison personnelle et nullement politique d'être exclus ou dispensés. Pour agir ainsi, le comité général a deux excellentes raisons : la première, c'est qu'en général aucun intérêt politique ne l'incite à procéder autrement, et qu'à part les excuses ou récusations sur lesquelles il statue, il trouve sa besogne toute faite ; et puis, n'excluant personne, il a l'avantage que nul ne peut lui reprocher de l'avoir porté sur la liste. Il est à remarquer, du reste, que la désignation du comité général une fois faite est irrévocable, à moins qu'on ne l'ait fait annuler par une résolution de la chambre des communes ; et le membre qui, après avoir été ainsi choisi pour faire partie d'un comité de jugement, ne se rendrait pas à son devoir ou manquerait seulement une séance sans excuse légitime, serait mis en état d'arrestation (art. 64).

En résumé, la tâche délicate du comité général n'est pas de choisir les membres du comité de jugement, c'est de choisir le corps des présidents. Tout membre de la chambre, s'il est honorable, est bon pour être juré ; le même homme serait peut-être insuffisant pour diriger un débat. Pour choisir les membres ordinaires du comité de jugement, le comité général n'a besoin que d'honnêteté et de fermeté ; pour le bon choix des présidents, il lui faut encore du discernement.

Voilà donc le tribunal constitué ; voyons maintenant comment il fonctionne.

Quatrième article

État des choses en Angleterre (suite).

Nous avons vu se constituer le comité de jugement. Voyons maintenant comment il procède. D'abord chacun des membres du comité prête serment comme un juré (63) ; le tribunal siège en audience publique. Non seulement la séance est publique comme celle d'une cour de justice, mais encore il y a dans la salle un sténographe destiné à recueillir les débats ; car s'il est vrai que le comité soit juge suprême, en ce sens que sa résolution soit souveraine et inattaquable, même devant le parlement, d'un autre côté tous les actes du comité doivent tomber sous le contrôle moral du parlement, auquel ils parviendront par une publicité officielle. Le sténographe est tout d'abord assermenté.

De même que devant un tribunal criminel on commence par lire la plainte de la partie civile, ou l'acte d'accusation qui est la plainte du ministère public, on commence par lire au comité de jugement la pétition par laquelle l'élection est incriminée ; et lorsque le greffier a fait l'appel des parties intéressées et de leurs conseils et agents, l'avocat du pétitionnaire fait un exposé de l'affaire, après quoi il est procédé à l'audition des témoins. Il est à remarquer qu'en général il ne peut être entendu de témoins que sur les faits signifiés à l'avance par les parties ; à cet effet, on se remet, de part et d'autre, la liste des électeurs dont on entend contester le vote.

Le témoin prête serment devant le comité de jugement, et en cas de faux témoignage, est passible des peines appliquées à ce crime, comme il le serait devant tout tribunal du droit commun. Après avoir prêté serment, il est interrogé par l'avocat du pétitionnaire, puis par l'avocat de la partie adverse. Tout témoin, quel qu'il soit, fonctionnaire ou autre, qui, appelé par le comité, ne se rendrait pas à la citation reçue, serait aussitôt contraint par la force publique ; le comité est investi, dans l'exercice de l'enquête à laquelle il se livre, des mêmes droits et des mêmes pouvoirs que ceux qui appartiennent à tout corps de l'ordre judiciaire (art. 74). Il peut aussi, lorsque les témoins à entendre sont en Irlande, recevoir leur déposition par commission rogatoire (art. 72). Dans tous les cas de difficulté grave, et lorsqu'il s'élève quelque conflit entre la justice et le comité du parlement, par exemple si le comité avait cité devant lui un individu qui fût retenu en prison par sentence d'un magistrat ou d'un tribunal, le comité en réfère au président de la chambre des communes. Celui-ci, s'il y a des précédents, agit en conformité ; sinon, il fait part de l'incident à la chambre des communes, la justice intervient avec sa souveraineté, et prête main-forte au comité de jugement. Remar-

quez à cette occasion, que la chambre des communes ne peut intervenir, dans les questions soumises au comité de jugement, que sur des incidents de forme. En aucun cas elle ne saurait concourir à la décision du fond, qui appartient tout entier et exclusivement au comité (art. 78).

L'enquête orale étant terminée, les avocats des parties sont entendus, après quoi la salle est évacuée pour la délibération du comité. Celui-ci juge sans désespérer (art. 69), et l'audience redevient publique pour le prononcé du jugement (art. 80).

En général, cette procédure se fait rapidement ; d'ordinaire l'examen et le jugement de chaque affaire ne prennent que quelques jours. C'est accidentellement qu'elles se prolongent un mois ou au-delà, ce qui cependant est d'exemple assez fréquent.

La grande question à résoudre par le comité de jugement est sans doute celle de la validité ou de la non-validité de l'élection ; et, il faut le répéter, parce que rien n'est plus contraire à nos usages, cette question, le comité la juge souverainement sans recours au parlement. Cependant à cette question, qui est l'objet principal du débat, s'en joint toujours une autre très grave aussi et très délicate quoique accessoire : c'est celle des dépens.

Il peut arriver qu'une protestation dirigée contre une élection soit reconnue mal fondée, rejetée, et l'élection validée, et que cependant l'on reconnaisse que les auteurs de la protestation ont agi de bonne foi, parce que les faits allégués par eux étaient, sinon vrais, du moins vraisemblables. Dans ce cas, les auteurs de la pétition ou protestation seront-ils condamnés en tous les dépens de l'instance ? Non. Ils paieront seulement leurs propres frais ; leur principal châtement sera d'avoir échoué. En général, le pétitionnaire est le candidat lui-même : sa peine sera de perdre son élection. Mais supposez que des débats il résulte la preuve que le pétitionnaire a agi légèrement ; qu'il a allégué des faits de manœuvres et de corruption dont il n'existait pas même d'indices plausibles ; que non seulement il a agi avec légèreté, mais encore sans bonne foi. Dans ce cas, le comité ne se bornera pas à valider l'élection et à condamner le pétitionnaire au paiement des frais faits par lui ; il le condamnera encore à indemniser le défendeur de toutes les dépenses dans lesquelles celui-ci aura été entraîné par la faute de l'autre, par exemple à tous les frais de la contre-enquête. Alors il déclarera, c'est la formule sacramentelle, que la protestation était *frivole* ou *vexatoire* (frivolous or vexatious, art. 84.). Même distinction à faire pour celui qui à tort a combattu une pétition bien fondée et défendu une élection qui est annulée : quoique vaincu, il a pu lutter de bonne foi ; mais si son opposition à

la proposition est jugée *frivole* ou *vexatoire*, il est condamné à tous les frais et dépens envers celui dont la pétition a triomphé.

Mais là ne se termine pas encore la mission du comité de jugement. Nous avons dit que le litige soumis à ce comité était en quelque sorte un procès privé, une espèce d'affaire civile débattue entre deux plaideurs. Cependant tout en examinant cette question particulière, le comité de jugement rencontre sur son chemin des faits généraux qui intéressent essentiellement l'ordre public, par exemple de graves infractions imputables non seulement à l'une des parties en cause, mais encore aux autorités publiques elles-mêmes qui ont manqué à tous leurs devoirs. Dans ce cas, le comité devra-t-il se tenir muet en présence de ces graves atteintes portées au bon ordre ? Et si, ce qui arrive quelquefois, ces excès ne sont reprochables personnellement à aucune des parties, faudra-t-il qu'en validant l'élection, le comité ait l'air d'approuver les faits répréhensibles qu'il constate ? — Non : la loi anglaise permet que dans de pareils cas le comité ajoute à sa première résolution, qui ne concerne que la validité de l'élection, une seconde résolution appelée *spéciale*, et par laquelle il provoque l'attention du parlement et du pouvoir exécutif sur les faits qu'il a jugés blâmables. Résumons par un exemple tout ce qui vient d'être dit sur ce sujet :

En 1827, l'élection de Coventry ayant été attaquée pour cause de violence et d'intimidation, la pétition contre cette élection, renvoyée d'abord au comité général, fut déferée par celui-ci à un comité de jugement qui, après enquête, rendit une première résolution ainsi conçue :

« 1° *Resolved* que l'élection de MM. Fyler et Headcote (c'étaient les membres proclamés) est valable. » En conséquence, la protestation est jugée mal fondée. Mais à cette première résolution se trouve jointe celle que voici : « 2° *Resolved* que la pétition contre n'est cependant ni frivole ni vexatoire. » D'où il suit que l'auteur de la protestation est considéré comme ayant agi de bonne foi, et n'est point condamné aux dépens envers les défendeurs qui l'ont emporté.

Enfin, sous forme de *special report*, le comité ajoute :

« *Resolved* qu'il apparaît au comité, que durant l'élection de Coventry, des scènes de tumulte et de sédition ont eu lieu dans la cité de Coventry, et qu'il s'y est commis des actes de violence et d'outrage envers les personnes de plusieurs électeurs ; qu'il apparaît au comité que le maire et les magistrats de la cité et du comté de Coventry ont été grossièrement coupables de négligence de leur devoir en omettant de prendre les mesures propres à maintenir l'ordre dans la cité pendant l'élection ;

Qu'il apparût au comité que durant l'élection, la conduite du maire James Weare a été particulièrement répréhensible (*improper*), et indigne de sa situation officielle. »

Ces résolutions, avec l'enquête qui les avait précédées, furent imprimées et mises sous les yeux du parlement, non pour être discutées, puisque le comité, juge souverain, les avait prononcées en dernier ressort, mais pour subir l'appréciation morale d'un juge encore supérieur, qui est l'opinion publique.

Tel est le mode suivi en Angleterre pour le jugement des pétitions ou protestations, en matière électorale.

Nous avons dit qu'en général toute contestation sur la validité d'une élection se poursuivait sur la demande de la partie intéressée, à ses frais personnels, comme s'il s'agissait d'un procès privé. Cela s'est, en effet, passé ainsi complètement en Angleterre, jusqu'en 1842. Mais, de cette époque date, en cette partie de la constitution anglaise, un changement considérable.

Tout le monde sait que dans les élections générales de 1841, il y eut en Angleterre beaucoup de corruption. Soit négligence volontaire des parties intéressées, soit oubli involontaire des délais dans lesquels les protestations doivent être faites, la plupart de ces élections, que l'intrigue avait souillées, ne furent l'objet d'aucune attaque. Cependant, un certain nombre de pétitions arrivèrent à temps, et des enquêtes s'ouvrirent devant des comités de jugement. Mais alors on vit arriver ce qui, du reste, était d'un usage ancien en Angleterre : les parties transigèrent avant l'issue légale du procès. Celle contre laquelle le débat tournait, prévoyant sa défaite, ne pensa plus qu'à en prévenir l'éclat et le déshonneur public ; et elle y réussit en désintéressant son adversaire à prix d'argent. L'affaire fut ainsi étouffée sous un secret compromis. C'était, il faut l'avouer, une conséquence assez naturelle du principe qui réduit la contestation d'un siège parlementaire à une question de propriété particulière.

Pour remédier à ces fâcheux compromis, la loi du 10 août 1842 a établi un certain nombre de principes tout nouveaux dans la constitution anglaise, et dont voici les principaux :

1° Désormais, à côté de l'enquête privée faite à la diligence des parties civiles, il peut y avoir, si le comité le juge convenable, ou si le parlement l'ordonne spécialement, *une enquête d'ordre public*.

2° Cette enquête d'ordre public peut être provoquée par une pétition ou protestation dans les formes ordinaires de tout candidat ou électeur, même après l'expiration du délai dans lequel les pétitions en cette matière doivent être adressées au parlement.

3° Que la corruption alléguée soit prouvée, ou qu'elle ne le soit pas, les frais de l'enquête sont à la charge du Trésor public, à la

condition toutefois que le comité ait jugé que les allégations contenues dans la protestation reposaient sur une base plausible. (*That there was reasonable and probable ground for the allegations of the petition.*)

4° Quel que soit le résultat de l'enquête, celui qui l'a provoquée peut n'avoir aucun frais à payer s'il a agi de bonne foi et sans légèreté ; mais comme il se peut aussi qu'il ait agi sans réflexion et avec malveillance, la loi veut que sa pétition ou plainte, pour être recevable, soit accompagnée d'une caution de 500 livres sterling (12 750 fr.), somme présumée suffisante pour répondre des dépens auxquels il peut être condamné. Il faut remarquer cependant que l'enquête, quand elle est ordonnée d'office par le comité ou par le parlement, s'exécute sans dépôt préalable d'aucune somme par une partie privée. C'est alors l'échiquier qui, tout d'abord, est mis à contribution ; et comme une pareille procédure est très compliquée et a besoin, pour bien marcher, d'être conduite par quelqu'un dont ce soit l'affaire propre, le président de la chambre (*the speaker*) nomme dans ce cas un agent spécial (c'est d'ordinaire un homme de loi), dont l'office est de suivre depuis le commencement jusqu'à la fin toutes les phases de cette procédure. Cet agent est une espèce de procureur du roi ou plutôt du parlement chargé d'un véritable ministère public.

5° Remarquez que cette enquête d'ordre public, quel qu'en soit le résultat, ne peut jamais affecter au fond la validité d'une élection particulière ni servir de base à une annulation. La question de validité des élections demeure toujours soumise entièrement aux règles spéciales exposées plus haut. Désormais il y a un moyen de constater les faits qui intéressent l'ordre public en même temps que ceux qui touchent aux intérêts des parties civiles, mais encore ceci ne peut se faire qu'à la condition que les dispositions établies pour protéger le droit des parties civiles seront toujours observées. Les enquêtes d'ordre public n'en sont pas moins d'un grand effet. Dans tous les cas elles sont suivies d'un rapport du comité au parlement, et ce rapport a pour première conséquence de livrer tous les faits à la publicité. Le comité est d'ailleurs investi dans tous les cas d'une attribution de haute justice distributive. Il est investi d'un pouvoir discrétionnaire pour, suivant les circonstances, condamner au paiement de tout ou partie des frais de l'enquête, soit le dénonciateur qui a légèrement ou de mauvaise foi allégué des faits de corruption reconnus faux, soit les coupables eux-mêmes de corruption, si la corruption est prouvée. Ainsi deux peines menacent en Angleterre les auteurs de manœuvres coupables dans les élections : la première c'est l'annulation de l'élection, poursuivie par la partie civile ; la seconde c'est l'enquête d'ordre public, ordonnée par le parlement.

Le concours de ces deux lois forme peut-être, à tout prendre, le meilleur code que l'on puisse établir pour la répression de la réforme électorale.

On a vu quel est en France l'état des choses en cette matière ; on vient de voir quel il est en Angleterre. Que faudrait-il faire pour améliorer cette partie essentielle de nos institutions ? C'est ce que nous examinerons dans un troisième et dernier article.

Cinquième et dernier article.

Ce qu'il faudrait faire.

Dans les articles précédents, nous avons montré le vice de notre législation en cette matière et exposé le système qui, en Angleterre, régit le même sujet. Maintenant il nous reste à dire ce qu'il faudrait faire pour mettre nos lois en harmonie avec les besoins de nos mœurs et de nos institutions constitutionnelles.

Pour accomplir cette réforme, il faudrait deux choses : une loi spéciale et une modification du règlement de la chambre, c'est-à-dire des changements qui appelleraient le concours des trois pouvoirs, et des dispositions qui pourraient émaner de la chambre des députés seule.

Et d'abord il faudrait une loi qui définit les cas de manœuvres, de fraude, de corruption, en un mot toutes les influences illégitimes pour lesquelles une élection peut et doit être annulée. Il ne s'agirait pas d'une loi pénale à faire pour les tribunaux, loi d'un intérêt secondaire, et qui d'ailleurs ne saurait être de quelque prix aussi longtemps que les agents du pouvoir demeureront inviolables sous l'égide de la constitution de l'an VIII. Mais ce qu'il faut, c'est une loi de police parlementaire, une loi pour la chambre, applicable par la chambre, qui, tout en vérifiant ses pouvoirs selon les règles établies par cette loi, exercerait sur les excès électoraux capables de vicier l'élection une très efficace quoique indirecte répression.

Il faudrait qu'au nombre des influences coupables qui corrompent l'élection à sa source, la loi plaçât expressément tout don ou promesse d'emploi, tout avantage individuel ou local concédé ou promis en vue de l'élection, soit par un particulier soit par un fonctionnaire public.

Il faudrait, pour bien libeller une pareille loi, que l'on se rendît bien compte de tout ce qu'il y a de criminel dans l'emploi des influences administratives mises au service des élections ; il faudrait que l'on n'oubliât jamais que tout acte public que fait ou qu'omet un fonctionnaire pour influencer les suffrages des électeurs est une véritable prévarication. En Angleterre, on achète les voix avec de

l'or ; en France, c'est avec des places, des croix, des subventions et des grâces administratives, qui ne sont presque jamais des faveurs sans être des injustices. Nous avons ainsi la pire des corruptions. Car ces subventions, ces places, ces distinctions, c'est la fortune publique, dont dispose l'agent électoral ; de sorte qu'en France le plus coupable de pareilles intrigues n'a pas même à faire le sacrifice de son argent. C'est une bien dangereuse corruption que celle qui ne coûte rien à son auteur, surtout quand n'ayant pas le frein de l'intérêt privé, elle est sans limites comme le budget de l'État.

Il faudrait, outre cette loi générale, une disposition nouvelle dans le règlement de la chambre, d'après laquelle toute élection contestée serait jugée suivant un mode spécial de procéder. L'époque jusqu'à laquelle l'élection pourrait être attaquée serait fixée ; elle ne pourrait l'être pour des faits antérieurs de plus trois mois à la protestation. Celle-ci devrait sans doute, autant que possible, être parvenue à la chambre avant le jour où elle procède à la vérification de ses pouvoirs ; mais la vérification serait suspendue lorsque la protestation aurait été régulièrement annoncée. Cette protestation ne pourrait, en aucun cas, devenir l'objet d'une poursuite judiciaire, soit civile, soit criminelle.

Il faudrait qu'il fût établi formellement que dans tous les cas où il existerait des présomptions suffisantes de manœuvres, de corruption, d'influences illégitimes exercées, une enquête serait ordonnée.

Il faudrait que, dans le cas même des présomptions les plus graves, l'annulation de l'élection ne pût pas être prononcée sans cette enquête préalable, à moins que le vice de l'élection ne consistât dans un défaut de formes substantielles ou dans la violation d'une loi, comme serait, par exemple, le cas d'un collège qui aurait élu quelqu'un n'ayant pas l'âge légal, ou ne payant pas le cens, ou n'ayant pas réuni la majorité des suffrages.

Il faudrait que l'enquête, possible dans certains cas et dépendante de circonstances à apprécier, fût nécessaire et toujours ordonnée toutes les fois que le plaignant ou le dénonciateur, candidat ou électeur du collège, joindraient à leur protestation le dépôt d'une somme d'argent, soit par exemple 3 000 francs. Cette somme n'aurait point pour objet la garantie des frais de l'enquête : ce serait seulement une sorte de gage de la bonne foi du dénonciateur, susceptible d'être confisqué en cas de mauvaise foi constatée. Il y aurait ainsi deux sortes d'enquêtes : l'enquête facultative et l'enquête obligatoire.

Il faudrait aussi régler le mode de l'enquête, les cédules à donner aux témoins, particuliers ou fonctionnaires, leur audition sous serment, leur peine en cas de désobéissance à la citation ou de faux témoignage, leur mode de paiement, la constatation de leurs déposi-

tions, la publicité de la séance, etc., etc., etc. Tout ceci se pourrait faire en quelques mots : il suffirait de dire que l'enquête parlementaire s'exécuterait de la même manière et suivant les mêmes formes que celles qui sont en usage devant tout tribunal de l'ordre judiciaire. Un des secrétaires salariés de la chambre ferait l'office de greffier et serait assisté d'un sténographe.

Il faudrait que dans tous les cas l'enquête fût imprimée et publiée.

Mais ce qu'il faudrait surtout, et ce sans quoi tout le reste serait vain et illusoire, ce serait, pour juger la protestation, pour faire l'enquête et pour prononcer sur l'élection, un corps présentant quelques garanties d'indépendance et d'impartialité. Est-ce bien sérieusement qu'on s'adresse à la chambre entière pour obtenir une enquête contre des manœuvres auxquelles la majorité de la chambre doit son élection ? Serait-il plus sage de constituer pour juge suprême la commission de neuf membres nommée par la chambre ? Mais cette commission n'est-elle pas l'expression de la majorité ? Évidemment, si le remède au mal dépend de la majorité, le mal sera toujours incurable, et le remède sera d'autant plus impossible qu'il sera plus nécessaire.

Sans doute il y a en cette matière des difficultés diverses à concilier, et ce n'en est pas une petite que de trouver les éléments d'un tribunal équitable dans un corps politique. Cependant, et sans vouloir donner nos aperçus comme des solutions, nous croyons que le but serait au moins en grande partie atteint si l'enquête et le soin de l'ordonner étaient remis à une commission de 18 membres désignés par la voie du sort. Cette désignation résulterait tout naturellement du tirage des bureaux. Le mode actuel de vérification des pouvoirs, tel qu'il est établi par le règlement, serait conservé pour tous les cas ordinaires ; seulement lorsqu'une élection renvoyée à l'un des bureaux serait contestée, les 18 membres figurant les premiers par ordre alphabétique sur la liste de ce bureau seraient de droit les commissaires chargés de procéder à l'examen de l'élection contestée, de vérifier si la protestation est de nature à justifier une enquête, et dans tous les cas d'ordonner cette enquête et d'y procéder s'il y a un plaignant ou dénonciateur qui la provoque dans les conditions légales. Cette commission jugerait souverainement de la validité de l'élection. Son rapport, joint à l'enquête imprimée, serait mis sous les yeux de la chambre. S'il y avait dans le même bureau une seconde élection contestée et pouvant donner lieu à une enquête, elle serait de droit renvoyée à une commission formée des 18 membres venant immédiatement après les 18 premiers sur la liste de ce bureau.

Sans doute plus d'une objection s'élèverait contre un pareil mode de procéder, et l'une des plus graves serait le pouvoir souverain conféré ici à une commission constituée juge de l'élection en premier et en dernier ressort. Car nous sommes en France plus habitués à l'omnipotence de la chambre qu'à celle de sa commission. Cependant, si on y réfléchit, on voit qu'en cette matière l'omnipotence de la chambre est une tyrannie presque certaine ; et en somme, il y aurait dans une commission, formée et composée comme il vient d'être dit, plus de chances de justice et d'impartialité. L'Angleterre est venue de plus loin que nous à ce mode de procéder, elle chez qui la souveraineté parlementaire est si jalouse et répugne tant à se déléguer.

Objectera-t-on au système proposé qu'il prend le hasard pour arbitre du choix des membres de la commission ? On a vu la part qui, en Angleterre, est donnée au sort en cette matière ; d'ailleurs on ne fait ici que prendre pour point de départ le tirage des bureaux, qui se fait aujourd'hui par la voie du hasard. Notez que sur dix-huit membres pris à la suite les uns des autres, il serait extraordinaire qu'il ne s'en trouvât pas quelques-uns appartenant à toutes les opinions. Craint-on que le sort aveugle ne désigne dix-huit membres incapables ? L'objection serait bien dure pour les élus du pays ; elle est dénuée de fondement. Car il n'y a pas de membre de la chambre, si modeste qu'il puisse être, qui ne soit au moins apte à remplir les fonctions de juré, et ici il ne s'agit pas d'autre chose. Tout au plus pourrait-on dire qu'il se peut que sur ces dix-huit membres nul ne fût doué des qualités qui sont nécessaires au président d'une pareille commission. Si cette objection paraissait grave, on pourrait instituer exceptionnellement, pour ces sortes de commission, un autre mode de nomination du président, par exemple faire nommer par les neuf bureaux de la chambre neuf commissions qui seraient des candidats à la présidence des commissions d'enquête, et seraient affectés à telle ou telle commission, soit par une désignation du président de la chambre, soit par une délibération émanée d'eux-mêmes. La commission se trouverait, dans cette hypothèse, composée de dix-neuf membres. Le président ainsi nommé ne serait pas de droit le rapporteur, mais il pourrait le devenir par le choix de la commission. Du reste, comme celle-ci prononcerait toujours sur le litige en dernier ressort, le rapport, qui ne serait qu'un compte rendu des actes de la commission et de ses motifs, aurait une moindre importance.

Enfin, si examiné de plus près, le procédé indiqué ici présentait des difficultés qu'en ce moment nous ne voyons pas, il faudrait absolument et à tout prix atteindre par un autre moyen le but pro-

posé, qui est d'entourer de quelques garanties d'indépendance et d'équité le jugement des élections contestées ;

Il faudrait qu'il y eût une commission distincte pour chaque élection contestée ;

Il faudrait aussi que tout député dont l'élection aurait été annulée par suite de l'enquête, fût déclaré par la loi incapable d'être réélu pendant toute la durée de la législature ;

Il faudrait toutes ces choses... et puis encore une dernière, que nous allions oublier, à savoir un ministère et une chambre pour les faire, une chambre libérale et un ministère qui ne fut pas illibéral, c'est-à-dire un ministère et une chambre que nous n'avons pas.

Pour vouloir guérir le mal, il faudrait le comprendre, en souffrir, s'en affliger ; comment espérer que ce sera l'œuvre de ceux qui sont nés de ce mal ? Les réformes qui sont nécessaires tendraient à contenir la corruption qui déborde. Est-il raisonnable de demander une pareille digue à ceux qui ont précipité le torrent ? Tout pays qui s'essaie à la liberté est placé sur une pente périlleuse où il peut glisser. Cette pente, c'est celle qui conduit à l'abandon des intérêts généraux et des sentiments dévoués, pour entraîner dans la seule voie des intérêts privés et des calculs égoïstes. Au bout de toute liberté électorale il y a le trafic possible du vote. Le devoir des gouvernements sages et honnêtes est de soutenir les peuples dans cette lutte difficile. Mais au lieu d'aider le pays à se retenir sur la fatale pente, notre gouvernement l'y a poussé. Là est sa principale responsabilité dans le présent ; ce sera son accusation dans l'avenir. De cette funeste impulsion donnée par lui aux mauvais instincts est sortie une chambre faite à son image. Un tel ministère, une telle chambre, se doivent assurément un appui réciproque ; et l'on peut compter que dans leur triste complicité, celui-ci ne proposera, et celle-là ne votera rien qui ne soit en harmonie avec leurs mutuels intérêts. Une chambre élue en majorité par la vertu des influences qu'il s'agirait de combattre, ne fera certainement pas une loi pour les réprimer et pour en prévenir le retour.

Mais les choses changent avec les temps, et quelquefois les temps se précipitent. Il y a des engourdissements trompeurs ; les peuples ont de soudains réveils pour lesquels il convient d'être toujours prêts. Voilà pourquoi l'étude de cette question doit nous préoccuper. Le devoir d'une opposition constitutionnelle n'est pas de faire des lois, elle n'en a pas le pouvoir ; si elle le possédait, elle ne serait pas l'opposition, elle serait le gouvernement ; mais sa mission est de préparer les réformes pour le temps où elles seront possibles. Un des éléments essentiels de son succès, c'est que les idées qu'elle croit

utiles et justes soient à l'avance soumises à l'examen et au contrôle de l'opinion publique.

DE LA RÉFORME PARLEMENTAIRE
ET DE LA RÉFORME ÉLECTORALE¹,
PAR M. DUVERGIER DE HAURANNE.

[*Le Siècle*, 22 et 27 février 1847.]

Dès son apparition, qui ne date que d'un mois, ce livre a vivement attiré l'attention publique. Écrit par un publiciste éminent, qui, comme homme politique, tient une grande place dans son parti, il a pu être considéré non seulement comme l'expression d'un sentiment individuel, mais encore comme le manifeste d'une opinion collective. Aussi, tous les journaux l'ont annoncé ; après lui avoir décerné de justes louanges, la presse libérale, dans sa polémique quotidienne, lui a fait de nombreux emprunts ; la tribune elle-même s'en est emparée pour l'approuver ou pour le combattre. Et quoique le *Siècle* l'ait déjà signalé à ses lecteurs, et en ait mis sous leurs yeux quelques fragments, son importance exige qu'il leur en soit rendu un compte plus précis et plus détaillé. L'importance de cet ouvrage tient à deux causes principales : la première, c'est le caractère personnel de l'auteur.

Au milieu du scepticisme universel qui travaille les esprits, de la mobilité qui déplace toutes les opinions, trouble toutes les confiances et atteint tous les caractères, c'est un spectacle reposant pour les yeux et pour l'âme que celui qui est donné par la fixité inébranlable d'un homme attaché à une grande idée, la poursuivant résolument, avec foi, avec persévérance, sans distraction, sans découragement, sans illusion ; la poursuivant par tous les moyens en son pouvoir, tantôt à la tribune, tantôt dans la presse : à la tribune, quand la chambre écoute encore ; dans la presse, quand la chambre étant sourde, il faut parler au pays ; luttant ainsi sans relâche, et ce qui est plus rare, sans prétention ; toujours le premier sur la brèche au moment difficile ; s'effaçant dès qu'un autre aspire à l'honneur du combat. Écartez tout préjugé de parti, ne considérez pas ce que pense en politique l'honorable M. Duvergier de Hauranne : n'est-il pas vrai que vous aimez à le voir toujours fidèle à la même pensée, toujours animé d'une égale énergie pour la même lutte, depuis le jour où, sous le ministère du 15 avril, dans un manifeste célèbre, il

¹ Un vol. In-8°. — Paulin, éditeur.

donna le signal de la grande coalition formée alors contre le gouvernement personnel, jusqu'à ce moment présent où, après dix années de combats et de labeurs, de défections individuelles, de défaillances électorales et de lassitude publique, il reparaît dans l'arène plein du même zèle, dévoué à la même conviction, portant toujours de la même main ferme et assurée le drapeau parlementaire ? Pour moi, qui m'unis à l'honorable M. Duvergier de Hauranne dans sa foi et dans ses espérances, j'avoue que je vois avec bonheur ces exemples malheureusement trop rares de consistance et de fermeté politiques. Certes, il ne faut point méconnaître l'ascendant des idées et de l'intelligence ; mais il y a quelque chose de supérieur à l'esprit, c'est l'empire du caractère. Cette puissance morale que le caractère donne, est le premier mérite que j'avais besoin de signaler dans le livre de M. Duvergier de Hauranne. C'en est un grand : ce n'est pas le seul.

L'ouvrage de M. Duvergier de Hauranne sur la *Réforme parlementaire* et sur la *Réforme électorale* aurait eu un grand et légitime succès alors même qu'il n'eût possédé d'autre valeur que celle des excellentes idées qu'il contient et du rare talent avec lequel l'écrivain les a développées. Je ne crois pas que dans aucun de ses précédents ouvrages l'auteur ait employé un style meilleur et plus brillant, une pensée plus nette et plus vive, une argumentation plus pressante, allant plus rapidement à son but, une verve d'esprit plus piquante et plus continue.

La pensée qui le domine, et qui le remplit tout à la fois de tristesse et d'énergie, c'est le déclin progressif du gouvernement représentatif, c'est l'agrandissement continu de la prérogative royale, c'est la diminution rapide et l'abdication en quelque sorte spontanée du pouvoir parlementaire, c'est la ruine successive ou l'affaiblissement de toutes les institutions de liberté. Ce qu'il signale et ce qu'il dépeint avec une vérité saisissante, c'est l'invasion de la corruption politique dans le gouvernement, dans l'administration, dans le corps électoral, dans la chambre, dans toutes les parties du corps social et politique, au sommet comme à la base, depuis le château jusqu'à la chaumière, depuis l'État jusqu'à la commune, depuis le député qui se donne pour une grosse place jusqu'à l'électeur qui se vend pour une petite. Ce qui lui inspire une juste terreur, c'est cette corruption toujours croissante, appuyée sur une centralisation, sans exemple comme sans limites, appelant à elle tous les intérêts et tous les égoïsmes, promettant de satisfaire tous les besoins, lassant tous les désintéressements et toutes les répugnances, perfectionnant chaque jour ses immenses moyens d'action, multipliant sans cesse ses innombrables agents, pénétrant ainsi chaque jour plus profondément jusqu'au

cœur du pays, s'y infiltrant goutte à goutte, jour par jour, à tous les instants, par toutes les voies, licites ou illégitimes, et y portant enfin une contagion telle que si quelque remède prompt et efficace n'est appliqué au mal, le gouvernement représentatif n'est plus qu'un mensonge, le pouvoir parlementaire qu'un vain mot, la liberté politique dans ce pays qu'une vaine espérance.

« — La condition essentielle, la loi fondamentale du gouvernement représentatif, dit M. Duvergier de Hauranne, c'est une chambre élue librement, honnêtement, et qui représente, qui exprime les sentiments et les vœux de la nation ; une chambre qui, au lieu de recevoir d'en haut ses opinions et sa politique, les apporte et les impose, une chambre en un mot qui ne relève que du pays, et qui s'appartienne à elle-même. »

Voilà ce qui devrait être. Et ce qui est ? Écoutons M. Duvergier de Hauranne :

« Un corps électoral, dit-il, d'où la vie politique tend chaque jour à se retirer, une chambre des députés qui semble tenir au gouvernement représentatif, non pour le pouvoir qu'il donne, mais pour les avantages qu'il procure ; une royauté dont l'influence prépondérante n'est plus contestée, voilà où nous en sommes seize ans après la révolution de juillet, après cette révolution qui semblait faite pour limiter l'autorité royale, pour constituer le pouvoir parlementaire, pour donner le dernier mot au corps électoral. »

Ce n'est pas que l'on conteste la vérité des principes constitutionnels en tant que théorie. Ces principes essentiels au gouvernement représentatif, M. Duvergier de Hauranne montre très bien, par des exemples empruntés au passé, que jamais, depuis la restauration, même aux plus mauvais jours de la liberté, ils n'ont été laissés en oubli ; à plus forte raison se garde-t-on bien aujourd'hui de les heurter de front. On admet donc volontiers la règle que *le roi règne et ne gouverne pas*. On est d'avis que sous le roi qui règne sont placés des ministres qui doivent gouverner sous leur responsabilité et par conséquent dans la plénitude de leur liberté ; on ne conteste pas que la première condition d'existence de ces ministres, c'est qu'ils aient la majorité dans la chambre élective, et qu'en cas de dissentiment avec les autres pouvoirs, c'est la chambre élective qui doit être prépondérante et avoir le dernier mot. Toutes ces doctrines constitutionnelles élémentaires sont, il faut le reconnaître, concédées sans contradiction ; mais à côté de la théorie que l'on abandonne on introduit sans bruit le fait contraire au principe ; sans disputer sur le droit, on envahit chaque jour, et l'on garde le terrain pris.

Le pouvoir grandit ainsi sans cesse. Ses premiers succès l'encouragent à de nouvelles entreprises, la mollesse publique l'enhardit.

Il a d'abord sollicité les égoïsmes et les faiblesses ; bientôt ce sont les appétits irrités qui le provoquent eux-mêmes. Il a commencé par corrompre, et le voilà presque fier de subir la corruption au lieu de l'exercer. Enfin un jour arrive où, sous la réserve de tous les vrais principes constitutionnels, il n'y a plus d'élection libre, plus de chambre indépendante, plus de ministère sérieux, plus de pouvoir parlementaire. Un jour arrive où la France étonnée voit se dérouler devant elle les turpitudes d'un procès Drouillard, et entend de gros-siers paysans déclarer avec leur bon sens perversi *qu'après tout ils peuvent bien recevoir de l'argent, puisque les bourgeois reçoivent des places pour leurs votes*. Un jour vient où l'on ne se cache plus de corrompre, et où c'est presque un ridicule que de flétrir encore la corruption. Telle est la situation que peint admirablement M. Duvergier de Hauranne.

Et dans quel moment M. Duvergier fait-il une peinture si vive et si vraie de ce mal dont l'illustre Royer-Collard disait en 1824 que *c'était un mal si grand que notre raison bornée pouvait à peine le comprendre* ? C'est dans l'instant où la gravité de cette situation a le plus besoin d'être signalée, c'est au moment où, par suite d'une politique tantôt pusillanime, tantôt aventureuse, toujours égoïste, le gouvernement, isolé en France, isolé en Europe, *seul contre quatre*, impuissant faute d'alliés, impuissant faute de finances, est encore impuissant faute de cette sympathie populaire que donne seule la vraie et sincère pratique des institutions libres.

En présence des éventualités les plus graves qui depuis seize ans aient pesé sur l'avenir de la France, quel est le sentiment public dominant ? Une moitié de la France a faim ; l'autre jouit de son bien-être matériel, ne voyant dans les affaires publiques que ce qui peut troubler ou accroître ses jouissances et sa fortune. C'est une des puissances de la liberté, quand sa pratique est sérieuse, d'intéresser, de passionner tous les citoyens à la défense des intérêts généraux, de leur rendre faciles et légers tous les sacrifices, de les associer étroitement à toutes les responsabilités d'une politique à laquelle ils ont réellement concouru par leurs suffrages ; c'est aussi une conséquence inévitable du déclin de la liberté dans un pays, d'y rendre le peuple indifférent à la chose publique, à ses grandeurs comme à ses revers, à ses espérances comme à ses périls, et d'en faire comme un étranger au sein même de la patrie. Vous croyez qu'en ce moment grave de crise européenne, où un petit succès dynastique suscite à la France de graves embarras, la population s'émeut de la politique extérieure ; non, elle est toute à d'autres pensées ; la plus honnête suppute le tarif des céréales, l'autre le taux des chemins de fer.

Disons-le, dans l'état où se trouve la France, y relever le drapeau parlementaire, c'est demander au pays de ressaisir son principal élément de force, au gouvernement le meilleur instrument de sa puissance.

Mais M. Duvergier de Hauranne ne se borne pas à exposer le mal, il a surtout à cœur d'appeler le remède. Ce remède, il le trouve dans deux grandes réformes, dont il propose l'exécution : la réforme parlementaire et la réforme électorale. Et il ne se contente pas, comme beaucoup de publicistes, de prononcer vaguement et sans le définir ce mot sacramentel de *réforme*, il dit nettement en quoi consistent la réforme parlementaire et la réforme électorale, qu'il lui paraît urgent d'accomplir. La partie de son livre où il traite ces deux questions en est sans contredit la plus importante. Elle sera l'objet d'un second article.

II.

Dans la première partie de ce livre, dont nous avons déjà rendu compte, M. Duvergier de Hauranne établit péremptoirement la nécessité absolue et urgente d'une réforme. Dans la seconde partie, dont il nous reste à entretenir nos lecteurs, M. Duvergier de Hauranne expose quelle doit être cette réforme, et à quelles conditions la France retrouverait la réalité du gouvernement représentatif.

M. Duvergier de Hauranne ne se fait point illusion sur l'étendue des obstacles qui sont à vaincre, et dont tous ne procèdent pas du vice de nos mœurs et de nos lois politiques. Notre organisation administrative, qui ramène au centre du gouvernement l'action de tous les pouvoirs et le mouvement de tous les intérêts, constitue sans aucun doute l'un des termes les plus délicats du problème ; et ce n'est pas sans un sentiment d'anxiété qu'on entend souvent discuter par les meilleurs esprits la question de savoir si une liberté politique sérieuse et vraie est comptabilité avec notre centralisation. M. Duvergier de Hauranne, qui a vu cette grave difficulté, l'aborde franchement ; et nous exposerions ici les excellentes idées qu'il développe à cette occasion, en même temps que les réformes administratives qu'il propose, si, resserrés comme nous le sommes dans les limites étroites d'un article de journal, nous n'avions besoin de concentrer toute notre attention et celle du lecteur sur les deux réformes qui sont le principal sujet de son livre : nous voulons parler de la réforme parlementaire et de la réforme électorale.

Après tout ce qui a été dit et écrit, à la tribune et dans la presse, sur la réforme parlementaire, il semblait assez difficile de présenter quelque chose de neuf sur ce sujet. Je ne sais cependant rien de plus

curieux et de plus instructif que la partie du livre de M. Duvergier de Hauranne où cette question est examinée de nouveau. Et dans cette partie, toute pleine d'un si vif intérêt, je recommanderai surtout au lecteur le chapitre où l'écrivain fait l'historique anglais du sujet. Cet historique abonde en faits très remarquables, féconds en enseignements, et qui présentent avec notre propre histoire parlementaire les plus frappantes analogies. Il semble, quand on lit les discours prononcés il y a cent ans dans le parlement d'Angleterre par les chefs de l'opposition et par les ministres britanniques, qu'on assiste à l'une de nos séances de la chambre, où la corruption politique dénoncée par les uns est niée effrontément par les autres. Il n'y aurait que les noms propres à changer. « Que signifie, s'écrient MM. Sandys et Pulteney, un parlement dont un tiers des membres sont fonctionnaires publics ? Est-ce qu'une pareille assemblée représente le pays ? Est-ce que la plupart des fonctions salariées ne sont pas incompatibles avec le mandat parlementaire ? Lequel est pire de n'avoir point de parlement, ou d'avoir un parlement servile ? » — « Ce langage, répond Robert Walpole, est celui de toutes les oppositions ; ayez pour vous la majorité dans la chambre, et vous en trouverez les éléments excellents. Vous voulez exclure de la chambre une partie des fonctionnaires ! Mais c'est porter atteinte à leur honneur, c'est violer le droit de la prérogative royale, c'est attenter à la liberté des électeurs ; la seule garantie due au pays, c'est, quand un député non fonctionnaire est promu à une fonction, de le soumettre à la réélection... » À quoi Thomas Wyndham répond :

« On objecte qu'en soumettant les membres promus à la nécessité de se faire réélire, la loi a fait assez, et on se vante que la réélection a presque toujours lieu. Comment en serait-il autrement par la corruption qui court ? Le membre promu ne repaît-il pas avec un double crédit devant ses commettants, qui voient en lui le favori du ministre ?... Autrefois il y avait peu de places à donner ; aujourd'hui il y en a beaucoup, et l'on commence à croire que pour les obtenir, il est nécessaire, indispensable d'être membre du parlement. Au train dont vont les choses la chambre sera bientôt rempli de serviteurs de la couronne, tandis que d'après la constitution nous devrions être les serviteurs du pays. »

N'est-ce pas un phénomène digne d'observation, que l'uniformité presque monotone avec laquelle les mêmes passions, les mêmes infirmités, les mêmes misères humaines se reproduisent, aux époques les plus diverses, dans les pays les plus différents, au milieu de la variété infinie des individus, des événements et des institutions ?

Quand Thomas Wyndham tenait le langage qui vient d'être rapporté, il y avait dans la chambre des communes d'Angleterre 200

fonctionnaires sur 540 membres. Aujourd'hui nous avons mieux encore : 193 fonctionnaires sur 459 députés ! En ce moment, à la chambre des communes d'Angleterre, sur 658 membres, on ne compte que 120 fonctionnaires, dont 40 sont des fonctionnaires politiques, qui suivent en tous points la fortune du cabinet, ce qui réduit en réalité à 80 le nombre des fonctionnaires placés dans une situation analogue à celle des nôtres. Lorsqu'on considère la similitude des accidents parlementaires dans les deux pays, et les mêmes causes générales y amenant les mêmes effets, comment douter qu'un mal pareil, ou plutôt un mal plus grand en France, ne provoque au moins le même remède dont, en Angleterre, un mal moindre a fait reconnaître la nécessité ? À vrai dire, personne aujourd'hui ne conteste sérieusement que l'invasion de la chambre par les fonctionnaires publics ne constitue dès à présent un péril pour la représentation nationale ; en ce moment, par exemple, la commission du budget (d'un budget de 1 550 millions), sur 18 membres dont elle se compose, renferme 12 fonctionnaires publics ; quelle force morale peut offrir une commission de finances ainsi recrutée ? Il est évident pour tous que quelle que soit la mesure adoptée pour réduire dans la chambre le nombre des fonctionnaires à une moindre proportion, l'adoption d'une mesure de ce genre est d'une nécessité urgente. Quiconque est attentif au mouvement des esprits ne peut douter que, plus ou moins prochainement, la proposition de M. de Rémusat sur les incompatibilités ne soit convertie en loi. Le livre de M. Duvergier de Hauranne aura certainement beaucoup fait pour hâter l'accomplissement de cette réforme désormais inévitable.

Mais la réforme parlementaire serait insuffisante si avec elle ne marchait pas de front la réforme électorale. C'est ce que n'hésite pas à proclamer hautement, et dans les termes de la plus ardente conviction, l'honorable M. Duvergier de Hauranne. Ce serait peu de donner au député des garanties d'indépendance si l'on ne protégeait pas aussi la liberté de l'électeur. À vrai dire, la réforme électorale est ce qui importe le plus, car c'est de l'électeur que le député émane ; et comment le produit serait-il pur si la source ne l'était pas ? Du reste, sans discuter la question de savoir laquelle des deux réformes est la plus nécessaire, n'est-il pas plus sage de reconnaître que l'une et l'autre le sont également ? S'il est vrai que l'élection, pour être vraie, ait besoin de redevenir libre et pure, la représentation parlementaire, pour être réelle, ne doit-elle pas redevenir indépendante et désintéressée ? À quoi servirait une réforme qui, corrigeant les vices de l'élection, laisserait subsister ceux de la chambre ou qui s'attacherait à guérir dans le parlement des maux dont elle laisserait la racine s'étendre profondément dans le corps électoral ?

Ce n'est point précisément au nom du droit et de la justice que M. Duvergier de Hauranne attaque la loi électorale, dont il demande la réforme : à ses yeux, la principale question n'est pas de savoir si la loi a fait électeurs tous ceux qui théoriquement devraient l'être. Pour lui, la franchise électorale n'est ni un principe absolu ni un but exclusif : c'est surtout un moyen. Il s'agit avant tout de savoir si la loi électorale du 19 avril 1831 a rempli son office, si elle a donné la réalité du gouvernement représentatif qui lui était demandée et dont elle devait être le premier instrument. Or, quelle est la condition essentielle d'existence de tout corps électoral concourant à la formation de la représentation nationale ? C'est assurément qu'il possède en lui quelque esprit politique. Maintenant, qui oserait soutenir qu'il existe aujourd'hui un esprit politique quelconque dans la majorité des collèges électoraux de France ? Et pourquoi l'esprit politique est-il mort dans la plupart des collèges ? M. Duvergier de Hauranne en montre la principale raison dans le fractionnement du corps électoral, brisé en quelque sorte et dispersé en une infinité de petits collèges, et dans le petit nombre d'électeurs dont une partie de ces collèges se composent. À ce sujet, M. Duvergier de Hauranne produit une statistique fort curieuse.

Ainsi, il n'y a que 61 collèges qui aient plus de 800 électeurs ; 139 en ont de 800 à 500 ; 57 en ont de 500 à 400 ; il y en a 95 qui n'ont que de 400 à 300 électeurs ; enfin, 77 en ont moins de 300. Ainsi, sur 459 collèges électoraux, en voilà 258 dont le chiffre n'atteint pas 500 votants ; 172 dont le chiffre est moindre de 400 ; 77 entre 150 et 300 ! Peut-on sérieusement donner à une réunion de 150 électeurs le nom d'une assemblée politique ? Et voyez l'étrange anomalie : 150 électeurs dans le petit collège d'Embrun nomment un député, dont la voix compte absolument comme celle du député élu par 3 000 électeurs réunis dans un collège de Paris ! Telle est la distribution des électeurs dans les collèges électoraux, que c'est le petit nombre qui nomme le plus de députés, et que la majorité en nomme moins. Ainsi, 92 000 électeurs nomment 284 députés ; 128 000 n'en nomment que 173. Un pareil état de choses, qui a contre lui le bon sens, la logique et l'équité, ne pouvait avoir l'expérience en sa faveur. Aussi, quelque profonde qu'ait été la sagacité des hommes d'État qui, comme MM. Laine, de Serres, Royer-Collard, Béranger (de la Drôme), en avaient prédit la funeste influence, ses vices ont encore surpassé leur prévoyance. Tous avaient bien aperçu comment un tel système était destructif de toute vie politique dans le collège électoral, de tout mouvement généreux dans l'électeur, de toute indépendance dans l'élu ; mais en signalant l'usurpation de l'esprit local sur l'esprit politique, ils n'avaient montré que la moindre

moitié du mal. Ils n'avaient pas prévu qu'on descendrait encore plus bas dans cette voie, et qu'après s'être substitués aux intérêts généraux du pays, les intérêts locaux seraient eux-mêmes effacés par les intérêts individuels. Le mal étant ainsi bien constaté, bien défini, quel remède faut-il lui appliquer ? Cherchera-t-on ce remède dans la petite réforme des capacités ?

M. Duvergier de Hauranne admet sans doute et sans peine cette réforme ; il est même d'avis d'ajouter un certain nombre de capacités nouvelles à celles qui figurent sur la seconde liste du jury, entre autres tous les membres des conseils municipaux des villes de plus de 3 000 âmes ; mais une réforme électorale réduite à de pareils termes ne serait pas sérieuse. M. Duvergier de Hauranne, résolu de trouver un remède applicable au mal constaté, examine successivement tous les systèmes de réforme électorale soulevés par la polémique des partis, depuis l'élection à deux degrés, qui réalise le suffrage universel, jusqu'au vote au chef-lieu de département, qui élève le niveau de l'élection en la centralisant. Après avoir analysé les avantages comme les inconvénients de chaque système avec une grande impartialité et une rare liberté d'esprit, M. Duvergier de Hauranne en arrive à cette conclusion que chacun des systèmes proposés jusqu'à ce jour rencontrerait dans son exécution de graves obstacles, et il propose une réforme toute nouvelle, qui, à ses yeux, aurait pour premier avantage de ne point ébranler dans sa base la loi électorale actuelle, et, par un moyen moins radical, atteindrait peut-être plus sûrement et plus profondément le mal qu'il s'agit de guérir. S'il est vrai, dit-il, que le vice capital de la loi électorale soit dans l'existence des petits collèges, d'où la vie politique est bannie, et dans l'insuffisance de la représentation des collèges nombreux, que faut-il en conclure ? Deux choses : 1° que le nombre des électeurs dans les petits collèges doit nécessairement être accru jusqu'au chiffre qui lui donnerait les éléments d'une assemblée politique ; 2° que les collèges où les électeurs sont en grand nombre doivent être appelés à élire un plus grand nombre de députés.

En conséquence, M. Duvergier de Hauranne estime que nul collège électoral ne devrait avoir moins de 400 électeurs, et que ceux qui en ont plus de 700 à 800 devraient nommer deux députés au lieu d'un. Quant à l'accroissement du nombre des électeurs dans les collèges où il est inférieur à 400, comment l'obtenir ? Deux moyens se présentent : l'un serait, en laissant le cens à 200 fr., de recourir aux plus imposés ; l'autre, en abaissant le cens d'une manière générale, de faire en sorte que par l'effet de la loi commune et sans mesure spéciale pour les petits collèges, tous les collèges électoraux, ou du moins la plupart, atteignissent le chiffre de 400.

Entre ces deux moyens quel serait le plus efficace et le plus aisé à mettre en pratique ? M. Duvergier de Hauranne discute la question sans la résoudre en termes absolus, mais en prouvant jusqu'à l'évidence que quelle que fût la solution adoptée, chacun des deux procédés serait de facile exécution.

Nous avons besoin de le redire encore une fois, et nous ne le dirons jamais autant que nous le pensons, M. Duvergier de Hauranne a rendu un service éminent en portant d'abord devant le pays cette question de la réforme électorale qu'il doit, dit-on, porter prochainement devant la chambre. Nul ne pouvait le faire avec plus d'autorité que lui. Ceux qui liront son beau et bon livre jugeront si personne pouvait le faire avec un égal talent.

On a quelquefois reproché au parti dont l'honorable M. Duvergier de Hauranne est un des membres les plus considérables et l'un des organes les plus autorisés, de ne vouloir aucune réforme importante. Sans examiner ce que ce reproche peut avoir eu de mal fondé en tout temps, on est du moins obligé de reconnaître qu'il serait bien injuste aujourd'hui. On peut sans doute demeurer en dissidence avec l'éminent publiciste sur telle ou telle question ; on peut tendre à un autre but que le sien ; visant au même but, on peut vouloir d'autres moyens ; mais on est obligé d'admettre que le travail auquel il s'est livré est l'œuvre d'une méditation consciencieuse et profonde, et que les réformes qu'il propose sont quelque chose de sérieux, qui mérite l'examen et la réflexion de tous les partisans sincères de nos institutions constitutionnelles.

ENTRETIENS DE VILLAGE,
PAR M. DE CORMENIN.

[*Le Siècle*, 26 juillet 1847.]

Ce petit livre est un chef-d'œuvre de style, et cependant ce n'est point une œuvre littéraire. Ce livre contient tout un code de lois à l'usage des peuples et des gouvernements ; et cependant ce n'est point un livre politique. C'est mieux qu'une œuvre politique ou littéraire : c'est un livre de morale ; un livre de morale pensé par un grand publiciste, écrit par un grand écrivain ; c'est-à-dire un livre très bon, très utile, très beau ; qui peut apprendre beaucoup à tous, au plus habile comme au plus simple, au plus grand comme au plus petit, à l'homme d'État comme au villageois, et qui séduirait encore par le charme de ses tableaux celui qui ne s'instruirait point à ses leçons. Je n'ai point souvenir d'un livre dont la lecture m'ait causé

tant d'émotions douces tout en m'offrant tant de salutaires enseignements. Je ne sais si c'était le bonheur d'échapper pour un moment à cette atmosphère malsaine de la politique, où l'on respire tant d'égoïsme, d'amertume, de haine, de mensonges.

Mais c'est, je l'avoue, avec une douceur inexprimable, que je me suis senti transporté au milieu de l'air bienfaisant et pur qu'exhale un livre, noble création de l'intelligence et du génie inspirée par cet autre génie, la charité, qui est le génie du cœur. J'ai ouï dire que l'auteur des *Entretiens de village*, absent de Paris, retiré en ce moment au fond d'une campagne, y passe son temps à mettre en pratique ses théories et ses conseils. Je le crois sans peine. On voit bien en lisant l'ouvrage que l'auteur agit autant qu'il pense. C'est une excellente condition pour enseigner l'art de faire le bien que de l'avoir fait soi-même. Cette condition ne suffit pas toujours, et beaucoup pratiquent admirablement la vertu qui ne sauraient dire comment ils s'y prennent. Mais M. de Cormenin, plus heureux, n'éprouve pas un bon sentiment pour lequel il ne trouve une belle expression ; il ne connaît pas une bonne action dont il ne donne la théorie ; il ne voit pas un bien individuel et local sans montrer comment on peut l'étendre à tous. Et d'abord en fait de bonnes œuvres, en est-il une meilleure qu'un livre qui les enseigne toutes ?

Il y a dans les *Entretiens de village* deux choses qui frappent également le lecteur. La première, je l'ai dit tout à l'heure, c'est l'élévation et la profondeur du sentiment moral qui y domine ; la seconde, c'est le prodigieux talent avec lequel est exécuté cet ouvrage de forme si simple en apparence. Jetez un coup d'œil superficiel sur la table des matières : tous les sujets qui y figurent n'ont-ils pas l'air de se trouver là jetés pêle-mêle et comme par hasard, sans ordre, sans méthode, sans lien ? Si cependant on veut y regarder de plus près, on voit tous les chapitres présentant dans leur substance la déduction la plus logique et la plus complète d'un ensemble d'idées dont le but unique est l'accroissement du bien-être moral et matériel des populations ouvrières. Cette logique des idées n'apparaît pas dans les mots, et c'est une des habiletés de l'auteur ; son grand art, c'est de n'en laisser voir aucun. Quelles sont au fond les idées essentielles de son livre ? C'est que la misère des populations ouvrières provient de trois causes principales : l'ignorance, l'oisiveté, l'imprévoyance ; c'est que le premier besoin d'une population, c'est l'éducation, le travail et l'épargne : l'éducation, qui fait l'homme ; le travail, qui le nourrit, l'enrichit ; l'épargne, qui le secourt quand il ne peut travailler ; c'est que pour chacun de ces besoins essentiels de la population industrielle, il faut des institutions correspondantes : pour l'éducation, des écoles ; pour le travail, des ateliers et des lois protec-

trices ; pour la prévoyance, des caisses d'économie et de secours mutuels, et presque toutes les institutions sociales créées ou à créer ne sont que des conséquences de ces trois grands principes. Comme conséquence de l'éducation, viennent les crèches, les salles d'asile, les écoles d'adultes, les écoles du dimanche, les bibliothèques des villes et des campagnes ; comme protection du travail, la loi sur le travail des enfants, etc. ; comme appendice des caisses d'épargne, les caisses de retraite pour les invalides de l'industrie, etc., etc.

L'auteur, qui traite successivement toutes ces matières, aurait pu établir entre elles un ordre parfaitement didactique ; poser celle-ci comme principe, celle-là comme conséquence, et enfermer dès l'origine l'esprit de son lecteur dans un cercle serré de raisonnements sortant les uns des autres, qui l'auraient conduit jusqu'à la fin du livre. Il ne l'a pas fait, et on doit l'en remercier. Il y a beaucoup moins de mérite réel qu'apparent dans les tableaux qui présentent la pensée sous cette forme pédante, symétrique et presque mathématique. Ce qu'a fait l'auteur est beaucoup plus difficile, en même temps que bien plus agréable pour le lecteur ; il a conservé toute la logique du fond, en écartant la raideur des formes.

Dans un livre dont toutes les parties seraient systématiquement enchevêtrées les unes dans les autres, vous ne pourriez lire la seconde partie de l'ouvrage sans avoir lu la première. Telle est au contraire la distribution des idées dans l'ouvrage de M. de Cormenin, que, malgré l'ensemble parfait qui résulte de toutes les parties, chacune d'elles compose à elle seule un tout complet qui peut se lire séparément. Et admirez, je vous prie, la singulière simplicité de forme adoptée par l'auteur pour chacun de ses chapitres. Figurez-vous deux villageois, causant ensemble de toutes choses, de *omni re scibili*, etc. ; l'un, nommé François, ignorant, grossier, superstitieux ; l'autre, maître Pierre, docteur de l'endroit, très sage, très avisé et bien entendu, ayant réponse à tout. Ils s'entretiennent tout simplement des grandes questions que nous avons tout à l'heure indiquées, François mettant à nu toutes ses idées fausses, tous ses préjugés, toutes ses erreurs, ce qui donne à maître Pierre l'occasion de produire toutes ses réponses pleines de justesse, de sens et de raison. Le continuel dialogue de ces deux personnages, voilà la forme des *Entretiens de village*. Quoi de plus monotone ? Oui, sans doute, monotone, si un inimitable talent ne trouvait le secret de faire sortir de cette monotonie une infinie variété. Veut-on un exemple de la manière dont l'auteur, en abordant chaque sujet, sait le mettre en relief et saisir l'intérêt du lecteur, ouvrez le livre au chapitre des salles d'asile.

« M^e PIERRE. Que fais-tu là, François, dans ta chambrette, avec tes deux petites filles et ton garçon ?

FRANÇOIS. Je les garde, pendant que ma femme travaille en ville, et ma femme à son tour me relaie lorsque je vais travailler.

M^e PIERRE. Mais vous perdez tous deux alternativement une journée de gain dont votre petit ménage aurait grand besoin ; et ne pourriez-vous confier vos enfants à votre voisine durant les heures de travail ?

FRANÇOIS. Je ne me soucie pas de les confier à notre voisine, chez laquelle ils entendent des propos grossiers et où leurs mœurs pourraient se gâter, ni de les laisser descendre et vaguer dans la rue, où ils jurent, se disputent, se battent, se corrompent.

M^e PIERRE. Alors qu'en fais-tu ?

FRANÇOIS. Je les tiens enfermés dans ma chambrette.

M^e PIERRE. Mais à peine peuvent-ils y respirer. Ne vois-tu pas que les membres et l'esprit de ces pauvres enfants y sont privés d'air, de liberté, de culture, de développement. Aussi comme ils sont maigres et hâves ! Tes enfants font peine à voir ; du moins, que ne les envoies-tu aux écoles ?

FRANÇOIS. Mais songez-donc, maître Pierre, que de mes deux filles l'une a trois ans et la seconde quatre, et que mon fils n'a que cinq ans. On ne les y recevrait pas, ils sont trop jeunes.

M^e PIERRE. Cela est vrai, mais alors il faut les envoyer à la salle d'asile.

FRANÇOIS. Qu'est-ce que la salle d'asile ?

M^e PIERRE. Je vais te l'apprendre... »

Et l'auteur, qui dans ce court préambule a relevé toutes les misères auxquelles remédie la salle d'asile, en arrive à faire de cette institution une description si vraie et si touchante, il en démontre si bien la nécessité et la sainteté, qu'après avoir lu ce morceau on s'étonne qu'il y ait encore une seule petite ville où la salle d'asile n'existe pas ; et ainsi, toujours au moyen du même procédé, le dialogue de François et de maître Pierre, l'auteur met en scène les unes après les autres toutes les misères sociales.

M. de Cormenin, ainsi qu'on a pu voir par ce qui précède, voudrait que la prévoyance sociale prît en quelque sorte l'enfant du village au berceau, et le suivît, à mesure qu'il grandit, à travers toutes les phases heureuses ou malheureuses de son existence. Ainsi, après la salle d'asile, l'école ; après l'école, le travail ; pour le travail, la caisse d'épargne, etc., etc. Ses premières pensées sont pour l'enfance. Cependant les adultes attirent aussi son attention. Il existe de notre temps une génération tout entière qui subit les conséquences du malheur de n'avoir reçu dans son enfance aucune instruction ;

elle voit ses fils dotés de connaissances qu'elle-même ne posséda jamais ; notamment dans les campagnes bien des cultivateurs aisés ne savent ni lire ni écrire, dont les enfants le sauront ou le savent déjà. Leur infortune est-elle sans remède ? M. de Cormenin ne l'admet pas. Il pense avec raison qu'il dépend de l'adulte d'acquérir, à l'aide de quelques efforts énergiques et soutenus, un peu de l'instruction qui manqua à son enfance ; et je ne connais rien de plus touchant que l'argument par lequel il s'efforce d'exciter leur zèle.

« Je veux aussi savoir écrire, fait dire M. de Cormenin à son pauvre villageois ; mon fils est fort, hardi et dispos, et dans quelques années il sera soldat. Dure condition de la pauvreté ! on l'enlèvera, ce précieux enfant, à mon amour et à ma vieillesse, sans pitié pour mes cheveux blancs ; mais du moins je pourrai correspondre avec lui, sans livrer à une autre plume ni les secrets de ma misère, ni ces confidences entre deux cœurs qui sont, vous le savez, la seule consolation des absents et des malheureux ! »

Les écoles d'adultes dans les campagnes seraient bonnes non seulement pour ceux qui, ayant le malheur de ne savoir ni lire ni écrire, auraient besoin de l'apprendre, mais encore pour ceux qui l'ayant appris, voudraient ne pas l'oublier ; et puis, que de désordres préviendrait cet usage du temps ainsi employé !

« Les travaux des champs, des vignes et de la grange, dit ailleurs l'auteur, finissent dans les mois d'hiver, novembre, décembre, janvier et février, à la chute du jour, et les soirées sont longues. Sommeiller au coin de l'âtre ; courir la veillée des filles, jouer aux cartes ou au billard, et s'attabler au cabaret, voilà l'occupation du soir de la plupart des jeunes villageois ; c'est pour eux qu'il faut ouvrir des écoles d'adultes. »

M. de Cormenin, qui place en tête de tout les écoles destinées aux garçons, n'a cependant garde d'oublier l'éducation des pauvres petites filles des campagnes, si souvent délaissées sur la voie publique et dont les parents ne pourraient prendre soin qu'à la condition de négliger le travail qui les fait vivre tous ; il voudrait donc que dans chaque village, à côté de l'école, qui est à vrai dire une salle d'asile pour les petits garçons, il y eût un ouvroir campagnard destiné à servir d'asile aux petites filles en bas âge. Là elles apprendraient seulement à ourler, à coudre, à marquer, à faire les plus grossiers ouvrages du ménage ; elles prendraient ainsi l'habitude du travail en même temps qu'elles s'instruiraient aux soins domestiques. Ce que l'auteur décrit et conseille est déjà établi dans cent communes du département du Loiret, où il n'en coûte pas plus de 70 fr. par commune. L'auteur explique admirablement le mécanisme bien simple de cette modeste et précieuse institution, et il la connaît très bien ;

car, si je ne me trompe, c'est lui qui, après l'avoir conçue, l'a établie dans plusieurs localités de ses propres deniers.

Tout en le félicitant, reconnaissons que cette bienfaisance lui coûte beaucoup moins qu'à d'autres. On assure, en effet, qu'il paie tout cela avec le produit des éditions de ses œuvres. Ainsi, par exemple, voici la huitième édition des *Entretiens de village* ; c'est la plus élégante qui ait paru, et pourtant la moins chère, moyennant qu'elle est tirée à un nombre immense d'exemplaires. Eh bien ! supposez que tous les abonnés du *Siècle* achetassent chacun un exemplaire de ce petit volume de 5 fr. Ce serait tout de suite une subvention de plus de 100 000 fr. pour les ouvriers à établir. Vous me direz qu'en somme c'est M. de Cormenin qui donnerait ces 100 000 fr., prix de son admirable livre. Le beau mérite, vraiment, de donner 100 000 fr. pour une belle œuvre, quand on les a si aisément gagnés par une œuvre de génie ! Je soutiens, moi, que le vrai mérite serait aux acheteurs qui, quand on leur recommande un livre, croient toujours qu'on les attrape, et ont raison quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent. Ils seraient, en effet, fort attrapés, car ils auraient fait un bon marché croyant ne faire qu'une bonne action. Il est aisé de juger par mes paroles que je fais de la propagande pour ce livre ; et je ne m'en cache pas. Je voudrais le voir dans toutes les mains, et surtout dans la main de ceux qui par position peuvent et doivent être les bienfaiteurs de leurs semblables. Je ne dirai pas avec le poète philosophe :

Si j'étais roi, je voudrais être juste,
Et dans la paix, etc., etc. .

Mais je dirai : Si j'étais grand ou seulement petit propriétaire, habitant la campagne, je voudrais que la commune au sein de laquelle je passerais ma vie fût dotée de tous les bienfaits sociaux que peuvent conférer de bonnes et bienfaisantes institutions ; je voudrais que ce petit centre de population, jouissant de plus de biens, souffrant de moins de maux qu'aucun autre, empruntant à une administration libérale et à une civilisation chrétienne tout ce qu'elles peuvent offrir de salubre, présentât comme un type idéal à imiter et devînt le patron sur lequel d'autres voudraient se modeler ; ambition modeste à son départ, et immense à son arrivée ! car l'imitation gagnant de la commune au canton, du canton au département, du département à l'État, la face du pays tout entier serait changée par la seule puissance d'un premier effort individuel ! Mais pour réussir dans une pareille entreprise, que faudrait-il d'abord ? Il faudrait bien savoir ce que, dans chaque commune, la plus petite, comme la plus

grande, il y a à faire, soit en maux à supprimer, soit en biens à accomplir ; et pour acquérir cette connaissance, je ne vois pas, je l'avoue, de meilleur moyen à prendre que d'étudier attentivement les *Entretiens de village*, qui contiennent tout le programme.

N'est-ce pas là une œuvre capable de tenter les cœurs généreux ? On dit, il est vrai, que cette œuvre appartient exclusivement au gouvernement. Sans doute le gouvernement peut beaucoup en cette matière, et je suis de ceux qui pensent que c'est de ce côté que devrait se porter sa sollicitude la plus active ; mais le gouvernement ne peut pas tout, et quoi qu'il fasse, il restera toujours beaucoup à faire au zèle de la charité particulière. — Écoutez ce que dit sur ce point M. de Cormenin ; je finis par cette citation, qui seule donnerait une idée de la hauteur à laquelle s'élève l'auteur des *Entretiens de village* :

« Il y a deux sortes de charités qu'il faut se garder de confondre et qu'il faut se garder aussi de séparer. La charité légale voit l'homme dans les masses ; la charité privée voit l'homme dans les individus. La charité légale est plutôt de l'administration, de la police, de la salubrité publique, et la charité privée plutôt de la bienfaisance. La charité légale soulage les malheureux ; la charité privée les soulage aussi, et de plus elle les console.

La charité légale ne peut se passer de bâtiments vastes, d'une discipline en grand et de sommes immenses pour alléger d'immenses misères.

La charité privée se loge où elle peut, se multiplie par elle-même, et n'a besoin que d'avoir du cœur.

La charité légale semble avoir plutôt pour but d'empêcher les hommes de nuire, et la charité privée de les servir.

Aux yeux de l'une les hommes ne sont que des unités moins corporelles qu'abstraites, qu'elle suppute, qu'elle assemble, qu'elle groupe, qu'elle combine, qu'elle range en ordre de chiffres, comme un livre de dépenses et de recettes. Aux yeux de l'autre les hommes sont des chrétiens, des frères.....

Il y a plutôt de la discipline dans l'une, et plutôt de l'âme dans l'autre. ... »

CIRCULAIRE AUX HABITANTS DE LA SARTHE

[*Le Siècle*, 11 mars 1848.]

Nous avons dit quelles étaient les dispositions de tous les anciens députés de l'opposition que nous avons pu interroger. La circulaire suivante, adressée

par M. Gustave de Beaumont aux habitants de la Sarthe, atteste que ses sentiments sont absolument conformes aux nôtres.

Concitoyens du département de la Sarthe,

À une époque où la députation ne conférait que des honneurs et n'imposait à ses membres que des devoirs faciles et des responsabilités définies, j'ai sollicité et obtenu vos suffrages. Aujourd'hui, en présence des circonstances qui impriment à la prochaine représentation nationale un autre caractère, et font naître pour elle des devoirs plus ardu, des responsabilités plus étendues, je n'ai point à chercher ce qui me conviendrait. Je ne considère que ce que je dois ; et si l'on jugeait que je puis rendre encore quelque service, je demeure à la disposition de mes concitoyens. Quant à mon sentiment personnel sur la révolution qui vient de s'accomplir, en voici l'exposition franche et nette :

Un jour à peine s'est écoulé qu'un trône était debout, autour de ce trône deux chambres, au sein de ces chambres deux partis, dont l'un avait entrepris de faire sortir de la monarchie constitutionnelle une représentation sincère, un gouvernement honnête au dedans, digne au dehors, et dont l'autre, à force de manœuvres, d'intrigues, d'égoïsme, était parvenu à fausser toutes nos institutions et à créer dans les chambres une majorité servile, après avoir créé dans le corps électoral une majorité corrompue. Cette corruption funeste, d'autres l'ont sans doute attaquée plus habilement que moi ; mais j'ai le droit de dire que j'ai été le premier sur la brèche pour la combattre. Cependant en un jour, en une heure, en un instant, tout est tombé, trône, monarchie, chambres, parti intermédiaire, parti de la corruption, parti de l'opposition constitutionnelle. Ministres, royauté, régence, tout a disparu. De tout cela il n'est resté qu'une grande ruine sur laquelle s'élève, à l'étonnement de tous, l'édifice grandiose, mais nouveau et inattendu, de la République. Je n'appelais point, je ne désirais point la république ; je l'ai acceptée. Je la redoutais, la croyant impossible sans des collisions sanglantes et sans une violence faite à nos mœurs. Je l'ai vue s'instituer sans luttes, sans résistance, sans une goutte de sang versé, sans une parole de vengeance, sans une pensée de réaction, sans une profanation impie, sans un blasphème. Pour comprendre la puissance du peuple dans ces journées, il faut en avoir été témoin. Il faut aussi avoir vu le peuple après la victoire pour juger ce qu'il y a en lui de sentiment religieux, de désintéressement et de probité.

Concitoyens de la Sarthe, j'en suis profondément convaincu, il n'y a plus pour tous les Français qu'une seule conduite à tenir : abjurer tous les souvenirs et toutes les préoccupations du passé, briser sans retour tous les liens de parti, et se rallier sincèrement,

unanimement au gouvernement provisoire. Les monarchies ont fait leur temps. Monarchie démocratique de Louis XVI, monarchie absolue de Napoléon, royauté restaurée de Louis XVIII, monarchie constitutionnelle de 1830, toutes ont péri ; toutes ont succombé au sein des troubles et des révolutions que chacune d'elles avait précisément pour mission de prévenir. Un système de gouvernement dont le principal mérite était d'assurer l'ordre et la liberté, n'a amené que le désordre et l'anarchie. Qui donc travaillerait à son rétablissement ? Pour moi, je le déclare, personne n'a demandé avec plus de zèle et de sincérité que moi à la monarchie représentative la liberté, la prospérité et la grandeur de mon pays. Mais après la dernière et triste expérience qui vient de s'accomplir, je dis avec la même franchise que je considérerais comme aussi coupable qu'insensée toute tentative, je vais plus loin, toute arrière-pensée de retour vers cette institution ensevelie à jamais dans les témoignages répétés de son impuissance. Le crime ou la folie me sembleraient les mêmes que l'entreprise se produisit sous les auspices de tel ou tel nom, de tel ou tel prétendant.

Si, ce qu'à Dieu ne plaise, de pareilles tentatives apparaissent, le gouvernement de la République, qui, évidemment, veut être libéral et modéré, serait bientôt entraîné à la violence. Son autorité tournerait à la dictature, et alors que dans sa force il aspire à ne régner que par les lois, il se verrait contraint de recourir aux expédients de tous les pouvoirs contestés. Que le pays y prenne garde : il y va pour lui, non seulement de son bien-être, mais de sa propre existence. Il y a quelque chose qui importe encore plus que la forme du gouvernement : c'est la France. Si j'osais, je dirais qu'il y a quelque chose de supérieur à la liberté même : c'est l'indépendance nationale et l'inviolabilité de notre territoire.

Or, tout dissentiment intérieur signifierait aujourd'hui l'affaiblissement de la France, la guerre civile au dedans, la guerre étrangère au dehors ; comme moyen de combattre l'une et l'autre, la dictature ; comme conséquence finale, l'épuisement du Trésor public et la banqueroute. Ainsi, adhérer franchement à la République, ne choisir pour représentants que des hommes dont l'adhésion soit aussi nette que sincère, tel est, à mon avis, le premier devoir de tous les bons citoyens. Ils en ont un second non moins impérieux et tout aussi facile à comprendre.

Si le principe républicain du gouvernement nouveau doit être mis hors de question, à côté du principe admis par tous comme base de l'édifice viennent se placer de très graves questions, dont la solution, selon ce qu'elle sera, fera une bonne ou mauvaise république. Je ne parle point des questions politiques de leur nature, telles que

celle de savoir si le pouvoir exécutif sera représenté par un président ou par un directoire ; s'il y aura une chambre unique ou deux chambres ; si la magistrature sera nommée ou élective, etc. ; ce sont là des questions graves, mais non dangereuses, et l'assemblée nationale, délibérant avec maturité et indépendance, les résoudra sans peine. Mais ce qui en ce moment mérite une attention plus immédiate, ce sont des théories, inspirées sans doute par l'intention la plus généreuse, mais à mes yeux pleines de périls, qui aspirent à pénétrer dans le gouvernement, et qui, si la voix tout entière du pays n'y mettait obstacle, amèneraient tout à la fois la ruine de la société et de la république. À vrai dire, ce n'est pas la question politique qui est grave en ce moment. Elle est, elle doit être résolue. Ce qui est grave, c'est la question sociale.

L'amélioration du sort des travailleurs est sans contredit le premier besoin des temps modernes ; c'est la première des nécessités, parce que c'est la première des justices. Nous vivons dans un temps où la condition essentielle de la puissance d'un peuple, c'est la richesse, et la richesse, c'est le travail. Il est juste que la société soit libérale envers ceux qui font sa force. Il est nécessaire que le sentiment de fraternité qui unit tous les hommes et qui existe dans nos mœurs, pénètre dans nos lois, et désormais la constitution doit avoir pour base le grand principe de solidarité qui lie entre eux tous les membres du corps social. Pour moi, j'ai toujours pensé qu'à côté de la liberté, âme de toute industrie, il fallait placer l'association. J'ai toujours pensé que, tout en laissant le travail libre, il fallait protéger le travailleur par un ensemble d'institutions salutaires, qui, en le prenant au berceau et l'accompagnant à travers toutes les vicissitudes de sa vie, le suivissent jusqu'à la tombe. Ce grand devoir social, dont aucun des gouvernements antérieurs n'avait eu l'intelligence, la République l'a compris. Mais il importe beaucoup qu'en entrant dans cette voie elle se préserve d'un écueil placé sous ses pas. Il faut qu'elle prenne bien garde, en organisant le travail, de détruire la liberté ; il faut qu'elle prenne bien garde, en augmentant arbitrairement le salaire, de supprimer le travail ; car il y a pour l'ouvrier quelque chose de pire qu'un salaire modique, c'est l'absence de tout travail, c'est-à-dire de tout salaire. C'est là qu'est le danger véritable de la situation.

En présence d'un ébranlement extraordinaire, suivi tout aussitôt d'un rétablissement plus merveilleux encore, on peut dire sans exagération que la couche politique de la société a été à peine troublée. Mais ce qui est menacé d'une perturbation profonde, c'est la zone économique de la société, c'est la propriété, c'est le commerce, c'est l'industrie, c'est la liberté de transaction ; ce qui pourrait être mis en

péril, c'est la source même de la richesse publique et de la force nationale, c'est l'élément essentiel du bien-être de tous, c'est le capital qui donne le travail et le salaire, c'est la confiance qui seule met en circulation les valeurs que la crainte y enfouissait ; c'est, en un mot, la liberté, sans laquelle il n'y a ni capital fécond, ni travail productif, ni salaire régulier.

De notre temps les peuples n'attachent qu'une importance secondaire à la forme des gouvernements. Ce qui constitue l'essence des sociétés, c'est le travail, c'est la production, c'est le bien-être matériel et moral qui en découle, c'est l'amélioration continue de toutes les conditions, c'est le progrès incessant de toutes les intelligences, c'est le développement de toutes les facultés. Ce grand mouvement social a besoin sans doute d'agents nombreux et puissants. Mais il en est un qui, à lui seul, est supérieur à tous les autres : c'est la liberté ! la liberté, chose surannée, dit-on, et pourtant moins vieille que certaines théories économiques données aujourd'hui pour des nouveautés. Là est le péril ; là sont les vraies questions dont la bonne solution peut seule assurer les droits impérissables de la propriété, le bien-être sacré des travailleurs, le succès, la grandeur et la prospérité de la République.

LETTRE-MANIFESTE À UN ÉLECTEUR DE LA SARTHE

[*Le Siècle*, 26 avril 1849. — Réédité en brochure, sans l'avant-propos du rédacteur en chef du *Siècle*.]

M. Gustave de Beaumont, représentant du peuple, ex-ambassadeur de la république à Londres, nous adresse un manifeste du plus haut intérêt par la nature des questions et par la franchise des réponses que l'on y trouvera posées et résolues. La valeur morale et politique de l'auteur de la lettre suivante, écrite à un électeur de la Sarthe, la signale, mieux que nous ne saurions le faire, à l'attention, à l'intérêt et aux sympathies, non seulement de nos lecteurs, mais du pays tout entier.

LETTRE DE GUSTAVE DE BEAUMONT

Monsieur et honorable concitoyen,

À l'approche des élections, vous me demandez, tant en votre nom qu'en celui de plusieurs amis communs, quelle serait ma règle de conduite dans la nouvelle Assemblée législative, si j'y étais envoyé par le vœu des électeurs. Vous m'adressez notamment cette

question : « Seriez-vous d'avis de maintenir dans son intégrité la Constitution, sauf révision ultérieure, s'il y a lieu, et dans les délais établis par la Constitution elle-même ? Ou bien, convaincu qu'il existe dans cette constitution des vices qu'il est urgent de corriger, voteriez-vous pour une révision immédiate ? Laquelle de ces deux résolutions vous paraît la plus conforme aux vrais intérêts du pays ? »

La question que vous m'adressez, Monsieur, préoccupe, il est vrai, dans ce moment, beaucoup d'esprits. Et cependant, vous le dirai-je, si l'on y réfléchit quelques instants, on s'étonne qu'elle puisse être seulement posée.

Il semble qu'à vos yeux la modification plus ou moins prompte de la Constitution ne soit qu'une question de fait. Le droit, pour le pays, de la changer à tout moment, ne vous paraît pas douteux ; le doute pour vous serait seulement de savoir si cette réforme serait nécessaire et opportune. Le peuple étant souverain, quel obstacle s'opposerait à ce qu'il modifiât, détruisît même aujourd'hui son œuvre d'hier ?

L'obstacle, Monsieur, vient du peuple lui-même et de sa propre souveraineté. Issue du suffrage universel, une Constitution existe en vertu de laquelle la République est le gouvernement du pays. Cette Constitution, votée le 4 novembre 1848, à l'unanimité moins 30 des 900 représentants de la France, est en vigueur. Déjà le vote du 10 décembre, salué avec respect par ceux-là même qui désiraient une autre élection, a réglé les conditions du pouvoir exécutif. Tous les grands corps de l'État sont organisés : la haute Cour de justice est entrée en fonctions ; le conseil d'État a reçu son institution. Dans quelques jours le pays aura désigné les membres de l'Assemblée au sein de laquelle résidera la souveraineté législative. La Constitution est donc fondée : loi suprême du pays, elle a droit au respect de tous. Comme citoyen, je lui dois mon obéissance ; comme législateur, je lui prêterais sincèrement mon appui.

Sans doute cette Constitution, imparfaite comme toute œuvre humaine, ne sera pas éternelle ; et la souveraineté populaire qui la créa pourra un jour la modifier, même l'abolir. Mais quand ? À quelles conditions ? Après quelles épreuves ? Par qui cette révision pourra-t-elle être demandée ? Qui aura autorité pour l'accomplir ?

La solution de ces questions n'a point été et ne pouvait être laissée au hasard. J'ouvre la Constitution et j'y trouve trois dispositions essentielles :

La première, qui fixe une époque avant laquelle la révision de la Constitution ne peut pas même être proposée ; ce délai est au moins de deux années ;

La seconde confère à l'Assemblée législative le droit de proposer cette révision ;

Et, comme c'est un principe essentiel de tous les temps et de tous les pays, que la même Assemblée qui a proposé la révision n'ait point qualité pour la voter, le pouvoir d'accomplir cette révision est, par une troisième disposition, remis exclusivement à une Assemblée constituante. Telles sont, en résumé, les dispositions des articles 22 et 111 de la Constitution.

Ce n'est pas, remarquez-le bien, arbitrairement, et comme par accident, que, dans la Constitution de 1848, le peuple a lui-même mis cette entrave à l'exercice quotidien de sa souveraineté.

Il n'existe pas d'exemple d'un peuple qui, en proclamant dans une Constitution sa toute-puissance, n'y ait apporté cette limite. C'est qu'une Constitution qui, née aujourd'hui du suffrage universel, pourrait être demain remise en question, ne serait pas une Constitution. Ce ne serait qu'une loi vulgaire ; et, précisément, ce qui distingue les Constitutions des simples lois, c'est que, tandis que celles-ci sont variables comme la volonté du législateur, celles-là, au contraire, sont stables de leur nature, et participent, du moins pour un temps, de l'immobilité du sol sur lequel elles sont assises. La loi est ce qui change, la Constitution ce qui dure. La Constitution est la règle invariable de laquelle émane la loi mobile. Il y a entre l'une et l'autre toute la distance qui sépare le pouvoir législatif du pouvoir constituant. Rien ne s'oppose à ce que le pouvoir législatif fonctionne incessamment ; si le pouvoir constituant se tenait en permanence, ce serait l'état révolutionnaire organisé. Voilà pourquoi il n'est pas de Constitution qui ne fixe un certain intervalle de temps durant lequel le peuple ne pourra pas même être appelé à réviser son œuvre. Ainsi fait la Constitution de 1848, et il est digne de remarque que le délai qu'elle établit est moindre que celui que fixaient toutes les Constitutions précédentes. Ainsi, la Constitution de l'an III avait subordonné l'exercice du droit de révision à une épreuve de neuf années ; celle de 1791 en voulait dix. Toutes les constitutions américaines renferment des restrictions analogues.

Sans doute, une Constitution qui ne réserverait pas le droit de révision, enchaînerait la souveraineté du peuple, qui s'abdiquerait en se proclamant ; mais celle qui ne subordonnerait pas cette révision à un temps d'épreuve, n'aurait même pas vécu un jour, car la Constitution, ne cessant pas d'être discutée, l'état révolutionnaire n'aurait pas été un seul instant suspendu. Les Constitutions ne sont pas des obstacles à la souveraineté nationale, ce sont des étapes tutélaires dans la voie des révolutions qui, sous une forme ou sous une autre,

travaillent incessamment les sociétés humaines. La France est-elle si reposée qu'elle n'ait que faire d'un temps d'arrêt ?

Ainsi, Monsieur, vouloir que la Constitution fût révisée à l'époque où se rassemblera la prochaine Assemblée législative, ce serait vouloir tout d'abord la violation de la Constitution ; ce serait appeler le jugement avant l'épreuve. Demander cette révision à l'Assemblée elle-même, ce serait vouloir qu'elle fit ce qu'elle n'a que le pouvoir de proposer, et ce qui ne pourra être exécuté par une Assemblée composée d'autres éléments, que dans deux ou trois années.

J'entends dire que deux ou trois ans, c'est bien long ; que le pays souffre ; qu'il est impatient de changer son état ; que ce n'est pas un temps d'arrêt, mais un terme auquel il aspire ; en un mot, qu'il faut en finir une fois pour toutes avec l'anarchie révolutionnaire.

Étrange moyen, en vérité, de clore à jamais les révolutions que de commencer par en rouvrir la voie ! Je ne sais si ceux qui tiennent ce langage se rendent bien compte de tout ce qu'il contient de dangereux.

Vous jugez urgente la révision de telle ou telle partie de la Constitution, et cette urgence est si grande à vos yeux, que vous refusez de vous soumettre au mode et au délai légal selon lesquels cette révision doit être réclamée. Soit, je l'admets ; mais vous me concéderez aussi que, du moment où vous remettez immédiatement en question ce qui, dans la Constitution, ne vous agréé pas, vous ne pouvez contester à d'autres le droit de demander la même révision immédiate des dispositions dont ils veulent la réforme. Or, tandis que le mal vous paraît résider par exemple dans l'institution d'une assemblée unique au lieu de deux chambres, j'entends des voix qui disent que le mal vient surtout de ce que la France s'est constituée en République ; ces voix, parfaitement d'accord pour proclamer le mal, se divisent, il est vrai, sur le remède à appliquer, les uns soutenant que la seule solution, c'est que la présidence devienne l'Empire, d'autres encore que la royauté soit rétablie ; ceux-ci demandant Henri V, ceux-là la régence ; et, au milieu de toutes ces opinions qui se querellent, j'entends des voix énergiques et bien unies qui s'écrient que ce que veut le peuple, ce n'est ni l'Empire, ni la Légimité, ni la Royauté de 1830, ni la République telle que la Constitution l'a faite, mais la République démocratique et sociale, la République sans président, avec le droit au travail et son organisation !

En réalité, qu'est-ce que le peuple, c'est-à-dire la majorité des citoyens, veut aujourd'hui, à l'heure où je vous écris ? Je ne le sais pas, mais je sais ce qu'il a voulu, il y a moins d'un an ; et j'incline à penser, ne fût-ce que par respect pour sa souveraineté, que ce qu'il a

voulu alors, il le veut encore. Ce que je sais, c'est que le pays, qui s'est prononcé presque unanimement pour ce qui est, serait fort divisé pour choisir autre chose ; et qu'en vue du changement que l'on désire, on est peut-être bien insensé de braver le changement que l'on craint. Ce que je sais, c'est qu'en supposant nécessaires, ce que je n'admets pas, les changements auxquels on aspire, il est bien téméraire de faire aujourd'hui ce que dans deux ou trois ans la Constitution permettra d'accomplir. Ce que je sais enfin, c'est que la moindre atteinte portée à la Constitution par les partis intéressés à l'ordre provoque les partis violents aux plus audacieuses entreprises, et qu'en dehors de la légalité, il n'y a plus que le recours à la force, c'est-à-dire la guerre civile et l'anarchie.

N'est-ce pas vraiment une chose étrange que beaucoup d'honorables citoyens, qui ont horreur de la guerre civile, disent et répètent chaque jour : Oui, point de violence, point de recours aux armes, attendons la prochaine Assemblée qui, paisiblement, régulièrement, exécutera tous les changements que réclame la Constitution. Comme si la prochaine Assemblée pouvait faire régulièrement ce que la Constitution lui interdit ! Comme si elle pouvait exécuter paisiblement ce qui, étant une violation de la Constitution, un véritable coup d'État, serait en même temps un défi jeté à tous les partis et un appel aux armes !

Eh bien ! il est vrai, dit-on encore, l'Assemblée législative ne saurait constitutionnellement pratiquer une révision pour laquelle le peuple ne lui a pas donné de pouvoirs ; mais si le peuple, directement consulté, veut et déclare vouloir cette révision, qui pourrait contester sa volonté ? On fera donc *appel* au peuple, et si le peuple répond qu'il veut un changement dans la Constitution, la Constitution sera changée. Ai-je besoin, Monsieur, de vous faire remarquer que ce mode de procéder serait tout aussi irrégulier et tout aussi révolutionnaire que ceux dont nous avons reconnu le danger ? L'appel au peuple se peut concevoir sous des formes diverses ; mais il n'en existe qu'une seule de régulière : c'est celle que la Constitution autorise, et toutes les autres sont des attentats à la Constitution elle-même.

Non, j'en ai la confiance, mon pays ne se laissera pas entraîner par une folle impatience. Depuis le 21 février jusqu'à ce jour la France, au milieu de terribles difficultés, a fait preuve d'un grand esprit de conduite ; elle a, dans quelques occasions, déployé un courage héroïque, souvent une singulière habileté, toujours une très grande prudence. Sa sagesse a été de ne rien précipiter. À Dieu ne plaise qu'elle abandonne cette voie sage et mesurée pour se jeter en aveugle dans de nouvelles aventures !

Sans doute, la France, même après sa Constitution, demeure maîtresse de ses destinées. Le premier, le plus inaliénable de ses droits, c'est de se donner la forme de gouvernement qui lui convient. La Constitution républicaine, fondée sur la souveraineté du peuple, offre précisément cet avantage, que, pour modifier ses institutions, le pays n'a pas besoin de faire une nouvelle révolution, et qu'il trouve dans la Constitution elle-même le droit de la changer. S'il la reconnaît défectueuse, qui prétendrait l'empêcher de la modifier ? Et si, après l'expérience faite, expérience qui, pour être efficace, doit s'accomplir dans toutes ses conditions constitutionnelles ; si, après cette épreuve, la France jugeait que son bien-être, son repos intérieur, sa puissance et sa dignité au-dehors, sont incompatibles avec le gouvernement républicain, qui est-ce qui voudrait le maintien de la République ? Mais qui donc aussi demandera que la République tombe si, sous les auspices des institutions qu'elle consacre, le crédit public reprend son essor, le commerce son activité, l'industrie ses capitaux, la France sa sécurité et sa grandeur ? Pour moi, je suis, je l'avoue, de ceux qui entretiennent cette espérance ; et non seulement je l'espère, mais encore c'est mon vœu sincère, non seulement je le pense, mais j'aime à le dire, dans un moment où l'équivoque des opinions me paraît un des plus grands maux dont souffre le pays. Je n'ai point appelé la République de mes vœux ; mais avec le pays je l'ai acceptée. Je l'ai acceptée sérieusement, et avec le sentiment que, si c'est chose grave pour un peuple de changer le principe de ses institutions, c'est chose plus grave encore de revenir au principe aboli. Je ne sais si je me trompe, mais je crois que ce sentiment est aussi celui de mon pays, et qu'il ne sera pas si facile que quelques-uns paraissent le croire de renverser le gouvernement deux fois consacré par le suffrage universel. Avec mon honorable ami M. Dufaure, et pour me servir des propres paroles qu'il prononçait naguère à la tribune nationale : « Je ne crois pas que des institutions qui vont plonger leurs racines jusque dans les dernières entrailles du pays, des institutions qui ont par deux fois appelé huit millions de citoyens à émettre directement leur vote, des institutions qui protestent de leur respect profond pour tous les droits, et de leur profonde sympathie pour toutes les souffrances, je ne crois pas que ces institutions puissent être si facilement renversées. » (Séance du 7 février 1849.)

Il me semble que la République a triomphé de sa plus grande épreuve. Combien croyaient, même parmi ses plus sincères amis de la veille, qu'elle traînait fatalement à sa suite l'échafaud, le papier-monnaie, la banqueroute, la guerre étrangère ? La République de 1848 a montré au monde qu'elle peut exister sans ce funèbre cortège. Elle a prouvé une seconde chose, c'est que non seulement elle n'a

point pour compagnes obligées la terreur et la ruine publique, mais encore qu'elle est, plus peut-être que tout autre gouvernement, douée de la vertu de combattre au sein de la société les ferments redoutables de désordre et d'anarchie qui y abondent ; elle a déjà fait cette preuve le 24 juin, le jour où l'on peut dire que s'est engagée la guerre sociale. Que la révolution de Février éclatât ou non, la bataille était imminente : la République l'a gagnée. Tout autre gouvernement eût-il seulement pu la livrer ? La victoire de la République lui a coûté quatre jours de terrible lutte ; nul autre gouvernement jusqu'alors n'avait pu se battre dans Paris plus de trois jours, et encore pour être vaincu. C'est qu'on est toujours faible, alors qu'en soutenant la cause de l'ordre, on soutient un nom ou une dynastie ; c'est qu'on est toujours bien fort lorsqu'on défend l'ordre au nom de ce qui représente tout le monde, c'est-à-dire de la République.

La preuve que la République a faite en juin, elle sera peut-être appelée à la renouveler, et malheureusement l'état de la société n'est pas tel que toute crainte d'une nouvelle lutte doive être écartée.

J'avoue que je ne partage pas l'opinion de ceux qui traitent de chimérique le péril de certaines doctrines antisociales ; les théories ont beau être vaines, obscures, insensées, la passion mauvaise qu'elles excitent est réelle, intelligente et profonde. Oui, ces doctrines sont dangereuses, et toute ma sympathie est acquise à la pensée et à l'effort qui les combattent. Mais au milieu de tous les troubles et de tous les désordres que préparent à la société cet empoisonnement des âmes et des intelligences, je me demande quelle sera la puissance morale capable de rétablir partout l'ordre moral et matériel ; je n'en aperçois qu'une seule. Cette puissance, ce n'est pas celle d'un homme, ce n'est pas celle de plusieurs, quelque illustres, quelque habiles, quelque généreux qu'ils soient ; cette puissance, c'est celle de tous. La République qui résume toutes les volontés, est peut-être le seul instrument assez puissant pour combattre l'ennemi formidable en face duquel la société se trouve placée : elle seule fournit l'arme d'une majorité numériquement assez forte pour être opposée à la redoutable minorité qui se range en bataille, et qui vaincrait tout autre pouvoir que celui de la République. Une pareille lutte dépasse la force de tout parti politique, surtout des anciens partis ; il faut des forces jeunes, nouvelles, vivaces, prises au cœur même de la société, pour combattre cet ennemi nouveau.

Rien ne serait plus malheureux que l'opinion qui s'établirait dans le pays que la cause de l'ordre et celle du principe monarchique sont une même chose, et qu'il y a identité entre le socialisme et la cause républicaine.

Si une pareille confusion pénétrait dans les esprits, ces grands principes d'ordre, à la défense desquels on ne saurait trop se dévouer, courraient le plus grand péril auquel ils puissent être exposés ; car beaucoup qui, avec la République, veulent l'ordre, le défendraient peut-être avec moins d'ardeur, si, en le soutenant, ils craignaient d'aider au rétablissement de la monarchie, et beaucoup de républicains, adversaires déclarés des utopistes, les combattraient peut-être avec moins de force, s'ils voyaient dans la phalange de ceux-ci le dernier boulevard de la République.

Cette confusion, mauvaise pour la cause de l'ordre, ne le serait pas moins pour la cause du peuple. Elle porterait un coup funeste au principe de la fraternité, ce principe sacré de justice, de morale, de charité, gravé dans le cœur de tous les hommes avant d'être inscrit dans la Constitution, et qui serait tristement compromis le jour où l'on croirait voir un lien fatal entre ce principe éternel et de dangereuses chimères.

Pour moi, plus j'y réfléchis, et plus je crois voir dans la Constitution la vraie, la meilleure garantie de ces grands principes d'ordre qui sont l'âme même des sociétés, que la Constitution rappelle, mais qu'elle ne décrète pas, parce qu'on ne décrète pas ce qui est, ce qui a toujours été, ce qui ne saurait cesser d'être ; de ces vérités immuables qu'on ne saurait empêcher la folie humaine de discuter, mais que l'homme n'a pas plus de puissance d'abolir qu'il n'est en son pouvoir de supprimer Dieu dont elles émanent. Si ces principes sont impérissables, ils sont, comme les plus saintes choses, sujets à être attaqués. Ils peuvent être momentanément méconnus, foulés aux pieds. C'est déjà un mal immense. Ah ! sans doute, il faut se serrer autour d'eux pour les défendre. Mais au milieu de toutes les puissances que je vois se réunir en faisceau pour les protéger, la plus efficace, à mes yeux, c'est la Constitution. C'est une des raisons pour lesquelles le respect de la Constitution me paraît si nécessaire, et pourquoi, si j'étais membre de la nouvelle législature, je m'appliquerais de toutes mes forces à le faire prévaloir.

Agréez, Monsieur et honorable concitoyen, etc.

GUSTAVE DE BEAUMONT,
Représentant de la Sarthe,
Paris, le 25 avril 1849.

LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS
SOUS LE RAPPORT ÉCONOMIQUE*[Revue des Deux Mondes, mars 1854.]*

Tandis que de nos jours, de l'autre côté de l'Atlantique, s'élève et se développe, sous l'influence seule du principe de liberté, un grand peuple, dont les progrès merveilleux étonnent le monde, — dans le même temps, sur le continent européen, un autre empire prospère et s'étend aussi dans d'immenses proportions sous les auspices et avec la protection seule du principe contraire, le pouvoir absolu. À part la question de savoir quelle est dans chacune de ces sociétés — la société américaine et la société russe — la condition plus ou moins heureuse des individus, il est certain que toutes les deux grandissent incessamment, semblent marcher d'un pas égal et comme à l'envi l'une de l'autre. Mêmes efforts d'extension par la conquête et par la colonisation, mêmes aspirations presque irrésistibles de l'une vers le passage du Bosphore, de l'autre vers l'isthme de Panama ; chez l'une et chez l'autre, d'immenses forêts que la cognée abat et que la charrue fertilise ; dans toutes les deux, de riches moissons dont les produits couvrent le monde ; ici les blés d'Odessa et les mines de la Sibérie, là l'or de la Californie et les cotons de la Nouvelle-Orléans ; ici une marine marchande dont l'accroissement est prodigieux, là une armée de terre dont l'augmentation semble ne connaître aucune limite. Quand on contemple le développement, sinon pareil, du moins simultanée, de ces deux peuples, dont les institutions sont si opposées, on est frappé d'une comparaison qui s'offre sans cesse à l'esprit : c'est celle des moyens divers qu'emploient le despotisme et la liberté pour fonder des sociétés et des empires, de leurs procédés communs, des méthodes et des ressources propres à chacun d'eux, de leurs principes, de leurs effets différents ou semblables.

Pour bien faire cette comparaison, très digne assurément d'une sérieuse étude, il faut d'abord visiter les deux pays. Pour les États-Unis, l'exploration est facile, précisément parce que c'est un pays de liberté, où chacun entre comme il veut et d'où il sort de même ; cette facilité est encore accrue par la navigation à vapeur, qui a en quelque sorte supprimé l'intervalle de l'Atlantique, et par les voies de fer, qui ont presque aboli les distances de terre. En Russie, l'enquête est, il faut le reconnaître, beaucoup moins aisée à pratiquer. Ici le territoire est fermé, et quand on a su y pénétrer, l'observation est presque impossible au milieu des ombrages qui accueillent l'étranger. J'avoue sincèrement que je n'ai point fait ce second voyage, et que je ne me sens guère disposé à l'entreprendre. Je manquerais donc de

l'un des points de comparaison, si je ne trouvais sous ma main le livre d'un Allemand distingué, M. le baron de Haxthausen¹, qui en 1846 et en 1847 a exécuté ce voyage de Russie, si difficile à bien faire, et l'a accompli dans des conditions exceptionnellement favorables, que bien peu de personnes pourraient espérer d'y rencontrer.

Pour voir la Russie, il faut d'ordinaire deux choses qui paraissent inconciliables : d'abord il faut y apporter, comme dans tout pays où l'on voyage, l'esprit d'examen et de critique, sans lequel il n'y a point d'observation ; d'un autre côté, il y faut tout admirer sans réserve, ou bien l'on risque fort d'être ramené à la frontière. Ainsi on circule librement en Russie à la condition d'y trouver tout bien, c'est-à-dire de n'y conserver aucune liberté d'esprit, et si l'on y porte la disposition morale nécessaire pour bien voir, le voyage devient matériellement impossible. Le baron de Haxthausen, sincère admirateur de la Russie, de ses institutions politiques et de son état social, portait en lui-même le meilleur passeport, non seulement pour entrer dans ce pays, mais encore pour y être le bienvenu. Aussi voyons-nous que la Russie s'est partout ouverte pour lui ; le séjour qu'il y a fait n'a eu d'autres bornes que celles de son bon plaisir ; il a pu tout voir de près et tout *admirer* en toute liberté. — Maintenant a-t-il échappé aux inconvénients de cet avantage ? Ses admirations, en lui ouvrant le pays, ne lui ont-elles pas fermé les yeux, et n'est-il pas arrivé qu'avec la liberté de tout voir, il n'a rien vu ou mal vu ? M. de Haxthausen semble avoir surmonté ce double écueil, grâce à un mélange de défauts et de qualités dont la réunion se rencontre rarement chez le voyageur. Cet écrivain, dont le jugement semble souvent assez peu sûr, est doué d'ailleurs de la rare faculté de voir et de décrire tout ce qui s'offre à ses yeux, alors même que les faits contrariaient ses opinions et ses sympathies. Quelle que soit sa partialité incontestable pour le gouvernement russe, il expose sincèrement les faits les moins favorables à celui-ci. En faisant son enquête, il ne trompe pas le gouvernement russe, car il l'admire ; il ne trompe pas non plus le lecteur, car il lui dit ce qui est. On voit que dans son livre il faut toujours distinguer avec soin les jugements qu'il porte des choses qu'il apprécie. Ce qui pour lui forme le texte d'une louange pourrait souvent motiver la plus sévère critique : on peut ainsi constater sa logique, jamais sa bonne foi. Sa prévention pour la Russie lui a justement mérité la faveur russe ; sa bonne foi lui doit concilier la confiance des lecteurs européens, qui peuvent profiter des vérités qu'il a recueillies, sans accepter ses erreurs. C'est apparemment ce

¹ *Études sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie*, par M. le baron de Haxthausen ; 3 vol. in-8°. Hanovre, 1847-1853.

que l'on a pensé en Allemagne, où son livre est cité sans cesse dans la polémique de la presse. Qu'importe, en effet, que ses calculs soient mauvais, si ses chiffres sont bons ? L'ouvrage de M. de Haxthausen est comme une mine d'or recouverte de pierres fausses. Le faux, c'est le raisonnement de l'écrivain ; le métal précieux, c'est le fait, que M. de Haxthausen a consciencieusement recherché et constaté avec une parfaite candeur. Pour moi, en lisant avec intérêt ce livre, écrit pourtant avec peu de talent, je me suis convaincu qu'on pouvait, sans quitter le coin du feu, faire avec l'auteur le voyage de Russie, de même qu'en lisant les souvenirs de M. Ampère sur l'Amérique¹, on fait le voyage des États-Unis, avec cette différence que dans les récits de M. Ampère on se plaît autant qu'on s'instruit, et qu'on peut accepter aussi bien les jugements qu'il porte que les faits qu'il constate !

Dans ces *Études sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie*, le baron de Haxthausen, qui a parcouru la Russie en tous sens, de l'est à l'ouest, du nord au sud, parle un peu de toutes choses, à la manière des voyageurs ; mais ce qui surtout paraît avoir attiré son attention, c'est la situation économique du pays, ce sont les développements de l'industrie, du commerce et de la colonisation intérieure ; c'est la condition sociale des habitants des villes et des campagnes, et surtout celle des populations agricoles, c'est-à-dire l'étude des faits précisément les plus nécessaires pour l'examen de la question qui nous occupe. Prenons un exemple. Nous avons dit tout à l'heure que ces deux pays — les États-Unis et la Russie — sont tous les deux conquérants, et sans doute on peut déjà, à l'occasion de ce caractère commun, apercevoir le mode particulier d'action qui appartient à chacun d'eux. L'Amérique du Nord envahissant le Texas, la Californie et le Mexique ne procède pas comme la Russie s'emparant de la Crimée, du Caucase ou de la Moldavie. Quand le gouvernement des États-Unis fait une conquête, à vrai dire, elle est déjà presque accomplie par les citoyens de ce pays. Ceux-ci, ne prenant conseil que de leur humeur aventureuse et de leur infatigable activité, se précipitent sur la contrée voisine, non par l'épée, mais la charrue à la main ; ils s'y introduisent, s'y établissent, s'emparent des terres les plus fertiles, construisent des habitations, et ils sont déjà maîtres du pays lorsque se pose la question de savoir s'ils devront le conserver. Le gouvernement des États-Unis n'a été pour rien dans leur entreprise ; c'est sans son concours, quel-

¹ Voyez cette série dans la *Revue*, livraisons des 1^{er} et 15 janvier, 1^{er} et 15 février, 15 mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai, 15 juin, 15 juillet, 15 septembre, 1^{er} et 15 octobre 1853.

quefois contre son gré et en dépit même de sa défense¹, qu'elle reçoit son exécution. La conquête se fait ainsi sans armée, ou plutôt l'armée conquérante en ce pays, ce sont les pionniers, c'est le peuple, un peuple innombrable, qui s'étend partout où il peut, et qui s'avance partout où il voit des espaces vides et des savanes à défricher. Le gouvernement américain finit cependant par intervenir, non pour vaincre des obstacles déjà surmontés, mais pour imprimer un caractère public à des aventures privées, et couvrir du nom de conquête ou d'annexion l'usurpation accomplie.

Aux États-Unis, la conquête est l'œuvre de l'activité individuelle et spontanée ; en Russie, elle procède de l'initiative du gouvernement. L'ordre de conquérir est donné d'en haut. À la voix du maître absolu, une armée s'élance vers la contrée, quelle qu'elle soit, dévouée à l'invasion, et son obéissance passive est la même, soit qu'on l'appelle vers les rives du Danube ou sur les bords de la Mer Noire. Une proclamation engage la lutte que termine un bulletin glorieux, et un décret de l'empereur annonce solennellement la réunion à l'empire d'un nouveau territoire où plus tard on enverra des habitants.

Poursuivons l'exemple et la comparaison. La conquête est faite, il s'agit maintenant de peupler et de coloniser les territoires conquis. Comment pour cette œuvre procède la Russie ? Comment l'Amérique ? En d'autres termes, quelle est, dans l'un et dans l'autre pays, la méthode suivant laquelle se pratique la colonisation intérieure du pays ? Et d'abord, de quels éléments se compose-t-elle ici et là ?

Aux États-Unis, c'est, comme on sait, l'émigration étrangère qui en est la principale source. Depuis quelque temps, c'est par centaines de mille que les Européens se précipitent chaque année sur le territoire américain. Cette émigration est toute volontaire ; nul n'est contraint de venir, et c'est ce qui attire ; une fois venu, chacun est libre de s'en aller, c'est ce qui retient. On n'examine point pourquoi l'Européen, désireux d'une terre nouvelle, va la chercher au-delà des mers, à travers les frais et les périls d'une longue navigation, tandis que sur le continent même où il est né s'offrent à lui d'immenses espaces vacants et non moins fertiles que les terres qu'il va poursuivre au loin. Les rives du Volga sont naturellement aussi riches que les bords du Saint-Laurent ou du Mississippi. M. de Haxthausen constate en une foule d'occasions la merveilleuse fécondité du sol russe dans plusieurs régions où il ne manque absolument que des habitants, car avec ses soixante millions d'âmes, la Russie n'est qu'un grand désert. Il ne paraît pas cependant que, pour sa colonisa-

¹ Comme le prouve l'entreprise contre Cuba.

tion intérieure, la Russie reçoive un grand secours de l'émigration volontaire des pays voisins. M. de Haxthausen parle bien de deux établissements, d'origine allemande, qu'il a trouvés très prospères, l'un sur les bords du Dnieper, celui des mennonites, espèce d'anabaptistes, d'abord émigrés en Prusse vers l'an 1540, puis en Russie vers 1783, et l'autre à Isarepta, fondé par des frères moraves en 1765. L'histoire nous montre bien aussi de temps à autre (en 1670, sous le règne d'Alexis Romanof ; au commencement de ce siècle, sous Alexandre) des Écossais, des Allemands venant en Russie, attirés par l'appât de privilèges passagers, tels que l'exemption temporaire de tout impôt, la promesse d'une condition libre, une subvention pour le premier établissement, etc. ; mais ce ne sont que de rares accidents. M. de Haxthausen ne cite nulle part le chiffre annuel de cette émigration, qui n'a point de courant visible et périodique, et qui paraît presque nulle. On conçoit que les Allemands qui délaissent leur patrie dans l'espoir de trouver ailleurs plus de bien-être et de liberté n'aillent chercher en Russie ni l'un ni l'autre. Que valent d'ailleurs ces privilèges promis aux nouveaux venus ? On ne crée pas arbitrairement des oasis de bien-être et de liberté dans un pays dont toutes les institutions, d'accord avec le climat, fonctionnent pour le despotisme et la servitude. Que peut valoir la promesse d'un droit là où il n'y a pas de droit, où du moins le droit est dépourvu de toutes garanties individuelles ? Et puis, c'est chose grave que d'entrer dans un pays d'où l'on ne sort pas à volonté !

La Russie se colonise cependant, au moins partiellement, avec des éléments empruntés à l'étranger. Comment donc se fait cette colonisation ? En général, et sauf les cas exceptionnels que l'on vient d'indiquer, on peut dire que les colons étrangers établis en Russie sont tout simplement des prisonniers de guerre, ou les habitants d'une contrée nouvellement conquise transférés dans une autre partie de l'empire. Au milieu du XVI^e siècle, nous voyons Ivan Wasiliéwitch établissant colons russes des Polonais prisonniers, puis des Allemands¹. En 1617, Michel Fédérowitch transporte plusieurs milliers d'habitants de la Finlande et de la Carélie sur les terres qui s'étendent entre Twer et Moscou. Pierre le Grand fixe sur le sol russe un grand nombre de Suédois et de Finnois faits captifs à la guerre. Après la conquête de Narva et de Dorpat, en 1704, il amena de ces villes près de six mille habitants qu'il dispersa comme colons dans l'empire. Les mêmes pratiques furent employées à la suite des guerres, presque toutes heureuses, entreprises par la Russie depuis un siècle et demi. Dans des temps voisins de nous, et pour ne parler

¹ Voyez M. de Haxthausen, t. II, p. 244.

que d'un événement contemporain, on sait combien de milliers de Polonais ont été, après la prise de Varsovie par les troupes russes en septembre 1831, arrachés à leur patrie et transportés en Sibérie ; on peut donc dire que c'est la force des armes qui procure à la Russie ses colons étrangers.

Ce n'est pas que les monarques russes, que nous voyons demander des colons à la violence, n'aient souvent désiré et tenté de les obtenir de l'émigration volontaire. Nous parlions tout à l'heure des Polonais et des Allemands faits prisonniers et établis comme colons par Ivan Wasiliéwitch. Cet Ivan, surnommé le Terrible, était certainement l'un des plus abominables despotes qui aient jamais existé. C'est lui qui tua de sa main son propre fils, et qui, sur un soupçon de tyran, fit un jour massacrer vingt-cinq mille habitants de Novogorod, de cette magnifique cité, frappée à mort par ce coup, et qui antérieurement comme ville anséatique, c'est-à-dire comme ville libre¹, avait au Moyen-âge compté jusqu'à quatre cent mille habitants ! Ivan, qui tuait des hommes parce qu'il en avait la fantaisie, avait eu, en d'autres temps, la manie de les enrichir. C'est une pratique assez familière aux princes les plus barbares de se montrer amis de la civilisation, et d'appeler à grands frais dans leurs états le commerce, l'industrie et les arts, que proscrire leur despotisme. Il envoya donc en 1547 à Charles-Quint une ambassade pour lui demander des artisans et des ingénieurs allemands à l'effet d'instruire ses sujets. Ceci rappelle l'empereur Alexandre demandant à Napoléon des officiers de l'École polytechnique. Quoi qu'il en soit, Charles-Quint répondit à Ivan par un refus, et garda pour lui ses sujets. Un pays libre n'a pas besoin de ces négociations pour obtenir des habitants. Ceux-ci lui viennent d'eux-mêmes. La meilleure des primes offertes à l'émigration, c'est la liberté des personnes et la sûreté de la propriété dans la nouvelle patrie ; c'est ce qui attire aux États-Unis les colons, qu'introduit en Russie la force des armes.

Maintenant voici le colon arrivé en Russie, le voilà aux États-Unis : une fois entré dans l'un ou l'autre de ces deux pays, qu'y devient-il ? À quelle industrie va-t-il se vouer ? Comment en Russie, comment aux États-Unis s'établit une ferme, un centre d'exploitation quelconque, industrielle ou agricole ? Comment s'y forme un village, puis une cité ?

Aux États-Unis, le nouveau colon est en général un étranger qui arrive on ne sait d'où, auquel on ne demande pas même d'où il vient, et qui, dès qu'il a touché un port de l'Union américaine, va où il lui plaît, parcourt, s'il le veut, tous les États, circule de l'un dans

¹ *Anséatique* vient du vieux mot allemand *hanse*, qui veut dire *association, union*.

l'autre sans passeport, sans avoir à dire à personne son nom, sa demeure, ses desseins. Avant de prendre un parti et de se fixer sur un point déterminé du territoire, il délibère longuement. Et d'abord quelle profession adoptera-t-il ? Se fera-t-il cultivateur ou artisan ? Achètera-t-il du coton ou des terres ? Sera-t-il planteur ou marchand ? Son choix étant fixé, quel lieu sera le plus favorable à l'exercice de son industrie ? Quel est l'État nouveau où les émigrants font le plus vite leur fortune ? Est-ce Indiana, Missouri, Arkansas ? Faut-il s'enfoncer dans l'ouest jusqu'aux Montagnes-Rocheuses ? Ici se vendent à vil prix des terres fertiles : n'est-ce pas le cas de les acheter pour les revendre ? Cet emplacement favorisé par la rencontre de deux fleuves n'est-il pas destiné à devenir quelque jour le siège d'une grande cité ? Tous les terrains qui l'environnent ne centupleront-ils pas de prix ? N'y a-t-il pas déjà dans cette contrée plus d'agriculteurs qu'il n'en faut ? Celle-ci fournit-elle trop ou trop peu de céréales ? Voilà sur quoi délibère incessamment l'émigrant débarqué en Amérique, non seulement le jour où il arrive dans ce pays, mais encore tout le temps qu'il y réside, — et de cette délibération continuelle, de cette fièvre ardente de spéculation abandonnée à toute sa liberté, naît en somme, non seulement l'activité la plus avantageuse à chaque individu ingénieux à se créer une existence, mais encore la plus profitable au bien public. Ces graves questions, desquelles dépendent d'abord son sort particulier, puis l'intérêt général qui s'y lie, c'est lui seul qui les discute ; le gouvernement n'y prend aucune part. La théorie américaine est que l'intérêt privé, qui pour spéculer sur les intérêts généraux a besoin d'abord de les bien connaître, sait mieux les discerner que le pouvoir social et politique qui les juge de sa hauteur. Il semble en effet qu'en ces matières le bon sens du premier venu s'y entende mieux que le génie du plus grand homme. Les aventuriers qui, il y a moins de cinquante ans, hasardèrent sur les bords de l'Ohio l'établissement devenu Cincinnati, ne s'y sont pas trompés. Washington, en fondant la ville qui porte son nom dans un lieu mûrement délibéré, n'a créé qu'une cité artificielle et factice.

Il ne se fait en Russie rien de pareil. Le colon qui arrive n'a point à discuter des questions qu'il trouve toutes résolues. Le gouvernement a décidé qu'il placerait ici ou là un certain nombre de laboureurs ; le nouveau venu est dirigé avec sa feuille de route vers le champ qui lui est désigné, et sur lequel il est placé comme un soldat est mis en faction. Peut-être ce champ est-il stérile, peut-être ailleurs y a-t-il des terres fertiles non encore occupées, peut-être les céréales sont-elles surabondantes dans ce lieu où il va encore en accroître la quantité : ce sont là des questions qu'il n'a point à débattre. Son

poste lui a été assigné, il n'a plus qu'à s'y tenir. Le jour où il est placé sur cette terre, il en fait partie comme le bétail que l'on installe sur une métairie. De ce jour il est serf. Le servage est le droit commun de toutes les populations agricoles de la Russie. Il faut excepter les Cosaques, qui, astreints à un service militaire spécial, ne connaissent ni corvées, ni servage, ni impôt, et que M. de Haxthausen, par une analogie un peu forcée, appelle la *chevalerie moderne* du peuple slave. Il y a bien aussi dans ce pays une classe de paysans dits *paysans libres*, créée par l'empereur Alexandre, et au sein de laquelle on peut espérer d'être admis ; mais ces paysans libres, qui du reste paient la capitation et sont soumis comme tous les autres à la conscription militaire, forment une classe exceptionnelle et restreinte. Un ukase du 21 novembre 1601 astreint à la glèbe tous les paysans russes, sans faculté possible de changer le lieu de leur résidence. Sous Pierre le Grand, ils sont déclarés serfs. S'il est paysan de la couronne, le serf paie, sous le nom d'*obrock*, une certaine redevance qui, en général, n'excède pas 10 roubles¹. La condition de paysan de la couronne est préférable, parce que la charge du serf, dans ce cas, est fixe et limitée. Si le paysan est la propriété de quelque seigneur, ce qui est le cas ordinaire, celui-ci lui impose soit des travaux de corvée, soit un *obrock* ou redevance fixe.

Presque tous les paysans des terres seigneuriales sont exploités par corvées². La corvée est imposée partout où les terres sont fertiles et l'exploitation avantageuse. Là où la terre est médiocre ou stérile, on impose au serf un *obrock* ou redevance fixe. Il y a des paysans qui paient à leur seigneur un *obrock* de 50 roubles. L'*obrock* a cessé d'être la forme dominante de la redevance territoriale dans la Grande-Russie, parce que les seigneurs qui résident sur leurs terres trouvent plus profitable la corvée, c'est-à-dire l'exploitation du travail du serf appliqué à leurs domaines. L'abus de cette exploitation est tel que, pour le combattre, une loi a fixé à trois jours par semaine le maximum de travail que le seigneur a le droit d'exiger de ses serfs. Enfin, outre l'*obrock*, qui est la charge fixe, et la corvée, qui est la redevance variable, il y a pour le paysan russe une autre forme d'impôt qui, lorsqu'il y est soumis, le dispense de tout autre : c'est d'avoir à loger, à chauffer, à éclairer et à nourrir dans son domicile, au sein de sa famille, un militaire non marié ; c'est la condition du paysan russe sur les terres des colonies militaires³.

¹ Le rouble (d'argent) vaut environ 4 fr. de notre monnaie.

² M. de Haxthausen, t. II, p. 8 et 114.

³ M. de Haxthausen, t. II, p. 129 et 200.

On a dit souvent qu'en Russie le sort du paysan dépend absolument du caractère personnel de son seigneur, qui, suivant qu'il est généreux ou inhumain, rend heureux ou misérables les serfs placés sous sa puissance. Cela est vrai dans une certaine mesure. M. de Haxthausen cite l'exemple d'un seigneur russe qui était si bon et si bienfaisant sur ses domaines, que toute l'ambition des serfs à l'entour était de l'avoir pour maître. Un jour les habitants d'un village voisin vinrent en masse lui témoigner la joie qu'ils éprouveraient de lui appartenir, et ce seigneur leur ayant répondu qu'il n'avait pas l'argent nécessaire pour les acheter, ceux-ci se procurèrent bientôt, à force d'industrie, la somme représentant la valeur vénale de leur village, y compris celle de leurs personnes, et la déposèrent aux pieds du seigneur, qui, avec cet argent, les acheta, et devint ainsi leur maître. Ceci prouve assurément que ce nouveau maître était bon ; mais on peut en conclure aussi que le premier était très mauvais. Quoi qu'il en soit, le meilleur de tous a le défaut d'être un maître absolu. Pour juger des conséquences qu'entraîne ce principe d'autorité sans bornes, il suffit de lire le résumé succinct que fait l'*Encyclopédie britannique* de la condition des paysans russes : « Ils sont, dit-elle, complètement esclaves. Leur maître peut leur infliger tel châtement qu'il lui plaît, il lui est seulement interdit de les tuer, ou de les faire jeûner jusqu'à ce que mort s'ensuive, ou de les mutiler. Un serf ne peut se marier sans la permission de son maître. Celui-ci a le droit de vendre le serf ; mais si c'est un serf rural, il ne peut le vendre sans la terre à laquelle il est attaché¹. » Un seigneur russe, M. de Pirsh de Krasnaja, adressait un jour aux serfs de son domaine une allocution qui définit assez bien aussi et plus brièvement encore l'autorité hiérarchique du seigneur sur ses paysans : « Je suis, leur disait-il, votre maître, et mon maître à moi, c'est l'empereur. Je dois obéir à l'empereur ; mais lui n'est pas le maître qui vous commande directement : dans ma terre, je représente l'empereur ; je dois répondre de vous devant Dieu². »

Quoi qu'il en soit, voilà le colon russe établi dans son village. Comment ce village lui-même s'est-il constitué ? Comme tout se constitue en Russie, par l'autorité, de même que tout se fait aux États-Unis par la liberté. Non seulement les villes en Russie se forment par décret de l'empereur, mais les moindres villages se fondent de même, et ce n'est pas seulement l'emplacement primitif qui est ainsi désigné, l'autorité préside aux moindres détails d'exécution. « Il n'y a pas, dit M. de Haxthausen, de si petite construction

¹ *Penny Cyclopædia* ; voyez *Russia*.

² M. de Haxthausen, tome II, p. 3.

communale (telle qu'une église élevée par souscription particulière) qui, pour être établie, n'ait besoin d'être approuvée par un comité résidant à Saint-Petersbourg. Rien n'égale la régularité et l'uniformité de ces villages bâtis administrativement. Toutes les rues y sont admirablement alignées ; les maisons y sont placées à égale distance l'une de l'autre. De même, dans les villes, où il est rare que les maisons aient plus de deux étages, le plan de construction de la moindre maison d'une ville du gouvernement doit être envoyé à Saint-Petersbourg, pour y être approuvé. » À la vérité, les rues de ces villes et de ces villages si bien alignés ne sont ni pavées ni macadamisées : c'est à peine si l'on y peut passer ; il est vrai aussi que les routes par lesquelles on y arrive sont pour la plupart impraticables, mais faut-il s'étonner beaucoup que ces pauvres gens, qui voient le gouvernement central décréter la forme et l'alignement de leurs maisons, s'imaginent que c'est à lui aussi qu'il appartient d'entretenir leurs rues et leurs chemins ? Il arrive au baron de Haxthausen d'exprimer à ce sujet un sentiment dont la naïveté m'a frappé : malgré son admiration pour les institutions russes, il lui est impossible de ne pas voir que les routes de Russie sont détestables, et son étonnement est extrême. « ... Voyez, dit-il, l'Amérique du Nord, qui se trouve dans une situation géographique à peu près pareille, sans unité et sans cohésion, dénuée d'autre part des *bienfaits que la volonté constante d'un monarque sait répandre, sur le pays qui lui appartient*, abandonnée aux seules luttes des intérêts matériels. L'Amérique a prospéré et développé sa puissance, grâce aux innombrables chaussées et chemins de fer qu'elle a eu le bon esprit d'établir... » L'auteur des *Études sur la Russie* ne paraît pas soupçonner d'où a pu venir à l'Amérique ce bon esprit qui, outre sa prospérité générale, lui a donné d'excellentes voies de communication, ni d'où peut venir pour l'empire russe le mauvais génie qui l'en prive.

Ce n'est pas seulement sur l'aspect extérieur du pays, sur la forme des édifices et sur la voirie publique que cette manie réglementaire influe ; elle agit aussi sur toutes les habitudes du paysan russe, qui, dans son village, est comme un soldat dans sa caserne. Le baron de Haxthausen décrit quelque part une scène de village qui l'a vivement frappé : ce sont tous les laboureurs d'une même commune, au lever du soleil, sortant ensemble à la même heure, à un signal donné, avec leurs charrues et leurs attelages, se rendant chacun dans son champ, labourant tous en même temps, cessant le travail à la même heure, revenant tous ensemble après la tâche faite et rentrant chacun dans sa demeure. Ne croit-on pas voir des militaires à l'exercice ? Il serait difficile de dire quel est pour le paysan russe le pire fléau, ou du seigneur qui l'exploite sur le lieu, ou du commis qui le régle-

mente. Il y a comme deux armées en Russie, et la plus formidable pour le pays, ce n'est pas l'armée des soldats, c'est celle des employés du pouvoir central, qui couvrent toute la surface du territoire et l'enlacent dans les liens de la plus terrible bureaucratie.

Veut-on, par un seul exemple, juger de l'esprit qui anime ces commis, et de l'opinion qu'ils se font de leurs droits et de leurs devoirs ? Au milieu des steppes brûlantes de la Tauride, dans la Russie méridionale, il existe des fermes isolées, éparses çà et là, comme il s'en établit dans toutes les contrées nouvelles. Ces habitations, appelées *choutors*, sont naturellement soumises à la surveillance de la police, qui, en Russie, est l'âme de la société. Or les agents de cette police, trouvant incommode d'exercer leur inspection sur les établissements ainsi disséminés, ont un jour adressé à l'empereur un rapport concluant à ce que, pour la facilité de leur service, ces habitants isolés les uns des autres fussent forcés de se rapprocher et de se fixer dans un centre commun, où ils fussent plus à portée de l'administration. Pour être juste, il faut reconnaître que le gouvernement russe a rejeté la pétition des fonctionnaires. Il leur a répondu disamment que le gouvernement était fait pour les sujets, et non ceux-ci pour le gouvernement. L'exemple n'en révèle pas moins quel esprit administratif existe en Russie.

Pour moi, je n'imagine pas un spectacle plus triste et plus fatigant pour les yeux et pour l'âme que celui que présente cette société russe, éparse sur son immense territoire, uniforme comme ses neiges, dans laquelle rien ne fait saillie ni ne s'élève au-dessus de la plaine, où tout est faiblesse, impuissance, néant, où l'individu disparaît dans une masse confuse, où une vie officielle est substituée à l'existence naturelle des peuples, où le règlement tient lieu du génie, la symétrie de l'ordre, l'obéissance de la pensée, où tout souffre et se tait parce que tout tremble, où tout tremble entre un commis et un soldat, où la douleur elle-même est monotone parce qu'elle est universelle, et que ceux qui l'éprouvent sont des atomes sans nom, où enfin l'égalité règne, celle de la misère commune. L'aspect de cette société m'attriste ; mais quand je considère que les 60 millions d'âmes dont elle se compose obéissent à un seul maître, que sur ces 60 millions plus de 50 parlent une même langue, suivent une même coutume, pratiquent une même religion, et lorsque j'entends M. de Haxthausen prédire que cette étrange démocratie, jugée par nous barbare et misérable, et qu'il juge, lui, heureuse et plus civilisée que nous, serait destinée, non à recevoir la civilisation de l'Occident, mais à lui imposer la sienne, alors cette société russe ne m'attristerait pas seulement, elle me ferait peur.

Telles sont les singulières anomalies de ce livre, que dans les mêmes pages où il fait naître une si vive et si pénible impression contre le régime russe, on trouve exprimée l'opinion que la condition du peuple en Russie n'est point malheureuse. Sans doute on comprend que ces grandes masses slaves, quand elles sont réunies (ce qui n'arrive guère qu'au sein des armées ou dans quelques grandes cités), soient, comme toutes les multitudes assemblées, accessibles à des mouvements d'enthousiasme : elles ont le sentiment commun de la patrie et de la religion ; mais suit-il de là qu'on puisse dire heureuse leur condition sociale ? Il y a en cette matière un juge plus sûr et plus compétent que M. de Haxthausen et que son lecteur : ce juge, c'est le peuple russe lui-même. Or comment admettre que les paysans russes soient satisfaits de leur sort, lorsque, d'après le témoignage même du voyageur allemand, nous les voyons éprouver une invincible répugnance pour le travail des champs auquel ils sont voués ; lorsque, sous l'empire de cette aversion qui ne les quitte pas un instant, ils aspirent incessamment à abandonner l'agriculture pour toute autre industrie, même la plus précaire ; lorsqu'on voit en eux ce sentiment tellement prononcé, qu'une fois échappés à leur village, qui représente à leurs yeux le servage agricole, ils n'y reviennent jamais¹ ; lorsque enfin un grand nombre d'entre eux souffrent si cruellement de leur état de serfs attachés à la glèbe, que pour en sortir ils préfèrent être envoyés en Sibérie ? Et quel est le régime de la Sibérie préféré par le paysan russe à son servage ? « À la tête de chaque village, en Sibérie, dit M. de Haxthausen, se trouve placé un soldat, la plupart du temps un Cosaque. Il maintient l'ordre parmi les colons, administre la justice à force coups de bâton... » Le paysan russe préfère cet odieux régime par une seule raison, c'est qu'en touchant le sol de la Sibérie, il cesse d'être serf.

S'il me fallait du reste un nouvel argument pour démontrer que le peuple russe n'éprouve point de son sort ce contentement qu'on lui suppose, je le trouverais dans le sentiment public dont, suivant le témoignage de M. de Haxthausen, la loi pénale est l'objet en Russie. Cette loi y est profondément impopulaire, détestée, et l'opinion publique se montre bienveillante pour tous les condamnés, surtout pour les exilés en Sibérie. Or c'est le signe presque infaillible d'un état social vicieux, et dans lequel le peuple souffre, quand la sympathie générale honore ceux que la justice a frappés.

Je sais qu'il existe une théorie politique suivant laquelle il ne faut tenir que peu de compte des maux individuels qui se produisent au

¹ On a reconnu, dit M. de Haxthausen, comme un fait général, qu'une fois sorti de la classe des agriculteurs, le paysan ne revient jamais à sa première condition.

sein d'un peuple, et ne voir que le but final auquel ce peuple est conduit. — Qu'est-ce, dit-on, que le sacrifice passager de quelques hommes, de quelques familles, de quelques générations même, si ce sacrifice a pour récompense un bien durable et permanent, l'établissement d'une grande nation ? Qu'importent les misères et les souffrances particulières, si la prospérité publique en résulte, et avec elle un gouvernement puissant et glorieux ? — Cette théorie ne me satisfait pas. Je n'ai jamais compris, je l'avoue, la facilité avec laquelle on dispose des individus pour le plus grand bien de la masse, et des générations présentes au profit de celles à venir. J'aime mieux cette définition de Bossuet, qui dit que *la vraie fin de la politique est de rendre la vie commode et les peuples heureux*. Et de quel droit commence-t-on par opprimer les hommes pour parvenir à les rendre heureux ? Qui autorise à torturer les uns pour assurer le bonheur des autres ? Je ne comprends pas mieux comment, même pour doter une nation de la gloire, qui est un bien collectif, on dépouille tous ses membres de la liberté, qui est un droit individuel.

Mais écartons la question morale et politique, et ne considérons pour un moment que la question économique. — Lequel vaut mieux pour la richesse agricole et industrielle d'un pays et pour la création du bien-être et de la prospérité publique, lequel vaut mieux, dis-je, de l'action libre des individus ou de l'autorité qui les mène ? Nous avons vu qu'aux États-Unis chacun choisit avec une entière liberté la profession qu'il lui plaît d'exercer, et que de cette faculté laissée à tous résulte naturellement la culture de tous les commerces et de toutes les industries le mieux appropriés aux besoins du plus grand nombre. Le même résultat est-il obtenu en Russie ? S'il existe en Russie un fait certain et bien constaté par M. de Haxthausen, qui en fournit mille preuves, c'est que dans ce pays, doté d'ailleurs de terres si fertiles, l'agriculture est languissante et ses produits minimes, comparativement à ce qu'ils devraient être. Maintenant, pourquoi l'agriculture en Russie est-elle improductive ou ne produit-elle que d'insignifiants bénéfices ? C'est par une raison que M. de Haxthausen semble n'avoir pas aperçue, et qui cependant doit tout d'abord frapper les yeux : c'est qu'il y a en Russie infiniment plus d'agriculteurs qu'il n'en faudrait pour satisfaire aux besoins réels, et il s'y trouve plus de paysans agricoles qu'il n'en est besoin, parce que ces paysans, étant serfs, ne peuvent à leur gré changer de condition. M. de Haxthausen se refuse à voir cette évidence, et n'apercevant pas les vraies causes du mal, il en indique d'imaginaires, qui sont assez curieuses pour mériter d'être rapportées. « L'agriculture, dit-il, manque de bras, parce que l'industrie manufacturière les lui enlève, et celle-ci est préférée parce qu'elle donne des salaires élevés, tandis

que la terre n'en procure que d'insuffisants. » D'où l'auteur tire deux conséquences : la première, c'est qu'il faut se bien garder d'abolir le servage, qui seul aujourd'hui combat le mal en retenant le paysan dans les liens du sol, et sans lequel ce qui reste encore de serfs agricoles quitterait la terre pour la fabrique ; la seconde conséquence, c'est que si l'on veut détruire le servage en Russie, ce dont l'auteur est d'avis, il faut d'abord y détruire l'industrie manufacturière, dont la suppression ramènera au sol tous les bras nécessaires à l'agriculture, et que celle-ci, désormais leur seule ressource, conservera sans avoir besoin de la protection du servage. Aux yeux de M. de Haxthausen, cet intérêt de l'agriculture en Russie est dominant, exclusif. Il semble que le sort de la terre le touche plus que la destinée elle-même des êtres humains qui l'habitent, et, contemplant les immenses étendues non encore défrichées sur le sol russe, il s'écrie avec une sorte d'enthousiasme religieux : « Il faut à tout prix cultiver la terre en Russie ; c'est un devoir pieux, car Dieu a dit à l'homme : Tu travailleras la terre à la sueur de ton front¹. » Quelle étrange confusion d'idées ! Quelle accumulation d'erreurs ! Et ne voit-on pas une fois de plus jusqu'où peut s'égarer celui qui, s'écartant du vrai, substitue les chimères de son esprit à la réalité des choses ?

Ce n'est pas l'étendue du sol non cultivé qu'il faut considérer dans un pays : ce qu'il faut y voir, c'est la quantité de terre dont la culture y peut être entreprise utilement, et ce qui détermine cette quantité, c'est la mesure des besoins à satisfaire tant au dedans qu'au dehors ; ces besoins se révèlent eux-mêmes et se jugent par le prix des produits du sol. Si ces produits tombent à une certaine vileté de prix, c'est la preuve qu'ils sont inutiles ou exagérés, et dans ce cas, il faut ou supprimer la production ou la restreindre. Le paysan russe peut être très pauvre et mourir de faim au milieu de la plus abondante moisson, si les céréales sont à vil prix, et si, pour payer son *obrock* ou sa redevance, il est obligé de vendre tout ce qu'il a récolté. Il est absurde de faire de la culture pour de la culture, et nulle part les livres saints n'imposent à l'homme l'obligation d'arroser la terre d'une sueur stérile. Ce qui est juste, naturel, conforme à la loi de Dieu, c'est que l'homme dirige son bras avec l'intelligence qu'il a reçue du ciel et le porte vers le travail qui peut le plus contribuer à son bien-être et à celui de ses semblables, et c'est à cette loi que, dans son instinct obscurci par la servitude, mais non encore détruit, le paysan russe obéit, lorsqu'il s'efforce d'abandonner la terre, qui rétribue mal la main-d'œuvre, pour aller à la fabrique, qui paie des salaires élevés. Et pourquoi l'agriculture ne paie-t-elle que de vils

¹ Tome I^{er}, p. 150.

salaires et ne donne-t-elle que de minimes produits ? Parce qu'elle a trop de bras. Pourquoi la fabrique paie-t-elle des salaires excessifs ? Parce que les ouvriers lui manquent. Évidemment les produits de l'industrie agricole sont surabondants et supérieurs aux besoins de la consommation : c'est le contraire pour l'industrie manufacturière, dont la production ne suffit pas à ce qui se consomme. Il y a là, dans la distribution des forces ouvrières de la Russie, un défaut d'équilibre dont la cause première est le vice social qui enchaîne presque toute la population à une seule industrie, l'industrie agricole. Lorsque le serf cherche à briser les chaînes qui le lient au sol pour aller à la fabrique, il fait instinctivement ce qu'il y a de plus utile pour rétablir l'harmonie entre les travaux de la production et les besoins de la consommation, et la loi qui le retient captif dans le village agricole perpétue le désordre autant qu'il est en elle.

La destruction de l'industrie manufacturière en Russie ne supprimerait pas le mal, elle l'aggraverait et le porterait au comble, puisqu'elle accroîtrait le nombre des ouvriers agricoles, déjà trop grand. Le salaire, aujourd'hui trop faible, de ceux-ci serait encore diminué, et la quantité des céréales, déjà surabondante, s'augmentant encore, la valeur vénale des produits de la terre tomberait encore plus bas qu'elle n'est. Ce n'est pas parce que l'ouvrier des fabriques est mieux payé que l'ouvrier de la terre l'est moins bien. L'industrie manufacturière et l'industrie agricole proportionnent leurs salaires à leurs bénéfices, qui eux-mêmes dépendent des services qu'elles rendent. L'abolition de l'industrie manufacturière aurait pour effet, en détruisant celle des industries qui prospère et en congédiant une masse de travailleurs, d'accroître le malaise de celle qui souffre et vers laquelle se reporteraient tous ces bras, dont elle a déjà un trop grand nombre.

Répétons-le donc, le vrai remède au mal, ce serait que le servage fût aboli, en d'autres termes que le travail devînt libre. Cette liberté étant établie, l'équilibre se ferait bientôt entre toutes les industries qui ne sont que l'expression des divers besoins. Il est probable que dans le premier moment la terre serait délaissée plus qu'elle ne doit l'être pour les fabriques, recherchées avec excès ; mais ce discrédit du travail agricole cesserait bientôt, car les manufactures attirant trop de bras, la conséquence inévitable et prompt serait l'abaissement des salaires de l'industrie et l'augmentation des prix du travail agricole. On voit que pour l'agriculture, de même que pour toutes les autres industries, il n'y a qu'une seule et vraie protection : cette protection commune, c'est la liberté du travail de l'ouvrier ; la liberté de la personne et du travail, voilà tout ce qu'il faut pour la prospérité de toutes les industries, agricole, commerciale et manufacturière.

Il y a du reste une autre vérité dont, en lisant M. de Haxthausen, on acquiert la conviction : c'est que ce qui manque à la Russie pour être riche et prospère, ce n'est pas seulement une population libre, mais encore et surtout une bonne constitution de la propriété. Comme dans tous les pays encore féodaux, la terre en Russie appartient à l'empereur, et sous l'empereur à la noblesse. Sous la noblesse, il n'y a que des serfs ou des occupants à titre précaire. Dans la plupart des pays d'Europe, avant même que la féodalité y fût détruite, il s'était introduit sur le sol des modes d'exploitation qui, tantôt sous la forme de rentes perpétuelles, tantôt à titre de baux emphytéotiques, ou sous la condition de baux temporaires, mais sans cesse prorogés, faisaient naître de longues possessions, les seules qui soient bienfaisantes pour l'agriculture, parce que ce sont celles qui par leur durée se rapprochent le plus de la propriété elle-même. M. de Haxthausen cite comme fait unique en Russie le cas d'un fermier à bail. Il a rencontré quelques laboureurs cultivant à moitié fruits, ou métayers¹ ; mais le mode presque universel d'exploitation est celui-ci. Le seigneur d'un domaine composant le territoire d'une commune dit aux habitants : « Je vous abandonne en bloc l'usufruit de ma terre ; j'estime à telle somme d'argent ce qui m'est dû ; arrangez-vous entre vous pour me la payer. » La commune répartit alors entre tous ses membres la culture des terres dont le domaine se compose. Le partage se fait au moyen de lots préparés en nombre égal à celui des chefs de famille existant dans le village. Ces lots faits, on les tire au sort, et chacun se met en possession du champ que le hasard lui a décerné. Ainsi il ne se trouve personne dans le village qui ne soit pourvu de sa part du sol russe. Cependant, comme le temps, l'âge, le mariage, amènent sans cesse de nouveaux chefs de famille qui ne l'étaient pas lors du tirage précédent, il faut bien de temps en temps procéder à une distribution nouvelle, afin que ceux qui n'ont point de terres en reçoivent. Ce nouveau tirage arrivant, toutes les terres sortent des mains de leurs possesseurs ; il en est fait une nouvelle masse que l'on divise par le nouveau chiffre des prétendants, et toujours par la voie du sort, il est procédé à un nouveau partage du sol. L'époque de ces tirages successifs est fixée arbitrairement par le gouvernement central, qui met entre eux un intervalle tantôt de cinq, tantôt de dix ans, quelquefois plus, quelquefois moins.

Je ne sais si j'ai bien résumé ce système que M. de Haxthausen expose à plusieurs reprises, mais non sans quelque confusion, et pour lequel il professe du reste une admiration qu'il semble difficile de partager. « La commune, dit-il, est la famille en grand... Elle

¹ Ces métayers, en Russie, s'appellent *polinick*. Voyez t. I^{er}, p. 155.

possède le sol... Chaque individu n'a que l'usufruit de sa part, et la part de chacun est égale ; le lot du père ne passe pas par héritage à ses fils..., mais chacun d'eux réclame une part en vertu de son droit individuel comme membre de la commune, dont le chef absolu ou père fictif se nomme l'ancien (*emapocma*)¹. » Plus loin, M. de Haxthausen dit encore : « La France reconnaît à ses habitants le droit de morceler le sol et de le vendre comme toute autre marchandise. La Russie va encore plus loin : elle soumet sa terre à un partage continu ; elle donne à chacun de ses enfants un droit égal à l'usufruit de sa terre, qui n'est pas, comme en France, propriété exclusive de l'individu, mais la propriété collective du peuple, représenté par la commune. La Russie veut que chaque individu du peuple jouisse d'une portion de terre, et que cette jouissance ou ce droit de possession soit parfaitement identique pour tous ses membres. En France, le sol est la propriété exclusive des individus ; en Russie, il constitue un bien général qui ne concède aux unités que le droit de possession temporaire ou d'usufruit. » Enfin M. de Haxthausen ajoute ceci : « Tout Russe a droit à une part du sol ; aussi n'y a-t-il point de prolétaire en Russie... Dans les autres pays de l'Europe, des bruits sourds annoncent l'approche d'une révolution sociale dirigée contre la propriété et la division égale des terres ; en Russie, un pareil bouleversement est impossible. L'utopie des révolutionnaires européens, saint-simoniens et fouriéristes, s'y trouve déjà réalisée par l'application de l'un des premiers principes de la vie nationale... Ce principe, c'est l'association, principe inné chez les Slaves. »

Cependant, si j'ai bien compris le système exposé par M. de Haxthausen, il en résulte premièrement que la commune russe n'a pas la propriété du sol, et a seulement la propriété de l'usufruit, qu'ainsi elle demeure chargée de la rente due au propriétaire du fonds ; — en second lieu, qu'elle divise entre tous ses habitants cet usufruit général, dont le partage met chacun d'eux en possession d'un lot de terre, à la charge de payer sa part de la redevance commune ; — troisièmement, que la jouissance de cette terre ne dure que le temps qui s'écoule entre deux tirages ; — enfin que cet intervalle est absolument incertain, puisque le moment qui sépare un tirage de l'autre n'est jamais déterminé. Maintenant on se demande si c'est sérieusement que M. de Haxthausen place le paysan russe possesseur de cet usufruit précaire au-dessus du paysan français, propriétaire ou fermier, c'est-à-dire maître du sol, ou maître d'une possession dont la durée est certaine ! De quelle valeur peut être pour le paysan russe ce lot de terre que le sort lui attribue aujourd'hui, et

¹ *Introduction*, p. 9.

que demain peut-être le sort lui reprendra ? Quel intérêt a-t-il à améliorer ce champ, qui, fécondé par son travail, passera au premier jour en d'autres mains ? De quelle sécurité peut jouir le cultivateur, incessamment placé sous la menace d'une nouvelle distribution des terres ? Non seulement le paysan russe n'est pas propriétaire, il n'est pas même usufruitier ; il n'a qu'une possession, la plus fragile et la plus précaire de toutes, celle qui dépend du caprice du sort provoqué par l'arbitraire de l'homme. Là où M. de Haxthausen ne voit que des propriétaires, je n'en aperçois pas un seul, et tandis qu'à ses yeux il n'y a pas de prolétaire en Russie, il me semble que tout le monde l'est. Je ne sais si les disciples de Fourier et de Saint-Simon seront très flattés de trouver leurs théories ainsi rapprochées de la *civilisation russe*. Je n'ai point à leur venir en aide contre cette confusion. Il m'est impossible cependant de voir rien qui ressemble à une association dans ce village et ces paysans russes cultivant chacun le champ distinct que le sort lui attribue, et dont chacun aussi recueille séparément les fruits. J'ajoute que dans le système de la commune russe il y a tout à la fois plus et moins que dans le communisme moderne. Il ne me paraît pas que nos communistes entendent que les lots partagés demeurent débiteurs d'une rente envers l'ancien propriétaire ; ils divisent entre eux le sol franc et libre de toute charge. Sous ce rapport, la condition des partageants est meilleure que dans la commune russe ; mais le paysan russe, si précaire que soit sa possession, a un lot personnel ; il a une possession individuelle que n'admet pas le communisme, et à ce point de vue la condition du communiste serait certainement pire que celle du paysan russe. En somme, le sort de l'un et de l'autre ne peut être que misérable.

Ce que M. de Haxthausen, d'accord en cela du reste avec beaucoup de nos révolutionnaires, appelle le dernier terme du progrès social est à mes yeux tout ce qu'il y a de plus rétrograde. La communauté ou l'instabilité du sol établie parmi les paysans russes, sous la forme de cette possession mobile et incertaine, est l'institution de tous les temps primitifs et de tous les peuples barbares : il n'y a rien de si vieux et de si arriéré. La propriété individuelle, la propriété stable, la propriété civile que le droit consacre et ne crée pas, parce qu'elle lui est supérieure, la propriété pour la défense de laquelle, si petite qu'elle soit, toutes les puissances sociales et politiques sont mises en œuvre, voilà l'institution civilisée, voilà le progrès. Que la propriété soit distribuée en grandes terres et en grandes fermes comme en Angleterre ; qu'elle soit, comme en France, divisée par petits héritages et par fermes plus petites encore ; qu'elle consiste en domaines intermédiaires et moyens comme en Allemagne : peu

importe, pourvu que son principe soit certain, son droit solide, sa possession individuelle.

En Russie, non seulement ceux aux mains desquels se trouve la terre ne sont pas propriétaires, mais leur possession même est vaine parce qu'elle est sans titre et sans durée. Faut-il s'étonner maintenant si la population en Russie, loin d'être favorable à ce système de partage continu, y soit profondément hostile ? S'étonnera-t-on si des hommes qui n'ont aucune idée juste de la propriété ne professent pour elle aucun respect, si, selon les termes mêmes de M. de Haxthausen, *les liens de la propriété ne sont nulle part plus faibles qu'en Russie* ? Faut-il être surpris si le serf cultive sans goût, sans ardeur, ce champ d'un jour ; s'il désire si vivement de le quitter, et si, à la différence du paysan français, que la terre ramène toujours à elle, le paysan russe, quand il s'en est éloigné, n'y revient jamais ? Comprend-on à présent pourquoi, sur cette terre où rien ne l'attache ni ne l'intéresse, il est saisi d'un profond dégoût, et tombe dans un complet désœuvrement ; comment enfin, lorsqu'il ne se réfugie pas dans les joies de la famille, son seul asile, il se précipite sans mesure ni frein dans tous les excès de l'ivrognerie, qui, selon M. de Haxthausen, est le vice commun des Russes¹ ? Enfin n'aperçoit-on pas comment, ne pouvant être sur le sol ni propriétaire, ni fermier, ni métayer, ni journalier à gages, il recherche la manufacture, dans laquelle il trouve du moins un salaire fixe et personnel, qui est déjà un commencement de propriété ?

Si j'avais à résumer sous une forme très générale la comparaison établie plus haut entre la société russe et celle des États-Unis, je dirais que dans celle-ci la distribution de la propriété et du capital est telle que les individus, en travaillant à la richesse publique, se procurent pour eux-mêmes la plus grande somme possible de jouissances et de bien-être, tandis qu'en Russie on ne saurait imaginer une quantité plus considérable de travailleurs misérables, créant plus péniblement une moindre somme de produits utiles. Cependant, si l'on en croit M. de Haxthausen, le principe de communauté ou de communisme sur lequel repose la propriété en Russie tiendrait à quelque chose de plus profond encore que la raison politique et sociale ; il aurait pour fondement la race même des populations slaves, dont le génie répugnerait à la propriété individuelle, et serait au contraire profondément sympathique à la propriété commune².

¹ « L'ivrognerie est la peste de l'empire russe. » Tome II, p. 446.

² Tome I^{er}, p. 114. Il y a en Russie 61 millions d'habitants : les 9/10^{es} sont Slaves, plus des deux tiers sont Slaves russes. Il y a en Russie 40 millions de Slaves russes, sans compter les Slaves polonais, lithuaniens, lettes, valaques et serbes.

« Le principe du partage égal, dit M. de Haxthausen, découle du plus ancien principe du droit des Slaves, savoir : l'indivisibilité du bien de la famille et la division de l'usufruit. » Ailleurs il dit encore : « Le Slave, contraire à la corporation, qui admet une hiérarchie de chefs et de subordonnés, est ami de l'association, qui ne connaît que des égaux. » Sans cesse l'auteur revient sur cette idée, que les populations slaves sont par leur nature même prédisposées aux institutions du pouvoir absolu et antipathiques aux institutions de liberté.

Je me défie, je l'avoue, de ces théories étroites et absolues qui prétendent tout expliquer par l'origine des nations et qui attribuent exclusivement à une première goutte de sang toutes ces révolutions des empires, dont les grands esprits de tous les âges, Thucydide et Tite-Live, Machiavel et Montesquieu, cherchaient le secret dans les institutions bienfaisantes ou funestes, dans les vices ou dans les vertus des peuples. Outre que cette théorie me paraît fausse, je la crois très dangereuse, et je n'en connais pas de plus capable de détourner les hommes de toute énergie en leur fournissant l'excuse légitime de toutes les lâchetés. Sans doute l'influence de la race, renfermée dans de certaines limites, ne se peut nier pas plus que celle de la famille, de l'éducation et des mœurs : il est certain qu'il existe parmi les peuples comme dans les individus des aptitudes diverses, des facultés spéciales ; mais en admettant ces diversités, d'un ordre secondaire, il ne faut jamais perdre de vue les grands traits généraux communs à tous les hommes et à tous les peuples. De même que tous les êtres humains éprouvent les mêmes appétits matériels, qui sont une condition de la vie physique, tous aussi sont doués de certaines facultés immatérielles qui font partie de leur existence morale ; tous possèdent l'amour instinctif de la liberté et de la propriété, de la liberté, qui est l'image de la personne ; de la propriété, qui est l'expression de ses besoins. Les uns, par le hasard des circonstances, naissent dans une condition libre, les autres dans la servitude, ceux-ci avec des biens dont ceux-là sont privés. Les premiers perdent par leurs vices ce que les seconds ont le mérite de créer ; mais tous sont heureux de la possession, tous souffrent de la privation de ces biens, tous en jouissent, les désirent ou les regrettent. Que l'égoïsme, fécond en illusions et en paradoxes, s'abuse sur ces vérités et les obscurcisse, on le conçoit ; mais que la science n'intervienne pas et ne soit pas invoquée au secours d'erreurs qu'elle combat et de mensonges qu'elle désavoue !

Si l'on veut pénétrer au fond de la société russe, on voit que ce qui rend profondément misérable l'habitant de ce pays, ce qui le précipite dans tous les vices, compagnons habituels de la misère et de la corruption, c'est précisément la privation de ces deux biens

essentiels à l'homme, et qui ne peuvent lui faire défaut sans que l'économie morale de son être en soit profondément troublée. Il est misérable, surtout parce qu'il est serf et parce qu'il est ainsi destitué de ces biens essentiels à l'homme : la liberté et la propriété.

Le remède à cette misère ne saurait être prompt et subit, car c'est une des tristes lois de l'humanité, que plus une plaie sociale a duré, et plus la guérison est lente ; mais M. de Haxthausen, qui observe tout si bien alors même qu'il juge si mal, montre parfaitement dans son livre de quel côté viendra le remède : il viendra de ce développement industriel dont le progrès l'alarme tant, et qui est si frappant dans toute la Russie. De là naîtront deux choses : une propriété créée par le travail et une classe moyenne investie de cette propriété, c'est-à-dire une classe tout à la fois intelligente et laborieuse. Catherine II voulut fonder cette classe, et en 1832 un ukase de l'empereur Nicolas décréta la création de la classe bourgeoise. Décrets vains et puérils et qui attestent bien les illusions de l'omnipotence d'un seul ! Ce qui créera la classe moyenne en Russie, c'est le travail, qui transforme les prolétaires en ouvriers, ceux-ci en artisans, ceux-ci en commerçants et fabricants, ceux-ci encore en propriétaires. Que les tsars rendent libre le travail, qui aujourd'hui en Russie ne l'est pas ; qu'ils en assurent l'exercice sous la protection des lois ; qu'ils ouvrent à ses produits l'acquisition de la propriété foncière tout à la fois aliénable et inviolable, et ils pourront réellement dire qu'ils ont créé la classe bourgeoise. Et puis, la classe bourgeoise étant créée avec la propriété moyenne, avec elle viennent les lumières, les services, l'influence, le crédit ; avec elle naissent des droits ; ces droits, quand ils sont écrits dans les lois et consacrés par les mœurs, c'est la liberté... Jusque-là il peut sans doute y avoir en Russie une nation considérable par le nombre et puissante par les armes : il n'y a pas un peuple riche et prospère. La force et la conquête sont assurément puissantes à fonder des empires ; la liberté seule rend heureux les sujets, et en même temps qu'elle leur donne le bien-être, elle leur confère seule ce qui constitue la vraie grandeur d'un peuple, la moralité et la dignité.

TRAVAUX À L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

RAPPORT SUR LE MÉMOIRE DE M. MACAREL, TOUCHANT LA CONSTITUTION ET L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ DANS L'ALGÉRIE À L'ÉPOQUE DE LA CONQUÊTE DES FRANÇAIS

[Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, t. IV, 1843.]

Je demande à l'Académie la permission de lui rendre compte très sommairement d'un travail sur *l'état de la propriété dans les pays musulmans*, dont lui a fait hommage M. Macarel, conseiller d'État et professeur de droit administratif.

Ce travail a été exécuté sur la demande du gouvernement, qui, s'occupant de donner des lois à l'Algérie et d'y jeter les fondements de la colonisation, a voulu d'abord connaître la base sur laquelle il va édifier.

Il est certain que, dans tout pays conquis, la première condition de bonne conduite pour le conquérant, c'est la parfaite connaissance des lois, des usages et des mœurs du peuple vaincu. Et dans le pays où l'on veut coloniser, ce qui importe, c'est la science des lois particulières qui régissent la possession du sol. Ces lois ne sont point partout les mêmes, et les droits qu'elles font naître sont très divers. Soit qu'il veuille les respecter ou les enfreindre, ou ne les violer que dans une certaine mesure, le vainqueur a besoin de les connaître ; car il est équitable ou oppresseur aux yeux des peuples soumis, non pas suivant qu'il pratique ou méconnaît de certaines règles absolues de justice, mais suivant l'idée que ces peuples se forment du droit et de sa violation. Nulle part ce droit ne varie plus, et n'a amené des appréciations plus différentes que dans tout ce qui concerne la jouissance et la propriété de la terre. On conçoit que l'idée que peut se faire de la propriété un peuple de chasseurs est autre que celle qui en est conçue par un peuple pasteur, et surtout par un peuple cultivateur ; et les actes d'usurpation commis sur le sol auront, chez chacun de ces peuples, un caractère spécial et très différent.

C'est ainsi que, suivant que l'on voudra conquérir et exploiter le sol dans l'un ou l'autre de ces pays, des procédés divers devront être mis en usage, plus faciles et plus simples partout où la propriété

privée n'existe pas, plus compliqués là où la propriété individuelle est établie.

Rien n'est donc plus important, lorsqu'on se propose de coloniser un pays, que de rechercher quel y est l'état et la constitution de la propriété foncière ; car de ce point de départ dépend à peu près toute la politique à suivre.

On voit par ce qui précède quel est le but du travail de M. Macarel. C'est un but essentiellement pratique, qui sortirait du cercle des questions destinées à l'Académie. Mais avant d'arriver à l'examen de ce qui, en fait, se pratique en Algérie, l'auteur a pensé qu'il convenait d'abord de rechercher quels principes généraux, dans les pays musulmans, régissent la propriété de la terre. En traitant cette partie de son sujet, il s'est exclusivement placé sur le terrain de la science ; et cette portion purement théorique est aussi la seule qu'il ait adressée à l'Académie, dont elle est digne par le fond et par la forme. L'eût-il composée en vue de l'Académie seule, elle ne contiendrait pas de plus consciencieuses et de plus savantes recherches.

Pour étudier l'état et la constitution de la propriété dans les pays musulmans, M. Macarel a puisé à deux sources principales. Il a d'abord consulté les livres musulmans qui font autorité sur la matière ; et contrôlant les documents écrits par les témoignages oraux, il s'est éclairé auprès de toutes les personnes dignes de foi et versées dans la connaissance des lois et des mœurs musulmanes. La nomenclature qu'il donne des ouvrages qu'il a consultés et des personnes qu'il a interrogées prouverait à elle seule toute l'étendue des investigations auxquelles il s'est livré.

Après avoir exposé les principes généraux de la matière, M. Macarel recherche quelle est l'origine de la propriété privée dans les pays musulmans. La guerre contre les ennemis de la religion et de l'État est, dit-il, dans l'islamisme un devoir sacré que la loi impose à tout le peuple musulman... Au milieu des invasions que fait naître l'accomplissement de ce devoir, quel est le sort des individus et des territoires envahis ?

L'histoire et les livres de la loi attestent les trois faits suivants :

1° Ceux qui acceptent l'islamisme sont toujours respectés dans leurs propriétés et leurs biens ; 2° ceux qui, étant vaincus, n'acceptent pas l'islamisme, sont, suivant la clémence du vainqueur, réduits en esclavage ou laissés libres ; 3° enfin les biens de ces derniers sont ou réunis au domaine de la nation musulmane, ou laissés, à divers titres, entre les mains de leurs possesseurs. Enfin toutes les terres qui n'ont pas été réunies au domaine de l'État sont *patrimoniales*.

L'auteur montre ensuite les éléments dont se forme le domaine de l'État, dont l'ensemble se nomme *Beït-ul-mali-mussliminn*, c'est-à-

dire « la maison du bien du musulman ». Terres conquises et retenues par le prince, terres confisquées, héritages vacants faute d'héritiers ou en conséquence du droit d'aubaine, terres vaines et vagues, telles sont les sources d'où découle le domaine de l'État musulman.

Enfin M. Macarel expose les conditions d'existence d'une troisième sorte de propriété, qui est celle des établissements religieux et de charité publique, qui d'ordinaire se forment et s'enrichissent au moyen de fondations pieuses dont l'auteur donne à l'établissement tel ou tel immeuble en nue propriété, à la condition que lui et ses descendants, substitués les uns aux autres, en conserveront l'usufruit jusqu'à un certain degré déterminé. Ce domaine porte le nom général de *wakf*, ou vulgairement *vakouf* ; *habou*, en Algérie.

On sait que l'un des buts ordinaires de ces fondations est d'assurer une partie de sa fortune contre le sort des confiscations arbitraires, que les sultans et leurs représentants exercent sur les biens des sujets. Or, confisquer les biens *wakf*, ce serait offenser Dieu, à qui ils sont consacrés. C'est un péril que les princes musulmans ont rarement bravé.

Ainsi donc, domaine national ; domaine de piété ou d'utilité publique ; domaine patrimonial.

Telle est, dit M. Macarel, la grande division de la propriété qu'offre, en caractères tranchés et certains, la législation musulmane.

En somme, le résultat des recherches de M. Macarel est de constater qu'il existe dans tous les pays musulmans un droit certain et légal de propriété privée et patrimoniale. Il le prouve par des autorités irrécusables, et il réfute victorieusement les opinions de MM. de Hammer et Marion, qui nient l'existence de toute propriété individuelle dans les pays musulmans, et soutiennent que la terre musulmane n'appartenant qu'à Dieu, c'est-à-dire au souverain qui le représente dans ce monde, il ne peut y avoir au-dessous du sultan que des occupants et des possesseurs de fait, dont l'expulsion est toujours facultative et légale. Déjà, dans plusieurs mémoires remarquables lus à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, Sylvestre de Sacy avait prouvé avec une grande force le vice de la doctrine soutenue par MM. de Hammer et Marion. M. Macarel a achevé la démonstration ; il fait voir très clairement l'erreur de ceux qui nient que le droit de propriété existe, parce que ce droit est souvent violé. Que cette violation soit fréquente, cela est hors de question : l'on s'étonnerait qu'il n'en fût pas ainsi dans des pays de despotisme absolu. Mais la question n'est pas de savoir si le droit est respecté ou méconnu, mais s'il existe ; or, c'est cette existence qu'on est surpris de voir contester en présence de tout ce qui la constate. Les confiscations d'ailleurs, qui font douter du droit de propriété, ne sont pas

toutes arbitraires et illégales. Beaucoup sont régulières suivant le droit musulman ; on aurait donc tort d'y voir toujours une atteinte au droit, dont elles sont quelquefois une application.

Ce qui est aussi une cause fréquente d'erreur, c'est qu'on ne tient pas un compte suffisant du titre auquel la terre est possédée. Ainsi, comme nous l'avons dit plus haut, à côté des propriétés patrimoniales, il y a la propriété nationale, le domaine de l'État, le *Beit-ul-mali*.

Or ce domaine est livré, pour son exploitation, à des fermiers ou tenanciers qui sont quelquefois expulsés après une très longue possession. Cette expulsion est parfaitement légale et n'attaque en rien un droit de propriété que les possesseurs n'avaient pas.

Mais la principale source d'erreur vient de ce qu'on ne distingue pas avec assez de soin l'état religieux des personnes fixées sur le sol. S'agit-il de sujets musulmans, il n'y a pas de controverse possible sur la plénitude du droit de propriété. Les difficultés ne se présentent que lorsqu'il est question de sujets non musulmans, subjugués par la force des armes, et qui, s'étant soumis, ont été acceptés comme tributaires et laissés en possession de leurs terres. Selon M. le docteur Worms, dans tout pays conquis par les musulmans, la condition du vaincu, quelque amnistie qu'il ait reçue et quelque capitulation qu'il ait obtenue, est celle du serf attaché à la glèbe, ou du nègre esclave sur la plantation du maître. Mais M. Macarel montre, et avant lui Sylvestre de Sacy avait montré par une foule de citations empruntées aux livres musulmans et d'exemples tirés de l'histoire, l'erreur complète de la théorie du docteur Worms. Il est évident que, suivant la loi musulmane, de certains droits sont reconnus aux vaincus dont la soumission a été acceptée. Et si les indigènes de l'Égypte sont passés de la condition de *raias tributaires* à l'état de *fellahs karari*, c'est-à-dire de cultivateurs attachés à la glèbe, ceci n'est arrivé que par une succession d'abus et de violences, procédant non de la loi, mais de sa violation.

M. Macarel termine ainsi son intéressant mémoire : « Il semble, dit-il, dans l'état de choses, hors de doute que la propriété foncière privée, telle que nous la concevons en Europe, existe, *en droit*, dans les pays soumis à la loi de Mahomet ; et nous répétons qu'en fait cette existence nous a été attestée par tous les musulmans éclairés que nous avons pu consulter de vive voix, et notamment M. Ducaurroy, ancien secrétaire interprète du Roi et directeur de l'école des langues orientales, qui a vécu trente-deux ans dans ces hautes fonctions à Constantinople, qui a étudié profondément la constitution civile et politique de la Turquie, et qui s'est lui-même mêlé à l'existence civile des musulmans. »

Après avoir posé les principes qui précèdent, M. Macarel, dans un travail subséquent, a examiné quelle application ces principes ont reçue en Algérie.

Mais ainsi que nous l'avons dit en commençant, M. Macarel a jugé sagement que cette partie de son mémoire sortait de la sphère de la science pour entrer dans le domaine des faits ; et il s'est borné à adresser à l'Académie la partie purement théorique de son livre, dont je viens de présenter l'analyse malheureusement bien incomplète. J'aurais voulu pouvoir donner à l'Académie une idée plus juste d'un travail digne d'elle et de son savant auteur.

DISCUSSION SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL
ET SUR LA LIMITATION DU TRAVAIL DES ENFANTS

[Séances et travaux, etc., t. 8, 1845.]

M. BLANQUI, en s'associant aux éloges décernés par M. Villemé aux auteurs des ouvrages dont il vient de rendre compte, croit devoir insister sur certaines réserves de l'honorable rapporteur et protester contre l'idée qui sert de point de départ à MM. Dupuynode et Morin, celle de *l'organisation du travail*. Cette utopie a déjà entraîné des hommes de conscience et de talent, des économistes distingués, dans des écarts vraiment déplorables. Ne semble-t-il pas que le travail soit chose susceptible d'organisation ; qu'il appartienne à l'État d'intervenir partout et toujours, et qu'il dépende de lui de régler le bonheur de l'humanité comme la marche d'une armée, et avec une précision toute mathématique ? C'est là une tendance mauvaise, une illusion que l'Académie ne saurait trop combattre, parce qu'elle n'est pas seulement une chimère, mais un sophisme dangereux. Respectons les intentions bonnes et loyales, mais ne craignons pas de dire que publier un livre sur *l'organisation du travail*, c'est refaire pour la cinquantième fois un traité sur la quadrature du cercle ou la pierre philosophale. Décréter le travail, lui assigner des règles, des conditions, des limites, est pour un gouvernement chose impossible ; il n'en est pas le maître ; il n'est pas compétent pour résoudre un tel problème. Comment ne pas reconnaître que l'action administrative n'aurait ici ni force ni autorité, et que les règlements même les plus salutaires seraient inefficaces et sans durée ? Peut-être la suppression absolue du travail des enfants dans les manufactures serait-elle une mesure des plus utiles ; qui donc irait jusqu'à soutenir que le gouvernement est compétent pour prendre cette mesure et la

mettre à exécution ? Elle n'aurait pas en France quinze jours de durée ; chassés de nos manufactures, les enfants iraient à l'étranger solliciter un travail qu'ils demanderaient en vain à leur patrie. Il est en effet des réformes qu'il ne dépend pas d'un peuple d'adopter pour lui seul, et qui, sous peine d'inefficacité complète, exigent le concours des autres nations. C'est ce que paraissent oublier des écrivains d'une mérite réel ; il faut les prémunir contre de fâcheux écarts et leur montrer que la voie du progrès et de la vérité n'est pas celle qu'ils suivent, et qu'en exaltant les bienfaits de l'organisation du travail, ils poursuivent une chimère qui ne saurait jamais passer à l'état de réalité.

M. PASSY adhère sans réserve à l'opinion de M. Blanqui ; toutes les fois qu'il s'agit de *l'organisation du travail*, on suppose au gouvernement le pouvoir et le droit de modifier les relations des maîtres et des ouvriers ; entreprise impossible et qui trouve dans la nature même des choses des obstacles insurmontables.

Sans doute, quand chez les maîtres comme chez les ouvriers s'amélioreront les idées et les sentiments qui président aux relations respectives, les distances tendront à se rapprocher, et déjà il y a, sous ce rapport, un progrès réel ; mais on ne saurait espérer une association entre eux sans l'apport d'un capital de la part de l'ouvrier. Toutes les institutions destinées à l'aider à se créer ce capital doivent être encouragées. Ce qu'il faut à l'ouvrier, c'est le désir de posséder ; ce désir ne manque jamais à celui qui cultive la terre, précisément parce que la terre est sous ses yeux : c'est en cela qu'il diffère de l'ouvrier employé dans les manufactures.

L'association entre les maîtres et les ouvriers se rencontre plus souvent qu'on ne le pense. Ainsi, en Normandie, il y a des filatures de laines, où les manufacturiers ne spéculent pas ; ils travaillent. La laine est apportée à la manufacture ; l'ouvrier est à la tâche ; il a une portion fixe dans la rétribution payée au maître pour le cordage et le filage de la laine. Le cours des prix auxquels le maître a consenti est affiché dans les ateliers ; et l'ouvrier qui a une portion fixe dans ces prix, peut en connaître ainsi toutes les fluctuations et y demeure soumis. Dans ces manufactures, la situation des ouvriers est bonne, et il est facile de calculer le gain de chaque famille. M. Passy a relevé lui-même sur les registres d'une filature le bénéfice de plusieurs familles pendant dix années, et il a trouvé des moyennes de 1 200 à 1 400 fr. par an à leur profit. Il a, en outre, voulu comparer la situation des ouvriers de filature payés à raison des prix obtenus par les maîtres pour la transformation des laines, avec celle des ouvriers qui sont simplement salariés ; et il a reconnu que, par le seul effet de la

concurrence, les différences sont presque insensibles. Il faut, au reste, ne jamais oublier que la prospérité des classes ouvrières dépend surtout de leur situation intellectuelle et morale. Ainsi, on voit des familles ouvrières, réunissant 1 300 à 1 400 fr. par an, demeurer couvertes de haillons et vivre dans une misère apparente et réelle. À côté d'eux, des employés, des commis attachés aux administrations de l'État vivent heureux avec des appointements qui ne sont pas plus élevés, et parviennent à assurer à leurs enfants le bienfait d'une bonne éducation. Cela prouve bien que tout n'est pas dans l'élévation des salaires, mais qu'il faut voir surtout les mœurs, les habitudes, les lumières. Il n'y a pas de progrès sans moralité ; la moralité inspirera au maître plus de sympathie pour l'ouvrier. M. Blanqui a dit, avec raison, que dans une Académie où l'économie politique a ses représentants, il faut maintenir avec soin les principes consacrés par la science, et blâmer hautement des théories dont l'impuissance n'est que trop démontrée.

M. BLANQUI signale un fait très curieux, et qui fournirait, au besoin, un nouvel argument contre *l'organisation du travail*. Il a examiné avec soin et dans tous ses détails la comptabilité qu'un agriculteur des plus éclairés, M. Dailly, maître de postes à Paris, tient depuis trente ans jour par jour, avec une patience admirable. M. Dailly a établi un compte pour chaque pièce de terre, et un compte pour chaque produit, et il a constaté que, dans cet intervalle de trente années, le même homme n'a jamais obtenu de récoltes pareilles sur le même espace de terre ; les produits ont varié de 26 000 fr. à 900 ou 700, parfois même ils sont descendus à 300 fr. Il est même certains produits, les pommes de terre par exemple, qui le ruinent une fois sur neuf. Rien de plus précieux pour les économistes qu'un semblable recueil ; sa publication serait pour la science un véritable service. Comment donc, en présence de ces variations, qui sont indépendantes des vicissitudes de la température, des éventualités de la paix et de la guerre, comment établir, sur des revenus aussi incertains, des distributions régulières et des salaires uniformes pour les travailleurs ? Ne voit-on pas qu'entre eux l'égalité est impossible ? Ceux qui voudraient une association avec le maître dans les bonnes années, la répudieraient dans les années mauvaises. Voilà un exemple frappant que fournit l'agriculture elle-même, dont les chances sont pourtant moins variables que celles du commerce et de l'industrie.

M. PASSY. Il faut remarquer que, depuis 1820, le mouvement du prix des grains n'a pas augmenté sensiblement, tandis que le salaire

s'est beaucoup élevé. Néanmoins les progrès de l'art ont exercé une influence heureuse sur l'agriculture ; l'amélioration des procédés agricoles, l'emploi plus intelligent des engrais, tendent à procurer au fermier de plus abondantes récoltes et à augmenter ainsi les produits des terres, dont les qualités doivent également s'améliorer, grâce à de meilleures combinaisons de culture. Aussi voyons-nous que la population s'est accrue, les salaires se sont élevés, sans que le prix des subsistances se soit modifié ; la viande seule a éprouvé une hausse par le manque d'herbages et de prairies artificielles ; la loi sur les irrigations donnera aux propriétaires des facilités dont ils ont été privés jusqu'ici. Les progrès de l'art sont infinis. N'assure-t-on pas que l'on a trouvé, en Angleterre, le moyen d'appliquer l'électricité à la culture, et de tirer 65 hectolitres de grains d'un are, dont le produit ne dépassait pas 30 auparavant ? Je ne voudrais pas garantir la réalité de cette découverte, mais je la cite en exemple des avantages attachés à la puissance progressive de l'art. Grâce à des labours et des semailles mieux entendus, à des fumiers mieux appliqués, à des marnages faits avec discernement, la terre, depuis vingt-cinq ans, a suffi à alimenter une population plus considérable, sans augmentation dans le prix des denrées les plus nécessaires. La Providence a pourvu à tous les besoins, en donnant à l'homme la faculté d'étendre de plus en plus ses applications scientifiques, et elle a doté l'agriculture de ressources qui ne cesseront de se multiplier.

M. GUSTAVE DE BEAUMONT pense, comme MM. Blanqui et Passy, qu'il est des circonstances où l'intervention du gouvernement serait impossible et désastreuse ; mais il craint que l'on ne soit allé trop loin dans cette voie. En principe, l'intervention de l'autorité est mauvaise dans les rapports du maître et de l'ouvrier ; mais, dans certaines limites, ne peut-elle pas être légitime et nécessaire ? M. de Beaumont hésite à la repousser d'une manière absolue. D'abord personne ne conteste au gouvernement un droit d'intervention indirecte, celui, par exemple, de créer des salles d'asile pour les enfants des ouvriers, et des caisses de retraite pour les vieillards. Dans tous ces cas, et autres analogues, l'État ne fait que du bien aux industriels et à l'industrie, en faisant un bien plus grand encore aux ouvriers. Il faut aller plus loin et reconnaître l'utilité de l'intervention, même directe ; c'est ainsi que l'État a fixé des heures de travail pour les enfants dans les manufactures, et organisé un système de pénalité pour les infractions à cette loi salubre ; en agissant ainsi, il est intervenu très directement, en France comme en Angleterre, et personne n'a songé à l'en blâmer, et qui pourrait dire que là est la limite où il doit s'arrêter ? Il faut prendre garde de proclamer, en termes aussi

absolus, le principe de la non-intervention de l'État ; ce qui importerait, ce serait de préciser les points où l'intervention est mauvaise et ceux où elle peut être bienfaisante et efficace. Souvent l'intervention du pouvoir social n'est pas seulement un droit, mais encore un devoir rigoureux ; c'est un devoir que d'arracher l'ouvrier à l'ignorance en lui ouvrant des écoles, l'enfant au vagabondage, en créant pour lui des salles d'asile, de répandre partout des idées de prévoyance et d'économie, en multipliant les caisses d'épargne, et en créant les caisses de retraite. C'est l'État qui doit organiser ces institutions, qui toutes sont bonnes et bienfaisantes. À la vérité, en même temps qu'il intervient utilement, l'État peut être provoqué et conduit à des interventions désastreuses en cette matière ; mais qu'on y prenne bien garde, rien n'est plus propre à faire naître l'intervention indiscreète du pouvoir, que l'omission d'intervenir quand il doit le faire. Il n'est si excité à intervenir directement que parce qu'il ne donne pas à son intervention indirecte toute l'extension que réclament les besoins et les misères des classes ouvrières. C'est parce qu'on ne fait pas pour les classes laborieuses ce que recommandent les théories les plus simples et les plus sages, qu'on voit se produire des théories vagues et insensées qui ne peuvent mener qu'au désordre et à l'anarchie.

M. DUNOYER est d'avis de ne pas sortir des généralités dans lesquelles se sont prudemment renfermés MM. Blanqui et Passy. La convenance de l'intervention du gouvernement par voie réglementaire, dans les cas cités par M. de Beaumont, lui paraît fort contestable ; et, pour ne parler que de la loi que le gouvernement a faite pour limiter le travail des enfants, loi dont M. de Beaumont réclame l'exécution avec tant d'instance, rien ne lui paraît plus douteux que le bien qu'on en peut espérer. On a déjà vu l'effet des lois de ce genre en Angleterre. Le ministre de l'intérieur, sir James Graham, l'a révélé, l'année dernière, dans le sein du parlement. On est forcé de reconnaître, a dit ce ministre, que les mesures prises pour restreindre le travail des enfants, dans certaines manufactures, n'ont servi qu'à les faire fuir dans les ateliers demeurés libres. Il y a eu d'abord dépréciation du travail et réduction des salaires dans les ateliers réglementés, et puis, selon l'expression du ministre, *congestion de travail* dans les branches d'industrie non soumises au nouveau règlement. C'est donc là une question au moins litigieuse, et, en présence de pareils faits et des résistances qui se manifestent de toutes parts, on comprend que l'administration hésite en France dans l'application de la loi. Le travail est une marchandise qu'il n'est pas plus permis de soumettre que toute autre à des lois de *maximum*

et de *minimum*, et on n'a pas pris garde qu'en réglementer la durée c'était inévitablement en réglementer le prix.

M. Dunoyer insiste donc pour qu'à propos de la question générale abordée par MM. Blanqui et Passy, on ne s'engage incidemment pas dans les questions particulières et très sujettes à controverse (celle du travail des enfants surtout), qu'a soulevées M. de Beaumont ; et, revenant à la question principale de l'organisation du travail, il appelle toute l'attention de l'Académie sur la comptabilité agricole de M. Dailly, dont M. Blanqui a parlé. C'est là, fait-il observer, un document d'une extrême importance, et qui montre bien à quel point il serait difficile d'associer les ouvriers aux entreprises industrielles. Les faits que ce document signale étant tenus pour exacts, on voit que les entreprises agricoles, et l'on pourrait dire toutes les entreprises, donnent les produits les plus variables, quelquefois des produits nuls, souvent des pertes. Or, quel serait le sort des ouvriers associés à de telles éventualités ? Il faudrait d'abord attendre la fin de chaque campagne pour en vérifier les résultats, lorsque l'ouvrier a besoin de son salaire jour par jour. Puis, s'il y avait perte, que deviendrait-il pendant l'année qui suivrait ? Visible-ment l'association est impossible. La vraie solution du problème, c'est le salaire, c'est le prix du travail de chaque jour, prix qui associe les ouvriers aux entreprises précisément comme ils y doivent être associés. Le maître engage ses capitaux, son industrie, ses bâtiments ; il court tous les risques : voilà ce dont il faut tenir compte avant de parler de bénéfice ; il est naturel que l'ouvrier ait une part inférieure. Il faut qu'il ait une part certaine, fixe, et qui lui arrive chaque jour. Enfin, cette part, là où il dispose pleinement de son travail et où il y a liberté dans les transactions, est précisément ce qu'elle doit être. M. Dunoyer termine en disant que *l'organisation du travail* n'est qu'un non-sens ridicule, et que les ouvrages dont cette théorie fait tous les frais, ne méritent pas l'honneur d'une discussion académique.

M. PASSY répond à M. Gustave de Beaumont, qu'il s'est trompé sur le sens de son opinion. Ce que M. Passy repousse, c'est l'intervention directe de l'État ; mais il lui reconnaît le droit de régler le travail de l'enfant, parce que l'enfant n'est pas libre, parce que son père peut ne ménager ni sa santé ni ses forces, et n'être qu'un tuteur incapable. Sans aucun doute, le gouvernement peut se tromper dans les mesures de protection qu'il adopte ; mais incontestablement il a le droit d'intervenir. L'ouvrier majeur au contraire est libre ; c'est à lui à débattre les conditions de son travail : ici l'autorité ne peut intervenir que pour offrir des facilités d'économie, des moyens de

prévoyance que seule elle peut donner, en prenant sous sa garantie des caisses d'épargne et de retraite ; elle fait d'autant mieux d'accorder à ces institutions sa protection, que son autorité est souvent réclamée par les ouvriers eux-mêmes. Il y a, dans le sort des classes ouvrières, d'autres améliorations qui peuvent venir des maîtres, de leur dévouement, de leur intelligence ; malheureusement ce sont là des qualités exceptionnelles en ce monde. Soyons convaincus que les maîtres obtiendraient beaucoup, en s'occupant eux-mêmes pour leurs ouvriers d'arrangements qui ne peuvent se réaliser que sous une influence directe et personnelle ; déjà de tels arrangements relatifs à la nourriture, à l'emploi des loisirs et des épargnes, ont été tentés avec succès par des manufacturiers intelligents et habiles, sans l'intervention du gouvernement qui demeurerait ici impuissante ; les limites de l'action administrative sont des plus étroites ; mais, je le répète, l'ouvrier est libre, et censé en possession de sa raison. L'enfant ne l'est pas, et quand son père n'est pas en état de régler son avenir, la loi morale veut que l'État intervienne.

M. DUNOYER ne trouve pas, dans le motif allégué par M. Passy, une raison suffisante pour admettre une telle conclusion. Les enfants sont mineurs sans doute, mais est-ce une raison pour que la loi dispose de leur travail ? Si, personnellement, ils ne sont pas libres, n'ont-ils pas leurs parents et tuteurs pour les protéger ? J'entends M. Passy dire que ces tuteurs sont incapables : mais, tout incapables qu'ils sont, la loi ne leur confie-t-elle pas, sous tous les rapports, la personne et les biens les plus précieux des enfants, et, partant, ne peut-elle pas, sans plus d'imprudence, leur confier aussi la disposition de leur travail ? Il peut arriver, je le sais, que les protecteurs naturels de l'enfant soient des hommes immoraux, qui abusent de sa faiblesse, qui le fassent travailler avec excès ; et il n'est pas rare que la publicité nous révèle à cet égard des faits véritablement répréhensibles. Quel est le moyen de les empêcher ? C'est là la question. La sagesse ne voudrait-elle pas qu'on se bornât à veiller, à poursuivre judiciairement les faits particuliers réellement punissables, et qu'on s'abstînt d'ailleurs d'assigner à la durée du travail des limites qu'on ne peut fixer sans tomber dans un arbitraire plein de dangers et d'inconvénients ? Où s'arrêter en effet dans cette carrière ? Et pourquoi, si l'on doit limiter le travail des enfants, ne limiterait-on pas aussi celui des femmes, celui des adultes faibles ou infirmes, et finalement celui de toutes les classes ouvrières ? N'est-ce pas là que l'on tend de l'autre côté du détroit ? N'y a-t-on pas déjà limité à certains égards le travail des femmes ? N'y a-t-on pas même demandé, d'une manière générale, que le travail des adultes fut limité ? Quel mal

d'ailleurs, pour prévenir de certains excès, ne fait-on pas même aux enfants en limitant leur travail d'une manière générale, et qui ne sent ce qu'en ceci comme en tout, offre d'impraticable une loi de *maximum* ? On ne saurait trop insister sur la signification des résultats qu'a eus à cet égard la loi anglaise.

M. FRANCK n'a pas l'habitude de prendre part aux discussions qui touchent à l'industrie et à l'économie politique ; mais, au point de vue de la morale qui l'intéresse plus particulièrement, il trouve une grande force à l'argumentation de M. Passy. Toutes ces questions sont dominées par un côté moral et politique. L'enfant est mineur ; le gouvernement, chargé de veiller à la conservation de ses sujets, doit protéger la santé de l'enfant ; il doit aussi vaincre les répugnances des pères de famille, et donner à l'enfance les bienfaits de l'instruction ; autrement vous n'avez plus qu'une population abrutie, avilie, dégradée. Cette question est au fond la même que celle de l'instruction populaire : il n'est permis au père ni de compromettre la santé de son enfant, ni d'éteindre en lui l'être moral. Le seul moyen d'éviter ce double danger, c'est de permettre à l'État de régler lui-même le temps du travail dans les manufactures, et de protéger ainsi les forces physiques de l'enfance en réservant l'œuvre de l'éducation.

M. BLANQUI. L'exemple emprunté par M. Dunoyer à l'Angleterre demande une explication. Admettons que la loi sur le travail des enfants éprouve chez nos voisins des difficultés et des entraves ; que faut-il en conclure ? Que la transition offre beaucoup d'obstacles ; il en est de même pour la traite des noirs ; les efforts tentés sur plusieurs points, pour l'abolition de la traite, ont aggravé le mal sur d'autres points ; les négriers sont parvenus à éviter la chasse de nos croisières ; faut-il pour cela renoncer à l'abolition de la traite ? Faut-il de même s'arrêter devant les obstacles qu'éprouve en Angleterre la loi sur le travail des enfants ? Le bien ne s'improvise pas ; en toutes choses, le progrès offre des transitions pénibles. N'enlevons pas à l'État la tutelle de l'enfance. Ne voyons-nous pas tous les jours des pères indignes, que la misère oblige souvent à escompter la santé et la vie de leurs enfants ? L'intervention du gouvernement ne peut avoir que de bons résultats ; il a une belle tâche à remplir. Chez nous les choses grandes et durables ne se font qu'avec le secours de l'État. L'État exige des sacrifices de l'enfance, il l'enrôle dans ses armées ; il doit veiller sur elle, protéger sa santé et ses forces, et lui assurer les bienfaits de l'éducation. Les obstacles qu'éprouve la loi sur le travail des enfants seront facilement surmontés ; mais il y a une transition

qu'il faut traverser avec modération et prudence. Le gouvernement aurait pu prendre des mesures plus efficaces pour assurer l'exécution de la loi, nommer, par exemple, des inspecteurs salariés ; il aurait pu le faire comme il le fait déjà pour le recouvrement des contributions indirectes. Ce qu'on lui permet dans un but de fiscalité, comment le lui refuser quand il veille à un intérêt moral ? Ce n'est pas la loi qu'il faut accuser d'impuissance ; si elle n'a pas donné des résultats meilleurs, c'est que le gouvernement a reculé avec raison devant une surveillance trop active, et une inquisition qui aurait paru trop pénible aux manufacturiers.

M. DUNOYER serait assurément bien peiné de faire souffrir les consciences délicates, et il n'a pas plus de faible que M. Franck pour les pères dénaturés qu'on peut *sérieusement* accuser d'abuser de la santé de leurs enfants ; mais la question ici, la grande question est de savoir ce qu'il faut faire pour empêcher cet abus. M. Franck, fait observer M. Dunoyer, trouverait tout simple de procéder à l'empêchement des excès particuliers par des restrictions générales. Je suis, à cet égard, moins accommodant. Je crois que ces restrictions causent un grand trouble, et qu'elles font bien du mal, même à ceux qu'elles ont l'air de protéger. On ne saurait, avec M. Blanqui, assimiler la résistance qu'elles rencontrent à celle que trouvent devant elles les lois répressives de la traite. Il n'y a point à hésiter dans l'exécution de ces lois, parce qu'il n'y a pas à reculer devant la répression d'un crime. Mais peut-on dire qu'on poursuit un crime, quand, d'une manière générale, et sans tenir compte de la situation des enfants, de leur force ou de leur faiblesse, on leur défend de travailler plus de tant d'heures par jour ? Assurément, non. Il y aurait folie d'assimiler ici les pères aux négriers. Il s'en faut qu'on puisse toujours les accuser de violence. Ce n'est pas leur faute si la loi anglaise a eu tant de peine à être exécutée. C'est de leur plein gré que les enfants ont quitté les manufactures réglementées pour affluer en masse dans celles que la loi avait laissées libres. Pour atteindre un but louable, on cause un dommage réel, général, permanent ; on fixe au travail, qui est un objet d'échange, une durée maximum et minimum ; on trouble, on arrête la marche des manufactures ; et cela quand on pourrait obvier, par des procédés judiciaires, à la seule chose qu'on doive empêcher, c'est-à-dire à ce qu'il peut y avoir ici de véritablement punissable. Mais telle est en France notre manie. Nous ne savons empêcher le mal qu'en entravant le bien. Nous ne croyons qu'à l'administration, et n'avons aucune foi dans la justice. Aussi administrons-nous infiniment trop, et avons-nous, comme juges, le tort de ne pas veiller assez.

M. MIGNET trouve insuffisante la répression judiciaire ; il faut, pour réprimer judiciairement, des faits formels, saisissables, et qui puissent être punis en vertu d'une loi. Or, il est impossible de rencontrer ici les conditions légales d'un délit, de saisir même le moment précis, certain, où se commet la faute punissable. On prétend que la liberté illimitée du travail produit des effets désastreux pour la santé ou l'intelligence des enfants ; mais comment et à quel moment saisir et réprimer les excès dont on se plaint ? Le mal ne vient pas de faits définis et isolés ; il se produit lentement, insensiblement, avec les années. La répression judiciaire est donc ici tout à fait impossible, et il faut prévenir de pareils abus, quand on ne peut les réprimer.

M. DUNOYER, pressé par M. Mignet de formuler le système de répression judiciaire qu'il pense qu'on pourrait utilement substituer aux règlements destinés à limiter pour les enfants la durée du travail, répond que la difficulté, à cet égard, consiste surtout à s'accorder sur le but qu'on peut raisonnablement vouloir atteindre ; qu'il serait insensé de prétendre soustraire les enfants aux nécessités de leur situation ; qu'il est à peu près impossible d'éviter qu'ils suivent la condition de leurs parents et séjournent à la fabrique aussi longtemps qu'eux ; qu'interrompre le travail pour les enfants, c'est l'interrompre pour tout le monde ; qu'à vrai dire, ce que la loi devrait se proposer, c'est moins de régler la durée du travail que de rendre les parents et les chefs de fabrique responsables des maux des enfants qu'on pourrait justement attribuer à un travail excessif, qu'à réprimer dans le travail imposé ce qui affecterait un caractère de violence, qu'à punir les brutalités, les sévices qui pourraient s'y mêler, et, en général, à défendre, dans le traitement que les parents et les maîtres feraient subir aux enfants, tout ce qui pourrait justement être qualifié de délit ; qu'à la vérité une telle législation, même habilement faite et soigneusement exécutée, n'aurait pas la puissance de mettre les enfants à l'abri de tous les inconvénients de leur condition ; mais que c'était là une fin à laquelle on ne pouvait sensément tendre, et que pouvait seul se proposer un régime dont le principal caractère était de ne douter de rien ; que si cette législation ne préservait pas les enfants de tous maux, elle n'aurait pas du moins pour eux, pour leur famille et pour l'industrie en général, les inconvénients graves et compliqués des lois arbitraires par lesquelles on prétend limiter la durée du travail. M. Dunoyer ajoute, en terminant, qu'il ne saurait improviser les dispositions que M. le secrétaire perpétuel lui demande ; mais qu'il pourra plus tard, si ses confrères l'agrément, entrer dans plus de détails sur le sujet qui vient de faire l'objet de l'entretien de l'Académie.

RAPPORT SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
CIVILE ET COMMERCIALE EN SARDAIGNE.SUIVI D'OBSERVATIONS PAR MM. CHARLES LUCAS,
G. DE BEAUMONT ET COUSIN.

[Séances et travaux, etc., t. 11, 1847.]

J'ai à rendre compte à l'Académie d'un document important dont elle a reçu la communication. Ce document officiel a été publié par le gouvernement sarde, et est intitulé : *Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale dans les États de terre ferme de S. M. le roi de Sardaigne pendant l'année 1842.*

Une telle publication mérite à plus d'un titre de fixer l'attention de cette classe de l'Institut qui représente plus particulièrement les sciences morales et politiques.

S'il est vrai qu'il n'y ait point de société sans justice, et point de justice sans des tribunaux institués régulièrement pour la distribuer, il n'existe rien de plus varié que le mode suivant lequel la justice se rend dans les différents États dont les institutions politiques très diverses appellent pour chacun une organisation judiciaire qui lui soit propre.

Ce n'est point ici le lieu de montrer quelles institutions judiciaires appartiennent aux gouvernements libres, quelles autres sont d'ordinaire afférentes aux gouvernements absolus ; mais ce qu'il convient de constater ici, c'est que, jusqu'à ces derniers temps, dans aucun pays, soit de liberté, soit de despotisme, d'aristocratie ou de démocratie, d'institutions judiciaires libérales ou illibérales, on n'avait présenté au public la statistique des décisions rendues par les corps judiciaires.

Sans doute la valeur des jugements émanés des tribunaux n'est pas uniforme et absolue, et l'on ne saurait mettre sur le même niveau la décision du juge indépendant, c'est-à-dire inamovible, et celle du juge révocable à volonté. Cependant, sauf les nuances dont il faut tenir compte, on peut dire, dans des termes généraux, que la statistique de la justice criminelle et civile dans un pays donne la mesure la plus exacte de la somme de protection qui y est offerte à la liberté des personnes et à la sûreté des propriétés. N'est-il pas permis de s'étonner que cette sorte de thermomètre officiel n'ait pas été placé plus tôt sous les yeux de ceux qui sont si intéressés à le voir chaque jour pour y puiser ce sentiment de sécurité qui, comme l'a si bien dit Montesquieu, est en quelque sorte la liberté même ? L'étonnement diminue si l'on songe que rien n'est plus difficile que de trouver

réunies toutes les conditions nécessaires pour produire cette publication. Il faut d'abord un pouvoir central bien organisé, assez puissant pour rassembler tous les actes épars et disséminés çà et là des divers corps judiciaires, et puis il faut que ce pouvoir central se croie intéressé à publier ce qu'il a la puissance de recueillir. Il peut y avoir très bonne justice rendue dans un pays dont le gouvernement central soit tout à la fois intéressé à en publier les résultats et impuissant à le bien faire : témoin l'Angleterre, où le pouvoir judiciaire fonctionne admirablement, et où une bonne statistique de la justice est impossible, faute d'un pouvoir central capable de rassembler ses décisions. Tel autre pays, la Russie par exemple, aurait bien le pouvoir de publier la statistique des jugements prononcés par ses cours de justice ; mais il ne le fait pas parce qu'il n'en a ni l'intérêt ni la volonté.

La France a, la première, pris l'initiative d'une telle publicité, que l'excellence de son administration judiciaire l'intéressait à faire, tandis que la supériorité de son gouvernement central lui en donnait le pouvoir.

Chacun sait comment, depuis 1825 jusqu'à ce jour, notre gouvernement a, chaque année, livré au public la statistique de toutes les décisions rendues en France par les diverses cours de justice, depuis les arrêts prononcés en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, jusqu'aux jugements intervenus sur les procès civils et commerciaux. En France, notre gouvernement a commencé cette statistique par la justice criminelle, qui intéresse surtout la sûreté des personnes et la liberté des citoyens. En Sardaigne, le gouvernement piémontais commence sa publication par la justice civile et commerciale, qui touche surtout aux intérêts de la propriété.

Le gouvernement sarde étendra-t-il plus tard ses publications aux matières criminelles, qui touchent de si près aux questions politiques, ou se restreindra-t-il à la statistique de la justice commerciale et civile, dont il nous présente aujourd'hui le tableau ? Nous l'ignorons. Il nous semble bien difficile qu'entré dans la voie où il s'engage à notre exemple, il s'y arrête à moitié chemin, et que, dans le moment où il montre à tous les citoyens comment leurs biens sont protégés, il leur cache de quelle manière il est pourvu à la défense de leurs personnes.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons quant à présent, sous les yeux, que le compte rendu de la justice civile et commerciale dans les États de Piémont ; c'est donc de ce seul document que nous avons à rendre compte.

Dans la statistique de la justice civile, cinq choses sont surtout à considérer :

1° Le nombre des procès ;

2° Leur nature, soit purement civile, soit commerciale, etc., etc. ;

3° Les diverses juridictions devant lesquelles ils sont portés ;

4° La nature des jugements rendus, contradictoires ou par défaut, interlocutoires ou définitifs, avec ou sans faculté d'appel ;

5° Enfin, la durée des procès devant chaque juridiction.

Le compte rendu sarde se divise, comme celui de notre justice civile, en deux parties principales, les affaires civiles proprement dites et les affaires commerciales.

Et d'abord, de même que le rapport du roi sur notre justice civile commence par faire connaître les travaux de la cour de cassation, qui est le tribunal suprême, le rapport sarde donne la statistique des décisions rendues en Sardaigne par la haute cour appelée *Commission supérieure de révision*, commission créée par édit du 13 avril 1841, et qui, au milieu de bien des différences inhérentes à la diversité même des institutions et des lois dans les deux pays, présente cependant avec notre cour supérieure un assez grand nombre d'analogies.

Sur 66 recours en révision, la commission supérieure en a rejeté 46 et n'en a admis que 7, c'est-à-dire seulement à peu près 10 sur 100. Si nous comparons ce chiffre à celui des pourvois admis par la cour de cassation en matière civile pendant l'année 1844, nous voyons que la commission supérieure de révision en Sardaigne a prononcé moins d'annulations que la cour de cassation de France qui, sur 505 pourvois, en a admis 131, c'est-à-dire 26 sur 100.

Il est à remarquer que le nombre de pourvois formés auprès de la commission supérieure de Piémont est, proportionnellement à la population de ce pays, le même que celui des pourvois en cassation en France. Il est dans les deux pays de 1,5 sur 100 000 habitants ; mais il est moindre comparativement au nombre des procès jugés en appel, et contre lesquels il peut y avoir lieu de se pourvoir : ainsi, en France, nous avons 29 procès en cassation sur 1 000 procès jugés en cour royale ; en Piémont, 7 seulement sur 1 000.

Je demande pardon à l'Académie si je lui présente la comparaison des travaux rendus par des cours de justice dont, je le sais, l'institution est différente sous une foule de rapports, dont la compétence ne repose pas sur des bases pareilles et qui ne procède pas suivant les mêmes règles et avec les mêmes attributions. Mais ces comparaisons, dont je reconnais et signale le vice, sont cependant peut-être le meilleur moyen de rendre intéressant pour nous l'examen auquel je me livre en ce moment.

Au-dessous de la commission supérieure de révision et dans l'ordre des juridictions viennent immédiatement les sénats, qui, en Sardaigne, correspondent à ce que sont chez nous les cours royales. Ces sénats, qui sont au nombre de cinq, le sénat de Savoie, de

Piémont, de Nice, de Gênes et de Casal, avaient à juger pendant l'année 1842, 9 417 affaires, dont 5 319 figurent sur les tableaux comme inscrits au rôle, et 4 098 comme non inscrits, quoique introduits auprès des sénats. C'est une règle de procédure propre aux sénats piémontais, que l'inscription au rôle n'a lieu qu'après l'apportement des causes qui, jusque-là, sont seulement à l'état d'introduction. Quoi qu'il en soit, sur ces 9 417 affaires, les sénats en ont, pendant le cours de l'année, terminé seulement 2 599, c'est-à-dire seulement 27%. En supposant qu'on ne compte comme causes à juger que les causes inscrites, c'est-à-dire celles qui sont au nombre de 5 319, les affaires jugées par eux seraient avec ce chiffre dans la proportion de 48%. Ils ont ainsi laissé un arriéré de 6 818 ; c'est-à-dire que les affaires restant à juger sont dans la proportion de 72% sur celles qu'ils ont expédiées. En France, les cours royales, pendant l'année 1844, ont jugé 11 376 affaires sur 17 444, c'est-à-dire 60%, laissant un arriéré seulement de 40%. On voit que l'arriéré des cours d'appel en Piémont est presque le double.

Les sénats sardes sont non seulement tribunaux d'appel, ils connaissent aussi directement de certaines affaires ; c'est de la réunion de procès portés devant eux, soit directement, soit en appel, que se forment les chiffres que nous venons de présenter. Si nous nous bornons à examiner le chiffre des affaires jugées par eux comme cours d'appel, ce qui convient mieux pour la comparaison que nous voudrions faire, nous voyons tout d'abord que c'est en cette qualité de tribunaux d'appel qu'ils ont eu à juger les quatre cinquièmes de procès déferés à leur juridiction. Sur 7 870 affaires d'appel inscrites ou introduites en 1842, devant les sénats, il y en a 2 088 de terminées pendant la même année, c'est-à-dire seulement 26,5%. Sur ces 2 088 affaires terminées, 736 l'ont été, soit par transactions ou radiations du rôle, soit par déclaration d'incompétence des sénats, etc. ; 1 352 seulement ont amené des arrêts au fond. Sur ces 1 352, il y en a 815 confirmatifs et 542 qui ont infirmé le jugement de première instance. Ce sont 40 infirmations, sur 100 arrêts au fond, c'est 7% de plus que les infirmations prononcées en 1844 par nos cours royales, qui ont été en moyenne de 33%. Ainsi, à la différence de la commission supérieure de révision, qui admet beaucoup moins de pourvois que notre cour suprême, les sénats sardes réforment un peu plus d'arrêts que ne le font nos cours d'appel. Du reste, la fréquence des appels et leur succès attestent moins le mérite du tribunal supérieur que le vice du tribunal qui a jugé en première instance.

Jusqu'ici, et malgré bien des dissemblances, nous avons pu poursuivre la comparaison entre le compte rendu sarde et celui des tribunaux de France. Mais ici se rencontre, dans le rapport sur la justice

civile en Sardaigne, une lacune qui interrompt forcément cette comparaison ; le compte rendu sarde omet entièrement la mention de la durée plus ou moins grande de chaque procès jugé par les sénats ; nulle part, ni dans le texte, ni dans les tableaux, on ne trouve l'indication des procès qui ont été jugés, soit dans les trois mois, soit dans les six mois, soit dans l'année de leur inscription sur le rôle du tribunal d'appel, ainsi que cela est constaté dans le rapport sur la justice civile de France. On conçoit combien est grave une pareille omission qui rend impossible de juger, soit le principal vice, soit le principal mérite de la justice sarde, c'est-à-dire sa promptitude ou sa lenteur. Peut-être y a-t-il chez nous nécessité plus absolue qu'en Sardaigne de faire la constatation du délai dans lequel le procès est jugé, parce que le décret du 30 mars 1808 (art. 80) prescrit le jugement des affaires civiles dans les trois mois de leur inscription au rôle, et que tout retard excédant ce terme est une contravention à la loi qui doit être mentionné ; nous ignorons s'il existe dans la législation sarde aucune prescription aussi impérieuse sur ce sujet. Néanmoins il est aisé de comprendre que, même en l'absence d'une loi spéciale et précise à cet égard, la mention du délai dans lequel les procès sont jugés est une partie essentielle et capitale de tout compte rendu de la justice civile. Il ne faut pourtant pas trop s'étonner de cette lacune quand on songe que ce travail, dont nous rendons compte, est le premier de ce genre qu'ait fait le gouvernement piémontais. C'est, comme le dit lui-même l'auteur du rapport, un point de départ qui sera suivi, sans doute, de perfectionnements progressifs.

Après les sénats, cours d'appel du droit commun, viennent ensuite, dans l'ordre des juridictions, les tribunaux de judicature mage, qui sont, en Sardaigne, l'analogue de nos tribunaux de première instance : de même que nos tribunaux de première instance, ils connaissent en premier ressort d'un certain nombre d'affaires, et en jugent d'autres en dernier ressort sur appel des juges de mandements, que l'on peut comparer à nos juges de paix. On compte 40 tribunaux de judicature mage, 8 dans le ressort du sénat de Savoie, 12 dans celui du Piémont ; le ressort du sénat de Nice en renferme 3 ; celui de Gênes, 7 ; enfin le ressort du sénat de Casal en contient 10. Ces 40 tribunaux pour une population de 4 125 000 âmes sont, à une fraction près, dans la même proportion numérique que nos 361 tribunaux civils de première instance pour 34 230 000 habitants.

Ces 40 tribunaux ont été, en 1842, saisis de 70 498 affaires, les unes, au nombre de 32 746, survenues pendant l'année, le reste légué par l'arriéré. Le nombre total des affaires terminées, soit par juge-

ment ou transaction ou radiation du rôle, se montait à la fin de l'année à 28 718 ; en conséquence il en restait, au 1^{er} janvier 1843, 41 480 sur les rôles, ce qui donne un arriéré de 59%. Sur 26 917 jugements prononcés par ces tribunaux, 14 863 étaient définitifs et 12 154 interlocutoires.

Nous voyons qu'en France, en 1842, sur 175 000 affaires civiles, nos tribunaux de première instance en ont, dans l'année, jugé 128 000, c'est-à-dire 72% ; la proportion des jugements rendus par les tribunaux sardes avec les affaires à juger est seulement de 40%, ce qui accuse dans cette partie importante de la justice un arriéré grave. Nous sommes d'ailleurs ici placés dans la même impossibilité de vérifier le plus ou moins de promptitude avec laquelle ont été jugées les affaires qui ont obtenu la faveur d'un jugement : car ici, comme au chapitre des sénats, nous ne trouvons aucune indication de délai dans lequel les tribunaux de judicature mage ont prononcé.

Mais, en donnant la proportion des jugements définitifs et des interlocutoires, le rapport signale un autre vice de la justice sarde ; car il résulte des chiffres produits que les jugements définitifs ne sont plus nombreux que les interlocutoires que dans la proportion de 6 à 5 ; en d'autres termes, les jugements définitifs sont dans la proportion de 55% et les interlocutoires de 45%. En France, sur 128 000 jugements, il n'y en a que 32 772 d'interlocutoires, c'est-à-dire 25% ; c'est presque moitié moins qu'en Sardaigne. La multiplicité des jugements interlocutoires est un vice incontestable dans la justice dont le mérite est d'être prompt, et à l'expédition de laquelle s'opposent de nombreux avant-faire-droit.

Les tribunaux de judicature mage, ainsi que nous l'avons dit, ne rendent pas seulement en première instance des décisions susceptibles d'être portées en appel devant les sénats ; ils sont eux-mêmes aussi tribunaux d'appel et connaissent des sentences rendues par les juges de mandement lorsque celles-ci leur sont déferées. Ils ont en cette qualité prononcé 1 709 jugements, dont 1 446 au fond ; sur ces 1 446, 829 étaient confirmatifs et 817 annulaient la sentence des premiers juges ; en d'autres termes, ils infirmaient les décisions des juges de mandement dans la proportion de 43%.

Nous voyons dans le compte rendu de la justice civile de France que, sur 3 826 jugements prononcés par les tribunaux civils sur appel des juges de paix, 2 312, c'est-à-dire 60%, ont été confirmés, et 40% infirmés, ce qui est à 3% près la proportion des infirmations prononcées par les tribunaux de judicature mage jugeant sur appel des juges de mandement.

Les juges de mandement sont, dans la hiérarchie judiciaire sarde, l'analogue de nos juges de paix. Nous avons en France 2 847 juges

de paix pour 34 230 000 habitants ; en Sardaigne il y a 417 juges de mandement pour une population de 4 125 765. En France nous avons un juge de paix pour 12 020 habitants ; en Sardaigne, un juge de mandement pour 9 894 habitants, c'est-à-dire à peu près 1 pour 10 000, ce qui est presque la même proportion qu'en France.

Les juges de mandement du royaume de Sardaigne ont eu à juger pendant l'année 1842, 244 434 affaires dont 11 497 leur avaient été léguées par l'année précédente. Sur ces 244 434 affaires, 200 179 ont été terminées dans le courant de l'année :

64 165 par désistement ;

1 639 par jugements d'incompétence ;

64 130 par jugements contradictoires ou par défaut, définitifs ou interlocutoires ;

70 249 par conciliation.

On voit que les juges de mandement remplissent, comme nos juges de paix, l'office de conciliateurs ; ils ont ainsi concilié 70 249 causes, c'est-à-dire plus du quart de la totalité des affaires portées devant eux.

Ici nous ne pouvons établir aucune comparaison entre le chiffre des conciliations obtenues par les juges de mandement et celles qui sont en France l'œuvre de nos juges de paix. Chez nous, les juges de paix sont conciliateurs à deux titres principaux, l'un officieux et facultatif, l'autre légal et obligatoire. On sait que, d'après la loi du 25 mai 1838, aucune assignation ne peut être donnée par un huissier sans l'autorisation des juges de paix. Avant d'accorder cette autorisation, le juge de paix appelle presque toujours devant lui les parties à l'aide de billets d'avertissement délivrés sans frais, pour tâcher de les concilier en dehors de l'audience. En 1844, les convocations en conciliation ainsi adressées par les juges de paix de France ont été de 1 921 235, lesquels ont amené devant les juges de paix 884 209 affaires dont ils en ont arrangé 620 223, c'est-à-dire 73%, près des trois quarts.

Mais, outre les convocations qu'on peut appeler doublement facultatives, puisque le juge de paix est libre de ne pas les faire, et que les parties n'encourent aucune peine faute d'y obtempérer, il y a, d'après nos lois, les cas obligés de citation en conciliation devant le juge de paix, citation qui doit nécessairement précéder le procès, et sans laquelle l'instance ne serait pas régulièrement engagée. Le compte-rendu de notre justice civile en 1844 constate qu'il y a eu en France 66 916 citations en conciliation de cette nature. Dans 56 761, les parties ayant comparu, la conciliation a pu être tentée par les juges de paix qui ont amené des conciliations dans 27 112 (48%),

près de la moitié ; dans 29 649, ou 52%, leurs efforts ont été infructueux.

Ce n'est pas tout : outre ces conciliations, obtenues soit au moyen d'avertissements spontanés, soit par suite du préliminaire légal de conciliation, nous voyons que, sur 669 821 affaires portées à l'audience des juges de paix, 251 821 ont été arrangées à l'amiable à l'audience même, ce qui est encore une conciliation nouvelle.

Si l'on additionnait tous ces résultats de conciliations obtenues par les juges de paix de France à des titres divers, on verrait qu'ils ont concilié les parties dans 899 156 cas, c'est-à-dire qu'ils ont concilié près d'un tiers de plus de procès qu'ils n'en ont jugé.

Ce qui rend toute comparaison impossible entre les chiffres français et ceux du compte rendu piémontais, c'est qu'en donnant le chiffre de 70 249 affaires conciliées en Piémont sur 244 000 affaires, le rapport n'explique pas bien de quelle espèce de conciliation il entend parler. Si ce chiffre de 70 000 forme le chiffre total des conciliations obtenues soit avant, soit pendant l'instance, c'est un résultat bien faible, surtout mis en regard des 899 000 conciliations accomplies par nos juges de paix.

Des éléments plus sûrs nous sont offerts pour la comparaison de l'arriéré des travaux des juges de paix de France et des juges de mandement sardes.

En France, nos juges de paix, sur 679 437 affaires portées devant eux, en ont terminé 669 821, c'est-à-dire qu'après avoir concilié 73% des affaires venues sur avertissement, et 48% de celles venues sur citation légale, ils ont expédié 99% des affaires parvenues à l'état de procès ; ils n'en ont laissé en arrière qu'une sur 100.

En Piémont, sur 244 434 affaires, les juges de mandement en ont terminé dans l'année 200 255, laissant 44 255 affaires arriérées, soit 18%, c'est-à-dire un nombre 17 fois plus considérable que l'arriéré des justices de paix de France !

Nous avons dit que le rapport dont nous rendons compte se divisait en deux parties distinctes : la justice civile proprement dite, et la justice commerciale. Il nous reste à parler de celle-ci ; nous le ferons en peu de mots, comme le fait le rapport lui-même que nous analysons, et qui ne contient sur ce sujet que des documents incomplets.

En Piémont, la justice commerciale est rendue en première instance par les tribunaux spéciaux de commerce, et dans les villes où il n'y a pas de tribunaux spéciaux de commerce, par les tribunaux de judicature mage, par les juges de mandements et par les consulats.

Les tribunaux d'appel en matière commerciale sont au nombre de quatre seulement : les sénats de Gênes et de Savoie, les consulats de Turin et de Nice. Il paraît que, dans quelques cas, les tribunaux

de judicature mage ont aussi à juger des causes de cette nature sur appel des juges de mandement ; ce sont des exceptions rares, dont il convient de ne pas nous préoccuper.

Il résulte du compte rendu qu'en 1842, 171 appels de commerce ont été déferés aux quatre tribunaux supérieurs dont nous venons de parler.

Ici la statistique du rapport piémontais manque d'un élément important. Ce n'est pas seulement le nombre des appels interjetés qu'il est utile de connaître ; c'est surtout le nombre de ceux qui pouvaient l'être, c'est-à-dire le chiffre des jugements qui étaient susceptibles d'être attaqués par la voie de l'appel, mis en regard de ceux qui l'ont été réellement. En France, sur 27 194 jugements rendus en matière commerciale, et qui étaient susceptibles d'appels, il n'y a eu que 2 230 appels interjetés devant la juridiction supérieure, c'est-à-dire 8 seulement sur 100, moitié moins qu'en matière civile, ce qui est un signe de confiance des justiciables dans la juridiction commerciale. Quelle est, en Piémont, la proportion des jugements de commerce dont on peut appeler, et des appels interjetés ? Le rapport sarde ne le dit pas et ne présente aucun des chiffres desquels on pourrait l'induire.

Sur les 171 appels portés devant les sénats et les consulats, le rapport constate qu'il en a été expédié 113, dont 50, c'est-à-dire 44%, ont amené des arrêts infirmatifs.

En France, sur 2 330 affaires commerciales déferées en appel aux cours royales, celles-ci en ont infirmé seulement 541, c'est-à-dire 30% au lieu de 44% en Piémont.

Sur 171 affaires, les tribunaux d'appel sardes en ont laissé 58 en arriéré, c'est-à-dire 34%. En France, sur 3 316 appels, nos cours royales en ont expédié 2 272, et en ont laissé en arrière 1 044, c'est-à-dire 31% ; c'est un peu moins, mais presque autant d'arriéré qu'en Piémont.

En première instance, les tribunaux de commerce sardes avaient à juger, en 1842, 5 317 affaires ; ils en ont expédié 3 864, 73% ; environ les trois quarts du nombre total. 1 453, c'est-à-dire 27%, restaient à juger au 1^{er} janvier 1843.

En France, nous avons eu, en 1844, 186 437 affaires commerciales à juger en première instance, dont 179 758, c'est-à-dire 96% ont été expédiées dans l'année ; 4% seulement restaient en arrière, au lieu de 27% en Piémont.

Ce qui frappe le plus dans la comparaison des chiffres français et sardes relatifs à la justice commerciale, c'est la singulière disproportion du nombre des affaires de commerce dans les deux pays.

En France, sur une population de 34 230 000 habitants, nous avons 186 000 procès commerciaux, c'est-à-dire 1 procès pour 183 habitants, ou 5,5 procès sur 1 000. En Piémont, 5 317 procès commerciaux pour une population de 4 125 765 personnes, ne donne qu'une proportion de 1 affaire sur 738 individus, soit un peu plus de 1 sur 1 000, c'est-à-dire de 4 à 5 moins qu'en France.

En France, où il y a 175 000 procès civils, le nombre des procès commerciaux dépasse celui des procès civils de 11 230. En Piémont, où le nombre des procès civils est de 70 198, ce sont les procès civils qui sont le plus nombreux ; et, comme on le voit, dans une extraordinaire proportion ; car ils excèdent de 64 881 le nombre des affaires commerciales, c'est-à-dire qu'il y a en Piémont 13 fois plus de procès civils que de commerce, tandis qu'en France, le nombre des affaires commerciales, presque égal à celui des affaires civiles, ne cesse de l'être que pour les dépasser. Ce chiffre seul suffirait pour montrer l'immense différence du mouvement commercial qui existe en France et en Piémont.

Cette différence ne se voit pas seulement par la comparaison du nombre de procès dans les deux pays ; elle se manifeste encore non moins évidemment par les chiffres relatifs aux faillites. Le nombre régulièrement constaté de faillites en France a été, dans une seule année (1844), de 5 146, dont 2 109 liquidées, présentent un passif de 121 202 000 fr. En Piémont, il n'y a eu en 1842 que 57 faillites judiciairement établies. Ce nombre minime de faillites, comparé à celui de France, peut être invoqué sans doute comme un signe de supériorité morale du commerce piémontais ; mais ce qu'il prouve surtout, c'est qu'en Piémont il se fait beaucoup moins de commerce qu'en France. Il y a de certaines misères sociales qui sont presque des signes de la richesse publique. Telles sont les faillites : en général on ne hasarde et l'on ne perd des millions dans le commerce que là où l'on trouve la chance d'en gagner plus encore. Les pays où les faillites abondent ne sont pas toujours les plus riches ; mais ce sont certainement ceux où l'on s'enrichit le plus.

De ce que la constatation judiciaire d'un grand nombre de faillites est l'indice d'un grand mouvement commercial, il ne faudrait pas conclure que partout où l'on ne voit point de faillites ainsi constatées, il n'y a point de commerce. Nous savons qu'aux États-Unis, le peuple le plus commerçant du monde, c'est à peine si l'on tient note des faillites qui arrivent. Il y a deux cas où les faillites n'apparaissent point dans un pays, c'est lorsqu'il y a peu de commerce, comme en Piémont, et lorsqu'il y en a beaucoup, comme dans l'Amérique du nord ; ceci prouve encore une fois avec quelles précautions il faut faire parler la statistique.

Dans le cours de l'examen auquel nous nous livrons en ce moment, il nous a paru plus d'une fois que la comparaison établie entre la justice civile sarde et la nôtre était à l'avantage de la France, et nous avons aussi montré quelquefois en quoi le rapport piémontais présentait, dans sa forme et dans son texte des lacunes, que n'offre pas le compte-rendu de la justice française. Il ne serait ni juste ni sage de passer ici sous silence les côtés par lesquelles la justice civile en Piémont est peut-être supérieure à la nôtre, et les circonstances dans lesquelles le rapport sarde est plus complet que le compte-rendu français. Et d'abord, nous trouvons dans le rapport sur la justice civile en Piémont un document important qui ne se rencontre pas dans le rapport français, c'est la statistique des travaux des membres du ministère public établi auprès des tribunaux piémontais, en première instance et en appel, civils ou commerciaux ; car on sait qu'en Piémont le ministère public a ses organes auprès des juges de commerce comme auprès des juges civils.

Il est tout à la fois intéressant et utile de connaître, par cette statistique, le nombre des affaires qui, auprès de chaque tribunal, étaient de nature à être communiquées au ministère public ; celui des affaires dans lesquelles le ministère public avait donné ses conclusions ; le délai dans lequel ils avaient rempli ce devoir de leur office ; et enfin le nombre des jugements rendus conformément ou contrairement à leurs conclusions. Le ministère public forme auprès des tribunaux une partie intégrante de l'institution judiciaire ; la loi, dans certains cas, lui prescrit même, en matière civile, une intervention qui ne saurait être indifférente. Il importe de savoir, il est utile de constater comment, en général, ce devoir est rempli et quelle est son influence sur l'accomplissement de la justice. Ainsi, nous voyons au tableau de la justice civile rendue par les tribunaux de judicature mage, qu'au commencement de 1842, sur 70 198 affaires civiles, 7 397 ont été communiquées aux membres du ministère public. Sur ces 7 397 affaires, les parties en ont retiré 651 avant leur expédition ; il a été fourni 5 775 conclusions ; 2 058 sur procès, 3 717 sur requête. 5 165, environ 89% ont été suivies par les tribunaux, en tout ou en partie ; 303 ne l'ont pas été ; il restait par conséquent 307 conclusions sur lesquelles les juges n'avaient pas encore statué. Le nombre des affaires non expédiées par le ministère public était de 971, un peu plus du huitième de la totalité. On voit par ce qui précède que le ministère public a son arriéré d'affaires civiles comme les juges eux-mêmes. En Piémont cependant, comme chez nous, le rôle du ministère public est exclusivement de conclure. C'est là, il faut le reconnaître, l'un des inconvénients de la communication obligatoire au ministère public, et c'est ce qui rend si délicat l'établissement de

l'institution auprès des tribunaux de commerce dont la première condition, pour être salulaire, est de rendre une justice prompte. Quoi qu'il en soit, que les attributions du ministère public soient étendues ou restreintes, qu'il y ait lieu de critiquer ou de louer les travaux de ses membres, il nous semble que c'est une chose utile que de faire bien connaître sa part d'intervention dans l'exécution de la justice.

Mais le tableau de la justice civile en Piémont nous offre le spectacle d'une autre institution imitée du ministère public, dont elle est une heureuse extension, et que nous ne pouvons trouver établie et bienfaisante chez un peuple voisin sans l'envier pour notre propre pays. Nous voulons parler de l'avocat des pauvres, institué en Piémont auprès des principales juridictions civiles.

C'est assurément une belle et sainte institution que celle qui donne à tout indigent un défenseur légal et gratuit auprès de tous les tribunaux civils, et l'affranchit des frais énormes qui, partout, sont inhérents à la justice civile.

Quand on réfléchit à ce qu'il y a de nécessaire pour le pauvre dans une pareille institution, on est tout surpris de ne la point rencontrer dans les pays où la condition des pauvres est depuis des siècles l'objet de la sollicitude publique, et où il semble qu'on dépasse parfois les prescriptions mêmes de la charité.

N'est-ce pas un contraste choquant que chez les peuples les plus renommés pour leur civilisation avancée, à mesure que les lois civiles protègent mieux la propriété des citoyens en général, il y ait toute une classe de citoyens pour laquelle la justice, qui est la loi en action, devienne chaque jour plus inabordable ? Quel est en France le pauvre qui pût mener à bien un procès civil ? Quel est en Angleterre l'indigent qui put seulement l'entreprendre ? Étrange progrès qui perfectionne incessamment la protection pour les forts, et rend de plus en plus impossible l'appui que réclame le faible !

Dans tous les pays où quelque civilisation a pénétré, il a été reconnu qu'on doit un défenseur d'office à l'indigent qu'une accusation criminelle menace dans sa vie ou dans sa liberté, et l'on n'y donne pas au malheureux dont la misère fut l'effet d'une spoliation, le moyen d'obtenir justice. L'on ne voit pas que cet homme deviendra peut-être criminel envers ses semblables parce que ceux-ci n'auront pas d'abord été justes envers lui.

À voir les souffrances sociales auxquelles il est porté remède et celles, quelquefois plus grandes, qui ne reçoivent aucun adoucissement, il semble qu'une sorte de hasard inspire la bienfaisance publique et dirige tous ses actes ! Il est sans doute beau et humain de faire la charité au pauvre ; mais il faudrait d'abord pratiquer envers

lui la justice. C'est une faiblesse de notre nature qui nous porte à ne mesurer le mal d'autrui que sur son excès. Cependant ce qui donne à une misère sociale le vrai droit d'être secourue, ce n'est pas d'être extrême, c'est d'être injuste et imméritée. Il est meilleur aussi pour la dignité des hommes de ne point leur donner à titre de compassion : mieux vaut leur donner à titre de justice. Mais, en général, ceci ne fait pas le compte de nos passions. La justice nous est moins douce que la bienfaisance ; nous accordons à la compassion ce que nous refusons à l'équité, et nous aimons mieux pratiquer une vertu que remplir un devoir ; tant il est vrai que l'égoïsme se retrouve jusque dans le dévouement !

Voici comment, en Piémont, est organisée l'institution de l'avocat des pauvres, et comment elle a fonctionné durant l'année 1842.

Il y a un bureau d'avocat des pauvres auprès de tous les tribunaux de judicature mage, c'est-à-dire auprès des tribunaux civils de première instance et auprès des tribunaux d'appel, les sénats. Ce bureau est occupé dans les principaux tribunaux par un magistrat institué à cet effet, et dont la fonction unique et exclusive consiste à instruire et à plaider la cause des pauvres. Telle est l'institution auprès des tribunaux de Turin, Gênes, Chambéry, Nice, Casal, Coni, Alexandrie et Novarre ; telle elle est aussi auprès des sénats de Savoie, de Piémont, de Gênes, de Nice et de Casal. Dans quelques tribunaux, la défense des intérêts du pauvre ne pourrait pas être l'œuvre d'un seul avocat ; c'est pourquoi plusieurs sont institués pour remplir le même office, et leur réunion forme, auprès du tribunal auquel ils sont attachés, le bureau de l'avocat des pauvres ; c'est un véritable ministère public des pauvres, qui a son chef et ses substituts. L'un des tableaux du compte rendu piémontais nous donne le nombre exact des membres du bureau de l'avocat des pauvres auprès des sénats. Ils sont au nombre de 7 près du sénat de Savoie, 9 près du sénat de Piémont, 6 près de celui de Nice, et 5 auprès de chacun des sénats de Gênes et de Casal ; en tout, 32. Le ministère public, auprès de ces mêmes sénats, ne compte que 33 membres, c'est-à-dire 1 de plus seulement que les bureaux des avocats des pauvres ; ainsi la cause du pauvre y a autant d'organes que la société tout entière. Le rapport que nous analysons ne dit point quel est le nombre des avocats des pauvres auprès des tribunaux de judicature mage qui possèdent un bureau. Dans les tribunaux de moindre importance, il n'existe pas de titulaire investi en permanence de l'office d'avocat des pauvres ; mais la cause de ceux-ci n'y est cependant pas abandonnée ; elle est remise, selon le besoin des

circonstances, à des avocats du barreau désignés accidentellement par les juges mages.

Le bénéfice de plaider sans frais devant les tribunaux de première instance et d'appel ne saurait appartenir à quiconque voudrait s'en prévaloir ; pour y avoir droit, il faut la réunion de deux conditions : 1° il faut être indigent ; 2° il faut avoir une juste cause de plaider. La faveur réservée aux pauvres est demandée au président de chaque juridiction, qui l'accorde sur l'avis préalable de l'avocat des pauvres, dont le bon droit et l'état de pauvreté ont été légalement vérifiés.

Toute procédure intéressant les pauvres doit donc, dans ce système, être précédée d'un examen préalable.

En Piémont, pendant l'année 1842, 3 084 requêtes à fin d'admission ont été présentées aux juges mages. Sur ces 3 084 demandes communiquées à l'avocat des pauvres, celui-ci a donné 1 795 conclusions favorables, soit 58 sur 100 ; 628 de rejet, ou 20%, et 661 préparatoires, ou 22%. À la fin de l'année, l'examen préalable de toutes ces demandes avait eu lieu. Mais restait à juger le procès même dans tous les cas où, sur cet aperçu, la requête n'avait pas été repoussée.

Les tribunaux de judicature mage ont été, pendant l'année 1842, saisis de 4 638 affaires intéressant les pauvres, dont 2 738 arriérées et 1 900 affaires nouvelles. Sur ces 4 638 affaires, 1 445 ont été terminées à la fin de l'année, 460 par transactions, 985 par jugements définitifs ; 977 ont en outre été l'objet de jugements interlocutoires. Il restait par conséquent à expédier, à la fin de l'année 1842, 3 193 affaires concernant les pauvres, c'est-à-dire 68%. Sur les 985 jugements définitifs, 756, ou 76%, ont été en faveur des pauvres ; 229, ou 24% seulement, ont été contre eux. Sur 977 jugements interlocutoires, 777, ou 80%, leur ont été favorables ; 200 seulement, ou 20%, leur ont été contraires. Voilà donc 756 d'une part et 777 de l'autre, en tout 1 533 procès dans lesquels le bon droit du pauvre est reconnu par le bienfait d'une institution sans laquelle le pauvre n'eût point trouvé de justice. Ces 1 533 procès en voie d'être gagnés par les pauvres représentent peut-être 1 533 familles sauvées de la misère ; supposez la même institution en France, produisant les mêmes effets accrus dans la proportion de nos 34 230 000 habitants comparés aux 4 125 000 Piémontais, et nous aurions le chiffre de 12 721 procès gagnés ou sur le point d'être gagnés par des indigents passant peut-être ainsi de la misère à l'aisance.

Devant les sénats, cours d'appel du Piémont, le nombre des requêtes adressées pendant l'année 1842, à l'effet d'être admis au bénéfice des pauvres, a été de 903. Toutes ont subi dans l'année

l'examen préparatoire. 647, ou 72%, ont été expédiées sur conclusions d'admission, mais toutes n'ont pas été jugées si vite.

Le nombre total des affaires du bureau des pauvres dont les sénats étaient saisis en 1842 s'élevait à 876. 218 seulement, c'est-à-dire 25%, ont été terminées dans l'année : 62 par transactions, 20 par désistement, et 136 par arrêts définitifs ; il restait ainsi, à la fin de l'année, un arriéré de 75%.

Sur les 136 arrêts prononcés, 85, c'est-à-dire 62%, près des deux tiers, ont été entièrement favorables aux pauvres ; 27, ou 20%, ne l'ont été qu'en partie, et 24, ou 18%, leur ont été contraires.

Il faut ajouter qu'outre les 136 arrêts définitifs, il en a été rendu 91 interlocutoires, dont 38, soit 42%, entièrement favorables aux pauvres, 43 favorables en partie seulement, c'est-à-dire 47%, et 10 contraires, soit 11%. Le rapprochement des arrêts, tant définitifs qu'interlocutoires, rendus pour ou contre les pauvres, montre que, sur 100 arrêts, 54 sont entièrement en leur faveur, 31 ne le sont qu'en partie, et 15 seulement leur sont contraires. Il est impossible de constater de pareils résultats, qui attestent à un si haut degré le libéralisme de l'institution et la généreuse équité du juge, sans consigner en même temps l'admiration et la sympathie qu'ils inspirent.

Tout, dans le tableau qui vient d'être présenté, serait une source de satisfaction, si la statistique qui nous fait connaître les jugements et arrêts rendus au sujet des pauvres ne nous apprenait en même temps les retards considérables qu'éprouvent, soit en première instance, soit en appel, un très grand nombre d'affaires de cette nature. On voit, en effet, par les chiffres qui précèdent que l'arriéré des procès qui, devant les tribunaux de judicature mage, est en général, pour les affaires civiles, de 59%, s'élève à 68% devant les mêmes tribunaux pour les affaires du bureau des pauvres, et que cet arriéré, qui pour les procès civils en général devant les sénats est de 72%, s'accroît encore et s'élève au chiffre de 75% pour les affaires du bureau des pauvres. Lorsque l'on mesure toute l'étendue de cet immense et incroyable arriéré, lorsque l'on songe que la première condition de toute justice, pour être bonne, c'est d'être prompte, et que l'on considère que, pour le pauvre qui ne saurait attendre, cette promptitude du jugement, c'est la justice même, on est obligé de reconnaître une de ces deux choses, ou qu'il y a dans une institution, d'ailleurs admirable, un mode défectueux d'exécution, ou que cette institution d'un ordre supérieur est confiée à des agents qui ne sont pas à son niveau. La cause des pauvres devrait être expédiée plus vite que toutes les autres, par deux raisons indépendantes même du privilège de l'indigence :

1° Parce que l'examen préalable dont elles sont l'objet de la part d'un arbitre impartial élève en leur faveur un préjudice de bon droit qui provoque la justice ;

2° Parce que, les frais du procès étant à la charge de la société, il faut au moins que ces frais ne soient pas perdus, et ils courent toujours risque de l'être lorsque la justice a été tardive, et que le justiciable était pauvre.

Quoi qu'il en soit, et quelles que puissent être les imperfections d'exécution, le bureau des pauvres, établi près des tribunaux du Piémont, n'en est pas moins une institution excellente. Elle est du nombre de celles qu'on est heureux de rencontrer parmi les peuples, et dont notre siècle semble destiné à voir le développement.

Ces institutions, qui s'attaquent à toutes les grandes injustices sociales, sont les véritables institutions de notre époque. Elles naissent tous les jours dans tous les climats, sous tous les gouvernements, républicains ou monarchiques, absolus ou constitutionnels ; elles germent partout où elles ne sont pas encore nées ; elles sont en possession du monde, ou plutôt l'humanité est en possession d'elles ; toutes les sociétés quelles qu'elles soient, sont en travail de les produire.

Au lieu de chercher le remède des misères sociales dans des théories très effrayantes et très vagues, beaucoup de novateurs, aussi impuissants que bien intentionnés, feraient beaucoup mieux d'étudier ce qui existe chez tous les peuples, en cherchant ce qui déjà pourrait leur être emprunté de salutaire. Il n'y a peut-être pas de pays, si arriéré qu'on le suppose, dans lequel on ne rencontrât quelque institution utile aux classes laborieuses, fonctionnant bien, inconnue ailleurs, et d'où l'on pût en rapporter le modèle, non seulement fondé sur un principe abstrait, mais sur des observations pratiques, qui, pour le succès de toute institution, sont l'institution même. Voyez le Piémont : outre l'avocat des pauvres, établi près ses tribunaux, ne vous offre-t-il pas encore l'institution, non moins belle, du médecin des pauvres, établi dans presque toutes les communes de ce royaume ?

C'est une très vieille opinion que dans toute société il existe une certaine somme de misère extrême, juste ou injuste, méritée ou imméritée, qu'il n'est au pouvoir de personne de détruire, et contre laquelle toute institution publique est impuissante. Dans un tel système, à quoi bon combattre le mal ? on le déplace, mais on ne le détruit pas. Il n'est pas dans ce monde de préjugé plus triste et plus faux. Ce préjugé, Dieu merci ! tombe chaque jour devant l'évidence des faits ; chaque jour on reconnaît qu'il n'existe pas de grande

misère sociale dont quelque sage institution ne puisse offrir le remède.

Si, il y a un siècle et demi, on eût annoncé qu'un jour viendrait où la population tout entière serait arrachée à la grossière ignorance, et recevrait au moins le bienfait de l'instruction élémentaire, on eût traité d'utopie généreuse une pareille prophétie qui, dans ce moment même, s'accomplit sous nos yeux.

Si, il y a seulement un demi-siècle, on eût prédit qu'une institution communale s'établirait, au moyen de laquelle l'enfant de l'ouvrier trouverait presque gratuitement, pendant le jour, un abri salubre, des soins éclairés, des éléments d'instruction et d'éducation, et serait ainsi préservé de tous les périls de l'abandon et de tous les vices d'une enfance oisive, pendant que ses parents se livreraient au travail nécessaire à la vie de la famille entière, on eût encore vu là le rêve d'une philanthropie pleine d'illusions, et l'on eût traité de chimérique l'établissement de ces salles d'asiles qui prospèrent aujourd'hui sous nos yeux, et sont destinées, partout où elles existent, à tarir l'une des sources les plus abondantes de la misère des classes laborieuses.

Et si, il y a seulement vingt ans, alors que les salles d'asile ont paru sur la scène, quelqu'un eût annoncé que cette institution bienfaisante, établie pour les enfants sevrés et non adultes, serait un jour étendue aux enfants nouveau-nés, aux enfants à la mamelle ; que chacun de ces enfants trouverait dans la maison commune un berceau et une nourrice, sans que le lien de la famille, laissé et repris deux fois chaque jour, fût un seul instant rompu ni relâché, on eût bien certainement déclaré immoral et chimérique l'établissement des crèches que nous voyons déjà fonctionner, au grand bienfait matériel et moral de la population ouvrière.

Bien d'autres institutions du même genre s'élèveront parmi les peuples, précédées des mêmes incrédulités ; il s'en établira beaucoup d'autres, parce qu'il y a encore à combattre beaucoup de misères sociales, qui sont aussi grandes et aussi injustes que celles auxquelles on a déjà appliqué un remède efficace. Les institutions de cette nature doivent prendre l'homme à son berceau, et, le suivant à travers toutes les phases de sa vie, l'accompagner jusqu'à la tombe. Que ceux qui doutent de l'avenir réfléchissent à ce qu'ont déjà d'efficace des institutions crues longtemps impossibles, et à toutes celles qui sont encore à fonder, et ils comprendront toute l'étendue du bien qui sera accompli, quand on aura ainsi tari les grands courants auxquels s'alimente la misère des classes laborieuses. C'est une opinion fautive et injurieuse à l'humanité, que de croire qu'il y a sur cette terre toute une classe d'êtres fatalement destinés, par les institutions mêmes, à

être malheureux. Il existe des hommes qui, quoi qu'on fasse, seront malheureux par leurs vices ; nul ne doit l'être par le vice des institutions, qui ne sont justes que si chacun a le pouvoir d'être heureux sous leur empire. Sans doute, quelles que soient les lois, il y aura toujours des misères, mais même dans les conditions d'une inévitable inégalité, il y a une somme de bien-être à laquelle tous doivent pouvoir atteindre, et de certaines misères dont tous doivent pouvoir s'affranchir.

Ce sont là des vérités élémentaires, et cependant ce sont des vérités auxquelles on ne croit que lorsqu'elles se traduisent en faits. Assurément, rien n'est plus naturel que l'institution d'une justice civile gratuite pour le pauvre. Cependant en France, où elle n'existe pas, nous croyons possible de l'établir, bien moins parce que c'est une chose juste que parce que nous la voyons fonctionner en Piémont. Maintenant, si en Piémont on voulait établir l'institution des conseils de prud'hommes, qui chez nous sont la justice gratuite de l'ouvrier, mieux vaudrait peut-être, pour le succès de l'entreprise, invoquer l'exemple de la France que la sagesse de l'institution. Les peuples peuvent ainsi, dans cette voie, se donner les uns aux autres de salutaires enseignements, plus puissants que la logique, d'ailleurs très utile, des philosophes. La plus grande science des sages, c'est peut-être de savoir prendre la sagesse partout où elle se montre sous une forme pratique. Rarement ils parviennent à l'inventer en la prenant toute dans leur cerveau. La France à laquelle tous les peuples de l'Europe doivent tant de progrès, à laquelle le Piémont a tant emprunté, notamment pour sa législation civile, peut, comme nous venons de le voir, faire aussi plus d'un emprunt utile à la législation sarde. C'est seulement en se faisant mutuellement de pareils emprunts, que les peuples pourront avancer rapidement dans la voie de ces améliorations sociales qui caractérisent et honorent le temps où nous vivons. Des moyens de communication chaque jour plus faciles rendent désormais inévitables ces emprunts réciproques. Les peuples sont comme les individus, ils n'ont besoin que de se voir pour s'imiter.

À la suite de la lecture du mémoire de M. de Beaumont, M. CHARLES LUCAS présente quelques observations. Il s'applaudit de voir les États les plus éclairés de l'Europe imiter successivement les beaux travaux statistiques publiés en France sur l'administration de la justice criminelle, civile et commerciale, et il pense qu'assurément lorsque ces divers travaux auront acquis les perfectionnements qu'ils ne sauraient avoir à leur début, ils pourront sur certains points et à certaines conditions, servir à l'étude des résultats comparés que la

science a intérêt à rechercher et à recueillir. Mais il pense qu'en raison des profondes différences qui existent généralement entre les institutions civiles, administratives et politiques d'un pays et les institutions d'un autre pays, il faut agir à cet égard avec beaucoup de sobriété, et que la principale valeur de ces divers documents consiste surtout à faire connaître et apprécier l'administration de la justice civile, commerciale et criminelle du pays qui en publie les comptes rendus. C'est donc au point de vue local et spécial de chaque pays qu'il faut surtout en envisager et faire ressortir la principale utilité.

M. Lucas étend même cette observation à l'administration de la justice criminelle, sur laquelle le gouvernement sarde n'a encore publié aucun compte rendu, lacune qu'assurément l'esprit progressif et éclairé de ce gouvernement saura bientôt remplir. Il semblerait au premier abord qu'en matière de justice criminelle les comptes rendus doivent facilement servir à des résultats comparés propres à établir la moralité relative des divers pays, prise au point de vue du mouvement de la criminalité. Il n'y a rien pourtant de plus difficile et de plus délicat que d'aspirer à une pareille conclusion. Sans sortir de l'Italie, qu'on prenne par exemple le royaume de Naples, qui publie depuis plusieurs années des comptes rendus de la justice criminelle ; ce royaume est incontestablement le pays de l'Italie où les institutions de la justice civile et criminelle ont le plus d'analogie avec les institutions françaises. Eh bien, en comparant les comptes rendus de la justice criminelle dans les royaumes de Naples et de France, on arriverait, sur plusieurs points, à un chiffre proportionnellement plus élevé de criminalité en France, et on serait conduit ainsi à en tirer les conséquences les plus fausses, parce que ce résultat tient uniquement à la vigilance plus active qu'apporte l'administration en France dans la recherche et la poursuite des délits et des crimes. Pour apprécier sainement la situation morale de deux pays, toujours au point de vue du mouvement de la criminalité, il faudrait un premier chapitre qui ne se rencontre pas dans ces comptes rendus, celui de tous les délits et les crimes qui ont *été commis*, tandis qu'on ne donne que l'indication de ceux dont les auteurs *ont été reconnus* et jugés, soit contradictoirement, soit par contumace. Il suit de là que le pays dont le gouvernement est le plus habile à saisir et atteindre les malfaiteurs, est exposé à présenter les plus gros chiffres dans les comptes rendus de l'administration de la justice criminelle.

Pour en revenir au compte rendu de la justice civile et commerciale dans le royaume de Sardaigne, M. Lucas craint que les nombreux rapprochements établis par le mémoire de M. de Beaumont, entre la situation de la France et de la Sardaigne, ne fassent trop ressortir les similitudes, et pas assez les profondes différences

que présentent l'organisation et la distribution de la justice dans ces deux pays. Ces différences sont telles, qu'elles rendent très difficile l'étude et l'appréciation surtout des résultats comparés, et lorsque M. de Beaumont, par exemple, a dit que la cour de cassation du royaume sarde avait prononcé plus de rejets, et s'était montrée plus sobre de cassation que celle de France, il constatait un résultat qui tient à des circonstances particulières et à des différences qui repoussent, à cet égard, tout rapprochement sérieux entre les deux pays.

Quant à la justice commerciale, M. de Beaumont a eu raison de dire qu'on devait naturellement s'attendre à trouver en France un chiffre de faillite proportionnellement plus élevé que dans le royaume sarde, mais on ne saurait admettre l'exemple des États-Unis au nombre de ceux qu'on puisse citer, pour expliquer, dans une limite juste et raisonnée, le mouvement des faillites par l'extension même du mouvement commercial. Les Américains ont un esprit aventureux qui amène fréquemment les plus désastreuses conséquences. La loi ne les oblige pas même à faire inventaire. En France, on peut contrôler la gestion des commerçants. En Amérique, il y a sous ce rapport une prime continue d'encouragement au désordre des affaires commerciales. La faillite est la lèpre du commerce américain.

M. Ch. Lucas termine en s'occupant de l'institution de l'avocat des pauvres ; il s'associe aux éloges qui lui ont été donnés par M. de Beaumont, mais toutefois il ne faudrait importer cette institution en France que sous bénéfice d'inventaire. Les meilleures institutions ont leurs abus : l'institution de l'avocat des pauvres a eu les siens. Sans doute on ne saurait aspirer à la rendre parfaite ; mais au moins faudrait-il s'attacher à en écarter les imperfections que la prudence permet de prévoir et de prévenir. Le défaut de cette institution en Sardaigne, c'est que l'avocat des pauvres, qui tient à la fois du gouvernement sa nomination et son traitement, n'a plus l'indépendance de sa noble profession. En laissant le traitement à la charge de l'État, il faudrait que le titre d'avocat des pauvres fût une fonction conférée chaque année par l'élection du barreau, aux plus dignes qui ambitionneraient successivement l'honneur de la remplir. On concilierait ainsi l'intérêt de la libre défense du pauvre avec celui de l'indépendance de l'avocat.

M. GUSTAVE DE BEAUMONT combat les différentes observations présentées par M. Charles Lucas. En énonçant des faits, il ne perd pas de vue les différences qui existent entre les institutions des deux pays, du Piémont et de la France. Pour ce qui concerne l'institution de l'avocat des pauvres, M. Gustave de Beaumont pense

que si le gouvernement français l'adoptait, ce ne serait qu'après un examen sérieux et avec les modifications propres à mettre cette sage institution en harmonie avec nos mœurs et nos lois.

M. COUSIN, répondant aux observations présentées par M. Charles Lucas au sujet de l'institution du bureau des pauvres, dit qu'il ignore s'il y a eu des faits fâcheux, et si M. Lucas a des renseignements particuliers à cet égard ; mais il déclare que, pour lui, en voyageant en Piémont, il a toujours vu fonctionner admirablement cette populaire institution. Nulle part M. Cousin n'en a entendu faire la critique ; cette législation est au contraire un sujet d'orgueil pour les Piémontais.

En général, M. Cousin pense que les divers États de l'Europe ont des ressemblances assez profondes pour que des statistiques comparées, faites d'après les principes de la critique, puissent être fort utiles. « Je crois, dit M. Cousin, à une future unité politique de l'Europe, et cette unité politique de l'Europe sera fondée sur l'unité morale qui partout se fait sentir. Les États différents de l'Europe sont des membres d'une même famille qui peuvent se faire d'utiles emprunts. Ainsi, pour l'instruction primaire, quels progrès aurions-nous accomplis, si on s'était arrêté devant cette considération, que les institutions diffèrent ; il faut à la fois prendre garde aux différences et s'appuyer sur les ressemblances. Je citerai pour exemple l'Allemagne, la Hollande, l'Écosse ; ces pays diffèrent de la France ; mais quand il s'agit de méthodes pour écrire, lire et compter, elles sont applicables partout. Sans doute, il ne faut pas importer brusquement, mais il faut faire connaître ce qu'il y a intérêt à faire connaître et imiter ce qui peut être imité. Il faut demander aux statistiques d'être exactes, si cela se peut. Pour l'instruction primaire en Hollande et en Prusse, il y a des moyens certains de vérification ; je m'y suis fié. J'approuve M. Charles Lucas quant à la nécessité de la circonspection et de la prudence ; mais il ne faut pas dire que les statistiques comparées soient inutiles. M. Charles Lucas lui-même n'a-t-il pas fait connaître avec avantage et profit les statistiques des prisons de tous les pays ? Son exemple doit donc encourager, et non sa critique intimider. Pour ce qui est relatif au bureau de l'avocat des pauvres, je répète que je ne puis qu'approuver cette institution, et je fais des vœux pour que la question soit l'objet d'études spéciales de la part de notre gouvernement, et qu'une commission soit chargée de rechercher les moyens de la faire entrer dans notre organisation civile et judiciaire. Il faut donner cette marque d'intérêt aux classes inférieures, au peuple, qu'il importe d'aider et de relever. Mais j'entends, dit M. Cousin, que les fonctions de l'avocat des pauvres ne soient

pas une charge privée, confiée à tel ou tel membre du barreau ; non, je veux que, comme en Piémont, ce soit une charge publique, un ministère public ; à ce titre seul, il honore la société tout entière ; il est une institution patriotique, noble, sérieuse, efficace. »

OPINION DE GUSTAVE DE BEAUMONT
SUR LA DÉFENSE DES INDIGENTS
DANS LES PROCÈS CIVILS ET CRIMINELS

[*Séances et travaux*, etc., vol. 12, 1847.]

M. DE BEAUMONT déclare qu'il se bornera à exprimer un doute. Les raisons développées par MM. Vivien et Dupin ne lui démontrent pas qu'il soit mauvais de confier à la magistrature le soin de défendre les intérêts des pauvres. Ce n'est pas qu'il soit porté à étendre la charité légale et à constituer une classe de pauvres ; mais le vrai principe est, lorsqu'un cas d'indigence se présente, d'y porter un secours transitoire comme le mal lui-même qu'il s'agit de guérir. Il faut le dire : en France, la justice civile n'est qu'un vain mot pour le pauvre, et il est permis de s'en affliger, quand on voit cette justice établie pour le pauvre lui-même dans un pays voisin.

Sans doute le mode suivant lequel cette justice doit être instituée est une question difficile. Peut-être y aurait-il des inconvénients à établir des magistrats spéciaux. Cela est possible ; mais pourquoi ne pas s'adresser au ministère public et lui confier la défense des pauvres, en ayant soin d'approprier son personnel à ces nouvelles fonctions, et aussi en exigeant des justifications rigoureuses de tous ceux qui invoqueraient leur qualité d'indigent pour user du bénéfice de l'institution ? M. de Beaumont voit deux opinions en présence au sein de l'Académie : l'une d'après laquelle il suffirait d'ajouter quelques nouveaux cas de faveur à la législation actuelle relative aux indigents ; l'autre suivant laquelle il conviendrait de remettre les intérêts des pauvres à des défenseurs officiels, à des magistrats spéciaux ou au ministère public. C'est à cette dernière opinion qu'il se range, en ajoutant que, s'il y a un dommage quelconque dans l'innovation proposée, il pèsera seulement sur le Trésor public, et que ce dommage matériel sera de peu d'importance, si on le compare aux bienfaits qui résulteront d'une institution que réclame impérieusement la justice sociale.

RAPPORT VERBAL SUR LE BULLETIN OFFICIEL
DES LOIS DE L'EMPIRE D'AUTRICHE

[Séances et travaux, etc., t. 17, 1850.]

M. Gustave de Beaumont, en déposant sur le bureau de l'Académie quelques numéros-spécimens du *Bulletin officiel des lois de l'empire d'Autriche*, a prononcé les paroles qui suivent :

Je demande à l'Académie la permission de déposer sur son bureau quelques numéros-spécimens d'une publication officielle très remarquable qui dans ce moment s'exécute en Autriche, et qui peut, sous quelques rapports, intéresser la science politique.

Je veux parler du *Bulletin officiel des lois de l'empire autrichien* (*allgemeine Reichs-Gesetz und Regierungs blatt*) dont la promulgation se fait en dix langues différentes. Ces langues sont :

- 1°. L'allemand,
- 2°. L'italien,
- 3°. Le hongrois,
- 4°. Le bohême (morave et slovaque),
- 5°. Le polonais,
- 6°. Le ruthénien,
- 7°. Le slovène,
- 8°. Le serbe illyrien (en lettres serbes),
- 9°. Le serbe illyrien (croate) en lettres latines,
- 10° Le roumain (moldave et valaque).

Je remets les dix cahiers séparés, contenant chacun un texte traduit dans l'une de ces langues.

La pensée qui a donné naissance à ce Bulletin officiel de toutes les lois de l'empire autrichien est simple, naturelle ; et au premier abord on s'étonne que cette pensée ne se soit pas plus tôt réalisée.

Tout le monde sait que l'empire d'Autriche est un composé artificiel de nationalités diverses et de peuples très différents dont chacun a non seulement conservé ses mœurs, mais encore a retenu sa langue propre. L'intérêt commun ou la conquête les ont plutôt réunis qu'assimilés. Le plus grand nombre, cependant, est soumis et ne demande qu'à obéir aux lois de l'empire. Mais la première condition pour observer la loi, c'est de la connaître ; or, comment cette loi sera-t-elle connue de ceux auxquels elle s'adresse, si elle leur est transmise dans une langue qu'ils ignorent ? D'un autre côté, comment rédiger un texte de loi spécial pour chaque peuple parlant un dialecte différent ? Cette variété de versions est-elle possible ? et, après tout, ne convient-il pas que tous les sujets d'un même empire, quels que soient leur origine et leur langage, reçoivent la loi dans

une langue unique qui naturellement doit être celle du législateur lui-même ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui et seulement en Autriche que l'on voit soumis à l'empire d'une loi unique et uniforme des peuples parlant des langues diverses ; mais d'ordinaire, quelle que soit la variété des idiomes que parlent ces populations différentes, la loi est donnée à toutes dans une seule et même langue, que toutes sont réputées comprendre et dont la pratique commune est considérée comme un élément d'assimilation et de fusion. En édictant des lois pour l'empire britannique, le parlement anglais ne les a jamais fait traduire ni pour le pays de Galles ni pour l'Irlande ; et la loi de France a toujours été envoyée en français aux Celtes de Bretagne, aux Allemands de l'Alsace, aux montagnards de l'Auvergne et du pays basque. Dans ces pays, l'unité de langue législative a abouti à l'unité de langue nationale, à l'uniformité de mœurs et de gouvernement. Mais la fusion, l'homogénéité ont-elles été produites ou retardées par l'unité de langue législative ? et le gouvernement central n'eut-il pas mieux fait accepter sa pensée et sa volonté en l'adressant à chaque peuple dans son idiome particulier ?

Quoi qu'il en soit, l'empire autrichien a, pour transmettre la loi aux diverses nations dont il se compose, adopté un procédé tout différent de celui que, dans des circonstances analogues, la Grande-Bretagne et la France ont pratiqué.

En même temps qu'une loi uniforme est décrétée, il est envoyé à chaque territoire possédant sa langue propre un texte analogue à la langue parlée sur ce territoire. Notez qu'en principe, ce texte n'est pas une *traduction*. Chacun des différents textes est censé être un original. À la vérité, la loi étant dans certains cas la même pour tous, il faut bien qu'il y ait un premier texte dans une certaine langue, dont tous les autres textes ne sont que des versions ; et ce premier texte est naturellement allemand. Mais le principe légal proteste contre ce fait. Ce principe est, je le répète, que chaque version est elle-même et vaut comme texte original. Ainsi la version italienne ou bohême de la constitution du 4 mars 1849, qui régit également toutes les parties de l'empire, est un texte original aussi bien que le texte allemand destiné aux territoires de l'ancien archiduché d'Autriche.

Cette question de savoir si chaque texte est un original ou une traduction semble au premier abord une assez futile question de forme. Il est aisé cependant d'apercevoir que sous cette question de forme se cache un grand principe.

Un des plus graves sujets de querelle qui divisent l'empire d'Autriche, c'est, sans contredit, la question de prédominance des diverses nationalités, et la prétention de chacune d'elles à demeurer

distincte et indépendante des autres. Toutes, ou du moins le plus grand nombre, veulent bien être sujettes de l'Empire, mais nulle ne veut être sujette d'une autre. Les Dalmates, les Croates, les Serbes, les Illyriens, les Lombards et les Vénitiens, alors même qu'ils consentent à dépendre du gouvernement central qui siège à Vienne, ne voudraient à aucun prix se reconnaître Allemands ; et ce qui dans le passé n'était qu'un sentiment et une passion nationale est devenu un droit depuis que la constitution du 4 mars a proclamé comme principe fondamental et constitutionnel le respect dû à chacune des nationalités dont l'empire se compose, et reconnu à chacune d'elles le droit de conserver comme langue officielle sa langue propre.

On comprend que, ce principe une fois posé et reconnu, chaque nation dépendante de l'empire soit en droit de recevoir dans sa langue particulière le texte de la loi générale ; et comme nulle ne reconnaît à une autre ni la suprématie, ni la priorité, pour aucune, ce texte n'est une traduction, pour chacune il est l'original de la loi. Et ce principe n'est pas un vain mot : la conséquence légale et pratique, c'est que ce texte spécial adressé à chaque contrée dans sa langue propre peut seul servir de base aux débats et à l'interprétation des tribunaux.

Voilà le principe dont chacun comprend les conséquences politiques, constitutionnelles et judiciaires. Maintenant on conçoit qu'en dépit de ce principe qui établit la parfaite égalité des textes, il y ait cependant, par la force des choses, un texte sinon supérieur, du moins antérieur à tous les autres. Il faut bien, en effet, quoi que l'on fasse et de quelque manière que l'on s'y prenne que l'un d'eux les précède tous ; il faut bien que le législateur pense d'abord dans une langue quelconque ; et alors même qu'il serait doué de la faculté de penser à la fois en plusieurs, il y aurait cependant une langue, quelle qu'elle fût, dans les mots de laquelle se formulerait d'abord sa pensée, soit verbalement, soit par écrit. En fait, la loi de l'empire autrichien est et a toujours été conçue et libellée en langue allemande, et ceci n'a pas cessé en 1848, époque à laquelle les lois ont été faites par des représentants de toutes les nationalités de l'Empire.

Ici la puissance du fait domine tous les principes. Et par cela même qu'il est impossible d'éviter que, faisant une loi générale et uniforme pour tous, il faille d'abord l'écrire dans une certaine langue, il est également de toute nécessité qu'en fait, sinon en principe, le premier thème rendu dans cette langue serve d'original, et soit le texte dont tous les autres seront seulement la version aussi fidèle que possible.

Il y a plus : comme, malgré les plus grands efforts et les soins les plus minutieux, il est extrêmement difficile, surtout avec une aussi

grande variété de textes divers, de produire des versions toutes parfaitement exactes, on comprend l'intérêt qu'il y a, tout en envoyant à chaque nation le *texte réputé original* qui la concerne, d'accompagner ce texte du texte allemand, qui, en principe, n'est original que pour les pays allemands, mais dont, en fait, tous les autres textes ne sont que des traductions. C'est aussi la pratique qui a été adoptée par le gouvernement autrichien, et ceci vous explique pourquoi en regard de chaque texte particulier se trouve le texte allemand.

Il est clair qu'aux yeux d'un grand nombre, ce texte allemand, mis en regard de chaque texte spécial, signifie une certaine prétention de l'allemand d'être la langue nationale et officielle de l'empire d'Autriche, et l'arrière-pensée que conserve en Autriche la population allemande de devenir à la longue la nation prédominante. Cette espérance, qui, pour d'autres, est une menace, n'a rien qui puisse surprendre ceux qui se rendent compte des développements singuliers que prend l'élément allemand, répandu dans toutes les parties de la monarchie autrichienne, et dont on se fera une juste idée, si l'on veut jeter un coup d'œil sur la grande carte ethnographique que je remets en ce moment à l'Académie et que je la prie d'accepter. Cette carte m'a été donnée par l'un des hommes d'État les plus éminents de l'Autriche, M. Bach, ministre de l'intérieur de l'Empire, dont je suis sûr qu'en vous offrant cet hommage, je remplis parfaitement les intentions.

Il est certain qu'en même temps que la reproduction de la loi en chaque langue dans une version réputée texte original est un hommage rendu à chaque nationalité ; d'un autre côté, l'envoi fait à toutes du texte allemand en regard constitue pour la langue allemande une sorte de privilège ; et, quelle que soit la fiction d'égalité constitutionnelle, elle joue le rôle de la langue nationale, dont toutes les autres ne sont que des versions.

Ajoutez ceci, que l'envoi de ce texte allemand, mis en regard de chaque texte spécial, est peut-être l'instrument de propagation le plus puissant en même temps que le plus inoffensif de la langue qui, jusqu'à présent, a été la langue officielle, qui continue à être celle que l'on parle généralement dans la capitale de l'Empire, et sans la diffusion de laquelle l'existence d'un parlement national et central en Autriche serait impossible.

En somme, le *Moniteur universel* d'Autriche, avec ses dix versions différentes, a ce double sens :

Respect aux principes de toutes les nationalités, qui, toutes, ont le droit de connaître la loi de l'Empire et de la recevoir chacune dans sa langue propre, parce qu'aucune d'entre elles n'est ni dominante ni supérieure ;

Et, en même temps, hommage rendu à cet autre principe de la constitution impériale, celui de l'unité politique de l'Empire, qui rend nécessaire l'existence d'une langue centrale, c'est-à-dire d'un langage commun aux représentants de ses diverses parties.

Du reste, si l'idée qui a amené cette application est naturelle et simple, rien peut-être n'était plus compliqué et plus difficile que son exécution. Il fallait :

1° Des rédacteurs sachant, non seulement l'allemand, mais encore toutes les langues reproduites dans le bulletin ;

2°. Des caractères d'imprimerie propres à reproduire les différents dialectes ;

3°. Des compositeurs-imprimeurs capables de mettre en usage les caractères.

Pour vaincre ces difficultés, il n'a fallu rien moins que la volonté ferme de l'homme d'État qui avait conçu l'entreprise, et la variété des ressources qu'offrait en types divers d'impression l'imprimerie nationale de Vienne, l'un des plus beaux et des plus riches établissements de ce genre qui soient dans le monde.

Je demande pardon à l'Académie si je l'ai entretenue d'un simple détail de l'administration d'un grand gouvernement qui s'avance sagement, mais résolument, dans la voie des réformes, et dont les actes pourraient présenter de bien plus graves sujets de méditation.

Mais ces sujets plus considérables d'étude pourraient nous jeter hors du cadre tracé par la nature purement scientifique de nos délibérations. D'ailleurs, il m'a paru que la question même, ainsi restreinte, avait encore, sinon de la grandeur, du moins de l'importance, puisqu'il s'agit de l'un des moyens théoriques à l'aide desquels la loi peut être portée à la connaissance de tous, c'est-à-dire de l'une des conditions essentielles auxquelles on peut, dans un gouvernement libre, assurer le respect et l'observation des lois.

M. Barthélemy Saint-Hilaire, président de l'Académie, a remercié M. G. de Beaumont de sa communication et des objets adressés à l'Académie ; il a ajouté que la carte ethnographique de l'empire d'Autriche serait placée dans la bibliothèque de l'Institut.

RAPPORT SUR L'OUVRAGE DE M. G. CORNWALL LEWIS,
INTITULÉ : « ESSAY ON THE INFLUENCE OF AUTHORITY
IN MATTERS OF OPINION »

[*Séances et travaux*, etc., t. 23, 1853.

— Repris dans le *Journal des économistes*, 15 janvier 1853.]

J'ai l'honneur de remettre à l'Académie, de la part de son auteur M. Georges Cornwall Lewis, un volume intitulé, *Essay on the influence of authority in matters of opinion*¹. M. Lewis était surtout connu jusqu'à ce jour en Angleterre par des ouvrages purement politiques. Parmi ces ouvrages un travail remarquable sur l'île de Malte, un livre sur les perturbations de l'Irlande², un traité sur le gouvernement des colonies³, avaient déjà classé M. G. Lewis parmi les publicistes distingués de l'Angleterre. Ce nouveau livre, dont l'apparition remonte à 1849, a non seulement ajouté beaucoup à la réputation de M. Lewis dans son pays, mais l'y a fait voir sous un autre aspect. Les publications de M. Lewis dénotaient surtout l'homme pratique ; et quoique toutes ses œuvres portassent le cachet du penseur, du philosophe et du savant (M. Lewis est l'un des premiers, si ce n'est le premier helléniste de l'Angleterre), c'était cependant la solution pratique des questions qui semblait attirer l'effort principal de son intelligence⁴. Aujourd'hui, si, dans son nouvel ouvrage, l'homme d'État ne disparaît pas, on peut dire que c'est le philosophe et le moraliste qui dominant. On aurait cru qu'à mesure qu'il avancerait dans la vie politique, M. Lewis s'éloignerait davantage des spéculations abstraites : c'est le contraire qui est arrivé. Depuis peu d'années, M. Lewis est devenu membre du parlement. Il était naguère directeur général de la loi des pauvres sous le titre de premier commissaire du *Poor-Law Board*. Il était ministre du Trésor sous l'administration qui a précédé celle de Lord Derby ; et c'est au milieu de ses doubles travaux administratifs et parlementaires qu'il publie un livre remarquable, encore politique par son objet, mais

¹ Un vol. in-8° chez Parker, West-Strand. London. 1849.

² *On local disturbances in Ireland and on the Irish church question*, 1 vol. in-8°, 1836, chez Fellowes Ludgate street, London.

³ *An Essay on the government of dependencies*. 1841, London, Murray, Albemarle street. 1 vol. in-8°.

⁴ M. Lewis a publié plusieurs travaux remarquables de philologie. Le principal est un livre intitulé : *Origin and formation of roman language*. (Un vol. in-8°. London, Murray.) Il a publié aussi un vol. intitulé : *Remark on the use and abuse of some political terms*, 1832, et plusieurs articles sur les ouvrages de feu M. Raynouard (de l'Académie française), etc., etc.

essentiellement philosophique dans son style et dans ses développements.

Nous avons dit que cet ouvrage était intitulé : *Essai sur l'influence de l'autorité dans les questions d'opinion*. — L'auteur s'applique d'abord à établir ce qu'il faut entendre par *questions d'opinion*, en opposition aux *questions de fait* : distinction souvent difficile à faire, pour laquelle on peut poser des règles très diverses, et que M. Lewis fonde lui-même sur des bases plus ou moins arbitraires.

« Une question d'opinion, dit-il, donne essentiellement l'idée d'une chose sur laquelle le doute peut raisonnablement s'établir, et sur laquelle deux personnes peuvent, sans absurdité, penser différemment. L'existence d'un objet sous les yeux de deux personnes ne serait pas une question d'opinion, pas plus que la proposition 2 et 2 font quatre. Mais lorsque le témoignage des hommes sur un fait est divisé ou incertain, l'existence d'un fait peut devenir douteuse, et dès lors une question d'opinion. Par exemple, ce peut-être une question d'opinion que de savoir s'il y a eu une guerre de Troie, si Romulus a vécu ; quel personnage était l'homme au Masque-de-Fer ; quel est l'auteur des *lettres de Junius*, etc., etc. ; de même la tendance d'une loi, ou d'une forme de gouvernement, la portée d'une institution sociale, la probabilité d'un événement à venir, le mérite d'une action où le caractère d'un personnage historique peuvent être des questions d'opinion.

« Les questions d'opinion, dit-il encore, quand elles ne consistent point dans des faits contestés, sont des propositions générales, relatives aux lois de la nature ou de l'intelligence, aux principes et aux règles pour la conduite de l'homme, aux probabilités de l'avenir, aux conséquences à tirer des hypothèses, et questions semblables sur lesquelles il peut raisonnablement s'établir des doutes.... Toutes les questions douteuses, spéculatives ou pratiques, sont des questions d'opinion : questions sur lesquelles on ne peut en somme se former une conviction que par le raisonnement. »

« Sans doute, ajoute M. Lewis, le véritable moyen de nous diriger dans ce raisonnement, c'est la logique, c'est la philosophie....

« Maintenant comment fera celui qui ne veut où ne peut se livrer aux spéculations de la science ? Sera-t-il fatalement condamné à l'erreur, sera-t-il dépourvu de tout moyen de reconnaître le vrai ? Non ; il possède un second moyen de s'éclairer : ce moyen c'est le recours à l'autorité. »

L'autorité dont parle M. Lewis n'est point celle qui, sous l'empire du droit, s'exerce au nom d'un gouvernement, et de lois civiles et politiques ; mais bien l'autorité morale de la raison, de l'intel-

ligence, du caractère ou de l'expérience, aux conseils desquels on se soumet librement.

Quel que soit, en principe, la liberté générale et absolue de l'homme, quoiqu'en théorie la moindre comme la plus considérable de ses actions émane de son libre arbitre, et procède de son intelligence indépendante, il faut bien reconnaître que pour la formation de leurs idées comme pour les actes pratiques de leur vie, la plus grande partie des humains ne font guère usage de cette liberté, et que la plupart se conduisent suivant des règles qu'ils n'ont point discutées, que souvent même ils n'ont point comprises.

C'est assurément un sujet digne du philosophe que d'observer la multitude d'opinions vraies ou fausses qui ont cours dans le monde ; que le plus grand nombre a d'abord adoptées sur la foi de quelques-uns ; que beaucoup ensuite adoptent sur la foi du plus grand nombre ; que le père transmet au fils, le tuteur au pupille, le maître à l'élève, le vieillard à l'enfant, sans discussion, sans contrôle, comme chacun les a reçues, et qui par l'autorité morale de la tradition gouvernent les hommes que leur raison seule est présumée conduire.

Lucien, dans ses dialogues¹, nous montre deux hommes, Hermotymus et Lycinus, recherchant ensemble comment on pourrait reconnaître parmi les sectes philosophiques du temps la meilleure et la plus digne de confiance. Ce moyen, dit l'un d'eux, ce serait l'étude approfondie de chacune d'elles. Alors, calculant le temps nécessaire pour accomplir une pareille étude, ils en arrivent à la conclusion que bien peu seraient capables d'examiner à fond les doctrines de toutes les sectes, alors même qu'ils commenceraient cet examen en naissant, et le poursuivraient jusqu'à leur mort.

M. Lewis remarque que ce qui était vrai du temps de Lucien, il y a dix-sept siècles, l'est bien plus encore de nos jours, depuis que l'invention de l'imprimerie et du papier, en multipliant et en perpétuant les annales des faits et des opinions, a rendu impossible, même pour un savant de profession, d'explorer le champ de la science, si ce n'est dans quelques-unes de ses parties. Car, quoiqu'il y ait beaucoup plus à lire, il faut toujours suivre la règle, *multum legere, non multa*.

« Une grande partie des hommes, dit Locke², sont, par l'ordre naturel et invariable de ce monde, et par les arrangements de l'humanité, fatalement condamnés à ignorer les sources du vrai, les arguments, les preuves sur lesquelles reposent les opinions que ces preuves ont établies. La plupart, ayant beaucoup à faire pour se

¹ Dialogue intitulé *Hermotymus*, ch. 49.

² *Essai sur l'Entendement*, liv. ch. 20, § 2.

procurer des moyens d'existence matérielle, ne sont point en position de se livrer à de savantes et laborieuses recherches. »

Sans doute, avec le développement des lumières, le champ des sciences s'agrandit sans cesse et avec leur diffusion les applications de la liberté morale de l'homme se multiplient ; c'est l'honneur de la philosophie d'élargir incessamment le cercle de cette liberté, et d'en reculer les limites ; mais à mesure que le nombre des vérités scientifiques s'accroît, n'y a-t-il pas une plus grande impossibilité pour chacun de les vérifier toutes ? Le champ de chaque science s'étendant, et la difficulté de demeurer savant en quelque chose étant ainsi accrue, n'en résulte-t-il pas une augmentation proportionnelle de certaines ignorances obligées, et la nécessité plus grande d'un recours plus fréquent à l'autorité ? Enfin, quelle que puisse être la propagation de toutes les sciences humaines, et alors même que tous les hommes, dans quelque condition qu'ils fussent, suivraient leur cours de logique, le plus savant par ses études, le plus libre par son intelligence, le plus indépendant par sa fortune, ne se sentira-t-il pas toujours ignorant par quelque côté, et en conséquence dépendant pour un certain nombre d'opinions des opinions d'autrui ?

L'homme parfait, dit Hésiode, est celui qui peut toujours penser par lui-même. Mais, c'est encore être sage que de savoir prendre avis des sages.

Eis fidem habemus, dit Cicéron, *quos plus intelligere quam nos arbitramur*¹.

Il faut donc que, dans l'impossibilité où il est de tout étudier, de tout connaître, de remonter aux sources de toutes les sciences et aux preuves de toutes les vérités, chaque homme, se contentant de juger par lui-même dans la sphère de ses connaissances propres, se résignant à ignorer de certaines choses, s'applique à découvrir celui qui les sait, et cherche en lui le guide nécessaire à son insuffisance. C'est à ce prix seulement qu'il peut devenir et demeurer lui-même supérieur en quelque chose, et y être une autorité ; et mieux vaut pour lui le risque d'accepter l'erreur sur la foi d'autrui que la certitude, en poursuivant toutes les vérités, de n'en saisir aucune. Le grand Bacon, sur la foi des mathématiciens qui de son temps faisaient encore autorité, adoptait touchant le système du monde des idées peu de temps après reconnues fausses : il tenait pour le système de Ptolémée contre celui de Copernic. Mais pendant qu'il subissait ainsi un des inconvénients attachés aux opinions reçues de confiance, il ouvrait à la vérité philosophique des voies nouvelles, et

¹ De officiis, II, IX, § 8.

devenait lui-même pour les plus grands esprits, dans le domaine des sciences morales, une imposante autorité.

La philosophie elle-même conseille donc le recours à l'autorité ; c'est faire encore acte de liberté que de juger ce que l'on ignore, de mesurer l'étendue de ce que l'on peut savoir, et de discerner pour chaque circonstance un plus savant que soi, par le jugement duquel l'on se laissera conduire.

Cependant, réduit à son expression simple, le conseil de recourir à l'autorité d'autrui ne serait guère autre chose qu'une règle de bonne conduite, dont l'application dépendrait du plus ou moins de sagesse des consultants, et dont la recommandation constituerait bien plutôt un utile précepte de morale, qu'une science positive fondée sur des principes certains.

M. Lewis montre très bien, et c'est là la partie essentielle de son livre, que l'observation du précepte demande toute une science, dont il s'applique à poser les règles.

Tout en constatant l'importance de cette science, il ne s'en exagère ni l'étendue ni la portée :

« Sans doute, dit-il, la véritable manière de nous former une conviction, c'est le raisonnement ; et le moyen de nous diriger dans le raisonnement, de nous prémunir contre des erreurs établies, et de découvrir de nouvelles vérités, c'est la logique et la philosophie.... Il n'y a point de vérités scientifiques qui ne soient dues à des recherches originales poursuivies selon les règles de la logique... Mais lorsque ces vérités ont été découvertes par les premiers *chercheurs*, lorsqu'elles ont été acceptées par les juges compétents, c'est principalement par l'influence de *l'autorité morale* qu'elles se propagent....

« À la vérité, dit-il encore, quand les opinions se forment sur l'autorité d'autrui, il n'en peut jamais résulter aucun progrès ni accroissement direct des connaissances humaines, ni la découverte d'aucune vérité nouvelle. L'influence de cette manière de juger produit tout au plus la diffusion des opinions saines, lorsque ces saines opinions existent réellement ; et le plus que puissent faire les règles posées en cette matière, c'est de mettre une personne ignorante à même de discerner quels sont les juges compétents sur une question que, par une raison quelconque, cette personne est incapable de juger par elle-même. Il est cependant d'une grande importance que la vérité soit accréditée, et non l'erreur ; que les hommes, quand ils sont menés, le soient par des guides sûrs, et qu'ils profitent ainsi de ces procédés de raisonnement et d'investigation qui ont été

employés en conformité de la logique, mais dont ils sont incapables de vérifier par eux-mêmes l'application¹. »

Quoique réduit à ces termes, le sujet du livre est encore assez vaste ; il ne le serait que trop si l'on en croyait Hobbes, qui soutient quelque part que pour bien choisir son autorité, il faut presque autant d'étude que pour se faire une opinion raisonnée², et qu'il n'est guère plus long d'apprendre la science que de découvrir le savant. Mais l'opinion de Hobbes sur ce point est une exagération manifeste. Évidemment, il est plus facile de trouver quelqu'un faisant juste autorité en astronomie, que d'acquérir la science de l'astronomie elle-même.

Après avoir défini la nature et l'étendue des opinions qui se reçoivent sur la foi d'autrui, et examiné la question de savoir s'il faut classer dans cette catégorie l'opinion que l'on se fait en matière de religion, l'auteur se demande à quels signes se reconnaît en général l'autorité digne de confiance. Distinguant les questions théoriques des questions pratiques, les questions du moment présent de celles qui demandent les prévisions de l'avenir, il passe en revue les consultations que l'on fait aux amis, aux hommes de profession, aux philosophes, au confesseur, au savant, à l'historien.

Les proportions d'un rapport verbal ne comportent ni l'examen ni la discussion des règles qu'il pose, comme nécessaires à suivre pour le bon choix de son autorité. Citons cependant un exemple :

Au nombre des questions qu'il discute, se trouve celle-ci : Quelle est la valeur du nombre comme autorité morale ? Rien, répond-il, absolument rien. Les opinions se pèsent et ne se comptent pas : voilà le principe. L'opinion du plus grand nombre, comme autorité morale, est nulle en toutes choses. Ce qui constate l'autorité d'une opinion, indépendamment de sa valeur intrinsèque, c'est le mérite, c'est la qualité de celui qui la soutient, et non la quantité des personnes qui la partagent.

À vrai dire, l'opinion de la multitude serait plutôt un indice d'erreur : *turba argumentum pessimi*. Et, bien loin que la présomption de raison et de vérité soit du côté du plus grand nombre, cette présomption existe en faveur de la minorité, d'une minorité très petite, celle des hommes distingués, supérieurs par leur esprit et par leurs connaissances qui, en effet, dans toute société sont en très petit nombre, comparativement au reste des autres hommes. C'est ce petit nombre qui doit servir de guide aux autres. Il n'y a de société heureuse que celle où la masse se dirige par le conseil des plus sages :

¹ V. ch. 1^{er}.

² Leviathan, p. II, ch. 30 ; p. 339.

il n'y a de bon gouvernement que celui au sein duquel prévaut l'avis de cette minorité éclairée et supérieure.

Faut-il conclure de là que M. Lewis repousse du gouvernement toute intervention de nombre et qu'il subordonne la majorité des citoyens à la volonté de quelques-uns ? Non : c'est tout le contraire. Il reconnaît qu'en politique le principe fondamental, c'est la prédominance de la majorité ; et toutes les fois qu'il s'agit de décision des assemblées populaires ou des corps politiques, les opinions ne se pèsent pas, elles se comptent. Cela est ainsi par la nature même des choses, et ne saurait être autrement. Mais M. Lewis montre très bien comment, sous un régime représentatif, quoique ce soit de la majorité que la souveraineté procède, c'est de la minorité qu'émane le gouvernement. Parcourant toutes les phases de ce régime, depuis l'assemblée peu éclairée du peuple qui nomme ses mandataires, jusqu'à l'assemblée choisie qui délibère, signalant avec une grande vérité d'observation les procédés à l'aide desquels les notabilités de tout genre se produisent dans un pays libre, et comment les supériorités intellectuelles se font jour dans une assemblée, il en arrive à constater que la majorité populaire se trouve toujours avoir pour expression une minorité plus éclairée qu'elle, et que dans le sein de l'assemblée élue, c'est aussi forcément le mérite et la capacité supérieure de quelques hommes, c'est-à-dire, la minorité, qui conduit le plus grand nombre. C'est ainsi qu'il concilie la prépondérance numérique qui, en politique, est le principe incontestable, avec le principe de la valeur individuelle, du mérite spécial et de la capacité du petit nombre, qui est le seul philosophiquement vrai et qui, en fait, s'impose non à titre de loi positive, mais comme autorité morale.

« De ce qui précède, dit-il¹, il résulte qu'un gouvernement populaire, tel qu'il s'en établit de notre temps dans les plus vastes contrées sur la base du système représentatif, est dans une grande mesure fondé légalement et théoriquement sur le principe numérique ; mais que moralement et dans la pratique, la portée de ce principe est modifiée, paralysée et contrariée en tous sens par l'influence de son antagoniste naturel, le principe de la capacité spéciale (*special fitness*). C'est dans les termes de ce compromis, c'est dans leur arrangement et dans leur appropriation à une société donnée, que réside tout le secret d'une constitution libre.

« Un compromis de cette sorte, ainsi que nous avons eu déjà l'occasion de le remarquer (à propos de la décision des majorités), implique nécessairement un amalgame et une fusion de principes contraires. Il suppose qu'on tiendra assez compte du principe du

¹ P. 278, chap. 8.

nombre pour intéresser la masse de la société à l'ordre de choses existant et l'y attacher ; en même temps que le principe de l'aptitude spéciale et de la capacité individuelle sera assez bien établi pour que le gouvernement ne risque pas de tomber dans les mains de personnes qui, par leur ignorance, leur inexpérience ou leur défaut de jugement, sont incapables d'imprimer à sa marche une bonne direction.

« La solution pratique de ce problème, réalisée dans une certaine mesure, est peut-être le chef-d'œuvre de la politique, surtout si l'on considère que ce problème tourne toujours plus ou moins dans un cercle vicieux dont aucun art humain ne saurait indiquer le moyen certain de sortir. C'est ce que va rendre sensible l'explication qui suit :

« En proportion de ce qu'une société est dans un état arriéré de civilisation ; de ce que ses membres sont turbulents, fainéants, ignorants, imprévoyants et pauvres ; que la vie et la propriété y sont mal garanties ; que les différentes classes de la société y sont hostiles les unes aux autres ; cette société a, dans la même proportion, besoin d'un bon gouvernement, c'est-à-dire, d'un gouvernement éclairé ; et, dans la même proportion aussi, ce gouvernement sera pour elle efficace et bienfaisant. Cependant ses chances de se procurer ce bon gouvernement sont en raison inverse du besoin qu'elle en a et de l'avantage qu'elle en retirerait. En effet, quand le peuple d'un pays est dans la condition qui vient d'être décrite, il n'est pas vraisemblable que ce peuple choisisse bien ses mandataires et ses guides. La probabilité n'est pas que le gouvernement résultant de leur choix décrète des lois sages, et administre ces lois avec équité, avec discernement, impartialité et intégrité ; et s'il échoue dans cette tâche, la probabilité n'est pas qu'il soit ramené dans la bonne voie par la pression de l'opinion publique. Dans ce cas, l'action du peuple sur ses chefs électifs réaliserait assez bien l'image de l'aveugle remettant un autre aveugle dans son chemin.

« D'un autre côté, quand une société est parvenue à un haut degré de civilisation ; lorsqu'elle est rangée, tempérante, laborieuse, éclairée et riche, un mauvais gouvernement peut, il est vrai, lui faire beaucoup de mal, tandis qu'un bon ne saurait lui faire beaucoup de bien. Cependant, elle a plus de chances de se procurer ce bon gouvernement que la société moins civilisée, par la raison que les membres dont elle se compose choisiront plus probablement des guides capables, et qu'après leur élection, l'opinion publique exercera pendant toute la durée de leur mandat, sur eux et sur le pouvoir exécutif, un plus salutaire contrôle.

« Le résultat pratique de tout ceci, c'est qu'une société a d'autant moins de chances de se procurer un bon gouvernement qu'elle en a plus besoin et qu'elle est d'autant plus assurée de le posséder, qu'elle pourrait mieux s'en passer. »

Il y aurait encore à tirer de ce qui précède une autre conséquence : c'est que pour un peuple qui veut être libre, il importe plus d'avoir des lumières et de bonnes mœurs que de bonnes lois : car la possession des premières lui assure la conquête des autres, tandis qu'il est presque impossible d'obtenir un bon gouvernement et de bonnes lois avec le concours de populations ignorantes ou corrompues.

Maintenant, jusqu'à quel point un gouvernement peut-il et doit-il influencer sur les mœurs d'une nation ? Jusqu'à quel point a-t-il le droit et le devoir de s'établir le dispensateur et le directeur des idées, des doctrines, des opinions ; de déclarer la vérité, de constater l'erreur ? Alors que dans toute société la plupart des hommes sont en quête d'une *autorité morale* qui leur serve de guide, le gouvernement n'est-il pas, ne doit-il pas être cette autorité ? En d'autres termes, la souveraineté de l'État est-elle universelle ou limitée ? Le gouvernement qui la résume en lui, est-il omnipotent ? S'il y a des bornes à sa toute-puissance, quelles sont-elles ?

M. Lewis examine toutes ces questions vieilles comme le monde et toujours nouvelles ; nouvelles surtout sous la plume de l'écrivain qui sait y rattacher l'expérience des sociétés modernes et des gouvernements contemporains.

M. Lewis veut que l'État maintienne son action et son influence dans la sphère des intérêts politiques, et qu'il s'abstienne avec le plus grand soin de toute intervention dans les questions de l'ordre moral ou religieux. Si l'État entreprend de fixer la vérité religieuse, il sera bientôt persécuteur. Dans les temps de fanatisme, il commencera par l'inquisition ; et à une époque de mœurs plus douces il finira par la censure. Et où sera la vérité ? Sera-ce en Espagne où l'on brûlait les protestants, ou en Irlande où l'on massacrait les catholiques ?

« Il y a, dit M. Lewis¹, non seulement parmi les partisans des utopies politiques et sociales, mais encore parmi les hommes politiques pratiques une tendance constante à s'exagérer les facultés propres à un gouvernement ; à lui attribuer sur la société une plus grande influence qu'il n'en peut réellement avoir, et à oublier qu'il ne peut agir que dans une sphère déterminée par de certaines conditions, et qu'il n'est omnipotent que dans ce sens que ses pouvoirs n'ont aucune limite légale. »

¹ P. 314, ch. 9.

Ici, qu'il me soit permis d'adresser une légère critique à M. Lewis qui, tout en repoussant les dangereuses prétentions d'omnipotence de l'État, semble reconnaître le droit de celui-ci, en même temps qu'il constate son incompetence.

M. Lewis ne veut pas que l'État intervienne dans les questions de religion, de philosophie, de littérature, d'industrie, etc., etc., et il a raison. Son opinion sur ce point est invariable ; cependant, son motif pour que l'État s'abstienne, n'est pas précisément que le droit lui manque, mais qu'il serait improprie à un pareil office.

À notre avis, il est mauvais de proclamer le principe de cette omnipotence de l'État, tout en contestant son application.

Sans doute la profession de cette omnipotence théorique est peu dangereuse en Angleterre où à côté des doctrines spéculatives se place toujours l'influence prédominante des habitudes et des traditions.

Il n'existe pas, en effet, dans le monde, un pays où l'omnipotence souveraine, absolue, irrésistible de l'État, soit théoriquement mieux établie et plus généralement admise qu'en Angleterre ; et en même temps l'Angleterre est certainement le pays du monde où, en fait, les limites que l'État apporte à sa puissance, sont le plus nettement posées, le mieux connues et le plus universellement respectées. Le principe théorique de la toute-puissance de l'État n'est pas autre à Londres qu'il n'était à Sparte ; mais qui proposerait en Angleterre le système de Lacédémone, suivant lequel les enfants étaient enlevés à leurs familles pour être placés sous la discipline de l'État ? En Angleterre, où le gouvernement central semble avoir hérité du droit féodal que les rois avaient sur le sol, le droit abstrait que l'on reconnaît à l'État de toucher à la propriété, de la régler, de la modifier, d'en disposer, ne diffère guère de celui que prétendent lui attribuer les utopistes modernes qui font l'État propriétaire de tout. Et pourtant, dans quel pays la propriété privée est-elle environnée de plus de respect ? Où est-elle plus protégée, mieux garantie, plus inviolable qu'en Angleterre ?

Sans doute, en Angleterre, l'État a le droit de tout faire ; mais qu'il prétende s'immiscer dans une affaire de commerce, dans une entreprise industrielle, il n'y aura qu'une voix pour l'accuser d'usurpation sur le terrain naturel de l'industrie particulière. L'État a le droit de tout faire ; mais il ne fera ni les routes de terre, ni les canaux, ni les chemins de fer ; il n'exécutera rien de ce que tout le monde peut faire, et faire mieux que lui.

Dans un pays où dominent de telles opinions et où règnent de pareilles mœurs, la théorie exagérée de l'omnipotence de l'État est sans doute peu dangereuse ; mais il est d'autres contrées où le péril

serait peut-être plus grand et où la logique des idées et des faits serait plus étroite ! M. Lewis, en écrivant son livre, pensait surtout à l'Angleterre ; en le lisant, nous ne pouvons oublier les États du continent.

Ce n'est du reste ni à l'Angleterre, ni à la France, ni à aucun pays en particulier qu'il faut penser lorsqu'on pose des principes : c'est à la vérité seule. Disons-le donc, parce que c'est là le vrai, les pouvoirs de l'État sont immenses ; ils ne sont point illimités. Même dans l'ordre civil, ils ont des bornes ; ils ont d'abord celles de la justice dont les conditions premières ne dépendent point de l'homme et sont antérieures et supérieures à toute délibération. Ces pouvoirs sont aussi limités par certains droits que la loi n'a point créés et qu'elle ne pourrait abolir. La loi peut régler le droit de propriété : elle ne pourrait pas le détruire.

Mais ces limites qui, même dans l'ordre civil, font obstacle à l'omnipotence de l'État sont encore bien plus apparentes et plus étroitement posées dans l'ordre moral et religieux : c'est là surtout que se rencontrent des principes éternels, des vérités immuables, contre lesquels il n'y a point de droit. Ce ne sont point des institutions arbitraires et nées d'un caprice passager de l'esprit humain, que celles qui, à la suite de tant d'efforts et de tant de sacrifices de l'humanité, ont eu pour résultat de séparer les questions temporelles des questions spirituelles, le domaine de l'intelligence du domaine des intérêts matériels, l'Église de l'État, la conscience du philosophe et de l'homme religieux, de l'obéissance et de l'adhésion du citoyen. Établi pour la protection de tous, l'État fixe le droit politique, la loi civile et la loi pénale. Le salut des âmes, le dogme religieux, la doctrine philosophique ne sont point de sa compétence. Il ne faut pas dire que ce sont des matières où il échoue. Il faut dire que c'est un terrain qui ne lui appartient pas, et sur lequel il n'a pas le droit de se produire. M. Lewis lui reproche d'aboutir à l'impuissance ; mieux vaudrait l'accuser tout d'abord d'usurpation.

Les vérités morales et scientifiques s'établissent par le génie inventif de quelques hommes, s'étendent par le travail continu de l'esprit humain et se propagent par les mœurs des nations. Ces vérités ne se décrètent point ; elles ne s'imposent ni par la force des gouvernements, ni par l'autorité morale des lois. Elles sont destinées à illuminer le monde, comme ces astres lointains dont la clarté parvient à la terre infailliblement, mais lentement.

Du reste, en même temps qu'il combat l'omnipotence des gouvernements, M. Lewis constate que les excès de ce principe ne sont jamais plus redoutables que dans les pays où le pouvoir est fondé sur la souveraineté populaire et où le plus grand nombre concourt à la

représentation politique. Il s'élève avec force contre la prétendue sanction que les violations du droit trouveraient dans l'adhésion de la multitude, et, à cette occasion, il rappelle l'opinion remarquable de M. Mill, qui ne saurait être trop souvent reproduite :

« L'expérience, dit M. Mill, prouve que les dépositaires du pouvoir, qui ne sont que les délégués du peuple, c'est-à-dire, d'une majorité, sont (quand ils croient pouvoir compter sur l'appui populaire) tout aussi prompts que les agents de l'oligarchie à faire de l'arbitraire et à envahir sur le libre domaine de la vie privée. Le public, en général, est tout prêt à imposer non seulement ses étroites vues d'intérêt, mais encore ses opinions abstraites, même ses goûts, comme des lois obligatoires pour les individus. C'est la tendance si marquée de la civilisation moderne, de faire des masses le seul pouvoir substantiel de la société, que jamais il n'a été plus nécessaire d'entourer l'indépendance individuelle de la pensée, de la parole et de l'action des plus puissantes garanties, afin de maintenir cette originalité d'esprit et cette individualité de caractère, qui sont la source de tout progrès, et d'où naissent la plupart des qualités par lesquelles l'homme se distingue de toutes les autres créatures¹. »

Mais si l'État ne doit point intervenir dans les questions de l'ordre moral, religieux et scientifique, faut-il en conclure qu'il doive se montrer indifférent à ces questions ? Non sans doute. L'État, il est vrai, ne déclare point et ne doit point déclarer ce qui est la vérité morale, ce qui est la vérité religieuse, ce qui est la vérité scientifique ; mais il organise des corps indépendants et libres, dont la mission est d'enseigner la vérité et de combattre l'erreur ; il établit des Universités ; il fonde des Académies ; il ouvre des écoles ; il crée des professorats publics ; il ne fixe pas la science, mais il institue ceux qui la distribuent. Il ne règle ni les opinions, ni les discours de ceux qu'il charge de l'enseignement public, mais avant de les instituer, il sait leur caractère et leur programme. C'est ainsi qu'il prend sa part de l'influence exercée par les individus ou par les corps collectifs d'où découle l'une des principales sources d'autorité morale, l'instruction publique.

On ne saurait, par l'aperçu que nous offrons ici du livre de M. Lewis, juger de tout ce que ce remarquable ouvrage contient de développements ingénieux, d'observations fécondes, et de sages considérations. M. G. Lewis excelle dans l'analyse ; et dans son investigation rapide, lumineuse et pénétrante, il réunit un double et rare mérite : celui d'une très grande érudition jointe à une profonde connaissance des temps modernes. D'ordinaire, l'écueil du philo-

¹ *Principles of political economy*, vol. II, p. 508.

sophe et du savant le plus versé dans la connaissance des siècles passés, c'est l'ignorance du temps présent et le défaut de notions pratiques. Il vous dira ce qui se passait il y a deux mille ans, et il ne voit point l'événement de chaque jour qui s'accomplit sous ses yeux. Il sait l'histoire ancienne de tous les peuples, et il ignore l'histoire présente de son pays ; il connaît l'homme et il ne connaît point les hommes. M. Lewis a échappé à cet écueil. Nul ne sait mieux que lui l'antiquité et l'époque où nous vivons. Il a appris la démocratie sur les hustings autant que dans Aristote ; il connaît à fond Athènes et Rome, mais non moins bien Paris et Londres, et il comprend d'autant mieux les intérêts, les passions et les luttes politiques dans les temps anciens, qu'il est lui-même sans cesse engagé dans ces luttes et qu'il est citoyen d'un pays libre, d'un grand pays, qui sans doute doit à ses institutions des agitations et des labeurs, mais qui aussi en reçoit d'incalculables bienfaits : la richesse et le bien-être dans le travail, la dignité dans l'indépendance, la vraie grandeur dans la liberté.

Au moment où je terminais ce rapport, j'ai reçu de M. G. Lewis, pour être offert à l'Académie, un nouvel ouvrage en deux volumes, qui, par son titre, son étendue, et la nomenclature seule des matières qui y sont traitées, semble plus considérable encore qu'aucun de ceux qui l'ont précédé, et non moins digne de l'attention du corps savant auquel l'auteur en fait hommage. Ce nouveau livre est intitulé : *Traité sur les méthodes de l'observation et du raisonnement en politique*¹.

J'ai l'honneur de le remettre à l'Académie des sciences morales et politiques.

¹ A Treatise on the methods of observation and reasoning in politics. — 2 vol. in-8°, chez Parker, West-Strand. London, 1852.

ÉCRITS SUR TOCQUEVILLE

PRÉFACE AUX *ŒUVRES COMPLÈTES DE TOCQUEVILLE*

(1864).

Quand un homme, que ses écrits ont illustré, disparaît de ce monde et que la popularité de ses œuvres lui survit, le moment est venu de les rassembler et de les publier toutes ensemble.

Chacune d'elles semble acquérir un nouveau prix de sa réunion avec les autres. On aime à connaître tout ce qu'a pensé un auteur favori. Rien de ce qui est sorti de sa plume n'est indifférent. Alors même qu'on établit des degrés dans le jugement qu'on porte sur ses diverses productions, on n'en met aucune dans la sympathie qu'on leur accorde. L'écrivain regretté du public est comme un ami qu'on vient de perdre et dont on s'efforce de retrouver les traits. On lit et on relit ses écrits ; on les rassemble ; on recherche sa pensée sous toutes les formes qu'elle a prises pour s'exprimer, livres, discours publics, lettres particulières, notes fugitives ; on forme du tout un ensemble, d'où l'on extrait la physionomie particulière de l'auteur : comme ferait un sculpteur ou un peintre qui n'ayant plus le modèle sous les yeux, au moyen de traits épars recueillis çà et là, recompose une figure et crée encore un portrait fidèle.

Cette disposition du public est encore plus naturelle, quand celui qui la lui inspire s'offre à son souvenir sous des aspects plus divers ; lorsque l'écrivain dont la mémoire lui est chère a été tout à la fois homme de lettres et homme politique ; que, célèbre comme publiciste, il a joué un rôle dans l'État, et qu'il a, ne fût-ce qu'un instant, comme ministre tenu dans ses mains le pouvoir.

On aime à juger du même coup d'œil quelle influence eurent les spéculations du philosophe sur sa participation aux affaires ; si l'homme privé eut une autre morale que l'homme public ; comment il mit ses théories d'accord avec sa pratique et comment le penseur sut agir.

Alors on envisage l'écrivain sous toutes ses faces. On ne sépare point l'homme d'action du moraliste. Après avoir écouté le savant à l'Institut, on va l'entendre à la tribune. On juge ainsi le secours que les lettres prêtent à la politique, l'autorité que la pratique offre à la

science et l'influence que la moralité privée exerce sur les vertus publiques.

L'édition dont ce volume forme le tome premier, contiendra les œuvres complètes d'Alexis de Tocqueville : celles qui ont déjà été publiées, et celles qui sont encore inédites.

Ces œuvres sont en petit nombre : car Tocqueville, dont l'esprit était toujours en travail écrivait peu, et il ne publiait pas tout ce qu'il écrivait ; mais il est permis de dire qu'il n'a publié que des chefs-d'œuvre.

On peut apparemment donner ce nom à ses deux grands ouvrages sur la *Démocratie en Amérique*, et à son livre *l'Ancien Régime et la Révolution*. Et si les deux volumes de *Correspondance* et d'*Œuvres diverses*, qui ont paru après sa mort, n'attestent pas la même puissance de composition et les mêmes efforts de génie que les précédents ouvrages, peut-être ne leur sont-ils pas inférieurs en mérite littéraire. Ils leur ressemblent du moins par le succès égal qu'ils ont obtenu.

Ce n'est pas le nombre des œuvres d'un grand écrivain qui fait sa puissance et la durée de sa gloire : c'est la fixité et la permanence du but vers lequel tendent toutes ses pensées, quand ce but est celui du bonheur de ses semblables et de leur dignité. Les hommes peuvent aimer un jour l'écrivain qui les intéresse et qui travaille à leur plaire tout en les méprisant ; mais ils ne gardent un souvenir durable que pour l'écrivain qui lui-même les aime, les estime, les charme sans les corrompre, les reprend sans les abaisser, aspire sans cesse à les grandir, et qui, mettant de nobles facultés au service de leurs destinées, consacre tout ce qu'il a d'intelligence et de cœur à les rendre tout à la fois meilleurs, plus heureux et plus libres. C'est ce caractère, particulier aux écrits de Tocqueville qui, malgré leur petit nombre, explique leur autorité et la renommée de leur auteur, grande en France, non moins grande à l'étranger ; renommée toujours croissante, et dont le bruit retentit partout où se fait un écho ; dans la presse quotidienne et périodique ; dans les journaux et dans les revues comme dans les livres ; à la tribune française comme dans le parlement anglais ; à Bruxelles, à Berlin, à Madrid et à Vienne, comme à Paris et à Londres ; partout enfin où la pensée qui se produit croit avoir besoin, pour se fortifier, d'une autorité universellement admise et respectée.

C'est cet effort continu de la pensée vers l'amélioration et la grandeur de ses semblables qui, également visible dans la *Démocratie en Amérique*, dans le livre *l'Ancien Régime et la Révolution*, et dans les deux volumes déjà publiés de *Correspondance*, établit entre

ces ouvrages si différents par eux-mêmes un lien commun et explique leur succès égal et leur pareille popularité.

Cette unité morale qui relie entre eux tous les écrits de Tocqueville, est telle que, si dans la polémique qui chaque jour les invoque, on n'indiquait pas avec précision la source à laquelle on a puisé, la citation elle-même ne ferait point reconnaître le livre auquel elle a été empruntée. Les pensées extraites de la *Correspondance* ne sont point d'un autre ordre que celles qui sont tirées des grands ouvrages. Alors même que les extraits sont différents par la forme et par le ton du style, ils sont pareils par le fond du sentiment et de l'idée. Le même esprit anime tous les écrits de Tocqueville. Ils sont pleins de la même passion, et leur forme est toujours celle de ce style charmant et grave dont il lui était impossible de ne pas revêtir sa pensée.

Et si l'on osait ici porter un pronostic, on se permettrait de prédire aux trois volumes nouveaux que contiendra cette édition une faveur égale à celle de leurs devanciers.

Ces trois volumes se composeront :

1° D'un nouveau volume de *Correspondance* entièrement inédite ;

2° D'un volume intitulé : *Mélanges littéraires, Souvenirs et Voyages* ;

3° D'un volume intitulé : *Mélanges académiques, économiques et politiques*.

L'édition entière formera neuf volumes.

En tête des œuvres de Tocqueville devait naturellement se placer la *Démocratie en Amérique*.

Il n'y a plus rien à dire sur le mérite et sur le succès d'un livre qui a subi toutes les épreuves de la critique¹, et une épreuve plus décisive

¹ Il serait presque impossible de noter tous les journaux et revues qui, en Europe et en Amérique, ont rendu compte de la *Démocratie*, depuis que ce livre a paru ; et la difficulté serait plus grande encore de signaler les écrits de toute nature, livres ou brochures, dans lesquels l'ouvrage a été commenté ou invoqué. On se bornera à rappeler ici les noms de quelques-uns des écrivains qui, les premiers, proclamèrent le mérite de la *Démocratie* et prédirent son succès. Je les cite avec leurs articles sous les yeux :

Léon Faucher (*le Courrier français*, du 24 décembre 1834) ;

Le vicomte de Blosseville (*l'Écho français*, 11 février 1835) ;

Lutteroth (*le Semeur*, 25 février 1835) ;

F. de Champagny (*Revue européenne*, 1^{er} avril 1855) ;

Sainte-Beuve (*le Temps*, 7 avril 1835) ;

Salvandy (*Journal des Débats*, du 25 mars, du 2 mai et du 6 décembre 1835) ;

Louis Blanc (*Revue républicaine*, du 10 mai 1835) ;

F. de Corcelle (*Revue des Deux Mondes*, du 15 juin 1835) ;

John Stuart Mill (*London Review*, octobre 1835) ;

Lockart (gendre de Walter Scott) (*Quarterly Review*, du 7 septembre 1836) ;

Sir Robert Peel (*Banquet de Glasgow*, 13 janvier 1837) ;

que toutes les autres, celle du temps ; qui, publié il y a trente ans, traduit dans toutes les langues d'Europe¹, a été réimprimé en France quatorze fois, et dont la dernière édition, exécutée dans le format des éditions populaires et tirée à un nombre immense d'exemplaires, est aujourd'hui complètement épuisée. Et jamais ce livre n'a été plus recherché qu'il ne l'est aujourd'hui. Jamais les idées qu'il exprime et les principes qu'il consacre n'ont eu plus de faveur dans le monde intellectuel. Chaque jour on voit se grossir le nombre de ceux pour lesquels il fait école. Ne serait-ce pas que la démocratie, dont Tocqueville annonçait l'avènement prochain et irrésistible, prend plus visiblement possession de la société et constate son empire par des signes chaque jour plus manifestes ? Ne devient-il pas ainsi plus important, aux yeux de chacun, de méditer le livre où en montrant les progrès de la démocratie, l'auteur en expose les dangers et les excès ? Cette bienveillance croissante des amis de la démocratie eux-mêmes envers Tocqueville ne vient-elle pas de ce qu'ils n'ont jamais mieux compris qu'aujourd'hui combien est nécessaire l'accord tant recommandé par Tocqueville de la démocratie et de la liberté ; de ce que jamais peut-être la question ne s'est posée plus étroitement que de nos jours entre une démocratie libérale et le despotisme démocratique ? N'est-ce pas qu'on se sent plus attiré vers l'auteur et ses idées, en contemplant les périls que son génie prévoyant avait signalés ?

Tout ce qui s'est passé en France en 1848 et en 1852, tout ce qui de notre temps même est en voie de s'y accomplir, toutes ces phases continues de la révolution démocratique qui suit son cours, rendent de plus en plus précieux un livre dont l'étude de cette révolution forme l'objet.

Discours prononcé par sir Robert Peel, à l'occasion de sa réception comme recteur de l'université de cette ville, en présence de tout ce que l'Angleterre possédait de plus éminent dans les lettres, dans les sciences et dans la politique.

Blackwood's Magazine (Edinburgh, mai 1835) ;

British and foreign Review, Boston (janvier 1836) ;

Edinburgh Review (octobre 1840) ;

Toutes les revues, tous les journaux du temps que le défaut d'espace ne permet pas de mentionner, *le National*, *la Quotidienne*, *l'Écho de la jeune France*, *le Bon Sens*, etc., etc., tiennent un langage uniforme que résume très bien ce mot adressé par Gentz à la *Revue de Paris* : « Le livre de M. de Tocqueville a eu une singularité destinée : il a plu à tous les partis. » (Numéro du 28 février 1836.)

¹ On sait que la première traduction anglaise de *la Démocratie* est due à M. Henry Reeve, aujourd'hui secrétaire du Conseil privé de la reine d'Angleterre. La première édition américaine qui parut aux États-Unis était accompagnée d'une préface de M. John Spencer, membre de la législature de l'État de New-York (1836).

Il n'est pas jusqu'à la terrible conflagration dont les États-Unis sont en ce moment le théâtre qui ne contribue à en accroître le mérite, et à en justifier la popularité¹.

On a beaucoup admiré, et avec grande raison, la rare sagacité avec laquelle Tocqueville a analysé la société américaine et son gouvernement ; comment, au milieu du chaos que présentent à l'œil des peuples d'origines différentes, des coutumes opposées, des législations diverses et incohérentes, il est parvenu à créer en quelque sorte un code d'institutions parfaitement logique, inconnu jusqu'alors de ceux même qui lui obéissaient et qui, depuis, est resté pour eux la plus fidèle image de leur constitution.

Mais ce qui est peut-être plus digne d'admiration, parce que c'était une œuvre plus difficile et plus utile, c'est d'avoir à l'avance, au travers des images de prospérité et de puissance dont l'Union américaine présentait le magnifique spectacle, aperçu les symptômes de division et de déchirement qui pouvaient faire présager sa ruine. C'est cependant ce que Tocqueville avait entrevu avec une pénétration dont on demeure surpris, lorsqu'en présence de l'événement on lit les pages prophétiques dans lesquelles on le voit annoncé.

Quelques personnes s'imaginent peut-être que le brisement de la confédération américaine eût étonné Tocqueville. J'ose dire que cette révolution l'aurait profondément affligé mais non surpris.

Alors que cette lutte fatale n'était encore qu'imminente et prête à s'engager, un de ses amis de l'autre côté du détroit, lui ayant, dans une lettre, exprimé une certaine joie de la voir éclater et aboutir au démembrement de la confédération américaine, Tocqueville lui répond le 4 septembre 1856 :

« Je ne saurais désirer ainsi que vous ce démembrement. Un tel événement serait une grande blessure faite à l'humanité tout entière. Car il introduirait la guerre dans une grande partie de la terre où depuis près d'un siècle déjà elle est inconnue. Le moment où l'Union américaine se rompra sera un moment très solennel dans l'histoire². »

Mais si la rupture de l'Union américaine l'eût contristé, elle ne l'eût point étonné. Il ne l'avait que trop prévue ; et cette catastrophe figure, dans tout ce qu'il a écrit, parmi les éventualités néfastes qu'il lui paraissait le plus désirable de prévenir et le plus difficile de conjurer.

¹ Une nouvelle édition de la traduction anglaise de M. Henry Reeve vient de paraître en Angleterre avec une préface où le traducteur signale le nouveau mérite d'opportunité que le livre de *la Démocratie* tire de ces événements.

² V. Lettre à M. Senior, du 4 septembre 1856, t. VI.

Non seulement il avait vu dans l'établissement de l'esclavage en Amérique une plaie cruelle ; il y avait vu aussi un péril permanent, le plus grand de tous pour l'Union américaine¹. Il avait fait plus : il avait aperçu la forme sous laquelle ce péril éclaterait avec ses fatales conséquences ; et il prédit l'événement, quand il montre le pouvoir fédéral aux États-Unis succombant peu à peu sous l'indépendance excessive des États particuliers, et marchant fatalement à sa ruine par la faiblesse et l'impuissance.

« Ou je me trompe fort, dit-il, ou le gouvernement fédéral des États-Unis tend chaque jour à s'affaiblir. Il se retire successivement des affaires ; il resserre de plus en plus le cercle de son action. Naturellement faible, il abandonne les apparences même de la force²...

On veut l'Union, mais réduite à une ombre. On la veut forte dans certains cas et faible dans tous les autres ; on prétend qu'en temps de guerre elle puisse réunir dans ses mains les forces nationales et toutes les ressources du pays, et, qu'en temps de paix, elle n'existe pour ainsi dire point ; comme si cette alternative de débilité et de vigueur était dans la nature.

Je ne vois rien qui puisse, quant à présent, arrêter le mouvement général des esprits. Les causes qui l'ont fait naître ne cessent point d'opérer dans le même sens. Il se continuera donc, et l'on peut prédire que, s'il ne survient pas quelque circonstance extraordinaire, le gouvernement de l'Union ira chaque jour s'affaiblissant³. »

« Si la souveraineté de l'Union, dit ailleurs Tocqueville, entrerait aujourd'hui en lutte avec celle des États, on peut aisément prévoir qu'elle succomberait⁴. — L'Union, ajoute-t-il, ne durera qu'autant que tous les États qui la composent continueront à vouloir en faire partie⁵. »

Il ne manque pas non plus de gens qui s'imaginent que, l'union des États étant brisée, la république va périr aussi en Amérique. Je ne parle pas de ceux chez lesquels cette impression est une joie ; qui se soucient peu de savoir si les institutions républicaines en vigueur

¹ « La question de l'esclavage, dit-il, était pour les maîtres au Nord une question commerciale et manufacturière ; au Sud, c'est une question de vie ou de mort. Dieu me garde de chercher, comme certains auteurs américains, à justifier le principe de la servitude des nègres. Je dis seulement que tous ceux qui ont admis cet affreux principe ne sont pas également libres aujourd'hui de s'en départir. » (T. II, p. 338)

² T. II, p. 397.

³ T. II, ch. x, p. 398. Quelles sont les chances de durée de l'Union américaine. Quels dangers la menacent.

⁴ *Ibid.*, p. 399.

⁵ T. II, p. 335.

dans le nouveau monde rendaient heureux les peuples soumis à leur empire, ne voient dans ces institutions qu'une forme politique qui n'est pas de leur goût, et, dans leur ferveur monarchique, rêvent déjà à la place des démocraties libres des États-Unis, la formation sinon d'une autocratie unique, du moins de quelques grands États, placés sous la domination absolue d'un empereur ou d'un roi. Je ne m'occupe ici que de ceux qui, impartiaux envers la république américaine et plutôt bienveillants pour elle, croient voir sa ruine dans celle de l'Union. Et je dis que ceux qui mêlent dans leur esprit le sort de l'Union américaine et celui de la république aux États-Unis, confondent deux choses très distinctes et qui ne sont point liées l'une à l'autre. Tocqueville les avait séparées avec grand soin, et avait établi cette distinction dans la partie même du livre où il prévoyait la rupture de la confédération.

« À la vérité, disait-il, le démembrement de l'Union, en introduisant la guerre au sein des États aujourd'hui confédérés et avec elle les armées permanentes, la dictature et les impôts, pourrait, à la longue, y compromettre le sort des institutions républicaines.

Mais il ne faut pas confondre cependant l'avenir de la république et celui de l'Union.

L'Union est un accident qui ne durera qu'autant que les circonstances le favoriseront. Mais la république me semble l'état naturel des Américains ; et il n'y a que l'action continue de causes contraires et agissant toujours dans le même sens, qui put lui substituer la monarchie¹. »

Ainsi Tocqueville avait prévu précisément la lutte formidable dont nous sommes les témoins. Ah ! sans doute, tout en l'apercevant dans l'avenir telle qu'elle éclate sous nos yeux, il avait pu n'en pas prévoir tous les détails. Peut-être, en la jugeant terrible et sanglante, il ne pensait pas qu'elle dût être si longue et si cruelle. Peut-être n'avait-il pas soupçonné parmi quels gouvernements de l'Europe la liberté américaine trouverait des haines, et l'esclavage des sympathies. Mais la crise elle-même, à laquelle nous assistons, il l'avait prévue ; et ces immenses événements, inattendus pour le plus grand nombre, en présence desquels un livre de circonstance serait rentré dans le néant, viennent encore ajouter à l'autorité et à l'éclat d'un ouvrage écrit en vue de l'avenir, et dont l'avenir a si singulièrement justifié les prévisions.

On sait que le livre de *la Démocratie en Amérique* est divisé en deux parties : la première, où l'auteur décrit l'empire de la démo-

¹ T. II, ch. x, p. 399. Des institutions républicaines aux États-Unis. Quelles sont leurs chances de durée.

cratie sur les institutions politiques des Américains ; la seconde, où il montre l'influence de la démocratie sur leurs mœurs. La première partie formera deux volumes, qui seront les tomes premier et deuxième de l'édition. Le tome troisième contiendra toute la seconde.

Cette seconde partie de la *Démocratie en Amérique* a eu, il faut le reconnaître, un moindre succès que la première. Elle n'a pas sans doute été moins achetée, mais je crois qu'elle a été moins lue. Beaucoup moins de feuilles périodiques en ont rendu compte. Elle renferme une si grande quantité d'idées condensées dans un étroit espace et toutes rigoureusement enchaînées les unes aux autres, que plus d'un lecteur recule, avant de s'engager dans un labyrinthe dont il craint de perdre le fil. Je ne sais plus quel écrivain a fait la remarque que, toutes les fois qu'on veut lire cet ouvrage d'un bout l'autre et d'une seule traite, on éprouve quelque fatigue, et que si on se borne à en lire une page prise au hasard, on ne ressent que le charme d'une œuvre supérieure. Il semblerait, dit-il, que le rayonnement continu des idées qui abondent dans ce livre, exerce sur l'esprit du lecteur l'effet produit par une vive lumière sur les yeux, que cette lumière attire et qui ne peuvent la regarder longtemps en face. Les meilleurs esprits et les meilleurs juges¹ persistent cependant à regarder cette seconde partie de la *Démocratie* comme l'œuvre de Tocqueville qui atteste le plus de puissance intellectuelle ; et elle sera peut-être son principal titre aux yeux de la postérité. Il en est d'elle comme de ces mines, dont la profondeur effraie et rebute d'abord, et qui à mesure qu'on les creuse, découvrent leurs trésors, et récompensent le labeur de l'ouvrier².

Immédiatement après les ouvrages sur l'Amérique, nous classons, en suivant l'ordre des publications antérieures, le livre intitulé : *l'Ancien Régime et la Révolution*, qui formera le tome quatrième.

¹ « C'est dans le volume où il est traité de l'influence de la démocratie sur les mœurs, et où l'auteur a placé en finissant une vue générale du sujet de tout l'ouvrage, que, selon moi, M. de Tocqueville fait voir le plus de finesse et le plus de profondeur ; et ce volume restera peut-être, parmi tous ceux dont se compose la *Démocratie en Amérique*, comme son titre le plus singulier à l'admiration des hommes. » (Ampère, *Correspondant* du 2 juin 1859.)

² Dans l'étude remarquable qu'il a faite des ouvrages de Tocqueville, M. de Laboulaye, qui n'épargne pas les critiques à cette seconde partie de la *Démocratie*, la juge, sous quelques rapports, supérieure à la première. « J'en considère, dit-il, le dernier chapitre intitulé de *l'Influence des idées démocratiques sur la société politique*, comme le chef-d'œuvre de Tocqueville. » (*Journal des Débats* du 2 octobre 1859.) Cette partie de la *Démocratie* fut aussi, beaucoup moins que la première, analysée dans les revues étrangères. V. cependant un article remarquable du *Blackwood's Magazine* (octobre 1840, numéro 300).

La publication de ce livre fut pour Tocqueville un événement solennel. Tout le monde comprend que, lorsque après un silence de quinze années passées exclusivement dans l'action politique, l'auteur de *la Démocratie en Amérique* fit paraître un nouvel ouvrage, l'attention générale fut vivement excitée. Les conditions réciproques dans lesquelles s'étaient trouvés dans l'origine l'écrivain et ses juges avaient changé. Le public devant lequel comparaisait Tocqueville n'était plus le même public devant lequel l'auteur de *la Démocratie* avait comparu en 1835 et en 1839. Lui-même se montrait aux yeux de ce public sous un aspect nouveau. Il avait cessé d'être un publiciste étranger aux luttes et aux passions des partis ; et s'il est permis de penser que, chez quelques lecteurs, la sympathie politique inspirée par les derniers événements (1851 et 1852) ajoutait à la sympathie éprouvée pour l'homme de lettres, il faut admettre aussi que d'autres, placés sous l'influence d'un sentiment tout opposé, auraient vu, sans grand déplaisir, sinon la chute, du moins la diminution d'un écrivain qui ne s'était point rallié à leur cause et pour lequel, après tant d'éclatants succès, un échec ne serait après tout que l'épisode naturel des destinées littéraires.

La faveur qui accueillit le livre de *l'Ancien Régime et la Révolution* ne peut cependant se comparer qu'à celle dont *la Démocratie en Amérique* avait été l'objet¹. La faveur fut la même en Angleterre¹ qu'en

¹ Toutes les revues et tous les journaux n'eurent qu'une voix pour célébrer l'apparition du livre. Et si, dans leur examen, MM. Villemain, de Rémusat, de Pontmartin, Léon Plée, Hauréau, etc., etc., n'apportèrent pas le même esprit et n'aboutirent pas à la même appréciation que MM. Nisard, de Parieu, Forcade de la Roquette, etc., etc., tous du moins s'unirent pour rendre hommage au talent du livre et au caractère de l'écrivain. « Les qualités de *l'Ancien régime et de la Révolution*, dit M. Nisard, sont les mêmes qui ont fait la juste renommée de *la Démocratie en Amérique*. Dans l'un comme dans l'autre ouvrage, ce qui domine, c'est l'observateur à la fois patient et pénétrant. » Voici, du reste, l'indication par ordre de dates des principaux articles qui, au moment où le livre parut, signalèrent sa publication :

M. Villemain (*Journal des Débats*, du 1^{er} juillet 1856) ;
 M. de Pontmartin (*l'Assemblée nationale*, du 5 juillet 1856) ;
 MM. Texier et Léon Plée (*le Siècle*, des 6, 18, 19, 21 et 27 juillet 1856) ;
 M. Hauréau (*l'Illustration*, du 19 juillet 1856) ;
 M. de Rémusat (*Revue des Deux Mondes*, du 1^{er} août 1856) ;
 M. Laurentie (*l'Union*, des 16 août et 4 septembre 1856) ;
 M. E. Despois (*Revue de Paris*, du 1^{er} octobre 1856) ;
 M. Forcade de la Roquette (*Revue contemporaine*, du 15 décembre 1856).
 M. Frédéric Passy (*Journal des Économistes*, janvier 1857) ;
 M. Lavertujon (*la Gironde*, du 29 janvier 1857) ;
 M. Nisard (*la Patrie*, du 6 mars 1857) ;

France. Il est même une partie du continent, l'Allemagne, où il eut encore plus de retentissement que n'en avaient eu les ouvrages sur l'Amérique : ce qui s'explique par l'état social et politique de ce pays, dont la révolution non encore achevée, aspirant à s'accomplir, porte sans cesse ses yeux vers la première révolution française, la *grande révolution*, selon l'expression des publicistes allemands, et vers l'assemblée constituante de 1789, la *véritable*, comme ils l'appellent².

En suivant toujours l'ordre chronologique des publications antérieures, nous placerons, après les ouvrages qui précèdent, les deux volumes de *Correspondance et Œuvres inédites*, qui parurent pour la première fois en 1860, et qui formeront les tomes cinquième et sixième.

On sait le succès qu'ont obtenu ces deux volumes de Lettres et de Mélanges. L'un des mérites de cette publication a été de jeter sur le talent et sur le caractère de Tocqueville un jour nouveau.

En France, *L'Ancien Régime et la Révolution* a déjà été réimprimé quatre fois. Cette édition sera la cinquième.

¹ Voyez *the Saturday Review* (28 juin 1856). (Pour les revues et les journaux anglais on ne peut indiquer les auteurs des articles, qui paraissent toujours anonymes).

The Athæneum (9 août 1856) ;
The Illustrated Times (16 août 1856) ;
The Examiner (2 août 1856) ;
The Press (2 août 1856) ;
The Spectator (2 août 1856) ;
The Leader (9 août 1856) ;
The Economist (9 août 1856) ;
The Literary Gazette (9 août 1856) ;
The Times (3 et 10 septembre 1856) ;
Fraser's Magazine (septembre 1856) ;
The Edinburgh Review (octobre 1856) ;
London Literary Journal (15 novembre 1856) ;
The Monthly Review (novembre 1856).

L'Ancien Régime et la Révolution a été traduit en anglais par M. Henry Reeve, traducteur de la *Démocratie*. « Ce livre, dit une revue de Londres, est l'ouvrage historique le plus philosophique qui ait paru depuis Burke. »

² V. la *Gazette d'Augsbourg* (*Allgemeine Zeitung*) (10 juillet, 22, 24, 25, 27 et 31 août 1856) ;

Die Kölnische Zeitung (15 juillet 1856) ;
Das Deutsche Museum (4 septembre 1856) ;
Der Grenzboten (7 novembre 1856) ;
Das Jahrhundert (6 décembre 1856).

Parmi les publications étrangères dont le livre a été le sujet, nous citerons encore les articles qu'ont publiés la *Bibliothèque universelle de Genève* (décembre 1856), articles de M. W. de la Rive, et la *Revista contemporanea de Turin* (du 25 juillet 1856), article écrit par Ampère.

Bien des gens croyaient jusqu'ici que le talent de Tocqueville, monotone de sa nature, était exclusivement celui d'un génie austère et mélancolique. On ne voyait en lui que le penseur profond, mais un peu morose, ourdissant la trame toujours serrée de ses idées dans un style toujours grave. La publication de sa correspondance et de quelques pièces fugitives a révélé dans Tocqueville tout à la fois un autre style et un autre homme. Elle a montré non seulement que Tocqueville possédait une nouvelle supériorité dans les lettres, celle du genre épistolaire ; mais encore elle a fait voir dans l'écrivain l'homme jusqu'alors inconnu du plus grand nombre, l'homme bon, simple, naturel, accessible à toutes les impressions, prompt à ressentir toutes les joies de ce monde, sensible aux moindres comme aux plus grands intérêts de la vie.

Dès son apparition, ce livre reçut une immense publicité, à l'étranger comme en France. Une excellente traduction anglaise, due à la plume élégante d'un écrivain distingué¹, obtint en Angleterre et aux États-Unis le même succès que l'ouvrage original avait en France. Et telle fut la faveur avec laquelle l'ouvrage fut accueilli du public dans les deux mondes, que, au milieu de la multitude d'articles de journaux et de revues de tous les pays qui en ont rendu compte, on en trouverait à peine un seul d'où soit sortie une critique². Toutes les voix du dedans et du dehors se sont confondues en

¹ *Le Traducteur de la correspondance de Napoléon avec le roi Joseph*. Tout le monde sait que cet écrivain anonyme n'est autre que mademoiselle Senior.

² Indiquons seulement les principaux organes de la presse quotidienne et périodique, auxquels on fait ici allusion :

Le Correspondant, du 25 décembre 1860 (article de M. Albert Gigot). *Le Correspondant* avait peu de temps auparavant, le 2 juin 1859, publié une charmante notice d'Ampère sur Tocqueville. La même revue fit paraître, le 25 avril 1861, un travail très remarquable du comte Louis de Kergorlay, intitulé : *Étude littéraire sur Alexis de Tocqueville*, et que nous mentionnons ici parce que, si la publication des *Lettres* de Tocqueville n'était pas précisément le sujet de cette étude, elle en était l'occasion.

Le Moniteur universel, des 31 décembre 1860 et 7 janvier 1861 (articles de M. Sainte-Beuve) ;

La Revue contemporaine, du 31 décembre 1860 (article de M. de Parieu) ;

Le Journal des Débats, du 4 janvier 1861 (article de M. Prévost Paradol) ;

La Critique française, du 15 janvier 1861 (article de M. Élias Regnault) ;

Le Siècle, du 21 janvier 1861 (article de M. Taxile Delort) ;

L'Opinion nationale, du 5 mai 1861 (article de M. Jules Levallois) ;

Le Temps, du 7 mai 1861 (article de M. Scherer) ;

La Revue de l'Instruction publique, du 9 mai 1861 (article de M. Mourin) ;

La Revue britannique (août 1861), de M. Pichot (emprunté à la *Revue d'Édimbourg*) ;

un concert de bienveillance et d'éloges. Partout on a été frappé du contraste singulier qu'offrait cette correspondance, pleine d'idées neuves, d'aperçus fins et délicats, de jugements profonds élégamment exprimés, avec la plupart des correspondances de personnages illustres, publiées de notre temps, surtout à l'étranger, dans lesquelles on ne trouve rien de saillant, et dont il semble qu'on dût épargner la publication à la mémoire de leurs auteurs.

Quoique aujourd'hui on attache peut-être au style une moindre importance qu'on ne faisait autrefois, il est digne de remarque que le mérite de la correspondance de Tocqueville, sous ce rapport, n'a échappé à personne, pas plus à l'étranger qu'en France ; et s'il m'était permis de citer l'autorité d'un écrivain qui était, il est vrai, l'ami intime de Tocqueville, mais que tout le monde reconnaît en même temps pour un homme de lettres éminent et d'un goût exquis, je dirais qu'Ampère¹, si grand admirateur de toutes les œuvres de Tocqueville, plaçait ses lettres, sous le rapport du style, au-dessus de

La Revue des Deux Mondes, des 1^{er} et 15 octobre 1861 (articles de M. de Rémusat) ;

Le Progrès de Lyon, du 12 janvier 1860 (de M. Jourdan).

Revues et journaux étrangers :

The Saturday Review (13 janvier 1861) ;

The Literary Examiner (2 février 1861) ;

The Patriot (7 février 1861) ;

The National Review, avril 1861 (article attribué à M. Greg) ;

The Edinburgh Review, avril 1861 (article attribué à M. Henry Reeve) ;

The Tablet (27 juillet 1861) ;

The Quaterly Review, juillet et octobre 1861 (article attribué à M. Monkton Milnes) ;

The Globe (7 octobre 1861) ;

The Critic (12 octobre 1861) ;

The Literary Gazette (12 octobre 1861) ;

The Spectator Gazette (12 octobre 1861) ;

Bill's Weekly Messenger (12 octobre 1861) ;

John Bull (9 novembre 1861) ;

Mac-Millan's Magazine (novembre 1861) ;

The Weekly Review (15 novembre 1861) ;

The Scotsman (11 décembre 1861) ;

The Caledonian (décembre 1861) ;

Die Zeit (21, 22 et 23 juin 1861), etc., etc., etc.

The new Englander, octobre 1862 (article attribué au révérend Ray Palmer. D. D.).

¹ Ampère ! au moment où j'écris ces lignes, Ampère, le savant ingénieux, l'érudit agréable, le voyageur véridique, l'ami fidèle, dont le cœur était intarissable comme l'esprit, Ampère n'est plus ! La mort vient de le frapper prématurément comme Tocqueville, sans merci pour tant de qualités charmantes, sans pitié pour ses amis.

tout ce qu'il avait écrit, et prétendait que, dans ce genre, il n'y avait rien dans notre littérature qui leur fût supérieur.

Les tomes cinquième et sixième de la *Correspondance et Mélanges*, forment la dernière partie des œuvres déjà publiées.

Le premier des trois volumes nouveaux (le tome septième) se composera de nouvelles lettres, toutes inédites.

Le cours du temps a rendu possible aujourd'hui la publication de lettres dont, il y a quelques années, l'ajournement était nécessaire. On verra d'ailleurs paraître parmi les correspondants de Tocqueville des noms qui ne figurent point dans les premiers volumes, et qui étaient dignes d'y être placés.

Ces nouvelles lettres, comme on voit, formeront un volume à part et complètement distinct de la correspondance qui a été publiée antérieurement. Notre premier mouvement avait été de les fondre avec les précédentes, en plaçant chacune à sa date, et de donner ainsi à toute la correspondance de Tocqueville plus d'ensemble et d'unité. Mais la publication séparée que nous avons résolu d'en faire permettra de mieux juger le mérite de ces nouvelles lettres, précisément parce qu'elles se présenteront isolées de celles qui les ont précédées.

C'est le même motif qui nous a décidés à ne rien changer aux deux volumes de *Correspondance* déjà publiés, et à y laisser quelques morceaux littéraires, tels que : *Quinze jours au désert*, *l'État de la France sous le Directoire et avant le 18 brumaire*, etc., etc., lesquels se trouvent entremêlés dans la *Correspondance*, et qu'il eût été plus logique d'ôter de cette place pour les reporter dans le volume composé d'éléments analogues. Tout ce qui a déjà paru des œuvres de Tocqueville sera donc, dans l'édition des œuvres complètes, distribué de la même manière, et classé dans le même ordre où la publication en a été faite d'abord. Le lecteur distinguera ainsi du premier coup d'œil, et sans confusion possible, ce qui dans ces œuvres a déjà été publié et ce qui est nouveau.

Sous le titre de : *Mélanges littéraires, Notes et Voyages*, le tome huitième renfermera deux parties distinctes.

Dans la première, on trouvera tous les morceaux inédits qui se rapportent au livre *l'Ancien Régime et la Révolution*. On sait que le volume qui porte ce titre n'était, dans la pensée de l'auteur, que le tome premier d'un grand ouvrage, plus grand sans nul doute qu'aucun de ceux qu'il a exécutés, et dans lequel il devait non seulement parcourir toutes les phases de la révolution de 1789, mais encore tous les temps qui ont suivi cette grande époque : 1793, le Directoire, l'Empire ; l'Empire surtout. Il avait déjà préparé presque

tous les éléments de cette œuvre immense, quand la mort l'a interrompu.

Cependant, en compulsant les matériaux qu'il avait réunis pour l'exécution de son entreprise, on aperçoit déjà çà et là quelques grandes lignes où se révèle le plan de l'auteur. Quelques pensées y apparaissent déjà, qui portent l'empreinte de son style. Quelques chapitres même se rencontrent non seulement esquissés, mais presque rédigés.

Parmi ces chapitres, deux étaient tellement finis, ou du moins si près de l'être, que nous avons pensé tout d'abord pouvoir les publier. Ils ont paru en 1860¹. Mais notre première impression, vivement exprimée ailleurs², avait été de ne rien publier de plus de ces fragments. Il était évident pour nous que, quelque saillants qu'ils fussent, ces morceaux n'étaient point achevés. Le papier qui leur sert d'enveloppe porte écrits de la main même de Tocqueville, ces mots : *Mon texte ébauché*. Il nous semblait que nous ne pouvions publier de pareils fragments sans méconnaître la plus constante de ses traditions, et sans manquer en quelque sorte à la mémoire d'un écrivain qui poussait le respect pour le public jusqu'à ne vouloir lui livrer aucune œuvre qui n'eût atteint le degré de perfection dont elle était susceptible. Cependant, nous devons le reconnaître, partout, à l'étranger comme en France, notre réserve a été jugée excessive et nos scrupules exagérés. « Dût-on ne trouver dans ces fragments que la moitié de la pensée de Tocqueville, pourquoi, nous a-t-on dit, en priver le public ? Et quand ce ne seraient que des ébauches, n'auraient-elles pas encore leur prix, comme les esquisses trouvées dans l'atelier d'un grand peintre ? » La critique ne s'est pas bornée à l'expression de ces regrets ; elle a pris la forme même des reproches les plus vifs et des blâmes les plus amers. Il nous en coûte peu de nous avouer vaincus. Nous tenons seulement à répéter encore une fois que ces chapitres nouveaux, faisant suite à *l'Ancien Régime et la Révolution*, que nous prenons le parti de publier, ne sont point ce qu'ils eussent été s'ils eussent passé de la main de Tocqueville dans celle de l'imprimeur. On ne doit y voir que le premier jet de sa pensée, le dessin des lignes principales de son œuvre. Le petit nombre de développements qui s'y trouvent çà et là sont de la nature de ceux qui, dans le moment où un auteur conçoit son plan général, s'offrent à son esprit, et qu'il jette à la hâte sur le papier dans la crainte de ne

¹ V. Correspondance et mélanges publiés en 1860. Ces chapitres figurent dans le tome V sous le titre de Fragments d'un ouvrage qui devait faire suite à *l'Ancien régime et la Révolution*.

² V. Notice sur Alexis de Tocqueville, t. V.

pas les retrouver plus tard. J'ajoute que ce *texte ébauché* par Tocqueville, je le livre absolument tel que le manuscrit le présente, avec ses lacunes et même ses incorrections. Rien n'eût été plus facile que d'en mieux lier toutes les parties ; mais c'eût été altérer l'œuvre de Tocqueville que de la compléter. Nous avons sur ce point poussé le scrupule jusqu'à signaler, par la différence des caractères typographiques, ce qui, dans le manuscrit, paraît constituer le texte, et ce qui s'y rencontre comme des citations ou des notes dont Tocqueville n'avait encore ni arrêté le choix ni fixé la place.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur ces fragments, leur lecture ajoutera certainement aux regrets qu'on éprouve de ce que ce travail de Tocqueville sur la Révolution française n'ait point été achevé. Tocqueville possédait pour l'exécution d'une telle œuvre un ensemble de conditions intellectuelles et morales, que peut-être ne réunira jamais au même degré aucun autre écrivain. Abordant tour à tour et successivement, sans parti pris d'avance, toutes les phases de cette grande époque, reprenant un à un tous les faits, soumettant tout à sa puissante analyse, il s'avancait pas à pas dans cette vaste arène semée de tant d'écueils, que tant de vives lumières éclairaient déjà de leurs rayons, et que couvrent encore tant de profondes ténèbres ; passant tout au creuset de son admirable bon sens, avec une patience d'investigation que rien ne lassait, et avec un esprit assez haut pour rester toujours impartial au milieu des passions encore brûlantes de ses contemporains. Qui démêlera ce tissu de préjugés, de paradoxes, d'erreurs et de demi-vérités dont se composent jusqu'à présent les jugements portés sur cette époque de notre histoire ? Qui nous dira ce dernier mot, tant cherché, sur la Révolution française ? Comment ne pas éprouver ces regrets et cette douleur, quand on jette un coup d'œil sur les éléments qu'il avait déjà préparés pour la solution de ces grands problèmes ! Quels innombrables matériaux ! quelle multitude de documents déjà accumulés ! que de mailles déjà formées, destinées à se resserrer peu à peu, jusqu'à ce qu'elles formassent ce fin réseau à travers lequel ne pourrait se glisser ni un fait inexact, ni un jugement douteux !

J'ai entre les mains cet immense manuscrit : notes, extraits, réflexions, analyses de mémoires contemporains, vaste recueil de faits et de pensées déjà classés par ordre alphabétique, chaque fait se rapportant à une idée principale, chaque idée à un chapitre auquel elle est renvoyée par un signe. On ne saurait songer sans doute à publier de pareils matériaux, destinés à la construction d'un édifice dont le plan a été conçu, mais qui ne s'est point élevé. Il m'a semblé cependant que le lecteur ne lirait pas sans curiosité et peut-être sans intérêt quelques-unes de ces notes, où se révèle l'idée de l'œuvre qui

se préparait. On en trouvera donc un petit nombre dans le tome huitième, à la suite des nouveaux chapitres inédits, faisant suite à *l'Ancien Régime et la Révolution*. Ce ne sont que des esquisses, des tâtonnements, mais où s'aperçoivent déjà le génie et le style de Tocqueville. Citons-en un exemple. Je trouve parmi les manuscrits une page datée de Sorrente, décembre 1850. C'est l'époque où Tocqueville avait conçu le plan de ce grand ouvrage ; alors que déjà il en traçait les vastes proportions, et qu'à travers les tableaux divers qui s'offraient en foule à son imagination, il rencontrait sans cesse la grande figure de Napoléon. Cette note est écrite sur un chiffon de papier ; elle est presque illisible. Je la déchiffre cependant au moyen d'un vrai travail hiéroglyphique.

« Sorrente, décembre 1850.

« ... Ce que je voudrais peindre, c'est moins les faits en eux-mêmes, quelque surprenants et grands qu'ils soient, que l'esprit des faits, moins les différents actes de la vie de Napoléon, que Napoléon lui-même : cet être singulier, incomplet, mais merveilleux, qu'on ne saurait regarder attentivement sans se donner l'un des plus curieux et des plus étranges spectacles qui puissent se rencontrer dans l'univers.

Je désirerais montrer ce que, dans sa prodigieuse entreprise, il a tiré réellement de son génie et ce que lui ont fourni de facilités l'état du pays et l'esprit du temps ; faire voir comment et pourquoi cette nation indocile courait en ce moment d'elle-même au-devant de la servitude ; avec quel art incomparable il a découvert dans les œuvres de la révolution la plus démagogique tout ce qui était propre au despotisme, et l'en a fait naturellement sortir.

Parlant de son gouvernement intérieur, je veux contempler l'effort de cette intelligence presque divine grossièrement employée à comprimer la liberté humaine ; cette organisation savante et perfectionnée de la force, telle que le plus grand génie au milieu du siècle le plus éclairé et le plus civilisé pouvait seul la concevoir. Et, sous le poids de cette admirable machine, la société comprimée et étouffée devenant stérile ; le mouvement de l'intelligence se ralentissant ; l'esprit humain qui s'alanguit, les âmes qui se rétrécissent, les grands hommes qui cessent de paraître ; un horizon immense et plat, où, de quelque côté qu'on se retourne, n'apparaît plus rien que la figure colossale de l'empereur lui-même.

Arrivant à sa politique extérieure et à ses conquêtes, je chercherais à peindre cette course furieuse de sa fortune à travers les peuples et les royaumes ; je voudrais dire en quoi ici encore l'étrange grandeur de son génie guerrier a été aidée par la grandeur étrange et désordonnée du temps. Quel tableau extraordinaire, si on savait peindre, de la puissance et de la faiblesse humaines, que celui de ce

génie impatient et mobile faisant et défaisant sans cesse lui-même ses œuvres, arrachant et remplaçant sans cesse lui-même les bornes des empires, et désespérant les nations et les princes, moins encore par ce qu'il leur faisait souffrir que par l'incertitude éternelle où il les laissait sur ce qui leur restait à craindre !

Je voudrais enfin faire comprendre par quelle suite d'excès et d'erreurs il s'est de lui-même précipité vers sa chute ; et malgré ces erreurs et ces excès faire bien suivre la trace immense qu'il a laissée derrière lui dans le monde, non seulement comme souvenir, mais comme influence et action durable : ce qui est mort avec lui, ce qui demeure.

Et pour terminer cette longue peinture, montrer ce que signifie l'Empire dans la Révolution française ; la place que doit occuper cet acte singulier dans cette étrange pièce dont le dénouement nous échappe encore.

Voilà de grands objets que j'entrevois : mais comment m'en saisir ?... »

Ce ne sont que des notes ! mais combien de livres ne valent pas de pareilles notes. Je les donne d'ailleurs, bien moins comme des œuvres de Tocqueville, que comme un spécimen du travail préparatoire auquel il se livrait pour l'exécution de son ouvrage.

On vient de voir que c'est en 1850 que Tocqueville trace le plan de ce livre. C'est cependant jusqu'à une date bien plus éloignée qu'il faut remonter pour trouver l'époque à laquelle il en eut la première pensée. On a dit ailleurs¹ comment en 1836 une revue anglaise (*the London and Westminster Review*) publia en anglais un article intitulé : *État social et politique de la France*. Cet article anonyme, œuvre de Tocqueville, formait la première partie d'un travail où l'auteur devait exposer l'état de la France avant et depuis la Révolution de 1789. Le premier article seul parut. Tocqueville, qui avait promis le second, fut alors saisi par la politique pratique, qui lui enleva tous loisirs. Mais ce premier article suffit pour montrer de quelles idées l'esprit de Tocqueville était déjà en travail. Il est évident que dès cette époque (1836) Tocqueville méditait l'œuvre dont il devait, vingt ans après, reprendre l'exécution. Si l'on compare l'article du *London and Westminster Review* avec *l'Ancien régime et la Révolution*, on voit que la même pensée est au fond de l'un et de l'autre. Le même esprit domine dans les deux. L'article contient en germe tout ce qui sera développé dans le livre. On trouve dans le premier des idées plus dogmatiques, des propositions plus absolues ; dans le second,

¹ Notice sur Alexis de Tocqueville, t. V.

une étude plus mûrie des faits, des affirmations appuyées sur plus de preuves, les mêmes appréciations avec les tempéraments et les nuances dues à l'étude et à l'expérience. Du reste, dans le morceau écrit en 1836, la pensée de Tocqueville se montre peut-être plus vive et plus saisissante, parce qu'alors moins asservie aux faits et moins contenue par une longue méditation, elle s'abandonnait plus librement à son élan. Il est curieux d'observer, dans l'article de 1836, avec quelle puissance d'intuition la sagacité de Tocqueville avait dès lors pénétré les vérités que, vingt ans après, une étude approfondie rendait manifestes à ses yeux. Aujourd'hui nous pouvons offrir ce morceau au public français, grâce à deux circonstances heureuses. La première, c'est que nous y avons été autorisés par M. John Stuart Mill, l'illustre ami de Tocqueville, dont cet article était la propriété, et qui se l'était encore approprié par son admirable traduction. Nous avons eu un autre bonheur, celui de retrouver, parmi les papiers de Tocqueville, le manuscrit original de cet article. Nous avons pensé que le public mettrait du prix à connaître un écrit qu'on peut considérer à juste titre comme la préface d'un livre dont malheureusement nous ne posséderons jamais que des fragments. Le tome huitième commencera par ce morceau, après lequel viendront les chapitres inédits, puis les notes dont on vient de parler.

La seconde partie du tome huitième contiendra les souvenirs recueillis par Tocqueville dans ses voyages aux États-Unis, au Canada, en Angleterre, en Irlande, en Suisse, en Algérie et en Allemagne.

Ces souvenirs nous ont paru d'un grand intérêt ; et nous pensons que le lecteur en portera le même jugement. Ce sont les notes que Tocqueville prenait jour par jour et pour lui-même. Beaucoup d'entre elles sont écrites au crayon, toutes à la hâte ; aucune n'atteste le moindre effort de composition, et c'est ce qui nous semble en rehausser le prix. On sait comment Tocqueville exprimait sa pensée longtemps réfléchie : on verra dans ces notes de voyage quelle était sa première impression sur toutes choses. Ce qu'on estime le plus dans tout écrivain, c'est la sincérité ; et c'est pour cela qu'on attache tant de prix à sa correspondance privée, où l'on croit mieux voir le fond de son âme que dans le livre destiné au public. Mais cette sincérité est bien plus sûre encore dans les notes de voyage que dans les lettres. Quels que soient les abandons du style épistolaire, l'auteur d'une lettre doit toujours, en l'écrivant, tenir compte jusqu'à un certain point des sentiments et des idées, des préjugés même de celui auquel il l'adresse. Le voyageur, au contraire, en prenant ses notes, est affranchi de toutes réserves. Il n'est en face que de lui-même ; ce qu'il écrit, c'est son impression ; il la constate comme il l'éprouve, et à mesure qu'elle se produit : impression peut-être trompeuse,

qu'une autre plus juste viendra rectifier, et qu'il notera non moins fidèlement.

Beaucoup de ces notes sont déjà vieilles de date. La plupart cependant paraîtront écrites d'aujourd'hui, tant Tocqueville jugeait de haut tout ce qui s'offrait à sa vue.

Enfin le tome neuvième et dernier, sous le titre de *Mélanges académiques, économiques et politiques*, contiendra principalement les travaux de Tocqueville à l'Institut et dans les assemblées parlementaires. Nous avons dû y placer tout d'abord son beau discours de réception à l'Académie française. Les paroles des membres de cette Académie ne sont recueillies que dans les circonstances solennelles. Nous donnons tous les discours que Tocqueville prononça comme président de cette compagnie. Il n'en est pas un seul qui ne soit saillant par quelque côté : les lieux communs les plus usés, les félicitations offertes par la compagnie au chef de l'État lors du premier jour de l'an ou à l'époque de sa fête, les obsèques officielles d'un confrère, la distribution des prix de vertu, tout devenait pour lui l'occasion d'une pensée originale ou d'un sentiment touchant. Personne ne lira sans émotion les paroles prononcées par Tocqueville sur la tombe de Ballanche.

Si nous en croyons M. Sainte-Beuve¹, Tocqueville parlait rarement dans le comité secret de l'Académie française. « Cependant, dit-il, je me souviens de l'y avoir entendu parler deux fois avec un talent remarquable. La première, il s'agissait d'un vote au sujet d'un ouvrage sur Poussin, qui était présenté pour l'un des prix que l'Académie décerne. M. de Tocqueville, favorable à l'auteur et au livre, en prit occasion d'exposer ses idées sur les beaux-arts et sur leur fonction dans la société. L'idée de moralité dominait sa pensée, le nom de Poussin y prêtait...

Une autre fois il s'agissait d'un livre sur l'*Organisation des Conseils du roi, dans l'ancienne France*. L'ouvrage était également présenté pour l'un des prix de l'Académie, et M. de Tocqueville ne s'y opposait pas ; mais l'auteur avait, à ce qu'il paraît, parlé trop peu respectueusement de Turgot, de ce premier essai de réforme sous Louis XVI. M. de Tocqueville en prit occasion de venger la mémoire de Turgot, d'honorer son intention généreuse et celle du monarque ami du peuple ; cela le conduisit à une profession libérale des mêmes sentiments, qu'il rattachait à une grande, à une sainte, à une immortelle cause, où toutes les destinées de l'humanité étaient renfermées et comprises. Il s'animait en parlant de ces choses. Il était pénétré ;

¹ *Moniteur*, du 7 janvier 1861.

sa main tremblait comme une feuille ; sa parole vibrait de toute l'émotion de son âme ; tout l'être moral était engagé, on l'écoutait avec respect, avec admiration... »

L'Académie française ne publie point le procès-verbal de ses séances, et ce récit charmant de M. Sainte-Beuve le fait regretter. Mais Tocqueville était également membre de l'Académie des sciences morales et politiques, dont tous les travaux sont livrés à la publicité. À diverses époques Tocqueville a lu, dans cette académie, un certain nombre de morceaux qui sont épars dans ses annales, et que nous avons réunis.

Quoique nous ayons établi une distinction entre les travaux *académiques, économiques et politiques* de Tocqueville, il arrive souvent à ces travaux de se confondre entre eux. C'est ainsi que la plupart des lectures faites par Tocqueville à l'Institut touchaient par un côté à l'économie politique et par l'autre à la politique même ; tandis que de certains travaux destinés à la tribune ou à la presse étaient empreints d'un caractère plutôt philosophique et moral. On ne saurait, en ces matières, qui toutes se tiennent les unes les autres, établir de classification absolue ; on ne peut que viser à un certain ordre. C'est ainsi qu'à la suite des mémoires lus par Tocqueville à l'Académie des sciences morales, nous avons placé une note de Tocqueville sur une question tout à la fois économique et politique, celle des *colonies pénales*.

Cette note, écrite en 1831, offrira peut-être à ceux qui la liront aujourd'hui tout l'intérêt de l'à-propos ; car la question des colonies pénales, tranchée mais non résolue, reste entière pour les esprits sérieux. Cet écrit faisait partie de l'ouvrage intitulé du *Système pénitentiaire aux États-Unis*, publié par Tocqueville et par l'auteur de cette préface¹.

Je ne fais qu'exprimer ma pensée sincère en déclarant ici qu'à mes yeux ce livre tirait sa plus grande valeur des notes qui y sont jointes. Or, toutes ces notes sont de Tocqueville, qui avait abandonné à son collaborateur la rédaction du texte. La principale était la note sur les *colonies pénales*, qui figure dans l'ouvrage sous le titre d'*Appendice*. Il convenait, à tous égards, de rendre à ce morceau remarquable la place qui lui appartient dans les œuvres de Tocqueville.

Quant à ses travaux à proprement parler politiques, et qui seront sans doute un jour recueillis intégralement, nous n'en donnons qu'un choix restreint, par lequel se terminera le tome neuvième.

¹ *Du système pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France.*

Ce qui frappera tout d'abord le lecteur, c'est à quel point tous les sentiments, toutes les idées et toutes les passions de l'écrivain se retrouvent dans l'homme politique.

Combien d'écrivains de notre temps, et de tous les temps, n'entrent dans la carrière politique que pour y contredire ou au moins y oublier les principes qu'ils avaient jusque-là professés ! Cela s'appelle aborder la vie réelle, abandonner le monde des chimères et prendre les choses par leur côté pratique. En entrant dans la politique, Tocqueville n'est pas seulement resté fidèle aux théories qui lui étaient chères, mais encore il a cherché avec bonheur l'occasion de les faire prévaloir dans l'application. C'est ainsi qu'à peine arrivé à la Chambre des députés (1839), il y saisit la question de l'esclavage, mise à l'ordre du jour par la proposition de M. de Tracy, qui demandait son abolition dans nos colonies. Tocqueville avait vu aux États-Unis cette plaie hideuse de l'esclavage des noirs et l'avait stigmatisée dans ses écrits ; il la juge à la tribune de même que dans ses livres ; il est nommé rapporteur de la commission à laquelle la Chambre avait renvoyé l'examen de la proposition et rédige un admirable rapport, dans lequel la servitude humaine est à jamais flétrie, et qui, avec les travaux sur le même sujet de M. de Rémusat et de M. le duc de Broglie, forme un traité complet de la matière. Et non seulement il pose la question devant l'Assemblée qui lui en a donné le mandat ; mais encore comptant pour peu le succès moral de son rapport, s'il n'aboutit pas à une solution pratique, et convaincu que la majorité parlementaire ne peut être obtenue que par une pression de l'opinion publique sur la Chambre, en même temps qu'il livre son rapport aux députés, il adresse au public, par la voie de la presse, une série d'articles, où il s'applique à démontrer la nécessité, l'urgence et les facilités de l'abolition de l'esclavage. Ces articles écrits avec une verve et un talent admirables parurent alors sous le voile de l'anonyme dans le journal le *Siècle*. On les trouvera réunis à la suite du rapport.

Le rapport de Tocqueville sur l'esclavage n'en amena pas immédiatement l'abolition ; mais il la rendait inévitable et prochaine. Quand de pareilles questions ont été ainsi posées, elles sont résolues. Mortellement atteinte, l'institution de l'esclavage dans les colonies françaises pouvait paraître encore vivante, parce qu'elle restait encore debout ; mais elle se tenait comme peut se tenir encore le chêne dont la racine est coupée. Elle est tombée au premier souffle de la révolution de Février, à laquelle sans doute personne ne reprochera cette ruine.

De même et quelques mois après seulement (1840), la question de la réforme des prisons étant portée devant le parlement, Tocque-

ville qui avait étudié ce sujet en Amérique et s'y était formé des convictions bien arrêtées, en porte l'expression vive devant la Chambre, est nommé rapporteur de la commission formée pour l'examen du projet de loi, et dépose le remarquable rapport qui fut pendant plusieurs années la base des discussions dans les deux Chambres, et qui restera le résumé le plus fidèle et le plus complet de la question pénitentiaire.

Il en fut encore de même lorsqu'en 1847 la Chambre fut solennellement saisie de la *question d'Afrique* par la présentation d'un projet de loi, qui proposait l'établissement de colonies militaires¹. Il avait, dans le cours de ses voyages, observé beaucoup d'établissements de colonisation ; il avait en 1841 et en 1846, visité l'Algérie ; il avait vu nue et déserte cette terre jadis fertile, qui fut le grenier de Rome ; il avait cru apercevoir les causes du mal et les moyens d'y remédier. Ce qu'il pensait, il le dit à la Chambre avec la vivacité d'un témoin convaincu et l'autorité d'un économiste éclairé. Il fut nommé rapporteur, et son rapport, en présence duquel le ministère retira son projet, renferme l'exposé des vrais principes qui doivent diriger la France dans le gouvernement de ses possessions d'Afrique.

Quelque frappé qu'on puisse être d'abord de la différence des facultés qui sont nécessaires pour la composition de grands ouvrages tels que ceux de Tocqueville, et de l'aptitude que réclament les travaux législatifs, on aperçoit bientôt le lien qui unit ces œuvres si diverses de leur nature, et on comprend comment celui qui avait observé, dans les pays étrangers, les États à esclaves, le vice des prisons et les procédés de la colonisation, pourrait un jour, avec plus d'autorité qu'aucun autre, proposer à son pays l'abolition de la servitude dans les colonies, la réforme pénitentiaire, et celle du régime imposé à nos établissements d'Afrique.

Ainsi se convertissaient en applications pratiques un grand nombre des opinions théoriques que Tocqueville avait apportées à la Chambre. On comprend cependant qu'une pareille destinée ne pouvait échoir à ses opinions politiques proprement dites ; car ses principes politiques le séparaient de la majorité parlementaire, dont à cet égard il ne pouvait jamais être l'interprète ; et il n'avait, comme rapporteur, d'accès possible qu'auprès de ce petit nombre d'affaires, qui sont neutres de leur nature, et pour lesquelles seules l'opposition trouvait quelquefois grâce auprès de la majorité. Ces questions neutres sont les petites questions du moment, et celles que les partis dédaignent. Ce sont pourtant les grandes questions ; questions de morale, d'humanité, de justice sociale ; elles ne touchent pas les

¹ Sous le titre de *Camps agricoles*.

partis parce qu'elles sont au-dessus d'eux, et continuent d'exister, quand la trace même des partis a disparu.

C'est une heureuse fortune pour un homme politique d'avoir, dans le cours de sa carrière, rencontré sur son chemin une de ces grandes questions humaines qui ne meurent point, et d'y avoir attaché son nom. Les ambitieux vulgaires n'estiment guère le pouvoir que par la durée du temps pendant lequel ils l'occupent. L'homme politique digne de ce nom, compte non le temps qu'il a passé au pouvoir, mais ce qu'il y a fait. Les rapports de Tocqueville sur l'esclavage, sur la réforme pénitentiaire et sur l'Algérie, nous ont paru dignes de figurer parmi ses œuvres ; on les trouvera dans le tome neuvième.

Quant à ses discours à proprement parler politiques, nous en donnons, non la collection complète, mais seulement un choix. Nous croyons que le moment n'est pas encore venu de mettre dans tout son jour la véritable nuance qui caractérisa la politique de Tocqueville, durant le régime antérieur à 1848. La libre appréciation des partis de cette époque entraînerait une discussion des hommes et des choses, qui paraît aujourd'hui plus difficile et plus inopportune que jamais. Nous nous bornons donc à réunir ceux des discours de Tocqueville qui portent le moins l'empreinte des luttes de partis. On sera frappé en lisant ces discours, de la hauteur à laquelle Tocqueville se plaçait, quand il parlait à la Chambre. Nul peut-être n'a su aussi bien que lui signaler au gouvernement de son pays les périls qui le menaçaient, et à côté du danger, montrer les moyens de le combattre. Vaines paroles ! impuissantes même quand elles venaient des voix les plus amies, et qui dans la bouche d'un opposant n'excitaient que la défiance ou le dédain !

La dernière œuvre parlementaire de Tocqueville est son rapport du 8 juillet 1851, sur la révision de la constitution de 1848, dans lequel se trouvent tout à la fois mises en lumière les causes qui rendaient cette révision si nécessaire, et les circonstances extraordinaires qui la rendaient si difficile. Dernier et solennel témoignage d'honnêteté et de sincérité politiques d'un homme qui, dans tout le cours de sa carrière, n'a jamais dit une parole qui ne fût l'expression de sa pensée, ni fait un acte qui ne fût en harmonie avec ses autres actes.

Ainsi se montrent à la fin comme dans tout le cours de sa vie, cet accord des actions avec les discours, cette parfaite unité de sentiments, d'idées et de vues, qui distingue l'existence de Tocqueville, et qui, à l'éclat si rare du talent et du génie, ajoute la splendeur encore

plus rare du caractère¹. Un illustre écrivain allemand a dit : « Restez fidèles aux rêves de vos premiers ans. » Le rêve de Tocqueville, dès sa plus tendre jeunesse, fut de voir son pays grand et prospère sous un gouvernement libre. Il est demeuré fidèle à son rêve, et l'a emporté dans la tombe.

On voit maintenant de quels éléments se compose cette édition des œuvres complètes de Tocqueville.

Rien n'a été négligé pour donner à cette édition une valeur exceptionnelle, indépendante même des œuvres inédites qui en font partie. Les anciens ouvrages de Tocqueville ont été réimprimés avec un soin particulier. Beaucoup d'erreurs typographiques s'étaient glissées dans le texte de *la Démocratie* et de *l'Ancien Régime*. Ce qui s'explique par le grand nombre d'éditions qui s'étaient succédé, et dont la plupart n'avaient point été corrigées par l'auteur. J'ai voulu, et c'est un mérite trop modeste pour qu'il ne me soit pas permis de m'en vanter, corriger moi-même les épreuves de cette édition, et en écarter ces erreurs matérielles dont quelques-unes formaient de véritables contre-sens. Mon travail était d'ailleurs tracé par mon mandat.

Au moment de faire paraître cette édition, madame de Tocqueville pensant que la réunion et la publication de toutes les œuvres de son mari était le plus beau monument qui pût être élevé à sa mémoire, m'a chargé de rechercher parmi ses manuscrits inédits ceux qu'il pouvait convenir de livrer à la publicité. Il y avait là un choix et un classement à faire. À cela s'est bornée ma tâche.

Témoignage d'une confiance dont je serai toujours heureux et fier, ce mandat m'a imposé un travail, non exempt de quelques

¹ C'est sans doute cette pensée qui a inspiré l'auteur d'un article publié par une revue anglaise, peu de temps après la mort de Tocqueville, et où je trouve les lignes suivantes : « Il y a une entière disproportion entre l'existence de Tocqueville et le vide occasionné par sa mort. Un homme d'une naissance distinguée mais non illustre ; d'une fortune indépendante mais médiocre ; célèbre comme voyageur, et qui n'a exploré que des pays connus ; auteur d'un seul grand ouvrage complet et d'un autre seulement commencé, remarquable comme orateur, mais sans grande influence sur le parti de l'opposition, avec laquelle il votait, et à laquelle il n'appartenait qu'à demi ; ministre pendant quelques mois d'une république qu'il n'avait ni fondée ni appelée de ses vœux ; cet homme disparaît au milieu de sa carrière ; et l'événement est considéré non seulement comme un malheur national, mais comme une catastrophe qui touche aux plus chers intérêts de l'humanité tout entière.

Son nom est voué au respect et son caractère à l'admiration, non seulement par les amis personnels qui ont subi le prestige de ses charmantes qualités, et par le groupe d'adeptes qui s'étaient attachés à ses principes, mais par les hommes d'État eux-mêmes dont il condamnait les actes, par les philosophes dont il contestait l'autorité, par les hommes religieux dont il n'avait pas toujours obtenu l'entière sympathie. » (*Quarterly review*, juillet et octobre 1861.)

difficultés, mais qui, je l'avoue, a été pour moi plein de charme. Sans doute au milieu de mes recherches parmi ces manuscrits remis entre mes mains, à la vue de cette écriture amie, de ces dates marquées de tant de souvenirs, j'étais saisi d'une grande tristesse en songeant que celui dont la main avait tracé ces lignes n'était plus. Mais un autre sentiment venait aussitôt relever mon courage. Je me disais que si Tocqueville n'existait plus, sa pensée vivait toujours. Cette pensée, je la voyais sous mes yeux toujours aussi vive, aussi lucide, aussi profonde. Cette pensée, elle, est immortelle. C'est cette pensée que je recherchais avec bonheur, et que je m'appliquais à retrouver pour la transmettre, ou plutôt pour la rendre à l'humanité qui l'a inspirée et à laquelle elle appartient.

Je ne sais si je m'abuse, mais je crois fermement que ce monument sera durable. Les œuvres de Tocqueville sont un arsenal intellectuel dans lequel les amis de la liberté viendront pendant longtemps chercher des armes ; les hommes d'État, des maximes ; les âmes faibles, de l'énergie ; tous les penseurs, des idées.

Gustave DE BEAUMONT.

Beaumont-la-Chartre, 25 mai 1864.

NOTICE SUR ALEXIS DE TOCQUEVILLE

(1860)

CHAPITRE PREMIER

Son enfance. — Ses premiers voyages ; en Italie, en Sicile. — Son entrée dans la magistrature. — La Restauration (1827-1828). — La révolution de 1830. — Jusqu'au voyage d'Amérique.

Tocqueville (Alexis-Charles-Henri Clérel de) est né à Paris, le 29 juillet 1805. Sa mère, née Le Peletier de Rosambo, était petite-fille de M. de Malesherbes ; et son père, le comte de Tocqueville, fut successivement sous la Restauration préfet de Metz, d'Amiens, de Versailles, et pair de France¹. Élevé dans sa famille, il y apprit fort

¹ Le comte de Tocqueville a, dans les dernières années de sa vie, publié deux ouvrages distingués : le premier intitulé : *Histoire philosophique du règne de Louis XV*, 2 vol. in-8° ; le second : *Coup d'œil sur le règne de Louis XVI*, 1 vol. in-8.

peu de choses, si l'on compte pour peu les bonnes manières et les bons sentiments. Il est certain que son instruction primaire fut très négligée ; et il commença ses études avec ses humanités au collège de Metz, où il entra dans le même temps que son père était préfet de cette ville. Faible d'abord en latin et en grec, il fut tout d'abord le premier dans les compositions françaises, où l'imagination compte plus que l'orthographe, et tout récemment l'Académie impériale de Metz consignait avec orgueil dans ses annales qu'en 1822 Alexis de Tocqueville, alors élève de rhétorique, y avait remporté le prix d'honneur¹. Après avoir terminé brillamment des études qu'il regretta souvent de n'avoir jamais commencées, il voyagea.

C'était en 1826. En compagnie de son frère Édouard², son aîné et son guide, il parcourut l'Italie, dont il visita toutes les villes principales, et fit une excursion en Sicile. Il montra dès lors dans ces voyages la curiosité et l'activité d'esprit qu'il portait partout. C'est ce qu'attestent deux manuscrits assez volumineux qui contiennent ses notes et ses impressions de chaque jour. Assurément ces manuscrits ne sont pas des chefs-d'œuvre, et leur auteur ne se faisait aucune illusion flatteuse sur le mérite de ces premiers-nés ; car on lit écrit de sa main sur l'enveloppe de l'un d'eux : *très médiocre*. Mais l'apostille est au moins sévère ; et fût-elle méritée, il n'en serait pas moins intéressant d'étudier dans ces premiers essais d'un grand écrivain la marche qu'a suivie son esprit, ses tâtonnements, ses méprises, ses retours, et les voies détournées par lesquelles il est rentré dans son vrai chemin. Il est en effet curieux de voir le jeune voyageur, à son arrivée en Italie, prendre d'abord ce pays comme le prennent tous les touristes : il visite scrupuleusement tous les musées, ne passe pas un tableau, n'omet pas une médaille, note toutes les œuvres des grands maîtres de l'art. Il fait plus : il commence une étude approfondie des principes de l'architecture antique, dont il entreprend de bien définir tous les genres, sans doute pour donner une règle à ses admirations. Évidemment ce travail était peu de son goût ; il ne le continue pas. Rome, où il ne trouve pas seulement des musées, mais où les monuments sont aussi de grands souvenirs, lui suggère sa première œuvre d'imagination.

L'auteur suppose qu'un jour après une longue course dans Rome, il gravit le Capitole du côté du Campo Vaccino ; que là, excédé de fatigue, il tombe à terre et s'endort. Pendant son sommeil

¹ Voir le discours prononcé le 15 mai 1859, par M. Salmon, président de l'Académie impériale de Metz.

² Alors le baron, depuis le vicomte Édouard de Tocqueville, le second de ses frères, tous deux ses aînés.

l'ancienne Rome lui apparaît tout entière avec son passé, ses héros, sa gloire, sa puissance, surtout sa liberté ; il voit ainsi se succéder devant lui tous les grands événements et tous les grands hommes de l'antiquité romaine depuis la fondation de la République jusqu'au meurtre de César, depuis le premier Brutus jusqu'à l'avènement d'Auguste.

Tout à coup il est réveillé par une procession de moines déchaussés qui, pour se rendre à leur église, montent les degrés du Capitole, tandis qu'un garde-vache fait entendre les sons d'une clochette avec laquelle il rassemble son troupeau paissant dans le forum. « Je me levai, dit-il, m'acheminant lentement vers ma demeure, tournant de temps en temps la tête, et me disant : pauvre humanité, qu'es-tu donc ?... »

Ce cadre qui pour être rempli aurait demandé tout le goût et l'imagination qu'il avait, et l'érudition qu'alors il n'avait pas, n'était pas le mieux approprié aux facultés d'Alexis de Tocqueville. Cependant on devine déjà l'homme à venir dans cette œuvre où il date la décadence de Rome du jour où Rome perdit sa liberté.

On l'aperçoit mieux encore dans le voyage de Sicile, où, témoin des misères que fait peser sur ce pays un détestable gouvernement, il est conduit à méditer sur les conditions premières desquelles dépend l'infortune ou la prospérité des peuples. Il n'avait d'abord pensé qu'à décrire l'aspect extérieur du pays, mais bientôt il ne peint que les institutions et les mœurs, et les descriptions disparaissent pour faire place aux idées.

Il achevait en Sicile ce voyage et le manuscrit qu'il en a rapporté, lorsqu'une ordonnance royale du 5 avril 1827 le rappela en France. Il était nommé juge auditeur, et attaché en cette qualité au tribunal de Versailles, où le comte de Tocqueville, son père, était préfet. Il venait d'avoir vingt-et-un ans, c'est-à-dire l'âge légalement requis pour entrer dans la magistrature.

Si Alexis de Tocqueville eût été un homme ordinaire, sa destinée se trouvait toute tracée : son nom, sa famille, sa position sociale, sa carrière lui marquaient la voie à suivre. Petit-fils de Malesherbes, n'était-il pas sûr de parvenir aux postes les plus élevés de la magistrature, même sans effort, et en laissant seulement couler le temps ? Jeune, agréable, allié à toutes les grandes familles, fait pour prétendre aux plus beaux partis, qui déjà lui étaient offerts, il eût épousé quelque riche héritière. Sa vie renfermée dans un cercle circonscrit à l'avance se fût écoulée, d'ailleurs doucement et honnêtement, dans l'accomplissement régulier des devoirs de sa charge, au sein du bien-être que procure un gros traitement, au milieu des intérêts limités

mais certains de la justice et des jouissances modérées mais paisibles de la vie privée.

L'existence ainsi conçue ne convenait ni à la nature de son esprit ni à son caractère ; et d'abord, résolu de ne devoir son avancement qu'à lui-même, il rechercha aussitôt dans la carrière où il entraît le côté par lequel il pourrait y appliquer ses facultés. On sait que les fonctions de juge auditeur, transformées depuis en celles de juge suppléant, n'impliquaient par elles-mêmes l'obligation d'aucun service très actif, à moins que le titulaire ne fût appelé à prendre part aux travaux du ministère public. Alexis de Tocqueville sollicita et obtint d'être associé à ces travaux. C'est là qu'il rencontra parmi ses collaborateurs un substitut, M. Gustave de Beaumont, avec lequel il commença des rapports devenus en peu de temps une liaison intime, et plus tard une étroite amitié.

À peine Alexis de Tocqueville eut-il un certain nombre de fois occupé le siège du ministère public devant la cour d'assises de Versailles, que sa parole grave, le tour sérieux de sa pensée, la maturité de son jugement et la supériorité de son esprit, le placèrent hors ligne. Son plus grand succès n'était pas dans la foule, mais jamais aucun suffrage d'élite ne lui manqua ; personne ne doutait qu'un brillant avenir ne lui fût réservé, et plus d'un président des assises lui pronostiqua une haute destinée. Il convient seulement de remarquer que dans ces présages on pensait plus à Malesherbes qu'à Montesquieu.

Cependant si toutes ses qualités convenaient parfaitement à la magistrature, cette carrière n'était peut-être pas celle qui convenait le mieux à la nature de son esprit. Alexis de Tocqueville possédait au plus haut degré la faculté si rare de généraliser ses idées ; et précisément parce qu'il y était supérieur, c'était toujours là que tendait son intelligence ; le juge suit d'ordinaire une tendance tout opposée qu'il puise dans les habitudes mêmes de sa profession, où son esprit ne se nourrit que d'espèces et de cas particuliers. La pensée d'Alexis de Tocqueville souffrait d'être emprisonnée dans les limites d'une spécialité. La gêne qu'il y éprouvait s'accroissait à mesure que le procès à juger était moindre ; au contraire, en proportion de la gravité de la cause, son talent grandissait comme si les liens qui enchaînaient son intelligence fussent brisés ou détendus.

Est-il besoin de dire que cet esprit, si avide d'indépendance et d'espace, sortait souvent de la sphère étroite du droit, où le retenait seul l'exercice de sa profession, pour entrer dans l'arène alors si librement ouverte aux questions générales de la politique ? Quand la part des travaux juridiques avait été faite, lorsque les devoirs de l'audience et du parquet avaient été remplis, les deux collègues,

devenus des amis, unis par le lien de goûts communs autant que par celui d'idées et d'opinions semblables, se précipitaient sur les études de leur choix, celles surtout qui avaient pour objet l'histoire. Et alors quelle activité ! quelle émulation ! quel charme dans cette vie laborieuse ! quelle sincérité dans la poursuite du vrai en toutes choses ! et quel élan vers l'avenir, vers l'avenir sans bornes, sans nuages, tel que l'ouvraient à des esprits ardents et à des cœurs généreux les passions et la foi du jeune âge à une époque croyante et passionnée !

Ceux qui n'ont pas vu cette époque (1827-1828), et qui ne connaissent que la mollesse et l'indifférence de la nôtre, comprendront difficilement les ardeurs de ce temps-là. Douze années s'étaient écoulées depuis que l'empire était tombé. Pour la première fois la France avait connu la liberté, et l'avait aimée. Cette liberté, consolation pour les uns, souverain bien pour les autres, avait créé pour tous un pays nouveau. Des institutions mises à la place d'un homme, de nouvelles mœurs, au milieu d'une paix profonde le développement d'instincts, de sentiments et de besoins jusque-là inconnus, tout avait contribué à répandre dans une nation régénérée une nouvelle vie. Oui, il faut le reconnaître, en dehors des vieux partis de la Révolution et de l'empire, dont le libéralisme ne fut qu'un mensonge, et au milieu des dissidences inhérentes à la liberté même, il y eut alors une France sincèrement libérale, passionnée pour les institutions nouvelles, jalouse de les soutenir, prompt à s'alarmer de leurs périls et à voir dans leur chute ou dans leur maintien le succès ou l'échec de sa propre fortune. C'était la première fois que se posait sérieusement en France le grand problème de la liberté constitutionnelle. Il semblait que le pays eût le sentiment de ce que contenait de périlleux cette première épreuve. Aussi, avec quelle anxiété la France assistait aux débats de cette grande cause ! avec quelle émotion elle voyait paraître le moindre symptôme d'orage, de quelque côté qu'il vînt, du peuple ou du prince ! Quel intérêt excitaient alors les moindres incidents de la vie publique, l'acte arbitraire d'un agent, un procès de presse, un verdict du jury, l'apparition d'un livre, un mot tombé de la tribune, quelquefois un article de journal !

C'était d'ailleurs le moment où la lutte des partis qui divisaient le gouvernement autant que le pays allait prendre le caractère le plus offensif. Encore quelques jours, et il n'y aurait plus entre le gouvernement de la Restauration et sa chute que le ministère de M. de Martignac, cette suprême tentative des hommes sages, dont le succès eût peut-être épargné à la France bien des malheurs !

Alexis de Tocqueville contemplait le spectacle de cette grande lutte avec toutes les passions communes à la jeunesse de ce temps, en y apportant de plus une sagesse et une profondeur d'observations

bien rares. Il avait dès lors un certain nombre d'opinions très arrêtées en politique.

Son premier principe était que tout peuple, digne de ce nom, doit participer au gouvernement de ses propres affaires, et que sans des institutions libres il ne peut y avoir pour un pays de vraie grandeur, ni pour ceux qui l'administrent de vraie dignité : sa fierté n'admettait pas qu'il pût jamais servir un maître. C'était là pour lui une vérité fondamentale qui lui était venue tout à la fois de l'esprit et de l'âme. Il portait une haine égale aux révolutions, et à leur produit naturel, le pouvoir absolu. Sans exclure aucune forme de gouvernement libre, même la république, il croyait fermement que dans l'état de la France et de ses mœurs la forme qui lui convenait le mieux était la monarchie constitutionnelle, celle qui conciliait l'autorité du prince avec la représentation nationale ; et s'il faisait des vœux pour l'affermissement de la branche aînée des Bourbons, c'est parce qu'il croyait qu'avec elle il était plus facile de conserver la liberté qu'avec toute dynastie d'origine révolutionnaire.

Cependant, en même temps qu'il croyait possible et qu'il désirait si ardemment le succès de ceux qui tentaient de réaliser l'accord de la monarchie et de la liberté, Alexis de Tocqueville apercevait clairement les difficultés de l'entreprise et l'immensité des abîmes qui s'ouvraient déjà sous les pas de notre génération ; et c'est ce qui rendait si solennel à ses yeux le grand drame dont les scènes commençaient à se dérouler.

Jamais son regard ne s'arrêtait à la surface des faits aperçus de tout le monde ; il pénétrait plus avant. Et déjà un coup d'œil rétrospectif dans notre histoire lui faisait entrevoir les grandes questions qu'il a depuis approfondies, et dans lesquelles il cherchait dès lors l'explication de son temps.

Il voyait bien, malgré la paix extérieure qui régnait à la surface de la société française, que nous étions toujours en révolution. Mais ce qui le frappait avant tout, c'était le caractère profondément démocratique de cette révolution, c'était le principe de l'égalité s'emparant des sociétés modernes et s'y établissant en dominateur ; et déjà se posaient dans son esprit les grands problèmes qui devaient remplir sa vie, et pour l'étude desquels il irait un jour interroger le Nouveau Monde. Comment l'égalité qui divise et isole les hommes se conciliera-t-elle avec la liberté ? Comment empêcher le pouvoir sorti de la démocratie de devenir tout-puissant et tyrannique ? Où trouver une force pour lutter contre lui, là où il n'y a que des hommes, tous égaux, il est vrai, mais également faibles et impuissants ? L'avenir des sociétés modernes serait-il tout à la fois la démocratie et le

despotisme ? Telles étaient les questions qui dès lors occupaient son esprit et troublaient son âme.

On a dit avec raison qu'Alexis de Tocqueville était un penseur ; oui, et un penseur dont la tête toujours en travail ne se reposait jamais. Cette expression de penseur serait cependant inexacte si elle donnait de lui l'idée qu'elle implique ordinairement d'un philosophe abstrait, se plaisant dans les spéculations de la métaphysique, aimant la science pour elle-même et se passionnant pour une idée ou pour une théorie indépendamment de leur application ; je peins là le vrai philosophe et le vrai savant ; tel n'était point Alexis de Tocqueville, dont la méditation avait toujours un but actuel et déterminé. Il était, à vrai dire, peu versé dans la philosophie pour laquelle il avait peu de goût, dont il savait imparfaitement la langue, et dont à tort ou à raison les disputes lui avaient toujours paru plus ou moins vaines. Un moment, dans sa plus grande jeunesse, son esprit, impatient du doute, avait cherché en elle un appui, mais il n'y avait trouvé aucun secours. On peut voir dans ses notes de cette date les efforts et les souffrances de son intelligence, lorsque, poursuivant la vérité avec ardeur, il aperçoit l'infirmité et l'impuissance de l'esprit humain, s'arrête tout à coup, semble abandonner cette chimère et écrit avec douleur ces mots : « Il n'y a point de vérité absolue » ; et un peu plus loin ces autres mots plus tristes encore :

« Si j'étais chargé de classer les misères humaines, je le ferais dans cet ordre :

- 1° Les maladies ;
- 2° La mort ;
- 3° Le doute. »

Comme tous les esprits qui veulent s'éclairer, il commençait par le doute ; à l'exemple de toutes les âmes énergiques, il s'attachait fortement au sentiment qu'il avait enfin adopté comme le plus vrai et le plus juste, et il en faisait la loi absolue de sa conduite. Hésitant d'abord sur la règle, il ne l'était point sur le devoir, la règle une fois admise. Il était aussi résolu dans l'action qu'il avait été timide dans la résolution. Essentiellement pratique dans toutes ses spéculations intellectuelles, il ne s'occupait jamais du passé qu'en vue du présent, et des peuples étrangers qu'en vue de son pays. C'est ainsi que ses études historiques, et dans ces études celles qui avaient pour objet notre première révolution se rapportaient toutes à l'état présent de la France, et aux événements contemporains, devenus de jour en jour plus graves, qui présageaient de nouveaux troubles, peut-être une nouvelle révolution.

Cette révolution éclata. Alexis de Tocqueville se rallia sans hésitation, mais sans élan, au gouvernement de 1830. Il possédait déjà

une faculté qu'il a toujours eue, celle de voir plus vite et plus loin que les autres. Cette exaltation morale qu'excite un grand mouvement populaire, l'enthousiasme, les joies, les vives espérances qui saluent d'ordinaire un régime nouveau, rien de tout cela ne l'atteignait. La révolution de juillet lui parut un malheur, il craignait qu'un prince ainsi parvenu au trône ne fût ou trop porté à la guerre afin de se faire craindre, ou trop enclin à la faiblesse pour se faire pardonner. Cependant la constitution de 1830 était la seconde, peut-être la dernière chance offerte à l'établissement en France de la monarchie constitutionnelle et de la liberté politique. Il ne pouvait refuser son adhésion ; il la donna avec tristesse, et six mois après il partait pour les États-Unis.

Aucun lien puissant ne le retenait en France, et une irrésistible curiosité d'esprit le poussait en Amérique. L'intérêt de sa carrière de magistrat était à peu près nul à ses yeux. Quelle chance le fils du préfet de la Restauration avait-il de recevoir du gouvernement de juillet un avancement que le gouvernement de la Restauration n'avait pas donné au petit-fils de Malesherbes, juge auditeur à Versailles depuis près de quatre années ? D'un autre côté, la révolution à laquelle il venait d'assister, les scènes violentes qu'elle avait fait naître, les passions qu'elle avait soulevées, les théories étranges qu'elle avait fait éclore, tout cela n'avait fait qu'accroître pour lui l'intérêt et la gravité des questions qui s'agitaient dans son esprit ; et de plus en plus convaincu que la France, en s'avancant fatalement vers la démocratie, marchait aussi vers ses périls, il résolut d'aller visiter le seul grand pays du monde où ces périls aient été conjurés, et où avec l'égalité absolue règne aussi la liberté. Il fit part de son projet à son ancien collègue de Versailles, alors substitut du procureur du roi à Paris, qui l'accueillit avec transport. Une difficulté cependant les arrêtait : c'est que, comme magistrats, ils ne pouvaient ni l'un ni l'autre s'absenter sans congé ; il s'agissait donc de trouver pour cette absence une cause légitime qui les mît en règle. À cette époque, où, comme il arrive toujours le lendemain d'une révolution, toutes les idées d'innovation étaient en honneur, une réforme d'un intérêt réel quoique secondaire, celle des prisons, attirait l'attention publique. On parlait d'un système pénitentiaire pratiqué avec succès dans les États du Nouveau Monde. Les deux jeunes magistrats présentèrent au ministre de l'intérieur, alors le comte de Montalivet, un mémoire dans lequel, après avoir exposé la question, ils offraient d'aller l'étudier sur les lieux, s'ils en recevaient la mission officielle. Cette mission leur fut donnée ; et le ministre de la justice y ayant prêté son concours, le substitut et le juge auditeur partirent avec un congé en bonne forme. On a dit souvent que cette mission avait été

pour Alexis de Tocqueville l'occasion de son voyage. La vérité est qu'elle en fut non l'occasion, mais le moyen. L'objet véritable et prémédité fut l'étude des institutions et des mœurs de la société américaine.

CHAPITRE II

Le voyage d'Amérique.

Si pour les deux voyageurs l'observation des prisons d'Amérique fut moins le texte que le prétexte de ce voyage, hâtons-nous de dire qu'ils donnèrent à cette étude une attention aussi sérieuse que si elle en eût seule été l'objet.

À peine arrivés à New York (le 10 mai 1831), ils se livrèrent avec zèle à l'accomplissement de leur mission officielle. Sing Sing et Auburn dans l'État de New York, Wethersfield dans le Connecticut, Walnut-Street et Cherry-Hill dans la Pennsylvanie, tous les établissements auxquels ces lieux ont donné leur nom, et une foule d'autres moins célèbres dans les annales pénitentiaires furent successivement l'objet de leur examen le plus consciencieux. On pourra juger par un seul exemple de l'importance qu'ils attachaient à ce travail ; le fait que l'on va citer jette d'ailleurs un jour curieux sur une des facultés d'Alexis de Tocqueville, sur sa mémoire.

Lorsqu'à Philadelphie ils se trouvèrent en face de la fameuse prison de Cherry-Hill où était en vigueur le système de l'isolement absolu de jour et de nuit, ils pensèrent que ce qui importait pour se rendre compte des effets de ce régime, c'était d'examiner, non seulement l'état physique des détenus, mais encore et surtout leur état moral. La note du directeur relative à chacun d'eux portait bien : *conduite parfaite, conduite excellente* ; mais les commissaires français ne purent s'empêcher de demander quelle espèce d'infraction à la discipline pouvait commettre un prisonnier confiné seul entre quatre murs, sans contact possible avec aucun de ses pareils. Ils sollicitèrent donc l'autorisation de visiter séparément tous les détenus, et de les entretenir hors de la présence d'aucun employé de la prison, espérant par ce moyen obtenir d'eux la révélation de leurs secrètes impressions et pénétrer au fond de leur âme. L'autorisation accordée, Alexis de Tocqueville se chargea de ce travail délicat sans aucun concours de son compagnon, qui pensa comme lui que telles confidences qui se font à un seul ne se font pas à deux. Il consacra quinze jours à cette minutieuse enquête, qu'il ne commença d'abord que par un sentiment de devoir, et qu'il continua ensuite avec un intérêt

extrême, tantôt frappé des effets singuliers de l'isolement sur l'âme humaine, tantôt ému des misères morales dont le mystère se dévoilait sous ses yeux, souvent entraîné par l'intérêt de ces entretiens solitaires au-delà des heures fixées par la discipline de la maison, toujours retenu par les pauvres prisonniers, ingénieux à prolonger l'accident si rare pour eux d'une conversation avec un homme, et qui ne soupçonnaient pas avec quel homme ! Alexis de Tocqueville avait noté tour à tour et ensuite rédigé chacun de ces entretiens. Cependant peu de temps après avoir quitté Philadelphie, il cherche un jour ces notes pour les montrer à son collaborateur, et ne les retrouve pas. Il les recherche encore, mais vainement. Enfin, après beaucoup d'autres efforts aussi infructueux il demeure convaincu qu'il les a perdues. Alors il recueille ses souvenirs, écrit ce que sa mémoire lui rappelle ; et telle était la profonde impression qu'avaient faite sur son âme ces entretiens de la solitude, qu'en quelques heures il les retraça tous sur le papier, sans aucune confusion, et sans en omettre un seul. Le lendemain, ne cherchant plus ses notes, il les retrouva. On put voir en les comparant avec ses souvenirs combien ceux-ci étaient exacts, et avec quelle prodigieuse fidélité sa mémoire avait tout reproduit. Quelques détails avaient seuls été oubliés, mais nulle part la pensée-mère n'était absente. Ce sont ces notes qui, dans l'ouvrage publié plus tard sur le système pénitentiaire, figurent sous le titre d'*Enquête sur le pénitencier de Philadelphie*. Alexis de Tocqueville n'avait pas la mémoire des mots, ni celle des chiffres, mais il possédait au plus haut degré la mémoire de l'idée ; celle-ci entrée dans son esprit n'en sortait jamais.

La part du système pénitentiaire ayant été faite, Alexis de Tocqueville se livra avec plus d'ardeur encore, il faut le reconnaître, à l'étude des questions d'un ordre plus général ; et certes, les hommes politiques qui, en France, l'avaient chargé d'un mandat officiel et spécial ne durent pas regretter qu'il s'en détournât un moment pour remplir la mission plus large qu'il s'était donnée à lui-même.

On n'attend point ici le récit de ce voyage¹, dans lequel Alexis de Tocqueville parcourut toute l'union américaine, et étudia tout d'abord les États de la Nouvelle-Angleterre, dont Boston forme la tête, comme pour bien connaître un fleuve on commence par en

¹ Indépendamment des motifs qu'on a eus d'abrégé le récit de ce voyage, et qu'on exprime ici, il en est un autre qui sera peut-être mieux compris du lecteur, c'est le succès du livre publié depuis par M. Ampère, sous le titre de *Promenade en Amérique*, et dans lequel tout ce que la vue des États-Unis peut suggérer a été dit dans le même esprit qu'y apporterait l'auteur de cette notice, avec une vivacité que donne le récit immédiat et à laquelle le souvenir ne peut suppléer.

explorer la source. Ce récit remplirait à lui seul un volume, et dépasserait de beaucoup le cadre que l'on s'est tracé. L'auteur ne pourrait d'ailleurs raconter le voyage d'Alexis de Tocqueville sans raconter aussi le sien ; car leurs vies, alors, furent tellement unies qu'il serait impossible de les séparer. Ne serait-il pas ainsi entraîné vers un écueil qu'il s'est par-dessus tout appliqué à éviter ? Quelque charme qu'ait eu pour lui ce voyage, qui se rattache aux premières impressions de sa jeunesse et en résume toute la poésie, il a résolu d'en écarter tous les souvenirs personnels pour ne penser qu'à celui dont la mémoire doit seul l'occuper.

Ce qui, du reste, dans le voyage d'Alexis de Tocqueville est le plus intéressant, c'est moins le voyage en lui-même que sa manière de voyager. Elle était particulière. On ne saurait se figurer l'activité d'esprit et de corps qui, comme une fièvre ardente, le dévorait sans relâche ; tout lui était sujet d'observation. Il posait à l'avance dans sa tête toutes les questions qu'il aspirait à résoudre, et à chacune desquelles venaient répondre les faits et les conversations de chaque jour. Jamais une idée ne s'offrait à son esprit sans qu'il la notât, et cela sans retard, en quelque lieu qu'il fût. Car il avait remarqué que presque toujours la première impression se produit sous une forme originale qu'on ne retrouve pas si on la laisse échapper. Il est curieux de relire aujourd'hui les petits *memorandum* qu'il portait toujours sur lui, et qui recevaient cette première impression. Toutes les idées-mères du livre de *la Démocratie* y sont en germe ; et plus d'une a été textuellement reproduite dans l'ouvrage. Ces *memorandum* sont en petit nombre et peu volumineux. Alexis de Tocqueville observait beaucoup et notait peu.

Dans le même temps qu'Alexis de Tocqueville parcourait l'Amérique du Nord pour y étudier des institutions et y pénétrer, pour ainsi dire, l'âme d'un peuple, il y avait un Anglais, d'ailleurs le plus aimable homme du monde, qui voyageait dans le même pays sans autre but que d'y rechercher les variétés de gibier propres à ce climat, et notamment les diverses races de canards sauvages. À la même époque aussi, deux Français très distingués, et du commerce le plus agréable, y étaient à la recherche des sites pittoresques pour les dessiner. On ne parle pas de ceux qui y passaient sans y rien voir et sans y rien chercher, pas même des canards sauvages. Assurément ces divers modes de voyager sont également honnêtes et légitimes, et si on les rappelle ici ce n'est pas pour critiquer ceux qui prennent les voyages comme un exercice du corps ou comme un agréable passe-temps, mais seulement pour montrer qu'Alexis de Tocqueville les entendait autrement. Sans doute entre celui qui tire de ses voyages un livre, et celui qui en rapporte un album, il y a le voyageur inter-

médiaire, qui, sans être aussi frivole que l'un est moins sérieux que l'autre. Mais en général il n'est guère de voyageur, même sérieux, qui dans le voyage ne cherche de la distraction et ne se permette quelque repos. Alexis de Tocqueville en voyage ne se reposait pas.

Le repos était antipathique à sa nature ; et que son corps fût en mouvement ou immobile, son intelligence était toujours en travail. En même temps qu'il n'omettait rien de ce qui pouvait altérer ses forces et les user, on ne pouvait obtenir de lui qu'il fit rien pour les réparer. Jamais il ne lui est arrivé de prendre une promenade comme une distraction, ni une conversation comme un délassement. Les causeries étaient continues entre les deux compagnons de voyage, et s'il est vrai, comme l'a dit le bon Ballanche, que l'on ne discute bien que lorsqu'on est d'accord, ils pensaient tellement de même sur toutes choses, que leurs conversations n'étaient sans doute pas stériles. Mais tout d'abord elles prenaient un tour sérieux, et ce n'était pas encore du repos. Pour Alexis de Tocqueville l'entretien le plus agréable était celui qui était le plus utile. Le mauvais jour était le jour perdu ou mal employé ; la moindre perte de temps lui était importune. Cette pensée le tenait dans une sorte d'anxiété continue, et il poussait cette passion dans ses voyages jusqu'à ce point qu'il n'arrivait jamais dans un lieu sans préalablement s'assurer du moyen de le quitter ; ce qui faisait dire à un de ses amis qu'il repartait toujours avant d'être arrivé.

Il y a des pays où le voyageur le plus laborieux trouve, quoi qu'il fasse, et en quelque sorte malgré lui, de certaines occasions de détente et de repos. Il lui suffit, par exemple, de rencontrer de temps à autre quelques-uns de ces sots désœuvrés, assez communs en Europe, qui ne vous cherchent que pour consumer le temps dont ils ne savent que faire, et dont la présence, quelque irritante qu'elle soit, repose forcément l'esprit. Cette salutaire diversion manquait absolument à Alexis de Tocqueville dans un pays où il n'y a pas d'oisifs, et où l'on ne trouve guère que des gens sensés. Cet admirable et universel bon sens des Américains l'attirait et le captivait. C'était pour lui une mine d'un prix inestimable, et dans laquelle il fouillait sans relâche ; il suivait ainsi impétueusement, sans arrêt et sans répit, la pente de sa passion.

Et quand on songe à ce qu'avait de délicat et de frêle le corps qui portait cette âme ardente et cet esprit inquiet, on se demande comment une si grande faiblesse physique pouvait suffire à une pareille activité morale. On le comprend encore moins quand on considère qu'au lieu de ménager d'ailleurs ce faible corps, il semblait prendre à cœur de le soumettre aux plus rudes et même aux plus périlleuses épreuves.

C'est ainsi qu'un jour, en dépit des obstacles qui auraient dû l'arrêter, il résolut de s'enfoncer dans l'Ouest jusqu'à ce qu'il eût trouvé le désert.

Ce n'était pas seulement de sa part cette vague curiosité de l'esprit, ce désir naturel à l'homme d'aller où nul n'a jamais pénétré. Sa résolution procédait d'un sentiment plus grave. Convaincu que l'une des conditions premières de la prospérité de l'Amérique est l'immensité de ses espaces non encore occupés, il voulait y faire au moins une reconnaissance, s'avancer dans la forêt jusqu'à la limite de la civilisation, et avec les derniers pionniers voir les premiers Indiens sauvages.

Tout voyage est aisé quand on suit les voies frayées ; hors de ces voies il n'est jamais sans difficultés. Sans doute pour un homme jeune et robuste comme l'était son compagnon de voyage, une pareille entreprise n'offrait rien de périlleux ; elle était un danger pour une santé aussi fragile que la sienne. Il était impossible d'accomplir cette expédition sans de très longues courses faites d'une seule haleine, presque toujours à cheval ; il faudrait passer des jours entiers sans repos, des nuits sans sommeil, peut-être sans abri ; plus de repas réglés, plus d'auberges, plus de routes. C'étaient là sans doute d'assez bonnes raisons pour ne point entreprendre une pareille campagne ; et il n'est pas un seul de ces arguments qui ne lui fût présenté dans les termes les plus pressants. Mais la lutte était impossible contre le courant de sa passion. On ne saurait s'imaginer à quel point, quand il désirait une chose, ingénieux à prouver aux autres et à se démontrer à lui-même que c'était la chose la plus raisonnable du monde. L'idée d'un péril ne l'arrêtait jamais. Combien de fois il marqua ce mépris du danger, non seulement dans le voyage d'Amérique, mais encore dans ses autres voyages en Angleterre, en Irlande, en Algérie, en Allemagne, et à des époques où sa santé encore affaiblie eût demandé d'autant plus de soins et de ménagements ! Du reste, il eut raison cette fois ; son excursion au désert s'exécuta, sinon sans de grandes fatigues, du moins sans grand dommage pour sa santé ; et jamais peut-être il ne fit aucun voyage qui lui laissât d'aussi vives et d'aussi durables impressions.

Ce serait une grande erreur de croire qu'Alexis de Tocqueville, qu'on voit dans ses voyages poursuivant surtout des idées, demeurât impassible et froid en présence des grands spectacles de la nature. Nul au contraire n'y était plus sensible que lui et n'en éprouvait plus l'attrait. En même temps que toutes les facultés de son esprit le portaient à la méditation, une autre pente de son âme l'inclinait à la rêverie, et ce n'était jamais que par un effort de sa volonté sur lui-même qu'il sortait du domaine des impressions pour rentrer dans

celui des idées. Sa raison seule le ramenait à celles-ci, car la rêverie dont il aurait eu le goût était pour lui pleine de mélancolie ; et par cette raison il la fuyait. Le mouvement de l'esprit était alors pour lui comme un asile où il se réfugiait pour échapper aux troubles et aux tristesses de l'âme.

Jamais, du reste, en aucune circonstance de sa vie, Alexis de Tocqueville ne se laissa autant aller au courant de ses impressions que sous le charme irrésistible de ces grandes solitudes de l'Amérique, où tout se réunissait pour enivrer les sens et pour endormir la pensée. Il a peint lui-même ces impressions dans un petit ouvrage intitulé : *Quinze jours au désert*, et que le lecteur trouvera à la suite de la notice. Cette œuvre charmante est entièrement inédite ; et si elle n'a pas été publiée plus tôt, c'est par suite d'une circonstance qu'il convient peut-être de révéler ici.

Tandis qu'Alexis de Tocqueville se livrait à une profonde étude des institutions américaines, son compagnon de voyage s'appliquait à recueillir quelques peintures de mœurs que plus tard il encadra tant bien que mal dans un roman intitulé *Marie* ; or, dans ce cadre s'étaient tout naturellement placés ces mêmes forêts, ces solitudes, ce désert, parcourus par les deux amis ; il en avait fait le théâtre de son drame, il y avait transporté ses propres émotions, et s'était efforcé de rattacher ainsi sa fiction à quelque chose de réel.

Cependant, lorsque plus tard Alexis de Tocqueville publia la seconde partie de son ouvrage, qui peint les effets de la démocratie sur les mœurs, il eut la pensée de placer son récit de *Quinze jours au désert* en forme d'appendice à la fin du livre ; mais comme il en faisait d'abord, suivant son usage, la lecture à son ami, qu'il consultait toujours, celui-ci, en lui donnant son avis, eut l'imprudence de lui prédire un succès qui dépasserait de beaucoup celui de *Marie*. À ce moment Alexis de Tocqueville ne dit rien, mais son parti était pris ; et rien ne put jamais le décider à une publication qui pouvait avoir l'air d'une concurrence faite à l'œuvre et sur le terrain de son ami. Il avait en amitié des recherches et des délicatesses qui rendaient nécessaire une grande circonspection.

À la suite de la notice, et immédiatement avant les *Quinze jours au désert*, on a placé aussi un opuscule de quelques pages seulement, également inédit, intitulé *Course au lac Oneïda*, et emprunté également aux souvenirs de cette excursion. C'est un morceau du même genre et de la même famille. Ces fragments feront voir au public Alexis de Tocqueville sous un jour nouveau. Mais ceux qui l'ont connu intimement sauront seuls tout ce qu'il y avait de sensibilité et de poésie dans cette âme tendre unie à une intelligence si nette et si profonde.

Plus tard, dans une autre partie du voyage qui semblait devoir être exempte de tous périls pour sa santé, celle-ci fut mise à de bien plus graves épreuves. L'hiver approchait ; et avant qu'il fût arrivé, les deux voyageurs avaient résolu de gagner le Sud. Leur plan était de rejoindre, près de Pittsburg, les bords de l'Ohio ; là, de s'embarquer sur un bateau à vapeur et de descendre l'Ohio et le Mississipi jusqu'à la Nouvelle-Orléans ; voyage très simple et très facile en temps ordinaire, même à cette époque où les chemins de fer n'existaient pas encore. Mais l'hiver arriva, cette année, un mois plus tôt que de coutume. Dans ce pays, d'ailleurs, les saisons sont extrêmes et se succèdent sans transition. Quelques jours après leur départ de Baltimore, où l'été durait encore, ils rencontraient dans les Alleghany la neige et les frimas qui ne les quittèrent plus. Mais ici, pour rendre plus rapide ce récit, qu'on ne veut qu'esquisser, il convient, à défaut des notes d'Alexis de Tocqueville, qui sur ce point manquent, de reproduire textuellement celles de son compagnon de voyage, telles qu'il les traçait au crayon jour par jour :

« 1^{er} décembre (1831), départ de Wheeling, à dix milles de Pittsburg, sur le bateau à vapeur le ***. L'Ohio chargé de glaçons. Ses rives couvertes de neige. Navigation qu'on dit dangereuse la nuit, surtout par une nuit sombre. Cependant, nous allons toujours... Vers minuit, cri d'alarme ! *All lost* ! c'est la voix du capitaine, nous avons donné contre un écueil (Burlington Bar) ; notre bateau s'y est brisé ; il enfonce à vue d'œil. Impression solennelle ; deux cents passagers à bord, et seulement deux chaloupes pouvant contenir chacune dix à douze personnes. L'eau monte, monte ; elle remplit déjà les cabines. Admirable sang-froid des femmes américaines ; il y en a là cinquante ; pas un cri à l'aspect de la mort qui s'approche d'elles. Tocqueville et moi nous jetons un coup d'œil sur l'Ohio qui en cet endroit a plus d'un mille de large et dont le cours traîne d'énormes glaçons ; nous nous serrons la main en signe d'adieu... Tout à coup, le bateau cesse de s'enfoncer ; sa coque s'est accrochée à l'écueil même qui l'a brisée ; ce qui le sauve, c'est la profondeur même de sa blessure et la rapidité avec laquelle l'eau qui l'envahit le fait asseoir sur le rocher...

Plus de danger... Mais qu'allons-nous devenir, ainsi plantés au milieu du fleuve comme des prisonniers sur des pontons ?

Un autre bateau à vapeur, le *William Parsons*, passe et nous prend à son bord... Nous continuons notre route... Le 2 décembre, arrivés à Cincinnati, hâte de repartir ; le froid nous presse... Le 3, départ de Cincinnati... Froid rigoureux. Le 4, notre bateau s'arrête pris dans les glaces. Vingt-quatre heures passées dans une petite crique, où

nous nous sommes retranchés pour attendre le dégel. Le dégel ne vient pas. Le froid augmente.

Le capitaine prend le parti de nous déposer sur le rivage, dont on s'approche en cassant peu à peu la glace, et en ouvrant ainsi un passage à notre bateau.

Débarqués à West-Port, petit village du Kentucky, situé à vingt-cinq milles environ de Louisville.

Impossibilité de trouver ni voiture, ni chevaux pour nous transporter à Louisville ; il faut faire la route à pied ; nos bagages jetés dans une charrette que nous escortons. Nous marchons toute la journée à travers les bois dans un demi-pied de neige. L'Amérique n'est encore qu'une forêt.

Le 7 décembre au soir, arrivée à Louisville. Là, même embarras. L'Ohio n'y est pas plus navigable qu'à West-Port. Que faire ? revenir sur nos pas ? repasser par les lieux déjà vus ? Inadmissible. Mais comment continuer ? — Moyen de salut : c'est, nous dit-on, de gagner à travers les terres un point plus méridional, où la navigation du Mississipi n'est jamais entravée par les glaces. On nous indique Memphis, petite ville du Tennessee, située sur la rive gauche du Mississipi... à quatre cents milles environ (près de cent cinquante lieues).

Le 9, départ de Louisville dans le stage de Nashville, route de deux jours et deux nuits. En arrivant à Nashville, nous apprenons avec douleur que le Cumberland est gelé (c'est un affluent de l'Ohio).

Le 11 décembre, départ de Nashville. À mesure que nous avançons dans le Sud, nous trouvons un froid plus vif. Jamais, dit-on, de mémoire d'homme on n'avait rien vu de pareil. C'est toujours ce que l'on dit à ceux qui ne viennent qu'une fois... Froid de dix degrés au-dessous de glace. Le froid augmente toujours. Notre *stage* se change en un char à bancs découvert. Routes affreuses. Descentes à pic. Point de voie encaissée ; la route n'est qu'une trouée faite dans la forêt. Le tronc des arbres mal coupés a formé comme autant de bornes qu'on heurte sans cesse. Seulement dix lieues par jour. — Vous avez, n'est-ce pas, de très mauvaises routes en France ? me dit un Américain. — Oui, Monsieur, et vous en avez, n'est-ce pas, de bien belles en Amérique ? Il ne me comprend pas. Orgueil américain.

Après Nashville, pas une ville sur la route. Il n'y a plus que quelques bourgades éparses çà et là, jusqu'à Memphis.

Le 11 décembre, une soupente et une roue, puis un essieu cassés. Moitié de la route faite à pied. Nous accusons notre mauvais sort. Plaignez-vous donc, nous dit-on ; avant-hier, deux voyageurs se sont cassé en route, l'un le bras, l'autre la jambe.

Le 12, le froid toujours plus rigoureux ; nous passons en bac le Tennessee, qui porte de gros glaçons. Tocqueville transi de froid ; il éprouve un frisson général. Il a perdu l'appétit ; sa tête prise ; impossible d'aller plus loin, il faut s'arrêter... Où ? comment ? Point d'auberge sur la route. Angoisse extrême. Le stage va toujours... Voici enfin une maison : *Sandy-Bridge* (nom du lieu), Log-House ! N'importe, on nous y dépose...

13 décembre ; quelle journée ! quelle nuit ! Le lit où Tocqueville se couche est dans une chambre dont les murs se composent de morceaux de chêne non équarris, posés les uns sur les autres. Il gèle à pierre fendre. J'allume un feu monstre ; la flamme pétille dans l'âtre, excitée par le vent qui nous vient de tous côtés. La lune nous envoie ses clartés par les interstices des pièces de bois. Tocqueville ne se réchauffe qu'en s'étouffant sous son drap et sous la multitude de couvertures dont je le charge. Nul secours à obtenir de nos hôtes. Profondeur de notre isolement et de notre abandon. Que faire ? que devenir si le mal s'aggrave ? quel est ce mal ? où trouver un médecin ? Le plus proche à plus de 30 milles ; plus de deux jours nécessaires pour l'aller chercher et revenir ; à mon retour que trouverai-je ?

Monsieur et madame Harris (c'est le nom de nos hôtes), petits propriétaires du Tennessee ; ils ont des esclaves ; en leur qualité de propriétaires d'esclaves, ils ne font rien. Le mari chasse, se promène, va à cheval ; certains airs de gentleman ; petits aristocrates à mœurs féodales, donnant l'hospitalité aux voyageurs, moyennant cent sous par jour.

Le 14, Tocqueville mieux. Ce ne sera pas une maladie ; trop faible cependant pour repartir. Difficulté de trouver des vivres qui lui conviennent. Prodige de diplomatie pour obtenir de madame Harris un lapin que M. Harris a tué, et que je fais manger à mon malade, à la place de l'éternel *beacon* (viande de porc).

Le 15 décembre, grand progrès ; le 16, Tocqueville tout à fait bien ; retour de l'appétit. Grand intérêt de fuir au plus tôt ce lieu inhospitalier. Le stage de Nashville à Memphis passe. Quel stage ! Tocqueville y monte, non sans peine. Le froid est toujours intense. Route de deux jours et deux nuits. Nouveaux accidents sans gravité, mais non sans souffrances.

Le 17 décembre, arrivée à Memphis. Hélas ! le Mississipi aussi est couvert de glace et sa navigation suspendue.

Memphis !! grand comme Beaumont-la-Chartre ; quelle chute ! rien à voir, ni hommes ni choses. Nos promenades dans les forêts du Tennessee. Joie de Tocqueville qui tue deux perroquets du plus

charmant plumage. Nous trouvons Shakespeare et Milton dans un log-house.

24 décembre. Le froid cède tout à coup. Le soir, un bateau à vapeur (*le Louisville*) paraît ; il descend le fleuve. En quelques jours, il nous emporte à la Nouvelle-Orléans, où nous voilà : 1^{er} janvier 1832. »

Le souvenir de *Sandy-Bridge* et de quelques mauvais jours ne serait rien aujourd'hui et ne manquerait même pas de quelque douceur, si on n'y apercevait pas déjà, sinon l'atteinte du mal auquel Alexis de Tocqueville a prématurément succombé, et dont rien n'indique qu'il portât alors le moindre germe, du moins les symptômes de cette constitution délicate qui a toujours été si chancelante et lui a si souvent été un obstacle dans sa vie.

CHAPITRE III

Retour d'Amérique. — Démission de la magistrature. — *La Démocratie en Amérique* (1^{re} partie). — Son mariage. — Son entrée à l'Institut. — L'Académie des sciences morales et politiques. — L'Académie française. — La députation. — Publication de la seconde partie de *la Démocratie*.

Après avoir passé une année aux États-Unis, Alexis de Tocqueville était de retour en France, où désormais son grand intérêt fut d'écrire le livre dont il avait les matériaux dans les mains et le plan dans la tête.

Il en fut détourné quelque temps par les soins qu'il fallut donner à la question pénitentiaire, dont les deux commissaires avaient à rendre compte au gouvernement et au public, et sur laquelle ils adressèrent un rapport au ministre, et publièrent en commun un livre qui fut leur premier ouvrage¹.

Il aurait pu trouver aussi dans ses fonctions de magistrat qu'il était venu reprendre à Versailles, sinon un obstacle, du moins un travail rival de l'œuvre qu'il méditait. Cet obstacle cessa tout à coup par une circonstance fortuite. Son ami, M. de Beaumont, qui avait repris son poste au parquet de Paris, ayant refusé de porter la parole dans une affaire où le rôle du ministère public lui paraissait devoir

¹ Sous le titre de *Système pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France*, 1 vol. in-8. — 2^e édition, 2 vol. in-8. — 3^e édition, 1 vol. in-18. Traduit en allemand par le docteur Julius, de Berlin, et en anglais, par François Lieber, de Boston, auteur distingué de plusieurs ouvrages, entre autres d'un livre intitulé *Political Ethics*, aujourd'hui membre correspondant de l'Institut.

être peu honorable, avait été, pour ce fait, révoqué de ses fonctions. Alexis de Tocqueville, se jugeant atteint par le coup qui frappait son ami, envoya immédiatement sa démission, conçue dans ces termes :

« Toulon, 21 mai 1832.

Monsieur le procureur général,

Me trouvant en ce moment à Toulon où je me livre à l'examen du bagne et des autres prisons de cette ville, je n'apprends qu'aujourd'hui même, par *le Moniteur* du 16 mai, la mesure rigoureuse, et j'ose dire souverainement injuste, dont M. le garde des sceaux a frappé M. G. de Beaumont.

Lié depuis longtemps par une intime amitié avec celui qu'une destitution vient ainsi d'atteindre, dont je partage les principes et dont j'approuve la conduite, je crois devoir m'associer volontairement à son sort et quitter avec lui une carrière où les services et la conscience ne peuvent garantir d'une disgrâce imméritée.

J'ai donc l'honneur de vous prier, Monsieur le procureur général, de vouloir bien mettre sous les yeux de M. le garde des sceaux ma démission de juge suppléant près le tribunal de Versailles.

J'ai l'honneur, etc. »

À vrai dire, par ce fait la magistrature perdait plus qu'Alexis de Tocqueville. En abandonnant ses fonctions, il redevenait maître absolu de son temps, dont il allait faire un si noble usage.

C'est de 1832 à 1834 qu'il composa ses deux premiers volumes de *la Démocratie en Amérique*. Ces deux années, de 1832 à 1834, furent probablement les deux plus heureuses de sa vie. Non seulement il se livra avec passion à son œuvre, mais il s'y livra sans un seul trouble.

Exempt désormais de tout devoir professionnel, non encore marié, mais aimant déjà celle qui devait être sa femme, l'esprit tranquille et le cœur plein, il était dans cette situation si rare et toujours si courte dans la vie, où l'homme affranchi de toutes obligations, de tous liens, de tous soucis, ne prenant de la famille et du monde que ce qu'il veut, libre ainsi sans être isolé, se trouve en pleine possession de son indépendance intellectuelle.

Ce fut alors un spectacle digne d'intérêt que celui que présenta pendant ces deux années l'existence austère et passionnée d'Alexis de Tocqueville, réfugié tout le jour dans une mansarde mystérieuse dont presque personne ne savait le secret, se livrant là avec délices à la joie si vive et si pure que procurent seules les créations de l'esprit ; en possession d'une sécurité profonde, jouissant de cette paix que vous assure si bien l'indifférence du plus grand nombre ; valant en ce moment autant qu'il valut jamais, mais ignoré de tous et de lui-même ; plein d'espérances et aussi de craintes ; à la veille d'être

illustre, mais encore inconnu, et séparé seulement par quelques instants de ce tourbillon du succès qui allait bientôt l'emporter et avec ses grandes jouissances lui imposer ses servitudes.

Le génie de l'homme n'enfante rien de grand au milieu des petits bruits de ce monde. Malheur à l'écrivain qui ne s'élève pas au-dessus de terre et ne se crée pas un ciel pour penser ! Ce ciel pur, Alexis de Tocqueville le trouvait dans la vie qu'il s'était faite, et qui s'écoulait si douce et si belle entre le travail qui exaltait son esprit et le tendre sentiment qui passionnait son cœur.

Les deux premiers volumes de *la Démocratie en Amérique* parurent au mois de janvier 1835.

Il n'entre point dans le plan de cette notice d'analyser le livre d'Alexis de Tocqueville. Il est dans toutes les mains, chacun peut le juger¹. Il suffit ici de constater son immense succès, succès tel qu'on ne saurait peut-être de notre temps le comparer à aucun autre. Tout le monde sait le mot de M. Royer-Collard, après avoir lu *la Démocratie* : « Depuis Montesquieu il n'a rien paru de pareil. » « Et vingt ans après on répète le même jugement », ajoutait naguère en rappelant ces paroles dans une circonstance solennelle un historien célèbre et un homme d'État illustre, M. de Baranté². Ce qui caractérise surtout ce succès, c'est, si l'on peut s'exprimer ainsi, son universalité. Il n'existe peut-être pas d'autre exemple d'un livre qui, tout en s'adressant aux plus hautes intelligences, ait pénétré plus avant dans le grand public. Le premier signe de succès populaire se montra pendant l'impression du livre, et au sein même des ateliers où celle-ci s'exécutait. Alexis de Tocqueville fut frappé de l'intérêt que paraissaient y prendre les divers ouvriers qui en étaient chargés. Tous, depuis le prote et les correcteurs d'épreuves jusqu'aux simples compositeurs, apportaient un soin insolite à leur travail, témoignaient à l'auteur leur sympathie, et semblaient passionnés pour le succès d'un ouvrage auquel chacun, dans sa mesure, s'honorait d'avoir concouru. C'était là un bon présage auquel Alexis de Tocqueville fut d'autant plus sensible que son éditeur, homme pourtant très intelligent, mais qui, sans doute, n'avait pas lu son manuscrit, ne s'était qu'à son corps défendant, et après le refus d'un autre libraire, chargé de cette publication.

¹ Ceux qui voudraient en avoir l'analyse peuvent lire le beau travail publié récemment par M. de Laboulaye sur la vie et les ouvrages d'Alexis de Tocqueville. Voir *Journal des Débats*, du 1^{er} octobre 1859. Voir aussi le jugement porté par M. de Sacy dans ses *Variétés littéraires*, tome II, page 107.

² Société de l'Histoire de France, séance du 2 mai 1859.

Les éditions se succédèrent avec une incroyable rapidité, presque toutes dans le format économique, qui convient au très grand nombre ; et à l'heure qu'il est le livre a atteint sa quatorzième édition. Le succès continue, et si l'on osait exprimer ici une conviction profonde, on dirait qu'il grandira encore d'année en année, trouvant ainsi dans sa durée la consécration qui ne s'attache qu'aux œuvres du génie.

On ne doit pas s'étonner qu'à l'aspect de ce succès, tous les partis fussent jaloux de s'approprier le livre et son auteur. Les uns firent d'Alexis de Tocqueville un démocrate, les autres un aristocrate : il n'était ni l'un ni l'autre. Alexis de Tocqueville était un homme qui, né dans l'aristocratie avec le goût de la liberté, avait trouvé la démocratie en possession des sociétés modernes, et, la prenant pour un fait accompli, désormais impossible à discuter, croyait qu'à l'égalité absolue qu'elle établit partout il fallait s'efforcer de joindre la liberté, sans laquelle l'égalité a des entraînements sans frein et des oppressions sans contrepoids, et jugeait cette union si nécessaire qu'il ne voyait pas de but plus considérable à poursuivre de notre temps et consacra toute sa vie à cette entreprise. C'était la pensée mère de son livre, et, on peut le dire déjà, de ceux qui l'ont suivi.

Tout grand publiciste a eu un but principal dans ses écrits. Cette union de la liberté à l'égalité existante a été celui d'Alexis de Tocqueville ; et non seulement il a cherché passionnément les conditions fondamentales de la liberté dans un État démocratique, mais encore on peut dire qu'il les a vues et signalées : à la base de la société, un pouvoir municipal bien enraciné ; entre la commune et l'État, le jury et un pouvoir judiciaire assez fort pour qu'entre le gouvernement et les citoyens il y ait toujours un arbitre impartial ; des libertés locales établies en dehors des dangers qui menacent incessamment la grande liberté politique, de telle sorte qu'en cas de ruine de celle-ci toutes les autres ne meurent pas avec elle, etc. Nul autre avant lui n'avait aussi bien compris et aussi bien mis en lumière de quel secours les institutions judiciaires sont pour la liberté, et comment ces institutions sont plus nécessaires dans un État démocratique que dans aucun autre. C'est ce que met en relief à chaque page sa *Démocratie en Amérique*.

Ce n'est pas seulement en France que le succès de la *Démocratie* fut éclatant ; il fut le même à l'étranger, où tout aussitôt le livre fut traduit dans toutes les langues. Mais ce qui surtout est digne d'observation, c'est la sensation qu'il produisit dans le pays qui en était le sujet et dont il contenait plus d'une critique, c'est-à-dire dans les États-Unis eux-mêmes. Les Américains ne pouvaient comprendre comment un étranger, après un an seulement de séjour au milieu d'eux, avait pu avec une aussi merveilleuse sagacité saisir leurs insti-

tutions et leurs mœurs, en pénétrer l'âme et leur montrer sous une forme si nette et si logique ce qu'ils n'avaient jamais aperçu que confusément. Il n'est pas un homme éminent, aux États-Unis, qui ne reconnaisse que c'est M. de Tocqueville qui lui a appris la constitution de son pays et *l'esprit des lois* de l'Amérique.

Et ce qui n'est pas moins digne de remarque, c'est qu'en même temps qu'il produisait cette impression chez le peuple le plus démocratique du monde, il trouvait une égale faveur dans le pays le plus aristocratiquement constitué, en Angleterre. Là aussi, son livre rencontra dans tous les rangs de la société, dans la presse, dans les salons, à la tribune même, une approbation universelle dont M. de Tocqueville eut du reste l'occasion de recevoir personnellement les témoignages. À cette époque, en effet (mai 1835), toujours avec son compagnon de voyage d'Amérique, il visita l'Angleterre, où la brillante réception qui lui fut faite le toucha d'autant plus qu'une circonstance particulière lui en faisait encore mieux sentir tout le prix. Deux ans auparavant (en 1833), il était venu aussi en Angleterre ; il y avait été reçu sans doute avec bienveillance, mais avec cette bienveillance froide due seulement à son nom et aux lettres d'introduction dont il était porteur. En comparant ce premier accueil avec celui dont, en ce moment, il était l'objet, il mesurait la révolution qu'un seul jour avait faite dans son existence, et il jouissait vivement d'un changement qu'il ne devait qu'à lui-même.

Telle était l'autorité morale que, par la publication de son livre, Alexis de Tocqueville avait tout à coup acquise en Angleterre que, profitant de sa présence à Londres, un comité de la chambre des communes, qui faisait alors une enquête sur les garanties dont il convient d'entourer le vote dans les élections politiques, l'appelait dans son sein pour lui demander sur ce sujet le tribut de ses lumières¹, et les paroles prononcées par Alexis de Tocqueville en cette circonstance produisirent assez d'effet pour que six mois après elles fussent reproduites dans le parlement lui-même, et par qui ? par sir Robert Peel qui s'en emparait au profit de ses opinions dans le même temps que le parti opposé à sir Robert Peel invoquait aussi M. de Tocqueville en sa faveur.

C'est un des caractères du livre de M. de Tocqueville, comme celui de tous les produits supérieurs de l'intelligence, d'occuper une sphère indépendante des vues étroites des partis, des accidents du jour et des passions du moment. C'est ainsi qu'il a été tout d'abord et sera longtemps encore invoqué par les opinions les plus con-

¹ V. Minutes of evidence taken before the select committee on bribery at elections. 22 juin 1835.

traires ; et ceci explique le double succès obtenu en même temps dans le pays où l'aristocratie est dominante et celui où la démocratie est souveraine.

Ce voyage d'Angleterre eut pour Alexis de Tocqueville un autre avantage ; il fut pour lui l'origine d'un certain nombre de relations personnelles avec des hommes distingués de ce pays, dont quelques-uns ont été des amis de toute sa vie. C'est à son retour de ce voyage, rempli pour lui de vives impressions et de souvenirs flatteurs, qu'au mois d'octobre 1835 il épousa la jeune Anglaise, mademoiselle Marie Mottley, dont il était depuis longtemps passionnément épris. La même année vit ainsi s'accomplir pour lui deux grands événements : le succès de son premier livre, succès immense qui le précipita tout d'un coup dans la vie publique, et son mariage qui fixait à jamais le destin de sa vie privée.

Parmi les actes particuliers de l'homme, il n'en est certainement pas un seul qui exerce une plus grande influence sur tout le reste de sa vie que son mariage, ni qui mette mieux à découvert le fond de son caractère. Mademoiselle Mottley n'avait presque aucune fortune, et contre un tel mariage les hommes raisonnables, selon les lois du monde, ne manquaient pas d'objections. Ces objections trouvaient encore une nouvelle force dans le succès même d'Alexis de Tocqueville dont la valeur personnelle, constatée avec cet éclat, ajoutait un avantage de plus à ceux qu'il tenait déjà de sa naissance et de sa fortune. Il n'hésita pas cependant. Ce serait bien la peine d'être supérieur par l'intelligence, si on restait au niveau commun par les sentiments et par le caractère ! Alexis de Tocqueville, quoique sa raison comprît les idées démocratiques, avait conservé l'aristocratie des sentiments ; or, il n'y a rien de si aristocratique que le mépris de l'argent. Tout en comprenant très bien la valeur de l'argent comme moyen d'action dans ce monde, Alexis de Tocqueville n'y voyait cependant qu'un intérêt secondaire. Il n'admettait pas que pour être riche on risquât son bonheur et son honneur ; et à la différence de tant de gens qui, en se mariant, aspirent avant tout à conclure une *bonne affaire*, il mit sa sagesse et son orgueil à se marier selon sa raison et son cœur. En agissant ainsi il ne suivit pas seulement son instinct, il était profondément convaincu de l'influence morale qu'exerce sur l'existence tout entière de l'homme le caractère personnel de celle qu'il a prise pour compagne. Il savait bien que, dans la vie publique comme dans la vie privée, la conscience la plus droite et l'indépendance la plus ferme chancellent bientôt si elles n'ont pas auprès d'elles une force auxiliaire sur laquelle elles s'appuient ; il savait que la défaillance est certaine pour qui s'allie à la faiblesse ; enfin, il se connaissait et il ne voyait de bonheur possible

pour lui que dans le choix d'une femme qui confondit absolument sa vie dans la sienne, s'associât sans réserve à son genre de vie, à ses goûts, à ses travaux, à ses passions, si éloignées des goûts et des passions du monde. Il avait aperçu toutes ces choses dans celle qu'il aimait, et dès lors sa résolution fut prise irrévocablement. Combien de fois il a dit à celui qui écrit ces lignes que son mariage critiqué par *quelques sages* avait été l'acte le plus sensé de sa vie ! Nul ne sait peut-être autant que celui qui était le confident de ses plus intimes secrets ce qu'a été pour lui pendant vingt-cinq ans d'union cette douce et fidèle compagne de sa vie, ce qu'il a trouvé en elle de sympathie passionnée pour ses succès, de secours dans ses découragements, de calme et de sérénité dans ses troubles et ses mélancolies, de soins, de dévouement, d'abnégation et d'énergie dans toutes ses épreuves !

Un an après son mariage, de retour de Suisse, où il venait de faire avec sa femme un voyage de quelques mois, il écrivait à son plus vieil ami¹ une lettre qui, certes, n'était pas destinée à la publicité, et dont un passage montre mieux que tout ce que l'on pourrait dire comment il jugeait lui-même celle à laquelle il avait uni son sort.

« Nacqueville², 10 octobre 1836.

... Je ne puis te dire le charme inexprimable que j'ai trouvé à vivre ainsi continuellement avec Marie, ni les ressources nouvelles que je découvrais à chaque instant dans son cœur. Tu sais qu'en voyage plus encore qu'à l'ordinaire je suis inégal, irritable, impatient. Je la grondais bien souvent, et presque toujours à tort ; et dans chacune de ces circonstances je découvrais en elle des sources inépuisables de tendresse et d'indulgence ; et puis je ne saurais te dire quel bonheur on éprouve à la longue dans la compagnie habituelle d'une femme chez laquelle tout ce qu'il peut y avoir de bien dans votre âme se réfléchit naturellement, et paraît mieux encore. Quand je fais ou dis une chose qui me semble complètement bien, je lis aussitôt dans les traits de Marie un sentiment de bonheur et de fierté qui m'élève moi-même. De même que, quand ma conscience me reproche quelque chose, j'aperçois immédiatement un nuage dans ses yeux. Quoique maître de son âme à un point rare, je vois avec plaisir qu'elle m'intimide ; et tant que je l'aimerai comme je fais, je suis sûr de ne jamais me laisser entraîner à quelque chose qui ne soit pas bien.

¹ Le comte Louis de Kergorlay.

² Nacqueville, près de Cherbourg, est le château appartenant au comte de Tocqueville (Hippolyte), frère aîné d'Alexis, et chez lequel celui-ci se trouvait lorsqu'il écrivit cette lettre au comte de Kergorlay.

Il n'y a pas de jour où je ne remercie le ciel d'avoir placé Marie dans mon chemin, et où je ne pense que si quelque chose peut donner le bonheur sur cette terre, c'est une semblable compagne... »

Ce qu'il pensait et écrivait alors, il le pensait bien plus encore et l'écrivait de même vingt-cinq ans plus tard, alors qu'au milieu de bien des rêves évanouis et d'espérances déçues il ne voyait de stable et de complet qu'un seul bonheur, celui qu'il avait trouvé dans son mariage.

Cependant le succès du livre *de la Démocratie*, sanctionné par le public, reçut bientôt une consécration plus éclatante ; il porta tout aussitôt son auteur à l'Institut qui, c'est bien le cas de le dire, lui ouvrit ses portes à deux battants. Déjà, en 1836, l'Académie française, qui chaque année couronne les livres les plus utiles aux mœurs, avait à ce titre décerné à *la Démocratie en Amérique* un prix extraordinaire qu'elle avait porté de 6 000 francs, qui est le maximum usité, à 8 000 francs, afin de marquer par là une distinction exceptionnelle¹. En 1838, Alexis de Tocqueville fut élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques² ; et cette élection eut lieu dans des circonstances qui montrèrent bien le vif désir qu'éprouvait l'Institut de posséder Alexis de Tocqueville dans son sein. Le titulaire à remplacer était M. La Romiguière qui, comme chacun sait, appartenait par tous ses travaux à la section de philosophie. C'est là qu'il y avait un vide à remplir ; et ce vide, on doit l'avouer, ne semblait pas devoir être comblé par l'élection d'Alexis de Tocqueville, dont les titres étaient d'un autre ordre. Pour prévenir toute objection et tout regret, l'Académie imagina de faire passer l'un de ses membres, M. Jouffroy, de la section de morale, où il était sans doute parfaitement, dans la section de philosophie où il serait encore mieux, et elle rendit ainsi vacante une place dans la section de morale où elle appela Alexis de Tocqueville qui, par son caractère et par ses ouvrages, y convenait si bien. Cependant, en 1841, un fauteuil étant devenu vacant par la mort de M. de Cessac, Alexis de Tocqueville fut élu membre de l'Académie française³.

¹ Séance de l'Académie française, du 11 août 1836. Le prix fut donné sur le rapport de M. Villemain, qui, après avoir analysé *la Démocratie en Amérique*, concluait ainsi : « Tel est le livre de M. de Tocqueville ; le talent, la raison, la hauteur des vues, la ferme simplicité du style, un éloquent amour du bien caractérisent cet ouvrage, et ne laissent pas à l'Académie l'espérance d'en couronner souvent de semblable... » *Moniteur* du 19 août 1836.

² 6 janvier 1838.

³ Élection du 23 décembre 1841. On trouve au *Moniteur* du 22 avril 1842 le remarquable discours de réception d'Alexis de Tocqueville à l'Académie française et la réponse de M. le comte Molé.

À cette époque, les titres et la renommée de Tocqueville s'étaient encore accrues par la publication, faite en 1840, des deux derniers volumes qui complétèrent son livre sur l'Amérique, ceux où il peint l'influence de la démocratie sur les mœurs.

On s'est abstenu plus haut de porter un jugement sur les deux premiers volumes de *la Démocratie* ; on observera la même réserve à l'égard de ceux-ci. Qu'il suffise de constater que ces deux derniers volumes coûtèrent à leur auteur beaucoup plus de travail et un bien plus grand effort. Il se sentait obligé par le succès ; il aspirait non seulement à ne pas décroître, mais à grandir encore. Il avait coutume de dire à ses amis : « On ne doit jamais se proposer de faire un bon livre, mais un livre excellent. » Maxime non d'orgueil, mais de sévérité envers lui-même, qu'il appliquait à ses moindres créations comme à ses plus grands ouvrages. Outre qu'il médita plus profondément son sujet pour s'en rendre plus maître, il s'appliqua aussi à perfectionner son style : il avait fait un livre admirable avant de se bien rendre compte des secrets de l'art d'écrire. Il avait cependant, en travaillant, entrevu ces secrets. Il était convaincu que c'est seulement à la condition de les pénétrer qu'on crée des œuvres durables ; il croyait fermement que tout travail de l'esprit, quelle que soit son étendue, est avant tout une œuvre d'art, et que la pensée n'a de puissance et de valeur que par sa forme. Dans la première partie de *la Démocratie*, Tocqueville avait souvent été très grand artiste sans le paraître, dans la seconde, il l'est toujours, mais en laissant voir davantage l'effort. Du reste, si cet effort s'aperçoit, on en voit aussi le fruit, qui est certainement un grand progrès de style. Dans son ardente aspiration vers un perfectionnement continu, il voulut relire tous ceux qui ont excellé dans l'art, et avant tout les grands maîtres du XVII^e siècle. Il s'appliqua à découvrir la méthode et les procédés de chacun d'eux, mais il n'en étudia aucun avec plus de constance et d'amour que Pascal. Ces deux esprits étaient faits l'un pour l'autre. Cette obligation incessante de penser que vous inflige Pascal était pour lui pleine de charme ; peut-être pourrait-on trouver dans cette prédilection l'origine du seul défaut qu'on lui ait reproché, qui est de laisser trop peu de répit à son lecteur, surtout dans quelques parties des derniers volumes de *la Démocratie*, où il semble que l'enchaînement étroit qui y lie toutes les idées ne permette à l'esprit aucun repos.

Tocqueville avait complètement échappé à ce reproche dans la première partie de *la Démocratie*, où le tableau animé qu'il présente des institutions américaines lui fournit sans cesse un texte de faits auxquels les idées générales se mêlent et avec lesquels elles se confondent. Un Anglais, auteur d'un livre intéressant sur les États-Unis,

le félicitait un jour du mérite de cette première partie : « Ce que j'admire particulièrement, lui disait-il, c'est qu'en traitant un si grand sujet, vous ayez si complètement évité les idées générales. » Rien n'était moins exact que ce jugement qui charma cependant Tocqueville en lui apprenant que les idées générales qui abondent dans son livre sont assez habilement revêtues de formes particulières pour qu'un esprit, sans doute peu profond, mais cependant éclairé, ne les aperçût pas tout d'abord à travers l'enveloppe qui les recouvre. La lecture de son second ouvrage ne pouvait faire naître une semblable impression. Dans ces études sur le mouvement intellectuel, sur les sentiments et sur les mœurs des Américains, il n'est plus possible à l'auteur de dissimuler les idées générales, et, en incorporant celles-ci à des faits, de les rendre tout à la fois plus saisissantes et moins visibles. Ici ce sont des idées sur des idées : tout esprit incapable de remonter lui-même aux sources d'où elles découlent et de saisir, par sa propre force, leur vérité profonde, a dû éprouver quelque fatigue à la lecture de ce livre et n'y a peut-être vu qu'une suite de propositions ingénieuses admissibles, mais contestables. Les esprits énergiques seuls ont été émerveillés de la puissance avec laquelle l'auteur porte la netteté et la précision dans les matières où l'on a coutume de rester vague et obscur. La composition de cette œuvre sans modèle leur a paru un véritable tour de force, et ils ont placé ces deux volumes non seulement au niveau, mais au-dessus même des deux premiers.

Nous avons dit tout à l'heure que Tocqueville, désireux de développer son esprit et de perfectionner son talent, avait fait des grands écrivains du XVII^e siècle une étude particulière. Tout s'enchaîne dans les travaux de l'intelligence, et ceci le conduisit à réparer certaines lacunes de son instruction première. Dans son entraînement vers les ouvrages purement historiques, il avait trop négligé peut-être les œuvres des grands philosophes et des célèbres moralistes de l'antiquité et des temps modernes ; leur lecture lui était cependant une préparation salutaire pour cette partie de son travail où il jugeait l'influence de la démocratie sur les sentiments, les idées et les mœurs d'un peuple. Aussi dévora-t-il plutôt qu'il ne lut Platon, Plutarque, Machiavel, Montaigne, Rousseau, etc., etc., etc. « J'éprouve, écrivait-il à un de ses amis, en lisant ces ouvrages qu'il est honteux d'ignorer et que hier je connaissais à peine, le même plaisir que ressentait le maréchal Soult en apprenant la géographie quand il était ministre des affaires étrangères. » La quantité d'ouvrages divers qu'il lut alors est prodigieuse ; il n'y a qu'une espèce de livres qu'au milieu de son travail Tocqueville ne lisait pas et qu'il s'interdisait même absolument : ce sont ceux qui de près ou de loin traitaient de

son sujet ; il craignait toujours qu'après être entré dans la voie tracée par un autre son esprit eût de la peine à retrouver son propre chemin, et qu'ainsi il courût le risque de perdre l'élan et l'originalité qui étaient à ses yeux le premier mérite de toute composition.

Quoi qu'il en soit, on comprend par ce qui précède comment il mit cinq ans à créer la seconde partie du livre dont la première ne lui avait demandé que deux années.

Mais outre qu'il s'appliqua davantage à cette seconde partie de *la Démocratie en Amérique*, il y eut une autre cause qui lui en rendit la composition plus lente : ce fut le changement qui était survenu dans sa position personnelle et qui lui avait fait perdre l'indépendance absolue, privilège exclusif de la première jeunesse.

Sans parler des liens domestiques nés de son mariage et des liens du monde nés de son succès, deux circonstances étaient venues compliquer sa vie : la première, c'était la propriété avec des intérêts agricoles ; la seconde, la politique.

Rien sans doute n'est plus sain pour l'esprit et plus favorable à son libre développement que la vie des champs, mais c'est à la condition d'en prendre la tranquillité seule et d'en fuir les intérêts. Ce qu'il faut, en effet, à la pensée pour germer et éclore, c'est le silence, la sécurité, l'absence de tout trouble, la certitude qu'au moment où elle naît l'inspiration ne sera pas étouffée dans son germe, brisée dans son essor, ou seulement interrompue par quelque incident, une affaire privée, un soin domestique, etc., etc. Ces conditions d'une sécurité parfaite, exempte non seulement de troubles, mais de menaces, la campagne les offre à une seule condition : c'est qu'on y soit chez les autres. Or Tocqueville y était chez lui.

Quoiqu'il eût deux frères dont il était le cadet, le vicomte et le baron Édouard de Tocqueville, des arrangements de famille survenus en 1836 après la mort de sa mère, et rendus faciles par la tendresse mutuelle qui avait toujours uni les trois frères, l'avaient rendu possesseur, en Normandie, du vieux manoir paternel, du château de Tocqueville, situé dans la presqu'île dont Cherbourg forme la pointe.

C'était une habitation très délabrée, pleine de souvenirs et de ruines. Des fenêtres du château on y voit la mer, et toutes les scènes magnifiques qui se déploient sur son rivage. Ce pays si beau est en même temps le plus fertile du monde, et nulle part peut-être la nature ne présente un aspect plus grandiose et plus riche. Mais toutes ces vieilles traditions, attachées au sol, toutes ces séductions de la nature et de la propriété sont d'autant plus dangereuses pour l'esprit qu'elles sont plus douces au cœur. Les intérêts sont les plus grands ennemis des idées, et alors même que la propriété ne détruit

pas l'homme intellectuel en s'emparant de son âme, elle lui nuit en lui prenant son temps.

Tocqueville luttait sans doute contre de tels ennemis, mais moins énergiquement peut-être qu'il ne l'eût fait, si tous ces intérêts de propriété, nuisibles à son livre, ne se fussent trouvés en même temps très utiles à une autre chose qui l'occupait déjà. Cette autre chose, c'était son entrée dans la vie politique.

Assurément la vie politique fût venue le chercher alors même qu'il n'eût pas été au-devant d'elle, car, dans les pays libres, tout ce qui tire un homme de la foule attire sur lui les regards du peuple, et à cette époque il était déjà illustre ; mais la vérité est qu'il la souhaitait. Tocqueville avait beaucoup d'ambition : non cette ambition vulgaire qui se repaît d'argent et de places, ou se satisfait de vains honneurs ; cette sorte d'ambition là, il ne la connut jamais que pour la mépriser ; mais celle qui l'animait et dont il était plein, c'était cette mâle et pure ambition, la première des vertus publiques dans les pays libres, qui, dans celui qui l'éprouve, se confond avec l'amour du pays et la passion de sa grandeur, qui aspire à gouverner l'État, mais au prix des luttes inséparables de la liberté, au milieu d'efforts sans cesse renouvelés et de succès dus à la seule supériorité du mérite et des talents : grande et noble ambition qu'il faut honorer et non flétrir, qui seule donne au pouvoir son lustre et sa dignité, et qui grandit ceux même qu'elle n'élève pas.

Pendant l'habitation du sol avec ses intérêts n'est pas seulement utile, elle est nécessaire à la vie politique. Elle seule crée et conserve l'existence locale, qui elle-même donne l'élection ; et l'élection, dans les pays libres, c'est l'acte de naissance de l'homme politique.

Pour établir son existence en Normandie, Tocqueville avait eu à lutter, non seulement contre les difficultés attachées à toute nouvelle candidature, mais encore contre des obstacles exceptionnels. Malgré l'influence considérable de son père dans cette province, ou plutôt à cause de cette influence même, il avait rencontré dans le corps électoral une disposition générale et d'ailleurs bien naturelle à lui attribuer des opinions légitimistes. Il lui fallut beaucoup de temps, de rapports personnels avec ses concitoyens, pour combattre ce préjugé qui était si vivace que, n'était le secours qui lui vint de son livre, le bruit qu'il fit dans le monde et dont les échos retentirent jusque dans les moindres hameaux normands, il est douteux qu'il eût jamais triomphé d'un tel obstacle. L'obstacle était d'ailleurs accru par la dignité même du caractère de Tocqueville, qui, quoique désirant beaucoup d'arriver à la chambre élective était cependant résolu de

n'y entrer que dans les conditions d'une entière indépendance. On va juger par un fait de la vivacité de son sentiment sur ce point.

Lors des élections de 1837, le comte Molé, alors président du conseil, sachant la candidature de Tocqueville dans le département de la Manche, l'avait d'office, et à l'insu de Tocqueville lui-même, recommandé comme candidat du gouvernement. En agissant ainsi, M. Molé n'avait fait que céder à un sentiment de sympathie et d'affection pour un jeune homme distingué qui était son parent, dont il voyait avec joie la renommée naissante, et qu'il ne pourrait que s'attacher encore en lui prêtant son patronage. Cependant, une semaine ou deux avant l'élection, Tocqueville, qui s'était présenté comme exempt de tous liens avec le ministère, informé de l'appui que celui-ci lui prêtait, et qui, en assurant, il est vrai, son élection, pouvait porter atteinte à son caractère, s'empressa d'adresser au comte Molé la réclamation la plus vive ; celle-ci provoqua une réponse non moins vive de M. Molé, et fut ainsi l'occasion d'une correspondance qui, certainement, les honore tous les deux : l'un, par la franchise et la fermeté avec lesquelles il repousse l'appui qui eût amené son succès ; l'autre, par la noblesse avec laquelle il avait offert cet appui et la dignité avec laquelle il le retire. La conséquence fut que Tocqueville ne fut pas nommé, mais la cause de son échec fut connue et mit en lumière son caractère. Deux ans après, aux élections générales de 1839, il fut élu à une immense majorité¹. À cette époque il était, on peut le dire, en pleine possession de son collège électoral.

Mais qui ne comprend combien de trouble avait dû jeter dans sa vie intellectuelle cette laborieuse préparation de la vie politique, combien d'énergie et quelle puissance de volonté il lui fallut pour mener de front, au milieu des entraves d'une santé toujours fragile, la composition de son livre, dont l'achèvement voulait le recueillement et la solitude, et l'intérêt de son ambition politique, qui lui imposait le contact et les soins du monde ? Il avait été élu au mois de mars 1839, et c'est seulement au commencement de 1840 que les deux derniers volumes de *la Démocratie en Amérique* furent publiés. De ce jour, sa vie littéraire cesse pour n'être reprise que quinze ans plus tard, et sa vie politique commence.

¹ Par l'arrondissement de Valognes (Manche).

CHAPITRE IV

La vie politique.

De 1839 à 1848, Tocqueville, élu et toujours réélu par l'arrondissement de Valognes, a siégé sans interruption à la chambre des députés, où il a constamment voté avec l'opposition constitutionnelle.

Ces temps sont trop près de nous pour qu'il soit possible de juger avec une entière liberté la part qu'il prit alors aux affaires publiques. Pendant ces dix dernières années de la monarchie constitutionnelle, à laquelle il était sincèrement attaché, Tocqueville n'a pas cessé de combattre une politique qu'il semble peu opportun d'attaquer aujourd'hui, alors même qu'on en éprouverait la disposition. Il avait alors en face de lui des hommes qu'il respecta toujours comme adversaires et qui depuis ont cessé de l'être. Tout ce qui ressemblerait à une agression rétrospective contre ces hommes, dont quelques-uns vivent encore, eût été désavoué par lui et ne pourrait qu'affliger sa mémoire. À quoi bon d'ailleurs évoquer de tels sujets de dissidence entre ceux que rapproche aujourd'hui un sentiment commun, bien supérieur à leurs divergences passées et à leurs anciennes rivalités ? Un jour viendra sans doute où la conduite des divers partis durant cette période, gouvernement et opposition, sera soumise au jugement de l'histoire, et parmi les pièces de ce grand procès il faudra certainement compter plusieurs des discours prononcés par Tocqueville à la tribune, ses votes, ses actes, l'attitude de résistance tout à la fois modérée et ferme qu'il avait prise vis-à-vis du gouvernement du roi Louis-Philippe et dans laquelle il a persisté jusqu'au 24 février. Le moment d'écrire cette histoire n'est point encore arrivé, et toute discussion sur cette époque serait prématurée.

Mais ce qu'on peut dire dès à présent sans offenser une seule personne ni blesser aucun parti, c'est que Tocqueville a marqué avec éclat son passage dans la vie parlementaire ; qu'il y a porté une intention toujours droite, une ambition constamment subordonnée au bien public, une pensée profonde, une parole grave, souvent brillante et applaudie, toujours écoutée avec respect, un jugement et une raison supérieurs ; et que, dans ces temps où nulle défaillance ne se produisait sans être signalée, son caractère universellement honoré n'essuya jamais ni une attaque, ni un soupçon.

Il n'a point, on doit le reconnaître, pris dès le début dans la politique le premier rang où il s'était tout d'abord placé dans les lettres : c'est que, doué des principales qualités qui font l'homme d'État, il manquait de quelques-unes des conditions qui font le grand orateur ;

et sous un régime parlementaire, on ne saurait être l'un sans l'autre. Il parlait facilement, avec une grande élégance, mais sa voix manquait quelquefois de puissance : ce qui tenait à la faiblesse de sa constitution physique. Peut-être aussi le débat l'agitait trop ; il en était trop ému. Avec sa nature si fine et si délicate, il y apportait une trop grande susceptibilité d'impression, il y était comme une sensitive. Les luttes de la tribune demandent cependant à l'orateur autant de vigueur et de sang-froid que la guerre en exige du soldat et du général ; car dans les assemblées, celui qui parle est tout à la fois général et soldat : c'est lui qui se bat et qui mène. De pareilles luttes étaient au-dessus des forces de Tocqueville, qui ne s'y engageait jamais sans que sa santé en fût plus ou moins ébranlée. C'était pour lui une trop grande crise pour qu'il l'abordât souvent. La conséquence fut qu'il monta trop rarement à la tribune pour s'y établir en maître.

Une autre chose nuisait à Tocqueville comme orateur : c'étaient les habitudes que son esprit avait contractées en écrivant. On peut sans doute citer l'exemple de quelques grands écrivains devenus des orateurs illustres ; il n'en est pas moins vrai, d'une manière générale, que c'est une mauvaise préparation pour bien parler en public et improviser que d'écrire un livre. L'esprit s'accoutume, dans le travail littéraire, à une certaine méthode régulière et poursuit un certain idéal de formes qui sont peu compatibles avec les accidents et l'imprévu de la tribune. Presque toutes les grandes qualités d'un livre sont des défauts dans un discours. Le principal mérite d'un ouvrage, c'est d'être écrit en vue de l'avenir. Dans les assemblées, tout l'intérêt d'un discours est celui du moment ; la grande affaire, c'est la journée. Le livre est une pensée ; le discours, un acte. Ce qu'on développe dans un livre, à la tribune on l'indique.

Tocqueville arriva à la chambre avec ses habitudes et ses méthodes d'écrivain ; à ses yeux, un discours était trop une œuvre d'art, au lieu d'être seulement un moyen d'action. Pour qu'une idée lui semblât digne d'être portée à la tribune, il fallait sans doute qu'elle lui parût juste, mais encore, et c'était à ses yeux une autre condition, qu'elle fût neuve. Il avait pour ce que l'on appelle les *lieux communs* une répugnance insurmontable : excellente disposition pour qui fait un livre, mais la plus nuisible de toutes pour l'orateur parlant dans les grandes assemblées, où le lieu commun est principalement en faveur.

Tocqueville avait d'ailleurs dans la pratique des lettres, et dans les études mêmes qu'il avait faites de l'art d'écrire, contracté une autre habitude, toujours bonne pour l'écrivain et mauvaise quelquefois pour l'orateur : c'est de ne jamais dire un mot de plus que ce

qu'il faut pour exprimer sa pensée et pour la rendre sensible à tout esprit doué d'une intelligence suffisante. L'orateur est gouverné par une autre loi, celle de subordonner l'étendue de son discours aux impressions de son auditoire, de suivre pas à pas ces impressions, d'arrêter le développement de sa pensée au moment où elle paraît comprise, de le continuer sous une nouvelle forme s'il s'aperçoit qu'elle n'a pas été bien saisie ; de le poursuivre jusqu'à ce que l'évidence éclate, en glissant sur ce qui blesse et en demeurant sur le terrain de la passion dès qu'il l'a trouvé. Tout cela se concilie mal avec les habitudes de l'écrivain, surtout de l'écrivain parfait. Si donc Tocqueville n'a pas été supérieur à la tribune, c'est surtout, il faut le reconnaître, parce qu'il était supérieur dans les lettres ; et le défaut qui lui a le plus nui comme orateur lui est venu de sa principale qualité comme écrivain.

Ceci explique pourquoi quelques-uns de ses discours, accueillis froidement, sont lus aujourd'hui avec un vif intérêt et gagneront en durée ce qui leur a manqué en effet immédiat.

Du reste, pendant toute la période de 1839 à 1848, il est vrai de dire que son talent oratoire s'est trouvé placé dans les conditions les moins favorables pour se produire. Tocqueville n'était vraiment éloquent à la tribune que lorsqu'il y montait sous l'empire d'une passion vive et profonde qui l'y poussait, l'y inspirait et l'y soutenait. Or, le rôle d'opposant que pendant tout ce temps sa conscience lui prescrivit ne le passionna jamais. Il était pour ce rôle trop circonspect, trop contenu et peut-être trop prévoyant. Il n'y avait en lui rien du tribun, et sa nature l'avait fait plutôt un homme de gouvernement que d'opposition. Il le prouva bien plus tard, mais il le montra même à cette époque où, étant en dehors du pouvoir, il avait si peu d'occasions de constater son aptitude aux affaires. C'est ainsi qu'à peine entré à la chambre, en 1839, ayant été nommé rapporteur de la proposition relative à l'abolition de l'esclavage dans les colonies, il sut non seulement tracer d'une main habile et sûre les grands principes de justice et d'humanité qui devaient amener le triomphe de cette sainte cause, mais encore, par un langage plein de respect pour les intérêts existants et pour les droits acquis, préparer le gouvernement et l'esprit public à une concession et les colons à une transaction.

De même, l'année suivante (1840), chargé du rapport du projet de loi relatif à la réforme des prisons, il eut le talent d'abord dans la commission, puis dans la chambre, de faire prévaloir toutes les dispositions importantes de ce projet qui n'était, du reste, que l'application pratique de ses propres théories sur la matière. Et un peu plus tard, lorsque fut portée devant les chambres (en 1846) la grande question des affaires d'Afrique, Tocqueville qui, pour l'étudier, avait

fait deux voyages en Algérie, l'un au printemps de 1841, qui pensa lui coûter la vie, l'autre dans l'hiver de 1845, fut nommé membre et rapporteur de la commission extraordinaire instituée par la chambre, et rédigea, au nom de la commission, un rapport dans lequel les principes en matière de colonisation sont si bien posés qu'aujourd'hui encore le gouvernement n'aurait rien de mieux à faire que d'y chercher l'inspiration de ses actes et la règle de sa conduite. Tocqueville était éminemment pratique au grand étonnement, ou au grand chagrin de ceux qui voudraient que l'homme qui excelle à penser fût inférieur dans l'action. Il possédait les deux principales qualités de l'homme politique : la première, la perspicacité qui pénètre l'avenir, découvre à l'avance les voies à suivre, les écueils à éviter, voit plus loin et plus avant que tous, qualité précieuse, non seulement pour l'homme de gouvernement, mais pour tout chef de parti ; la seconde, la connaissance des hommes. Nul ne savait mieux que lui se les attacher et s'en servir, discerner leurs qualités et leurs défauts, tirer parti des unes et des autres, demander à chacun l'office auquel il était le plus propre, et après le service rendu les laisser toujours contents de lui et d'eux-mêmes. Très ouvert et très discret, jamais caché, ne disant jamais que ce qu'il voulait dire, dans la mesure et à l'heure où il le voulait dire, et le disant avec une grâce infinie qui donnait un prix extrême à toutes ses paroles, en somme Tocqueville était évidemment un de ces hommes éminents par l'esprit, les talents et le caractère, qui, sous un gouvernement représentatif et dans des temps réguliers, sont destinés à prendre une part principale aux affaires de leur pays.

Dans un discours prononcé le 27 janvier 1848 à la tribune de la chambre des députés, Tocqueville avait, d'une voix presque prophétique, annoncé la révolution qui était près de s'accomplir.

« ... On prétend, disait-il, qu'il n'y a point de péril, parce qu'il n'y a point d'émeute ; on dit que comme il n'y a point de désordre matériel à la surface de la société, les révolutions sont loin de nous.

Messieurs, permettez-moi de vous dire que je crois que vous vous trompez. Sans doute le désordre n'est pas dans les faits, mais il est entré profondément dans les esprits. Regardez ce qui se passe au sein de ces classes ouvrières, qui aujourd'hui, je le reconnais, sont tranquilles. Il est vrai qu'elles ne sont pas tourmentées par les passions politiques proprement dites, au même degré où elles en ont été tourmentées jadis ; mais ne voyez-vous pas que leurs passions, de politiques, sont devenues sociales ? Ne voyez-vous pas qu'il se répand peu à peu dans leur sein des opinions, des idées qui ne vont point seulement à renverser telles lois, tel ministère, tel gouvernement même, mais la société, à l'ébranler sur les bases sur lesquelles

elle repose aujourd'hui ? N'écoutez-vous pas ce qui se dit tous les jours dans leur sein ? N'entendez-vous pas qu'on y répète sans cesse que tout ce qui se trouve au-dessus d'elles est incapable et indigne de les gouverner ; que la division des biens faite jusqu'à présent dans le monde est injuste ; que la propriété repose sur des bases qui ne sont pas les bases équitables ? Et ne croyez-vous pas que quand de telles opinions prennent racine, quand elles se répandent d'une manière presque générale, quand elles descendent profondément dans les masses, elles doivent amener tôt ou tard, je ne sais quand, je ne sais comment, mais qu'elles doivent amener tôt ou tard les révolutions les plus redoutables.

Telle est, Messieurs, ma conviction profonde ; je crois que nous nous endormons, à l'heure qu'il est, sur un volcan (*réclamations*), j'en suis profondément convaincu (*mouvements divers*)... »

Tocqueville fut donc plus affligé que surpris de la révolution du 24 février 1848, mais la douleur qu'il en éprouva fut profonde. Aucun lien intime et particulier ne l'unissait à la dynastie tombée, pour laquelle il n'avait jamais éprouvé qu'un attachement constitutionnel ; mais sa grande intelligence avait mesuré tout d'abord l'étendue du péril que cette révolution faisait courir à la liberté. Le péril lui paraissait immense, et le mal qu'il devait amener, le plus grand de tous. Au milieu de tant de malheurs irrémédiables, de tant de ruines consommées, conjurer, s'il était possible, ce suprême péril, lui sembla la seule entreprise qui restât à tenter. Or, après avoir contemplé attentivement ce qui se passait sous ses yeux, les passions du pays, la division des partis en France, cette division fidèlement reproduite dans l'assemblée, à tort ou à raison, il demeura convaincu de deux choses : la première, c'est que la seule et peut-être la dernière chance de la liberté pour la France était dans l'établissement de la république ; et la seconde, c'est que tout ce qui serait fait pour empêcher le succès de la république aboutirait à la ruine de celle-ci au profit du pouvoir d'un seul. En jugeant ainsi, il ne cédait assurément à aucun entraînement ; tout dans la république de 1848 choquait ses instincts et offusquait sa raison : l'origine violente et subreptice de cette révolution, les hommes qui l'avaient proclamée, le dévergondage des théories qu'elle avait enfantées, et jusqu'aux formes ridicules de langage qu'elle avait inaugurées, tout cela répugnait profondément à sa nature et l'éloignait de la république ; mais ce qui l'y attirait, c'était la grandeur du mal à éviter et dont la république, si elle parvenait à se fonder, lui paraissait seule capable de préserver la France. Tocqueville eût tout fait pour prévenir la république, parce qu'il ne doutait pas que l'effet naturel de sa venue ne fût de précipiter la France dans un abîme ; et à présent qu'elle

était née, il voyait le salut dans son maintien. Avait-il tort ? L'établissement de la république était-il une chimère ? Il faut prendre garde de tout juger par l'événement. Combien de gens qui déclaraient la république impossible, et qui proclamaient plus impossible encore la durée du pouvoir absolu ! Quoi qu'il en soit, telles étaient les convictions de Tocqueville qu'il faut bien faire connaître, parce qu'elles peuvent seules donner la clef de sa conduite à cette époque solennelle de l'histoire contemporaine. Ces convictions furent la règle de tous ses actes, et il est remarquable qu'au milieu des circonstances les plus propres à troubler l'esprit des hommes Tocqueville n'eut pas un seul moment d'hésitation et de faiblesse, et se montra constamment plus énergique et plus résolu qu'il ne l'avait jamais été.

Le département de la Manche avait envoyé Tocqueville en qualité de représentant du peuple à l'Assemblée constituante qui, comme on sait, fut convoquée pour le 4 mai. Nommé membre de la commission de constitution, Tocqueville apporta dans cette commission la préoccupation grave qui remplissait son âme ; il concourut avec une entière sincérité à l'œuvre assez ingrate dont la commission était chargée : œuvre qui fut très défectueuse sans doute, qui ne pouvait manquer de l'être, exécutée entre le 15 mai et le 24 juin, et qui peut-être l'eût été moins si elle eût consacré les idées que Tocqueville s'efforça en vain d'y introduire. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, Tocqueville aurait voulu qu'au lieu d'être nommé par le suffrage direct des citoyens le président de la république fût nommé, comme aux États-Unis, par un nombre restreint d'électeurs élus eux-mêmes par le suffrage universel. Il aurait voulu aussi, au lieu d'une assemblée unique, une représentation composée de deux chambres. Mais quoique ses opinions n'eussent pas prévalu, il n'en prêta pas moins jusqu'à la fin son concours loyal et sincère au travail de la commission, bien convaincu d'ailleurs que dans des temps pareils le succès immédiat d'une constitution dépend beaucoup moins des principes qu'elle énonce que de la conduite des hommes qui l'exécutent. C'est toujours animé du même sentiment et avec la même netteté de concours que Tocqueville appuya le général Cavaignac. Il le soutint énergiquement, non seulement de ses votes, mais encore de ses vœux, sans se faire aucune illusion sur les difficultés de sa candidature ni sur le déclin graduel de ses chances. La vue de ce déclin, le sentiment profond des malheurs vers lesquels on marchait à grands pas, causaient à Tocqueville une peine patriotique. Le souvenir de ce qu'il pensait alors existe sans doute dans la mémoire d'un grand nombre, mais il n'est peut-être nulle part mieux consigné que dans sa correspondance avec l'auteur de cette notice qui alors était à Londres, et auquel il adressait jour par jour le bulletin de

l'Assemblée nationale, le degré du thermomètre politique et ses impressions particulières. Cette correspondance très curieuse, qui ne saurait aujourd'hui être publiée, mais pourra l'être plus tard, met à nu avec une vérité de coloris saisissante les plaies du temps, celles des hommes et des choses, en même temps que la tristesse qu'en éprouvait Tocqueville.

Au mois d'octobre 1848, deux de ses amis politiques, MM. Dufaure et Vivien, qu'animaient les mêmes désirs et les mêmes craintes, étant entrés dans les conseils du général Cavaignac, Tocqueville fut chargé de la mission de représenter la France en qualité de plénipotentiaire à la conférence de Bruxelles, qui avait pour objet la médiation de la France et de l'Angleterre entre l'Autriche et la Sardaigne. Quoique cette médiation eût été formellement acceptée par l'Autriche, Tocqueville jugeait bien dès lors, à la tournure que prenaient les événements dans ce pays et en France, que la conférence avait de grandes chances de ne jamais être réunie. Il accepta cependant, de peur que son refus opposé à de vives instances ne parût un déni de concours aux amis qui le pressaient et auxquels il craignait d'autant plus de nuire qu'il jugeait plus honorable et plus difficile le succès de leur entreprise. Enfin lorsque, six mois après l'élection du 20 décembre 1848, le retour de l'émeute ramena la crainte de l'anarchie et fit sentir la nécessité de replacer encore une fois le maintien de l'ordre sous le drapeau de la république et de la constitution, le président de la république, ayant fait appel aux hommes constitutionnels et les plus reconnus pour tels, Tocqueville, qui venait d'être élu membre de l'Assemblée législative, accepta le portefeuille des affaires étrangères et entra avec ses amis, MM. Dufaure et Lanjuinais, dans le ministère présidé par M. Barrot, et qui, ainsi reconstitué le 2 juin 1849, dura jusqu'au manifeste du 31 octobre de la même année. Dans le moment où ce ministère se forma, Tocqueville voyageait avec sa femme sur les bords du Rhin, et mandé par ses amis à Paris, il n'y arriva que pour y prendre le poste auquel il se trouvait ainsi appelé.

Ce court passage au ministère des affaires étrangères aurait suffi, à lui seul, pour montrer la rare capacité pratique dont était doué Tocqueville, qui, dans l'espace de quelques mois, eut à porter le fardeau de deux grandes affaires : l'affaire de Rome et celle des réfugiés hongrois, dont l'Autriche et la Russie voulaient exiger l'extradition de la Porte Ottomane. Tous ceux qui virent alors Tocqueville à l'œuvre admirèrent la netteté de ses vues, la droiture et la fermeté de ses actes. Il est bien rarement arrivé à un ministre de laisser en si peu de temps une trace aussi brillante et aussi durable de son passage aux affaires, non seulement dans son ministère, mais encore dans les

chancelleries étrangères ; c'est une impression que purent constater tous les agents diplomatiques de la France à cette époque, parmi lesquels deux de ses amis personnels avaient, par son influence, accepté, l'un, le général Lamoricière, le poste de Pétersbourg, l'autre, celui de Vienne. Dès l'arrivée de ses premières dépêches, on fut frappé du ton élevé et digne dont elles étaient empreintes. Tocqueville faisait d'ailleurs sentir la séduction de son esprit et de son caractère à tous ceux qui entraient en contact avec lui ; et lorsque l'acte du 31 octobre le sépara du président de la république, celui-ci, qui avait également subi ce charme, s'efforça de le retenir à lui et de l'attacher à ses desseins. Sans être insensible à ces témoignages d'estime, Tocqueville n'en pouvait être ébranlé. Il voulait le maintien de la république, et on marchait à l'empire, ou plutôt *l'empire était fait*. L'Assemblée législative se traîna encore plutôt qu'elle ne vécut pendant deux années, comme ces corps robustes qui, blessés mortellement, ne peuvent ni vivre ni mourir. Tocqueville y siégea jusqu'à la fin avec le profond dégoût et la tristesse amère que donnait le spectacle de cette longue agonie. Il n'eut pas, du reste, à se reprocher un seul moment de faiblesse et d'abandon. Il demeura jusqu'au bout ferme et droit dans la ligne de conduite qu'il s'était tracée, et lorsque la question de la révision de la constitution fut agitée *in extremis* au sein de l'assemblée, sans s'abuser sur le caractère des pétitions qui demandaient cette révision, mais convaincu que les pouvoirs du président allaient être renouvelés et que si quelque chose pouvait diminuer la portée funeste de ce coup d'État populaire, c'était de le rendre à l'avance constitutionnel, il vota pour la révision, et, au nom de la commission dont il était l'organe, il exposa les motifs de son opinion dans un rapport qui fut le dernier et l'un des plus remarquables de ses travaux parlementaires. Quelques jours après, il n'y avait plus de parlement.

Peu de temps auparavant, Alexis de Tocqueville, que les travaux de son ministère avaient fatigué, et dont la santé déjà très altérée réclamait un climat plus chaud que celui de la France, était allé chercher le repos et le soleil près de Naples, à Sorrente, où il passa l'hiver, et où il n'aurait eu que trop le droit de prolonger son séjour. Mais quelque douce et salutaire que fût sa résidence dans ce charmant asile où la réunion de quelques amis¹ ajoutait l'agrément d'une société intime et choisie à toutes les séductions et à tous les bienfaits de la nature, Tocqueville s'était hâté de le quitter pour revenir à

¹ J.-J. Ampère, auquel M. Senior, Mme et Mlle Senior étaient venus se joindre. C'est là que M. Senior recueillit ce volume de conversations, datées de *Sorrente*, et dont on parle plus loin.

Paris dès qu'il avait vu l'orage grossir et près d'éclater sur l'assemblée dont il était membre. Il voulait être à son poste et prendre sa part du péril au jour de la lutte, car il espérait une lutte et il fut là en effet le 2 décembre 1851. Il assista à la réunion du dixième arrondissement dont il approuva et signa toutes les résolutions, fut conduit avec 200 de ses collègues de la mairie du dixième arrondissement à la caserne du quai d'Orsay, et dans la nuit du 2 au 3 décembre transféré à Vincennes. Ici cessa la vie politique de Tocqueville. Elle finit avec la liberté en France.

Ce qui frappe le plus dans le caractère politique de Tocqueville, c'est la fermeté dans la modération, la grandeur morale et la dignité dans l'ambition.

En temps de révolution on est prompt à accuser de faiblesse le caractère des hommes qui ne sont pas violents. Tocqueville n'avait rien, il est vrai, de cette énergie révolutionnaire, produit du tempérament plus encore que des passions, qui procède par élans et par bonds, et ne s'élève quelquefois très haut que pour tomber plus bas.

Tocqueville n'était pas violent, mais dans la mesure de l'opinion modérée qu'il avait choisie nul n'était plus énergique et plus constant que lui. Retranché sur cette ligne tracée par sa raison et fortifiée par sa conscience, il y était inexpugnable et jamais il n'en dévia un instant, soit pour s'emparer du pouvoir, soit pour le conserver. Et pourtant cette ambition dont nous l'avons vu animé à son entrée dans la vie politique ne s'était pas éteinte en lui ; il la ressentait toujours aussi ardente, mais c'était toujours cette grande ambition qui, dans le pouvoir, comptant pour rien les vains honneurs et les avantages matériels, y voit seulement la gloire d'accomplir sinon de grandes choses, du moins des choses utiles au pays.

Convaincu que dans un pays libre le pouvoir doit appartenir à celui des partis politiques qui a la majorité, et qu'il n'y a de grandeur et de dignité dans le gouvernement qu'à la condition que le parti qui le prend y apporte son programme et y reste fidèle, il n'éprouvait d'ambition et ne la comprenait que dans la limite de ces principes élémentaires. À la vérité, c'est le sort de tous ceux qui ont ainsi compris l'ambition du pouvoir, de ne le saisir que bien rarement et plus rarement encore de le garder ; mais la possession et la durée du pouvoir n'en font pas la grandeur, et l'homme d'État qui veut que sa mémoire soit honorée doit avant tout conserver dans le maniement des affaires publiques sa dignité personnelle et le respect de soi-même.

Si Tocqueville n'a pas tenu longtemps dans ses mains ce qu'on appelle le *pouvoir*, il a connu une autre puissance plus haute et plus durable que celle qui vient du maniement quotidien des affaires,

c'est l'influence exercée par ses idées. Il a eu par là et il a encore sur son époque une grande action politique. Ses opinions ont fait école, partout on le cite, on le commente comme une autorité, à l'étranger comme en France. C'est surtout par cette puissante action sur les esprits que Tocqueville a été un homme politique et un homme d'État.

CHAPITRE V

Après le 2 décembre 1851. — *L'Ancien régime et la Révolution*. — Œuvres et correspondance inédites.

Après ce brisement violent de son existence politique, Tocqueville, qui était membre de son conseil général (dans le département de la Manche), et qui depuis plusieurs années en avait toujours été élu le président, tenait encore à la vie publique par ce lien, secondaire, il est vrai, mais profond, et peut-être plus avant dans son cœur qu'aucun autre. Ce lien, qu'il ne pouvait conserver qu'au prix d'un serment impossible à son honneur, il fallut le briser.

Ainsi atteint, Tocqueville ne fut point abattu. Il a été dans sa destinée de grandir avec toutes les épreuves de sa vie. Jamais il ne montra plus de force et de fierté que dans ces tristes temps. Il y avait dans les facultés de son âme et dans celles de son esprit une remarquable harmonie ; et de même que son talent oratoire s'élevait en proportion de l'importance des questions qu'il traitait, de même l'aggravation de l'épreuve trouvait son caractère plus ferme et plus fort. Il montra alors une admirable énergie.

On disait tout à l'heure que l'existence politique de Tocqueville avait cessé : on avait tort ; Tocqueville la continua. Il la continua d'abord en restant ce qu'il était, car en temps de révolution il n'y a qu'une manière de se conserver : c'est de ne point changer au milieu de tout ce qui change ; c'est de maintenir entier son caractère ; de ne pas, un seul jour, donner un démenti à son passé ; de supporter patiemment, noblement, non pas la disgrâce d'un prince, ce qui serait bien facile, mais celle du temps, plus triste et plus lourde ; de voir foulé aux pieds par la multitude tout ce que l'on a vu debout et honoré d'elle, sans en rien abandonner soi-même ; d'être témoin de cette apostasie et de garder sa foi au fond de son cœur, et non seulement de la garder, mais encore de la montrer, de la professer, d'espérer son triomphe et, dans la mesure de ce qu'on a conservé de forces, de s'y dévouer. C'est ce que fit Tocqueville après le 2

décembre, simplement, sans effort, sans relâche, et avec une fermeté d'âme qui ne fléchit pas un seul instant.

Au milieu de la tristesse profonde qu'excitait dans son âme l'aspect des nouvelles destinées de son pays, Tocqueville résolut d'opposer la force morale à la force matérielle, de remplacer la possession du pouvoir par la dignité, l'action par la pensée ; et dans la sphère, quelque étroite qu'elle fût, laissée à l'indépendance de l'esprit, de travailler à la propagation, ou plutôt au réveil des idées qui peuvent dormir dans le monde, mais ne meurent pas.

Plein de ce sentiment, non seulement Tocqueville se mit à l'œuvre, mais encore il entreprit de communiquer à ses amis l'ardeur dont il était animé ; et ce fut un vrai chagrin pour lui, en même temps qu'il les trouva tous si sympathiques à son courage et à son succès, de ne pouvoir obtenir de quelques-uns d'entre eux la reprise intellectuelle dont il leur donnait l'exemple. Nul ne fut assurément plus sollicité et plus rebelle à ses instances que celui qui, en écrivant ces lignes, semble y céder aujourd'hui, mais n'écrit, hélas ! qu'une biographie, et ne peut se préserver d'un sentiment amer en pensant à quel prix il accomplit en ce moment le vœu le plus cher de son ami.

Aussitôt après le 2 décembre 1851, Tocqueville s'était retiré dans sa terre de Normandie.

Il y a certainement dans le silence des champs et dans le repos de la vie privée succédant aux bruits de la cité et aux tumultes du forum quelque chose de délicieux, capable d'enivrer l'âme et de l'élever au-dessus d'elle-même. C'est une autre vie, un autre monde, et comme une autre humanité ; c'est la passion du vrai qui vous saisit au lieu de la passion du succès ; c'est le désir de savoir, et non de réussir ; c'est un superbe mépris pour le nombre dont on était l'esclave : *Turba argumentum pessimi*. Mais pour sentir ces impressions et pour en jouir, il ne faut pas avoir l'âme mortellement triste, il faut avoir encore une patrie, il faut n'être pas dans son pays comme un exilé. Tocqueville avait trop de troubles dans l'esprit et trop de révoltes dans l'âme pour jouir de ces douces impressions. Ce n'est donc point pour les y chercher qu'il alla vivre à la campagne, mais pour s'y mettre au travail. Ce travail, ce fut son dernier livre : *l'Ancien Régime et la Révolution*.

La pensée première du livre date du séjour qu'il avait fait à Sorrente, six mois auparavant, au commencement de 1851, époque à laquelle, en songeant à l'état de la France, il ne prévoyait que trop déjà le sort qui allait écarter des affaires toute une génération et créer des loisirs qu'il faudrait occuper. C'était le temps où l'Assemblée nationale n'était pas encore morte, mais où chacun de ses membres

sentait que chaque jour la vie se retirait d'elle. Voici ce que, le 10 janvier 1851, il écrivait¹ :

« Sorrente, le 10 janvier 1851.

Je suis de plus en plus satisfait de mon séjour à Sorrente ; la beauté du pays et du climat est incomparable, notre habitation est très commode... Il ne manquait qu'un peu d'occupation d'esprit, un amusement de l'intelligence plutôt qu'un travail. Je commence à me le procurer. Déjà à Tocqueville j'avais recueilli quelques-uns de mes souvenirs sur le temps que j'ai passé aux affaires, et écrit quelques-unes des réflexions qui me vinrent à cette occasion sur les choses et les hommes de ce temps-là. J'ai repris ce petit travail, qui, comme vous le jugez bien, ne peut, quant à présent, avoir de publicité ni grande ni petite ; et quoique je n'aie pas retrouvé le goût et l'entrain que j'y avais mis à Tocqueville, il suffit pour me faire passer les heures de la matinée, où j'ai l'habitude de donner une certaine dose de nourriture à mon esprit. Je vous lirai cela un jour, quand nous n'aurons qu'à rabâcher sur le passé. Vous comprenez que les événements de mon ministère de cinq mois ne sont rien, mais l'aspect des choses que j'ai vues de si près était curieux et la physionomie des personnages m'intéressait. Ce sont, en général, d'assez vilains modèles dont je fais d'assez médiocres peintures ; mais une galerie de contemporains fait souvent plus de plaisir à voir que les plus beaux portraits des plus illustres morts. Toutefois ce travail, ou plutôt cette rêvasserie, est loin de suffire à l'activité d'esprit que j'ai toujours dans la solitude.

Il y a longtemps, comme vous savez, que je suis préoccupé de l'idée d'entreprendre un nouveau livre. J'ai pensé cent fois que si je dois laisser quelques traces de moi dans ce monde, ce sera bien plus par ce que j'aurai écrit que par ce que j'aurai fait. Je me sens d'ailleurs plus en état de faire un livre aujourd'hui qu'il y a quinze ans. Je me suis donc mis, tout en parcourant les montagnes de Sorrente, à chercher un sujet. Il me le fallait contemporain, et qui me fournit le moyen de mêler les faits aux idées, la philosophie de l'histoire à l'histoire même. Ce sont pour moi les conditions du problème. J'avais souvent songé à l'empire, cet acte singulier du drame encore sans dénouement qu'on nomme la Révolution française, mais j'avais toujours été rebuté par la vue d'obstacles insurmontables et surtout par la pensée que j'aurais l'air de vouloir refaire des livres célèbres déjà faits. Mais cette fois le sujet m'est apparu sous une forme nouvelle qui m'a paru le rendre plus abordable. J'ai pensé qu'il ne fallait pas entreprendre l'histoire de l'empire, mais

¹ Lettre à Gustave de Beaumont.

chercher à montrer et à faire comprendre la cause, le caractère, la portée des grands événements qui forment les anneaux principaux de la chaîne de ce temps ; les faits ne seraient plus en quelque sorte qu'une base solide et continue sur laquelle s'appuieraient toutes les idées que j'ai dans la tête, non seulement sur cette époque, mais sur celle qui l'a précédée et suivie, sur son caractère, sur l'homme extraordinaire qui l'a remplie, sur la direction par lui donnée au mouvement de la Révolution française, au sort de la nation et à la destinée de toute l'Europe. On pourrait faire ainsi un livre très court, un volume ou deux peut-être, qui aurait de l'intérêt et pourrait avoir de la grandeur. Mon esprit a travaillé sur ce nouveau cadre et il a trouvé, en s'animant un peu, une foule d'aperçus divers qui ne l'avaient pas d'abord frappé. Tout n'est encore qu'un nuage qui flotte devant mon imagination ; que dites-vous de la pensée mère ? ... »

Le nuage se dissipa, et Tocqueville, rentré dans la vie privée, se mit à l'œuvre. On comprend quelle en était la difficulté ; Tocqueville, qui voulait surtout peindre la Révolution et ses effets, fut tout d'abord amené à l'étude des temps qui l'ont précédée, comme pour connaître l'effet on recherche la cause. Il entreprit de retrouver et de décrire l'état social et politique de la France avant 1789. Il avait ainsi à faire, pour l'ancienne France, quelque chose d'analogue à ce qu'il avait fait pour l'Amérique du Nord. Mais au lieu de travailler, comme aux États-Unis, sur un pays et sur des institutions placées sous ses yeux, il avait à peindre une société morte, des temps et des institutions qui ne sont plus, et dont il fallait qu'il commençât par retrouver la structure pour en tracer l'image. Or, on se fait difficilement une idée de la peine qu'on a déjà, même après moins d'un demi-siècle, à ressaisir les traces de ce qu'a détruit ou transformé une grande et soudaine révolution. Tocqueville y appliqua toutes les forces de son intelligence, en analysant, avec sa prodigieuse sagacité, les éléments dont se composait la société civile et politique en France, avant et après 1789 ; il fit de chacun d'eux une étude approfondie pour laquelle il se livra à des recherches considérables. Il dut beaucoup pour ce travail aux grandes bibliothèques de l'État, mais nulle part peut-être il ne puisa plus de documents utiles que dans les archives des anciennes administrations provinciales, et notamment dans celles de la généralité de Tours. L'intérêt de ces recherches, joint à celui de sa santé, qui lui recommandait le climat tempéré de la Touraine, le fixa à Saint-Cyr, près de Tours, pendant une partie de l'année 1854.

Mais pour l'étude de son sujet, il ne se borna pas à la France : il voulut revoir l'Allemagne, où toutes les traces de l'ancienne société féodale ne sont pas effacées, et où, mieux peut-être que partout

ailleurs, on aperçoit les passions d'un pays qui n'a pas encore consommé sa révolution. Il exécuta ce voyage pendant l'été de 1855 ; et comme, pour une pareille enquête, la connaissance de la langue allemande lui manquait, il eut le courage de l'apprendre : ce qu'il fit assez rapidement pour être, en peu de temps, capable de mettre à profit les documents originaux.

C'est au commencement de 1856 qu'il publia la première partie de ce grand ouvrage, qu'il ne devait point, hélas ! lui être donné d'achever.

Le succès du livre fut prodigieux, et aussi grand à l'étranger qu'en France. Il fut aussitôt traduit dans toutes les langues, analysé dans toutes les revues et dans tous les journaux et salué par un concert de louanges unanimes¹.

Tocqueville ressentit de ce succès une satisfaction qui n'était pas purement personnelle ; il croyait y voir un bon symptôme de l'esprit public, capable encore d'attirer pour les livres où la liberté est passionnément aimée. Si même quelque chose le troublait dans ce succès, c'était qu'il fût aussi général. Il lui semblait qu'il avait droit à quelques attaques des adversaires naturels de ses idées, et il craignait que l'indulgence avec laquelle ceux-ci eux-mêmes traitaient son livre n'attestât moins leur impartialité que l'indifférence du temps en matière politique. Quoi qu'il en soit, le jugement de tous les organes de l'opinion publique fut uniforme, surtout en un point : tous, en louant l'ouvrage, constatèrent dans son auteur un nouveau progrès, un goût encore plus pur, un style plus sobre, une pensée plus ferme et plus sûre d'elle-même.

Tocqueville devait, aux douze années qu'il avait passées dans les affaires publiques, une maturité de jugement et une puissance d'observation qu'il ne pouvait manquer d'apporter dans ses écrits. S'il est vrai que la vie littéraire soit une mauvaise préparation pour la politique, il ne l'est pas moins que la vie politique en est une excellente pour la composition d'un livre, surtout d'un ouvrage où l'étude des faits contemporains se confond avec l'histoire et où l'expérience de l'homme d'État importe autant que le talent de l'écrivain. En jetant un coup d'œil rétrospectif sur ces longues années, écoulées de 1840 à 1852, pendant lesquelles l'action politique suspendit pour Tocqueville la création intellectuelle, peut-être trouverait-on que l'aptitude plus grande qu'il y puisa pour l'exécution de son dernier livre en fut le bienfait le plus certain.

¹ Voir notamment l'article remarquable, publié par la *Revue des Deux Mondes*, dans son n° du 1^{er} août 1856, et dont l'auteur est M. de Rémusat.

En parlant comme on le fait ici du succès de cette publication, on ne rend peut-être qu'imparfaitement l'impression que produisit, sur l'esprit public, le livre de Tocqueville. Le sentiment qu'on éprouve en le lisant est, en effet, autre chose que le plaisir inspiré par la vue de ce qui est beau. En faisant cette lecture, on a l'âme toute pleine des grands intérêts qui remplissent aussi la pensée de l'auteur. On sait que ce ne sont pas seulement des récits curieux qu'il présente, mais que pour lui l'étude du passé n'est qu'une étude de l'avenir, dont il cherche les secrets et sonde les mystères. On comprend qu'il s'agit là de nos propres destinées et du sort de nos enfants. Il y a, dans le sentiment qu'on apporte à cette lecture, quelque chose de solennel qui ressemble à ce que faisait éprouver aux anciens la consultation de l'oracle. C'est plus que de l'admiration, c'est de l'émotion. Le lecteur pense autant à lui-même qu'au livre, et telle est la foi du lecteur dans les lumières de l'écrivain, qu'en lisant ses prémisses il a hâte d'arriver à sa conclusion.

Bien des gens en Europe, pour savoir le dernier mot sur notre révolution, attendaient cette conclusion. C'était aussi vers elle que Tocqueville dirigeait tous les efforts de son esprit. À vrai dire, le titre de la *première partie*, seule publiée, ne donnait pas une idée parfaitement exacte de ce que serait l'ouvrage entier. Si l'on en jugeait par ces mots *l'Ancien régime et la Révolution*, il semblerait que dans l'ordre de ses pensées l'auteur fit une part égale à l'étude de l'Ancien régime et à celle de la Révolution française. Il n'en était cependant pas ainsi. Ce n'était point la peinture de l'ancienne société qui était son but final. Il n'empruntait à celle-ci d'autres tableaux que ceux dont il avait besoin pour mettre en lumière et en relief l'état nouveau, 1789, la Révolution, ses suites, l'empire et surtout l'empereur. C'est là qu'était le cœur de ses études ; là était la source de ses méditations, de ses anxiétés, de ses alternatives de tristesse et d'espérance. Le vrai titre de l'ouvrage eût été *la Révolution française*, et c'est celui que Tocqueville eût adopté s'il n'eût pas craint de prendre un titre usé. La Révolution française : c'était là sa pensée, le sujet qui obsédait, l'abîme ténébreux où il aspirait à porter la lumière, le problème redoutable dont il voulait trouver la solution.

Mais quelle serait cette solution ? Le volume publié ne la présente pas et ne pouvait la contenir, puisqu'il n'a d'autre objet que d'offrir une image abrégée du passé. Tout porte à penser que l'ouvrage entier aurait au moins trois volumes. Maintenant on conçoit tous les regrets que fait naître l'interruption d'une si grande œuvre. On les comprend d'autant mieux que le second volume était déjà très avancé. Il ne fallait plus à Tocqueville que quelques mois pour l'achever. L'ordre des chapitres en est fixé ; la déduction des

idées y est bien établie, depuis le premier jusqu'au dernier. Quelques chapitres sont non seulement écrits en entier, mais ont reçu la dernière touche du peintre ; et là où les contours de la pensée ne sont pas encore complètement marqués, ils sont déjà indiqués.

On pourrait sans doute, en réunissant ces précieux matériaux, en les coordonnant, en suppléant ici des pages, là seulement des mots, donner à ce second volume un corps et le livrer à la légitime curiosité du public. Mais qui aurait cette audace ? qui l'oserait, surtout sachant le prix que mettait Tocqueville à ne rien publier qui ne fût aussi parfait qu'il était en son pouvoir de le faire ? Souvent en marge de ce manuscrit on voit écrits par l'auteur ces mots : *Ceci à revoir, ceci à vérifier*. Quelquefois en regard d'une opinion exprimée, un simple point d'interrogation marque le doute de l'écrivain et fait pressentir un nouvel examen.

En présence de pareils signes qui attestent des scrupules et des craintes, qui serait plus brave que l'auteur lui-même ? Qui oserait résoudre les questions posées, prendre les partis délicats, terminer les phrases commencées, mêler son style à un pareil style et infliger à une glorieuse mémoire les fautes et les responsabilités d'autrui ? Une telle profanation ne sera pas commise.

Deux chapitres seuls de cette seconde partie, écrits à ce que l'on croit dès 1852, ont été trouvés, dont la rédaction paraît complète et tellement finie que Tocqueville ne l'eût sans doute pas désavouée. C'est la partie du livre qui dépeint l'état de la France avant le 18 brumaire et montre comment, tout en n'étant plus républicaine, la France n'avait pas cessé d'être révolutionnaire. On ne saurait dire sans doute que l'auteur ne les eût pas retouchés, car il perfectionnait toujours son œuvre ; mais ces fragments peuvent être considérés comme achevés, et on n'hésite pas à les offrir comme un spécimen curieux et précieux de l'ouvrage tout entier, qui malheureusement ne paraîtra jamais. Excepté, en effet, ces fragments de peu d'étendue, on est bien résolu de ne rien publier.

Si on entrait dans une autre voie, où s'arrêterait-on ? Faudrait-il, entreprenant sur le troisième volume le même travail que sur le second, s'appliquer à le construire et chercher dans les notes considérables de Tocqueville le mot de cette énigme dont le mystère trouble les esprits ? Qui osera fouiller dans ce sanctuaire ? Comment apercevoir rien de décisif et de net dans les essais et les tâtonnements de cette libre intelligence qui débutait toujours par le doute, opposait longtemps les unes aux autres les idées les plus contraires avant d'en adopter aucune, et dans sa bonne foi ignorait elle-même à quelles prévisions d'avenir l'amènerait l'étude du présent et du passé,

comme le chimiste, quand il décompose un corps, ne sait pas à quels résultats cette analyse va le conduire.

La seule chose que l'on puisse avancer sur ce point, parce qu'on la croit certaine, c'est que Tocqueville, tout en montrant dans l'avenir de grands dangers pour la liberté, avait foi en elle, croyait sinon à sa durée non interrompue du moins à ses retours et à de bons intervalles, et eût brisé sa plume plutôt que de donner une conclusion désespérée.

Mais si on se laissait aller sur la pente où l'on est décidé à se retenir, ce n'est pas seulement la seconde et la troisième partie de ce grand ouvrage que l'on publierait. On ne peut voir les notes considérables écrites par Tocqueville sur la Révolution française, attestant les profondes études auxquelles il s'est livré sur tout ce qui, de près ou de loin, se rapporte à ce sujet, sans être frappé de l'importance de ces travaux. C'est un immense arsenal d'idées. Dans telle de ses notes bien des auteurs puiseraient la matière de plusieurs volumes. Elles sont toutes de sa main, car Tocqueville n'avait pas la faculté de travailler avec l'aide d'autrui et ne tirait parti que des recherches qu'il avait recueillies lui-même. Lui seul en possédait l'esprit et la clef. Il ne faisait aucun cas des livres que l'on compose avec des livres et n'allait jamais qu'aux sources originales. À ses yeux le principal travail consistait à trouver ces sources ; quand il les avait découvertes, il jugeait son œuvre à moitié faite. Ainsi attaché à leur poursuite, il ne s'arrêtait jamais en chemin ; il les allait chercher partout, non seulement en France, mais à l'étranger. Il était allé en Allemagne pour son premier volume ; il alla en Angleterre, en 1857, pour préparer le second. Rien pour lui ne faisait obstacle à un voyage jugé nécessaire à ses travaux, pas même l'intérêt de la conservation de la vie, qui cependant était déjà en grand péril, et à laquelle tout changement d'habitudes et de climat pouvait être funeste. On juge par ce qui précède de ce qu'était pour lui la préparation d'un livre. Pour publier un volume, il en écrivait dix, et ce qu'il mettait au rebut comme étude faite pour lui seul eût été pour bien d'autres un texte tout prêt pour l'impression. Ses études sur les économistes et notamment sur Turgot, ses notes sur les cahiers des états généraux, ses observations sur l'Allemagne et sur plusieurs publicistes allemands, ses études sur l'Angleterre, etc., etc., sont autant d'ouvrages tout faits. Mais qui oserait donner au public ce qu'il ne jugeait pas digne de la publicité, et offrir comme des livres ce qu'il ne considérerait que comme des documents à l'appui de son livre ? Comment donner prolixe et délayée cette pensée qu'il ne montrait jamais que concise et qu'il mettait tout son art à condenser ? Non seulement on ne le fera point pour les travaux qu'il avait préparés sur la Révo-

lution et sur l'empire, mais on observera la même réserve et le même respect envers ses autres manuscrits.

Un homme tel que Tocqueville, qui ne pouvait vivre sans penser ni penser sans écrire, a nécessairement laissé beaucoup de travaux sur des sujets divers. Mais à l'exception de quelques opuscules dont on a parlé plus haut, et qui, étant achevés complètement, peuvent être publiés, il n'en a pas laissé un seul auquel il ait mis la dernière main.

Le plus considérable de tous ceux qu'il avait commencés est sans contredit l'ouvrage qu'il avait entrepris d'écrire sur l'établissement des Anglais dans l'Inde ; il avait fait de cette grande question une longue étude, et la quantité de documents qu'il avait rassemblés pour la traiter est considérable ; le livre est divisé en trois parties, la première a pour titre : « *Tableau de l'état actuel dans l'Inde anglaise.* » Cette première partie est écrite tout entière et formerait environ 60 pages d'impression. Elle porte pour épigraphe cette phrase : « *La religion des Indous est abominable, la seule peut-être qui vaille moins que l'incrédulité.* » La seconde partie, dont le texte n'est pas encore rédigé, est intitulée : « *Effets du gouvernement anglais sur les Indous.* » L'ordre des idées en est établi et la distribution des matières fixée ; enfin la troisième partie est celle-ci : « *Comment l'empire des Anglais dans l'Inde pourrait être détruit.* »

On ne saurait sans doute imaginer des questions plus graves et plus intéressantes. Mais si l'on pouvait être tenté de rien publier de ce travail, on s'arrêterait tout à coup devant la note placée sur l'enveloppe même du manuscrit, écrite de la main de Tocqueville et dont voici le texte : « Tout ceci n'a de valeur que si je reprends le projet d'écrire sur ce sujet. J'avais eu, vers 1843, la pensée de composer un ouvrage sur ce sujet qui certes en vaut la peine. Les distractions de la politique et la grandeur des recherches qu'un pareil livre suppose m'en ont détourné. »

Tocqueville ne comprenait une publication qu'à la condition d'un accroissement de gloire pour son auteur ; il n'admettait pas qu'on fit un livre pour faire un livre.

Cette disposition explique pourquoi Tocqueville a livré si peu à la publicité, quoiqu'il ait tant créé, et ceci fait comprendre aussi la perfection du petit nombre d'œuvres auxquelles il a permis de se produire au grand jour. Là aussi est le secret de l'extrême répugnance qu'avait Tocqueville à rien publier dans les journaux et même dans les revues, où l'écrivain est tenu de proportionner à un espace limité d'avance le développement de sa pensée. Aussi n'est-ce que dans les circonstances les plus rares qu'il s'est écarté de la règle d'abstention qu'il s'était imposée.

C'est ainsi qu'en 1836, l'année qui suivit la publication de son premier ouvrage, le directeur éminent d'une revue anglaise (*the London and Westminster Review*), M. John Stuart Mill, qui depuis a publié tant d'ouvrages d'un grand mérite, ayant demandé à Tocqueville un article sur la France, celui-ci lui adressa un travail très remarquable intitulé *État social et politique de la France*, et qui a paru dans le numéro de cette revue du mois d'avril 1836, traduit en anglais par M. John Stuart Mill lui-même. Une autre fois, aussi sur les instances pressantes de M. Aristide Guilbert, auteur de l'ouvrage intitulé *Histoire des villes de France*, Tocqueville lui remit une notice sur Cherbourg, qui a été publiée en 1847 dans cet intéressant recueil, et qui mieux peut-être que toute autre chose montre qu'il n'est point de sujet en apparence petit qui ne s'agrandisse au contact d'un esprit supérieur. Cette notice est un chef-d'œuvre ; la petite ville y disparaît dès la première page pour ne laisser voir que l'historique de son port, c'est-à-dire d'un des plus grands et des plus merveilleux ouvrages de ce siècle.

Lors donc que l'on considère la sobriété qu'apportait Tocqueville dans la publication de ses œuvres, on ne peut qu'apporter la même disposition envers ses manuscrits inédits.

Il a cependant, sous le titre de *Souvenirs*, laissé un manuscrit très important qui un jour sera certainement publié et fournira la matière d'un volume in-8°. Ces *Souvenirs*, écrits à Tocqueville et à Sorrente, en 1850 et 1851, se rapportent surtout à la révolution de 1848 et à l'année suivante. Ils formeront un des éléments les plus précieux de l'histoire contemporaine, mais le moment de les publier n'est pas venu ; l'auteur a solennellement exprimé sa volonté que rien n'en soit mis au jour pendant la vie de ceux que cette publication pourrait atteindre.

Mais parmi ses œuvres inédites il en est une, la plus importante peut-être, dont la publication immédiate nous paraît non seulement possible, mais nécessaire ; nous voulons parler de sa correspondance privée. Tocqueville n'a pas sans doute écrit ses lettres pour qu'elles fussent publiées, mais il n'a rien dit qui interdise de le faire. C'est le sort de tout ce qui est tombé de la plume des hommes illustres, de ne pas rester longtemps dans l'ombre. Déjà plusieurs de ses lettres ont été livrées au public ; d'autres publications partielles et successives, auxquelles présiderait peut-être moins de discrétion et de goût, pourraient avoir lieu, soit en France, soit en Angleterre, si on ne prévenait cet éparpillement fâcheux par une publication collective.

Si nous avons un jugement à porter sur le mérite littéraire de cette correspondance, nous la placerions peut-être, sinon au-dessus, du moins au niveau de tout ce que Tocqueville a écrit et publié ;

mais ce n'est pas au point de vue de l'art et du talent que ces lettres s'offrent d'abord à nos yeux et que nous les présentons au public. Une lettre est bien moins une production de l'intelligence qu'un sentiment, un rapport intime, un acte de la vie ; c'est la conversation du cœur et de l'esprit. Ce n'est pas une œuvre de la méditation ; c'est quelque chose qui fait partie de la personne, qui lui survit et la continue quand elle n'est plus. Un recueil de correspondances n'est pas une production littéraire ; ce sont les fragments retrouvés d'une vie brisée, que la pitié des survivants a recueillis et dans lesquels chacun, suivant la nature et le degré de son affection, se plaît à retrouver le souvenir de celui qu'il a aimé ou admiré.

On a dit et répété cent fois que le style c'est l'homme : cela n'est guère vrai du style d'un livre où l'auteur s'est étudié et a mis tout son art à se montrer tel qu'il veut paraître ; mais cela est plus vrai de la correspondance, où l'homme écrit comme il parle et n'écrit que parce qu'il ne peut parler. Des lettres révèlent quelquefois l'esprit de leur auteur ; elles montrent toujours son cœur et son caractère.

Quoique, dans certaines parties de sa correspondance, Tocqueville rencontre sans le chercher un bonheur d'expressions qu'avec plus d'étude il n'aurait pu surpasser, ce que l'on y verra surtout, c'est la place immense que ses amitiés occupaient dans sa vie. Les ouvrages qu'il a publiés font connaître l'écrivain ; ses lettres feront connaître l'homme et le feront encore plus aimer. Elles montreront d'ailleurs l'écrivain lui-même sous un jour nouveau, car Tocqueville excellait dans le genre épistolaire. Aussi une lettre de lui, quelque courte qu'elle fût, n'était jamais reçue avec indifférence. Ceci explique pourquoi toutes ont été conservées et se retrouvent aujourd'hui ; et c'est par la même raison que personne, en nous les confiant, ne nous en a fait l'abandon, et qu'au contraire il n'est pas un de ceux dont nous tenons ces précieuses lettres qui ne nous ait demandé instamment de lui en rendre l'original, à la possession duquel tous attachent un prix extrême¹. Nous n'avons pas besoin de dire que ce vœu sera fidèlement rempli. Tout le monde comprendra de même, sans que nous l'exprimions, combien est délicat le procédé de tous les amis de Tocqueville, qui ont remis toutes leurs lettres entre les mains de Mme de Tocqueville, à laquelle seule ils reconnaissent le droit d'en autoriser la publication.

Si des considérations diverses ne nous avaient forcé de supprimer, au moins quant à présent, la plus grande partie de cette correspondance, elle serait très volumineuse. Tocqueville avait beau-

¹ En exprimant le désir que le renvoi de ces lettres lui soit fait, M. Senior ajoutait : « My children and grand-children will read them with pride. »

coup d'amis. Convaincu que l'amitié est comme la plante délicate qui dépérit faute de culture, il donnait, à sa correspondance avec ses amis, les plus grands soins. Il écrivait beaucoup de lettres, non parce qu'il était, mais quoiqu'il fût écrivain. En général, personne n'écrit moins de lettres que les hommes de lettres. Ils ont l'air de garder tout leur esprit et leurs idées pour leurs livres. Chez Tocqueville, les lettres étaient un besoin de l'homme ; pour lui, la correspondance élargissait le cercle de la vie. Il entretenait dans le monde beaucoup de ces relations voisines de l'amitié, qui parfois se confondent avec elle, et à qui, pour le devenir, il n'a manqué que de naître un peu plus tôt. Il faisait beaucoup pour elles. La difficulté, pour les hommes éminents et illustres, n'est pas de se créer des relations et même des amis, c'est de les conserver. Les soins, la bienveillance, l'affection véritable, retiennent seuls ce que le succès et l'éclat ont attiré. Il était, du reste, aussi fidèle à ses relations qu'à ses intimités ; de là ses nombreuses correspondances tant en France qu'à l'étranger.

La plus ancienne de toutes par sa date, et peut-être aussi la plus remarquable, est celle qu'il a entretenue avec un de ses cousins, vieil ami de son enfance, le comte Louis de Kergorlay. Cette correspondance est si propre à jeter sur le caractère de Tocqueville les plus vives clartés, qu'il convient d'expliquer, au moins en quelques mots, les circonstances dans lesquelles elle s'est produite et poursuivie pendant plus de trente années. Alexis de Tocqueville et Louis de Kergorlay présentent le phénomène de deux hommes qui, profondément divisés par la politique, n'ont jamais cessé d'être unis par les liens de la plus étroite intimité : l'un, Louis de Kergorlay, le lendemain de la prise d'Alger, à laquelle il avait concouru comme officier d'artillerie, donnant sa démission plutôt que de se rattacher au gouvernement de Juillet ; l'autre, Alexis de Tocqueville, prêtant serment à ce gouvernement, sans élan, il est vrai, mais sans restriction ; le premier, si profondément hostile au trône de 1830, que tout d'abord il se trouve impliqué dans une entreprise tentée contre ce gouvernement ; le second, persistant dans la voie contraire qu'il a adoptée, entrant dans la chambre élective et y renouvelant son serment ; Louis de Kergorlay, réfugié dans la vie privée, et, malgré un rare mérite et de grandes facultés, se plaisant à rester dans l'ombre, pendant qu'Alexis de Tocqueville est jeté dans tout le mouvement et tout l'éclat de la vie publique ; et au milieu de ces fortunes si opposées, les deux amis restant les mêmes, non seulement sans un soupçon mutuel ni une amertume, mais sans un ombrage ni un refroidissement.

Aucune épreuve cependant ne leur fut épargnée ; et ce n'en fut pas sans doute une peu cruelle, lorsque Louis de Kergorlay, com-

promis avec son vénérable père dans l'affaire du *Carlo-Alberto*, fut traduit devant la cour d'assises de Montbrison, poursuivi par le gouvernement auquel Alexis de Tocqueville s'était rattaché. Tocqueville accourut au secours de son ami, le défendit avec chaleur, non comme on défend un accusé, mais comme un ami dont on s'honore, prononça de touchantes paroles, qu'on tâchera de recueillir pour les placer à la fin de ce volume, et ce devoir de cœur accompli, continua de suivre en politique ses propres voies.

Il y avait évidemment entre ces deux natures, d'ailleurs si diverses, des causes secrètes de sympathie et de certaines affinités mystérieuses ; et ce qui est remarquable, c'est que ces deux hommes, qui agissaient si différemment, avaient autant de points de contact dans l'esprit que dans le cœur, dans les idées que dans les sentiments.

Jamais il n'est arrivé à Tocqueville de rien écrire, sans soumettre son œuvre à Louis de Kergorlay. Combien de fois, arrêté dans son travail, découragé, désespéré, il est allé trouver *Louis*, qui, d'un mot, écartait le nuage, et le remettait dans son chemin ! On se ferait difficilement une idée du secours que Tocqueville trouvait dans cette intelligence si étendue, si féconde, qui lui était toujours ouverte, et où il fouillait comme dans une mine inépuisable, sans en jamais trouver le fond.

Ce qui les séparait en politique est du reste une des principales causes de l'intérêt et de la valeur morale de leur correspondance. Tocqueville sait que dans cette âme amie il y a une zone qui lui est interdite et avec laquelle il ne doit pas communiquer : c'est celle de tous les sentiments et de toutes les impressions qui se rapportent à la politique pratique. Il est ainsi contenu, quand il lui écrit, par des limites posées à l'avance, dans une sphère générale toute philosophique et supérieure. C'est quelquefois une gêne pour son esprit et pour son cœur ; le plus souvent, c'est une protection pour son intelligence qui se trouve là comme dans un lieu d'asile, où elle se réfugie de temps à autre, ou plutôt vers lequel elle s'élève quand elle peut s'échapper des liens qui l'attachent aux luttes politiques et aux affaires.

Au contraire, parce que la politique contemporaine y occupe une grande place, la correspondance d'ailleurs extrêmement remarquable de Tocqueville avec plusieurs de ses amis est le plus souvent impossible à publier. Tel est, notamment, le caractère d'une foule de lettres adressées à MM. de Corcelles, Ampère, le comte Molé, Dufaure, Lanjuinais, Freslon, Charles Rivet, M. et Mme de Circourt, M. Duvergier de Hauranne, etc., etc. On a été obligé de faire un choix parmi ces lettres ; celles que l'on publie ne sont pas toujours

les plus intéressantes, mais celles que l'on peut publier. Il y a des correspondances qu'il a fallu supprimer presque entièrement, quoique charmantes, parce qu'elles sont ou trop politiques ou trop intimes : ce sont celles que Tocqueville entretenait avec ses plus proches, notamment avec ses frères, et, si l'indulgence affectueuse de ceux-ci me permet ce rapprochement, avec l'ami qu'il traitait comme un frère, avec l'auteur lui-même de cette notice. Celui-ci est en possession de 300 lettres qui ne conviendraient point à la publicité.

Il y a une correspondance de Tocqueville qui, au milieu de circonstances très différentes, présente quelques analogies avec celle qu'il a entretenue avec Louis de Kergorlay, et à laquelle on doit une mention particulière, parce qu'en prouvant encore une fois la profondeur de ses amitiés, elle met à découvert, mieux peut-être qu'aucune autre, le fond de son âme, son vrai caractère, ses véritables opinions et ses sentiments. C'est sa correspondance avec Eugène Stoffels.

Alexis de Tocqueville et Eugène Stoffels, dont la liaison datait du collège de Metz, s'étaient séparés au sortir des bancs, âgés chacun de seize ans. Rien d'ailleurs ne semblait devoir les rapprocher ; ce n'était pas l'identité des positions et la conformité des habitudes : l'un vivait à Paris avec une fortune indépendante, l'autre en province, du produit d'un petit emploi financier ; ce n'était pas non plus la sympathie mutuelle qui s'établit quelquefois entre deux grandes intelligences : Eugène Stoffels avait la distinction, mais non la supériorité de l'esprit. Quel était donc le lien entre eux ? Eugène Stoffels était l'âme la plus pure et le caractère le plus fier qui puisse exister en ce monde. Tocqueville avait un jour aperçu cela, et il lui avait donné son cœur tout entier. Quoique pour Tocqueville la valeur intellectuelle eût un attrait immense, il y avait une chose qui était encore plus puissante sur lui : c'était la valeur morale. Il n'a jamais rien entrepris d'important sans consulter Eugène Stoffels, ni rien exécuté de grave sans l'en informer ; et précisément parce que Stoffels était en dehors de la politique et du mouvement du monde, Tocqueville trouvait un charme extrême à lui confier toutes ses impressions et à mettre sa vie orageuse et compliquée en contact avec cette existence simple et uniforme. Ce qu'il cherchait surtout dans Louis de Kergorlay, c'était un secours pour son intelligence ; dans Stoffels, un appui pour son âme, un repos pour son cœur. Eugène Stoffels est peut-être l'homme du monde dont il a le plus recherché l'estime et dont il eût le plus redouté le blâme.

Quoique dans les lettres de Tocqueville on voie figurer quelquefois des personnages illustres ou distingués à divers titres, que le lecteur veuille bien cependant le remarquer, ce qu'il faut chercher

dans cette correspondance, ce ne sont point de grands noms mêlés à de grandes ou à de petites affaires ; ceci n'est point une publication de vanité ni d'orgueil ; mais ce qu'on y trouvera, au milieu de noms quelquefois obscurs ou inconnus, ce sont des idées et des sentiments exprimés dans un style plein de charme et de grâce. Dans le choix des lettres publiées, on a considéré la lettre en elle-même, bien plus que le nom de celui auquel elle était adressée.

La correspondance de Tocqueville avec des Anglais distingués occupe une assez grande place dans ce recueil ; notamment celle qu'il a entretenue avec MM. W. N. Senior, Henry Reeve, Mme Grote, John Stuart Mill, lord Radnor, sir George Cornwall et Lady Thereza Lewis, Mme Austin, lord Hatherton, W. R. Greg, sir James Stephen, etc., etc. Cette partie de la correspondance de Tocqueville occuperait une place bien plus considérable, si, ici encore, on n'avait été arrêté par l'objection des noms propres qui s'y trouvent, et des questions politiques, dont la publicité serait en ce moment soit impossible, soit inopportune. Un jour cet obstacle n'existera plus, et il est permis d'annoncer, qu'en vue de cette éventualité plus ou moins éloignée, tout est déjà prêt pour une publication ultérieure et complète.

Tocqueville aimait et honorait dans l'Angleterre un pays libre ; et il faisait trop de cas de la valeur individuelle des hommes pour n'être pas sensible aux qualités particulières qui distinguent les Anglais et qui rendent les relations avec eux si sûres, les amitiés si solides, les engagements si sérieux.

Ses rapports avec M. Henry Reeve datent de 1835, c'est-à-dire de la publication de *La Démocratie*, dont M. Reeve donna au public anglais une excellente traduction. M. Reeve n'avait point alors la réputation qu'il a, depuis, justement acquise à plusieurs titres. Cependant, quoique devenu secrétaire du Conseil privé de la Reine, ensuite principal rédacteur du *Times*, puis directeur de la *Revue d'Édimbourg*, à la tête de laquelle il est encore aujourd'hui, il n'estima pas qu'il fût au-dessous de lui de continuer de traduire Tocqueville, et la traduction anglaise de *l'Ancien Régime et la Révolution* est également son ouvrage. Tocqueville savait assez parfaitement l'anglais pour juger son traducteur ; il faisait grand cas d'un pareil interprète, qui, d'ailleurs, était devenu un ami.

Ce n'était pas seulement l'intérêt de la traduction qui avait fait naître et maintenu ces rapports affectueux. Jamais Tocqueville n'oublia l'hospitalité bienveillante et douce qu'en 1835, étant malade à Hampstead, où il s'était réfugié, il trouva dans la famille de Henry Reeve. Le souvenir de Mme Reeve, si bonne, si simple dans sa bonté, ne lui revenait jamais sans le toucher. De là datent aussi ses

rapports avec la sœur de Mme Reeve, Mme Austin, dont tout le monde connaît et estime les travaux littéraires.

C'est à la même époque que commence sa correspondance avec M. W. Nassau Senior, l'un des premiers économistes de l'Angleterre, l'homme de notre temps, peut-être, qui connaît le mieux son pays et les pays étrangers, et qui, mettant à profit les rapports qu'il entretient avec les hommes les plus distingués de l'Angleterre et du continent, rédige des mémoires qui sont déjà comptés avec raison comme un des éléments les plus curieux de l'histoire contemporaine. On comprend de quel prix devait être pour M. Senior un homme tel que Tocqueville, dont la conversation était une mine inépuisable d'idées¹.

C'est aussi du même temps et seulement un peu plus tard que datent les premières lettres de Tocqueville à Mme Grote, cette femme distinguée tout à la fois par l'esprit et par le cœur, et qui seule eût honoré le nom qu'elle porte, si son mari, M. G. Grote, l'auteur de la meilleure histoire de la Grèce qui ait été écrite, ne l'eût lui-même illustré².

Quelques-unes de ses correspondances ne datent que des dernières années de sa vie ; telles sont celles qu'il a entretenues avec M. W. R. Greg, avec lady Thereza Lewis et avec sir Georges C. Lewis, cet esprit si sensé et si original, qui allie si singulièrement la passion de la science et la pratique des affaires, l'érudition et l'administration ; cet homme d'État qui, pendant qu'il était chancelier de l'Échiquier, trouvait le temps d'annoter les fables de Babrius, et

¹ Telle est l'importance que M. Senior attache aux conversations de Tocqueville, qu'après les avoir recueillies, et en quelque sorte daguerréotypées, avec le plus grand soin, il les a fait couvrir d'une magnifique reliure. Elles forment 3 volumes in-4°, portant les titres qui suivent : le premier volume, *Tocqueville during the Republic* ; le second, *Sorrento and Paris* ; le troisième, *Tocqueville during the Empire, 1851 to 1858*. Par un procédé plein de délicatesse, M. Senior a fait hommage à Mme de Tocqueville de ce précieux souvenir, en lui abandonnant le soin d'en faire un jour, et à l'heure qu'elle jugera opportune, la disposition qui lui plaira.

² *L'Histoire de Grèce*, de M. Grote, forme 12 volumes in-8°. Outre ce grand ouvrage, Grote a écrit avant 1832 un certain nombre de brochures relatives à la réforme parlementaire, et en 1847 quelques lettres remarquables sur les disputes de l'Église protestante et de l'Église catholique en Suisse. Il a été récemment élu membre correspondant de l'Institut. Mme Grote, qui a dernièrement publié sur Ary Scheffer l'intéressante notice que tout le monde a lue, n'avait jusque-là rien fait paraître sous son nom ; mais les nombreux articles qu'elle avait insérés dans les revues à différentes époques depuis trente ans avaient souvent percé le voile de l'anonyme ; et chacun sait notamment que c'est de sa plume qu'est sorti l'article remarquable publié en 1854 dans la *Revue d'Édimbourg* sur la vie et les ouvrages de Thomas Moore, etc., etc.

qui, aujourd'hui ministre de l'intérieur, est plus occupé peut-être d'éclaircir les dissensions intérieures qui troublèrent les ministères de lord North et de M. Pitt, que de combattre les difficultés présentes qui peuvent amener la chute de l'administration dont il fait partie¹.

La dernière correspondance de Tocqueville, celle dont la durée a peut-être été la plus courte et la mieux remplie, est celle qu'il a eue avec Mme Swetchine, et dont M. le comte de Falloux, dans son beau livre publié l'an dernier², a déjà donné des fragments. Il suffit de lire l'ouvrage de M. de Falloux pour comprendre le charme singulier de Mme Swetchine, l'attrait de son salon, la séduction de son esprit et de son caractère, l'influence extraordinaire qu'elle prenait sur tous ceux qui l'approchaient, et à laquelle Tocqueville échappa d'autant moins, que Mme Swetchine dut mettre plus de prix à exercer, sur un homme tel que lui, tout son ascendant.

On remarquera que dans ce recueil on n'a jamais, en regard des lettres de Tocqueville, placé celles des personnes auxquelles il écrivait. Peut-être aurait-on aimé quelquefois à connaître la lettre du correspondant, comme on aime à voir la demande à côté de la réponse. Mais si on fût entré dans cette voie, quelle eût été la limite ? On se l'est interdite absolument ; on y a fait une seule exception pour une lettre de M. le comte Molé, qui se rapporte à un acte de la vie politique de Tocqueville, pour lequel cette lettre est une pièce justificative.

Il existe encore d'autres lettres dont on ne parle pas ici, et dont on ne peut pas parler : ce sont celles de Tocqueville à sa femme. Quand on songe que dans les circonstances, à la vérité rares, où il était séparé d'elle, il n'était jamais un seul jour sans lui écrire et sans lui rendre compte de toutes ses impressions avec un entier abandon, on conçoit tout ce que doivent renfermer de pareilles lettres, et quel jour elles répandraient sur le caractère et le cœur de celui qui les écrivait.

Dans les derniers temps, Tocqueville écrivait plus de lettres qu'il ne l'avait jamais fait. Depuis que l'action politique lui manquait, il avait plus de loisirs ; et puis il y a un âge de la vie où il semble que le monde devienne chaque jour plus étroit, et où l'on s'efforce de l'élargir ; c'est celui où, jugeant mieux les hommes, on ne les compte

¹ Sir G. C. Lewis a publié un grand nombre d'ouvrages dont les principaux sont : *Irish disturbances, 1836* ; — *Government of Dependencies, 1837* ; — *Method of observation and of reasoning in Politics* ; — *Influence of authority, in matters of opinion* ; — *Inquiry into the credibility of the early Roman history* ; — *On the use and abuse of certain political terms* ; — *Fables of Babrius with notes, etc., etc.*

² *Madame Swetchine, sa vie et ses œuvres*. 2 vol. in-8°.

plus par leur nombre, mais par ce qu'ils valent réellement, et alors on trouve que le monde est petit. Alors, en dépit des distances, on va chercher cette valeur si rare partout où elle existe. C'est ainsi que Tocqueville avait été amené à étendre le cercle, non seulement de ses relations, mais de ses affections elles-mêmes.

Il est d'ailleurs remarquable, qu'au milieu des événements qui avaient détruit tant d'existences individuelles, la sienne se fût augmentée ; et jamais il n'avait eu, à l'étranger, une existence plus grande que depuis qu'il avait cessé d'en avoir une officielle en France. On en jugera par un seul exemple.

Nous avons dit plus haut que le besoin des recherches nécessaires pour l'exécution de son second volume l'avait, en 1857, conduit en Angleterre, où il existe une collection très précieuse et unique de documents relatifs à la Révolution française. Là, grâce au respect qu'inspirait son caractère personnel, il fut autorisé à compulser librement les archives publiques et à y prendre connaissance de toutes les correspondances confidentielles du gouvernement anglais avec ses agents diplomatiques sur le continent à cette époque. Désirant d'ailleurs se livrer tout entier et sans distraction à l'objet de ses recherches, Tocqueville s'était appliqué, pendant son séjour à Londres, à ne voir que les personnes dont le concours était nécessaire au but spécial de son voyage. Cependant il ne put qu'imparfaitement échapper aux témoignages dont il était l'objet, et que dans un pays libre on se plaît à donner aux hommes sortis dignement du pouvoir. Lord Lansdowne, lord Radnor, lord Stanhope, lord Maccaulay (de glorieuse et respectable mémoire), lord et lady Granville, lord Hatherton, sir Georges et lady Thereza Lewis, de même que ses anciens amis Reeve, Senior, Grote, etc., etc., lui prodiguèrent à l'envi toutes les marques possibles de sympathie et d'affection. Le prince Albert lui-même voulut le voir et lui exprimer sa haute estime. Mais un dernier hommage, auquel assurément il n'était pas préparé, lui était réservé. Au moment où il quittait l'Angleterre pour retourner en Normandie, il reçut l'avis qu'un bâtiment de la marine royale était mis à sa disposition pour le reconduire dans le port de France où il lui plairait de se faire débarquer. L'ordre avait été donné par le premier lord de l'amirauté, sir Charles Wood, qui avait cru devoir cette marque de haute courtoisie à l'hôte illustre que l'Angleterre possédait et dont elle était fière : noble hommage qui honore autant celui qui le rend que celui qui le reçoit, et qui n'est pas seulement l'acte d'un ministre, mais encore celui de tout un peuple, sans l'assentiment duquel il eût été impossible. Il n'y eut qu'une voix en Angleterre pour applaudir à ce procédé, si éloigné des hommages publics, qu'en d'autres pays on tient exclusivement en réserve pour

les personnages officiels. Quoiqu'il sentît vivement le prix d'un pareil honneur, Tocqueville ne s'en montra point ébloui ; et pour s'en convaincre, il suffit de voir le ton simple dont il raconte lui-même l'événement à ses amis :

« J'ai été en Angleterre, écrivait-il, le 25 juillet 1857, avec des témoignages de considération si nombreux et si marqués, que j'en ai été presque aussi a confus que content. Tout le monde politique m'y a comblé d'égards et d'attentions...

Enfin sir Charles Wood, apprenant que je demeurais près de Cherbourg et y retournais, a mis à ma disposition un petit bateau à vapeur qui m'a ramené directement de Portsmouth à Cherbourg, mardi dernier, à la grande stupéfaction des naturels du pays, qui s'attendaient à voir sortir du bateau à vapeur au moins quelque prince, et qui n'ont aperçu que votre serviteur¹. »

CHAPITRE VI

Cannes.

Cependant le mal qui devait prématurément conduire Tocqueville au tombeau s'était annoncé par son plus sinistre et plus terrible présage. Tocqueville avait eu un crachement de sang. C'était au mois de juin 1858.

Quoiqu'il eût reçu déjà précédemment quelques avertissements moins graves, il est vrai, mais du même genre, il n'en avait jamais bien compris le sens. Rien, en effet, n'était plus contraire à ce qu'il savait lui-même de sa propre constitution. Cette constitution avait toujours été faible et délicate, elle était évidemment atteinte depuis longtemps dans quelqu'un des organes nécessaires à la vie. Mais tout jusqu'alors l'avait porté à croire que cet organe malade n'était pas la poitrine, et ceux qui le connaissaient le plus intimement pensaient de même.

Lors de ses plus grands voyages, notamment pendant celui d'Amérique, il avait été quelquefois souffrant, mais jamais de la poitrine, qui chez lui semblait être la plus solide partie du corps. Dans bien des occasions, son compagnon de voyage avait pu, sur ce point, faire les observations les plus rassurantes. Lorsque, dans leur exploration à travers les forêts et les déserts du Nouveau Monde, ils avaient à gravir un lieu escarpé, Tocqueville arrivait toujours le

¹ Lettre à G. de Beaumont.

premier au sommet, sans paraître haletant. Lorsqu'au retour de la baie de Saginaw ils eurent à faire d'une seule traite plus de quinze lieues à cheval à travers les sentiers ardu de la forêt vierge ou de la prairie sauvage, Tocqueville ne montra aucun symptôme de fatigue ou d'épuisement. Quelquefois, dans le cours de ces marches aventureuses, une rivière large et profonde venait-elle à leur faire obstacle, Tocqueville la traversait à la nage. Il le fit notamment près de Michillimachinac, sur le lac Huron, dans ce climat où, quelle que soit la saison, les eaux sont toujours froides quand elles ne sont pas glacées ; et jamais il ne parut en ressentir aucun mal. Dix ans plus tard, lorsqu'en 1841, voyageant en Afrique, il tomba malade au camp d'Eddis sur la route de Stora à Constantine, ce n'était point encore la poitrine qui paraissait attaquée ; la veille il avait pu gravir le pic de Bougie, à moitié chemin duquel la plupart de ses compagnons s'étaient arrêtés.

Cependant en 1850, peu de temps après sa sortie du ministère, des symptômes graves avaient effrayé ses amis : les médecins n'y avaient point vu une maladie de poitrine déclarée, mais seulement un accident dangereux, qui, s'il ne reparaissait pas, pourrait ne laisser aucune trace ; et il n'avait pas reparu. Un hiver passé à Sorrente, un autre en Touraine, paraissaient avoir conjuré tout accroissement du mal ; mais il eût fallu toute autre chose. Il eût fallu, pour sauver cette précieuse vie, la transporter, non pas pour un hiver, mais pour des années, dans un pays méridional. Il eût fallu surtout que, pour un temps indéterminé, il abandonnât le climat, meurtrier pour lui, de la Normandie. Mme de Tocqueville le voulait, et l'en supplia mille fois ; il ne put s'y résoudre, et on le conçoit : car pour lui, quitter ce pays qu'il aimait tant, se transporter dans un pays étranger à tous ses intérêts, loin de ses amis et de ses livres, loin du mouvement intellectuel qui était toute sa vie, n'eût-ce pas été se condamner à une mort presque certaine et plus prompte peut-être que celle qui le menaçait ?

Quoique l'accident du mois de juin 1858 ne permit plus aucune illusion, Tocqueville s'en faisait encore. Cependant il se soumit au conseil que lui donnaient ses médecins de se rendre en Provence et après avoir, malgré l'urgence, passé encore trois ou quatre mois à faire une provision de livres, de notes et de matériaux pour son ouvrage, qu'il espérait finir tout en se guérissant, il partit tardivement pour Cannes, où il arriva dans les premiers jours de novembre 1858.

Faut-il raconter ici ce triste séjour à Cannes, le long et cruel voyage qui le précéda, les crises qui le suivirent, se succédant plus graves de jour en jour, et au milieu desquelles Tocqueville conservait

toujours l'espérance ? On aurait la disposition de les décrire qu'on n'en aurait pas le pouvoir. Comment peindre en effet cette existence encore si animée, cette intelligence dans toute sa force, cet esprit toujours aussi brillant et aussi fécond, cette plénitude de vie que quelques jours seulement séparent du moment où tout cela ne sera plus ?

Tocqueville, quand tout espoir de salut était perdu, espérait encore ; et tout autour de lui semblait conspirer pour entretenir en lui cette confiance.

On entrait dans la saison où sous le ciel de la Provence tout renaît dans la nature. La petite villa où Tocqueville avait cherché un asile s'élève à une demi-lieue de Cannes, au milieu d'une forêt d'orangers et de citronniers. On ne saurait imaginer rien de plus charmant que ce lieu encadré dans la mer et les montagnes. Rien de plus enivrant que le parfum qui sort de ces bois embaumés et semble s'exhaler de la terre elle-même. Rien de plus splendide que le réveil de cette nature endormie. Il semble que dans ce moment de renaissance générale et dans ces climats bienfaisants, alors que tout ce qu'il y a de plus faible et de plus infime dans le monde reprend à l'existence, il soit plus triste de voir la vie se retirer de ce qu'il y a de plus beau dans la création : une grande intelligence unie à un noble cœur. Il semble aussi qu'en présence de ce spectacle de la régénération universelle il soit impossible au plus découragé et au plus abattu de se soustraire à l'espérance de la vie.

La vie fuyait cependant et rapidement, en dépit de tous les soins et de tous les dévouements. Deux excellents médecins, le docteur Sève, de Cannes, et un ancien collègue, le docteur Maure, de Grasse, le visitaient sans cesse. Deux sœurs de charité, la sœur Valérie et la sœur Gertrude, étaient près de lui nuit et jour. Cette autre sœur de charité de toute sa vie, madame de Tocqueville, ne le quittait pas. À force de soins on se prenait à partager ses espérances, et quelquefois, sous ce beau ciel, les images de deuil s'éloignaient pour faire place à de moins tristes pensées.

À quelques pas de la villa s'étend une allée de dattiers et de cyprès de laquelle on voit se dérouler d'un côté les premières chaînes des Alpes, et de l'autre la baie de Cannes, le golfe Juan et les îles Sainte-Marguerite. De là on voit la mer sans en sentir à peine la brise, qui n'arrive qu'à travers le parfum des fleurs, et attédie par l'air chaud auquel elle se mêle. C'est là qu'appuyé sur le bras d'une sœur de charité, le pauvre malade venait tous les jours respirer cet air doux, regarder ce beau ciel, et recevoir les rayons de ce soleil vivifiant. Cette promenade de Tocqueville dans la petite allée de cyprès, sa marche lente et silencieuse, ce corps débile, ce visage pâle,

ce regard profond et triste, image de sa pensée et de son âme, la figure candide et simple de la pauvre sœur qui lui servait de soutien, une telle scène restera longtemps gravée dans la mémoire de tous ceux qui une seule fois en ont été les témoins.

Je l'ai dit, Tocqueville espérait... et comment n'aurait-il pas repris à l'espérance quand tout autour de lui reprenait à la vie ? Aussi continuait-il toutes ses habitudes, ses projets d'avenir, ses travaux. Il lisait et se faisait lire, écrivait beaucoup de lettres, dévorait celles qu'il recevait en grand nombre. Il n'y a pas un de ses amis qui n'ait reçu de lui au moins une lettre dans le dernier mois de sa vie. La pensée des affaires publiques ne le quittait pas un instant. On était à la veille de la guerre d'Italie. Quelques étrangers illustres qui habitaient Cannes en ce moment, entre autres le baron de Bunsen¹ et lord Brougham, lui faisaient avec grand soin communiquer leurs courriers, auxquels il prenait un vif intérêt. Mais l'objet incessant de sa méditation, c'était la suite de son ouvrage *sur la Révolution*, auquel il rapportait toutes ses lectures. La dernière fut celle des Mémoires du comte Miot de Mélitot, dont il faisait grand cas. En même temps que son esprit conservait toute son activité, son âme semblait acquiescer plus de calme. Sa disposition devenait chaque jour plus douce et plus tendre, son caractère plus uni, sa pensée plus religieuse et plus résignée.

Cependant, comme si ce n'eût pas été assez du mal qui lui était propre, à ce mal était venu s'en joindre un autre. Épuisée de fatigue, encore plus épuisée de douleur, madame de Tocqueville elle-même tomba malade... Elle était atteinte de plusieurs maux à la fois, entre autres d'une maladie des yeux pour laquelle il lui fut prescrit de se tenir constamment dans la plus profonde obscurité. Telle était cependant la tendre affection d'Alexis de Tocqueville pour sa femme, et l'impossibilité pour lui de vivre sans elle et loin de sa présence, que celle-ci ne pouvant plus venir s'asseoir près de son lit de douleur, ce fut lui qui parvint à se traîner près du sien. Mais la nuit profonde qu'il trouva dans la chambre de sa femme ne tarda pas à augmenter son mal ; car le grand jour lui était aussi nécessaire qu'à elle l'obscurité ; et cédant à une sorte d'instinct physique, il s'éloigna des ténèbres pour aller chercher ailleurs la lumière qui seule le ranimait : triste destinée de ces deux êtres nécessaires l'un à l'autre, qui ne pouvaient plus se réunir ni se séparer. En effet, quelques instants après :

¹ Le baron de Bunsen, ancien ambassadeur de Prusse à Rome et à Londres, aujourd'hui membre de la chambre haute, auteur de plusieurs ouvrages très remarquables, entre autres *Hippolytus*, les *Signes du temps* (die Zeichen von der Zeit), etc., etc.

« Chère Marie », dit-il à sa femme en venant reprendre sa place auprès d'elle, « le soleil ne me fait plus de bien, si, pour jouir de sa lumière, il faut que je cesse de te voir. »

Une autre fois, dans un moment de découragement, hélas ! trop légitime, le pauvre malade reconnaissait qu'il était venu trop tard dans le Midi, et avouait tendrement à sa femme le tort qu'il avait eu de ne pas suivre son conseil.

C'est au milieu de ces scènes désolantes que le mal allait toujours croissant et prenait chaque jour un aspect plus sombre. Le retour de la belle saison avait été en somme plus contraire que bien-faisant. Ce mouvement général de renaissance qui se produisit alors dans toute la nature s'était bien fait sentir au malade, mais pour lui nuire, et n'avait agi sur le mal que pour lui donner une nouvelle impulsion : c'est ce que les médecins appellent, dans les maladies de poitrine, *le travail du printemps*. L'affaiblissement et le dépérissement étaient manifestes pour tout le monde, excepté pour le malade lui-même, dont les illusions semblaient augmenter à mesure que le péril devenait plus imminent. À la fin de mars, le D^r Maure ne conservait aucune espérance. Le D^r Sève, quoique bien sombre aussi, croyait encore possible de traverser le printemps et l'été, et de gagner l'automne. Mais les vents glacés qui, à cette époque de l'année, ont coutume de descendre des montagnes, et contre lesquels la baie de Cannes n'est pas complètement abritée, ayant sévi avec violence pendant plusieurs jours, on put prévoir que le dénouement fatal se précipiterait, et le 16 avril 1859, dans la soirée, Alexis de Tocqueville succomba à une syncope de quelques instants. Il n'était âgé que de cinquante-quatre ans. Il n'a point laissé d'enfants.

Il avait eu, en ce moment suprême, la consolation de se voir entouré de ses plus proches, auxquels l'avait toujours uni la plus tendre affection. Son frère aîné, le comte Hippolyte de Tocqueville, qui ne l'avait presque pas quitté depuis son arrivée en Provence, et venait d'être appelé en Normandie par des affaires urgentes ; son autre frère, le vicomte Édouard, et sa belle-sœur, la vicomtesse de Tocqueville ; son neveu, le comte Hubert, s'étaient hâtés au premier avis qu'ils avaient reçu d'accourir à Cannes. Le plus vieil ami de son enfance, celui dont l'attachement lui fut toujours si fidèle et si secourable, Louis de Kergorlay, se trouva à son lit de mort. Est-il besoin de dire qu'elle fut là aussi, la douce et digne compagne de toute sa vie, celle pour laquelle allait commencer une existence plus cruelle que la mort ? Elle était là, et c'est elle qui a reçu et recueilli dans son cœur son dernier soupir et son dernier regard. Trompé par les illusions que la correspondance du malade lui avait fait partager jusqu'aux derniers moments, et retenu à Rome par des devoirs cruels,

un autre ami, qui lui était bien cher et bien dévoué, J.-J. Ampère accourait sans inquiétude pour le présent, afin de passer quelque temps auprès de celui qu'il se faisait un si grand bonheur de revoir ; il venait à Cannes comme il eût été à Tocqueville. En débarquant à Marseille, il apprit l'affreuse nouvelle et eut la douleur de n'arriver à Cannes que pour assister à des funérailles. Enfin, il est encore un ami dont on n'a point parlé, et qui cependant était assez cher à Tocqueville pour qu'un mois avant le jour fatal il l'eût mandé près de lui : c'est celui qui, empressé de se rendre à cet appel, a pu être ainsi témoin des tristesses dont il fait aujourd'hui le récit.

Tocqueville s'était éteint paisiblement sans aucune de ces cruelles angoisses que fait éprouver la vue immédiate de la mort, et en même temps, dans cette tranquillité morale d'un homme qui y est préparé, et pour lequel la fin de la vie n'apporte ni terreurs ni menaces. Quelle meilleure préparation à la mort qu'une existence toute passée à bien faire !

La fin de Tocqueville a été toute chrétienne, comme l'avait été sa vie. C'est à tort qu'on a parlé de conversion ; il n'a point eu à se convertir, parce qu'il n'y avait jamais eu en lui la moindre trace d'irrégion.

Tocqueville avait toujours eu l'esprit agité par bien des doutes ; c'était la loi même de sa nature qui l'y portait. Mais au milieu des ses plus grands troubles, il n'avait jamais cessé d'être profondément chrétien ; il poussait jusqu'à la passion ce sentiment, qui faisait partie de sa foi politique ; car il estimait qu'il n'y a point de liberté possible sans les bonnes mœurs, et point de bonnes mœurs sans religion. Le christianisme et la civilisation n'étaient à ses yeux qu'une seule et même chose. Il croyait fermement que ce qu'il y avait de plus désirable pour le bien des hommes, c'était de voir intimement unis la foi religieuse et l'amour de la liberté ; et il n'apercevait jamais sans une profonde douleur l'une de ces deux choses séparée de l'autre. Ah ! sans doute, si pour constater hautement son attachement à cette religion sainte et son respect pour les règles qu'elle a établies, il eût eu quelque violence à se faire, il n'eût pas hésité à se l'imposer, plutôt que de prêter, par son exemple, des armes à ceux qui ne contestent le dogme que pour échapper à la morale. Mais en se jetant aux pieds d'un ministre de paix et de miséricorde¹, il ne fit que suivre l'élan de sa conscience ; et un aveu de ses fautes, plus étendu et plus minutieux que ne le lui demanda la piété éclairée du prêtre, n'eût pas plus coûté à son orgueil que le repentir ne coûtait à son cœur.

¹ Le vénérable curé de Cannes.

Tocqueville avait témoigné, pendant sa vie, le désir qu'à sa mort ses restes fussent déposés dans le cimetière de la paroisse de Tocqueville. Ce désir était une loi sacrée ; la translation du cercueil contenant ses dépouilles mortelles a été accomplie suivant son vœu, dont son frère Hippolyte et son neveu Hubert ont été les pieux exécuteurs. On a passé sous le silence le récit de tous les hommages, même religieux, rendus à la mémoire de Tocqueville ; il est cependant une cérémonie qui, peut-être, eût mérité d'être décrite : c'est celle dont fut témoin la petite paroisse de Tocqueville lorsque le cortège funèbre, parti de Cannes, arriva sur son territoire pour se diriger vers son cimetière, et où il n'y eut que des témoignages sincères et des douleurs vraies ; le deuil de deux bons frères, celui d'un grand nombre d'amis absents représentés par deux amis bien dignes de ce privilège, Corcelles et Ampère¹, les larmes d'une population immense accourue spontanément, jalouse d'adresser ses bénédictions à l'homme illustre qui, pour elle, n'était que l'homme de bien ; et enfin, cette grande et sainte douleur, dont on ose à peine parler, qui, dans ce moment, remplissait à elle seule le pauvre château de Tocqueville, et à laquelle tout le monde pensait... C'est dans ce lieu modeste et paisible que Tocqueville a voulu que le plus simple emblème de sa foi, une croix de bois, marquât sa place parmi les morts. S'il est vrai cependant que ce soient le génie et la vertu qui font la vraie gloire, on peut dire que l'humble cimetière du petit village de Tocqueville contient les restes d'un grand homme.

En apprenant sa mort, le duc de Broglie a dit : « La France ne produit plus d'hommes pareils. » C'est le jugement de la France ; ce sera aussi celui de l'Europe. La renommée de Tocqueville allait déjà très loin et très haut ; on ose prédire que chaque jour elle s'étendra et s'élèvera encore.

On a essayé de peindre l'écrivain, le publiciste et l'homme d'État ; mais qui peindra l'homme même, son cœur, sa grâce, la poésie de son âme et en même temps sa raison ; cette âme si tendre, cette raison si ferme, ce jugement si fin et si sûr ; cet esprit si profond et si lucide, jamais commun, jamais excentrique, toujours original, toujours sensé ; en un mot, tout ce qui faisait de lui une nature d'élite et un homme à part ? Tocqueville n'avait pas seulement beaucoup d'esprit ; il avait les divers genres d'esprit ; il était aussi spirituel dans sa conversation que dans ses livres ; il racontait aussi bien qu'il écrivait ; il possédait un autre talent peut-être plus rare : c'était celui

¹ Ampère, en quittant Cannes, où il avait eu la douleur de ne trouver qu'un cercueil, avait eu du moins la consolation de ramener à Paris Mme de Tocqueville ; il voulut avoir encore celle d'assister en Normandie à ces dernières funérailles.

de savoir aussi bien écouter que bien dire. Doué d'une activité infatigable et presque malade, il excellait dans l'emploi de son temps. Il trouvait le temps de tout faire, et n'omettait jamais ni un devoir ni une convenance. On a dit plus haut qu'il avait beaucoup d'amis, il a connu un bonheur plus grand encore, celui de n'en perdre jamais un seul. Il eut aussi un autre bonheur : c'est de savoir si bien les aimer tous, que nul ne se plaignit jamais de la part qui lui était faite, tout en voyant celle des autres. Il était aussi ingénieux que sincère dans ses attachements ; et jamais, peut-être, nul exemple ne prouva mieux que le sien combien l'esprit ajoute de charmes à la bonté.

Quelque bon qu'il fût, il aspirait sans cesse à devenir meilleur ; et il est certain qu'il se rapprochait chaque jour de la perfection morale qui lui paraissait le seul but digne de l'homme. Il trouvait, chaque jour, plus solennel et plus imposant le grand problème de la destinée humaine : aussi apportait-il chaque jour, dans tous ses sentiments et dans tous ses actes, quelque chose de plus pieux et de plus reconnaissant envers Dieu et ses bienfaits. Il sentait plus de respect pour l'homme, pour ses droits, pour sa vie, et pour celle de tous les êtres créés. Il s'élevait ainsi à une humanité plus haute, plus délicate et plus pure. Le rang des hommes lui faisait moins ; leur valeur personnelle plus. Il était plus patient, plus résigné, plus laborieux, plus attentif à ne rien perdre de cette vie qu'il aimait tant, et qu'il avait le droit de trouver belle, lui qui en faisait un si noble usage ! Enfin il est permis de dire, à son honneur, qu'à une époque où chacun tend à concentrer son regard sur soi-même, il n'a pas eu d'autre but que celui de poursuivre les vérités utiles à ses semblables, d'autre passion que celle d'accroître leur bien-être et leur dignité.

C'est par là, c'est par cette ambition rare qu'il vivra dans le souvenir des hommes ; car l'humanité enregistre le nom de ceux qui l'ont honorée et agrandie.

Tocqueville a laissé éparse dans ses manuscrits une pensée qui semble résumer à elle seule toute son existence :

« La vie n'est pas un plaisir, ni une douleur, mais une affaire grave dont nous sommes chargés et qu'il faut conduire et terminer à notre honneur. »

GUSTAVE DE BEAUMONT.

Beaumont-la-Chartre, mai 1860.

AVANT-PROPOS AUX ŒUVRES ET CORRESPONDANCES
INÉDITES D'ALEXIS DE TOCQUEVILLE.

(1861)

Un témoignage inappréciable de confiance ayant placé entre mes mains les manuscrits d'Alexis de Tocqueville¹, j'avais à rechercher, parmi ses œuvres inédites, et notamment dans la correspondance qu'il a laissée, ce qui était susceptible de publication. Mon intention était de livrer le résultat de cette enquête sans aucun commentaire. Que dirai-je de l'écrivain qui n'ait été dit, et mieux dit que je ne pourrais le faire, par les hommes éminents qui lui ont rendu un dernier hommage : M. Ampère dans le *Correspondant*², M. de Barante devant la *Société d'histoire de France*³, M. de Loménie dans la *Revue des Deux Mondes*⁴, MM. de Sacy et de Laboulaye dans le *Journal des Débats*⁵, et plusieurs autres qu'il serait trop long de rappeler ici.

Cependant, outre l'écrivain que tout le monde connaît, il y a dans Alexis de Tocqueville l'homme, que l'on connaît moins, et que trente ans d'intimité m'ont peut-être permis de juger mieux qu'aucun autre. C'est donc l'homme surtout que j'aurais voulu peindre dans la Notice placée en tête de cette publication. Convaincu que le seul mérite réel d'une pareille œuvre, si elle peut en avoir un, est d'être sincère, je me suis appliqué à être impartial. Les partialités de ma vieille amitié ont d'ailleurs été combattues par mon amitié même ; car il m'a semblé que, pour intéresser le public, au lieu du personnage idéal que créerait un panégyrique, il fallait montrer l'homme

¹ Mme de Tocqueville, qui a voulu demeurer absolument étrangère à cette publication, n'y est intervenue que pour m'autoriser à l'entreprendre, et me remettre les manuscrits inédits dont elle était dépositaire, ainsi que les lettres que les amis d'Alexis de Tocqueville avaient, avec une pieuse déférence, placées à sa disposition. Elle a ensuite abandonné à ma discrétion l'accomplissement de ce travail, dont elle n'a pas même voulu prendre connaissance avant l'impression. Le sentiment bien touchant pour moi, qui lui a inspiré une pareille marque de confiance, n'a pas cessé d'être présent à ma pensée. Il a été le guide de ma conscience et la règle de mes actes. Si, privé ainsi du précieux secours que j'aurais trouvé dans son esprit et dans son cœur, j'ai commis quelques regrettables erreurs, j'espère qu'elle me les pardonnera ; et si, dans un livre, où beaucoup de noms propres sont mentionnés, j'ai pu me rendre coupable, envers les personnes nommées ou omises, de quelques torts d'indiscrétion ou d'oubli, on saura du moins que j'en ai seul toute la responsabilité.

² N° du 2 juin 1859.

³ Séance du 3 mai 1859.

⁴ N° du 15 mai 1859.

⁵ N°s des 30 septembre, 1^{er}, 2 et 4 octobre 1859.

tel qu'il était, avec ses qualités et ses défauts, ses lumières et ses ombres ; et qu'après tout, le meilleur moyen de faire aimer et admirer Alexis de Tocqueville était de le peindre ressemblant. Si tel est le portrait que j'ai fait de lui, je regretterai moins, je l'avoue, le talent dont j'aurais eu besoin pour répandre sur le tableau des couleurs, qui, en l'embellissant, l'eussent rendu tout à la fois plus brillant et moins vrai.

LETTRE DE GUSTAVE DE BEAUMONT À SA FEMME CLÉMENTINE
DU PORT DE STORA, EN ALGÉRIE. — 30 MAI 1841.

[Archives Beinecke, Yale University, Gen Mss 982,
série C, dossier R, Lettres de Gustave de Beaumont.]

Je ne t'écirai que quelques mots, ma chère Clémentine, n'ayant que bien peu d'instant à ma disposition. Nous sommes arrivés ce matin à Stora en vue de Philippeville où nous allons débarquer tout à l'heure ; et déjà nous sommes tout occupés de nous préparer les moyens faciles d'aller à Constantine. Il ne s'agit de rien que de la question du plus ou moins d'incommodité, la question de sécurité n'en étant pas une. Il n'y a pas même lieu de craindre beaucoup de fatigues, et la meilleure preuve que l'on puisse en donner, c'est que des dames fort peu aguerries aux voyages font tous les jours ce trajet. M. le marquis de Talaru avec lequel nous nous sommes rencontrés sur le bateau à vapeur, et qui arrive à Stora avec nous, va aussi pour son plaisir à Constantine, malgré ses 70 ans, ce dont il ne paraît pas effrayé le moins du monde ; et effectivement il n'y a aucune espèce d'obstacle. Nous mettrons trois jours pour faire ce trajet, qu'à la rigueur on peut faire en un seul ; mais nous voulons ménager nos forces, et voyager tout à l'aise. Une escorte nous sera donnée, et dans chaque lieu d'étape nous bénéficierons des camps où nous coucherons à l'abri. C'est infiniment moins aventureux que nos campagnes dans les forêts. Nous ferons cette route dans la compagnie du marquis de Talaru et de la personne qui l'accompagne. Ce sont d'aimables compagnons de voyage. Déjà nous nous sommes informés de l'époque précise à laquelle le bateau à vapeur suivant viendra toucher à Stora et à Bone ; car il ne suffit pas de venir dans cette ville, il faut encore en sortir à l'époque qui nous convient. Il est certain que le même bateau à vapeur qui nous a amené, et qui va retourner à Alger, en reviendra le 10 du mois prochain ; et c'est avec lui que nous repartirons pour Alger. Je ne vois pas encore clairement comment nous placerons notre voyage à Bone, si toutefois nous le

faisons ; ce n'est pas du reste la partie la plus importante de notre voyage ; ce que nous voulons voir avant tout, c'est Constantine ; nous ferons le reste si nous en avons le temps et l'occasion. Le point sur lequel nous sommes invariablement fixé, c'est l'arrangement de notre retour ici pour le bateau du 10 juin, lequel arrivant ici vers le 12, nous portera à Alger vers le 14 ou au plus tard le 15 juin. Nous avons fait un voyage très intéressant d'aller à Philippeville. Le lendemain soir de notre départ qui a eu lieu le 28 nous étions à Bougie ; le surlendemain matin à Gigelly, et enfin à 5 heures du matin dans la baie de Stora. Le littoral de l'est est encore plus remarquable que celui de l'ouest ; les terres en sont plus abruptes, et les montagnes qui bordent toute la côte, encore plus effilées. Nous avons côtoyé tout le pays de ces farouches Kabyles, qui n'ont jamais accepté le joug d'aucun maître, et qui sacrifient tout au besoin de conserver entière leur sauvage indépendance. Les points que nous occupons sur leurs terres sont presque imperceptibles, et nous semblons être prisonniers à Bougie et à Gigelly, où nous possédons quelques hectares, et d'où nous ne pouvons faire un pas dans l'intérieur des terres sans avoir le col coupé. Dans chacun de ces ports nous avons causé assez longuement avec le commandant supérieur qui nous a donné des renseignements intéressants. — Heureusement nous sommes dans de tout autres rapports avec les tribus arabes ; et le commerce ainsi que les bonnes relations avec elles ont pris un tel développement qu'en deux ans Philippeville a gagné 4000 habitants. Le mouvement qui y règne et que l'on voit de notre bateau, m'a rappelé absolument celui des villes américaines. Il m'a semblé voir Buffalo. — Je ne puis continuer ma narration d'ailleurs si peu piquante qu'elle gagnera à être abrégée ; et je n'ai que le temps, ma chère Clémentine, de t'embrasser bien tendrement en te priant de distribuer autour de toi tout ce que j'ai de plus tendres souvenirs à envoyer à toi, Marie et Antonin.

Gustave de B.

Si décidément nous partons demain matin lundi pour Constantine, nous avons chacun un bon cheval, et pour comble de sécurité nous suivrons un convoi. Le colonel d'Alphonse nous disait du reste tout à l'heure qu'à présent l'état de paix est tel que deux personnes armées pouvaient faire seuls le trajet sans danger.

DEUXIÈME LETTRE
À BORD DU BATEAU À VAPEUR LE TARTARE. — 9 JUIN 1841

[Archives Beinecke, Yale University, Gen Mss 982,
série C, dossier R, Lettres de Gustave de Beaumont.]

Tu seras bien étonnée, ma chère Clémentine, de recevoir cette lettre timbrée de Toulon. Je ramène en France ce pauvre Tocqueville qui est tombé malade au commencement de notre route de Philippeville à Constantine : voilà l'explication de l'énigme. Du reste son état ne présente absolument rien d'inquiétant. Il aurait pu devenir très grave, si la fièvre violente dont il a été saisi n'avait été promptement coupée, et si son retour en France ne lui assurait la respiration d'un air meilleur ; mais aujourd'hui son mal le rendait à une grande faiblesse, résultat assez naturel de la crise qu'il a éprouvé et de 10 jours de diète absolue peu propre à réparer ses forces. 8 heures passés en France avec un bon régime le remettront complètement ; j'ai voulu tout de suite te bien expliquer ce côté de sa position, pour que ton imagination ne l'aggrave pas. Maintenant je vais te raconter les circonstances de la triste expédition que nous venons de faire. Nous étions arrivés en très bon état à Philippeville, d'où je t'ai écrit (et tu recevras sans doute en même temps la lettre de Philippeville et celle de Toulon, car le même bateau à vapeur qui a apporté la première à Alger et la porte à Toulon, est celui qui me porte aujourd'hui). Tous nos arrangements pour le voyage de Constantine se firent très heureusement ; le colonel commandant de Philippeville nous donna une bonne escorte ; et nous étions le 31 mai à 9 heures du matin sur la route de Constantine, montés chacun sur un mulet, ayant pour compagnon de voyage M. de Talaru et son neveu, et pour supplément d'escorte, les arabes qui conduisaient les mulets chargés de nos bagages. Nous venions de travers une vallée délicieuse qu'arrosait une petite rivière dont les bords sont couverts de lauriers roses, et nous avons fait environ 4 à 5 lieues, sans rencontrer le moindre visage ennemi, lorsqu'arrivés au camp du Dix, occupé par 300 ou 400 hommes de notre armée, nous nous y arrêtâmes pour déjeuner avec officiers du camp, qui s'étaient empressés de nous inviter de la manière la plus aimable. Là à peine Alexis était-il assis à la table où nous déjeunions, qu'il se sent mal, se lève, et a bien de la peine à se traîner à 50 pas de là pour gagner une tente sous laquelle il s'étend, et d'où j'ai bien craint qu'il ne se relevât pas. Il avait été frappé par le soleil comme d'un coup de foudre. Il était d'ailleurs, dès le matin avant le départ, assez mal disposé, et son dîner de la veille lui pesait beaucoup. L'influence du soleil ajouté à un grand trouble dans les

entrailles, amena chez lui tout à la fois une effroyable diarrhée, et une fièvre sensible. Son poulx battait 100 pulsations à la minute. Il souffrait d'horribles coliques. Tu vois dans quel cruel embarras je me trouvais. Heureusement nous étions au milieu d'officiers on ne peut plus obligeants, et pleins de bonté. Il y avait aussi parmi eux un petit carabin, de peu de ressource il est vrai, mais qui cependant valait mieux que rien. Nous avons soigné de notre mieux le pauvre malade. J'ai jugé de suite que l'attaque était grave et qu'il ne fallait plus songer à Constantine, mais bien à revenir au plus tôt sur nos pas. J'ai donc dit adieu à nos compagnons de voyage qui ont continué leur route, et nous nous sommes tentés sous la tente. Mais quelle journée, et surtout quelle nuit j'y ai passé ! En vérité je n'ai de ma vie éprouvé de pareille angoisse et une semblable anxiété. On ne saurait se faire une idée des *misères* auxquelles est sujet un pauvre malade jeté au milieu des *misères* d'un camp. Nous y étions mangés par la vermine. Le jour c'était une chaleur à étouffer, et la nuit une fraîcheur dont on ne pouvait nous défendre : et puis pas une minute de repos ; à chaque instant des roulements de tambour, du qui vive ? des rondes, et de quart d'heure en quart d'heure ce cri solennel : « *Sentinelle !! Prenez garde à vous !* », prononcé par 25 voix, les uns après les autres, comme 25 échos d'un même bruit ; de telle sorte que si on avait pu un moment fermer l'œil et s'endormir, on était immédiatement réveillé. Et pendant cette nuit si longue, le pauvre Alexis n'a pas cessé d'avoir la même fièvre avec la même force, accompagné de tous les mêmes dérangements. Ce premier accès a duré 18 heures. Tu juges bien qu'au milieu de ce supplice, je n'ai eu qu'une idée fixe ; c'était de tirer le pauvre Alexis de ce camp, et de l'amener dans quelque lieu où il fût au moins à couvert. Par bonheur, j'ai pu mettre la main sur une mauvaise charrette, appartenant à un cantinier, dans laquelle on a mis deux ou trois matelas, et le 1^{er} juin au matin à 5 heures j'ai jeté dessus le pauvre Tocqueville qui n'en pouvait plus, et qu'il fallait à tout prix arracher de là. Ce trajet ne lui a pourtant pas fait trop de mal ; et à 9 heures du matin nous nous sommes retrouvés à Philippeville. Là nous avons pu voir un bon médecin, le médecin en chef de l'hôpital. Il a jugé que la fièvre d'Alexis était une fièvre intermittente ; et il l'a coupé à grandes doses de quinine. Il lui en a donné d'abord 8 grains ; puis le lendemain 16 grains, et il en prenait 16 grains pendant chacun des jours suivants. — Il y a eu grande diminution dans la fièvre qui cependant est un peu revenue. Le mal du malade n'a pas seulement été physique, il est devenu surtout moral, et j'ai été effrayé de la manière dont sa tête travaillait. J'ai pensé qu'autant il avait été important de quitter le camp de Dix, autant il importait de quitter Philippeville,

dont l'air n'est pas bon, et où l'imagination d'Alexis s'abandonnait trop. Par bonheur le bateau qui nous avait amené à Philippeville et qui était allé à Bone, revenait de Bone et repassait par Philippeville le lendemain même du jour où nous y étions si tristement rentrés. Il y avait grande contradiction parmi nos amis de Philippeville sur le point de savoir si Tocqueville devait repartir tout de suite pour Alger, ou bien rentrer à Philippeville le temps de s'y remettre. Ici je l'avoue je n'ai pas eu un moment d'hésitation, et malgré l'avis du médecin j'ai, avec cette résolution que tu me connais, décidé le départ d'Alexis : je l'ai fait jeter, plus mort que vif, dans une barque, bien agitée par la mer qui était houleuse, et cette barque l'a bientôt porté dans le bateau à vapeur, dont le capitaine a eu l'obligeance de céder sa chambre au pauvre malade. Il a fallu pour nous mener à Alger 48 heures de navigation qui se sont passés bien péniblement dans une petite cabine, où le malade souffrait.

TABLE DES MATIÈRES

ÉCRITS, TRAVAUX ET DISCOURS — VOLUME II

BROCHURES ÉLECTORALES ET POLITIQUES.	5
À Messieurs les électeurs de l'arrondissement de Saint-Calais (1837).	5
Lettre de Gustave de Beaumont, magistrat destitué, candidat aux élections à Saint-Calais, au directeur de <i>l'Ami des Lois</i> , en réponse à des imputations calomnieuses parues dans ce journal (1837).	7
À Messieurs les électeurs de l'arrondissement de Saint-Calais (1839).	18
À Messieurs les électeurs de l'arrondissement de Mamers (1839).	20
À Messieurs les électeurs de l'arrondissement de Mamers (1842).	23
Lettre au nom du comité de la gauche constitutionnelle, en soutien du candidat Ernest de Villiers (1846).	26
À Messieurs les électeurs de l'arrondissement de Mamers (1846).	29
À Messieurs les électeurs de l'arrondissement de Saint-Calais (1846).	32
À Messieurs les électeurs de la quatrième circonscription électorale du département de la Sarthe (1863).	33
Aux électeurs de la quatrième circonscription électorale de la Sarthe (1863).	35
Aux électeurs de la quatrième circonscription électorale de la Sarthe. Instruction pour le vote des 31 mai et 1 ^{er} juin (1863).	36
De la politique extérieure de la France au 29 octobre 1840 (1840).	43
État de la question d'Afrique. Réponse à la brochure de M. le général Bugeaud intitulée : <i>L'Algérie</i> (1843).	64
De l'intervention du pouvoir dans les élections (1843).	101

ARTICLES DE JOURNAUX OU DE REVUES.	143
De l'opposition constitutionnelle et parlementaire (1841).	143
État de la question d'Afrique (1842).	161
De la vérification des pouvoirs et des enquêtes parlementaires (1846).	161
De la réforme parlementaire et de la réforme électorale, par M. Duvergier de Hauranne (1847).	188
Entretiens de village, par M. de Cormenin (1847).	197
Circulaire aux habitants de la Sarthe (1848).	203
Lettre-manifeste à un électeur de la Sarthe (1849).	207
La Russie et les États-Unis sous le rapport économique (1854).	215
TRAVAUX À L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.	236
Rapport sur le mémoire de M. Macarel, touchant la constitution et l'état de la propriété dans l'Algérie à l'époque de la conquête des Français (1843).	236
Discussion sur l'organisation du travail et sur la limitation du travail des enfants (1845).	240
Rapport sur l'administration de la justice civile et commerciale en Sardaigne, suivi d'observations par MM. Charles Lucas, G. de Beaumont et Cousin (1847).	250
Opinion de Gustave de Beaumont sur la défense des indigents dans les procès civils et criminels (1847).	271
Rapport verbal sur le bulletin officiel des lois de l'empire d'Autriche (1850).	272
Rapport sur l'ouvrage de M. G. Cornwall Lewis, intitulé : Essay on the influence of authority in matters of opinion (1853).	277
ÉCRITS SUR TOCQUEVILLE.	290
Préface aux <i>Œuvres complètes de Tocqueville</i> (1864).	290
Notice sur Alexis de Tocqueville (1860).	314
Avant-propos aux Œuvres et correspondances inédites d'Alexis de Tocqueville (1861).	379
Deux lettres de Gustave de Beaumont à sa femme Clémentine, relatives au voyage en Algérie en compagnie de Tocqueville (1841).	380

